A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

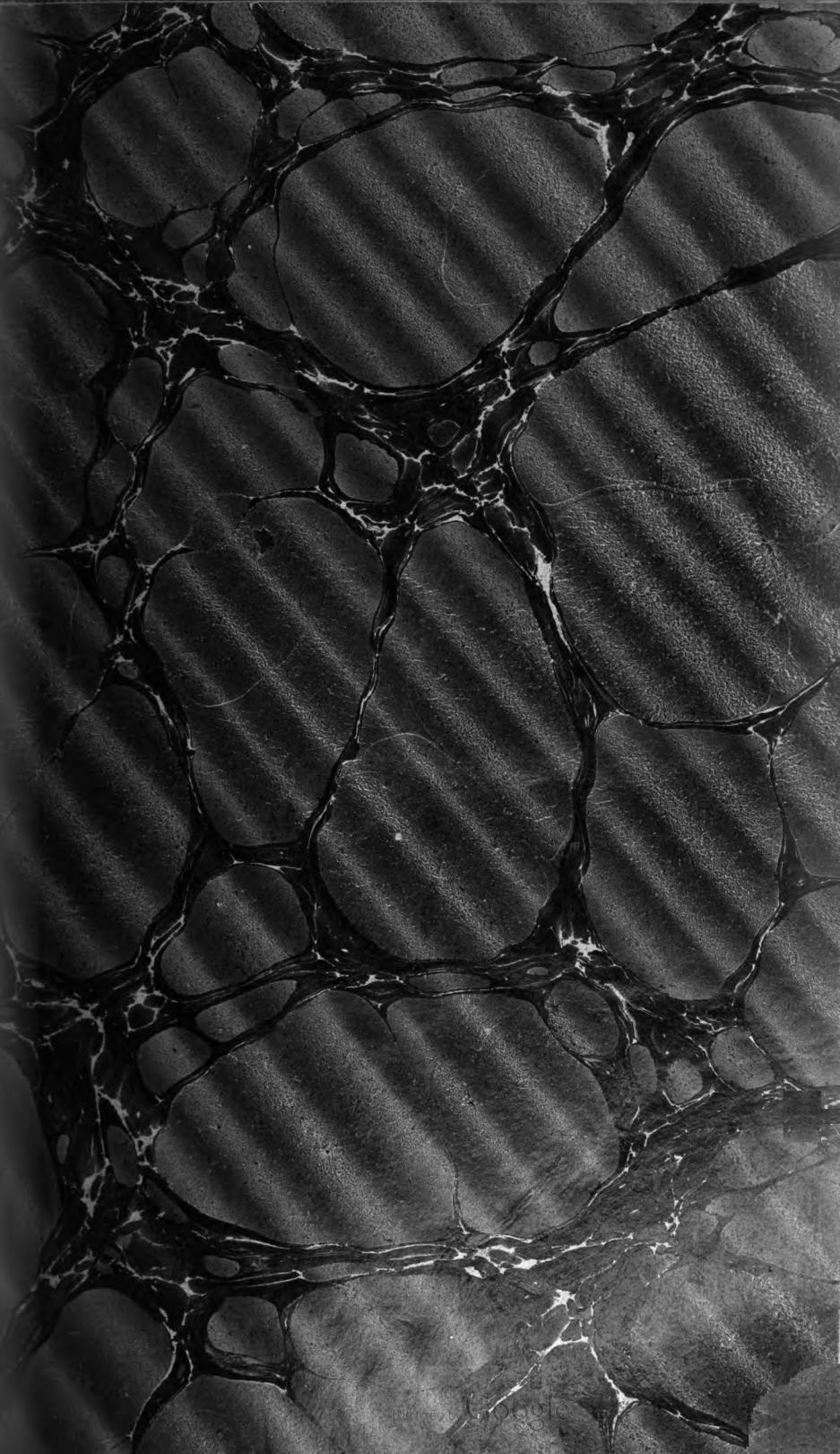
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE FRANCE

Digitized by Google

Paris. — Imprimerie de E. Donnaud, rue Cassette, 9.

Digitized by Google

HISTOIRE

DE FRANCE

DEPUIS

LES PREMIERS AGES JUSQU'EN 1848.

Ouvrage dédié à Mgr l'Évêque de Verdun

PAR L'ABBÉ PIERROT

CURÉ-DOYEN DE DUN, CHANOINE HONORAIRE DE BAYEUX

PUBLIÉ AVEC LE CONCOURS D'UN DE NOS ÉCRIVAINS LES PLUS CONNUS DANS LA PRESSE POLITIQUE ET RELIGIEUSE

DEUXIÈME ÉDITION

TOME TREIZIÈME

PARIS
LOUIS VIVÈS, LIBRAIRE-ÉDITEUR
9, RUE DELAMBRE, 9

1862

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE FRANCE.

V^e ÉPOQUE, 3^e PÉRIODE, LIVRE II.

CHAPITRE III.

Consulat (1799-1804).

§ I^er. *Consulat provisoire (11 novembre 1799 - 1^er janvier 1800).*

Les époques de transition méritent de fixer l'attention spéciale des esprits sérieux, parce que c'est alors surtout que se fait le plus grand travail social et politique. Tel est le caractère du consulat. Soit qu'on le considère relativement à la politique intérieure, soit qu'on examine la politique extérieure, soit qu'on apprécie les principes de diplomatie adoptés alors, on aperçoit le commencement d'une ère nouvelle; la Révolution, victorieuse des obstacles qui l'entravaient, devient maîtresse de ses destinées et de celles de l'Europe.

Malgré son amour pour l'absolutisme, Bonaparte ne voulait pas que l'on regardât son acte du 18 brumaire

Digitized by Google

comme contraire aux lois; il publia une proclamation par laquelle il essayait d'en démontrer la parfaite légalité. On est affligé de voir un si grand génie, que la Providence avait investi d'une si haute puissance, recourir à de misérables subterfuges pour couvrir son acte d'une légalité qui évidemment faisait défaut.

La proclamation d'un consulat provisoire était absolument inutile; on pouvait, sans opposition, faire accepter un consulat définitif. Paris, autrefois si vivement ébranlé au seul mot de révolution, parut à peine s'occuper de celle-ci et permit à Bonaparte, à Sièyes et à Roger-Ducos de prendre en main le gouvernail sans contradiction. Les deux derniers continuèrent à occuper les appartements qu'ils avaient au Luxembourg; le premier quitta la rue Chantereine (1) pour aller habiter le Petit-Luxembourg, qui devint alors le centre de toutes les affaires. Le 11 novembre, à la première réunion des trois consuls en conseil : « Qui de nous présidera, dit » Sièyes? — Vous voyez bien, dit naïvement Roger- » Ducos en montrant le fauteuil déjà occupé, que le gé- » néral préside. » Sièyes, qui avait cru en renversant le Directoire devenir l'homme dirigeant dont Bonaparte ne serait que le bras, comprit alors qu'il avait un maître. Il se résigna et reconnut la nécessité de se soumettre plutôt que de tenter inutilement d'exciter de nouvelles dissensions. Tous ceux qui étaient depuis longtemps dans les plus hautes charges l'imitèrent, et Bonaparte domina tout.

Ce n'était pas en effet dans les deux collègues qui lui

(1) Cette rue est nommée maintenant de la Victoire.

Digitized by Google

avaient été donnés qu'il aurait pu trouver une opposition sérieuse. Roger-Ducos, honnête homme du reste, nul d'esprit et de caractère, n'était qu'un personnage subalterne sur lequel on pouvait compter, et qui devait inévitablement se ranger du côté du plus fort. Sièyes espérait faire de la force avec le syllogisme, et de la diplomatie avec la subtilité de collége. Quand Napoléon mesura ses subtilités et jugea l'homme réputé le plus fort de la Révolution, il se dit : « Il me faut d'autres hommes » que celui-ci. »

La première occupation des trois consuls fut de composer le ministère chargé de conduire les affaires en leur nom. Cambacérès, homme sage et ferme, fut conservé à la justice; Fouché, que Sièyes repoussait comme une créature de Barras, fut aussi conservé, grâce à l'appui de Bonaparte, qui lui savait une profonde connaissance des personnages et des choses de la Révolution; Talleyrand paraissant encore trop peu acceptable par l'opinion, on se détermina à laisser pendant quelques semaines Reinhart aux affaires étrangères; Dubois-Crancé, patriote trop avancé, fut remplacé à la guerre par le général Berthier, chef d'état-major de Bonaparte; Quinette eut pour successeur à l'intérieur le savant La Place, homme de haute capacité, mais incapable de se plier au détail des affaires. Forfait fut appelé à la marine à la place de Bourdon (de l'Oise); Gaudin, esprit peu brillant, mais solide, fut nommé au ministère des finances, qu'il occupa quinze ans avec distinction; enfin Maret, depuis duc de Bassano, sous le titre de secrétaire d'Etat, exerça les fonctions de secrétaire intime de Bonaparte.

Les finances étaient alors tombées dans une situation

Digitized by Google

si déplorable, que le Directoire, au moment où il se retira, ne pouvait plus acquitter aucune charge publique. Après la chute du papier-monnaie, le gouvernement avait été obligé de recourir aux expédients pour subsister.

La multitude de papiers jetés sur la place y avait produit un agiotage épouvantable, causé un grand nombre de ruines et excité des plaintes amères. L'emprunt forcé et progressif, devenu vexatoire parce qu'il n'avait d'autre base que le caprice des agents du gouvernement, soulevait de tous côtés une répulsion générale, celle même des révolutionnaires qui, dans leur ardeur patriotique, avaient fait adopter cette loi. Le gouvernement se hâta de la rapporter et remplaça cet emprunt par une contribution de guerre de vingt-cinq centimes ajoutée au principal des contributions foncière, mobilière et personnelle. Il fallait des finances immédiatement, et cette contribution ne pouvait en fournir que pour l'avenir. Gaudin obtint des banquiers un secours de douze millions qui devaient être remboursés sur les premières rentrées des contributions de guerre.

Pour faciliter la rentrée des impôts, soit directs, soit indirects, on créa des receveurs généraux et des percepteurs à qui on imposa un cautionnement, non plus en biens-fonds, comme autrefois, ce qui nécessitait en certains cas la tâche difficile de l'expropriation, mais en une somme d'argent qui fut déposée dans une caisse spéciale, connue sous le nom de caisse de l'amortissement. Quoique l'impôt fût payable par douzième, et que l'Etat pût exiger des receveurs généraux un douzième chaque mois, cependant, pour ne pas fouler les contribuables,

Digitized by Google

on donna une latitude de trois mois, en sorte que l'impôt exigible le 31 janvier n'était demandé aux receveurs généraux qu'après le mois d'avril. L'Etat se trouvant sans argent, se fit alors délivrer des obligations pour les douzièmes échus aux termes dont nous venons de parler. Le gouvernement, avec ces bons et avec les cautionnements déposés aux caisses d'amortissement, put faire face aux besoins du moment.

Il fallait, après avoir organisé un système de finances, liquider les dettes de l'Etat. Nous avons remarqué qu'outre les dépenses courantes, l'Etat avait des obligations à acquitter à l'égard de ses créanciers, à qui on avait donné seulement des *bons d'arrérages*, à l'égard de ceux qui avaient fourni des *réquisitions*, ou qui possédaient des *délégations* sur des revenus. Les premiers bons, comme légitimes et certainement constatés, furent seuls admis. Les *bons de réquisitions et de délégations* furent soumis à une liquidation spéciale.

En trois semaines ces grandes mesures avaient été organisées, et on se trouvait en état de faire face aux besoins les plus pressants. On recourut cependant encore pour un moment aux expédients, tels que la vente des biens nationaux et des bons sur ces biens; mais tout se montra si favorablement dès le début, que Bonaparte crut pouvoir annoncer à son armée que bientôt elle verrait cesser la misère qui la dévorait.

« Soldats, leur disait-il, vos besoins sont grands; » toutes les mesures sont prises pour y pourvoir. La pre- » mière qualité du soldat est la constance à supporter la » fatigue et la privation; la valeur n'est que la seconde. » Plusieurs corps ont quitté leurs positions; ils ont été

Digitized by Google

» sourds à la voix de leurs officiers. La 17e légère est de » ce nombre. Sont-ils donc tous morts les braves de » Castiglione, de Rivoli, de Neumark? Ils eussent péri » plutôt que de quitter leurs drapeaux, et ils eussent » ramené leurs jeunes camarades à l'honneur et à leur » devoir. Soldats, vos distributions ne sont pas régu- » lièrement faites, dites-vous. Qu'eussiez-vous fait si, » comme les 4e et 22e légères, les 18e et 32e de ligne, » vous vous fussiez trouvés au milieu du désert, sans » pain ni eau, mangeant du cheval et des mulets? La » victoire nous donnera du pain, disaient-elles; et vous, » vous quittez vos drapeaux!

» Soldats d'Italie, un nouveau général vous com- » mande; il fut toujours à l'avant-garde dans les plus » beaux jours de votre gloire. Entourez-le de votre con- » fiance; il ramènera la victoire dans vos rangs.

» Je me ferai rendre un compte journalier de la con- » duite de tous les corps, et spécialement de celle de la » 17e et de la 63e de ligne; elles se ressouviendront de » la confiance que j'avais en elles. »

Dans l'espérance de réparer tous les malheurs causés par la Révolution, le nouveau pouvoir avait adopté pour règle de conduite à l'intérieur ces belles maximes : *Oubli du passé, fusion des partis, conciliation universelle.*

Afin de se rattacher le parti royaliste, qui avait extrêmement souffert pendant la révolution, Bonaparte se montra disposé à couvrir d'un voile toutes les tentatives contre le Directoire; il rapporta quelques lois promulguées contre les amis de la royauté. Tel fut tout d'abord le rapport de la loi des ôtages, qui atteignait les parents des émigrés et de ceux qui méconnaissaient les lois ré-

Digitized by Google

volutionnaires. Le général Bonaparte alla lui-même à la prison du Temple pour délivrer les ôtages qui y étaient renfermés et rendre ces nobles victimes à la liberté. Il fit briser les décrets féroces lancés contre la multitude des prêtres non assermentés, qui, par fidélité à leur conscience, avaient préféré le dénuement, la persécution, l'exil, la mort, à la violation de l'engagement sacré qu'ils avaient pris en recevant les saints ordres. Ces vénérables ministres de Jésus-Christ gémissaient dans les prisons, ou se cachaient fugitifs dans les îles, dans le creux des rochers, chez le chrétien fervent qui daignait leur fournir un abri de quelques jours. Des émigrés français, battus par la tempête, ayant eu confiance en leur patrie et ayant cherché près de Calais le salut que la mer leur refusait, avaient été arrêtés; Bonaparte fit élargir les prisonniers et les laissa libres de se rendre sur la terre étrangère.

Les principaux chefs vendéens voyant, pendant les derniers jours du Directoire, la désorganisation intérieure portée à son comble, avaient repris les armes et relevé leur drapeau; jugeant à la politique du général Bonaparte qu'un génie réparateur avait apparu sur la terre de France, ils résolurent de s'aboucher avec lui et de le gagner à la royauté. Dans un entretien qu'ils sollicitèrent avec espérance de trouver en lui un autre Monk, Hyde de Neuville et d'Andigné le trouvèrent aussi éloigné du royalisme que du terrorisme; il leur déclara que les amis de la royauté recevraient un entier pardon s'ils voulaient déposer les armes, mais que s'ils continuaient à opposer la moindre résistance aux ordres du gouvernement, ils seraient tous exterminés jusqu'au dernier. Cette conversation ne fut pas inutile pour la pacification de la Vendée.

Digitized by Google

Intimidés par la manière dont le général Bonaparte voulait les traiter, les Vendéens consentirent à entrer en négociations, et une suspension d'armes fut aussitôt signée pour la Vendée et pour une partie de la Bretagne, par Châtillon, d'Autichamp et de Bourmont, qui promirent de s'adresser à Georges Cadoudal et à de Frotté, pour en faire adopter une semblable dans le Morbihan et la Normandie.

Tous ces actes qui eussent été traités de faiblesse sous le débile gouvernement du Directoire, furent applaudis, tant il est vrai qu'un gouvernement fort peut être généreux. Le parti patriote, d'abord frappé, ressentit bientôt la clémence du nouveau pouvoir. Les Conseils avaient, dans la nuit du 19 brumaire, formé une liste de proscription de soixante-dix-neuf personnes. L'arrêt des consuls, confirmatif de cette disposition, fut changé, le 4 frimaire, en une simple surveillance de haute police, qui fut supprimée au moment de la mise à exécution de la Constitution de l'an VIII, générosité dont tout l'honneur revint à Bonaparte. On le loua d'autant plus de cet acte, que la Révolution n'avait pas donné d'exemples de cette modération.

Il se manifestait à l'extérieur un mouvement favorable à la France. Paul Ier, empereur de Russie, prince plein d'idées chevaleresques, avait adopté avec tant de chaleur le parti de Louis XVIII, qu'il voulait déclarer la guerre à tout ce qui n'était point hostile à la République française. Il avait menacé la Prusse, le Danemarck, la Suède, à cause de leur neutralité; il avait déclaré la guerre à l'Espagne, parce que celle-ci faisait cause commune avec la France. Depuis la défaite du général Souwarow, proclamé l'invincible, Paul Ier, profondément

Digitized by Google

irrité contre l'Autriche qu'il regardait comme l'auteur de sa honte, se séparait de ses coalisés avec autant de chaleur qu'il les avait soutenus. Il ne fallait évidemment qu'une circonstance pour ramener l'empereur de Russie vers la France; nous verrons qu'elle ne se fit pas longtemps attendre.

La Prusse, qui commençait alors à prendre dans l'Europe une grande position, s'était épargné, par la neutralité qu'elle avait gardée, les malheurs de la guerre; elle jouissait d'une grande prospérité qu'on vantait beaucoup et qui paraissait le fruit de la sagesse du gouvernement. Le jeune roi de Prusse, animé des meilleures intentions pour ses sujets, avait alors pour ministre un homme habile, qui pensait trouver dans la paix les véritables moyens d'agrandir sa patrie aux dépens de voisins épuisés. Bonaparte, à son avénement au consulat provisoire, imitant déjà les souverains, envoya à la cour de Prusse la notification de son exaltation, par le général Duroc, qui avait pris part à la grande expédition d'Egypte et semblait avoir quelque reflet de la gloire des Pyramides. Il fut très bien reçu de Frédéric-Guillaume et donna une haute idée du gouvernement qui s'établissait en France. Il proposa des relations d'amitié entre les deux Etats, et Beurnonville fut chargé de les établir. Des ambassadeurs mieux choisis et agréables aux cours de Madrid et de Copenhague, furent envoyés en Espagne et en Danemarck. Tout paraissait disposer les nations étrangères à entrer dans cette voie pacifique nécessaire pour le repos et la félicité des peuples.

Les bruits de paix circulaient dans toute la France et n'avaient cependant d'autre fondement qu'une sus-

Digitized by Google

pension d'a··es sur le Rhin, où la mauvaise saison empêchait de tenter le passage d'un fleuve grossi par les pluies. Tel fut l'entraînement des esprits vers la paix que Bonaparte, pour satisfaire au vœu général, écrivit au roi d'Angleterre et le conjura de mettre un terme à une guerre qui désolait toutes les nations civilisées. L'Angleterre était enivrée de ses succès maritimes; désireuse de détruire toute l'armée française d'Egypte, et aspirant à la possession de Malte, qu'un traité ne lui aurait pas accordée, elle refusa d'entrer en accommodement; ce qui donnait lieu à Bonaparte de signaler son entrée au pouvoir par de nouveaux exploits.

Bonaparte, devenu l'idole de la nation, investi de la souveraine puissance, avait la gloire de toutes les sages mesures adoptées par le gouvernement. Roger-Ducos s'extasiait devant son génie. Quant à Sièyes, il s'occupait de ses conceptions métaphysiques et mettait la dernière main à la constitution qu'il avait rêvée depuis si longtemps.

Sièyes ayant beaucoup médité la constitution anglaise, avait voulu établir en France un gouvernement analogue à celui-là. Au lieu d'un roi irresponsable, il voulait un grand-électeur chargé de nommer à toutes les charges publiques sans se mêler des affaires de l'Etat. Le pouvoir législatif se composait de trois corps : le Conseil d'Etat, le Tribunat et le Sénat conservateur. Le Sénat était juge des projets de lois qui, ayant été élaborés par le Conseil d'Etat et critiqués par le Tribunat, arrivaient devant les sénateurs. Deux orateurs seulement se faisaient entendre devant le Corps législatif, l'un nommé par le Conseil d'Etat, l'autre par le Tribunat; le premier pour défendre

Digitized by Google

le projet, le second pour l'attaquer. Le Corps législatif ne discutait point, il adoptait ou il rejetait. Sièyes pensait que les lois proposées par des hommes d'élite, contrôlées par des capacités et jugées enfin par un corps indépendant, devaient être plus sages que nos lois longuement discutées dans nos Assemblées législatives.

Lorsque le projet de constitution fut communiqué à Bonaparte, il en critiqua vivement certaines parties. Quelques membres de cette commission, craignant que le pouvoir consulaire ne se changeât en despotisme, insistaient pour que le Sénat fût placé au-dessus du premier consul, qui serait son mandataire. « Cela ne sera pas, ré» pondit Bonaparte; il y aurait plutôt du sang jusqu'aux » genoux. » Le maître se montrait.

Le grand-électeur surtout déplaisait souverainement à Bonaparte, qui l'attaqua avec une verve piquante : « Votre grand-électeur, dit-il à Sièyes, est un roi fai» néant, et le temps des rois fainéants est passé. Quel est » l'homme d'esprit et de cœur qui voudrait subir une » telle oisiveté au prix de ses millions et d'une habita» tion aux Tuileries? Quoi! nommer des gens qui agis» sent et ne pas agir soi-même! c'est inadmissible, et » d'ailleurs vous croyez, par ce moyen, réduire votre » grand-électeur à ne pas se mêler du gouvernement? » Si j'étais ce grand-électeur, je me chargerais bien de » faire encore tout ce que vous ne voudriez pas que je » fisse. Je dirais aux deux consuls : Si vous ne choi» sissez pas tel homme ou si vous ne prenez pas telle » mesure, je vous destitue, et je les obligerais bien de » marcher à ma volonté. Je redeviendrais le maître par » un détour. »

Digitized by Google

Le grand-électeur succomba, et il fut remplacé par trois consuls.

La Constitution de l'an VIII nous paraît assez importante pour que nous en donnions une analyse. Cette Constitution évitait de rapporter les déclarations des droits de l'homme et du citoyen, que les Constitutions précédentes posaient comme règle fondamentale.

Le pouvoir exécutif se composait de trois consuls nommés pour dix ans et indéfiniment rééligibles. La Constitution nomma Bonaparte premier consul, Cambacérès le second et Lebrun le troisième. Le premier consul avait tous les droits que possèdent nos rois constitutionnels. Les deux autres consuls avaient *voix consultative;* ils signaient sur le registre pour *constater leur présence;* ils pouvaient même consigner leurs opinions sur le registre; mais la décision du premier consul suffisait. C'étaient de véritables acolytes.

Le Sénat, composé de quatre-vingts membres inamovibles et à vie, élisait sur la liste nationale les membres du Corps législatif, les membres du Tribunat, les juges de cassation et les commissaires à la comptabilité. Il était le conservateur de la Constitution.

Le pouvoir électoral de la nation consistait dans la formation d'une liste de candidats aptes à entrer au Corps législatif; cette liste devait être égale en nombre au dixième des électeurs. Or, tout Français âgé de vingt et un ans accomplis, jouissant de ses droits civiques, était électeur. C'était sur cette liste que le Sénat choisissait les députés.

Le Corps législatif se composait de trois cents membres chargés de faire les lois au bulletin secret sans

Digitized by Google

aucune discussion; il était éclairé par le Tribunat et par un orateur du gouvernement, qui exposaient les motifs, favorables ou contraires à la loi.

La justice était exercée par une haute cour composée de juges et de jurés. Les tribunaux ordinaires étaient divisés en tribunaux de première instance et en tribunaux d'appel. Le tribunal de cassation cassait, s'il y avait lieu, les arrêts des premiers juges. Nous verrons développer par des lois particulières ces données générales.

Voilà les principales dispositions de cette célèbre Constitution, dont beaucoup d'articles devaient être conservés substantiellement dans les Constitutions si souvent élaborées depuis.

La fameuse Constitution de l'an VIII, quoique modifiée en plusieurs points importants, peut être regardée comme l'œuvre de Sièyes. Ce penseur dut se trouver profondément humilié, lui qui n'avait travaillé que pour s'élever, quand il se vit placé au rang des sénateurs ordinaires; lui qui avait tant vanté la liberté, la livrait liée entre les mains d'un soldat. Il est vrai qu'il reçut en compensation de grosses sommes d'argent. Il put être satisfait, si l'avarice peut donner une satisfaction réelle.

Bonaparte qui, au lieu de soumettre la Constitution à une discussion sérieuse, l'avait fait adopter par une simple commission législative, voulut cependant la faire accepter par la nation. Dans chaque municipalité il y eut un registre ouvert où chacun put venir inscrire, par un *oui* ou par un *non*, son acceptation ou son refus. Il y avait tant de lassitude et de faiblesse dans les esprits, que sur trois millions douze mille cinq cent soixante-neuf votants, il n'y eut que quinze cent quatre-vingt-douze

Digitized by Google

non. Assurément, il y avait un plus grand nombre de Français qui repoussaient le nouveau régime : ils n'osaient se montrer. La peur est de tous les temps.

La nouvelle Constitution ayant mis à la disposition du gouvernement une multitude de places bien rétribuées, on vit alors ce qu'il faut penser du patriotique dévouement de tant d'hommes qui avaient montré une exaltation extrême, un fol amour de la liberté. La curée des places devint si dégoûtante, que le *Moniteur* dut la flétrir. « Depuis que la Constitution a créé, disait-il, une quan» tité de places richement dotées, que de gens en mou» vement, que de visages peu connus qui s'empressent » de se montrer, que de noms oubliés qui s'agitent de » nouveau sous la poussière de la révolution! Que de » fiers républicains de l'an VII se font petits pour arriver » jusqu'à l'homme puissant qui peut les placer! que de » Brutus qui sollicitent! que de petits talents on exalte! » que de minces services on exagère! que de taches san» glantes on déguise! Ce prodigieux changement de » scène s'est opéré en un moment. Espérons que le héros » de la liberté, celui qui n'a encore marqué dans la ré» volution que par des bienfaits, verra ces manœuvres » avec le dégoût qu'elles inspirent à toute âme élevée, » et qu'il ne souffrira pas qu'une foule de noms obscurs » ou flétris cherchent à s'envelopper des rayons de sa » gloire. »

Le 23 décembre, jour impatiemment attendu par les grands solliciteurs, Sièyes, Roger-Ducos, consuls sortants, Cambacérès et Lebrun, consuls entrants, se réunirent au Luxembourg pour nommer la moitié plus un des membres du Sénat, afin que le Sénat pût se réunir

Digitized by Google

lui-même le lendemain, se compléter et procéder à la composition des grands corps délibérants.

L'un des grands corps dont la création appartenait entièrement à Sièyes, le nouveau Conseil d'Etat, fut divisé en cinq sections : la première des finances, la seconde de législation civile et criminelle, la troisième de la guerre, la quatrième de la marine, la cinquième de l'intérieur. Chaque section devait être présidée par un conseiller d'Etat, le Conseil tout entier par le premier consul, ou, en son absence, par l'un de ses deux collègues, Cambacérès ou Lebrun.

Le Sénat, à qui il appartenait d'élire les grands corps, après avoir choisi les membres du Conseil d'Etat, élut les trois cents membres du Corps législatif parmi des hommes modérés, et ceux du Tribunat parmi des hommes un peu plus avancés.

On assigna ensuite les lieux de réunion de chacun de ces grands corps. Les Tuileries furent réservées aux trois consuls, le Luxembourg fut affecté au Sénat, le Palais-Bourbon au Corps législatif et le Palais-Royal au Tribunat.

Bonaparte, qui avait désigné le 1er janvier 1800 pour l'inauguration des grands corps de l'Etat, s'était, en attendant, occupé de mesures réparatrices. Sur l'avis du Conseil d'Etat du 27 décembre, il fut décidé « que les lois » qui excluaient les parents d'émigrés et les ci-devant » nobles des fonctions publiques, tombaient de droit, vu » que ces lois étaient contraires aux principes de la nou- » velle Constitution. »

Une autre mesure non moins importante accompagna celle-ci. Au 18 brumaire et au 18 fructidor, plusieurs

Digitized by Google

notabilités françaises avaient été exilées sans jugement; elles furent rappelées, à la condition de vivre dans des lieux qui leur furent désignés.

Le clergé catholique, quoique jouissant d'un peu plus de liberté qu'auparavant, était néanmoins encore gêné dans l'exercice du culte; dans certaines localités, les autorités tracassières n'avaient pas voulu rendre les églises aux prêtres non assermentés, ou leur avaient défendu de célébrer l'office divin un autre jour que le décadi; ces entraves furent condamnées. Afin que le prétexte apporté par les autorités révolutionnaires pour persécuter les prêtres fidèles disparût totalement, le gouvernement ordonna qu'ils feraient une simple promesse d'obéissance à la Constitution.

Un acte religieux d'un autre nature fit sur toute la masse des Français une impression encore plus grande. On se rappelle que Pie VI, l'un des plus vénérables successeurs de Pierre, avait été emmené captif de Florence à Valence, et la politique soupçonneuse du Directoire l'avait tenu dans un tel isolement que, pour l'approcher et se prosterner à ses pieds, les plus nobles dames se présentaient vêtues en simples servantes. Pie VI était mort lorsque Bonaparte, revenant de l'Egypte, s'arrêta pour s'informer de ce qu'était devenu l'illustre captif dont il avait admiré le caractère en Italie. Il avait appris que son corps avait été renfermé dans une sacristie sans qu'on eût rendu à ces augustes restes les honneurs funèbres dus au vicaire de Jésus-Christ. Le 30 décembre il fut rendu un décret pour lui accorder une sépulture digne du Chef de l'Eglise.

« Les Conseils, disait cet arrêté, considérant que le

Digitized by Google

» corps de Pie VI est depuis six mois en dépôt dans la » ville de Valence, sans qu'il lui ait été accordé les hon- » neurs de la sépulture; que, si ce vieillard, respectable » par ses malheurs, a été un moment l'ennemi de la » France, ce n'a été que séduit par les conseils des hom- » mes qui environnaient sa vieillesse;

» Qu'il est de la dignité de la nation française, et con- » forme à son caractère, de donner des marques de con- » sidération à un homme qui occupa un des premiers » rangs sur la terre;

» Les Conseils arrêtent....., » etc., etc. Suivaient les dispositions qui ordonnaient à la fois des honneurs funèbres pour le pontife et un monument qui fît connaître la dignité du prince enseveli.

La fête établie pour célébrer par des réjouissances l'abominable forfait du 21 janvier fut abolie. On ne conserva plus que deux fêtes, celles du 14 juillet et du 1er vendémiaire, qu'on regardait comme l'origine de la liberté et de la République.

Vivement préoccupé du besoin de la paix, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, le premier consul était profondément convaincu que la pacification de l'Ouest avancerait beaucoup les propositions de paix; non content d'avoir accepté une suspension d'armes, il répandit encore une foule de proclamations pour annoncer ses vues:

« Le gouvernement pardonnera; il fera grâce au re- » pentir; l'indulgence sera entière et absolue; mais il » frappera quiconque, après cette déclaration, oserait » encore résister à la souveraineté nationale. Mais non, » nous ne reconnaîtrons plus qu'un sentiment, l'amour » de la patrie. Les ministres d'un Dieu de paix seront

Digitized by Google

» les premiers moteurs de la réconciliation et de la con-
» corde. Qu'ils parlent aux cœurs le langage qu'ils ap-
» prirent à l'école de leur maître; qu'ils aillent dans ces
» temples, qui se rouvrent pour eux, offrir le sacrifice
» qui expiera les crimes de la guerre et le sang qu'elle a
» fait verser. »

Le premier consul, repoussant en même temps toutes les causes de guerre que lui avait léguées le Directoire, tenait un langage semblable au roi d'Angleterre et à l'empereur d'Allemagne, et leur proposait une paix honorable.

Il disait au premier : « La guerre qui, depuis huit
» ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être
» éternelle, n'est-il donc aucun moyen de s'entendre?

» Comment les deux nations les plus éclairées de l'Eu-
» rope, puissantes et fortes plus que ne l'exige leur sûreté
» et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier, à des idées
» de vaine grandeur, le bien du commerce, la prospérité
» intérieure, le bonheur des familles; comment ne sen-
» tent-elles pas que la paix est le premier des besoins,
» comme la première des gloires?

» Ces sentiments ne peuvent pas être étrangers à Votre
» Majesté, qui gouverne une nation libre, et dans le seul
» but de la rendre heureuse.

» Votre Majesté ne verra dans cette ouverture que mon
» désir sincère de contribuer efficacement, pour la se-
» conde fois, à la pacification générale, par une démarche
» prompte, toute de confiance, et dégagée de ces formes
» qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance
» des Etats faibles, ne décèlent dans des Etats forts que le
» désir mutuel de se tromper.

Digitized by Google

» La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, » peuvent longtemps encore, pour le malheur de tous les » peuples, en retarder l'épuisement; mais, j'ose le dire, » le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la » fin d'une guerre qui embrase le monde entier. »

Le même jour (26 décembre) le premier consul adressa la lettre suivante à l'empereur d'Allemagne :

« De retour en Europe, après dix-huit mois d'absence, » je retrouve la guerre allumée entre la République fran- » çaise et Votre Majesté. La nation française m'appelle à » occuper la première magistrature.

» Etranger à tout sentiment de vaine gloire, le pre- » mier de mes vœux est d'arrêter l'effusion du sang qui » va couler; tout fait prévoir que dans la campagne pro- » chaine des armées nombreuses et habilement dirigées » tripleront le nombre des victimes que la reprise des » hostilités a déjà faites. Le caractère connu de Votre » Majesté ne me laisse aucun doute sur le vœu de son » cœur. Si ce vœu est seul écouté, j'entrevois la possi- » bilité de concilier les intérêts des deux nations.

» Dans les relations que j'ai eues précédemment avec » Votre Majesté, elle m'a témoigné personnellement » quelque égard; je la prie de voir, dans la démarche » que je fais, le désir d'y répondre et de la convaincre » de plus en plus de la considération toute particulière » que j'ai pour elle. »

Digitized by Google

§ II. *Réunion des grands corps de l'Etat. — Fin de la guerre de Vendée (janvier et février 1800).*

Telles étaient les nobles occupations du premier consul vers la fin de 1799. Lorsque le 1er janvier 1800 le Sénat, le Corps législatif et le Tribunat s'assemblèrent, il se manifesta une certaine inquiétude en voyant ces assemblées délibérantes appelées à voter les lois. On se demandait si on ne reverrait pas bientôt les luttes redoutables qui avaient ruiné la royauté et mis en échec tous les pouvoirs constitués. Il y avait, en effet, des murmures contre certaines mesures adoptées, soit à l'égard des prêtres, soit par rapport à la forme monarchique qui s'établissait partout. Le Tribunat, composé d'hommes plus jeunes, manifestait surtout une velléité d'opposition; il se plaignait de ce qu'on lui avait donné pour lieu de ses délibérations ce Palais-Royal, sentine de tous les vices et le berceau des idées les plus extra-révolutionnaires. Dès la première séance Duveyrier se fit l'écho des plaintes; après les avoir énumérées, il dit :

« Je ne suis pas de ceux qui sont offensés de ce qu'on » a choisi, pour y établir le Tribunat, un lieu, théâtre » ordinaire de désordres et d'excès de tout genre; je n'y » vois ni danger, ni allusion fâcheuse pour vous. Je » rends hommage, au contraire, à l'intention populaire » de ceux qui ont voulu que les tribuns du peuple sié- » geassent au milieu du peuple, que les défenseurs de la » liberté fussent placés dans les lieux témoins du pre- » mier triomphe de la liberté. Je remercie les Conseils » de nous avoir ménagé le moyen d'apercevoir, de cette

Digitized by Google

» tribune même, l'endroit où le généreux Camille Des-
» moulins, donnant le signal d'un mouvement glorieux,
» arbora cette cocarde nationale, notre plus beau trophée,
» notre signe éternel de ralliement, cette cocarde qui vit
» naître tant de prodiges, à laquelle tant de héros doivent
» la célébrité de leurs armes, et que nous ne déposerons
» qu'avec la vie. Je les remercie de nous avoir fait aper-
» cevoir ces lieux qui, si l'on voulait élever une idole de
» quinze jours, nous rappelleraient la chute d'une idole
» de quinze siècles. »

Ces paroles avaient produit dans tout Paris une bien vive sensation. Bonaparte surtout en témoignait le plus grand mécontentement.

Lorsqu'on exposa le projet du gouvernement relatif à la manière dont les lois seraient présentées par le Tribunat, on entendit quelques murmures. Le projet du gouvernement statuait « que les lois seraient portées par trois conseillers d'Etat au Corps législatif, communiquées ensuite au Tribunat, et qu'à un jour fixé par le gouvernement, le Tribunat devrait être prêt à les discuter, par l'organe de ses trois orateurs, en présence du Corps législatif. Toutefois le Tribunat était admis à demander un délai au Corps législatif, qui pouvait décider si ce délai pouvait être accordé. »

Par ce projet, il faut en convenir, un grand corps de l'Etat était traité avec autant de légèreté que les simples bureaux d'un ministre; on apercevait un maître qui s'imposait et voulait que tout pliât devant sa volonté. Benjamin Constant attaqua avec beaucoup d'esprit ce projet : « Tout cela tient, ajoutait-il, à la fausse idée que » nous ne sommes qu'un corps d'opposition destiné à ne

Digitized by Google

» faire autre chose, à contrarier sans cesse le gouverne-
» ment; ce qui n'est pas, ce qui ne saurait être, ce qui
» nous affaiblirait dans l'opinion. Cette fausse idée a
» empreint tous les articles de ce projet d'une impatience
» inquiète et démesurée; on nous présente pour ainsi
» dire les propositions au vol, dans l'espérance que nous
» ne pourrons pas les saisir; on veut leur faire traverser
» notre examen comme une armée ennemie, pour les
» transformer en lois sans que nous ayons pu les at-
» teindre. »

Le projet fut mis aux voix et rencontra une opposition de vingt-six votes; il fut admis par cinquante-quatre. Il passa aussi au Corps législatif, à une majorité de deux cent trois voix contre vingt-trois.

C'est de cette époque que le premier consul conçut un vif mécontentement contre le Tribunat, dont il résolut la perte. Il parut le 8 janvier, dans le *Moniteur,* une note où nous lisons cette sévère admonestation : « Cha-
» cun a soif de gloire, disait ce journal en parlant des
» tribuns; chacun veut confier son nom aux cent bouches
» de la Renommée, et quelques gens ignorent encore
» qu'on parvient moins sûrement à la considération par
» l'empressement à bien dire, que par la constance à
» servir utilement, obscurément même, ce public qui
» applaudit et qui juge. »

L'un des plus grands besoins de la France était, incontestablement, une bonne organisation. Depuis que le principe révolutionnaire avait triomphé partout, chaque commune était devenue une petite république. La Convention, voulant faciliter les rapports du gouvernement avec les municipalités, avait réduit les quarante mille

Digitized by Google

communes à cinq mille, d'où il était résulté des désordres bien plus grands que ceux qui existaient auparavant. Qu'on se représente, en effet, des hameaux assez considérables sans municipalités, sans gardiens de l'ordre public, étant obligés de recourir au chef-lieu de la commune pour les moindres choses, et on s'en formera une idée. Il y avait encore un autre danger dans cette organisation des communes, c'est qu'elles devenaient des corps puissants et souvent agités.

Pour remédier à ce mal, on inventa l'organisation actuelle, qui dépendait alors absolument du gouvernement. De même qu'à la tête de l'Etat se trouvait un premier consul en qui se concentrait tout le pouvoir, on plaça à la tête du département un préfet unique chargé d'expédier toutes les affaires. Et comme il n'aurait pu les suivre toutes par lui-même, on divisa le département en sous-préfectures, de manière que l'agent du préfet n'eût qu'une centaine de communes à surveiller. Le nombre des municipalités fut, comme auparavant, porté à quarante mille environ. Chaque commune eut à sa tête un maire, représentant du gouvernement dont il faisait exécuter les ordres; il était en même temps le défenseur des intérêts de la commune. C'est une hiérarchie complète qui, du dernier hameau, correspond au chef de l'Etat et forme une unité redoutable. Le premier consul ayant le pouvoir exécutif, voulut aussi posséder le droit de nommer tous ses agents et conséquemment les préfets, les sous-préfets et les maires.

De même qu'auprès du gouvernement central il y avait des Conseils, on en établit à côté des agents intermédiaires; il y eut des Conseils de département, d'ar-

Digitized by Google

rondissement et de commune, chargés d'apprécier les actes de l'autorité par rapport aux intérêts du département, de l'arrondissement et de la commune. Comme ces Conseils auraient pu prendre les habitudes des districts et devenir politiques, il fut statué qu'ils ne seraient réunis que quinze jours par année, afin qu'ils n'eussent que le temps nécessaire pour expédier les affaires. A côté du préfet, on plaça un Conseil de préfecture, espèce de petit Conseil d'Etat chargé d'éclairer le préfet. Le gouvernement, regardant ces divers corps comme faisant partie de l'administration et du pouvoir exécutif, s'arrogea à lui-même le droit de nommer les différents Conseils. On était encore trop près du moment où la France avait été agitée par les élections, pour risquer de s'y livrer de nouveau.

Ce n'est jamais sans péril que la justice est mal exercée chez un peuple. La Révolution s'était appliquée à la désorganiser en France, en détruisant ces parlements qui avaient été sans le vouloir une grande cause de la révolution.

Bonaparte établit, au chef-lieu de canton, un juge de paix pour terminer les affaires de peu d'importance, et mit dans chaque arrondissement un tribunal de première instance. Au-dessus d'eux furent instituées des cours d'appel, et pour cela on choisit de préférence les villes où il y avait eu des parlements, parce que là, du moins, s'étaient mieux conservées les bonnes traditions du droit. La justice criminelle continua à être confiée au jury et siégea au chef-lieu judiciaire de chaque département.

Au-dessus de l'édifice judiciaire fut maintenu le tribunal suprême de cassation, qui n'est pas destiné à juger une troisième fois ce que deux autres tribunaux ont

Digitized by Google

décidé, mais qui, laissant de côté l'objet en litige, n'intervient que lorsqu'il y a défaut de forme ou doute sur le sens de la loi, et amène ainsi l'unité de pratique et d'interprétation. Telle est cette organisation judiciaire de France, regardée comme l'une des plus belles du monde, quoiqu'elle soit un peu compliquée et qu'elle donne naissance à beaucoup de lenteurs. Elle a justement résisté aux attaques des constituants des divers régimes.

Les deux grandes lois d'organisation départementale et communale, et d'organisation judiciaire furent votées en quelques semaines. C'était, certes, un bel essai ; et dès-lors le nouveau gouvernement se montrait bien plus capable que ces assemblées loquaces qui causent beaucoup sans rien produire.

De nouveaux actes de réparation vinrent encore rendre une nouvelle confiance. Ainsi un grand nombre d'émigrés, ayant été omis de la liste soit par oubli, soit par la faveur de certains agents, étaient dans une crainte constante d'y être portés, et souvent se cachaient pour échapper aux recherches. Afin de rendre de la sécurité à ces infortunés, la liste des émigrés fut enfin close. Pour faciliter la radiation de la liste, on se contenta de demander la présentation d'un certificat de résidence en un lieu quelconque de la France, ce qui offrit à beaucoup d'émigrés le moyen de rentrer dans leur patrie. On maintint cependant la législation existante à l'égard de ceux dont l'émigration était d'une telle notoriété qu'il était impossible de la contester. On déclara en même temps irrévocable la vente des biens des émigrés, tant de ceux dont les noms étaient conservés sur la liste, que de ceux qui avaient été rayés.

Digitized by Google

Le droit de tester avait été réduit à un point tel qu'il n'existait presque plus. Ainsi « un père ne pouvait, s'il avait des enfants, disposer de rien, ou à peu près, en faveur de celui qui avait mérité toutes ses affections; ce qui est extraordinaire, s'il n'avait que des neveux, prochains ou éloignés, il ne pouvait donner qu'une partie à peu près insignifiante de sa fortune, c'est-à-dire un sixième. »

Il était nécessaire de modifier une loi qui portait une si rude atteinte au droit de propriété. On rétablit le droit de tester de manière « que le père mourant qui avait moins de quatre enfants, pût disposer par testament du quart de sa fortune, du cinquième s'il en avait moins de cinq, et ainsi de suite en observant la même proportion. Il put disposer de la moitié lorsqu'il n'avait que des ascendants ou collatéraux, de la totalité lorsqu'il n'avait pas de parents aptes à succéder. »

Pendant la guerre, des vaisseaux de nations gardant la neutralité avaient été saisis; on établit un tribunal spécial pour juger, d'après le droit des gens, les prises faites sur les neutres ou sur des nations qui se couvraient du pavillon de la neutralité.

Quoique la situation financière fût infiniment améliorée, cependant on crut la simplifier en établissant par arrondissement un receveur particulier, qui pouvait plus facilement contrôler les percepteurs que le receveur général.

C'est aussi alors que fut établie la Banque de France, destinée à remplacer les caisses de commerce. Son capital, d'abord de trente millions, fut porté à quarante-cinq; la durée de son privilége fut aussi portée à qua-

Digitized by Google

rante-cinq années. Elle eut le privilége de pouvoir émettre seule des billets de mille francs et de cinq cents francs payables au porteur. Elle rendit d'immenses services au commerce et au gouvernement. Cependant elle ne put se constituer d'abord que très difficilement, malgré les magnifiques bénéfices de ses actionnaires. On trouvait, dans ces temps d'usure, facilement à s'enrichir par d'autres moyens. On prêtait communément à trois pour cent par mois. C'était une véritable ruine pour ceux qui étaient obligés de recourir au crédit.

Après le vote de ces différentes lois, Bonaparte, qui n'aimait pas les longues sessions législatives, fit voter au pas de course les autres lois qui avaient été présentées, et déclara la session close. Notons seulement que le Tribunat avait encore manifesté une velléité d'indépendance. « Nous sommes, disait le tribun Sédillez, nous » sommes entraînés dans un tourbillon d'urgence dont » le mouvement rapide se dirige vers le but de nos » vœux. Ne vaut-il pas mieux céder à l'impétuosité de » ce mouvement que de s'exposer à en entraver la marche? L'année prochaine nous examinerons avec plus » de maturité les projets présentés, nous rectifierons ce » qui aurait besoin de l'être. »

Le premier consul prit des arrêtés sur toutes les matières d'administration. Une nouvelle liste de rappel des bannis fut rédigée par ses ordres, et Fontanes, La Harpe, Suard, Sicard, Michaud, Fiévée, furent rappelés de leur exil ou autorisés à sortir de leur retraite. L'ex-directeur Barthélemy fut introduit au Sénat et Carnot nommé au ministère de la guerre.

Redoutant la presse, toujours dangereuse, lors même

Digitized by Google

qu'elle ne tombe pas dans les écarts d'un excessif démagogisme, Bonaparte supprima les journaux qui ne lui convenaient point, et avertit les treize journaux conservés, par la suppression des autres, que s'ils osaient attaquer le gouvernement ils subiraient le même sort.

La prise de possession des Tuileries, où le premier consul alla établir le siége du gouvernement, fut réellement royale. Alors disparut toute la simplicité républicaine. Il n'y eut pas, sans doute, encore toute l'étiquette impériale ; mais aux réceptions des grands corps de l'Etat, à ces officiers qui remplissaient les fonctions de grands-maîtres du palais, on reconnaissait un pouvoir déjà fastueux et qui voulait s'élever jusqu'à la splendeur des plus grands monarques.

Du milieu de cette nouvelle cour le prêmier consul portait un œil scrutateur sur les provinces de l'Ouest. Pendant l'espace de la trève conclue entre Bonaparte et les premiers chefs vendéens, aucun traité n'avait été conclu, et ces chefs n'avaient plus l'espoir de gagner Bonaparte au royalisme. Dans la nécessité ou de reprendre les armes, ou de reconnaître la République sans espoir de voir rétablie cette royauté qu'ils aimaient tant, les chefs royalistes ne balancèrent point ; trompés toujours sur les forces de la République, qu'on présentait comme expirante, et sur les promesses fallacieuses de l'Angleterre qui leur promettait de prompts et puissants secours, ils foulèrent aux pieds la cocarde tricolore et ressaisirent leurs vaillantes épées. Pour vaincre les provinces de l'Ouest avant l'ouverture de la campagne, le premier consul porta soixante mille hommes vers la Bretagne, et laissa Paris tellement dégarni de troupes, qu'il

Digitized by Google

n'y resta que deux mille trois cents hommes, nombre suffisant pour empêcher les ultra-révolutionnaires de s'agiter.

Un des hommes les plus actifs du parti de l'insurrection, l'abbé Bernier, qui servit de guide à Stofflet et à d'Autichamp, voyait que la haute impression produite par le premier consul sur Hyde de Neuville et d'Andigné, avait mis de l'incertitude parmi les chefs; témoin attristé des ruines amoncelées sur sa patrie, il s'aboucha avec le général Hédouville, commandant supérieur des troupes républicaines dans ces contrées, et conclut la pacification de Montfaucon, signée par d'Autichamp, pacification par laquelle la République promettait : « Amnistie entière, respect pour le culte, abandon de l'impôt pour quelque temps dans les provinces ravagées, radiation de tous les chefs de la liste des émigrés. Les royalistes promettaient, en retour, soumission complète et remise immédiate de leurs armes. »

Ce même jour, 18 janvier, l'abbé Bernier écrivit au général Hédouville : « Vos vœux et les miens sont ac-
» complis. Aujourd'hui, à deux heures, la paix a été
» acceptée avec reconnaissance à Montfaucon par tous
» les chefs et officiers de la rive gauche de la Loire. La
» rive droite va, sans doute, suivre cet exemple, et l'oli-
» vier de la paix remplacera sur les deux bords de la
» Loire les tristes cyprès que la guerre eût fait croître.
» Je charge MM. de Baurollier, Duboucher et Renou de
» vous porter cette heureuse nouvelle. Je les recom-
» mande à la bienfaisance du gouvernement et à la vôtre.
» Inscrits faussement sur la liste fatale de 1793, ils se sont
» vus dépouiller de leurs biens. Ils ont fait ce sacrifice

Digitized by Google

» à la nécessité des circonstances et n'en ont pas moins » désiré la paix. Cette paix est votre ouvrage, maintenez-» la, général, par la justice et la bienfaisance. Votre » gloire et votre bonheur y sont attachés. Je ferai, pour » remplir vos vues salutaires, tout ce qui dépendra de » moi : la sagesse le commande, l'humanité le veut. Mon » cœur est tout entier au pays que j'habite et sa félicité » est le premier de mes vœux. »

Deux jours après Châtillon accepta les mêmes conditions, et toute la Vendée se trouva ainsi pacifiée.

En Bretagne et dans la Basse-Normandie il y avait des hommes d'une énergie extrême, entraînés non-seulement par le royalisme, mais encore par l'espoir de piller les caisses publiques et d'imposer de lourdes charges aux acquéreurs de biens nationaux. Le général Chabot réunit des troupes considérables, se porta vers le centre de la Bretagne, où il rencontra le général Bourmont et le battit. Cette défaite engagea l'illustre chef des royalistes à déposer les armes et à accepter la paix (24 janvier).

Georges Cadoudal, le chef le plus valeureux et le plus énergique de tout le parti royaliste, soutint la lutte avec un grand courage. Mais ayant perdu quatre cents hommes du côté de Vannes et trois cents près d'Hennebon, il comprit qu'il ne pouvait continuer la guerre sans faire perdre la vie à une multitude de braves gens. Il déposa aussi les armes et livra vingt mille fusils et vingt pièces de canon qu'il venait de recevoir d'Angleterre.

De Frotté, commandant des royalistes dans la Basse-Normandie, qui s'était montré plus obstiné que les autres et avait résolu de continuer la guerre, éprouva, les

Digitized by Google

25 et 26 janvier, des pertes tellement considérables, qu'il demanda aussi les conditions de paix des autres chefs. Mais il avait mis une telle obstination, que les généraux républicains repoussèrent ses demandes, à moins qu'il ne consentît à livrer immédiatement ses armes. De Frotté, aux yeux duquel la paix n'était qu'une suspension d'armes jusqu'à ce qu'il y eût un moment favorable de recommencer la guerre, s'y refusa et écrivit même à ses officiers de ne point les livrer, tout en se soumettant. Dans l'espérance d'avoir de meilleures conditions du général Guidal, commandant de l'Orne, de Frotté se rendait auprès de lui avec six des siens, lorsqu'il fut arrêté, livré à une commission militaire et condamné à mort en quelques jours. On ne peut que gémir de cette justice barbarement aveugle qui ne distingue point entre l'homme de cœur et le criminel, le fidèle à une sainte cause et le traître. Le premier consul, à qui on avait fait de pressantes sollicitations, avait ordonné un sursis; mais son ordre arriva trop tard. La noble tête de Frotté était tombée.

La guerre civile, qui avait si longtemps affligé nos provinces de l'Ouest, était enfin finie. Les quatre départements de la Loire-Inférieure, de l'Ille-et-Vilaine, du Morbihan et des Côtes-du-Nord, au sein desquels la constitution avait été suspendue, se virent replacés dans la même condition que les autres provinces de France; le régime exceptionnel cessa pour eux. Comptant sur l'ascendant de son génie, Bonaparte voulut voir les principaux chefs vendéens. Il gagna l'abbé Bernier, qu'il sut utilement employer dans les affaires de religion; de Châtillon se laissa tellement fasciner par le premier consul, qu'il devint l'intermédiaire de ses compatriotes avec le

Digitized by Google

gouvernement dans toutes les demandes qu'ils avaient à lui adresser. Georges Cadoudal demeura ferme en présence du vainqueur, et parut si redoutable aux serviteurs du premier consul, qu'ils laissèrent la porte du salon entr'ouverte afin d'être à portée de courir au secours de Bonaparte, s'il était attaqué. Il fut respecté. Georges Cadoudal, en abandonnant la terre de France, qu'il ne pouvait supporter depuis que le drapeau blanc avait cessé d'y flotter, disait en montrant ses bras nerveux : « Quelle faute j'ai commise de ne pas étouffer cet » homme dans mes bras ! »

Telle fut la fin de la guerre de la Vendée et de la Bretagne. Ce qui servit peut-être le plus à pacifier le pays, ce fut le bruit répandu qu'il existait, entre Bonaparte et les chefs vendéens, une convention secrète par laquelle le premier s'engageait à remettre les Bourbons sur le trône lorsqu'il serait le maître absolu. Vaine illusion d'un parti expirant qui espère encore lorsque tout motif d'espérance a disparu.

§ III. *Campagne de l'an 1800. — Moreau en Allemagne. — Siége de Gênes. — Marengo.*

Un des plus grands désirs de Bonaparte en arrivant aux affaires avait été de donner la paix à son pays. Nous avons rapporté les deux belles lettres qu'il adressa aux cours d'Angleterre et d'Autriche. Pitt avait répondu que S. M. le roi de la Grande-Bretagne ne pouvait voir encore, dans ce qui se passait en France, un changement de principe capable de satisfaire et de tranquilliser l'Europe; que le seul changement qui pourrait la rassurer complètement, serait le rétablissement de la maison de

Digitized by Google

Bourbon, qu'alors seulement l'ordre social pourrait ne plus paraître en danger; que du reste on ne faisait pas du rétablissement de cette maison la condition absolue de la paix avec la République française, mais que, jusqu'à de nouveaux symptômes plus significatifs et plus satisfaisants, l'Angleterre persisterait à combattre tant pour sa sûreté que pour celle de ses alliés.

Cette note n'était point de nature à plaire à un caractère comme celui de Bonaparte. Aussi le premier consul y répondit avec la plus grande énergie. Après avoir indiqué la véritable cause de la guerre, il ajoutait :

« Voici aujourd'hui un gouvernement disposé à faire » cesser la guerre : la guerre sera-t-elle sans fin parce » que tel ou tel aura été l'agresseur? Et si on ne veut pas » la rendre éternelle, ne faut-il pas en finir de ces inces- » santes récriminations? Assurément on n'espère pas ob- » tenir de la France le rétablissement des Bourbons; est- » il dès-lors convenable de faire des insinuations sem- » blables à celles qu'on s'est permises? Et que dirait-on » si la France, dans ses communications, provoquait » l'Angleterre à rétablir sur le trône cette famille des » Stuarts, qui n'en est descendue que le siècle dernier? » Mais laissons de côté ces questions irritantes, ajoutait » la note dictée par le premier consul. Si vous déplorez » comme nous les maux de la guerre, convenons d'une » suspension d'armes, désignons une ville, Dunkerque » par exemple, ou toute autre à votre choix, afin d'y ras- » sembler des négociateurs; le gouvernement français » met à la disposition de la Grande-Bretagne des passe- » ports pour les ministres qu'elle aura revêtus de ses » pouvoirs. »

Digitized by Google

L'Autriche, beaucoup plus modérée et toute disposée qu'elle était à la paix, déclarait cependant que la guerre avait été commandée par la nécessité de se défendre contre un principe subversif qui menaçait de bouleverser le monde. Tout en rendant hommage à la modération du premier consul, elle voulait attendre que le gouvernement français, jusqu'alors si mobile, eût reçu la consécration du temps. Talleyrand, chargé d'insister, fit parvenir à Thugut, ministre dirigeant en Autriche, une note dans laquelle il prenait pour base le traité de Campo-Formio, et s'engageait même à donner en Italie à l'Autriche les dédommagements qu'elle avait dû accepter en Allemagne en 1797. Il ajoutait « que, pour les puissances secondaires de l'Europe, il serait stipulé un système de garantie propre à rétablir dans toute sa force ce droit des gens sur lequel reposaient essentiellement la sûreté et le bonheur des nations. »

Ces paroles, qui pouvaient s'expliquer dans un sens très étendu et qui témoignaient du désir du gouvernement français de faire une paix sérieuse, ne convenaient point à l'Autriche, qui voulait reprendre ses anciennes possessions d'Italie et donner aux petites souverainetés de la Péninsule une existence indépendante de la France.

Le premier consul, tout en s'attendant au refus de l'Autriche et en séparant sa cause de celle de l'Angleterre, avait néanmoins voulu, par ses notes et ses propositions, montrer à l'Europe que si la guerre continuait, il ne fallait pas en faire retomber la cause sur le gouvernement français. Il espérait en même temps soulever des tempêtes dans le Parlement anglais, ce qui, à ses yeux, devait affaiblir Pitt, le plus grand ennemi de la France et de la

Digitized by Google

révolution. Et en effet, l'opposition dans le Parlement manifesta la plus vive indignation contre la conduite du ministre dirigeant. Nous ne pouvons rapporter dans toute leur étendue les discussions qui agitèrent le Parlement, citons seulement quelques mots du discours de Shéridan.

« Il paraît, disait M. Shéridan, que si notre gouver-» nement ne peut pas conclure avec la République fran-» çaise des traités de paix, il peut au moins conclure des » capitulations. Je lui demande qu'il nous explique les » motifs de celle qu'il a signée pour l'évacuation de la » Hollande. » Le ministre, dit M. Thiers, avait donné trois motifs de l'expédition de Hollande : le premier, de détacher les Provinces-Unies de la France; le second, de diminuer les moyens maritimes de la France et d'augmenter ceux de l'Angleterre, en prenant la flotte hollandaise ; le troisième de faire une diversion utile aux alliés; et il ajoutait que le cabinet britannique avait réussi en deux choses sur trois, puisqu'il tenait la flotte et qu'il avait contribué à faire gagner la bataille de Novi, en attirant en Hollande les forces destinées en Italie. Le ministre avait à peine achevé, que M. Shéridan, lui répliquant avec une verve sans égale, lui disait : « Oui, » vous avez cru des rapports d'émigrés et vous avez » risqué sur le continent une armée anglaise pour la » couvrir de honte. Vous avez voulu détacher la Hollande » de la France, et vous la lui avez attachée plus que » jamais, en la remplissant d'indignation par l'enlève-» ment inique de sa flotte et de ses colonies. Vous tenez, » dites-vous, la flotte hollandaise, mais par un procédé » inouï, odieux, en provoquant la révolte de ses équi-

Digitized by Google

» pages et en donnant un spectacle des plus funestes, » celui de matelots se révoltant contre leurs chefs, vio- » lant cette discipline qui fait la force des armées de mer » et la grandeur de notre nation. Vous avez ainsi dérobé » ignominieusement cette flotte, mais pas pour l'Angle- » terre, en tous cas, pour le Stathouder; car vous avez » été obligés de déclarer qu'elle était à lui et non à l'An- » gleterre. Enfin vous avez rendu un service à l'armée » autrichienne à Novi, cela est possible ; mais vantez-vous » donc, ministres du roi de la Grande-Bretagne, d'avoir » sauvé une armée autrichienne, en faisant égorger une » armée anglaise. »

Mais les efforts de l'opposition furent impuissants, et Pitt obtint onze cent millions, l'autorisation de donner des subsides à l'Autriche et aux États de l'Allemagne méridionale ; d'importantes additions à l'*income-tax*, qui déjà produisait cent quatre-vingt millions par an ; une nouvelle suspension de l'*habeas corpus*, et enfin la grande mesure de l'union de l'Irlande.

La guerre étant devenue une nécessité absolue, le premier consul, qui la désirait autant que les puissances ennemies, travaillait à en assurer le succès, en se rattachant quelques puissances étrangères. Non content de caresser la Prusse, il l'engagea encore à faire tous ses efforts pour rapprocher de la France la Russie et l'électeur de Bavière. « Raccommodez-nous avec Paul, disait » le général Bonaparte à la cour de Prusse; décidez en » même temps l'électeur de Bavière à refuser ses soldats » et son territoire à la coalition, et vous nous aurez rendu » deux services dont il vous sera tenu grand compte. » Si l'électeur accède à nos demandes, vous pouvez lui

Digitized by Google

» promettre tous les égards désirables pendant la guerre » et les meilleurs traitements à la paix. »

Ces paroles produisirent sur la cour de Berlin l'effet que Bonaparte en attendait. Frédéric fit en effet de nouveaux efforts auprès de l'empereur de Russie, que nous verrons se détacher absolument de la coalition pour se rapprocher de la France.

Si Pitt apercevait dans l'avenir, pour sa patrie, les immenses avantages de la guerre, l'Autriche aurait dû voir son affaiblissement dans une lutte qui lui avait coûté ses trésors et ses meilleurs soldats. L'archiduc Charles, le seul capitaine capable de commander aux Autrichiens, juste appréciateur de la capacité de Bonaparte, condamna sévèrement le parti de la guerre, et fut, à cause de son opposition, retiré de l'armée.

Les coalisés avaient divisé leur armée de deux cent soixante-dix mille hommes en deux grands corps, dont l'un fort de cent cinquante mille hommes placés sous les ordres du général Kray, devait occuper la Souabe et remettre des garnisons dans les villes fortes de cette partie du Rhin ; l'autre, soumis au général Mélas, fort de cent vingt mille hommes, devait être appuyé par les Anglais lorsqu'il franchirait l'Apennin et viendrait déboucher dans la vallée du Var. Ces deux puissantes armées furent séparées l'une de l'autre par la Suisse et les Alpes, alors au pouvoir des Français. On a blâmé l'Autriche de ne pas avoir concentré ses troupes vers les Alpes et de ne s'être pas rendue maîtresse des points culminants de la Suisse, afin de transporter, selon la nécessité, ses soldats soit dans la vallée du Danube, soit dans celle du Pô; mais la défaite de Souwarow avait prouvé qu'avec des

Digitized by Google

troupes trois fois plus nombreuses que celles des Français, il était impossible de les forcer dans cette redoutable position. En débouchant du côté de l'Italie, on rencontrait les gorges du Saint-Gothard, où un petit nombre d'hommes pouvait arrêter une armée ; du côté de la Souabe se trouvait la ligne des fleuves et des lacs, qui devenaient des barrières difficiles à franchir. Le plan adopté par l'Autriche était vicieux sans doute, mais c'était le seul qu'il fût possible d'accepter. Elle ne voulait attaquer que du côté du midi, où elle comptait sur la coopération des Anglais et de nos populations méridionales, dont une partie était très dévouée à la légitimité.

Afin d'augmenter son armée, qui n'était que de deux cent cinquante mille hommes de vieilles troupes, Bonaparte appela cent mille conscrits sous les drapeaux et encouragea les volontaires rentrés dans leurs foyers à prendre de nouveau les armes. Le premier consul parvint ainsi à mettre sur pied une armée de quatre cent mille hommes, dont cent quarante à cent cinquante mille furent confiés au général Moreau, nommé commandant en chef de l'armée du Rhin, et quarante mille à Masséna, général de l'armée de Ligurie ; soixante mille durent surveiller les provinces de l'Ouest, un petit corps fut chargé de maintenir la Hollande ; le reste avait une destination inconnue. Il n'y avait d'apparent que deux armées opposées aux ennemis, celle de Moreau et celle de Masséna ; Bonaparte réunissait en silence les éléments d'une troisième armée qu'il voulait conduire lui-même et sur laquelle il comptait pour frapper les coups les plus redoutables. Voici quel était son plan. Moreau, avec ses cent cinquante mille hommes, devait franchir le Rhin

Digitized by Google

et repousser Kray au-delà de Ratisbonne. Masséna était chargé d'arrêter Mélas dans les gorges de l'Apennin et de couvrir Gênes, qu'il devait défendre jusqu'à la dernière extrémité. Lorsque les deux armées ennemies seraient fatiguées, il franchirait le grand Saint-Bernard, descendrait dans la Lombardie, la soulèverait et fermerait le retour à Mélas, qui se trouverait dans l'impuissance de recevoir des renforts. Se repliant ensuite vers le Tyrol, il pouvait prendre l'armée de Kray en flanc et l'écraser de concert avec Moreau. On voit que tout le plan de la campagne reposait sur la possession des Alpes dont nous étions restés maîtres.

Cependant le premier consul faisait des efforts inouïs pour donner à nos armées toute la force dont elles pouvaient avoir besoin. Il créait des inspecteurs aux revues, afin que tous les hommes portés sur les cadres fussent réellement présents à l'armée; il fit des charretiers de l'artillerie de véritables soldats portant l'uniforme; il ordonna enfin une levée extraordinaire de chevaux et prescrivit d'en prendre un sur trente.

Pendant qu'il organisait ainsi son armée, il donnait ses instructions à ses généraux en chef. L'armée autrichienne du Midi ayant évidemment le dessein de s'avancer vers la ligne du Var, pouvait y arriver par trois routes qui conduisent d'un revers des montagnes à l'autre : celle qui, par Turin, Coni et Tende, débouche sur Nice et le Var; celle qui, remontant la vallée de la Bormida, donne par le col de Cadibona sur Savone; enfin celle de la Bocchetta, qui, par Tortone et Gavi, descend sur la rive gauche de Gênes, dans la vallée de la Polcevera.

Digitized by Google

Le premier consul, redoutant que Mélas ne se portât par le débouché du milieu, écrivit à Masséna : « Gardez-» vous d'avoir une ligne trop étendue. Ayez peu de » monde sur les Alpes et au col de Tende, où les neiges » vous défendent. Laissez quelques détachements sur » Nice et les forts environnants; ayez les quatre cin-» quièmes de vos forces à Gênes et aux environs. L'en-» nemi débouchera sur votre droite vers Gênes, sur votre » centre vers Savone, probablement sur ces deux points à » la fois : refusez une des deux attaques, et jetez-vous avec » toutes vos forces réunies sur l'une des colonnes de » l'ennemi. Le terrain ne lui permettra pas d'user de sa » supériorité en artillerie et en cavalerie; il ne pourra » vous attaquer qu'avec de l'infanterie. La vôtre est infi-» niment supérieure à la sienne, et favorisée par la nature » des lieux, elle pourra suppléer au nombre dans ce pays » accidenté. Si vous manœuvrez bien, vous pourrez avec » trente mille hommes en battre soixante mille, ce qui » suppose une armée de cent vingt mille hommes au » moins. M. de Mélas n'a ni votre activité, ni vos talents; » vous n'avez aucune raison de le craindre. S'il paraît » vers Nice, vous étant à Gênes, laissez-le marcher, ne » vous ébranlez pas : il n'osera point cheminer bien loin, » quand vous resterez en Ligurie, prêt à vous jeter sur » ses derrières ou sur les troupes laissées en Piémont. »

Lorsque Masséna reçut ces belles instructions, son armée était ainsi distribuée : treize ou quatorze mille hommes, sous le général Suchet, formant la gauche, occupaient le col de Tende, Nice et la ligne du Var; le général Thureau, avec quatre mille hommes, était posté au Mont-Cenis; dix ou douze mille hommes, sous les ordres

Digitized by Google

du général Soult, formant le centre, défendaient les deux principaux débouchés de l'Apennin, celui de la Bormida et celui de la Bocchetta; sept ou huit mille hommes, placés sous l'intrépide Miollis, gardaient Gênes et un col qui débouche près de cette ville. D'après cette disposition, il était facile à un général ennemi de couper l'armée de Masséna en deux et de battre séparément les deux tronçons. Le premier consul avait indiqué le remède à ces fausses positions; mais, craignant de manquer de vivres à Gênes, Masséna mit trop de lenteur à opérer un mouvement qu'il fallait précipiter en présence d'un ennemi qui ne voulait pas tarder à entrer en campagne.

Le baron de Mélas s'ébranla le 5 avril, et, comme Bonaparte l'avait prévu, il se porta avec cinquante mille hommes par le col du milieu, remonta la Bormida et attaqua toutes nos positions de la route qui aboutit à Savone. Suchet défendit vaillamment Rocca-Barbena, Setti-Pani, Melagno, Saint-Jacques; Soult ne fit pas preuve de moins de vaillance à Montelegino, à Stelta, à Cadibona; nos soldats, dans ces différents combats, surent profiter très habilement de tous les accidents du terrain et firent perdre aux Autrichiens trois fois plus de monde que nous n'en perdîmes. Les généraux Suchet et Soult ayant été enfin obligés de se retirer, l'un sur le Borghetto et l'autre sur Savone, notre armée se trouva coupée. L'armée autrichienne déboucha bientôt sur Gênes, où Masséna se renferma avec une garnison de quinze à dix-huit mille hommes.

Les fortifications de Gênes présentaient un triangle incliné, « ayant neuf mille toises de développement, se rattachant par son sommet à l'Apennin, baigné à sa base

Digitized by Google

par la mer, et bordé sur ses deux côtés par le Bisagno au levant, par la Polcevera au couchant. Le fort de l'Éperon, celui du Diamant, couvraient son sommet. Les forts de Richelieu, de Sainte-Thècle, de Quezzi, empêchaient que, des flancs du Monte-Ratti, des feux destructeurs ne fussent dirigés sur la cité aux palais de marbre (1). »

Déterminé à opposer une résistance très énergique aux efforts des Autrichiens, Masséna rejeta au-delà de l'Apennin les ennemis qui serraient de trop près la place et se relia au général Suchet, par un mouvement combiné avec ce général, le long de la route de la Corniche. Le 9 avril, Masséna sortit de Gênes par le côté du levant, traversa la vallée du Bisagno, dirigea sur sa droite le général d'Arnaud vers Quinto, et poussa Miollis sur les escarpements du Monte-Ratti. L'attaque fut si bien dirigée, que les Autrichiens plièrent de toutes parts et laissèrent quinze cents prisonniers entre nos mains. Masséna fut reçu à Gênes par un peuple ivre de joie, qui s'était cru perdu; car au moment où les Autrichiens commençaient leur attaque, les Anglais parurent en mer, coupèrent les communications et les vivres de ce côté à des troupes nombreuses et à une ville de cent soixante mille âmes.

Dans la journée du 8 avril, Masséna divisa son armée en deux corps, dont l'un fut chargé, sous les ordres du général Miollis, de veiller à la défense de la place; le second, destiné à tenir la campagne, devait essayer de repousser les ennemis de terre et de rétablir les communications avec Suchet, en débloquant Savone et en occupant les premières lignes.

(1) Thiers.

Digitized by Google

Pendant quinze jours l'armée se battit avec un courage vraiment héroïque ; mais il lui fut impossible de percer les lignes ennemies. Sentant combien il importait à la République qu'il tînt le plus longtemps possible, Masséna s'appliqua à fortifier la ville, chercha tous les moyens de subsistance, et put, par sa vigilance, trouver des vivres pour deux mois, quand on croyait qu'il n'y en avait que pour trois jours.

Bientôt commença une suite de combats dignes des temps héroïques. Les Autrichiens ne cessaient d'attaquer par terre, tandis que les Anglais canonnaient la place par mer. Les Français se ruaient sur les troupes de terre, saisissaient quelquefois leurs ennemis au corps, les assaillaient avec des pierres, les frappaient avec la crosse de leurs fusils. Dans une rencontre, les ennemis perdirent quatre mille morts et mille prisonniers. Soult s'empara de Monte-Moro et de Monte-Faccio, pendant que d'Arnaud se rendait maître de Nervi, où il trouvait des vivres en abondance.

L'audacieux Soult, après avoir repoussé les postes avancés des Autrichiens, espérait enfin occuper l'importante position de Monte-Cretto, quand un orage épouvantable vint arrêter ses premiers succès. Les hommes étaient mouillés, leurs armes trempées, la terre changée en boue ; il était impossible de continuer le combat contre un ennemi qui venait d'être renforcé. Aussi, après quelques nouvelles tentatives infructueuses, l'armée se débanda et laissa le général Soult entre les mains des Autrichiens.

Le général Suchet, de son côté, ayant été débordé et obligé d'abandonner Nice à l'ennemi pour se retirer

Digitized by Google

au-delà de la ligne du Var, occupa le pont de Saint-Laurent, couvert par un défilé de quatre cents toises très difficile à traverser; avec quatorze mille hommes, il se trouva assez fort pour arrêter l'ennemi.

Masséna et ses officiers conjuraient à grands cris le général Bonaparte de venir à leur secours, s'il ne voulait les laisser périr. Le plan du premier consul dépendait absolument des manœuvres de Moreau. Ce général, à la tête de l'une des plus brillantes armées que la République ait jamais possédées, détacha quelques corps pour former les garnisons des villes frontières du Rhin, et se réserva encore plus de cent mille hommes à opposer à une armée autrichienne d'égal nombre. Bonaparte ayant prescrit à l'armée d'Allemagne de se réunir devant Schaffouse et de traverser le Rhin en cet endroit, Moreau trouva cette opération dangereuse et montra qu'en portant toute l'armée sur un point, on concentrerait celle des Autrichiens, en présence de laquelle il serait infiniment périlleux de tenter un passage difficile. Il fut alors résolu que l'armée traverserait le Rhin vis-à-vis de Strasbourg, à Neuf-Brisach, à Bâle et à Schaffouse, afin de tromper l'ennemi, de lui persuader qu'on voulait percer en Allemagne sur plusieurs points, et de l'engager ainsi à diviser son armée. Moreau tardait cependant à réaliser ce plan, parce qu'il n'avait ni munitions, ni vêtements, ni même un équipage complet de pont. « Hâtez-vous, écrivait-on de Paris à Moreau, hâ-» tez-vous, par vos succès, d'avancer le moment où Mas-» séna pourra être dégagé. Ce général manque de vivres; » depuis quinze jours il soutient, avec des soldats exté-» nués, une lutte désespérée. On s'adresse à votre pa-

Digitized by Google

» triotisme, à votre propre intérêt. Car si Masséna finis-
» sait par capituler, il faudrait vous enlever une partie
» de vos forces pour courir sur le Rhône, au secours des
» départements méridionaux. »

Enfin le 25 avril, le général Sainte-Suzanne déboucha de Strasbourg par le pont de Kehl, avec vingt à vingt-cinq mille hommes, et menaça de pénétrer par le défilé de la Forêt-Noire; Saint-Cyr traversait en même temps Neuf-Brisach et menaçait d'entrer dans le val d'Enfer; un troisième corps débouchait par le pont de Bâle. Pendant que Kray, épouvanté de voir le Rhin traversé sans obstacle par près de quatre-vingt mille hommes, se hâtait de diriger de nombreuses divisions sur les points qu'il croyait menacés, Moreau, se dérobant tout-à-coup par sa droite et longeant le Rhin, arrivait devant Schaffouse, où Lecourbe traversa le fleuve. Dans cette marche savante, l'une des plus belles des annales militaires, on avait fait quinze cents prisonniers, enlevé les pièces de campagne avec leurs attelages, quarante pièces de position, et on se trouvait en face de la réserve de l'ennemi et de ses riches magasins, dont il était possible de s'emparer sans difficulté.

On a trouvé un défaut à ce plan, c'est qu'en divisant son armée, Moreau aurait pu être attaqué par des forces supérieures capables de l'écraser. Ce reproche n'a aucun fondement, car Kray, ayant ses armées concentrées du côté de Stokach, ne pouvait évidemment les porter assez rapidement sur les points où s'opéraient les passages. C'est précisément un dessein de ce genre qui perdit le général Kray; car, en voulant porter des troupes en masses sur le val d'Enfer, il se dégarnit pendant

Digitized by Google

que Moreau concentra ses forces. Cette critique n'a probablement eu d'autre but que de flatter le plan de Bonaparte, qui avait été rejeté.

Par la marche habile de Moreau, Kray se trouvait dans un extrême embarras. Sa gauche, qu'il venait de fortifier aux dépens de son centre et de sa droite, était très éloignée : il lui était impossible de la rallier; ce qu'il pouvait faire, c'était de lui prescrire de se replier sur le Danube. Il aurait dû lui-même opérer ce mouvement; mais il fallait pour cela sacrifier les immenses magasins qu'il avait rassemblés à Stokach; il n'eut pas la hardiesse de le faire et il se perdit. Les Français n'avaient pas l'habitude de préparer des magasins aussi considérables que les Autrichiens; ils vivaient presque toujours de maraude sur le pays ennemi, ce qui n'était ni moral ni conforme à une saine discipline.

Moreau, cependant, portait Lecourbe sur Stokach, se dirigeait lui-même sur Engen et commandait à Saint-Cyr de donner la main à Sainte-Suzanne, qui débouchait par le val d'Enfer. Lecourbe, qui agit le premier, se trouvant à la tête de troupes deux fois plus considérables que celles commandées par le prince de Vaudemont, chassa facilement les Autrichiens de leurs diverses positions, s'empara de Stokach et poursuivit l'ennemi au-delà de cette ville. Lecourbe fit quatre mille prisonniers, enleva huit pièces de canon, cinq cents chevaux, et se rendit maître des immenses magasins de Stokach.

Moreau se dirigeait sur Engen à la tête de trente-cinq mille hommes, quand il rencontra Kray, qui accourait avec quarante mille hommes au secours de Stokach. Le général autrichien accepta le champ de bataille que le

Digitized by Google

hasard lui présentant ; voyant près du bourg d'Engen une vallée traversée par un ruisseau profond et couronnée de chaque côté de rochers abruptes, il plaça dans la vallée son corps d'armée, et jeta des détachements sur les hauteurs boisées que les Français devaient traverser. Les hauteurs de Walterdingen et de Maulbert ayant été dégagées par les divisions Lorges et Delmas, l'armée française n'eut plus d'obstacle pour descendre dans la vallée où l'ennemi déployait ses forces et se présentait en amphithéâtre sur le penchant du pic de Hohenhewen, dominé par un corps de troupes assez considérable. Ce pic fut emporté par le général Delmas ; l'armée autrichienne se replia alors et se plaça à l'entrée du village d'Ehingen.

Cependant Moreau était inquiet d'entendre une vive fusillade et de nombreuses détonations du côté de Lapferdingen et de Waterdingen. C'était la division Richepanse, qui allait succomber sous les efforts des ennemis, si Saint-Cyr ne fût arrivé à son secours. Ce général, que nous avons vu tendre une main à la division de Sainte-Suzanne, ayant éprouvé du retard dans sa marche, arriva pour secourir Richepanse, qui, quelques heures plus tard, eût été écrasé, et le succès de la journée eût pu être gravement compromis.

Sans se laisser détourner de l'attaque principale, Moreau se portait sur le village d'Ehingen et l'emportait. Mais la réserve autrichienne, placée dans une vallée voisine, et une batterie de douze pièces ayant contraint nos troupes à se retirer en désordre, Moreau se mit lui-même à la tête des grenadiers, poussa ses troupes avec vigueur et se rendit définitivement maître d'Ehingen.

Digitized by Google

Les Autrichiens, découragés à la nouvelle de la défaite du prince de Vaudemont à Stokach, se hâtèrent de se replier vers le Danube, laissant trois mille morts et quatre mille prisonniers. Nos pertes avaient été très considérables : nous avions eu deux mille hommes hors de combat. Le succès de cette brillante et difficile journée eût été plus complet, si Lecourbe, après s'être rendu maître de Stokach, s'était replié du côté d'Engen. On en a fait un reproche immérité à Moreau, qui, ne s'attendant pas à combattre dans ce lieu, n'avait pu prendre les dispositions d'une bataille méditée et préparée.

Kray, en se retirant vers le Danube, ayant rencontré, avant de déboucher sur ce fleuve, un magnifique champ de bataille, résolut de tenter une seconde fois le sort des armes. La grande route qui conduit de Stokach au Danube, passe sous un plateau large et élevé nommé Krunsbach, puis s'enfonce dans un défilé dominé de chaque côté par des collines chargées de bois, et débouche enfin vis-à-vis Moëskirch, qui forme une élévation et semble fermer la vallée. En occupant ces différents points, un bon général peut attendre un ennemi supérieur et lui causer beaucoup de mal. Kray couvrit les hauteurs de Moëskirch d'une artillerie formidable, étendit sa ligne jusqu'à Hendorf, et mit des troupes dans les bois du défilé et une forte colonne sur la hauteur de Krunsbach.

Moreau, après avoir passé un jour de repos à la suite du combat d'Engen et de Stokach, ordonna au général Lecourbe de s'avancer sur Moëskirch. Convaincu que l'ennemi avait été trop maltraité pour oser l'attendre avant d'être à couvert derrière le Danube, le général français ne pensait nullement à combattre; il avait poussé

Digitized by Google

en avant le premier corps, et sa gauche, sous les ordres de Saint-Cyr, se tenait à cheval sur le Danube, s'éloignant plus du centre de l'armée qu'on ne lui avait prescrit.

Les Autrichiens, placés sur les hauteurs de Krunsbach, laissèrent nos premières divisions s'engager dans le défilé de Moëskirch, et quand nos colonnes voulurent déboucher du défilé, ils les attaquèrent de front par une redoutable artillerie, et en flanc par de nombreux tirailleurs, les déconcertèrent et les contraignirent à reculer. Kray commit alors la faute de s'ébranler trop tôt et arrêta l'effet d'une habile manœuvre, car nos soldats, se voyant poursuivis, attaquèrent à leur tour. Cependant Moreau, averti, précipitait sa marche et ordonnait de se porter plus sur la droite, pour forcer les positions de Moëskirch, ce que nos braves exécutèrent avec le plus grand courage. Restait la position redoutable de Krunsbach, sous laquelle Moreau allait passer. Au moment où les colonnes du corps de bataille se présentent, une brusque attaque y jette un instant le trouble. Le général Lorges, apercevant le péril, attaque le village d'Endorf, défendu par l'élite de l'armée autrichienne, l'emporte d'abord et est bientôt repoussé; enfin le général Vandamme fait définitivement rentrer la victoire sous notre drapeau. Le 6e régiment de chasseurs mérita, pour sa belle conduite, ce brillant éloge : « Si votre conduite en » Italie ne vous avait depuis longtemps mérité le nom » de *Terrible*, les Autrichiens vous l'auraient donné à la » bataille de Moëskirch. »

Le général Saint-Cyr, qui avait paru fort tard à Engen, ayant entendu la canonnade, fut prié par plusieurs offi-

Digitized by Google

ciers de courir prendre part au combat; il ne se montra pas du tout : s'il eût exécuté le mouvement qui lui était prescrit, qu'il se fût replié sur le flanc de l'ennemi, la journée eût été décisive; les Autrichiens, complétement battus, n'auraient pu se retirer. La bataille de Moëskirch, par la faute de Saint-Cyr, ne fut qu'un combat ordinaire. Nous avions perdu trois mille hommes et l'ennemi près du double. L'effet moral n'était pas le même dans les deux armées. Nos troupes victorieuses étaient pleines d'enthousiasme à la pensée de leurs victoires successives; les Autrichiens étaient, au contraire, tellement épouvantés, que la seule division de Saint-Cyr aurait pu les culbuter dans le fleuve, au passage du Danube que Kray traversa sans obstacle; il parvint à rallier deux de ses lieutenants qui arrivaient des bords du Rhin avec leurs troupes.

Si Kray avait reçu des renforts, Moreau, de son côté, venait d'être rejoint par le général Sainte-Suzanne, qui, par son ordre, longeait la rive gauche du Danube, que l'ennemi traversa subitement pour couvrir Biberach, où se trouvaient d'immenses magasins. Ce mouvement, tout à fait inattendu, jeta un moment d'incertitude dans le corps de Saint-Cyr, qui s'appuyait seul sur Biberach, tandis que notre droite s'étendait du côté des Alpes, pour empêcher le général autrichien Reus de se rapprocher de Kray.

Trop faible d'abord pour attaquer, Saint-Cyr se tint sur la défensive jusqu'à ce qu'il eut été rejoint par l'intrépide Ney, et que la division Richepanse fut en état de prendre les Autrichiens en flanc. Se sentant alors assez fort, il prescrivit de traverser les marécages et de gravir

Digitized by Google

les hauteurs occupées par les ennemis, sans s'inquiéter de leur nombre. Les Autrichiens, depuis longtemps démoralisés, prirent la fuite à l'approche de nos braves et laissèrent entre nos mains plusieurs milliers de prisonniers et des magasins immenses. Moreau, qui arriva lorsque tout était fini, non content de donner des éloges mérités à son lieutenant, lui rendit, en présence de toute l'armée, un éclatant témoignage, éloge d'autant plus beau dans sa bouche, qu'il avait eu beaucoup à se plaindre de Saint-Cyr.

L'armée autrichienne se rassura quand elle toucha aux murailles d'Ulm, l'une des plus fortes places de toute la ligne du Danube. Les Autrichiens, démoralisés par une perte de trente-cinq mille hommes, se voyant, par la réunion des corps dispersés, au nombre de quatre-vingt mille soldats aguerris, se crurent en sécurité dans une position qu'ils jugeaient inattaquable. Ulm, forteresse de premier ordre, est protégée à droite par le grand fleuve du Danube; à gauche elle touche aux derniers escarpements des montagnes de la Souabe, qu'on avait surmontés de campements fortement retranchés, pour empêcher les Français de s'approcher de la place. A droite, la ville était protégée non-seulement par le fleuve, mais encore par de puissantes batteries, qui, du couvent d'Elchingen, pouvaient labourer les vastes plaines par où les Français devaient arriver.

Moreau perdait encore dans ce moment la supériorité numérique des troupes et était obligé d'envoyer quinze à vingt mille hommes au général Bonaparte, qui allait opérer en Italie; en sorte que l'armée du Danube ne comptait plus guère que soixante-dix à soixante-quinze

Digitized by Google

mille hommes. Malgré cet affaiblissement, Saint-Cyr et plusieurs généraux proposaient d'attaquer de front les hauteurs qui dominent Ulm, promettant de déloger les Autrichiens et d'aborder facilement la place. Tout en jugeant possible cette tentative audacieuse, Moreau pensait cependant qu'elle avait contre elle de grandes chances d'insuccès, et que si elle ne réussissait point, elle aurait le double et désastreux malheur d'obliger l'armée française de rétrograder et de faire échouer les plans de Bonaparte sur l'Italie; il ne voulut pas, avec raison, compromettre une position excellente et qui devait amener des résultats moins brillants peut-être, mais certains. Il préféra manœuvrer sur Augsbourg, afin de couper les communications de Kray avec le centre de la monarchie autrichienne. D'ailleurs il sentait que le faible corps envoyé à Bonaparte avait besoin d'être soutenu, et qu'abandonné absolument à lui-même, il pouvait être détruit par les ennemis.

La division Sainte-Suzanne, laissée seule sur la rive gauche du fleuve, fut vivement attaquée par des forces supérieures autrichiennes, qui la contraignirent à se replier, opération qui fut exécutée avec tant de désordre, qu'elle eût été écrasée si Saint-Cyr, placé sur la droite du Danube, n'eût canonné vivement les Autrichiens et ne les eût ainsi contraints à abandonner la poursuite. Moreau étant accouru pour rassurer son armée par sa présence, son conseil proposa encore l'attaque d'Ulm, en tournant par la gauche la position des ennemis. Mais les motifs qui l'avaient empêché de consentir à la première tentative subsistaient toujours, et il résista avec raison.

On a accusé Moreau d'avoir manqué de vigueur dans

Digitized by Google

cette circonstance, de n'avoir pas pressé avec assez de vivacité un ennemi découragé. Mais en considérant que ce général était alors inférieur à ses adversaires; que, par une attaque précipitée, il pouvait compromettre le salut de l'armée d'Italie, on doit lui savoir gré de sa prudence. Il ne voulait agir rigoureusement que lorsqu'il aurait la certitude que le premier consul, dont il avait le secret, serait en Italie et y aurait pris une position assurée.

Bonaparte avait presque abandonné à elle-même l'armée de Masséna dans la Ligurie et avait voulu porter les premiers coups sur Kray, afin de le repousser et de le mettre dans l'impuissance de secourir Mélas, qui opérait dans les Apennins avec cent vingt mille hommes. Une fois ce but atteint, il se proposait de se frayer un passage à travers les Alpes pour arriver en Italie et y opérer vigoureusement sur les derrières de Mélas. Dès la fin d'avril, Moreau, ayant rejeté Kray en Allemagne et laissé le passage des Alpes libre, Bonaparte pouvait réaliser son dessein avec d'autant plus de facilité, que les Autrichiens, regardant comme impossible le passage des Alpes à cette époque, n'avaient pris de ce côté aucune défense. Bonaparte leur apprit que ce qu'Annibal avait fait, il le pouvait et plus facilement et plus promptement. Afin de ne donner aucun soupçon à l'ennemi, un ordre secret fut envoyé à soixante mille hommes de se rendre à Genève, point de départ, pour de là franchir les Alpes par le grand Saint-Bernard; il expédia en même temps à Moreau l'ordre de lui envoyer un corps de quinze à vingt mille hommes, sous le commandement du général Moncey, pour le rejoindre du côté d'Aoste. La Constitution ne permettant point au premier consul de comman-

Digitized by Google

der les corps d'armée, Bonaparte établit Berthier commandant général de la nouvelle armée, et vint en prendre sous son nom la direction effective.

Le passage du mont Saint-Bernard s'effectua heureusement, quoique avec une extrême difficulté; car les sentiers, en quelques endroits, étaient si étroits que deux hommes à peine pouvaient y marcher de front. Pour transporter l'artillerie, il fallut démonter les canons, les placer dans des troncs d'arbres creusés pour les recevoir et munis de roulettes; les affûts furent chargés sur des traîneaux. Les bêtes de somme étant insuffisantes pour un semblable labeur, les hommes, officiers et soldats, s'attelèrent à ces équipages d'une nouvelle espèce. Au sommet de la montagne notre armée rencontra l'hospice fameux fondé pour recueillir et héberger les voyageurs; elle reçut la plus cordiale hospitalité, y trouva des tables chargées de vivres et de rafraîchissements, que les religieux distribuaient eux-mêmes aux soldats.

Si la montée avait été périlleuse, la descente l'était plus encore, car la pente, d'une extrême raideur, était couverte d'une glace sur laquelle le soldat ne pouvait se tenir debout; il dut se laisser glisser le long de la rampe, mode qui fut en un instant adopté par tous, même par le général en chef.

Les Autrichiens, dont les premiers avant-postes étaient à Châtillon, furent très surpris de voir le drapeau français, et se hâtèrent de se replier jusqu'aux portes du Bard.

Un obstacle inattendu arrêta l'armée et parut infranchissable. Qu'on se représente une vallée profonde bordée de rochers escarpés, inaccessibles même aux fantas-

Digitized by Google

sins, se resserrant tellement, que dans un point il n'y avait pas plus de cinquante mètres de large, occupés par la route et par le torrent de la Dora-Baltea, par où s'échappaient toutes les eaux du Saint-Bernard. A cet endroit rétréci est bâtie la petite ville du Bard, formée d'une seule rue, dont les maisons sont adossées d'un côté aux rochers et de l'autre au torrent. A gauche, en entrant, se trouvait, sur la crête de la montagne, le fort du Bard, qui avait une garnison de cinq cents hommes déterminés, armés d'une bonne artillerie, à l'aide de laquelle ils enfilaient la rue du Bard et la route qui y conduisait. Une armée qui débouchait était donc sûre d'être écrasée. Lannes se lança avec une extrême vigueur sur le Bard, en rompit les ponts-levis, se vit bientôt écrasé par la mitraille et obligé de reculer pour ne pas exposer le détachement qui s'était avancé. Berthier accourut avec Marescot pour reconnaître la position, constata l'impossibilité d'emporter le fort, et ne trouva, pour le tourner, d'autre moyen de passage qu'un petit sentier plus difficile que celui du Saint-Bernard. La surprise de Bonaparte fut d'abord extrême lorsque son chef d'état-major lui dit qu'il n'y avait d'autre salut pour l'armée que de retourner sur ses pas; puis le premier consul prit ses cartes, montra les endroits par où il serait possible de passer. « Ne voulant voir de danger grave que dans l'arrivée d'un corps ennemi qui viendrait fermer le débouché d'Ivrée, il enjoignit à Berthier de porter Lannes à Ivrée par le sentier d'Albaredo, et de lui faire prendre là une forte position qui fût à l'abri de l'artillerie et de la cavalerie autrichiennes. « Quand Lannes, ajoutait le premier consul, gardera la porte de la vallée, peu importe

Digitized by Google

ce qui pourra survenir, ce ne sera qu'une perte de temps. Nous avons des vivres en suffisance pour attendre, et nous viendrons toujours à bout ou de tourner ou de vaincre l'obstacle qui nous arrête en ce moment (1). »

Quelques braves rendirent vite le sentier l'Albaredo praticable, en aplanissant les lieux les plus escarpés et en jetant des tronçons d'arbres sur les ravins les plus profonds afin de former des ponts; mais l'artillerie ne pouvant parcourir ce sentier qu'en démontant les canons comme au mont Saint-Bernard, Bonaparte forma l'audacieux projet de lui faire traverser la ville du Bard à la faveur de la nuit. Une pièce conduite pour essai fut bientôt couverte de la mitraille ennemie. Persuadé que le bruit fait par la marche du canon avait seul donné l'éveil à la garnison du Bard, le premier consul prescrivit de couvrir la route de fumier et d'envelopper les roues des caissons avec des étoupes. Le mouvement des chars devenu presque silencieux échappa totalement à l'ennemi qui tira, il est vrai, quelques coups et atteignit un petit nombre d'hommes.

A peine arrivé devant Ivrée, ville qui n'avait pas été réparée depuis Louis XIV et que les Autrichiens armaient alors, Lannes, soutenu par le général Watrin, enleva ce fort, repoussa les Autrichiens et leur fit subir quelques pertes. Le général ennemi Hoddick, ayant essayé de se couvrir derrière la petite rivière de Chiusella, fut de nouveau culbuté et forcé de nous laisser maîtres des plaines du Piémont.

Cependant le général Thureau, à la tête d'un corps

(1) Thiers.

Digitized by Google

de quatre mille hommes, emportait le débouché de Suze, faisait quinze cents prisonniers et s'emparait de quelques pièces de canon ; de son côté, le général Leichi dégageait le débouché du Simplon. Nous nous trouvions ainsi en possession de tous les passages des Hautes-Alpes pour pénétrer en Italie. Ainsi, en treize jours, le premier consul était maître des derrières de son ennemi et jetait soixante mille hommes au milieu de l'Italie.

A la nouvelle incroyable que Bonaparte, à la tête de soixante mille hommes, avait descendu le grand Saint-Bernard et que Moncey débouchait du Saint-Gothard avec vingt mille hommes, Mélas, à qui il restait encore quatre-vingt-quinze mille hommes, aurait dû les réunir.

Mais Gênes, sur le point de succomber, la ligne du Var dont il se croyait maître, lui semblaient des avantages trop grands et surtout trop chèrement acquis pour les abandonner ; d'ailleurs il pensait que Bonaparte se dirigerait sur Gênes ; il espérait l'arrêter dans les montagnes de la Ligurie et se flattait d'avoir l'avantage de la position. Le premier consul conçut un projet plus hardi, ce fut de marcher sur la Lombardie, de révolutionner ce pays, d'y reconstituer les pouvoirs républicains et de couper entièrement la retraite aux Autrichiens qui, une fois vaincus, seraient incapables de continuer la guerre. Ce plan était le plus hardi et le plus sûr ; mais il avait le grave inconvénient de sacrifier la garnison de Gênes et l'armée de Ligurie à une destruction presque certaine. Mais la perte de quinze à vingt mille hommes paraissait peu de chose en comparaison des résultats généraux. Après avoir fait une légère démonstration du côté de

Digitized by Google

Turin, afin de tromper Mélas, Bonaparte s'avança vers Milan, soulevant les patriotes et repoussant tous les corps ennemis qui essayaient de s'opposer à sa marche.

Le 2 juin 1800, le peuple entier de Milan, avec cette légèreté qui caractérise la nation italienne, vola au-devant du général Bonaparte et lui fit une entrée extrêmement brillante. Le premier consul, au milieu de l'ovation générale, courut ouvrir les prisons où se trouvaient mêlés aux patriotes exagérés quelques citoyens plus modérés qui avaient pris part au gouvernement de la république cisalpine. Il donna une administration provisoire à la république italienne, qu'il fit aussitôt proclamer, ordonna à ses capitaines d'étendre le nouveau gouvernement jusqu'au Pô et de chasser les Autrichiens. Avant de se porter en arrière et de marcher contre Mélas, il voulut attendre encore quelques jours, afin qu'il pût être rejoint par le général Moncey, qui lui amenait la division tirée de l'armée d'Allemagne.

Mélas était informé des désastres de Kray en Allemagne; sachant que l'armée française descendue en Lombardie avait pour elle l'appui d'un peuple léger et recevait chaque jour des renforts, il se vit dans l'indispensable nécessité de réunir ses troupes dispersées dans la Ligurie et d'opérer sa retraite. Gênes, dont les misères étaient extrêmes, se voyait cependant sur le point de succomber. Dès les premiers moments du blocus les besoins du peuple avaient été si grands, que quatre mille femmes parcoururent la ville, des sonnettes à la main, demandant du pain. Bientôt le manque presque absolu de vivres fit recourir aux aliments les plus dégoûtants; on se disputait les chevaux morts, on mangeait les plus vils animaux,

Digitized by Google

les rats et les souris étaient des mets de luxe, on parlait même de se nourrir de chair humaine. Ce qui soutenait l'espérance, c'est que Bonaparte avait promis que la place serait délivrée le 30 mai. Cependant le mal augmentait sans cesse.

Le peuple, réduit à une soupe d'herbe pour unique aliment, éprouvait toutes les angoisses de la faim. Les rues étaient jonchées de malheureux expirant d'inanition, de femmes exténuées qui exposaient à la charité publique les enfants qu'elles ne pouvaient plus nourrir. Si le 30, terme extrême marqué par Bonaparte pour la délivrance de Gênes, se passait sans résultat décisif, il ne restait plus d'autre parti que de se soumettre. Le 28 on annonça un mouvement rétrograde des Autrichiens. Masséna connut, par une reconnaissance, que ces bruits n'avaient aucun fondement. Le 30 était passé sans que la délivrance se réalisât. Le 1er et le 2 juin on n'avait eu aucune nouvelle du dehors. Le peuple s'étant soulevé, Masséna dut songer à traiter avec l'ennemi. Il eut encore le beau rôle en présence de lord Keith et du général autrichien. Keith lui disait : « Monsieur, votre défense est trop héroïque pour » qu'on puisse rien vous refuser. — Monsieur l'amiral, » répliqua Masséna, laissez arriver un peu de blé à Gê- » nes et je vous réponds que ces messieurs (les généraux » autrichiens) n'y mettront jamais le pied. »

Ils ayant un moment voulu refuser les honneurs de la guerre à la garnison, Masséna lui dit : « Vous ne » voulez pas ! eh bien, à demain. » Enfin on lui accorda que la garnison sortirait avec armes et bagages, enseignes déployées. Les généraux ennemis étaient aussi pressés que lui de conclure les conditions de la capitu-

Digitized by Google

lation. Ott avait reçu l'ordre de lever le siége; sans cela il est probable qu'il aurait exigé que la garnison fût prisonnière de guerre. Mais Bonaparte était en Italie et il fallait le combattre.

En signant la capitulation, Masséna avait demandé aux Autrichiens qu'ils respectassent la constitution de Gênes. Sur leur refus : « Eh bien! leur dit Masséna, faites ce » que vous voudrez; mais, avant quinze jours, je vous » déclare que je serai de retour dans Gênes! » Parole prophétique à laquelle un officier autrichien, M. de Saint-Julien, fit cette réponse noble et délicate : « Vous » trouverez dans cette place, Monsieur le général, des » hommes à qui vous avez appris à la défendre. »

Les huit mille cinq cents hommes sortis de Gênes devaient aller rejoindre le général Suchet qui, avec douze mille hommes, avait glorieusement défendu la ligne du Var, dont les ennemis auraient dû être les maîtres depuis longtemps; mais les Autrichiens, qui avaient seulement commencé leurs opérations sérieuses sur cette ligne quand Bonaparte descendait en Italie, reçurent presque aussitôt l'ordre d'opérer leur retraite. Malgré le soin qu'ils avaient mis à la masquer, Suchet, s'en étant aperçu, porta ses troupes sur l'aile gauche des ennemis et leur fit éprouver des pertes qu'on n'estime pas à moins de dix mille hommes, tant dans sa retraite que sur la ligne du Var. Masséna et Suchet réunis auraient pu marcher sur les derrières des Autrichiens, mais leurs soldats étaient tellement exténués, qu'ils s'arrêtèrent au sommet de l'Apennin.

Mélas qui, malgré sa séparation du général Wukanowich rejeté alors au-delà du Mincio, aurait pu encore

Digitized by Google

réunir soixante-quinze mille hommes, ayant laissé des garnisons nombreuses à Gênes, Savone, Gavi, Acqui, Coni, Turin, Alexandrie et Tortone, réduisit son armée d'opération à moins de cinquante mille hommes. Ne voyant pour lui de retraite possible que sur la droite du Pô, par où il pouvait rejoindre Wukanowich et former une nouvelle armée d'opération, il ordonna aux troupes du haut Piémont de se diriger sur Alexandrie, tandis que celles des environs de Gênes se rendaient à Plaisance.

Bonaparte ayant aussi apprécié l'importance de Plaisance, avait ordonné au général Murat d'occuper cette place, dont la garnison était réduite alors à quelques centaines d'hommes, décidés à se bien défendre. A l'aide d'habiles batteries, élevées à la tête du pont, ils balayèrent nos premières colonnes et obligèrent nos officiers à recourir à des barques pour passer le fleuve. Le général Musnier entra alors dans la ville malgré une fusillade assez vive. Plusieurs corps ennemis arrivèrent sur le soir du même jour aux portes de Plaisance et furent reçus avec une extrême vigueur par nos soldats, qu'on ne supposait point dans la ville. Dès ce moment les Français étaient maîtres du Pô et avaient en leur possession les deux principaux passages, celui de Belgiojoso près Pavie, et celui de Plaisance ; ils en occupèrent même bientôt un troisième, car le lendemain le général Duchesne, à la tête de la division Loison, enleva Crémone à un détachement que le général Wukanowich y avait laissé en se retirant.

Nous étions maîtres des principaux passages du Pô, nous n'étions cependant pas assurés de couper la retraite

Digitized by Google

à Mélas, qui pouvait se replier sur Gênes, remonter vers la haute Trebbia et regagner la route de Parme à Mantoue. Afin de lui enlever cette voie, Bonaparte résolut de se porter avec quarante mille hommes à la Stradella, appuyant sa gauche aux montagnes, jetant son centre sur la grande route et couvrant sa droite par le Pô. Il plaça la division Chabran à Verceil, avec ordre de se replier sur le Tessin, en cas d'approche de l'ennemi. La division Lapoype fut postée sur le Tessin même, aux environs de Pavie. Il mit le détachement du Simplon vers Arona pour garder la route du Saint-Cothard. Il laissa la division Gichy à Milan ; enfin il établit la division Lorges à Lodi sur l'Adda.

Bonaparte, en divisant ainsi ses troupes, agissait contrairement à sa tactique habituelle, mais il pensait qu'ayant trente mille hommes à Stradella, il pourrait facilement se porter sur le point menacé pour le défendre. Il lui importait de combattre Ott, qui s'avançait de Gênes pour rejoindre Mélas et donner à ce général la supériorité numérique. Il y eut à Montebello un combat extrêmement acharné. Lannes repoussa un moment de Casteggio le général Ott, mais il laissa reprendre cette position ; il l'attaqua de nouveau et, après cinq heures de combat, en demeura définitivement le maître.

Rien n'était encore décidé, et Montebello restait au pouvoir d'Ott, quand Victor vint heureusement au secours de Lannes. Ils firent des mouvements si bien dirigés pour envelopper Montebello, que Ott, épouvanté du péril qu'il courait, ordonna la retraite, après avoir perdu dans ces deux journées six mille hommes, six pièces de canon et plusieurs drapeaux.

Digitized by Google

La situation de l'armée autrichienne devint de plus en plus critique. Ott, après s'être replié sur Tortone, puis sur la Bormida, se décida à marcher sur Plaisance ; mais se voyant enveloppé de corps considérables qui surveillaient tous ses mouvements, il résolut de se frayer un passage à travers l'armée française en passant par Marengo. Bonaparte avait établi Victor dans ce village ; Lannes était en arrière à droite ; Desaix, officier du plus haut mérite, qui, en arrivant d'Égypte, venait offrir ses services, occupait la gauche à une demi-journée de Bonaparte : enfin la réserve fut placée à Torre et sur la Scrivia.

Dès l'aube du jour, le 14 juin, les Autrichiens attaquèrent vigoureusement le village de Marengo et parvinrent à s'y établir après en avoir été plusieurs fois chassés. Lannes s'étant développé pour soutenir Victor, fut bientôt compromis, sa gauche découverte allait être tournée.

Le général Bonaparte, qui s'était dirigé la veille vers Voghera pour avoir des nouvelles de la marche des Autrichiens, avait été heureusement empêché, par les débordements de la Scrivia, de passer au-delà de Torre-di-Girafolo. Aux premiers coups de canon, il retourna sur ses pas et amena sur le champ de bataille un corps peu nombreux il est vrai, mais composé d'hommes d'élite qui servirent de noyau à la garde impériale. Il forme sa garde consulaire en carré, la jette entre la droite et la gauche pour arrêter le mouvement de l'ennemi. En vain la cavalerie autrichienne se précipite sur ce carré et tente de le forcer, en vain l'ennemi tire à mitraille pour le rompre, il ne peut y parvenir. Mais bientôt l'attaque des Autrichiens devient si violente sur tous les points,

Digitized by Google

qu'il n'est plus possible de leur tenir tête. Lannes, criblé par les décharges de quatre-vingts pièces d'artillerie, pivote sur sa brillante phalange, refuse sa gauche et opère sa retraite.

Plus de la moitié de la journée était écoulée. Mélas, vieillard plein de valeur, mais fatigué d'être en selle depuis le matin, donne ses ordres à Zach, son chef d'état-major, et se retire à Alexandrie, d'où il fait expédier des courriers pour annoncer sa victoire. Bonaparte, cependant, attendait avec une extrême impatience le général Desaix à qui il avait expédié un courrier pour lui dire d'accourir au secours de l'armée. Desaix n'avait pas attendu l'arrivée de ce courrier; aux premiers coups de canon, il s'était acheminé à la hâte vers le lieu du combat. Il arriva à la tête de six mille hommes par San-Giuliano, où nos troupes en retraite allaient chercher un abri. Le conseil de guerre, assemblé à l'instant, penchait pour la retraite, quand Desaix dit ces simples et nobles paroles : « Oui, la » bataille est perdue, mais il n'est que trois heures, il » reste encore le temps d'en gagner une. » Une nouvelle bataille fut alors résolue. Bonaparte parcourt le front de l'armée, jetant ces magnifiques paroles aux soldats : « Amis, c'est assez reculer; marchons en avant! Vous » savez que je couche toujours sur le champ de bataille. »

Cependant Zach, persuadé que pour achever la victoire il suffit de se porter en colonne serrée sur San-Giuliano, s'avance avec confiance. Tout-à-coup une batterie de douze pièces se démasque et renverse les premiers rangs, qui avaient à peine pu se remettre de cette subite émotion, quand Desaix ébranle la 9e légère. « Al- » lez avertir le premier consul, dit-il à son aide-de-camp

Digitized by Google

» Savary, que je charge et que j'ai besoin d'être appuyé » par la cavalerie. » Desaix, à cheval, marche lui-même à la tête de cette demi-brigade. Il franchit avec elle le léger pli de terrain qui la dérobait à la vue des Autrichiens et se révèle brusquement à eux par une décharge de mousqueterie exécutée à bout portant. Les Autrichiens répondent, et Desaix tombe aussitôt percé d'une balle dans la poitrine. « Cachez ma mort, dit-il au gé- » néral Boudet, qui était son chef de division, car cela » pourrait ébranler les troupes (1). »

Loin de se laisser déconcerter par la mort de son général, la 9me légère, qui mérita ce jour le titre glorieux d'*Incomparable*, jure de le venger, tombe sur la masse des Autrichiens et les renverse en désordre. En même temps, la cavalerie commandée par Kellermann, charge au galop à droite et à gauche, et oblige à se rendre prisonniers deux mille Autrichiens, parmi lesquels se trouve Zach lui-même, commandant général de l'armée en l'absence de Mélas. Une terreur panique se communique alors à la nombreuse cavalerie ennemie, qui s'écrie : « Aux ponts ! aux ponts ! » Ce fut alors une confusion inexprimable ; la déroute des Autrichiens fut telle que, sauf quelques bataillons qui tinrent ferme dans Marengo, tout le reste se précipita sur les trois ponts ou se jeta dans la Bormida.

Cette journée, où les Autrichiens perdirent huit mille hommes, tués ou blessés, et quatre mille prisonniers, et où les Français comptèrent six mille tués ou blessés, est l'une des plus importantes de nos annales, moins par la

(1) Thiers.

Digitized by Google

stratégie que par ses conséquences; c'est en effet de Marengo que date réellement l'Empire avec toutes ses suites.

Mélas, plongé dans le désespoir d'avoir abandonné son armée et d'avoir ainsi laissé changer une victoire en une défaite effroyable, ne voyant plus, depuis la perte de ses meilleurs officiers, aucun général pour le seconder, résolut de s'adresser à Bonaparte pour obtenir une suspension d'armes. Le premier consul s'était déjà ouvert à Zach et lui avait exprimé le désir de faire la paix. Il le chargea, avec Berthier, de proposer à Mélas les conditions déjà irrévocablement arrêtées dans sa pensée. Il consentait « à ne point exiger que l'armée autrichienne fût déclarée prisonnière; il voulait bien la laisser passer avec les honneurs de la guerre, mais il exigeait qu'on rendît immédiatement à la France toutes les places de la Ligurie, du Piémont, de la Lombardie, des Légations, et que les Autrichiens évacuassent toute l'Italie jusqu'au Mincio. »

Mélas, ayant trouvé ces conditions difficiles à accepter, fit proposer au premier consul quelques modifications que celui-ci repoussa avec vivacité, et dit à l'envoyé autrichien : « Monsieur, mes conditions sont irrévo-» cables. Ce n'est pas d'hier que je fais la guerre; votre » position m'est aussi connue qu'à vous-mêmes. Vous » êtes dans Alexandrie, encombrés de morts, de blessés, » de malades, dépourvus de vivres, privés de l'élite de » votre armée, enveloppés de toutes parts. Je pourrais » tout exiger, mais je respecte les cheveux blancs de » votre général, la vaillance de vos soldats, et je ne de-» mande que ce qu'exige impérieusement la situation » présente des affaires. Retournez à Alexandrie; quoi

Digitized by Google

» que vous fassiez, vous n'aurez pas d'autres condi-» tions. »

Ces conditions furent acceptées, et il fut aussitôt conclu un armistice en vertu duquel « les Autrichiens s'engageaient, en se retirant, à remettre aux Français toutes les places fortes qu'ils occupaient. Les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, d'Arona et de Plaisance devaient être remis du 16 au 20 juin (27 prairial - 1er messidor); les châteaux de Ceva, de Savone, les places de Coni et de Gênes, du 16 au 24 juin; le fort d'Urbin, le 26. L'armée autrichienne devait être divisée en trois colonnes, qui se retireraient l'une après l'autre, au fur et à mesure de la livraison des places. Les immenses approvisionnements accumulés par Mélas, en Italie, étaient partagés par moitié. L'artillerie des fonderies italiennes était concédée à l'armée française; l'artillerie des fonderies autrichiennes à l'armée impériale. Les Impériaux, après avoir évacué la Lombardie jusqu'au Mincio, devaient se renfermer derrière la ligne suivante : le Mincio, la Fossa-Maestra, la rive gauche du Pô, depuis Borgo-Forte jusqu'à l'embouchure de ce fleuve dans l'Adriatique. Peschiera et Mantoue restaient à l'armée autrichienne. Il était dit, sans explication, que le détachement de cette armée, actuellement en Toscane, continuerait à occuper cette province (1). »

Cette convention célèbre, qui ne devait être exécutée qu'après le consentement de l'empereur d'Autriche, a attiré un blâme assez sévère sur le général autrichien, qui aurait pu encore tenter un effort désespéré; mais, à

(1) Thiers.

Digitized by Google

examiner la situation réelle de cet officier, il ne pouvait plus y avoir de retraite pour lui. Bonaparte écrivit une lettre touchante à l'empereur d'Autriche, pour le conjurer de faire enfin la paix. « C'est sur le champ de ba-» taille, lui disait-il, au milieu des souffrances d'une » multitude de blessés et environné de quinze mille ca-» davres, que je conjure Votre Majesté d'écouter la voix » de l'humanité et de ne pas permettre que deux braves » nations s'entr'égorgent pour des intérêts qui leur sont » étrangers. »

Après avoir parcouru sommairement les motifs qui engageaient l'Autriche à continuer la guerre, il en montrait la vanité : « Exécutons le traité de Campo-Formio, » qui attribue à Votre Majesté de larges indemnités en » compensation des provinces perdues dans les Pays-» Bas, et les lui assure là où elle préfère les obtenir, » c'est-à-dire en Italie. Que Votre Majesté envoie des » négociateurs où elle voudra, et nous ajouterons au » traité de Campo-Formio des stipulations capables de » la rassurer sur l'existence des Etats secondaires, qu'on » reproche à la République française d'avoir tous ébran-» lés. »

En attendant qu'il pût signer la paix, Bonaparte s'occupa de l'organisation de la république cisalpine et se rendit à Milan, où il fut reçu en véritable triomphateur. L'archevêque ayant ordonné de chanter un *Te Deum* pour célébrer le triomphe de Marengo, il voulut y assister lui-même avec ses troupes. Il écrivit ces paroles aux consuls : « Aujourd'hui, malgré ce qu'en pourront dire » nos athées de Paris, je vais en grande cérémonie au » *Te Deum* qu'on chante à la métropole de Milan. »

Digitized by Google

Bonaparte confia ensuite à Masséna le commandement général de l'armée d'Italie, forte alors de quatre-vingt mille hommes, et ordonna, pour faciliter les communications entre la France et la Lombardie, de démolir les forts d'Arona, du Bard, de Serravalle, les citadelles d'Ivrée et de Ceva. Il serait difficile de décrire l'enthousiasme avec lequel le général Bonaparte fut reçu à sa rentrée en France. Les Lyonnais, aussi zélateurs de sa politique que de sa gloire, envahirent l'hôtel des Célestins, où il était descendu, et voulurent absolument le voir. Il posa lui-même la première pierre des reconstructions de la place de Bellecour, qui allaient être commencées, réparant ainsi un abominable passé, et montrant que l'avenir allait être plus heureux pour une cité qui avait tant souffert.

Paris donna au premier consul une de ces fêtes spontanées qui font l'orgueil de toute la vie; Bonaparte, sur le rocher de Sainte-Hélène, se la rappelait comme une des plus grandes jouissances qui aient marqué sa brillante carrière. La ville de Paris tout entière fut spontanément illuminée; tous les grands corps de l'Etat se rendirent auprès de lui pour lui adresser ces sortes de félicitations dont les despotes savent profiter pour l'asservissement des peuples. Le Sénat conservateur se montra à la tête de tous les autres.

« Nous nous plaisons à reconnaître que la patrie vous » doit son salut, que la République vous devra son af- » fermissement, et le peuple une prospérité que vous » aurez fait succéder en un jour à dix années de la plus » orageuse des révolutions. »

Moreau, avant d'agir avec vigueur, avait attendu que

Digitized by Google

Bonaparte eût descendu les Alpes et qu'il fût parvenu en Italie. Lorsqu'il fut informé que ce passage périlleux était exécuté, il résolut de contraindre le général Kray à quitter la position qu'il occupait devant Ulm. Ne pouvant avancer en Bavière sans l'avoir délogé, il se détermina à un mouvement d'une grande audace. Quoiqu'il n'eût aucun équipage de pont, il se décida à franchir le Danube au-dessous d'Ulm, afin de séparer l'ennemi de ses magasins et de le contraindre ainsi à se battre. Des hommes d'élite traversent le fleuve à la nage, et, leurs armes sur la tête, arrivent sur le bord opposé; sans prendre le temps de s'habiller, ils se précipitent sur les ennemis, mettent en fuite un détachement et s'emparent de deux pièces de canon. Des canonniers français accourent pour servir ces pièces et maintiennent les Autrichiens jusqu'à ce que les ponts aient été rétablis. L'armée française passe alors, attaque avec violence les différents corps autrichiens et les pousse avec vigueur, quand Kray, prévenu du passage de nos troupes, arrive à la tête de sa cavalerie, donne avec une extrême vivacité et fait plier un moment nos colonnes ; notre réserve paraît alors sur le champ de bataille, et l'ennemi est culbuté de toute part. Cette affaire fut nommée la bataille d'Hochstedt, du village près duquel elle se donna. Les Français firent cinq mille prisonniers, enlevèrent cinq drapeaux, vingt-cinq pièces de canon, et se rendirent maîtres de douze cents chevaux et des immenses magasins de Donauwerth.

Kray, exposé au péril d'être coupé, se hâta de quitter sa position d'Ulm, et opéra sa retraite par un temps affreux, avec tant de bonheur et de rapidité, que l'armée

Digitized by Google

française ne put le poursuivre. Moreau plaça des troupes pour investir Ulm et Ingolstadt, et se porta avec le gros de son armée au-delà du Lech, pour occuper Augsbourg et Munich, afin de se procurer des vivres en abondance. Pendant que nos troupes marchaient sur l'Isar, une division s'étant trop écartée du reste de l'armée, eut à soutenir un choc très redoutable. Elle eut l'honneur de triompher, mais elle perdit le brave La Tour d'Auvergne, qui servait comme simple soldat et avait mérité le titre de premier grenadier de France. Toute l'armée le regretta; on enveloppa son corps de feuilles de chêne et de laurier, puis on le déposa au lieu même où il avait été tué. Un monument perpétua la mémoire de ce guerrier célèbre; il portait cette simple inscription : *La Tour d'Auvergne.* On sait qu'à l'appel on continuait à le nommer et que le plus ancien des sergents répondait : *Mort au champ d'honneur.* Son désintéressement égalait sa bravoure. Un député lui ayant un jour offert son appui : « Vous êtes donc bien puissant? » lui répliqua La Tour d'Auvergne, réduit alors au plus grand dénûment. — « Eh bien, demandez pour moi — Un brevet de chef » de brigade, » se hâta de dire le député. — « Non, ré- » pliqua La Tour d'Auvergne, mais une paire de sou- » liers. »

Moreau, à qui on avait proposé une suspension d'armes, la repoussa, quoiqu'elle eût été proclamée en Italie, et se hâta de se rapprocher du Tyrol, afin d'en déloger le prince de Reuss, qui gênait les communications de l'armée d'Allemagne avec celle d'Italie. Il enleva les positions de Fussen, Reitti, Immensfadt, Feldkirch, et

Digitized by Google

consolida ainsi son établissement sur l'Isar. Moreau consentit alors à une suspension d'armes.

Pendant que nos armées obtenaient de si glorieux succès en Europe, nos généraux, en Egypte, cueillaient aussi des lauriers et soutenaient cette haute réputation de vaillance acquise dans ces contrées aux vieux Gaulois et aux Français du moyen âge. Lorsque la nouvelle du départ de Bonaparte pour l'Europe fut répandue en Egypte, je ne sais quelle impression de stupeur se produisit sur nos soldats et quel rayon d'espérance se manifesta parmi les ennemis des Français. On disait qu'après avoir reconnu l'impossibilité de rien fonder de stable en Egypte, et que, n'osant s'avouer vaincu dans l'audacieuse tentative qu'il avait faite, Bonaparte avait pris le lâche parti de fuir. Ces déclamations, sans fondement réel, impressionnaient surtout nos officiers, divisés d'opinion sur l'essai d'une colonisation. Kléber, que Bonaparte avait revêtu du commandement supérieur, était un ennemi du grand capitaine et ne cessait de déclamer contre l'expédition. Il y avait d'ailleurs entre les officiers une grande cause de division, venant de ce que les uns avaient appartenu à l'armée du Rhin et les autres à celle d'Italie. Ceux-ci, grandis par leurs victoires étonnantes, pleins de cette audace entreprenante qui ne croit rien d'impossible, montraient cette turbulence fatigante, cet orgueil insupportable qui veut s'imposer. Ceux-là, formés à la discipline sévère de l'armée du Rhin, semblaient avoir pris un peu de la gravité allemande, et croyaient le courage réfléchi bien supérieur au bouillonnement de l'ardeur des hommes du midi.

Digitized by Google

A peine investi du commandement général, Kléber adressa au Directoire une dépêche pour l'informer de la situation de l'armée, qu'il présentait sous le jour le plus faux et le plus déplorable. Selon lui, elle était diminuée de moitié, sans ressources, dénuée d'habillements, munie d'armes insuffisantes dans un pays mécontent et soulevé par les Turcs et les Anglais.

La fausseté de ce rapport pouvait très facilement se constater. Ainsi les états attestaient qu'il y avait vingt-huit mille cinq cents hommes sous les armes, tandis que le rapport assurait qu'il n'en existait pas plus de quinze mille. On pouvait montrer aussi facilement que les vêtements, les moyens de vivre et les munitions répondaient parfaitement aux besoins de l'armée. On n'avait pas encore à craindre l'armement formidable que nous allons voir se former contre nos guerriers. Sans les Anglais, qui travaillaient à soulever la nation arabe et les Turcs, nous aurions joui en Egypte d'une parfaite tranquillité, et la colonie se serait développée sans difficulté. Kléber, qui rêvait un retour en France, essayait de s'autoriser des instructions que lui avait laissées le général en chef.

« Je vais, avait-il dit, en France, soit comme parti-
» culier, soit comme homme public. J'obtiendrai qu'on
» vous envoie des secours; mais si, au printemps pro-
» chain (il écrivait en août 1799), vous n'avez reçu ni
» secours ni instructions; si la peste avait détruit au-delà
» de quinze cents hommes, indépendamment des pertes
» de la guerre; si une force considérable, à laquelle vous
» seriez incapable de résister, vous pressait vivement :
» négociez avec le visir, consentez même, s'il le faut, à

Digitized by Google

» l'évacuation, sauf une condition, celle du recours au » gouvernement français; et, en attendant, continuez à » occuper. Vous aurez ainsi gagné du temps, et il est » impossible que dans l'intervalle vous ne soyez pas se- » couru. »

Quoique la situation ne fût pas aussi alarmante que la présentait Kléber, que l'armée eût pu jouir tranquillement du séjour de l'Egypte sans les ennemis du dehors, cependant les entreprises des Anglais pour soulever les Arabes, les Musulmans et les Turcs, plaçaient l'armée dans un état bien plus mauvais que Bonaparte ne l'avait marqué. Kléber rallia tous ses officiers dans le dessein de traiter du rembarquement des troupes, fit revenir Désaix de la haute Egypte, et commença à nouer des relations avec l'amiral anglais Sidney-Smith pour l'évacuation. Sidney, qui avait contribué à faire échouer les Français devant Saint-Jean-d'Acre, se donnant à lui-même des pouvoirs qu'il n'avait point, se mit à négocier avec le général français. Pour traiter sérieusement, il fallait nécessairement se mettre en communication avec les Turcs et arrêter, avec l'amiral anglais, les bases du traité. Desaix, nommé par les Turcs le *visir du sultan Kléber*, chargé de traiter de la paix, posa, conformément à ses instructions, pour base des négociations : « que l'armée, se retirant avec les honneurs de la guerre, avec armes et bagages, pût descendre sur tel point du continent qu'il lui plairait de choisir, afin d'apporter à la République le secours de sa présence là où elle le jugerait plus utile. Il demandait que la Porte nous restituât sur-le-champ les îles vénitiennes, devenues propriétés françaises depuis le traité de Campo-Formio, c'est-à-dire Corfou, Zante,

Digitized by Google

Céphalonie, etc., et occupées dans le moment par des garnisons turco-russes; que ces îles, et surtout celle de Malte, bien plus importante, restassent à la France; que la possession lui en fût garantie par les signataires du traité d'évacuation; que l'armée française, en se retirant, pût en renforcer et en ravitailler les garnisons; enfin, que le traité qui liait la Porte, la Russie et l'Angleterre fût annulé sur-le-champ, et la triple alliance d'Orient anéantie. »

Ces propositions ne pouvaient évidemment être admises par les Anglais, qui auraient ainsi perdu une grande partie de leur influence dans la Méditerranée. L'armée musulmane, rassemblée aux environs de Gazah, où se rendit Desaix, présentait alors un spectacle bien étrange. Lorsqu'on avait répandu dans toutes les provinces de l'empire que c'était « le dernier effort à faire pour chasser les infidèles de l'Egypte; que le redoutable sultan de feu, Bonaparte, les avait quittés; qu'ils étaient affaiblis, découragés, qu'il suffisait de se montrer à eux pour les vaincre; que toute l'Egypte était prête à se soulever contre leur domination, on avait appelé tous les enfants de Mahomet aux armes. »

Les musulmans, à la vue de l'étendard du Prophète, étaient accourus en foule dans le camp, et bientôt on vit soixante-dix ou quatre-vingt mille mahométans réunis pour exterminer les chrétiens. Cette foule innombrable, prête à se ruer contre une poignée d'hommes, ne connaissait ni ordre ni discipline, et marchait confusément sous des chefs barbares, qui eux-mêmes ne respiraient que le sang. Ce qui en faisait la véritable force, c'étaient quelques officiers anglais et des Français qui, au milieu

Digitized by Google

de nos discordes civiles, parcouraient toutes les armées étrangères pour les diriger contre les soldats de la République. C'est le malheur inévitable de toutes les guerres civiles.

Au milieu des négociations Desaix fut informé que El-Arisch, fort qui sert pour ainsi dire de porte pour traverser le désert et se rendre de la Syrie en Egypte, était tombé entre les mains des musulmans. La garnison, forte de trois cents hommes, munie de vivres et de munitions, effrayée à la nouvelle du départ de Bonaparte, avait appelé les soldats turcs pour ne pas tomber entre les mains des Anglais. Les barbares musulmans égorgèrent toute la garnison, à l'exception d'un petit nombre d'hommes qui obtinrent grâce de la vie.

Desaix, voyant que les portes de l'Egypte étaient à l'ennemi, reprit les négociations et signa un traité honteux qui pesa lourdement sur son cœur. Il fut convenu, après de longs débats, que toute hostilité cesserait pendant trois mois qui devaient être employés aux préparatifs de départ, que l'armée quitterait l'Egypte avec les armes et bagages qui lui étaient indispensables, qu'elle abandonnerait tout le reste, ses établissements, ses forts, etc., aux anglo-turcs, qui consentaient à lui fournir des vivres, des vaisseaux de transport et des passe-ports pour traverser les croisières. La convention devait être acceptée par Kléber seul, sans aucun recours au gouvernement français.

Le général en chef, embarrassé lui-même d'un pareil acte, crut devoir convoquer le conseil de guerre et prendre son avis. Depuis cinq mois que Bonaparte avait quitté l'Egypte, aucune nouvelle n'était parvenue à notre

Digitized by Google

armée. Qu'était-il devenu? avait-il été englouti sous les flots? s'était-il livré aux Anglais ou avait-il été saisi par eux? avait-il pu atteindre la terre de France? personne ne pouvait répondre à ces diverses questions. Dans cet état de vive anxiété, les uns voulaient accepter des conditions qui non-seulement leur permettraient de revoir leur pays, mais encore donneraient leurs bras à leur patrie. Les autres soutenaient le principe de la colonie contre l'impétueux Kléber. Davoust, après avoir noblement défendu les véritables intérêts de la colonie, céda à l'opinion générale et signa avec les autres l'ordre adressé à Desaix d'accepter les conditions proposées par les ennemis. Lorsque Desaix vit le nom de Davoust, il s'écria: « A qui voulez-vous donc que je me fie, lorsque celui » même qui désapprouve la convention n'ose pas con- » former sa signature à son opinion? On veut que je » désobéisse, et on n'ose pas soutenir jusqu'au bout l'avis » qu'on a ouvert. »

Il apposa sa signature au bas de la convention connue sous le titre de *convention d'El-Arisch* (28 janvier 1800).

Loin d'agréer la convention d'El-Arisch, l'Angleterre, dans l'espoir de faire l'armée française prisonnière de guerre, expédia à son amiral l'ordre de la rompre. Lorsque Sidney-Smith signifia à Kléber les ordres de son gouvernement, celui-ci avait déjà remis aux Turcs toutes les positions de la rive droite du Nil: Kathieh, Salhieh, Belbéïs, Damiette et le fort Lesbeh. La division de la haute Égypte, après avoir livré le pays aux musulmans, se repliait sur le Caire et se dirigeait avec munitions, armes et bagages vers Alexandrie, où se

Digitized by Google

rendaient toutes nos troupes pour s'embarquer. Cependant deux illustres capitaines, Davoust et Desaix, honteux d'une retraite déshonorante, n'avaient pas voulu y prendre part; ils aimèrent mieux traverser les croisières ennemies que de revenir en sécurité avec un laisser-passer des Anglais.

Kléber, obligé d'arrêter la reddition des villes et de reprendre une partie de celles qui avaient été livrées, entreprit alors avec la plus noble ardeur la défense, devenue par sa faute bien plus insoutenable qu'elle ne l'était avant la convention. Il commanda aux soldats qui étaient près d'atteindre Alexandrie de remonter le fleuve et de se concentrer au Caire; il porta en même temps à l'ordre du jour l'impertinente lettre dans laquelle lord Keith lui disait : « J'ai reçu des ordres positifs de Sa » Majesté britannique de ne consentir à aucune capitu- » lation avec l'armée que vous commandez, excepté dans » le cas où elle mettrait bas les armes, se rendrait pri- » sonnière de guerre et abandonnerait tous les vaisseaux » contenus dans le port d'Alexandrie. »

Kléber ajouta ces quelques mots à ces paroles : « Sol- » dats, on ne répond à de telles insolences que par des » victoires; préparez-vous à combattre. »

Sidney-Smith, qui avait mis les Français dans la nécessité de combattre contre quatre-vingt mille hommes, tandis qu'ils avaient derrière eux une ville de trois cent mille âmes prête à se soulever, essaya vainement de s'interposer pour obtenir une suspension d'armes, assurant qu'il venait d'écrire à Londres, et que l'arrangement primitif serait indubitablement accepté. Le grand-visir agréait un délai, à condition qu'on lui livrerait le Caire;

Digitized by Google

Kléber exigeait, au contraire, que les Turcs reculassent jusqu'à la frontière. L'impossibilité d'arriver à un accommodement avec de telles prétentions de la part des Turcs, détermina Kléber à avoir recours au sort des armes pour mettre les musulmans à la raison. La bataille fut décidée. Le 20 mars 1800 l'armée française, forte de dix mille hommes, eut à combattre, près d'Héliopolis, l'armée turque s'élevant à quatre-vingt mille. L'avant-garde ennemie, composée de six mille hommes, fut attaquée avec une extrême vigueur et ensuite anéantie. Le corps de bataille se présenta de son côté, essuya bravement notre feu pour forcer un bataillon carré; mais, suivant l'usage si heureusement pratiqué dans cette guerre, ces carrés s'ouvrirent pour foudroyer les assaillants. Le feu continu de nos canons et notre fusillade contraignirent l'infanterie ennemie à prendre la fuite. Le visir arriva enfin avec son innombrable cavalerie. Après avoir enveloppé nos carrés, comprenant qu'il ne pourrait les entamer, il se retira à son tour. Notre petite armée se mit à sa poursuite et prit possession de son camp, où elle trouva tous les équipages des musulmans.

La célèbre bataille d'Héliopolis, ainsi nommée des ruines de la ville de ce nom, avait encore une fois prouvé que le nombre était impuissant contre la discipline et la tactique. Les Turcs avaient cependant eu pour soutiens des officiers anglais et de l'artillerie anglaise. Sur plusieurs canons tombés en notre pouvoir on lisait la célèbre devise : *Honni soit qui mal y pense.*

Un des premiers soins de Kléber fut d'occuper de nouveau les places qu'il avait livrées sur la rive droite du Nil. Pendant que les généraux Lanusse, Rampon, Bel-

Digitized by Google

liard remplissaient cette mission et purgeaient le Delta du reste des troupes qui s'y trouvaient encore, le général en chef accourait au Caire, où les événements les plus fâcheux s'étaient passés depuis son absence. Les émissaires turcs y avaient annoncé que l'armée française avait été détruite à Héliopolis, et avaient mis les armes à la main à cinquante mille hommes, pour égorger les deux mille Français placés à la garde de l'immense cité. Nos soldats, avertis par le bourdonnement, avaient pu se retirer dans les forts, à l'exception de deux cents hommes qui tenaient garnison dans la maison du quartier-général. C'est là que la masse se porta. Nos deux cents braves se défendirent avec tant de valeur, qu'ils donnèrent au général Lagrange le temps d'accourir pour les délivrer.

La populace se sentant impuissante contre nos guerriers, se rua sur les maisons de commerce des Français. Après avoir égorgé les négociants et avoir immolé à leur fureur tous les chrétiens dont ils purent se saisir, ils recherchèrent les Arabes qui étaient accusés d'être en relation d'amitié avec les Français.

Tel était l'état des esprits lorsque Kléber arriva aux portes d'une immense cité, qu'il pouvait soumettre par la force, soit en la bombardant du haut de la citadelle, soit en pénétrant dans la place et en parcourant toutes les rues. Pour arracher à la destruction une ville riche, qui pouvait offrir d'immenses ressources à l'armée, et pour ne pas exposer la vie d'une multitude de soldats bien nécessaires au milieu d'un pays étranger, il ferma toutes les issues de la ville, persuadé que la dissension ne tarderait pas à se mettre dans une cité composée d'éléments si divers. Bientôt, en effet, les envoyés du sultan entrè-

Digitized by Google

rent en négociation. Mais, au moment de signer la capitulation, la populace, pour ne pas être livrée sans défense entre les mains des Français, se révolta et obligea les deux chefs des Turcs à rompre les négociations. Se sentant alors fortifié par les divisions qui, après avoir soumis le Delta, avaient remonté le Nil, le général en chef se détermina à attaquer Boulaq, faubourg détaché du Caire. Telle était la fureur des musulmans, que chaque rue, chaque maison, devenait un champ de bataille. Lorsqu'il eut porté des coups assez redoutables pour épouvanter la population, Kléber suspendit l'attaque et offrit un généreux pardon. Voyant qu'on ne leur répondait que par des coups de fusil, nos soldats recommencèrent le combat avec une nouvelle fureur, et unirent l'horreur de l'incendie au carnage, ce qui détermina enfin les chefs de la population à venir se jeter aux pieds de Kléber; il se laissa fléchir et consentit à pardonner.

Quoique le Caire eût été épouvanté par le traitement qu'on avait fait subir à Boulaq, il se prépara cependant à se défendre. Voulant commencer par un coup qui inspirât la plus grande terreur, Kléber fit sauter une maison placée à l'entrée de la ville, et ordonna à ses colonnes de déboucher par les principales rues pour arriver sur la grande place. Lorsque quatre cents maisons furent en flammes, les rues jonchées de cadavres, des milliers de musulmans tombés entre les mains des Français, les habitants contraignirent les Turcs à sortir de la place et allèrent demander grâce. Kléber montra un visage sévère, puis accorda le pardon, se contentant d'imposer une contribution de guerre de dix millions. Une

Digitized by Google

égale contribution fut imposée sur les villes rebelles de la basse Egypte.

C'est ainsi qu'après trente-cinq jours de guerre, les Turcs avaient été entièrement défaits et rejetés au-delà du désert. Cette lutte eut encore un autre avantage, ce fut de rattacher aux Français Mourad-Bey et les mameluks. Mourad avait conservé jusque-là l'espérance de s'élever sur les ruines des Français et des Turcs; voyant les premiers vainqueurs, il se rapprocha d'eux et consentit à posséder une contrée de la haute Egypte en payant impôt aux Français; il s'engageait en même temps à seconder les efforts de notre domination contre les ennemis du dedans et du dehors.

Kléber, déterminé enfin à s'occuper sérieusement de la colonisation, s'appliqua à prendre les mesures de finances convenables. « Il rendit la perception des contributions directes aux cophtes, qui en étaient autrefois chargés; il créa quelques impôts de douane et de consommation. Le total des revenus devait monter à vingt-cinq millions, et suffisait à tous les besoins de l'armée, qui ne dépassaient pas dix-huit ou vingt millions. Il fit entrer dans les rangs de nos demi-brigades des Cophtes, des Syriens, des noirs même, achetés dans le Darfour, et dont quelques sous-officiers, commençant à parler la langue du pays, entreprirent l'instruction. Ces nouveaux soldats, versés dans les cadres, y combattirent aussi bien que les Français, à côté desquels ils avaient l'honneur de servir. Kléber ordonna l'achèvement des forts entrepris autour du Caire, fit travailler à ceux de Lesbeh, de Damiette, de Burlos, de Rosette, situés sur

Digitized by Google

les côtes. Il poussa vivement les travaux d'Alexandrie, et imprima une nouvelle activité aux recherches savantes de l'Institut d'Egypte. Tout reprit, depuis les cataractes jusqu'aux bouches du Nil, l'aspect d'un établissement solide et durable. Deux mois après, les caravanes de Syrie, d'Arabie, du Darfour, commencèrent à reparaître au Caire. L'accueil hospitalier qu'elles reçurent assurait leur retour (1). »

Cependant le fanatisme musulman revêtait toutes les couleurs, sinon pour soulever les populations et recommencer la guerre, du moins pour armer le bras de quelque assassin. Dans les mosquées consacrées à la prière, à l'enseignement religieux et à l'hospitalité, on cherchait à s'emparer de l'esprit des étudiants et des voyageurs; on y excitait les fervents à défendre l'islamisme menacé. Un jeune homme natif d'Alep, nommé Suleiman, jura, dans un pèlerinage à la Mecque et à Médine, qu'il immolerait le chef des Français. Arrivé en Egypte, il s'arma d'un poignard, parvint à se glisser dans le jardin du général en chef et s'y cacha jusqu'à ce qu'il vit Kléber s'entretenant avec Protain, l'architecte de l'armée. Suleiman se leva alors, feignit de lui présenter un placet et lui plongea le poignard dans le cœur lorsqu'il le vit incliné pour l'écouter. Un cri poussé par la victime fit aussitôt accourir des soldats; ils se saisirent du coupable, qui fut, selon la coutume du pays, condamné à être empalé.

Kléber avait reçu de la nature une taille majestueuse, une figure imposante, une voix douce et ferme. Il avait

(1) Thiers.

Digitized by Google

de rares talents, qui ne se révélaient que dans le danger; quand le péril était passé, il se laissait aller à son apathie habituelle.

Le même jour, presque à la même heure, tombait un autre héros sur l'un de nos plus glorieux champs de bataille; Desaix, longtemps le compagnon de Kléber, que nous avons vu quitter la terre d'Egypte pour échapper à la honte du traité d'El-Arisch, allait à Marengo rendre la victoire à notre drapeau et périssait victime de sa vaillance. Héroïque au feu, bon avec les soldats, modeste avec ses camarades, généreux à l'égard des vaincus, Desaix avait fait les délices de l'armée et la gloire de nos armes. Dans ces jours de lutte continuelle, les héros ne semblaient se multiplier que pour succomber presque aussitôt.

La succession de Kléber fut dévolue à Menou, le plus ancien des généraux qui se trouvaient alors en Egypte. Le baron de Menou, officier supérieur sans autre mérite qu'une grande bravoure, avait épousé une riche musulmane et avait embrassé, dit-on, la religion de sa femme; il se fit publiquement appeler *Abdallah-Jacob-Menou.* Il n'avait aucun des talents nécessaires pour l'accomplissement des grandes fonctions que lui imposait la mort du général Kléber; il commit une foule de fautes qui compromirent le salut de l'armée et nécessitèrent enfin l'évacuation du pays.

L'Angleterre mieux inspirée, honteuse du désaveu d'un acte de bonne politique de l'un de ses officiers supérieurs, avait écrit qu'elle adoptait la convention d'El-Arisch; mais il était trop tard, nos armées avaient de nouveau soumis l'Egypte et la colonisation semblait

Digitized by Google

entrer dans une voie de grande prospérité. Le premier consul, satisfait des succès de Kléber, témoigna de la douleur de la mort de ce général et employa tous les moyens pour procurer à la colonie les choses dont elle avait besoin. Non content de se servir des navires de l'État, il recourut à la marine marchande, et même à la régence d'Alger, pour transporter en Egypte des canonniers, des soldats d'élite, des munitions, des vivres, des semences, en un mot ce qui pouvait être utile à la colonie. Il avait formé le dessein d'unir les vaisseaux de l'Espagne et ceux de la France pour balayer toute la Méditerranée; mais lorsqu'il voulut réaliser ce projet, il trouva nos vaisseaux dans un tel état de dépérissement, qu'il dut travailler d'abord à les réparer avant de vouloir tenter une entreprise sérieuse.

Toutes ces mesures étaient excellentes; elles auraient pu avoir d'heureux résultats, si le premier consul n'eût confirmé Menou dans un commandement dont il était incapable. Menou, voyant les musulmans extérieurement tranquilles, ne sut pas découvrir qu'ils travaillaient en secret, et que leur apparente soumission n'était qu'un moyen de le tromper plus sûrement.

Ce qui flattait encore plus l'espérance du premier consul de nous voir possesseurs définitifs d'une grande et riche colonie, c'est que tout semblait présager la paix. Nos armées, tant en Italie que sur le Rhin, avaient alors suspendu les combats et attendaient le succès des négociations qui devaient s'ouvrir. « J'écris à mes généraux, » disait Sa Majesté impériale, pour confirmer les deux » armistices et en régler le détail. Quant au surplus, je » vous ai envoyé le général-major de mes armées, comte

Digitized by Google

» de Saint-Julien; il est pourvu de mes instructions et » chargé de vous faire observer combien il est essentiel » de n'en venir à des négociations publiques, propres à » livrer prématurément tant de peuples à des espérances » peut-être illusoires, qu'après avoir connu, d'une ma- » nière au moins générale, si les bases que vous voulez » proposer pour la paix sont telles qu'on puisse se flatter » d'arriver à ce but désirable. »

Ce baron de Saint-Julien, chargé de la part de l'empereur d'Autriche de s'aboucher avec le premier consul, était entièrement étranger à la diplomatie; il avait seulement la mission de remettre à Bonaparte la confirmation du double armistice et de lui faire connaître les intentions réelles de son maître. Cet homme tomba entre les mains de Talleyrand, qui l'engagea à ne pas se contenter d'une simple conversation, mais à rédiger et à signer des préliminaires de paix. Talleyrand rédigea lui-même les préliminaires et les présenta à M. de Saint-Julien, qui fit ce que voulut Talleyrand, et adopta le traité de Campo-Formio, en y changeant cette phrase : « L'empereur concède la ligne du Rhin, » en celle-ci : « L'empereur ne s'oppose point à ce que la République française conserve les limites du Rhin. »

Ces expressions n'avaient eu d'autre but que de répondre aux plaintes formulées contre l'empereur par les Etats secondaires de l'Allemagne, qui prétendaient avoir été indignement abandonnés par leur soutien naturel. La France, pour donner plus de garantie à l'empire germanique, s'engageait à ne conserver « aucune des positions fortifiées qui avaient action sur la rive droite (Kehl, Cassel, Ehrenbreitstein); les ouvrages en seraient

Digitized by Google

rasés, mais en retour l'Allemagne ne pourrait élever aucun retranchement, ni en terre, ni en maçonnerie, à la distance de trois lieues du fleuve. »

Les indemnités à accorder à l'Autriche en Italie paraissaient beaucoup plus difficiles à régler. L'officier autrichien changé en diplomate faisait bon marché du Piémont ; il consentait à le livrer tout entier à la France, pourvu que son souverain pût s'étendre en Lombardie. On s'en tint sur ce point à une expression vague, que l'Autriche obtiendrait des indemnités en Italie.

Après que Saint-Julien eut signé les préliminaires, il se trouva fort embarrassé, quoiqu'on lui eût promis qu'ils ne seraient publiés qu'après qu'ils auraient été acceptés par l'empereur. Il voulut lui-même les porter à Vienne, et fut accompagné dans cette mission par le général Duroc, à qui Bonaparte avait donné des instructions étendues. « Jusqu'à la ratification, il lui était recommandé de garder un silence absolu et de paraître ignorer sur toutes choses les intentions du premier consul. Si la ratification était accordée, il était autorisé à dire d'une manière positive que la paix pouvait être signée en vingt-quatre heures, si on la voulait sincèrement. Il devait, sous diverses formes, faire savoir que si l'Autriche se contentait du Mincio, de la Fossa-Maestra et du Pô, ce qui était la ligne tracée par la convention d'Alexandrie ; que si, de plus, elle admettait la translation du duc de Parme en Toscane ou dans les Légations, il n'y avait aucun obstacle à une conclusion immédiate. Ces instructions contenaient ensuite les règles de langage pour tous les sujets que la conversation pouvait faire naître. Il était défendu à Duroc de se prêter à au-

Digitized by Google

cune plaisanterie contre la Prusse et la Russie, alors peu aimées à Vienne, parce qu'elles étaient hors de la coalition. Il lui était recommandé de garder une grande réserve à l'égard de l'empereur Paul, dont le caractère était dans toutes les cours un sujet de railleries; il devait dire beaucoup de bien du roi de Prusse, visiter le grand-duc de Toscane, ne laisser voir aucune des passions que la révolution avait excitées, ni dans un sens ni dans un autre. Royalistes ou jacobins, tout cela devait être présenté par lui comme aussi vieux en France que les guelfes et les gibelins en Italie. Il lui était prescrit, en particulier, de ne montrer aucune haine à l'égard des émigrés, excepté toutefois à l'égard de ceux qui avaient porté les armes contre la République. Il avait ordre de dire en toute occasion que la France était le pays de l'Europe le plus attaché à son gouvernement, parce que c'était celui de tous les pays où les circonstances avaient fourni au gouvernement l'occasion de faire le plus de bien. Il devait enfin présenter le premier consul comme n'ayant point de préjugés, ni ceux d'autrefois, ni ceux d'aujourd'hui, comme indifférent aux attaques de la presse anglaise, car il ne savait pas l'anglais (1). »

Bonaparte ne bornait pas à l'Autriche ses négociations. La Russie attirait aussi son attention, et tout lui présageait que bientôt il aurait détaché cette ennemie des coalisés et l'aurait rendue amie de la France. Paul Ier, entraîné à faire la guerre par des idées de générosité, pouvait avec une égale facilité être ramené à la France, pourvu qu'on flattât son amour propre, qu'on acceptât

(1) Thiers.

Digitized by Google

ses airs de sotte grandeur. Nous avions en France six ou sept mille prisonniers russes dont on ne savait que faire, car il nous était impossible de les échanger contre des Français, puisque la Russie n'en avait point et que les Autrichiens et les Anglais refusaient de nous remettre le petit nombre de prisonniers qu'ils avaient entre leurs mains. Le premier consul se détermina à les rendre sans condition à l'empereur de Russie, et lui écrivit à cette occasion une lettre très flatteuse, dans laquelle il l'exaltait et louait beaucoup ses armées. Bonaparte alla plus loin, il lui offrit l'île de Malte, qui était sur le point de succomber sous les coups des Anglais, offre qui devait plaire d'autant plus à Paul, que cet empereur avait pris le titre de grand-maître de Saint-Jean-de-Jérusalem et avait juré de rétablir l'ordre de Malte.

Non content d'envoyer de Sprengporten pour prendre le commandement de six mille Russes prisonniers en France et les conduire à Malte, Paul Ier ordonna encore à Krudner, son ambassadeur à Berlin, d'entrer en relations directes avec le général Beurnonville, notre ambassadeur. Paul, ne voulant pas abandonner ses alliés, se fit leur défenseur et demanda que les petits princes d'Allemagne, le roi de Naples, le roi de Piémont, le duc de Toscane, recouvrassent leurs Etats ou reçussent des indemnités équivalentes. Bonaparte, qui avait les Etats ecclésiastiques d'Allemagne, les provinces italiennes de l'Autriche et les Etats du Pape, offrit pour fond de compensation les vastes propriétés dont on pouvait disposer, sinon légitimement, du moins sans trop de contestation. Paul Ier se montra disposé à traiter sur ces bases. Il ne restait plus qu'à gagner les nations maritimes. L'Angle-

Digitized by Google

terre semblait nous rendre le champ facile en affectant la domination absolue sur toutes les mers.

Dans une guerre entre deux peuples, il semble que les nations qui ne sont point engagées dans la lutte doivent avoir la liberté d'exercer leurs relations, soit commerciales, soit amicales, avec la plus complète indépendance à l'égard des deux peuples en guerre. De ce principe les neutres déduisaient les conséquences suivantes :

« *Le pavillon couvre la marchandise*, c'est-à-dire interdit de rechercher la marchandise ennemie sur le pont d'un vaisseau neutre, étranger aux nations belligérantes.

» *Il n'y a de marchandise interdite que la contrebande de guerre.* Le blé, par exemple, les munitions navales n'en sont pas.

» *On ne peut interdire que l'accès d'un port réellement bloqué.*

» Enfin, *tout bâtiment convoyé ne peut être visité.* »

L'Angleterre repoussait ces principes, disait qu'avec de pareilles maximes les Français pourraient commercer sous pavillon étranger, que les neutres procureraient aux nations ennemies toutes les choses nécessaires, utiles et même agréables, et, tirant les conséquences de ces maximes, elle inquiétait tous les vaisseaux commerçants et se rendait maîtresse de tout le commerce du monde.

De là des haines, des luttes entre l'Angleterre et les nations qui possédaient une marine. Les Danois et les Suédois, dans le dessein d'échapper aux vexations des croiseurs anglais, se faisaient accompagner par des frégates. En 1799, les commandants des deux frégates suédoises la *Troya* et le *Hutta-Fersen*, ayant subi les

Digitized by Google

visites des officiers anglais, furent punis sévèrement par le roi de Suède, ce qui engagea le commandant de la *Freya* à refuser la visite. L'Angleterre la foudroya et s'en empara.

Un acte d'une nature plus criminelle encore vint soulever l'indignation du monde entier. Voyant à l'entrée de la rade de Barcelone une frégate suédoise, les Anglais s'en emparèrent, se présentèrent en amis dans la rade et enlevèrent à l'improviste deux frégates espagnoles, qui s'étaient laissé aborder, croyant avoir affaire à des amis. Ce guet-apens, incroyable de la part d'une nation civilisée, avait soulevé de vives réclamations de la part de tous les peuples de l'Europe. Loin de rabattre de ses prétentions, l'Angleterre se montra toujours plus audacieuse et contraignit le Danemarck à renoncer, au moins momentanément, à la question du droit des gens et à se contenter de la restitution de la *Freya*. Mais cette convention ne devait être que momentanée, jusqu'à ce que les ports du Danemarck fussent en état de se défendre et que le Sund fût impraticable pendant l'hiver. Le roi de Suède, indigné, voulait lui-même faire un voyage à Saint-Pétersbourg afin de déterminer l'empereur Paul Ier à déclarer la guerre à l'Angleterre. Dans tout le nord de l'Europe tout secondait donc les vues du premier consul. Il ne devait pas moins se féliciter de ses relations avec le midi.

L'Espagne avait alors pour monarque un prince qui, après avoir montré la plus grande activité et les passions les plus violentes avant son mariage, s'était laissé dominer par la reine et était tombé depuis dans la plus complète indifférence aux affaires de l'Etat. Tous les jours,

Digitized by Google

avant l'aurore, on voyait Charles IV debout; il assistait à plusieurs messes avec une grande dévotion, descendait dans ses ateliers où il se mêlait à des tourneurs, à des forgerons, à des armuriers; se dépouillait de ses vêtements, se mêlait aux ouvriers et partageait leurs travaux : après avoir ainsi passé la première partie de sa journée, il prenait un repas solitaire, se rendait ensuite à la chasse et passait à cet exercice le reste du jour. Le soir il donnait un quart-d'heure à ses enfants, consacrait une demi-heure à signer les différentes affaires résolues par la reine et par ses ministres, puis il prenait part au jeu avec quelques-uns de ses courtisans, et allait toujours à la même heure prendre le repos de la nuit. Il n'interrompait cette vie si étrangère aux devoirs d'un souverain, qu'aux fêtes de Pâques et de Noël. Il consacrait alors quelques jours à une retraite pour se préparer à communier. Ce triste prince avait épousé la sœur du duc de Parme, princesse qui avait été élevée par Condillac dans les principes de la philosophie du XVIII^e^ siècle. Quoiqu'elle eût alors près de cinquante ans, elle montrait toujours la plus grande frivolité, faisait sa principale occupation des chroniques scandaleuses de la ville, donnait à peine une heure à ses enfants et une heure aux affaires, qu'elle prétendait conduire, et consacrait tout le reste à la vanité ou au prince de la Paix, qui était le véritable roi des Espagnes. Godoy, qui de simple officier s'était élevé par la faveur de la reine jusqu'à la souveraine puissance, jusqu'au titre de *prince de la Paix* et de ministre absolu, était un homme plein de vanité, sans capacité réelle, qui se croyait capable de gouverner le monde parce qu'il se voyait investi de la faveur de la

Digitized by Google

reine. L'Espagne entière avait en vain poussé un cri d'indignation en se voyant ainsi dégradée. Le malheureux Charles IV ne sentait pas sa propre humiliation et ne voyait pas qu'il laissait ses Etats s'annihiler entre les mains d'un incapable plein de vanité.

Le prince de la Paix ne pouvant trouver de considération dans les vieilles cours de l'Europe, se jeta dans le parti de la France, et prépara les grands événements dont nous serons bientôt les témoins attristés. Charles IV témoignait pour le premier consul un tel enthousiasme, que le prince de la Paix lui-même le taxait d'exagération. D'Urquijo, ministre d'origine populaire, imbu des doctrines de nos démagogues, avait voulu introduire des réformes en Espagne et s'était ainsi attiré l'animadversion de la cour et de la ville. Après s'être un moment déclaré l'ennemi du général Bonaparte, il avait, par la crainte de perdre son titre, parlé en termes magnifiques du premier consul, et avait jeté l'Espagne à la remorque de la France. Bonaparte envoya des armes magnifiques à Charles IV et au prince de la Paix; M^me^ Bonaparte, dont le bon goût était renommé, adressa à la reine une parure de la plus grande richesse. Par un retour de générosité, Charles IV fit offrir au premier consul seize chevaux de la plus grande beauté et richement caparaçonnés.

Au milieu de ces témoignages réciproques d'amitié, la cour d'Espagne manifesta le désir de voir étendre les Etats du duc de Parme, qui avait épousé une fille de Charles IV. Bonaparte saisit cette occasion d'envoyer à Madrid le général Berthier, le Parménion de cet Alexandre, et lui recommanda de promettre tout à la cour

Digitized by Google

d'Espagne, si elle voulait céder la Louisiane à la France et contraindre le Portugal à se déclarer contre l'Angleterre. Il devait en même temps examiner la situation réelle des ports de l'Espagne, apprécier l'état de la flotte de cette nation, et voir si elle pourrait équiper quelques vaisseaux pour faire passer des renforts en Egypte.

Si Bonaparte manifestait le désir d'avoir la Louisiane, c'est que, prévoyant la nécessité d'abandonner bientôt l'Egypte, il espérait former, dans la colonie cédée sous Louis XV à l'Espagne, un puissant établissement pour dominer le Mexique et les Etats-Unis. Les circonstances n'étaient point, il est vrai, favorables à l'établissement d'une puissante colonie dans ces contrées; mais il espérait, avec le temps, dominer sur mer comme sur terre. Chacun comprend le motif qui engageait Bonaparte à détacher le Portugal de l'Angleterre : c'était pour arracher à notre irréconciliable ennemie un allié qui lui fournissait des vins et l'appuyait de ses vaisseaux.

Berthier réussit complétement dans sa mission et signa un traité par lequel « le premier consul promit au duc de Parme une augmentation d'Etats en Italie de douze cent mille âmes environ, avec le titre de roi et la reconnaissance de ce nouveau titre de la part de tous les souverains de l'Europe, à l'époque de la paix générale. En retour, l'Espagne devait rétrocéder à la France la Louisiane, avec l'étendue qu'avait cette province lorsqu'elle fut cédée par Louis XV à Charles III, et donner en plus six vaisseaux de ligne, gréés, armés, prêts à recevoir leurs équipages. »

L'Espagne désirait, autant que le premier consul, que le Portugal, adoptant une politique différente, se séparât

Digitized by Google

de l'Angleterre, afin de former de la Péninsule un tout assez fort pour résister aux ennemis extérieurs. Quand Charles IV lui eut fait ces communications et surtout lui eut laissé entrevoir que les armées françaises étaient prêtes à franchir les Pyrénées, le roi de Portugal se hâta d'envoyer un négociateur à Madrid pour conférer avec l'ambassadeur français.

Les Etats-Unis d'Amérique, non contents d'oublier au milieu de nos troubles la célèbre convention de 1778, qui nous accordait à jamais le droit d'être traités dans les Etats de l'Union comme la nation la plus favorisée du globe, avaient abandonné en faveur de l'Angleterre la grande maxime que *le pavillon couvre la marchandise.* Le Directoire irrité avait eu recours à un système de représailles et avait amené une telle complication dans les affaires, que nous étions sur le point de voir commencer une guerre ouverte entre deux Etats dont l'accord est si nécessaire pour maintenir l'Angleterre dans la condition d'une simple puissance maritime de premier ordre. Quand Bonaparte, au commencement du consulat, fit rendre les plus grands honneurs funèbres à Washington, trois ambassadeurs américains vinrent à Paris et obtinrent l'abandon du traité de 1778, en s'engageant à faire adopter le grand principe maritime *le pavillon couvre la marchandise.* Dès-lors un traité de conciliation et d'amitié fut préparé entre les deux nations.

Bonaparte commençait aussi à établir des relations suivies avec le Saint-Siége; mais comme ces relations ont un rapport spécial avec les affaires religieuses de France, nous remettons à en parler à un paragraphe

Digitized by Google

suivant. La paix avec l'Autriche était toujours la grande préoccupation du moment. De Saint-Julien, que nous avons vu à Paris faire un traité de paix de sa propre autorité, fut désavoué par la cour d'Autriche, qui, afin d'amortir l'effet que ce désaveu devait produire sur le gouvernement français, fit l'offre d'ouvrir un congrès. Il était, en effet, bien difficile que dans l'état où se trouvaient les relations de l'Autriche et de l'Angleterre, ces deux puissances consentissent à traiter séparément. Thugut écrivit en conséquence à Talleyrand qu'en désavouant Saint-Julien, parce qu'il avait agi sans pouvoirs, l'empereur n'était pas moins décidé à la paix, et offrait l'ouverture d'un congrès soit à Lunéville, soit à Schelestadt.

Bonaparte, exaspéré en apprenant le désaveu de Saint-Julien, voulait publier toutes les pièces, dénoncer la mauvaise foi de l'Autriche à l'Europe entière et recommencer la guerre à outrance. Mais Talleyrand ne se dissimulait pas que les torts principaux venaient du cabinet français, qui avait abusé de l'ignorance d'un jeune homme sans caractère officiel pour lui faire signer, contrairement au droit des gens, une pièce importante; il essaya de modérer le premier consul et lui persuada d'accepter la proposition d'un congrès, et cependant de recommencer les hostilités.

Il nous paraît étrange de voir un ministre accepter des propositions de paix et vouloir en même temps faire la guerre. Cette double proposition était cependant d'une bonne politique et devait avoir pour effet inévitable de contraindre l'Autriche à dévoiler ses véritables intentions. Il était, en effet, à craindre que ses propositions

Digitized by Google

de paix ne fussent qu'un leurre, qu'un moyen de traîner en longueur, de réparer ses pertes, de faire de nouvelles alliances et de combiner de nouveaux plans d'attaque. En faisant la guerre et en remportant de nouvelles victoires, on contraignait notre ennemie à manifester franchement ses intentions et à accepter les conditions du premier consul, si elle ne voulait être écrasée.

Le premier consul ne repoussa point le congrès; il consentait même à continuer l'armistice, mais à une condition extrêmement favorable pour la France : c'est que la suspension des armes aurait lieu sur mer comme sur terre, et que les vastes routes de la Méditerranée et de l'Océan seraient momentanément livrées à la libre circulation. Par l'armistice maritime, nous acquérions non-seulement la liberté de ravitailler Malte et l'Egypte, mais encore de transporter dans la Méditerranée les flottes espagnoles et françaises enfermées dans Brest, ce qui aurait pu nous donner la supériorité dans cette partie des mers. Tout en comprenant les immenses avantages de l'armistice maritime pour la France, l'Angleterre, afin de ne pas exposer plus longtemps l'Autriche au péril immédiat de périr, consentit à l'accepter non pas tel que le proposait la France, mais avec des modifications qui devaient en atténuer l'effet. Elle consentait à la suspension de toutes les hostilités sur mer, mais elle voulait « que les places maritimes qui étaient bloquées, telles que celles de Malte et d'Alexandrie, fussent assimilées aux places d'Allemagne et approvisionnées tous les quinze jours, proportionnellement à la consommation opérée dans l'intervalle de temps écoulé. Les vaisseaux de guerre de haut bord, stationnés dans les ports de Brest et autres,

Digitized by Google

ne pourraient pas changer de station pendant l'armistice. »

Bien que ces propositions rendissent à peu près illusoires les desseins du premier consul sur l'Egypte, et qu'elles ne lui permissent point de fortifier notre colonie jetée sur les bords du Nil, il crut cependant devoir se montrer disposé à les accepter avec une modification : c'est que six frégates pussent partir de Toulon pour Alexandrie et en revenir sans être visitées. Il espérait ainsi faire parvenir en Egypte un renfort de quatre mille hommes, avec les munitions qu'il était excessivement difficile de se procurer sur les bords du Nil. Ces propositions furent repoussées par l'Angleterre, qui ne voulait point que Malte et l'Egypte restassent en notre pouvoir.

L'armistice maritime devenant impossible, le premier consul, tout en suivant à Lunéville des négociations avec l'Autriche, créa et lia, de manière à former un seul tout, un grand nombre d'armées dont voici le détail. Le baron Albini ayant soulevé des partis dans le centre de l'Allemagne, Bonaparte forma une armée batave avec les garnisons de Mayence et de Strasbourg, confia la défense de cette ligne à Augereau, ordonna à Sainte-Suzanne de rejoindre Moreau, et porta ainsi l'armée du Danube à cent mille hommes.

L'armée de réserve d'Italie, qui comptait quarante mille hommes, put être soutenue par une seconde armée de réserve, forte de quinze mille, qu'on plaça en Suisse sous les ordres de Macdonald ; enfin la grande armée d'Italie, qui avait près de cent vingt mille hommes, et dont quatre-vingt mille étaient sur le Mincio, était destinée à

Digitized by Google

correspondre par le Tyrol avec l'armée du Danube. Des plaintes assez graves s'étant élevées contre Masséna, le premier consul le remplaça par le général Brune, qui avait montré en Hollande des talents assez remarquables. Bonaparte réunit encore une nouvelle armée du côté d'Amiens, afin de tenir tête aux Anglais s'ils tentaient un débarquement.

Avec des armées aussi nombreuses, il était naturel que le premier consul fût impatient de recommencer la guerre et de contraindre par la force nos ennemis à accepter des conditions qu'ils repoussaient. Il donna ordre à Moreau de prévenir le général autrichien dans les délais marqués par l'armistice, et de ne pas accepter une prolongation de la suspension d'armes, à moins que l'Autriche ne consentît à lui remettre Philippsbourg, Ulm et Ingolstadt. L'empereur d'Autriche, qu'on poussait à la guerre, voulant s'assurer par lui-même de l'état de ses places, les parcourut et les trouva si mal entretenues, qu'il se vit obligé d'accepter la prolongation de l'armistice, pour quarante-cinq jours, aux conditions proposées par le premier consul.

La nouvelle de la remise des trois places par l'Autriche et de la prolongation de l'armistice arriva à Paris au milieu des fêtes de vendémiaire, qui prirent un caractère particulier. Depuis que nos temples ne permettaient plus au peuple d'aller déposer au pied de l'antique autel ses craintes et ses espérances, les fêtes étaient devenues entièrement matérialistes. Dans les campagnes les populations, livrées à l'oisiveté, allaient voir traîner une charrue qu'elles maniaient mieux que ceux qui voulaient la conduire. A Paris le peuple était fatigué des revues, des

Digitized by Google

parades, des jeux, des courses. Le premier consul imagina de transférer solennellement les restes de Turenne, qui avaient été recueillis par Alexandre-le-Noir. Tout, dans cette fête, sembla rappeler les temps glorieux de la monarchie de Louis XIV; le char funèbre fut environné d'invalides; les décors étaient ceux de cette époque brillante, et le soir même, dans les théâtres, on fit jouer le *Tartufe* et le *Cid*, produits des deux plus beaux génies littéraires du grand siècle. Au milieu de l'exaltation causée par les discours prononcés en cette occasion, le premier consul fit donner lecture d'une dépêche télégraphique, par laquelle on lui annonçait la prolongation de l'armistice et la remise des places d'Ulm, de Philippsbourg et d'Ingolstadt à nos hommes d'armes. Le temple des Invalides retentit alors des cris de : *Vive Bonaparte! vive la République!*

Les quelques jours de paix et d'ordre rendus à la France commençaient à lui donner un peu d'éclat. Lorsque le laboureur, après l'orage, parcourt la campagne, son œil attristé se porte sur les moissons détruites; mais quand un soleil réparateur a ranimé la nature, que les débris causés par la tempête ont cessé de couvrir son champ, il semble qu'il le considère avec plus de complaisance. La France avait aussi été couverte de débris, et l'aspect en paraissait entièrement changé. On croyait l'ordre rétabli, et l'on commençait à respirer; chacun se livrait à une activité d'autant plus grande, qu'on espérait conserver le fruit de ses labeurs.

La prospérité intérieure se montrait aussi bien dans les finances de l'Etat que dans les fortunes particulières. Le commerce renaissait, le trésor public se remplissait.

Digitized by Google

On fut agréablement surpris d'apprendre que les rentiers de l'Etat allaient être payés en argent, ce qu'on n'avait pas vu depuis les troubles révolutionnaires. Cette prospérité était due à deux causes principales : à l'exactitude avec laquelle l'impôt avait été perçu et à l'institution de la Banque de France. Cette banque avait bientôt obtenu une telle confiance, qu'on avait reçu ses billets en échange de l'argent. Bonaparte l'avait faite la dépositaire des fonds de l'Etat, ce qui avait mis entre ses mains des capitaux énormes. La Banque, afin de les faire écouler et de faire refluer dans les provinces l'argent accumulé dans ses caves, reçut contre du numéraire les bons des receveurs généraux, ce qui lui rapportait de grands avantages.

L'agriculture était dans le plus grand état de souffrance, malgré les fêtes que la République avait instituées en son honneur. Parce qu'on promenait une charrue aux fêtes publiques, le gouvernement se persuadait que, sans autre encouragement, la culture recevrait de grandes extensions, que les champs devenus des jardins produiraient avec abondance. Mais, pour faire prospérer l'agriculture, il faut tout autre chose. Elle a besoin de débouchés, de moyens de transport, de marchés où ses produits puissent se vendre, et depuis 1789 les routes avaient été abandonnées sans réparations, les canaux non entretenus étaient presque comblés, et c'est à peine si l'on reconnaissait ceux de Saint-Quentin et de l'Ourcq creusés sous nos rois. Bonaparte ordonna de prendre des mesures pour remédier au mal, fit réparer les routes, prescrivit de remettre en état les canaux, d'en

Digitized by Google

creuser de nouveaux, et rendit la sécurité aux chemins souvent infestés par des bandes de pillards.

Les émigrés longtemps exilés rentraient, les uns avec des permissions, les autres avec de faux passeports, et réunissaient les débris de leur avoir. La nécessité de régulariser l'état de tant d'infortunés, détermina le premier consul à prendre une mesure qu'il compléta plus tard. Il autorisa tous les émigrés et les prêtres non assermentés à rentrer en France et à prendre possession de leurs biens non vendus, à la condition d'être sous la surveillance de la police jusqu'à la paix et même après la paix. Furent exceptés de l'amnistie les Français qui avaient porté les armes contre leur pays, et ceux qui possédaient des grades et des charges chez les étrangers.

Ces mesures réparatrices, adoptées par le gouvernement, avaient produit une profonde sensation sur tous les partis. Les modérés, quelle que fût leur opinion, soutenaient le premier consul de toutes leurs forces : les partisans des grandes réformes de 89 voyaient en lui le continuateur de la révolution; les royalistes modérés, tout en acceptant le nouveau régime, espéraient qu'il serait le restaurateur de la royauté : « Qu'il se fasse roi, » disaient quelques-uns, mais qu'il nous sauve. »

Ce n'était point là le langage des royalistes quand même, des émigrés rentrés dans leur patrie. Ils faisaient société à part, s'entretenaient d'une restauration qu'ils ne pouvaient faire avancer par de vains propos; ils se liaient avec M^me^ Bonaparte, qui, ayant été l'épouse de M. de Beauharnais, était encore regardée par eux comme tenant à la noblesse, quoiqu'elle leur parût avoir bien dé-

Digitized by Google

généré en acceptant pour époux un général de la République. Mme Bonaparte était aussi royaliste; elle désirait le rétablissement de la maison royale de Bourbon, en obtenant cependant pour son mari la première place, telle que celle de connétable et de premier ministre. Elle obsédait souvent son époux par ses prières et le conjurait de rétablir Louis XVIII. On crut un moment les choses assez avancées pour que Louis XVIII, dit-on, se déterminât à écrire à Bonaparte.

Tous les royalistes n'avaient pas une égale confiance dans le premier consul. Georges Cadoudal parcourait la Bretagne, et, tout en feignant de ne s'occuper que de la culture de ses champs, il songeait à armer des hommes pour immoler Bonaparte, en l'attaquant à force ouverte.

Le parti républicain exalté, fort mécontent de son côté, appelait un nouveau Brutus contre le nouveau César et cherchait à se rattacher tous les hommes d'action qui avaient à se plaindre du premier consul. Sièyes, d'abord odieux aux républicains, était devenu leur idole, depuis que, fatigué d'être annulé dans le Sénat, il se tenait à l'écart; Carnot, renvoyé du ministère de la guerre, leur rappelait le fameux conventionnel, l'illustre membre du Comité de salut public; Lannes montrait de vifs sentiments patriotiques; Masséna, à qui on venait d'ôter son commandement de l'armée d'Italie, était fort mécontent; c'étaient là, aux yeux des révolutionnaires de 93, des hommes sur lesquels ils pouvaient compter. Le démagogue Brune, ayant reçu un commandement en Italie, ne fut plus qu'un valet. Tous les républicains qui acceptèrent des postes furent nommés des vendus. Les exaltés, cherchant un Brutus pour assassiner le premier consul,

Digitized by Google

trouvèrent un militaire sans emploi, nommé Harrel, déclamateur indigent, qu'on jugea capable d'un grand dévouement. Ce Harrel, à qui on avait recommandé de chercher des hommes de main, alla tout découvrir au secrétaire du premier consul, qui lui confia des hommes de la police de Fouché. Le corse Aréna, le peintre Topino-Lebrun, l'italien Ceracchi, qui étaient à la tête de ce complot, le conduisirent si mal, que tout était connu au moment de tenter l'exécution. Les hommes de la police, sur lesquels on comptait comme sur des sicaires dévoués, arrivèrent le 10 octobre au théâtre de l'Opéra, lieu désigné pour la perpétration du crime; ils saisirent les conspirateurs et les livrèrent aux tribunaux.

Lorsque le bruit de cette ridicule conspiration se fut répandu à Paris, qu'on en connut tous les détails, l'indignation fut à son comble, le nom de Bonaparte grandit encore; tout le peuple sembla se serrer autour de lui pour le défendre; les différents corps de l'Etat allèrent lui présenter des félicitations. Voici l'adresse de la municipalité de Paris :

« Général, disait-elle, nous venons, au nom de nos con-
» citoyens, vous exprimer l'indignation profonde qu'ils
» ont ressentie à la nouvelle de l'attentat médité contre
» votre personne. Trop d'intérêts se rattachent à votre
» existence pour que les complots qui l'ont menacée ne
» deviennent pas un sujet de douleur publique, comme
» les soins qui l'ont garantie seront un sujet de recon-
» naissance et de joies nationales.

» La Providence qui, en vendémiaire an VIII, vous
» ramena d'Egypte, qui à Marengo sembla vous pré-
» server de tous les périls, qui enfin, le 18 vendémiaire

Digitized by Google

» an IX, vient de vous sauver de la fureur des assas-
» sins, est, permettez-nous de le dire, la Providence de
» la France bien plus que la vôtre. Elle n'a pas voulu
» qu'une année si belle, si pleine d'événements glorieux,
» destinée à occuper une si grande place dans le souve-
» nir des hommes, fût terminée tout à coup par un crime
» détestable.

» Que les ennemis de la France cessent de vouloir votre
» perte et la nôtre; qu'ils se soumettent à cette destinée
» qui, plus puissante que tous les complots, assurera
» votre conservation et celle de la République. Nous ne
» parlons pas des coupables, ils appartiennent à la loi. »

Le pouvoir de Bonaparte se fortifiait par les attaques insensées faites contre sa personne. Tout ce qui l'entourait contribuait, il est vrai, à le grandir. Deux de ses ministres doivent être spécialement connus. Fouché, ministre de la police, avait une très grande autorité, parce que la police ne se bornait pas alors à une simple surveillance, elle avait aussi une juridiction très étendue. « Elle pouvait exiler ceux-ci comme révolutionnaires, ceux-là comme émigrés rentrés, assigner aux uns et aux autres le lieu de leur résidence, souvent même les jeter dans une maison de force, sans craindre les révélations de la presse ou de la tribune, alors impuissantes et décriées; il pouvait lever ou maintenir le séquestre sur les biens des proscrits de toutes les époques, rendre ou retirer à un prêtre son église, supprimer ou réprimander un journal qui déplaisait, enfin désigner tout individu à la défiance ou à la faveur d'un gouvernement qui avait dans ce moment un nombre extraordinaire de places à

Digitized by Google

distribuer, et qui eut bientôt les richesses de l'Europe à prodiguer à ses créatures (1). »

Fouché, qui était revêtu d'un tel pouvoir, était un ancien oratorien, plein de ruses et de finesse, méprisant tous les hommes et tous les partis, également disposé à les servir et à les trahir. Il était cependant plus fidèle au parti révolutionnaire et dénonçait de préférence les royalistes. Le premier consul, sachant qu'on ne pouvait avoir une confiance entière en lui, avait organisé une contre-police qui était presque toujours dépistée par celle de Fouché, autrement habile sur ce point que les émissaires de Bonaparte.

Talleyrand était le second ministre important. Issu de l'une des plus grandes familles de France, ce personnage célèbre, après avoir été destiné à l'épée, était entré dans l'état ecclésiastique, parce qu'il avait contracté une grande infirmité et était devenu boiteux. Plein des idées de Voltaire et de cet atticisme qui le relevait au milieu d'une société populaire, il était arrivé facilement à occuper le premier rang. Plein de réparties vives, doué d'un esprit mordant, qui savait cependant ménager à propos; tour à tour caressant ou dédaigneux, démonstratif ou impénétrable, nonchalant, digne, boiteux sans y perdre de sa grâce; personnage enfin des plus singuliers et tels qu'une révolution seule en peut produire, il était le plus séduisant des négociateurs, mais en même temps incapable de diriger comme chef les affaires d'un grand Etat : car, pour diriger, il faut de la volonté, des vues et du travail, et il n'avait aucune de ces choses.

(1) Thiers.

Digitized by Google

Il était regardé comme l'homme de l'Europe et de l'ancien régime auprès de Bonaparte; c'est à lui que les royalistes et les ministres étrangers s'adressaient surtout pour faire cesser un état de chose déplorable.

Bonaparte avait au-dessous de lui deux consuls, qui étaient à peine des ministres. Le célèbre Cambacérès, le plus important des deux, était entièrement dévoué à Bonaparte. Il s'était emparé du Sénat et avait ainsi supplanté Sièyes qui, ayant boudé le premier consul, s'était annihilé. Si Sièyes eût continué à présider le Sénat et qu'il eût usé de son influence pour faire triompher ses idées, il aurait pu, par le droit de nomination aux plus hautes charges dont jouissait le corps qu'il présidait, avoir une immense influence sur les affaires; Cambacérès sut se substituer à sa place avec une dextérité dont personne ne songea à se plaindre.

Le consul Lebrun, en qui les royalistes avaient le plus de confiance, ne se mêlait que des affaires de finances. La famille du premier consul lui donnait plus de peine que le gouvernement de la France. Deux de ses frères seulement prenaient alors part aux affaires, Joseph, dont la finesse et la douceur semblaient indiquer un diplomate, et Lucien, esprit capable, mais inégal et ingouvernable. Tous deux poussaient le premier consul à s'emparer du souverain pouvoir et à fonder une nouvelle dynastie.

Il parut dans ce moment un pamphlet qui mettait Bonaparte en parallèle avec César, Cromwel et Monk. On prouvait que le rôle de Cromwel n'était pas à la hauteur de Bonaparte, que celui de Monk était au-dessous de lui : « Croit-on que le bâton de maréchal ou que l'épée » de connétable suffit à l'homme devant qui l'univers

Digitized by Google

» s'est tu? Ne sait-on pas qu'il est de certaines destinées » qui appellent la première place?

» Et d'ailleurs, si Bonaparte pouvait jamais imiter » Monk, ne voit-on pas que la France serait replongée » dans les horreurs d'une nouvelle révolution? Les tem- » pêtes, au lieu de se calmer, renaîtraient de toutes » parts. »

Il ne restait donc d'autre rôle à jouer au premier consul que celui de César : « Heureuse la République, s'é- » criait l'auteur, si Bonaparte était immortel; mais où » sont, ajoutait-il, où sont ses héritiers? mais où sont les » institutions qui peuvent maintenir ses bienfaits et per- » pétuer son génie? Le sort de trente millions d'hommes » ne tient qu'à la vie d'un seul homme! Français, que » deviendriez-vous, si à l'instant un cri funèbre vous » annonçait que cet homme a vécu! »

La conclusion de cet écrit était qu'il fallait inféoder la France à la famille d'un jeune général qui avait pour ministres principaux deux prêtres infidèles à leur devoir sacré. Bonaparte, vivement impressionné de la publication d'un écrit jeté dans toutes les parties de la France et dans lequel ses vues ambitieuses étaient démasquées beaucoup trop vite, demanda à Fouché d'où venait cette publication. « Je connais l'auteur, répondit le ministre. — Si vous le connaissez, reprit le premier consul, il fallait le mettre à Vincennes. — Je ne pouvais pas le mettre à Vincennes, ajouta Fouché, car c'était votre propre frère. »

Bonaparte comprenait qu'avant de songer à s'élever plus haut, il avait besoin de rendre de nouveaux services à la France.

Digitized by Google

Joseph Bonaparte venait de se faire connaître comme diplomate d'une manière très avantageuse, en signant avec les Etats-Unis d'Amérique un traité dont voici les conditions :

« 1° Le pavillon couvre la marchandise, par conséquent le neutre peut transporter toute marchandise ennemie sans être recherché.

» 2° Il n'y a d'exception à cette règle que pour la contrebande de guerre, et cette contrebande ne s'étend pas aux denrées alimentaires, ni aux munitions navales, bois, goudrons, chanvres, mais uniquement aux armes et munitions de guerre confectionnées, telles que poudre, salpêtre, pétards, mèches, balles, boulets, bombes, grenades, carcasses, piques, hallebardes, épées, ceinturons, pistolets, fourreaux, selles de cavalerie, harnais, canons, mortiers avec leurs affûts, et généralement toutes armes, munitions de guerre et ustensiles à l'usage des troupes.

» 3° Le neutre peut aller de tout port à tout port; il n'y a d'exception à sa liberté de naviguer qu'à l'égard des ports réellement bloqués, et il n'y a de ports réellement bloqués que ceux qui sont gardés par une force telle, qu'il y ait un danger sérieux à vouloir forcer le blocus.

» 4° Le neutre doit subir la visite pour constater sa qualité véritable; mais le visiteur doit se tenir à portée de canon, n'envoyer qu'un canot et trois hommes; et si le neutre est convoyé par un bâtiment de guerre, la visite ne peut avoir lieu, la présence du pavillon militaire étant une garantie suffisante contre toute espèce de fraude. »

La conclusion de ce traité important fut célébrée par de grandes fêtes. Joseph, désigné pour négociateur à

Digitized by Google

Lunéville, espérait avoir le même bonheur. Bonaparte, craignant de voir les choses traîner en longueur, donna pour instruction préliminaire à son frère, de demander avant tout à Cobentzel, plénipotentiaire autrichien :

« 1° S'il avait l'autorisation de traiter ; 2° celle de traiter séparément de l'Angleterre ; 3° s'il traiterait pour l'empereur, au nom seul de la maison d'Autriche ou au nom de l'Empire germanique. »

Les pouvoirs de Cobentzel étaient valables ; mais il ne devait rien conclure sans l'Angleterre. Il déclara qu'il avait besoin de nouvelles instructions pour répondre à la troisième question. Lorsque ces réponses peu favorables furent parvenues au premier consul, il fit aussitôt annoncer que l'armistice serait rompu aux derniers jours de novembre et que les hostilités recommenceraient alors.

Informé que le général autrichien Somma-Riva, laissé en Toscane avec quelques centaines d'hommes, y faisait de nouvelles levées qui devaient être fortifiées par une descente des Anglais, Bonaparte se hâta d'occuper et de punir la ville d'Arezzo, qui s'était signalée contre Macdonald pendant la retraite de 1799 et qui était encore le centre de nouvelles agitations. Cette occupation ne rencontra aucune difficulté sérieuse.

Cependant l'Autriche, épouvantée à l'approche de la reprise des hostilités, sollicitait un nouvel armistice et demandait à faire définitivement la paix. Elle n'apportait pour condition que la présence d'un agent anglais à Lunéville pour prendre part aux délibérations, et de plus, que le traité conclu entre l'Autriche et la France demeurât secret jusqu'au 1er février 1801, époque où cessaient les conventions passées entre l'Autriche et l'An-

Digitized by Google

gleterre. Le premier consul refusa de recevoir un diplomate anglais à Lunéville; il consentit à tenir secret le traité de paix, mais il voulait qu'il fût signé dans quarante-huit heures aux conditions suivantes : « le Rhin, pour frontière de la République française en Allemagne; le Mincio pour frontière de l'Autriche et de l'Italie, au lieu de l'Adige qu'elle avait en 1797, mais avec la cession de Mantoue à la Cisalpine, le Milanais, la Valteline, Parme et Modène à la Cisalpine; la Toscane au duc de Parme; les Légations au duc de Toscane; enfin, comme dispositions générales, l'indépendance du Piémont, de la Suisse, de Gênes. C'était le fond des préliminaires Saint-Julien, avec une seule différence, l'abandon de Mantoue à la Cisalpine, pour punir l'Autriche de son refus de ratification (1). »

L'Autriche n'ayant pas voulu aller si vite, la guerre fut immédiatement résolue. Le projet de Bonaparte était d'avoir deux grandes armées d'opérations, l'une sur le Mincio et l'autre sur le Danube, fortes la première de cent vingt-cinq mille hommes, et la seconde de cent trente mille. Trois petites armées devaient les soutenir : la première de vingt mille hommes, sous les ordres d'Augereau, en manœuvrant dans l'Allemagne centrale, empêchait les Etats de cette partie de l'empire de se porter sur les ailes de Moreau; la seconde, confiée aux soins de Macdonald, devait se diriger sur les points les plus avancés des Hautes-Alpes, menacer deux armées que l'Autriche avait dans ces contrées et les empêcher de se lancer sur le flanc soit de Brune, soit de Moreau; la troisième,

(1) Thiers

Digitized by Google

placée sur l'Apennin, était destinée à maintenir la Toscane et la haute Italie. D'après ce plan, les deux grandes armées d'opérations, sûres de n'être pas inquiétées sur leurs ailes, pouvaient agir avec une complète liberté.

L'Autriche avait des forces encore redoutables, quoique bien moins considérables que les nôtres; l'archiduc Jean avait quatre-vingt mille hommes en avant de l'Inn; le général Iller commandait à vingt mille hommes dans le Tyrol; le maréchal de Bellegarde se trouvait à couvert derrière le Mincio avec quatre-vingt mille hommes. Il y avait encore quelques corps avancés vers Ancône, pour se relier aux Anglais. Les deux grandes armées d'opération de l'Autriche étaient évidemment inférieures aux nôtres. C'est en Allemagne qu'on se proposait de porter les premiers coups.

Moreau avait depuis longtemps étudié une position importante entre l'Inn et l'Isar, rivières qui s'échappent des flancs des Alpes et se rendent presque parallèlement dans le Danube, éloignées l'une de l'autre d'une dizaine de lieues. Il y a entre Munich et Wasserbourg un plateau élevé, couvert d'un côté par d'épaisses forêts, de l'autre par des ravins escarpés et boisés, et par des marécages. Deux routes, seules voies praticables pour une armée, conduisaient à ce plateau; Moreau s'en empara.

L'archiduc Jean, maître de la ligne de l'Inn, pouvait se retrancher derrière cette rivière profonde et attendre son adversaire. Ce plan, tout en expectative, ne lui convenait pas, il conçut même un projet assez hardi et qui aurait pu réussir, s'il avait été bien préparé et bien conduit. Il voulait longer le Danube et venir se porter avec soixante mille hommes sur un plateau qui dominait

Digitized by Google

Munich, pensant ainsi couper la retraite à son adversaire, le contraindre à abandonner son champ de bataille et à opérer une retraite difficile. L'archiduc Jean ayant rencontré bientôt des difficultés assez sérieuses, surtout dans le transport de son artillerie, craignit de se voir couper la retraite à lui-même et d'être acculé au Danube; il s'arrêta tout à coup et remonta vers notre gauche qui s'était aventurée jusqu'à Ampfing. Les Autrichiens attaquèrent avec vivacité Moreau, qui pouvait quelquefois s'aventurer témérairement, mais savait toujours réparer une faute; aussi il tira un immense avantage du faible échec d'Ampfing : il se replia au célèbre champ de bataille de Hohenlinden. La route de Munich, après un long défilé de huit kilomètres à travers une forêt de sapins, débouchait enfin dans une éclaircie où était le bourg; tous les autres chemins qui parvenaient au même point étaient des voies abruptes et difficilement praticables. L'archiduc Jean, se persuadant que les Français ne l'atteindraient pas avant Munich, ou du moins feraient une très faible résistance, s'avança par trois points vers Hohenlinden, prit avec le centre, formant ses principales forces, la grande route, et fit suivre les chemins de traverse à ses deux ailes, leur recommandant de marcher avec assez de rapidité pour déboucher en même temps dans l'éclaircie et lutter contre l'ennemi, s'il était nécessaire. Ce plan était presque irréalisable; car, quoique l'archiduc eût ordonné à ses deux ailes de laisser l'artillerie, s'il était nécessaire, les chemins à suivre étaient encore tellement difficiles, qu'on ne pouvait atteindre Hohenlinden qu'avec une extrême lenteur.

Moreau, sachant que le point important était la grande

Digitized by Google

route et qu'il suffisait de mettre de faibles corps aux autres débouchés, prit les dispositions suivantes : il ordonna aux divisions Richepanse et Decaen de se porter sur la route de Kersberg et de se rendre transversalement sur les derrières de l'armée ennemie, afin de là couper par le grand défilé et de l'enfermer entre deux feux, mouvement qui fut parfaitement exécuté. Aussi, lorsque la colonne ennemie déboucha dans la plaine de Hohenlinden et qu'elle eut été repoussée deux fois, il se manifesta parmi les Autrichiens une sorte d'hésitation et de trouble dont Moreau comprit la cause. Persuadé que les généraux Richepanse et Decaen avaient enfin atteint le but qu'il leur avait indiqué, il ordonna de charger la tête des ennemis et les refoula dans le défilé. Pris ainsi entre deux feux, les Autrichiens se débandèrent et cherchèrent leur salut dans les forêts. Des corps entiers, égarés, revenaient sur leurs pas, tombaient sous nos coups ou se rendaient prisonniers. Des pelotons épars s'échappèrent en petit nombre à travers les hauts sapins. Cependant les divisions ennemies chargées de déboucher par les chemins de traverse, grâce à une neige très épaisse, étaient parvenues à la lisière du bois sans être aperçues. Le temps s'étant tout à coup éclairci, elles avaient vu de faibles corps placés sur ce point. Les troupes sous les ordres du général Grenier, malgré leur valeur, avaient un moment faibli; mais, secourus par la cavalerie du général d'Hautpoul et par une partie de la division Ney qui n'était point engagée dans le défilé, nos soldats s'étaient remis et avaient repris l'offensive, en sorte que l'ennemi était en retraite lorsque Moreau, vainqueur dans le défilé, accourait pour les soutenir.

Digitized by Google

La victoire de Hohenlinden, l'une des plus brillantes et des plus savantes de nos armées, fut gagnée par soixante mille Français contre soixante-dix mille Autrichiens. Moreau n'avait pas ses divisions de droite ni de gauche, commandées l'une par le général Lecourbe et l'autre par Sainte-Suzanne. Les résultats en furent très grands. Les Autrichiens laissèrent sur le champ de bataille sept à huit mille hommes tués ou blessés, et abandonnèrent entre nos mains douze à treize mille prisonniers et quatre-vingt-cinq pièces de canon ; nos pertes avaient été très considérables, car on ne les porte pas à moins de dix mille hommes tués ou blessés, tant à Ampfing qu'à Hohenlinden.

La principale armée des Autrichiens étant presque détruite et totalement démoralisée, il ne restait plus à nos généraux qu'à marcher en avant. Le passage de l'Inn présentait de grandes difficultés ; vers son embouchure dans le Danube, ce fleuve était très large et très profond, et conséquemment très difficile à traverser, mais il n'avait qu'un seul bras. Si, dans sa partie supérieure, il était moins large et moins profond, il y avait plusieurs bras. Moreau se détermina pour ce dernier point et se porta vers Rosenheim, où se trouvait le faible corps commandé par Condé. Le général Lecourbe, après avoir établi une batterie sur les hauteurs voisines afin de balayer la rive opposée, lança quelques barques et fit établir un pont avec tant de facilité, que l'armée put passer sans obstacle et repousser les Autrichiens jusqu'au-delà de la Salza.

L'archiduc Jean s'était porté à Salzbourg et avait choisi pour champ de bataille, entre la Saal et la Salza, un lieu

Digitized by Google

marécageux où Lecourbe, par une ardeur inconsidérée, s'étant avancé et étant tombé au milieu des ennemis sans le savoir, eût incontestablement éprouvé un échec considérable, sans un secours inattendu. Decaen, qui longeait plus bas la Salza, cherchait un moyen de traverser cette rivière; ayant vu sur la rive droite une barque, il avait ordonné à quelques hommes de se jeter à la nage et de la prendre, ce qui s'était effectué malgré les Autrichiens; quelques barques furent bientôt réunies, et les faibles détachements autrichiens repoussés par l'artillerie. La division Decaen passa tout entière, se porta sur Salzbourg et arriva au plus vif de l'engagement. L'archiduc Jean, voyant les Français augmentés d'une division, n'osa continuer le combat; il opéra sa retraite à la hâte.

Il ne restait plus aucun obstacle à l'armée française pour arriver à Vienne. Seulement, du côté du Tyrol, se trouvait un corps de vingt-cinq mille hommes dont Moreau aurait pu s'inquiéter, mais il savait que ce n'est pas quand on est victorieux et que l'ennemi est entièrement démoralisé, que ces faibles corps sont à craindre. Il poursuivit à outrance son adversaire, qui laissait les routes couvertes de son artillerie, de ses bagages et de ses blessés ou de ses hommes fatigués. C'est au milieu de tant de désastres que l'archiduc Charles fut tiré de sa retraite et remis à la tête de l'armée vaincue. Il la trouva dans un tel désordre, que, désespérant de la sauver, il conjura plus vivement que jamais la cour autrichienne trop aveugle de conclure la paix, qui seule pourrait la sauver d'une ruine certaine. Il proposa à Moreau un armistice. Le général français, qui se trouvait à quelques lieues de Vienne et aurait pu se donner la satisfaction

Digitized by Google

d'entrer dans la capitale de l'empire, accepta l'armistice contre la volonté de quelques-uns de ses officiers, auxquels il répondit par ces belles paroles : « Il vaut mieux » conquérir la paix. Je n'ai pas de nouvelles de Macdo» nald et de Brune; je ne sais pas si l'un a réussi à pé» nétrer dans le Tyrol, si l'autre est parvenu à franchir » le Mincio. Augereau est bien loin de moi, bien com» promis; je pousserais peut-être les Autrichiens au dé» sespoir en voulant les humilier. Il vaut mieux nous » arrêter et nous contenter de la paix, car c'est pour elle » seule que nous combattons. »

Les conditions de la trève étaient avantageuses. L'Autriche livrait aux Français toute la vallée du Danube et le Tyrol allemand, avec les places qui s'y trouvaient; elle mettait de plus ses magasins à la disposition de nos troupes. Si l'armée d'Italie, que l'on devait inviter à conclure à son tour un armistice, n'y consentait point et que la guerre dût être continuée sur les bords du Mincio, l'Autriche s'engageait à n'envoyer en Italie aucun détachement de l'armée d'Allemagne.

La gloire de Moreau fut alors à son comble. Chacun vanta son courage et sa prudence. On disait qu'il remportait des victoires au moins aussi brillantes que celle de Marengo, sans exposer ses troupes à un échec considérable ou à une défaite, par des manœuvres savantes sans doute, mais aussi trop hardies. La trève qu'il avait conclue avait eu l'avantage non-seulement de préparer la paix, mais encore d'arracher à un grand péril l'armée d'Augereau, qui se trouvait engagée en Allemagne sans pouvoir être secourue par l'armée du Danube, beaucoup trop éloignée pour lui donner la main.

Digitized by Google

Lorsque Bonaparte connut les brillants succès de Moreau, il ordonna à Macdonald, commandant de l'armée de réserve placée en Suisse, de franchir les Hautes-Alpes, de déboucher dans la Valteline, de remonter le Tyrol, de dominer les sources de l'Adige et du Mincio et de couper ainsi la retraite aux armées autrichiennes qui combattaient en Italie. Vainement on représenta au premier consul que le passage du Splugen était impraticable en hiver. Pour lui, il n'y avait rien d'impossible depuis qu'il avait franchi le mont Saint-Bernard : il prescrivit impérieusement l'exécution de ses ordres. Il serait difficile de peindre les maux qu'endurèrent nos soldats au milieu des neiges. Il fallait se frayer un chemin en se faisant précéder de bœufs qui piétinaient la neige; il était souvent nécessaire de commander aux soldats du génie de couper les glaces comme on tranche dans une forêt. Deux fois l'ouragan couvrit nos bataillons de neige et emporta une centaine d'hommes. Macdonald parvint à triompher de ces difficultés et descendit dans la Valteline, qu'il essaya de remonter par le Tonnal; n'ayant pu y parvenir, il se dirigea par l'Oglio, dans le Tyrol autrichien, et parvint à occuper les positions que le général Bonaparte lui avait assignées.

Brune, avec qui Macdonald devait se concerter, avait l'ordre de tenter le passage du Mincio d'abord, ensuite celui de l'Adige, et de travailler à la destruction des corps ennemis placés vers les sources de ces rivières. En effet, ces corps d'armée une fois anéantis, ceux qui se trouvaient sur le Bas-Adige devaient tomber facilement.

Le maréchal de Bellegarde, commandant de l'armée d'Italie, étant maître du cours du Mincio et occupant les

Digitized by Google

villes de Mantoue, de Peschiera et une tête de pont à Borghetto, pouvait inquiéter les deux principaux passages, Pozzolo et Mozembano. S'il était de la prudence de feindre de vouloir tenter le passage en deux endroits différents, afin de tromper l'ennemi et de l'obliger à diviser ses forces, il était aussi d'une bonne tactique de ne l'opérer qu'en un seul lieu, afin que si l'ennemi venait à déboucher par le pont de Borghetto et à se jeter sur nos derrières, on eût des forces suffisantes pour lui tenir tête. Brune aima mieux tenter le passage aux deux points indiqués.

Le général Dupont, après avoir placé vis-à-vis de Pozzolo une artillerie redoutable, avait à peine franchi le Mincio, que Bellegarde l'attaqua avec vivacité et eût probablement anéanti son corps, si le général Suchet, instruit du danger que courait Dupont, n'eût volé à son secours. Après s'être battues avec le plus grand acharnement jusqu'à neuf heures du soir, les deux armées, qui avaient éprouvé chacune une perte d'environ six mille hommes, cessèrent de combattre. Si le maréchal de Bellegarde, au lieu de s'obstiner à lutter directement contre Dupont, eût débouché par le pont de Borghetto et qu'il eût descendu le fleuve, nous eussions été exposés au plus grand péril. Bellegarde commit les mêmes fautes que Brune et ne se montra pas plus habile.

Après avoir franchi le Mincio, Brune devait se porter rapidement sur l'Adige et négliger la tête de pont de Borghetto, qui devait tomber d'elle-même; il perdit encore quelques centaines d'hommes et un temps précieux à une attaque inutile. Ce fut seulement le 31 décembre qu'il arriva sur la ligne de l'Adige, qu'il traversa sans obstacle.

Digitized by Google

S'il avait alors agi vivement, qu'il eût contraint Bellegarde à se replier devant lui vers le Tyrol, il prenait l'armée autrichienne, car Macdonald étant maître du Tyrol, rien ne pouvait passer sans sa permission. Les lenteurs de Brune permirent au général autrichien de se replier plus vers la mer ; il eût tourné le Tyrol, mais arriva la nouvelle de l'armistice signé par Moreau et l'invitation faite à l'armée d'Italie de l'imiter. Brune montra encore dans cette circonstance la faiblesse de son caractère : en signant un armistice à Trévise, il négligea plusieurs points excessivement importants. Content de la possession de la ligne de l'Adige, il laissait Mantoue et Branzo aux Autrichiens, contrairement à ses instructions. Bonaparte fut très mécontent de ce traité et menaça de le casser, si les Autrichiens ne nous remettaient Mantoue.

Notre cinquième armée, destinée à couvrir la haute Italie et la Toscane contre les Napolitains, n'avait pas eu moins de succès et avait maintenu partout l'honneur de notre drapeau. Murat obtint aussi un armistice avantageux. Nous avions donc été vainqueurs sur tous les points; de toute part nos ennemis vaincus avaient demandé grâce; la paix était désormais certaine.

Pendant les opérations militaires les conférences pour la paix avaient continué à Lunéville entre Joseph Bonaparte et Cobentzel. Le négociateur autrichien avait montré la plus grande fermeté au milieu des désastres de l'empire et il refusa de traiter sans l'Angleterre, quoique Bonaparte le menaçât de détruire la monarchie autrichienne. Il répondait que l'archiduc Charles organisait une nouvelle armée, appelant les Hongrois et les Bohémiens et préparant une résistance désespérée. L'Autriche,

Digitized by Google

moins confiante, lui donna enfin l'ordre de signer, indépendamment de l'Angleterre. Cobentzel demanda la ligne du Rhin pour ligne de séparation entre la France et l'Allemagne, l'Oglio pour limite de l'Autriche en Italie, plus les Légations, et en même temps / ; rétablissement des ducs de Modène et de Toscane dans leurs anciens Etats.

Le premier consul, qui n'aurait pas même accordé ces conditions avant la campagne, les repoussa et proposa les siennes : « La rive gauche du Rhin à la France; la limite de l'Adige à l'Autriche et à la Cisalpine, sans abandon des Légations. Les Légations au duc de Toscane. La Toscane au duc de Parme. Parme à la Cisalpine. Le Brisgau à l'ancien duc de Modène. Enfin la paix signée par l'empereur, tant pour lui que pour l'empire. Quant à l'armistice en Italie, il voulait bien l'accorder, à condition de la remise immédiate de la place de Mantoue à l'armée française. »

Afin d'arrêter les nombreuses objections que Cobentzel ne cessait de faire, le premier consul fit rendre un décret par lequel il lui était défendu d'admettre d'autre ligne que le Rhin pour la France, et l'Adige pour l'Italie. De Cobentzel ayant observé qu'il était extrêmement dur pour l'empereur d'être obligé de traiter pour tout l'empire et de disposer des propriétés qui ne lui appartenaient point, Bonaparte répondit à son frère qui s'apitoyait sur la position de Cobentzel : « Il vous est interdit d'admettre » aucune discussion sur le principe posé dans l'ultima- » tum : le Rhin, l'Adige. Tenez ces deux conditions » pour irrévocables. Les hostilités ne cesseront en Italie » qu'avec la remise de Mantoue. Si elles recommencent,

Digitized by Google

» le thalweg de l'Adige se trouvera reporté sur la crête
» des Alpes Juliennes, et l'Autriche sera exclue de l'I-
» talie. Quand l'Autriche, ajoutait le premier consul,
» parlera de son amitié et de son alliance, répondez que
» les gens qui viennent de se montrer si attachés à l'al-
» liance anglaise ne sauraient tenir à la nôtre; ayez en
» négociant l'attitude du général Moreau et imposez à
» de Cobentzel l'attitude de l'archiduc Jean. »

Cobentzel céda enfin la ligne du Rhin, à la seule condition que l'empereur convoquerait la diète et lui ferait accepter le traité qui l'intéressait autant que lui-même. Il refusait aussi d'accorder la remise de Mantoue. Cette résistance était plus honorable que prudente : elle amena des conséquences que Cobentzel n'avait pas prévues.

Le premier consul se sentait alors d'autant plus fort, qu'il venait de conclure (16 décembre 1800), avec la Russie, le Danemarck et la Suède, un traité par lequel était renouvelée la fameuse déclaration de 1780, relative aux neutres. Ces trois puissances s'engageaient à défendre, même par les armes, ces principes que nous avons rapportés plus haut en citant le traité de neutralité admis par l'Amérique. Elles s'engageaient de plus à réunir leurs forces contre quiconque violerait ces droits ou ne les défendrait pas. La Prusse adhéra complétement à ce traité.

Cet événement était pour Bonaparte une raison puissante d'insister fortement sur les conditions qu'il avait posées et de contraindre l'Autriche à céder. Nous n'entrerons pas dans les longues discussions que le fameux traité de Lunéville souleva. Cobentzel défendit pied à pied toutes les concessions et finit enfin par signer, au nom de l'empereur et de tout l'empire qui ne l'avait pas

Digitized by Google

autorisé à cela, le traité dont voici les dispositions substantielles.

« Le thalweg du Rhin, depuis sa sortie du territoire helvétique jusqu'à son entrée sur le territoire batave, formait la limite de la France et de l'Allemagne. Dusseldorf, Ehrenbreitstein, Cassel, Kehl, Philippsbourg, Vieux-Brisach, situés sur la rive droite, restaient à l'Allemagne, mais après avoir été démantelés. Les princes héréditaires qui faisaient des pertes sur la rive gauche, devaient être indemnisés. Il n'était pas parlé des princes ecclésiastiques, ni du mode des indemnités; mais il était bien entendu que tout ou partie des territoires ecclésiastiques fournirait la matière de l'indemnité. L'empereur, à Lunéville comme à Campo-Formio, cédait les provinces belges à la France, ainsi que les petits territoires qu'il possédait sur la rive gauche, tels que le comté de Falkenstein, le Frickthal, une enclave entre Zurzach et Bâle. Il abandonnait de plus le Milanais et la Cisalpine. Il n'obtenait d'autre indemnité pour cela que les Etats vénitiens jusqu'à l'Adige, qui lui étaient précédemment assurés par le traité de Campo-Formio. Il perdait l'évêché de Salzbourg, qui lui avait été promis par un article secret du même traité. Sa maison, en outre, était privée de la Toscane, cédée à la maison de Parme. Une indemnité en Allemagne était promise au duc de Toscane. Le duc de Modène conservait la promesse du Brisgau (1). »

Ce traité, qui nous apportait des avantages assez considérables, nous rendait bien plus maîtres en Italie que le traité de Campo-Formio ne l'avait fait, car la Toscane,

(1) Thiers.

Digitized by Google

si importante pour nous à cause de l'Angleterre, tombait entre les mains d'un prince dévoué à la France. Sans être admise en principe, la sécularisation des principautés ecclésiastiques devenait inévitable, par la nécessité d'indemniser les princes qui seraient moins vassaux de la puissance impériale que les évêques de Mayence, de Trèves et de Cologne.

S'il suffisait qu'un traité fût utile pour mériter notre approbation, celui-ci obtiendrait la nôtre; mais si un traité doit être juste, celui-ci ne peut être approuvé, car il imposait à l'Autriche une grave infraction au droit des gens. Le texte publié aussitôt dans le *Moniteur* causa aux Parisiens une telle joie, que Paris se trouva en un instant illuminé.

Le général Bonaparte devait se féliciter de la marche des affaires sous sa main. En quinze mois, jour pour jour, du 9 novembre 1799 au 9 février 1801, il avait raffermi notre nationalité, rétabli la paix intérieure, forcé nos ennemis du dehors à courber la tête, remporté les plus belles victoires par lui-même et par nos généraux, et avait couronné son œuvre par la paix la plus avantageuse.

§ III. *État intérieur de la France, mesures politiques et administratives adoptées dans le cours de l'année 1801.*

Malgré les efforts du premier consul pour rétablir l'ordre en France, il y avait, dans un grand nombre de provinces, un élément de désordre qui entretenait la désolation d'une manière permanente. Toutes les provinces du Midi et de l'Ouest étaient sillonnées par une multi-

Digitized by Google

tude de bandes qui infestaient les routes, arrêtaient les diligences, se rendaient chez les citoyens riches et les forçaient, par des menaces et souvent par des coups, à livrer leurs trésors. Un sénateur, nommé Clément de Ris, fut même retenu pendant une quinzaine de jours, et n'échappa qu'en faisant déposer de l'argent en lieu sûr. Le premier consul, qui tenait fort peu aux formalités légales, établit des commissions militaires chargées de parcourir les pays où ces désordres étaient le plus fréquents, pour saisir les coupables et les fusiller sur-le-champ.

Le parti révolutionnaire, frémissant de rage de se voir réduit à l'impuissance, ne pouvait plus recourir à l'émeute ni attaquer par bandes le premier consul toujours protégé par sa garde; il forma l'infâme projet de l'assassiner. Fouché découvrit une machine infernale construite par un nommé Chevalier, employé à la fabrication d'armes. Un baril rempli de poudre et de mitraille, auquel était ajouté un canon de fusil avec une détente, avait été préparé pour faire périr le premier consul. Cette tentative ne contribua pas peu à augmenter l'horreur que Bonaparte avait pour les Jacobins, et fit probablement naître la pensée de la machine infernale, qui causa alors une profonde sensation.

Le 24 décembre 1800, le premier consul, comme s'il avait eu un pressentiment de ce qui devait arriver, hésitait à se rendre à l'Opéra pour entendre un *oratorio* d'Haydn, qu'on devait jouer pour la première fois. Il se laissa enfin tenter; comme il sortait des Tuileries, deux hommes, placés près de la porte du château, partirent comme un trait et coururent à la rue Saint-Nicaise, que le premier consul devait suivre. Ils ne furent pas assez

Digitized by Google

prompts. Le premier consul était déjà passé quand ils avertirent l'homme chargé de mettre le feu à la machine, qui éclata avec un bruit épouvantable, laissa des traces profondes sur les maisons voisines, brisa les glaces de la voiture du premier consul et atteignit même un de ses gardes.

Bonaparte se présenta néanmoins au théâtre, plein de calme, et fut reçu au milieu des vivats et des acclamations. Rendu aux Tuileries, il éclata en invectives contre les révolutionnaires exaltés. — « Ce sont les Jacobins, les terroristes, s'écria-t-il; ce sont ces misérables » en révolte permanente, en bataillon carré contre tous » les gouvernements; ce sont les assassins des 2 et 3 septembre, les auteurs du 31 mai, les conspirateurs de » prairial; ce sont ces scélérats qui, pour m'assassiner, » n'ont pas craint d'immoler des milliers de victimes. »

On accusa alors Fouché sinon d'être le complice des Jacobins, du moins d'exciter leur confiance par sa tolérance. Un cri universel de réprobation s'éleva contre ce parti, dont on réclama la destruction. Bonaparte demanda une mesure extraordinaire pour faire disparaître le jacobinisme de France : « Je suis, s'écria-t-il, je suis » si convaincu de la nécessité et de la justice d'une grande » mesure pour purger la France et la rassurer à la fois, » que je suis prêt à me constituer moi seul en tribunal, » à y faire comparaître les coupables, à les interroger, » à les juger, à faire exécuter leur condamnation. La » France entière m'applaudira, car ce n'est pas ma personne que je cherche à venger ici. Ma fortune, qui m'a » préservé tant de fois sur les champs de bataille, saura » bien me préserver encore. Je ne songe pas à moi; je

Digitized by Google

» songe à l'ordre social que j'ai mission de rétablir, à » l'honneur national que j'ai mission de laver d'une » souillure abominable. »

Ces mesures, malgré la satisfaction qu'elles donnaient à la conscience publique, rencontrèrent une opposition assez vive au Conseil d'État, à cause des abus qu'on pouvait en faire. L'amiral Truguet ayant osé parler des pamphlets répandus par le ministre de l'intérieur, Lucien Bonaparte : — « De quels pamphlets parlez-vous? lui dit Bonaparte. — De pamphlets qui circulent publiquement, répondit l'amiral Truguet. — Désignez-les, reprit le premier consul. — Vous les connaissez aussi bien que moi. » Nous avons vu que Napoléon en avait eu des fragments sous les yeux.

Il s'éleva alors un orage violent. « Nous prend-il pour » des enfants? s'écria le premier consul. Croit-on nous » entraîner, avec ces déclamations contre les émigrés, les » chouans, les prêtres? Parce qu'il y a encore quelques » attentats partiels dans la Vendée, va-t-on nous de- » mander, comme autrefois, de déclarer la patrie en » danger? La France a-t-elle jamais été dans une situa- » tion plus brillante, les finances en meilleure voie, les » armées plus victorieuses, la paix plus près d'être gé- » nérale? Si les chouans commettent des crimes, je les » ferai fusiller. Mais faut-il que je recommence à pros- » crire, pour les titres de nobles, de prêtres, de roya- » listes? Faut-il que je renvoie dans l'exil dix mille vieil- » lards qui ne demandent qu'à vivre paisibles en respec- » tant les lois établies? N'avez-vous pas vu Georges lui- » même faire égorger en Bretagne de pauvres vieillards » ecclésiastiques, parce qu'il les voyait se rapprocher

Digitized by Google

» peu à peu du gouvernement ? Faut-il que je proscrive » encore pour une qualité ? que je frappe ceux-ci parce » qu'ils sont prêtres, ceux-là parce qu'ils sont anciens » nobles ? Ne savez-vous pas, Messieurs les membres du » Conseil, qu'excepté deux ou trois, vous passez tous » pour des royalistes ? Vous, citoyen Defermon, ne vous » prend-on pas pour un partisan des Bourbons ? Faut-il » que j'envoie le citoyen Portalis à Sinnamary, le citoyen » Devaisme à Madagascar, et puis que je me compose un » conseil à la Babœuf ! Allons, citoyen Truguet, on ne me » fera pas prendre le change ; il n'y a de menaçants pour » notre repos que les septembriseurs. Ils ne vous épar- » gneraient pas vous-même ; et vous auriez beau leur » dire que vous les avez défendus aujourd'hui au Con- » seil d'État, ils vous immoleraient comme moi, comme » tous vos collègues. »

Le Conseil d'État, n'osant résister à l'impétuosité du premier consul, se trouvait fort embarrassé pour formuler une loi. Si Bonaparte s'était contenté d'un pouvoir despotique pour lui-même, et qu'il eût pris sur lui toute la responsabilité des mesures extra-judiciaires et de rigueur exigées par lui contre les Jacobins, le Conseil se serait immolé volontiers ; mais Bonaparte voulait une loi, afin d'enchaîner, dans une commune responsabilité, tous les grands corps de l'État.

Pour déterminer le premier consul à prendre lui-même, sans la participation de tous les grands corps de l'État, la responsabilité de la mesure extra-légale qu'il voulait faire adopter, on lui représenta que cet acte de vigueur montrerait un gouvernement qui osait et savait se défendre. Cet argument triompha de Bonaparte, qui exigea seule-

Digitized by Google

ment que l'acte fût soumis au Sénat, pour en constater la constitutionnalité.

Un décret, contenant une liste de cent trente terroristes, les condamnait à la déportation. On lisait, dans le rapport adressé au Sénat conservateur, pour l'engager à reconnaître la constitutionnalité de cet acte : « Tous ces hommes n'ont pas été pris le poignard à la main ; mais tous sont universellement connus pour être capables de l'aiguiser et de le prendre. »

Le Sénat conservateur, devenu déjà docile, déclara que la résolution du premier consul était une mesure conservatrice de la Constitution.

Il est certain que tous ceux qui étaient portés sur la liste de déportation s'étaient rendus coupables de grands crimes révolutionnaires, mais il n'est pas moins certain qu'une mesure extra-judiciaire est toujours sinon mauvaise, du moins dangereuse. Ce qui justifie celle dont nous parlons, c'est que l'homme menacé par le poignard des assassins était, après tout, le chef de la société ; que tous ceux qui furent condamnés, étaient notoirement criminels, et qu'il n'y avait pas d'autre moyen de sortir de la Révolution. On pressa en même temps le jugement de Ceracchi, Aréna et Topino-Lebrun, qui avaient comploté d'assassiner le premier consul à l'Opéra. Ils furent condamnés à mort et exécutés le 31 janvier suivant.

Cependant se poursuivait l'enquête contre les auteurs de l'attentat du 24 décembre. On était parvenu à se procurer le signalement des hommes qui avaient pris part à l'attentat. Carbon, qui avait été grièvement blessé, fut découvert et interrogé. Il dénonça Saint-Rejan et Simoëlan. Celui-ci s'était sauvé en Angleterre. On dit,

Digitized by Google

sans qu'on en ait eu des preuves, que ces trois hommes avaient eu des rapports avec Georges Cadoudal et avaient reçu de l'argent du ministère anglais pour commettre cet horrible assassinat. Fouché, ennemi des royalistes, profita de cette circonstance pour les accuser et faire peser sur eux une responsabilité qui n'appartenait qu'à quelques-uns. Quoiqu'il eût reconnu que l'attentat du 3 nivôse n'était point le fait des Jacobins, Bonaparte ne rappela point les exilés. Il était satisfait d'être délivré de l'*état-major des Jacobins*. « Fouché, dit-il, a mieux jugé que » beaucoup d'autres. Il a raison; il faut avoir l'œil ou- » vert sur les émigrés rentrés, sur les chouans et sur tous » les gens de ce parti. »

Le Corps législatif, qui venait de rouvrir sa seconde session, avait plusieurs lois assez importantes à examiner. Le Tribunat, qui avait déjà eu des velléités d'opposition dans sa première session, en marqua encore cette fois; il fit rejeter la loi qui était proposée relativement aux archives du royaume; celle sur les juges de paix ne passa qu'à une faible majorité. Il en fut de même de la loi sur les tribunaux spéciaux.

Le Tribunat manifesta son opposition sur un sujet plus important encore en matière de finances. Le premier consul, dans le dessein d'établir, pour 1801, un budget dont les recettes devaient au moins égaler les dépenses, fit faire une étude spéciale sur les arriérés à solder sur les années V, VI, VII et VIII de la République. Convaincu que les trois premières de ces années étaient une époque de gaspillage, il crut payer beaucoup les créanciers en leur accordant en rente le tiers de leurs titres. Quant aux créanciers de la dernière année, qui datait

Digitized by Google

du Consulat, il jugea convenable de ne leur rien faire perdre; leurs titres avaient, il est vrai, une bien plus grande valeur que ceux des années précédentes. Pour acquitter ces diverses sommes, il recourut à la rente, à la caisse d'amortissement et aux biens nationaux. Afin de ne pas abandonner à la discussion annuelle des corps législatifs les dotations de l'instruction publique et des invalides, il consacra 120 millions de biens nationaux au premier objet et quarante au second. D'après ces dispositions, la situation devenait celle-ci : une dette de 100 millions, un budget de 500 millions tant en recettes qu'en dépenses, et de 600, en comptant les frais de perception.

Les projets financiers du premier consul présentés au Tribunat y rencontrèrent une vive opposition; on traitait de banqueroute le paiement partiel accordé aux créanciers de l'Etat pour les années V, VI et VII de la République, et on se demandait pourquoi on les mettait sur une autre ligne que ceux de l'an VIII; pourquoi le budget ne se faisait que dans l'année courante, lorsqu'une partie des dépenses était déjà faite et qu'il fallait la consacrer par un vote. Par ces raisons, le Tribunat rejeta le projet de finances, que le Corps législatif admit malgré ce rejet. Bonaparte n'en conçut pas moins une grande irritation, et il manifesta la volonté de briser la machine législative, si elle ne fonctionnait pas à son gré.

Cependant, vivement préoccupé des intérêts matériels, il faisait réparer les routes, en créait de nouvelles, résolvait lui-même les graves difficultés nées à l'occasion du canal de Saint-Quentin, et confiait à des Compagnies l'établissement à Paris de trois nouveaux ponts sur la

Digitized by Google

Seine, celui qui aboutit au Jardin-des-Plantes et qu'on appelle pont d'Austerlitz, celui qui rattache l'île de la Cité à l'île Saint-Louis, celui enfin qui conduit du Louvre au palais de l'Institut. Il construisit la célèbre route du Simplon, et, appréciant à sa juste valeur le bel établissement du couvent hospitalier du grand Saint-Bernard, il ordonna à la République de doter deux établissements semblables, l'un au mont Cenis et l'autre au Simplon. En attendant, il voulut que la France payât les premiers frais de ces beaux couvents, qui devaient relever du grand Saint-Bernard. Le commerce reprenait une grande activité. En l'an VIII nos exportations avaient déjà été de deux cent soixante-onze millions; en l'an IX elles furent de trois cent cinq. Lyon, qui avait tant souffert de la révolution, voyait ses soieries protégées et recherchées; Saint-Quentin produisait des linons que le premier consul propageait, en ordonnant à sa femme d'en porter.

L'agriculture, si digne de l'attention de tout gouvernement éclairé, fut dégrevée d'une partie de ses impositions et reçut de tels encouragements, que les bras devinrent insuffisants. Une grande quantité de terres laissées jusqu'alors incultes, étaient défrichées et promettaient des productions abondantes. La population elle-même, malgré la guerre et les excès révolutionnaires, s'était accrue depuis 1789 de près de deux millions d'âmes.

Ce qui avait contribué le plus à rétablir l'ordre, c'était l'institution des préfets et des sous-préfets qui, réunissant dans leurs mains l'unité de l'administration sous la surveillance des chefs supérieurs, avaient plus de pou-

Digitized by Google

voir et de fermeté que des conseils toujours incertains dans leur marche et dans leurs actions. Les préfets portaient leur attention sur les registres des actes de l'état civil, laissés alors dans un tel abandon, depuis qu'ils avaient cessé d'être entre les mains du clergé, qu'il n'y avait ni ordre ni exactitude dans l'inscription des actes de naissance, de mariage et de décès; ils surveillaient les progrès de l'agriculture, les forêts de l'Etat et des particuliers déjà livrées à un défrichement dangereux; ils s'assuraient si les fonds considérables, destinés à l'entretien des routes, étaient bien employés; en un mot, ils étaient dans leur département ce que le premier consul était dans l'Etat.

Bonaparte, désirant avoir sur chaque branche de l'administration des notions exactes, ne se fiait pas complétement aux rapports des agents ordinaires; il choisit dans le Conseil d'Etat les hommes les plus aptes dans chacune de ces branches de l'administration et les envoya pour visiter, par eux-mêmes, les différentes provinces, et lui faire un rapport exact de tout ce qui se passait. C'était une espèce de souvenir des *Missi dominici* de Charlemagne. Afin de montrer l'immense influence que ces envoyés devaient obtenir sur la conduite des affaires, nous allons citer les instructions données par Bonaparte à Lauriston :

« Vous partirez, citoyen, pour vous rendre à Rochefort. Vous visiterez, dans le plus grand détail, le port et l'arsenal, en vous adressant à cet effet au préfet maritime.

» Vous me rapporterez des mémoires sur les objets suivants :

Digitized by Google

» 1° Le nombre d'hommes, dans le plus exact détail, qui se trouvent sur les deux frégates qui partent, et l'inventaire de tous les objets d'artillerie ou autres que ces frégates auraient à bord. Vous resterez à Rochefort jusqu'à ce qu'elles soient parties.

» 2° Combien reste-t-il de frégates en rade?

» 3° Un rapport particulier sur chacun des vaisseaux le *Foudroyant*, le *Duguay-Trouin* et l'*Aigle*. Dans quel temps chacun de ces vaisseaux sera-t-il prêt à mettre à la voile?

» 4° Un rapport particulier sur chacune des frégates la *Vertu*, la *Cybèle*, la *Volontaire*, la *Thétis*, l'*Embuscade* et la *Franchise*.

» 5° L'état de tous les fusils, pistolets, sabres, boulets qui seraient arrivés dans ce port pour les expéditions maritimes.

» 6° Existe-t-il dans les magasins de la marine des vivres de quoi en donner pour six mois à six vaisseaux de guerre, indépendamment des trois ci-dessus nommés?

» 7° Enfin a-t-on pris toutes les mesures pour recruter les matelots et faire arriver de Bordeaux et Nantes les vivres, cordages et tout ce qui est nécessaire à l'armement d'une escadre?

» Si vous prévoyiez rester à Rochefort plus de six jours, vous m'enverriez par la poste votre premier rapport. Vous ne manquerez pas de faire connaître au préfet que je suis dans l'opinion que le ministre de la marine a pris toutes les mesures pour que neuf vaisseaux puissent partir de Rochefort au commencement de ventôse. Vous sentez que ceci doit être dit en grand secret au préfet. Vous profiterez de toutes les circonstances pour recueillir

Digitized by Google

dans tous les lieux où vous passerez des renseignements sur la marche des administrations et sur l'esprit public. »

La grande activité du premier consul, l'ordre qu'il remettait dans toutes les affaires de l'Etat, la renaissance du commerce avaient produit, dans toutes les âmes si longtemps comprimées, un vif élan vers les plaisirs; tout, dans Paris, se préparait à offrir à la société un hiver remarquable par les fêtes et par le déploiement du luxe. Pour en donner l'exemple, le premier consul mit sa maison sur le pied de celle des rois; un brillant état-major relevait l'éclat de la nouvelle cour; sa garde consulaire, composée d'abord de douze cents soldats, fut portée ensuite à six mille hommes, les plus beaux de toute l'armée.

Le premier consul avait ses maîtres du palais, ses jours et ses heures de grandes et de petites réceptions, absolument comme les rois. Il voulut aussi que sa femme eût des dames d'honneur comme les reines en avaient eu. Ses sœurs, mariées la plupart à des généraux, devaient ajouter à l'éclat d'un cercle devenu si brillant. Tout ce qu'il y avait de grands à Paris non-seulement parmi les Français, mais encore parmi les étrangers, se faisait un devoir d'être présenté au premier consul, de s'entretenir avec lui. Deux noms surtout excitèrent l'attention du public, c'étaient ceux de Fox, chef de l'opposition au parlement britannique, et de Calonne, ancien ministre des finances de Louis XVI. Les longs entretiens de Fox et de Bonaparte persuadaient que nous allions bientôt devenir amis intimes de l'Angleterre. Mais, outre que Fox avait assez peu de pouvoir dans son

Digitized by Google

pays, les idées trop peu pratiques de ce chef des wighs ne plaisaient point au premier consul. On faisait aussi de Calonne un ministre des finances. Bonaparte avait son Gaudin, moins brillant peut-être que Calonne, mais beaucoup plus positif et plus capable de bien conduire la fortune publique. La présence de ces hommes dans les salons de Bonaparte ne grandissait pas moins son nom, et ajoutait au prestige qui l'environnait.

Dans une république, tout ce qui s'élève trop haut ne tarde pas à exciter la jalousie et à se créer des ennemis. Si Bonaparte savait qu'il serait détesté par ceux qui regrettaient vivement le jacobinisme ou la royauté, il espérait du moins trouver un appui franc, sincère, complet dans la nombreuse classe des modérés; il se persuadait que là tout se passerait en sentiments de regret, sans opposition. Cependant, dans les plus hautes régions de ce parti, parmi les hommes sur lesquels le premier consul croyait devoir le plus compter, il se formait un redoutable parti de mécontents. Les uns voulaient une république à l'instar de celle des Etats-Uuis, les autres aimaient l'unité, mais avec la consécration des principes révolutionnaires. La fameuse constitution de Sièyes, où l'on croyait tout tellement pondéré, que la machine paraissait devoir marcher régulièrement sans secousse, commençait elle-même à s'ébranler. Sièyes, après avoir boudé, fatigué de sa nullité, voulait reprendre son rang et devenir le centre d'une opposition redoutable. Jaloux de l'immense faveur dont le premier consul était environné, piqué des propos que celui-ci tenait sur son impuissance, il avait résolu de reprendre son ascendant sur le Sénat et d'arriver peu à peu à reconstituer tous les

Digitized by Google

grands corps de l'Etat à son image. Ayant pour appui, au Sénat, Garat, philosophe disert; Cabanis, matérialiste déclaré; Lanjuinais, prétendu mystique, il espérait par eux posséder l'immense majorité du Sénat, et par lui tout le gouvernement.

Le caractère impétueux de Bonaparte ne lui permettait guère de garder le silence sur l'opposition qui se manifestait; il n'avait pas l'habitude des ménagements parlementaires, il appelait tout haut les opposants du Sénat des idéologues traînés à la remorque par un boudeur qui regrettait l'exercice d'un pouvoir dont il était incapable; les exaltés du Tribunat, des brouillons avec lesquels il fallait rompre en visière et à qui on devait montrer qu'on ne l'épouvantait pas par du bruit; les mécontents du Corps législatif, des prêtres défroqués guidés par Grégoire et Sièyes, qui cherchaient à les organiser en opposition. Il déclarait qu'il saurait en finir avec tout cela.

L'opposition pénétrait aussi dans l'armée. Les anciens compagnons de Bonaparte, ses admirateurs les plus sincères, Augereau et Lannes, déclamaient publiquement contre son despotisme. Lannes, placé à la tête de la garde consulaire, réunissait tous les jours les officiers à une table splendide, aux dépens du premier consul, et critiquait très vivement la marche du gouvernement. Appelé par le premier consul, il soutint ses opinions et fut révoqué de son poste, et, pour être débarrassé de sa présence, on le nomma ambassadeur. Afin de ne devoir rien à Bonaparte, il ramassa le peu qu'il possédait, et comme il n'avait pas assez, il alla trouver Augereau : ils réu-

Digitized by Google

nirent leurs ressources pour rendre à Bonaparte tout ce qu'ils en avaient reçu.

L'opposition des officiers de l'armée du Rhin était plus redoutable encore. Moreau, l'idole des ennemis du premier consul, regardé comme le premier guerrier de la République, était aussi nommé le premier administrateur, par l'ordre incontesté qu'il mettait dans son armée. Il ne cachait pas son opposition, et se trouvait fréquemment environné d'une foule d'officiers mécontents. Voilà une partie des motifs et des moyens d'opposition contre le premier consul. Il y en avait d'autres qui tenaient à de grandes causes, qu'il faut exposer avec détail, avant de montrer comment Bonaparte sut triompher de tous les obstacles mis à son gouvernement, et comment il sut en profiter pour son exaltation.

§ IV. *Evénements extérieurs depuis le traité de Lunéville (9 février 1801-1802).*

Persuadé que le grand adversaire de la France était cette Angleterre que nous avons vue pendant tant de siècles chercher à nous affaiblir, Bonaparte, dans l'espérance de l'atteindre, résolut de contraindre toutes les nations européennes à fermer leurs ports à la marine anglaise. Le traité de Lunéville, après avoir éprouvé quelque opposition, principalement de la part de la Prusse, avait enfin été complétement accepté et avait fermé tous les ports du Nord-Ouest à l'Angleterre; cette puissance ne voyait plus que deux contrées de l'Europe dont les ports lui fussent ouverts, c'étaient Naples et le Portugal,

Digitized by Google

que Bonaparte voulait contraindre par la force à se soumettre à la loi commune.

Le premier consul eût renversé le gouvernement de Naples, s'il l'eût osé, et eût mis à sa place le duc de Parme. Arrêté par l'empereur de Russie, avec lequel il ne fallait point se brouiller, il se contenta d'ordonner à Murat de marcher sur Naples, lui recommandant toutefois de ménager le Chef de l'Eglise, avec lequel on désirait se maintenir dans les meilleurs termes. La cour de Naples, saisie d'épouvante, envoya à Paris de Gualo qui, voulant trop s'appuyer sur l'ambassadeur de Russie afin d'avoir de meilleures conditions, fut obligé de se rendre à Florence, où se traita la paix. Naples s'obligea alors à fermer ses ports à l'Angleterre, à donner à la France trois frégates armées et rendues à Ancône, à recevoir une division de douze à quinze mille Français dans le golfe de Tarente, et à les nourrir pendant tout le temps de cette occupation. Un dernier article « stipulait la restitution des objets d'art qui, choisis à Rome pour la France, se trouvaient tous encaissés quand l'armée napolitaine avait pénétré dans les Etats du Pape en 1799, et dont la cour de Naples s'était emparée pour son propre compte. Une indemnité de cinq cent mille francs était accordée aux Français qui avaient été pillés ou vexés par les bandes indisciplinées des Napolitains. »

Pour amener le même résultat en Portugal, il fallait absolument faire recevoir une armée française en Espagne, ce qui était facile depuis l'importante révolution ministérielle qui venait de s'opérer dans ce pays. Le prince de la Paix, successeur d'Urquijo, n'ayant au dedans que le faible appui de la cour, chercha à se fortifier auprès

Digitized by Google

de Bonaparte contre le prince royal et les grands du royaume, jaloux de son prodigieux et inepte ascendant. De ce moment, le premier consul put se dire le véritable souverain de l'Espagne. Le prince de la Paix consentit à recevoir vingt-cinq mille Français, mais à condition qu'ils paraîtraient comme auxiliaires des Espagnols dans la guerre résolue contre le Portugal, déclarant qu'à toute autre condition les Espagnols ne recevraient jamais les Français. Le prince de la Paix fut nommé généralissime de l'expédition et eut pour second, ou plutôt pour maître, le général Gouvion-Saint-Cyr, l'un des officiers les plus capables de cette époque.

Cependant Bonaparte formait les plus grands projets maritimes. Il voulait sauver la colonie d'Égypte, non-seulement parce qu'il la considérait comme un des points les plus importants pour l'avenir de la France, mais encore pour prouver que sa première tentative n'avait pas été faite à la légère. Convaincu qu'avec les flottes de France, de Hollande, d'Espagne et d'Italie, il parviendrait enfin à triompher de notre redoutable adversaire et balaierait facilement la Méditerranée, il s'appliqua à faire construire des vaisseaux plats de 74 canons, afin qu'ils pussent entrer dans le port d'Alexandrie et en sortir sans être obligés de désarmer.

Pour dissimuler ses véritables desseins, Bonaparte annonçait à grand bruit des expéditions maritimes pour l'Amérique. « Cinq vaisseaux hollandais, réunis à cinq vaisseaux français et à cinq des vaisseaux espagnols de Brest, devaient se rendre au Brésil pour protéger ce beau royaume et empêcher l'Angleterre de se dédommager, avec des colonies portugaises, de l'entreprise tentée en

Digitized by Google

ce moment contre le Portugal. Cinq vaisseaux espagnols et français devaient, suivant cette convention, rester à Brest et se tenir prêts à tout moment à jeter une armée en Irlande. Une division française, sous l'amiral Ganteaume, s'organisait dans ce même port de Brest, pour se rendre, disait-on, à Saint-Domingue et y établir les dominations française et espagnole. Une autre division française s'équipait à Rochefort, et une division espagnole de cinq vaisseaux au Ferrol, dans le but de porter des troupes aux Antilles et de recouvrer la Trinité, par exemple, ou la Martinique. »

Bonaparte, dont le but véritable était de porter des forces en Égypte, avait disposé un corps de troupes à l'extrémité de l'Italie, espérant qu'il serait facile de les transporter de là en Égypte.

L'amiral Ganteaume, en qui Bonaparte avait une très grande confiance, parce qu'il l'avait ramené d'Égypte, profita, par les ordres du premier consul, d'un coup de vent qui avait dispersé la flotte anglaise, pour sortir du port de Brest et pour traverser le détroit de Gibraltar.

Au moment où la guerre allait éclater avec violence sur mer vers le midi, il s'opérait en Angleterre un changement ministériel qui faisait espérer que l'Europe pourrait enfin jouir de la paix tant désirée.

L'Angleterre était sur mer ce que la France se trouvait sur terre, c'est-à-dire, la maîtresse absolue : c'était le plus magnifique rôle qu'elle pût souhaiter. Cependant il se faisait une épouvantable réaction contre Pitt. On lui demandait compte du déchaînement de l'Europe contre son pays; on voulait même le rendre responsable de l'intempérie des saisons. Il répondait avec orgueil par les

Digitized by Google

prodigieux avantages que l'Angleterre avait retirés sur mer, sa prédominance maritime indéfiniment acquise, bien plus solide que cette puissance terrestre du premier consul, qu'on pourrait détruire. L'état de l'Irlande devenant plus inquiétant, on dit que Pitt avait contracté un engagement particulier avec les catholiques. Pitt succomba et donna le pouvoir à un ministère qui professait les mêmes principes, mais avec plus de modération.

Le nouveau ministère envoya une grande flotte vers le Sund, pour en forcer le passage et obliger les neutres à se déclarer pour l'Angleterre. Nous ne raconterons pas la lutte héroïque des Danois contre les Anglais, et leur défaite glorieuse encore à Copenhague. Tout le succès de cette journée s'était borné à une amnistie dont les Anglais ne se seraient pas contentés, s'ils avaient connu un événement de nature à modifier complétement l'état des puissances belligérantes. Paul Ier, empereur de Russie, sur lequel les alliés comptaient le plus, venait d'être assassiné précisément parce qu'après avoir trop donné à l'Angleterre, par un revirement subit, il s'était jeté avec trop d'ardeur entre les bras du premier consul. Tout annonçait donc une nouvelle politique de la part de la cour de Russie, politique probablement favorable à l'Angleterre, qui conclut avec les puissances du Nord un armistice pour arriver à la paix. La nation anglaise demandait en effet la paix et poussait son gouvernement à la conclure. Le général Otto, que nous avions alors au-delà de la Manche pour traiter de l'échange des prisonniers, s'aboucha avec lord Hawkesbury et lui persuada qu'il serait facile de mettre fin à la guerre. Le premier

Digitized by Google

consul regardait en effet la paix comme facile, si les deux États voulaient procéder par la voie des concessions mutuelles. « Car, disait-il, l'Angleterre a pris les Indes, et » nous, nous avons pris l'Égypte. Si nous convenons de » garder, les uns et les autres, ces riches conquêtes, le » reste est de peu d'importance. Que sont, en effet, quelques îles dans les Antilles ou ailleurs, que l'Angleterre » détient à nous et à nos alliés, à côté des vastes possessions que nous avons conquises? Peut-elle refuser de » les rendre quand le Hanovre est dans nos mains, quand » le Portugal doit y être bientôt, et que nous offrons de » lui rendre ces royaumes pour quelques îles de l'Amérique? La paix est donc facile, écrivit-il à M. Otto, si » on la veut. Je vous autorise à traiter, mais directement » avec lord Hawkesbury. »

Afin de s'appuyer sur le dehors au moment de traiter sérieusement de la paix, Bonaparte essaya de se rattacher les nations étrangères. La Prusse, quoique liée à la France, avait cependant conservé des relations de bonne amitié avec l'Angleterre. Le premier consul, dans l'espérance de jeter la discorde entre ces deux puissances, offrait au jeune roi de Prusse, pour compensation des pertes qu'il avait essuyées sur la rive gauche du Rhin, le Hanovre, qui valait bien dix fois les pertes qu'il avait subies. Cette offre avait été fort agréable à la Prusse, et, sans l'accepter définitivement, Frédéric-Guillaume avait montré tant de satisfaction, qu'il était facile de voir que ce serait une pomme de discorde entre deux puissances amies.

Éclairé sur les dispositions réelles du nouvel empereur de Russie, Bonaparte, pour agir vigoureusement et avec

Digitized by Google

espérance de succès sur les ministres russes, se hâta d'envoyer à Saint-Pétersbourg le général Duroc, qui avait, pendant sa mission à Berlin, lié des relations amicales avec plusieurs grands seigneurs de Russie. Duroc reconnut dans les dispositions du cabinet russe à notre égard, un changement bien moins important qu'il n'avait sujet de le craindre.

Le caractère du nouvel empereur était différent de celui de son père. L'empereur Alexandre, âgé de vingt-cinq ans, avait une stature élevée, une figure noble et douce, quoique peu régulière, un cœur généreux, une grâce parfaite. Son caractère était un mélange d'honnêteté et de dissimulation. Il avait en un mot tout ce qui était nécessaire pour séduire, sans qu'on pût se donner à lui avec une pleine confiance.

Les premières mesures des ministres officiels d'Alexandre furent de lever l'embargo sur le commerce britannique, moyen préliminaire pour arriver à la paix avec l'Angleterre. Alexandre renonça en même temps à la grande-maîtrise de l'ordre de Malte, dont l'Angleterre voulait s'emparer.

Notre position était sans doute moins belle en Russie que du temps de Paul Ier, mais il faut avouer aussi que nous avions cessé d'avoir un allié difficile, qui faisait trop sentir ses services, et qui d'un moment à l'autre pouvait nous échapper; il prétendait régler en maître nos relations avec ses alliés d'Allemagne et d'Italie. Kalitcheff, son ambassadeur à Paris, s'était conduit avec une telle impertinence, en cherchant à rabaisser la gloire du premier consul, qu'il accusait d'injustice, que Talleyrand lui répondit que tant qu'il ne tiendrait pas un langage con-

Digitized by Google

venable dans ses notes, il ne lui serait fait aucune réponse. A l'avénement d'Alexandre, Kalitcheff fut remplacé par un ambassadeur moins hautain sans être moins rude.

Tous les regards étaient tournés vers l'Angleterre, où nous avions alors des relations pour la paix. Le gouvernement britannique avait fait d'immenses acquisitions pendant la guerre. Il avait enlevé aux Hollandais la belle île de Ceylan, placée à l'extrémité de la péninsule indienne, pour en former un magnifique complément; toutes les autres possessions hollandaises dans les Indes, moins Java; le cap de Bonne-Espérance, l'une des stations les mieux situées du globe; les territoires de la Guyane s'étendant entre l'Amazone et l'Orénoque, contrées magnifiques destinées à recevoir de riches développements. Elle avait pris sur les Espagnols l'île de la Trinité, située tout près de l'Amérique du Sud; sur les Français, la Martinique, île importante à cause de son port. Elle s'était encore emparée, dans les Antilles, de Sainte-Lucie et de Tabago, îles médiocres en comparaison des autres; enfin, dans la Méditerranée, la plus précieuse des Baléares et la célèbre île de Malte.

La France avait fait aussi d'immenses conquêtes, mais elle les avait restituées et ne s'était conservé que le territoire renfermé entre les lignes des Alpes, du Rhin et des Pyrénées. Nous avions une belle colonie, l'Egypte, qui nous eût facilement dédommagés de toutes nos autres possessions insulaires, si nous avions pu la conserver. L'Angleterre commença à poser pour principe des négociations l'*uti possidetis*. « Vous voulez poser en principe, dit Otto à lord Hawkesbury, que chacune des deux

Digitized by Google

nations gardera ce qu'elle a conquis; mais la France devrait garder en Allemagne, Baden, le Wurtemberg, la Bavière, les trois quarts de l'Autriche; elle devrait garder en Italie, toute l'Italie elle-même, c'est-à-dire les ports de Gênes, Livourne, Naples, Venise; elle devrait garder la Suisse, qu'elle se propose d'évacuer aussitôt qu'elle y aura établi un ordre de choses raisonnable; elle devrait garder la Hollande, occupée par ses armées et où s'organiseraient, sous son influence, les plus puissantes escadres. Elle pourrait prendre le Hanovre, le donner, comme compensation, à certaines puissances du continent, et, par ce moyen, se les attacher à jamais. Elle pourrait enfin pousser à bout la campagne commencée contre le Portugal, dédommager l'Espagne avec les dépouilles de cet Etat, et s'assurer à elle-même de nouveaux ports. Ce sont aussi d'importantes positions maritimes que celles qui s'étendent depuis le Texel jusqu'à Lisbonne et Cadix, depuis Cadix jusqu'à Gênes, depuis Gênes jusqu'à Otrante, depuis Otrante jusqu'à Venise. Si l'on veut apporter des principes absolus dans la négociation, toute paix est impossible. La France a rendu la plus grande partie de ses conquêtes à tous les gouvernements vaincus par elle; à l'Autriche elle a rendu une partie de l'Italie, à la cour des Deux-Siciles le royaume de Naples, au Pape l'Etat romain tout entier; elle a donné la Toscane, qu'il lui était facile de se conserver, à la maison d'Espagne; elle a rétabli Gênes dans son indépendance; elle se borne à faire de la Lombardie une république amie et se prépare à évacuer la Suisse, la Hollande, même le Hanovre. Il faut donc que l'Angleterre restitue aussi une partie de ses conquêtes. Celles que la

Digitized by Google

France réclame ne la touchent pas elle-même directement, mais appartiennent à ses alliés. La France se fait un devoir de les recouvrer pour les leur rendre. D'ailleurs, quand on concède à l'Angleterre l'Inde et Ceylan, que sont auprès de ces possessions celles dont on lui demande la restitution? Si l'on ne veut pas faire de concessions, il faut le dire; il faut déclarer franchement que la négociation n'est qu'un leurre. L'univers saura par la faute de qui la paix est devenue impossible; alors la France fera un dernier effort, et cet effort difficile, périlleux sans doute, sera peut-être mortel pour l'Angleterre; car le premier consul ne désespère pas de franchir le détroit de Calais à la tête de cent mille hommes (1). »

L'Angleterre comprit la justesse de ce raisonnement; elle consentit ensuite à rendre une partie de ses conquêtes maritimes, et posa son ultimatum, qu'on peut ainsi résumer. Dans le cas où les Français évacueraient l'Egypte, elle consentait à leur laisser les petits comptoirs de Chandernagor et de Pondichéry; elle restituait le Cap aux Hollandais, à condition qu'il sera déclaré port franc; elle leur rendait encore, outre Berbice, Démérary, Essequebo, sur le continent américain l'établissement de Surinam; elle rendait l'une des plus grandes Antilles, la Martinique ou la Trinité, plus Sainte-Lucie, Tabago, Saint-Pierre et Miquelon, enfin l'île de Minorque et Malte. Ainsi, pour résultat de la guerre, elle obtenait, si nous n'avions pas l'Egypte, le continent de l'Inde, Ceylan, plus l'une des deux principales Antilles, la Trinité ou la Martinique; et si nous avions l'Egypte, elle obtenait en

(1) Thiers.

Digitized by Google

outre, Chandernagor et Pondichéry, le Cap, la Martinique et la Trinité, enfin Malte; c'est-à-dire que, dans ce second cas, il lui fallait comme précaution nous ôter les deux pied-à-terre de Chandernagor et de Pondichéry, placés dans la Péninsule indienne, et comme dédommagement la Trinité, qui menaçait l'Amérique espagnole; la Martinique, qui est le premier port des Antilles, enfin Malte, qui est le premier port de la Méditerranée (1).

Ne pouvant accepter de pareilles conditions, Bonaparte comprit que le seul moyen de rendre l'Angleterre raisonnable était d'agir avec une extrême vigueur en Portugal et du côté de l'Egypte.

Afin de presser les armements de l'Espagne contre le Portugal, il nomma ambassadeur à Madrid, Lucien, son frère, qui trouva cet Etat dans une situation si misérable, qu'il ne pouvait équiper vingt-cinq mille hommes. Habituée à puiser ses trésors dans la riche Amérique, l'Espagne, depuis que les croiseurs anglais avaient interrompu les communications avec cette partie du monde, était réduite à une extrême pauvreté; ayant émis des billets qui étaient tombés dans le plus complet discrédit, elle s'était trouvée obligée de recourir au clergé, avait obtenu de lui quelque crédit et était ainsi parvenue à équiper vingt-cinq mille hommes. Le Portugal, épouvanté de cet armement et de la marche d'une armée française, demanda à traiter, toutefois en réservant aux vaisseaux anglais le droit de relâche dans ses ports. Le premier consul exigea impérieusement qu'ils

(1) Thiers.

Digitized by Google

leur fussent fermés, et, sur le refus du Portugal d'obtempérer à ces conditions, il donna ordre aux armées de se porter en avant.

Cependant Bonaparte faisait une tentative pour porter en Egypte des secours considérables. L'amiral Ganteaume, homme plein de courage, mais doué de trop peu d'audace et de tête, était sorti de nos ports avec sept vaisseaux, portant des renforts pour Alexandrie. Huit autres vaisseaux demeurés à Brest devaient sans cesse jeter en Angleterre une vive inquiétude pour l'Irlande. Une seconde expédition partant de Rochefort devait donner la main à cinq vaisseaux espagnols armés au Ferrol et à six autres vaisseaux armés à Cadix, qui devaient suivre Ganteaume en Egypte et prendre, en y allant, à Otrante, dix mille hommes que Bonaparte avait dirigés sur ce point.

Pour s'attacher la cour de Madrid, dont le concours lui était si nécessaire, le premier consul s'appliquait à la satisfaire de tous points. Quoiqu'il n'eût pas promis de conférer au fils du duc de Parme, marié à une infante, le beau pays de la Toscane, érigé en Etat, sous le nom de royaume d'Etrurie, cependant comme le vieux duc ne voulait ni mourir ni abdiquer, il établit aussitôt l'infant roi des Etrusques et l'engagea à venir chercher à Paris sa couronne royale; spectacle nouveau pour la France, dont les destinées grandissaient chaque jour, et qui s'habituait à voir venir dans son sein les chefs des peuples pour obtenir le droit d'être encore quelque chose.

Tant de complaisance de la part du premier consul n'avait qu'un seul but, sauver l'Egypte de la puissance de l'Angleterre. Mais les moyens employés pour

Digitized by Google

opérer son salut étaient bien insuffisants. Ganteaume se dirigeant à grandes voiles vers l'Egypte, avait heureusement échappé à l'escadre anglaise, lorsqu'il fut assailli par une horrible tempête, qui lui causa les plus considérables avaries et dispersa sa flotte. Au moment où notre escadre se dirigeait vers le point de réunion marqué, vis-à-vis le cap Saint-Vincent, à cinquante lieues en mer, la frégate française la *Bravoure* aperçut la frégate anglaise la *Concorde*, qui observait notre flotte; elle l'attaqua avec violence et l'obligea à chercher son salut dans la fuite.

Tout semblait concourir au succès de la mission de Gauteaume; l'amiral anglais placé devant Brest, persuadé que la flotte française se dirigeait vers les Antilles, avait envoyé du côté des Canaries une partie de sa flotte. L'amiral Warren, chargé de garder le détroit de Gibraltar, s'était retiré à Mahon; l'amiral Keith, qui avait pris les principales forces anglaises de la Méditerranée, était alors sur les côtes de l'Asie mineure, afin d'y prendre une armée turque qu'il voulait transporter en Egypte. Ganteaume, après avoir traversé le détroit de Gibraltar sans avoir rencontré un seul bâtiment ennemi, au lieu de se diriger vers l'Egypte, d'y déposer son convoi et de revenir à Toulon, comme il pouvait le faire sans obstacle, se détermina à conduire à Toulon la frégate la *Bravoure*, qui avait éprouvé des avaries assez considérables. Il aurait pu du moins racheter la perte d'un temps très précieux, si, profitant des lumières qu'il reçut pendant sa marche vers Toulon, sur le petit nombre de vaisseaux que les Anglais avaient à Mahon, il les eût attaqués avec vigueur; mais il n'osa faire une tentative qui eût mis cette

Digitized by Google

ville en notre pouvoir et laissa librement l'amiral Warren le suivre et le surveiller.

Ganteaume dut bien regretter son peu de résolution lorsqu'il apprit que deux frégates, la *Justice* et l'*Egyptienne*, sorties de Toulon avec des munitions et quatre cents hommes de troupes, avaient fait voile à l'est, et, sans rencontrer un seul vaisseau anglais, étaient entrées dans Alexandrie. Deux autres frégates, la *Régénérée* et l'*Africaine*, parties de Rochefort, venaient de traverser l'Océan et de pénétrer par le détroit dans la Méditerranée sans éprouver aucun accident. Malheureusement elles s'étaient séparées (1).

L'*Africaine*, ayant été jointe par une frégate anglaise pendant la nuit, commit la faute de s'arrêter pour la combattre, ce qui causa sa perte. C'était toujours un beau résultat, que trois frégates sur quatre eussent pu atteindre l'Egypte et y déposer les hommes et les munitions dont elles étaient chargées.

L'Egypte était alors entrée dans une voie de prospérité qu'elle n'avait pas connue depuis fort longtemps. Après la fameuse bataille d'Héliopolis, officiers et soldats, convaincus de la nécessité de demeurer en Egypte, s'y étaient attachés comme à une seconde patrie; ils y trouvaient d'ailleurs toutes les jouissances qu'ils pouvaient désirer, et vivaient dans l'abondance, payant tout à un très faible prix. Le colonel Conte avait organisé des compagnies d'ouvriers dans tous les genres, tisseurs, cordonniers, artisans. On s'était procuré de la laine, et on était parvenu à faire des draps moins beaux qu'en

(1) Thiers

Digitized by Google

France, mais solides et confortables. Les caravanes arabes, grecques et barbaresques, assurées de trouver en Egypte un marché toujours bien fourni et où tout se payait avec la plus grande exactitude, accouraient en foule, fournissaient ce qui manquait à nos troupes et en tiraient à leur tour les productions du pays.

Le peuple égyptien ne se plaignait pas de la nouvelle domination, payait moins d'impôts, jouissait d'une plus complète tranquillité et surtout était traité avec beaucoup plus de douceur : on n'employait plus les coups à son égard. Notre armée, parfaitement tranquille, était alors réduite à vingt-six mille individus, femmes et enfants. Il y avait encore vingt-trois mille soldats, dont six mille environ, un peu moins valides, étaient destinés à garder les forteresses; le reste formait l'armée active. Un gouvernement intelligent aurait pu facilement porter le chiffre de l'armée à trente-cinq ou quarante mille hommes en enrôlant des Grecs, des Cophtes, des nègres qui auraient servi très volontiers sous la domination française et se seraient montrés fidèles. L'Egypte nous fournissait déjà les munitions. On avait établi à Alexandrie et au Caire des fabriques de poudre suffisantes pour tous les besoins de nos troupes.

Il manquait à notre armée un chef capable de la commander. Depuis que Kléber était tombé sous le couteau des assassins, aucun des généraux ne voulait accepter le commandement, de peur d'éprouver un sort semblable à celui de cet illustre général. Le général Reynier, bon officier d'état-major, avait repoussé les voix qu'on avait voulu lui donner et avait fait nommer Menou. Lorsqu'il vit que le pouvoir n'était point si dangereux, que la paix

Digitized by Google

s'établissait sur la surface de toute l'Egypte, qu'il n'y avait point d'assassin pour attenter à ses jours, il regretta le commandement général, intrigua fortement contre Menou et forma une opposition redoutable.

Menou, entièrement occupé de la colonisation et d'une multitude de réglements qui se succédaient presque sans interruption, ne comprit pas assez la population égyptienne; il eut la sottise de vouloir organiser en Egypte un gouvernement absolument semblable à celui de la France. Il alla même jusqu'à tenter l'établissement des bureaux d'octroi pour les villes; il mit des impôts sur la plupart des marchandises, sans s'apercevoir que tout le monde allait se ressentir de cet impôt, le vendeur, l'acheteur, le soldat lui-même, qui était obligé de se procurer toutes les choses nécessaires à la vie.

C'est au milieu de ces divisions et de ces causes de faiblesse qu'on apprit que les Français allaient être attaqués. Trois armées se disposaient à les expulser de l'Egypte : l'une, de dix-huit mille Européens commandés par des officiers anglais, sous les ordres de sir Ralph Abercromby; la seconde, sous le commandement du capitan-pacha, devait débarquer comme la première; la troisième, commandée par le grand-visir, honteux de la défaite d'Héliopolis, s'avançait de la Syrie et marchait sur le Caire par la rive droite du Nil.

Dans de semblables circonstances la prudence commandait de concentrer les troupes sur un point d'où elles pussent facilement se porter à l'endroit où le danger serait le plus grand. En examinant les bouches du Nil, on voit qu'il n'y a que deux lagunes sur lesquelles on puisse débarquer, l'une près d'Alexandrie, dans la baie d'A-

Digitized by Google

boukir, l'autre à une faible distance de Damiette. En plaçant un camp de huit à dix mille hommes à Ramanieh, il était facile de se porter sur tous les points menacés, puisqu'on était à une journée d'Alexandrie, à deux de Damiette et à quatre du lieu par où devait déboucher l'armée du désert.

Menou repoussa ce plan et voulut se maintenir au Caire comme dans un lieu central, d'où il pourrait se porter tantôt sur un point, tantôt sur un autre. A ses yeux, l'ennemi le plus prochain et le plus dangereux, c'étaient les vingt mille Turcs qui allaient déboucher de la Syrie et remonter vers le Caire. Cependant ces Turcs étaient loin d'être les plus à craindre.

Sur un canot anglais qui fut pris le 28 février 1801, en venant examiner la rade d'Aboukir, on trouva des papiers par lesquels on connut la force du débarquement et le lieu choisi pour l'opérer. Le général Friant, chargé de la défense d'Alexandrie, se hâta d'informer Menou du danger qu'il courait et de l'impossibilité où il serait de résister aux forces trop nombreuses des Anglais; il le conjurait d'accourir à son secours. Menou, qui avait encore le temps de le faire, ne croyant pas le point réellement menacé, envoya un renfort au général Rampon vers Damiette; il dirigea Reynier, avec sa division, vers Belbeis pour faire face au visir du côté de la Syrie, et achemina la division Lanusse vers Ramanieh. Il en retint même la 88e demi-brigade. C'est avec cet éparpillement de soldats qu'il prétendait tenir tête à des ennemis très nombreux.

Le 6 mars la flotte anglaise, forte de soixante-dix voiles, dont sept vaisseaux de ligne, vint se placer dans

Digitized by Google

la rade d'Aboukir, après avoir été tenue au large pendant plusieurs jours par un vent contraire. L'un des côtés de la rade était défendu par un fort; vers l'autre côté, un peu plus près du centre, se trouvait un monticule sur lequel Bonaparte avait ordonné d'élever un fortin; s'il eût été écouté, tout débarquement devenait impossible sur ce lieu. Le 8 mars, deux colonnes de chaloupes, portant cinq mille hommes, s'avançèrent malgré le feu de la mitraille et abordèrent. Le général Friant avait distribué ses quinze cents soldats le long de la côte, dans les lieux où le débarquement pouvait se pratiquer avec le plus de facilité. Lorsque les deux colonnes de chaloupes touchèrent terre, les soldats anglais, couchés jusqu'alors pour échapper aux coups de nos tirailleurs, s'élancèrent sur un monticule de sable, montèrent la rampe des côtes, et, protégés par la redoutable artillerie des canonnières, soutinrent avec une extrême vigueur l'attaque de notre 75e. Le général Friant commanda au 18e dragons de s'élancer avec force sur les Anglais qui débouchaient déjà dans la plaine et de les repousser. Cette charge ne s'exécuta que lentement et sans vivacité. Il n'y avait plus alors qu'un seul mouvement à opérer, la retraite. Les Anglais avaient eu onze cents morts ou blessés; nous avions quatre cents hommes hors de combat. Le 13 mars il y eut un nouvel engagement où les Anglais perdirent treize à quatorze cents hommes, et nous cinq cents. Devenu trop faible, Friant fut obligé de se retirer à Alexandrie. Cette journée fut la perte de l'Egypte. Les Anglais, demeurés maîtres du champ de bataille, assuraient alors qu'ils ne quitteraient pas l'Egypte avant que les Français en fussent chassés. Ils

Digitized by Google

avaient cependant encore de grandes difficultés à vaincre, et si Menou fût accouru comme il aurait dû le faire, le mal aurait encore pu être réparé.

Menou, ne jugeant pas la situation dangereuse, n'envoya que quelques centaines d'hommes; ce fut seulement en arrivant à Ramanieh qu'il mesura toute l'étendue du péril : il vit alors que les Anglais étaient dans une position formidable. Qu'on se représente une longue langue de sable environnée d'eau de chaque côté, coupée de distance en distance par des redoutes, la seule voie qui conduisît aux Anglais, et on se fera une idée de la difficulté de les jeter dans la mer.

Deux plans se présentaient naturellement : attaquer les ennemis, ou élever devant eux une forteresse et attendre leur attaque. Ce second parti valait beaucoup mieux, parce que nous avions une belle et valeureuse cavalerie, et les Anglais n'en possédaient pas; en attendant, on était assuré de choisir un champ de bataille convenable, tandis qu'en attaquant on se trouvait extrêmement gêné, et qu'il fallait enlever une suite de positions sur un terrain où la cavalerie ne pouvait agir. Le combat était d'autant moins nécessaire, qu'il y avait à l'entrée du désert des forces assez considérables pour arrêter les Turcs, s'ils avaient voulu déboucher. Cependant la bataille fut résolue. Le 21 mars 1801, les Français prirent les armes vers trois heures du matin. La journée commença mal pour eux, car deux corps, par une étrange méprise, se chargèrent et jetèrent la confusion dans le reste de l'armée. L'ordre s'étant enfin rétabli, on attaqua les Anglais avec une telle vigueur, qu'ils furent contraints de prendre la fuite. Notre cavalerie s'était lancée à leur

Digitized by Google

poursuite, quand elle fut arrêtée par une multitude de chausse-trapes. Un grand nombre de chevaux s'étant abattus, les Anglais firent volte-face, et contraignirent Menou à opérer la retraite.

Quoique la bataille n'eût pas été perdue, que l'ennemi eût même fait des pertes plus considérables que les nôtres et qu'il n'eût pas gagné un pouce de terrain, cependant la nécessité de battre en retraite, le découragement d'une armée habituée à vaincre, tout se réunissait pour produire l'effet d'une défaite. Dans les trois engagements, du 8, du 13 et du 21, nous avions eu trois mille cinq cents hommes mis hors de combat, dont un tiers était tué; un tiers était incapable de reprendre les armes, et un tiers pouvait dans quelques semaines prendre de nouveau rang dans l'armée. Tout cependant n'était pas perdu, il était encore temps de réunir toute l'armée à Ramanieh, de ne laisser que les invalides au Caire et d'attendre l'ennemi pour se porter sur les points qui seraient le plus menacés. Menou ne sut pas opérer ce mouvement. Du haut des murailles d'Alexandrie il cherchait sur la haute mer s'il ne voyait rien arriver, si Ganteaume, attendu avec tant d'impatience, ne venait pas. Ganteaume avait plusieurs fois tenté de quitter Toulon, et toujours de nouveaux obstacles avaient arrêté son départ. Lorsque notre armée au désespoir cherchait sur la haute mer notre drapeau sur un vaisseau amiral, il reposait encore au port.

Les Anglais, après s'être rendus maîtres du fort d'Aboukir, rembarquèrent six mille soldats de leur nation et six mille Albanais, et allèrent débarquer près de Rosette. Si Menou avait fait des travaux considérables autour d'Alexandrie depuis quinze jours de repos, il aurait

Digitized by Google

pu porter six mille hommes à Ramanieh et tenir tête à l'ennemi. Mais il était demeuré dans l'inaction, laissant ses troupes échelonnées et incertaines; il ne répondit même pas à l'appel du général Lagrange, commandant de Ramanieh, qui le conjurait d'accourir afin de résister aux Anglais. Lagrange, qui se trouvait à la tête de quatre mille hommes et aurait pu les arrêter encore, n'osa tenir dans ce poste important, l'abandonna et permit aux Anglais de s'y fortifier. Les troupes françaises furent alors coupées en deux corps incapables de se rejoindre et dès lors vaincues, car ces deux corps étaient trop faibles pour se défendre isolément

Le général Belliard, officier de très médiocre capacité, devait abandonner le Caire et tâcher de rejoindre Menou, et, s'il ne pouvait y parvenir, essayer de gagner Damiette où il pouvait se défendre. Il aima mieux rester au Caire, ville immense et fanatisée, dont la citadelle elle-même était incapable de résister à l'artillerie anglaise. Informé que le grand-visir arrivait sur le Caire, il quitta la ville pour marcher à la rencontre du chef musulman, qui, pour l'attirer à sa suite, fuyait toujours sans se laisser atteindre. Après deux jours de poursuite, il fallut retourner sur ses pas pour tenir tête aux Anglais, qui parurent enfin sous les murs de la capitale de l'Egypte. Le conseil assemblé pour arrêter les mesures de défense se trouva partagé; les uns voulaient qu'on sortît courageusement et qu'on se fît jour l'épée à la main; les autres proposaient de se défendre dans la place; d'autres enfin demandèrent à capituler, faisant surtout valoir la nécessité de délivrer cinq ou six mille blessés, malades, femmes ou enfants, qui autrement seraient exposés au danger de

Digitized by Google

périr au milieu d'une population qui s'agitait. On se détermina en effet à capituler. Les Anglais, qui avaient intérêt à ne se point montrer difficiles sur les conditions, consentaient non-seulement à transporter tous les Français du Caire sur les côtes de France et à accorder à l'armée tous les honneurs de la guerre, ils permirent encore à tous les musulmans attachés aux Français de les suivre, et se chargèrent de nourrir tout le monde pendant la traversée. La capitulation fut acceptée à ces conditions. S'il y avait quelque chose de honteux pour le soldat, il se consolait dans l'espérance de revoir bientôt une patrie qui lui était si chère.

Menou, qui était renfermé dans Alexandrie, résolut de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, et de renouveler, s'il était possible, l'héroïsme de Masséna à Gênes. La défense semblait inutile et sans but; elle eut cependant encore de grands résultats pour les négociations qui étaient entamées pour la paix entre la France et l'Angleterre. C'est ce qui consola Menou, et c'est le motif de justification qu'il apporta au premier consul lorsqu'il rentra en France.

C'en était fait de notre colonie d'Egypte. Cette tentative a été vivement blâmée par les uns, qui n'y ont vu qu'un acte téméraire. Si l'on juge de toutes choses par l'événement, nous avouons qu'il faut tout blâmer à cette époque. La grande tentative de Bonaparte de donner le Rhin pour limite à la France, quel résultat a-t-elle obtenu? aucun qui ait été durable. La tentative sur l'Egypte n'a pas eu de succès, mais elle était belle, grande, digne d'un puissant génie; elle devait nous accorder un

Digitized by Google

riche et vaste territoire, qui nous eût rendus les maîtres de la route des Indes.

L'amiral Ganteaume, sorti de Toulon une troisième fois, avec ordre de faire une démonstration sur Porto-Ferrajo, ville de l'île d'Elbe qui nous avait été concédée par les traités avec les puissances italiennes, lança quelques boulets sur cette place et se hâta de continuer sa route quelques instants encore. Une maladie s'était déclarée sur ses vaisseaux. Il divisa sa flotte en deux parties, chargea l'une des malades qu'il fit rétrograder vers Toulon, sous les ordres du contre-amiral Sinais, et continua lui-même sa route avec quatre vaisseaux et deux frégates. Par d'heureux détours, il parvint à échapper aux recherches des croiseurs anglais, et arriva en face de Derne, petit port situé à quelques journées d'Alexandrie, vers l'ouest, où il espérait débarquer sans obstacle, louer des chameaux aux Arabes et traverser le désert avec sa petite armée, forte seulement de deux mille hommes. Derne opposa une assez vive résistance : il fallut la canonner. L'amiral, comprenant que dans l'état où se trouvaient nos affaires en Afrique, il n'y avait rien à espérer en exposant deux mille hommes, si ce n'est un désastre plus grand, se détermina à reprendre le chemin de Toulon. La flotte anglaise ayant paru dans le lointain, il ne prit pas même le temps de lever ses ancres; il ordonna de couper les cordes qui les attachaient et de faire force de voiles. Dans sa marche, il rencontra le *Swiftsure,* gros vaisseau anglais, le canonna, s'en rendit maître et rentra à Toulon, le traînant à sa suite et le présentant comme une compensation de nos désastres. Le

Digitized by Google

Moniteur tint un langage analogue, afin de ne pas décourager nos marins, qui étaient accablés de l'infériorité de l'armée de terre.

L'amiral Sinais, que nous avons vu rentrer à Toulon avec les malades, reçut l'ordre de faire voile vers Cadix, pour rallier la flotte espagnole. Informé que les Anglais bloquaient le port de Cadix, il se retira dans la baie de Gibraltar, près d'Algésiras, où l'amiral anglais Sommarez le suivit. A la vue de la position de nos vaisseaux, il eut un moment l'espoir de renouveler le genre de combat d'Aboukir, si glorieux pour l'Angleterre, en faisant passer une partie de ses vaisseaux entre les nôtres et la terre. La flotte espagnole arriva heureusement, rallia la nôtre, et cent trente hommes étant descendus dans l'île Verte, empêchèrent ce mouvement, prirent même un des canots anglais et en coulèrent un autre. Les Anglais, sur toute la ligne, furent très maltraités, perdirent un vaisseau et en eurent deux incapables de servir pour le moment. Ils se hâtèrent de se retirer à Gibraltar pour réparer leurs avaries.

Quelques jours après, les Anglais eurent leur revanche sur la flotte espagnole, qui perdit deux vaisseaux. Dans cette affaire, le *Formidable,* vaisseau français qui n'avait plus que des tronçons de mâts et un nombre insuffisant d'hommes, soutint le combat contre cinq vaisseaux anglais. A l'aide de sa puissante artillerie, il abîma tellement le *Vénérable,* que celui-ci échoua. Il fit subir les plus grandes avaries aux autres bâtiments anglais, ce qui détermina Sommarez à se retirer à Gibraltar pour se réparer. Le capitaine Troude, l'un des officiers de notre flotte, rentra enfin à Cadix, où il fut reçu en triomphe.

Digitized by Google

Pendant que sur mer ces événements glorieux donnaient de la confiance à notre marine, nos troupes de terre s'avançaient vers le Portugal et se disposaient à remporter de nouveaux lauriers. Le prince de la Paix, qui était entré le premier en Portugal, avait poussé avec une extrême vigueur les Portugais et les avait contraints à demander à traiter; il fit la paix, obtint pour l'Espagne quinze millions et la place d'Olivença, et pour la France, la clôture de tous les ports du Portugal à tous les navires anglais, soit de guerre, soit de commerce.

Irrité d'un traité qui rendait à peu près illusoires les efforts de la campagne, le premier consul en témoigna un vif mécontentement, menaçant de briser la monarchie espagnole. Le prince de la Paix laissa à son tour entrevoir le dessein de l'Espagne de se rapprocher de l'Angleterre. Discutant alors avec cette dernière nation les préliminaires de la paix, et voulant obtenir d'elle les conditions les plus avantageuses, le premier consul sentit le besoin de ménager l'Espagne et de se l'attacher de plus en plus. C'est dans ce dessein qu'il recevait avec la plus grande pompe le jeune roi d'Étrurie et l'infante, son épouse. Tout en flattant le jeune roi d'Étrurie, qui avait si peu de valeur par lui-même et se conduisait en enfant, Bonaparte se servit de cette faiblesse de caractère pour discréditer le vieux sang des Bourbons : « Vous voyez, » dit-il assez publiquement à plusieurs membres du » gouvernement, vous voyez ce que sont ces princes » issus du vieux sang, et surtout ceux qui ont été élevés » dans les cours du Midi. Comment leur confier le gou- » vernement des peuples? Du reste, il n'est pas mal d'a- » voir montré à la France cet échantillon des Bourbons.

Digitized by Google

» On aura pu juger si ces anciennes dynasties sont au » niveau des difficultés d'un siècle comme le nôtre. »

Au milieu des fêtes brillantes qui plaçaient le premier consul à la hauteur des premiers souverains de l'Europe, les négociations avec Londres se poursuivaient avec d'autant plus d'activité, que les Anglais désiraient la paix encore plus que les Français. L'Angleterre, que nous atteignions ainsi, avait fait avec la Russie un traité qui, sans contenir intégralement tous les principes que nous défendions relativement aux neutres, faisait cependant sur ce point des concessions assez importantes pour que nous nous croyions obligés de les rapporter; on en comprendra d'autant mieux comment cette grande question avait marché :

« 1° Les neutres pouvaient naviguer librement entre les ports du globe, même ceux des nations belligérantes. Ils pouvaient, suivant l'usage, y apporter tout, excepté la contrebande dite de guerre. La définition de cette contrebande était faite dans les intérêts russes. Ainsi les céréales, les matières navales, autrefois interdites aux neutres, n'étaient plus comprises dans la contrebande de guerre, ce qui était fort important pour la Russie, qui produit des chanvres, des goudrons, des fers, des bois de mâture, des blés. Sur ce point, l'un des plus importants du droit maritime, la Russie avait défendu les libertés du commerce général en défendant les intérêts de son commerce particulier.

» 2° Le pavillon ne couvrait pas la marchandise, à moins que cette marchandise n'eût été acquise pour le compte du commerçant neutre. Ainsi du café provenant des colonies françaises, des lingots exportés des

Digitized by Google

colonies espagnoles, n'étaient pas saisissables, s'ils étaient devenus la propriété d'un Danois ou d'un Russe. Il est bien vrai que cette réserve sauvait, dans la pratique, une partie du commerce neutre ; mais la Russie sacrifiait le premier principe du droit maritime, le pavillon couvre la marchandise, et ne soutenait pas le noble rôle qu'elle avait entrepris de jouer sous Paul et sous Catherine. Cette protection du faible, si ambitionnée par elle sur le continent, était tristement abandonnée sur les mers.

» 3° Les neutres, quoique pouvant naviguer librement, devaient s'arrêter, suivant l'usage, à l'entrée d'un port bloqué, mais bloqué réellement, avec danger imminent de forcer le blocus. Sous ce rapport, le grand principe du blocus réel était rigoureusement maintenu.

» 4° Enfin le droit de visite, sujet de tant de contestations, cause déterminante de la dernière ligue du Nord, était entendu d'une manière peu honorable pour le pavillon neutre. Ainsi on n'avait jamais voulu admettre que des bâtiments de commerce, convoyés par un vaisseau de l'Etat, lequel attestait par sa présence leur nationalité et surtout l'absence de toute contrebande à leur bord, pussent être visités. La dignité du pavillon militaire n'admettait pas en effet qu'un capitaine de vaisseau, peut-être un amiral, pussent être approchés par un corsaire pourvu d'une simple lettre de marque. Le cabinet russe crut sauver la dignité du pavillon au moyen d'une distinction. Il fut décidé que le droit de visite, à l'égard des bâtiments de commerce convoyés, ne s'exercerait plus par tous les navires indistinctement, mais par les navires de guerre seuls. Un corsaire, muni d'une

Digitized by Google

simple lettre de marine, n'avait pas le droit d'arrêter et d'interpeller un convoi escorté par un vaisseau de guerre. »

Forte de son traité avec la Russie et de l'heureuse descente de ses troupes en Egypte, l'Angleterre demandait l'abandon de l'Egypte à la Porte, et pour elle-même l'île de Malte dans la Méditerranée, l'Indostan et Ceylan dans les Indes, la Martinique ou la Trinité dans les Antilles; elle rendait donc le cap de Bonne-Espérance à la Hollande, plus les parties du continent de l'Amérique méridionale qu'on lui avait prises, telles que Surinam, Démérary, Berbice, Essequibo.

Pour épouvanter l'Angleterre et lui arracher des conditions tolérables, Bonaparte fit paraître dans le *Moniteur* un article où, après avoir raconté avec complaisance l'heureuse descente de nos chaloupes canonnières des ports du Calvados, de la Seine-Inférieure, etc., dans le port de Boulogne, il déclarait que cette ville allait devenir le centre d'une grande opération navale, par laquelle il jetterait cent mille hommes en Angleterre. En même temps il publiait des articles très vigoureux dans le *Moniteur* pour effrayer l'Europe et lui montrer le but réel de l'orgueil britannique. « Pourquoi, disait-il, placer la ques-» tion dans ces termes extrêmes? pourquoi ne pas mettre » fin aux maux de l'humanité? pourquoi risquer le sort » de deux grands peuples? » Le premier consul terminait l'une de ces allocutions par ces paroles si singulières et si belles, qui devaient avoir un jour une si triste application à lui-même : « Heureuses, s'écriait-il, heureuses » les nations, lorsqu'arrivées à un haut point de prospé-» rité, elles ont des gouvernements sages qui n'exposent

Digitized by Google

» pas tant d'avantages aux caprices et aux vicissitudes » d'un seul coup de la fortune ! »

Sans trop s'inquiéter de ces menaces, le cabinet anglais avait fini par nous faire des concessions, en nous abandonnant le Cap et Malte ; mais il ne se contentait plus d'avoir les possessions hollandaises de l'Inde, il voulait encore avoir ce que cette république possédait en Amérique. Le premier consul adressa alors une instruction très positive à notre ambassadeur à Londres. « Le gou» vernement britannique, dit-il, demande à conserver » dans les Antilles des îles qu'il y a nouvellement acqui» ses, et cela sous le prétexte qu'elles seraient nécessaires » à la conservation de ses anciennes possessions. Or, sous » aucun rapport, cette convenance ne peut s'entendre de » l'île de la Trinité. Eloignez donc toute discussion à cet » égard. La Trinité serait, par sa position, non un moyen » de défense pour les colonies anglaises, mais un moyen » d'attaque contre le continent espagnol. L'acquisition » serait d'ailleurs, pour le gouvernement britannique, » d'une importance et d'une valeur qui passeraient toute » mesure. La discussion ne peut porter que sur Curaçao, » Tabago, Sainte-Lucie ou quelqu'autre île de la même » espèce. Quoique ces deux dernières soient françaises, » le gouvernement pourrait être amené à en abandonner » une, et peut-être l'orgueil national en Angleterre serait» il flatté de conserver ainsi quelqu'une de nos dépouilles » coloniales. Vous ne manquerez pas, citoyen, de relever la valeur des îles dont la cession peut être consen» tie par nous, et particulièrement de Tabago. Cette île, » naguère anglaise, n'est encore habitée que par des » planteurs anglais ; toutes ses relations sont anglaises ;

Digitized by Google

» son sol est neuf et son commerce est susceptible d'un » grand développement. »

Outré du langage des journaux anglais, Otto avait, en déposant son ultimatum, demandé ses passeports pour retourner en France, si l'Angleterre ne voulait modifier ses prétentions. Lorsque le gouvernement britannique faisait valoir ses succès en Egypte, Bonaparte répondait par nos avantages en Portugal. C'est précisément dans ces circonstances que l'Espagne concluait la paix avec le Portugal, traité qui, comme nous l'avons dit, avait d'autant plus irrité le premier consul, qu'il renversait tous ses plans. Talleyrand blâma cet emportement et conseilla d'atteindre l'Espagne en abandonnant l'île de la Trinité aux Anglais.

L'Angleterre jouissait de l'affaiblissement de nos forces morales, et du traité de paix entre l'Espagne et le Portugal, lorsqu'il lui parvint la nouvelle d'un succès bien plus heureux, celui de la capitulation du Caire. L'Egypte, que nous avions fait valoir, lui paraissait perdue pour la France, et elle s'inquiétait assez peu de la présence de Menou à Alexandrie.

Le ministère anglais, regardant comme une pure fanfaronnade la menace de nos canonnières réunies à Boulogne, ordonna à l'audacieux amiral Nelson de les détruire. Pendant seize heures, cet homme de guerre si fameux ne cessa de bombarder notre flottille, sans pouvoir lui causer aucun dommage, et excita même les rires de nos soldats, qui voyaient les bombes des Anglais passer par dessus leurs têtes. Une de nos canonnières ayant été percée par le milieu, les soldats qu'elle portait passèrent aussitôt sur un autre navire, tandis que quel-

Digitized by Google

ques marins traînaient le bateau avarié sur le sable afin de ne pas le laisser périr. Honteux de l'inutilité de leur attaque et de la perte de quelques guerriers, les Anglais se retirèrent avec la menace de revenir plus puissants. Profitant de l'expérience d'un premier combat, nos canonnières se préparèrent de leur côté à bien recevoir l'ennemi; elles augmentèrent leurs moyens de défense.

La flotte anglaise arriva en effet quelques jours après en quatre divisions, pensant surprendre notre flottille, qu'une canonnière jetée en avant pour surveiller l'ennemi, avertit de la marche de nos adversaires. Notre aile gauche fut attaquée avec beaucoup de violence; mais, grâce à la mitraille qui partait de terre, grâce aussi à la présence de nos soldats qui se battaient sur les chaloupes comme sur terre, les Anglais durent céder sur ce point.

La première division anglaise qui, entraînée par la marée, n'était venue que fort tard attaquer notre aile droite, fut reçue par un feu extrêmement meurtrier, parti du rivage. Les marins anglais se précipitèrent, malgré la vivacité de notre feu, sur la canonnière le *Volcan,* qui empêchait de passer derrière notre flottille; ils parvinrent à couper deux des câbles qui tenaient le *Volcan*, heureusement le troisième, qui était en fer, ne put être brisé. Cependant nos canons faisaient un ravage épouvantable parmi les Anglais; la mer était couverte de mâts, de cordages, de cadavres flottants. Le jour commençait à paraître; Nelson ayant fait de grandes pertes sans avoir obtenu, en compensation, aucun avantage sérieux, se détermina à se retirer.

On a dit qu'effrayée de l'inutilité des deux tentatives faites par le plus fameux des marins anglais contre nos

Digitized by Google

canonnières, l'Angleterre craignit de nous voir devenir aussi forts sur mer que sur terre, et qu'elle avait ainsi consenti à signer la paix; ce qui la gagna, c'est la concession importante faite par la France d'abandonner l'île de la Trinité, qui appartenait à l'Espagne. Afin de ne pas retarder plus longtemps l'attente de deux grands peuples, la paix fut signée sous forme de préliminaire. L'Angleterre restituait à la France et à ses alliés, c'est-à-dire à l'Espagne et à la Hollande, toutes les conquêtes maritimes qu'elle avait faites, à l'exception des îles de Ceylan et de la Trinité qui lui étaient définitivement acquises.

Si l'Angleterre rendait le cap Démérary, Berbice, Essequibo et Surinam aux Hollandais, la Martinique et la Guadeloupe aux Français, Minorque aux Espagnols, Malte à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, elle conservait le vaste continent de l'Inde et Ceylan, qui en était le complément nécessaire; elle avait la Trinité, qui lui donnait une belle position dans les Antilles. Mais si l'Angleterre s'enorgueillissait de ces conquêtes, la France pouvait aussi se féliciter; car elle avait ajouté à l'étendue de ses rivages les côtes de la Flandre, de la Hollande, de l'Espagne et de l'Italie, pays entièrement soumis à son influence.

Jamais peut-être paix ne fut reçue avec plus d'enthousiasme que celle-ci. Les diligences qui partaient de Londres avec cette inscription en gros caractères : PAIX AVEC LA FRANCE, étaient arrêtées par le peuple qui voulait s'assurer si l'inscription n'était pas trompeuse; et lorsque les voyageurs affirmaient la grande nouvelle, la population les pressait sur son cœur; elle voulait même dété-

Digitized by Google

ler les chevaux pour traîner les équipages; on ne rêvait que bonheur : chacun se créait une nouvelle félicité. Il restait cependant encore un doute : le gouvernement français ratifierait-il le traité? Lorsque le général Lauriston apporta la ratification, les habitants de Londres se livrèrent à des scènes difficiles à décrire.

Quelques heures après la signature des préliminaires de paix, arrivait à Londres une nouvelle bien fâcheuse pour nos armes. La ville d'Alexandrie venait de se rendre. « Ce courrier, dit lord Hawkesbury à Otto, nous est arrivé huit heures après la signature du traité : tant mieux; s'il fût arrivé plus tôt, nous aurions été forcés par l'opinion publique d'être plus exigeants, et la négociation eût été probablement rompue. La paix vaut mieux qu'une île de plus ou de moins. »

La ville d'Amiens fut désignée pour terminer le traité de paix, dont les préliminaires seulement avaient été rédigés à Londres. Joseph Bonaparte, qui avait déjà signé le traité de Lunéville, et qui, par la douceur de son caractère et la finesse de son esprit, possédait les qualités d'un plénipotentiaire, fut encore appelé à signer à celui d'Amiens On remarque que Talleyrand conçut un peu de jalousie de voir recueillir par un autre l'honneur d'une affaire qu'il avait conduite avec la plus grande habileté.

Une foule de traités se succédèrent alors avec la plus grande rapidité. Lucien en signa un à Madrid avec le Portugal, puissance qui s'engageait à payer une indemnité pour les frais de la guerre, à nous céder quelques avantages commerciaux et la faveur d'être traités comme les nations les plus favorisées. L'exclusion des vaisseaux

Digitized by Google

anglais des ports du Portugal fut aussi admise jusqu'à la signature définitive de la paix entre la France et l'Angleterre.

L'évacuation de l'Egypte rétablit les anciennes relations de la France avec la Turquie, les régences de Tunis et d'Alger. La Bavière abandonna tout ce qu'elle possédait autrefois sur la rive gauche du Rhin, à condition que la France emploierait son influence pour lui faire obtenir une compensation suffisante en Allemagne.

Il se fit aussi avec la Russie deux traités; par le premier, que l'on rendit public, les relations d'amitié furent établies entre les deux gouvernements, qui se promettaient de ne pas permettre que leurs sujets émigrés entretinssent des manœuvres subversives contre leur patrie respective. Par le traité secret, les deux puissances s'engageaient à faire obtenir aux petits princes de l'Allemagne une indemnité convenable pour les pertes qu'ils avaient essuyées; les Etats de Naples devaient être évacués à la pacification générale; on se promettait de s'entendre à l'amiable sur les intérêts du roi de Sardaigne quand il y aurait lieu et de la manière la plus compatible avec l'état actuel des choses.

Afin d'augmenter encore l'effet immense produit dans toute la France par ces traités conclus à de très courts intervalles et publiés avec la plus grande solennité, le premier consul fit célébrer une grande fête à laquelle prirent part beaucoup d'illustres étrangers, jaloux de voir un homme dont le nom, naguère inconnu, parvenait jusqu'aux extrémités de l'univers. Londres donnait de son côté une fête magnifique, où l'on remarquait les toasts, déjà en usage, qui excitaient le délire des grands et du peuple.

Digitized by Google

§ V. *Résumé de l'histoire de l'Eglise catholique et du schisme depuis l'établissement de la constitution civile du clergé. — Histoire du Concordat.*

Quand un violent orage a dévasté une contrée, renversé les édifices, détruit les plantes, bouleversé le sol et qu'on veut réparer tant de ruines, on se plaît à jeter un coup-d'œil en arrière pour contempler la cause, le développement et la suite de tant de malheurs. Arrêtons-nous aussi un instant sur cette belle, cette grande Eglise de France qui venait de passer par de si rudes épreuves.

L'Eglise de France, depuis longtemps nourrie de principes d'indépendance vis-à-vis du Saint-Siége, s'était habituée à voir dans la royauté, dans les parlements, des puissances ayant caractère pour s'immiscer dans les choses spirituelles; d'où se forma une erreur qui ne voyait dans le Pape qu'un lien d'unité entre les chrétiens, mais un lien inerte, sans force pour rallier ou pour éloigner. Le Pape, dans ce système, ne possédait réellement pas la juridiction dont il a besoin pour gouverner l'Eglise. Ces idées, trop favorables à la formation d'une Eglise nationale, où, sous le nom hypocrite d'unité, on produisait une séparation aussi complète que l'anglicanisme, avaient eu pour auteur principal le jansénisme, qui avait donné le premier exemple de cette prétendue union en voulant demeurer uni au catholicisme, quand il se trouvait repoussé de son sein. La constitution civile du clergé faisait un pas immense de plus. D'après ses principes, l'Eglise de France allait devenir absolument indépendante de la Papauté, non-seulement dans le choix de ses pasteurs, de ses évêques, mais encore dans son gouvernement, puisque

Digitized by Google

l'évêque élu se contentait d'envoyer au Chef de l'Eglise un acte par lequel il disait qu'il était de sa communion.

Ces principes schismatiques furent repoussés par la partie saine du clergé français; sur cent trente-cinq évêques, quatre seulement signèrent la constitution civile; les autres protestèrent, prirent le chemin de l'exil ou furent jetés dans des cachots en attendant le glaive du bourreau. Le clergé de second ordre, les curés, les religieux surtout, ne montrèrent pas aussi généralement la même fidélité à leurs devoirs les plus impérieux. Un grand nombre, les uns par ambition, les autres par le besoin de vivre, quelques-uns par ignorance, cédèrent, et beaucoup devinrent bientôt d'ardents zélateurs de la constitution civile du clergé; et cette constitution parut tellement du goût de certains esprits, qu'elle devint chez eux une idée fixe que rien ne put détruire, ni les malheurs de la patrie, ni les persécutions des révolutionnaires, ni le concordat, ni le jugement solennel des pontifes et des évêques. On peut dire qu'alors il y eut en France deux Eglises, l'une catholique et l'autre schismatique.

Nous avons vu ce que devint l'Eglise catholique, privée de ses biens, chassée de ses sanctuaires, persécutée de toute part, obligée d'aller chercher un asile chez l'étranger. Les prêtres qui préférèrent rester sur le sol de la patrie pour consoler les malheureux, visiter les malades, donner les services de la religion à la masse de la nation demeurée fidèle à la véritable foi, menèrent la vie la plus tourmentée, ne voyageant que la nuit par des chemins détournés, choisissant pour retraites les forêts, les cavernes; ces prêtres furent des martyrs de la charité et du dévouement. Ils montrèrent que rien, ni la persécution,

Digitized by Google

ni la souffrance, ni la nudité, ni la faim, ni la soif, ni la prison, ni la mort, n'est capable d'abattre le vrai soldat de Jésus-Christ.

Les schismatiques, d'abord gorgés de biens et d'honneurs, furent bientôt privés de ces avantages temporels. Aussi un grand nombre d'entre eux renoncèrent à tout sentiment chrétien, abjurèrent leur caractère de prêtre, d'évêque, et donnèrent au monde le plus affreux des scandales. Plusieurs, cependant, se montrèrent attachés à leurs idées schismatiques et se présentèrent à leur tour comme des martyrs de la foi. En 1797, quand les folies du culte de la Raison furent passées et qu'on eut accordé un peu de tolérance au christianisme, les schismatiques se réunirent en concile national le 15 août. Il s'y trouva vingt-six évêques schismatiques, dix prêtres fondés de pouvoirs, cinq représentants des siéges censés vacants. Cette assemblée s'occupa du soin de mettre la discipline et la liturgie en rapport complet avec la constitution civile du clergé.

Depuis ce moment, les prêtres constitutionnels ne cessèrent de s'agiter; ils établirent des évêques dans les départements où il n'y en avait plus, ils essayèrent de relever leur culte.

Cependant le Consulat venait d'être établi : l'Eglise jouissait d'un peu de repos; on parlait des sympathies du premier consul pour le Chef suprême de la catholicité. Les constitutionnels voyant alors le danger qui les menaçait, employèrent toutes les manœuvres imaginables pour attirer l'attention et se faire passer pour bons catholiques unis au Saint-Siége, mais amis du gallicanisme. Afin, s'il était possible, d'amener à eux le premier con-

Digitized by Google

sul, ils tinrent un nouveau concile dans le but d'organiser l'Eglise gallicane. Les circulaires où l'hypocrisie le disputait au prétendu patriotisme, furent répandues de tous les côtés. Des commissions se formèrent pour tout diriger en vue de la constitution gallicane. Lois, mœurs, discipline, liturgie, instruction, sacerdoce, tout fut réuni. Il devait, disaient les constitutionnels, sortir de cette réunion savante un code religieux plus complet que ce qu'avaient jamais produit les conciles les plus fameux. Le premier consul laissait faire, parce qu'il espérait se servir de cette démonstration pour obtenir de plus grandes concessions de Pie VII. Quand le concordat fut arrêté, on donna au concile constitutionnel l'ordre de cesser ses réunions; il se dispersa aussitôt.

Dans le cours de l'histoire de l'Eglise de France pendant ses plus mauvais jours, il n'est personne qui n'ait reconnu la puissance des idées catholiques et la difficulté de les vaincre. La société formée à l'école de Voltaire s'était persuadé que le catholicisme s'écroulerait lorsqu'il n'aurait plus l'appui de la puissance temporelle, lorsque le clergé serait dépouillé de cette grandeur mondaine qui parle aux yeux sans pouvoir convaincre les esprits. L'Eglise catholique de France avait été exposée à la plus rude épreuve; son clergé avait été dépouillé, jeté en prison, conduit à l'échafaud, ou obligé de chercher un refuge sur la terre d'exil. Mais le catholicisme, en France, avait résisté à toutes les attaques. Bonaparte n'ignorait pas que la masse de la nation regrettait le vieil autel autour duquel s'étaient tant de fois agenouillés les vieillards et les jeunes gens; il savait d'ailleurs qu'une nation ne peut vivre sans Dieu; qu'il

Digitized by Google

faut à un peuple une religion. Eût-il ignoré ce principe, le peuple qu'il voulait régénérer et ramener à de meilleurs sentiments, à un gouvernement pratique, le lui eût rappelé. Toutes les classes aspiraient vers une religion; il n'y avait personne qui n'en sentît la nécessité. Bonaparte était bien persuadé de cette nécessité; le besoin de Dieu parlait à sa nature. Quand il s'entretenait avec quelques athées de son siècle, tel que Monge, il s'exprimait avec une puissance de raison qui les réduisait au silence. Avec cette fermeté de vue qui lui était propre, Bonaparte ne voyait pas d'autre religion que le catholicisme, où il trouvait tous les grands principes qui peuvent fonder un grand peuple : pureté dans la morale, sagesse profonde dans le gouvernement, unité dans le dogme, autorité partout. Si jamais il y a eu un code de doctrine fait, à parler humainement, pour mériter l'assentiment du genre humain, c'est sans contredit celui de l'Eglise catholique. Ce n'est plus l'opinion d'une secte, d'un faible corps, des prêtres d'un royaume; c'est le fruit des réflexions des hommes les plus sages de l'univers, car l'épiscopat catholique, composé des plus grandes lumières du monde dans toutes les parties du globe, a concouru, dans ses conciles généraux, à défendre la saine morale, à établir la plus sage discipline. Depuis saint Justin le philosophe jusqu'à Bossuet et Fénelon, l'Eglise a sans cesse marché sans jamais se démentir, et a offert au monde un spectacle qu'il n'avait pas connu. Le catholicisme devait donc être, pour un esprit comme celui de Bonaparte, la religion qu'il pouvait désirer.

Dans les hautes régions du pouvoir, quelques esprits prévenus, ne partageant pas la pensée du premier

Digitized by Google

consul, voulaient une forme de religion pour l'Etat, mais une forme vague, une liberté absolue de croyances, laissant les prêtres assermentés et non assermentés exercer le culte comme ils l'entendraient. Cette abstention complète de l'Etat était une chimère ; car l'Etat devait intervenir dans les querelles qui pourraient s'élever relativement aux temples. S'il devait intervenir, il se trouvait dans la nécessité de reconnaître les associations religieuses et leur organisation.

Quelques hommes influents, qui environnaient le premier consul, auraient voulu le rétablissement de l'Eglise constitutionnelle dont il eût été le chef ; mais il montrait la faiblesse de cette conception par le passé. Il savait d'ailleurs que le schisme était usé en France, que personne n'en voulait plus.

Quelques-uns murmuraient le protestantisme ; c'était, aux yeux du premier consul, vouloir le plus grand dissolvant qu'il soit possible d'imaginer. « Je suis bien » puissant aujourd'hui, s'écriait-il ; eh bien ! si je vou» lais changer la vieille religion de la France, elle se » dresserait contre moi et me vaincrait. Soyez-en sûrs, » si je me faisais l'ennemi de la religion, tout le pays se » mettrait avec elle et je changerais les indifférents en » croyants, en catholiques sincères. Je serais peut-être » moins raillé en voulant pousser au protestantisme qu'en » voulant me faire le patriarche d'une Eglise gallicane ; » mais je deviendrais bientôt l'objet de la haine publique. » Est-ce que le protestantisme est la vieille religion de la » France ? est-ce qu'il est la religion qui, après de lon» gues guerres civiles, après mille combats, l'a définiti» vement emporté comme plus conforme aux mœurs, au

Digitized by Google

» génie de notre nation? Ne voit-on pas ce qu'il y a de » violent à vouloir se mettre à la place d'un peuple pour » lui créer des goûts, des habitudes, des souvenirs même » qu'il n'a pas? Le principal charme d'une religion, » c'est celui des souvenirs. Pour moi, disait un jour le » premier consul à l'un de ses interlocuteurs, je n'en- » tends jamais, à la Malmaison, la cloche du village voi- » sin sans être ému ; et qui pourrait être ému en France » dans ces prêches où personne n'est allé dans son en- » fance, et dont l'aspect froid et sévère convient si peu » aux mœurs de notre nation? On croit peut-être que » c'est un avantage de ne pas dépendre d'un chef étran- » ger. On se trompe. Il faut un chef partout, en toutes » choses. Il n'y a pas une plus admirable institution que » celle qui maintient l'unité de la foi et prévient, autant » du moins qu'il est possible, les querelles religieuses. » Il n'y a rien de plus odieux qu'une foule de sectes, se » disputant, s'invectivant, se combattant à main armée » lorsqu'elles sont dans leurs premières chaleurs, ou, si » elles ont pris l'habitude de vivre à côté les unes des » autres, se regardant d'un œil jaloux, formant dans » l'Etat des coteries qui se soutiennent, poussent leurs » sujets, écartent ceux des sectes rivales et donnent au » gouvernement des embarras de toute espèce. Les que- » relles de sectes sont les plus insupportables que l'on » connaisse. »

Malgré les grandes difficultés attachées au rétablissement du catholicisme en France, Bonaparte ne résolut pas moins de le faire reconnaître; mais pour cela il prétendait donner à la discipline des bases nouvelles, et cependant, autant que possible, accommodées aux anciens

Digitized by Google

usages de la nation française. Afin de mettre l'Eglise en harmonie avec la situation nouvelle de la société civile, il désirait refondre entièrement les diocèses, en réduire le nombre à soixante, composer un clergé de prêtres assermentés et d'ecclésiastiques non assermentés, de manière à amener une fusion complète entre le clergé français; faire déclarer par le Pape que les biens de l'ancien clergé étaient incommutablement aliénés, afin de rassurer la conscience des acquéreurs de biens de l'Eglise; enfin faire obtenir le pardon et la condescendance de l'Eglise à tous les prêtres qui s'étaient mariés.

Ce plan, à peine enfanté dans la tête du premier consul, semblait devoir être réalisé en un moment. Combien d'obstacles cependant devaient encore se multiplier avant qu'il pût être mis à exécution.

Le pape Pie VII, l'un des plus vénérables pontifes qui aient occupé la chaire suprême, aimait le général Bonaparte, qu'il avait vu en Italie pendant qu'il était encore assis sur le siége d'Imola. Les services que ce pieux évêque, rempli de charité, avait rendus à nos soldats l'avaient fait chérir du premier consul. Lorsque Bonaparte était en Italie, après la fameuse bataille de Marengo, il avait fait dire à Pie VII « qu'en attendant des » arrangements ultérieurs, la paix entre la France et » Rome existerait de fait sur le pied du traité de Tolen- » tino, signé en 1797; qu'il ne serait plus parlé de la » république romaine inventée par le Directoire; que le » Saint-Siége serait rétabli et reconnu par les Français » comme dans les anciens temps. » Quant à la question de savoir si on rendrait à l'Eglise les trois grandes pro-

Digitized by Google

vinces perdues, Bologne, Ferrare, la Romagne, on n'en avait pas dit un mot.

Le Pape avait alors pour ministre dirigeant Mgr Consalvi, esprit fin, délié, qui savait parfaitement juger les hommes, et qui avait regardé Bonaparte comme l'homme destiné par la Providence à rétablir l'ordre en France. Consalvi avait déterminé le Pape à envoyer Mgr Spina, prêtre génois, auprès du premier consul, avec les représentants des autres grandes nations, sans cependant avouer encore son caractère avant d'avoir reconnu les dispositions du gouvernement français à son égard. Se voyant bien accueilli, Spina prit la qualité de représentant du Saint-Siége et fit pressentir les dispositions du premier consul relativement aux Légations. Ce qui l'avait enhardi, c'était une parole sortie de la bouche de Bonaparte : « Que le Saint-Siége, disait-il souvent, s'en fie à » moi, qu'il se jette dans mes bras, et je serai pour l'E» glise un nouveau Charlemagne. » — « S'il est un nou» veau Charlemagne, répondaient les prêtres romains, » qu'il le prouve en nous rendant le patrimoine de » Saint-Pierre. »

Ce qui intéressait le Pape beaucoup plus que les Légations, c'était le rétablissement du catholicisme en France. L'abbé Bernier, cet habile pacificateur des provinces de l'Ouest, avait écrit plusieurs fois au premier consul que le seul moyen de rendre la France paisible, c'était le rétablissement de la religion catholique. Afin de persuader que cela pouvait se faire aisément, il ne parlait que de l'intégrité du dogme, et promettait que le Saint-Siége accepterait tous les changements de discipline qu'on lui

Digitized by Google

demanderait. Il parvint à obtenir du premier consul les bases d'un concordat qui renfermait en substance : « Démission imposée à tous les évêques anciens titulaires ; nouvelles circonscriptions diocésaines ; soixante siéges au lieu de cent cinquante-huit ; composition d'un clergé nouveau, formé d'ecclésiastiques de tous les partis ; nomination de ce clergé par le premier consul, institution par le Pape ; promesse de soumission au gouvernement établi ; salaire sur le budget de l'Etat, renonciation aux biens de l'Eglise et reconnaissance complète de la vente de ces biens ; police des cultes déférée à l'autorité civile, représentée par le Conseil d'Etat ; enfin pardon de l'Eglise aux prêtres mariés, et leur réunion à la communion catholique. »

Lorsqu'on présenta ce projet à Mgr Spina, il en fut épouvanté. Il voulait qu'on établît une religion d'Etat ; il représentait que jamais on n'avait vu le Pape briser ainsi un épiscopat tout entier ; il pensait qu'on devait maintenir les anciens évêques sur leurs siéges lorsqu'ils n'étaient point ennemis du nouvel ordre de choses, et faire administrer les diocèses des autres évêques par des vicaires apostoliques. La mort réduirait peu à peu le nombre des évêchés et amènerait ainsi sans secousse et sans violence l'Eglise de France au point où le premier consul la désirait.

Le caractère impétueux de Bonaparte, incapable de supporter ces lenteurs, s'irritait profondément ; c'étaient des transports de colère qui effrayaient l'abbé Bernier sur une question si chère à son cœur, beaucoup plus chère que la pacification de l'Ouest. Pour adoucir le premier consul, il lui conseilla de faire rédiger un projet

Digitized by Google

sur le plan qu'il avait proposé et de le soumettre ensuite à la cour pontificale. Bonaparte confia ce soin à deux anciens membres du clergé, à Talleyrand et à d'Hauterive; le premier, ancien évêque catholique, puis constitutionnel, enfin apostat de la cléricature; le second, ancien ecclésiastique qui, ayant reçu les ordres sacrés, avait aussi renoncé à son état. L'abbé Bernier travailla à cette œuvre conjointement avec d'Hauterive, et il en sortit, à de légères modifications près, la célèbre convention connue sous le nom de Concordat.

Lorsque le projet, complétement rédigé, fut présenté à Mgr Spina, il en fut consterné; il offrit de l'envoyer à sa cour, mais il refusa de le signer. « Pourquoi, lui » disait-on, refusez-vous de le signer? Serait-ce que » vous n'avez pas de pouvoirs? Alors, que faites-vous à » Paris depuis six mois? Pourquoi affecter un rôle de » négociateur que vous ne pouvez pas remplir jusqu'à » son terme nécessaire, c'est-à-dire, à une conclusion? » Ou bien trouvez-vous le projet inadmissible? Alors, » osez le déclarer, et le cabinet français, qui ne peut ac- » corder d'autres conditions, cessera de négocier avec » vous; il rompra ou ne rompra pas avec le Saint-Siége, » mais il en finira avec Mgr Spina. »

Le prélat exhiba tous ses pouvoirs et répondit qu'un acte semblable n'était pas dans l'ordre de la diplomatie ordinaire, que c'était un acte essentiellement religieux, qu'il devait être purement et simplement adressé au Chef de l'Eglise, qui l'apprécierait à sa juste valeur.

Afin de préparer un accueil favorable au concordat, Bonaparte renvoya en Italie la statue de Notre-Dame de Lorette, qu'on avait placée dans une des salles de notre

Digitized by Google

musée comme une simple curiosité. Le public religieux, choqué de voir traiter avec cette légèreté un objet si précieux pour la piété, en murmurait. En renvoyant la statue, on satisfaisait donc les catholiques de France et on devait causer un contentement indicible au peuple si religieux de l'Italie. Il serait difficile de peindre la joie que manifesta le peuple de la Romagne lorsqu'il vit replacer la Madone dans le sanctuaire vénéré. C'est au milieu de la joie universelle, des bénédictions dont on comblait le premier consul, que le concordat arriva à Rome. Il y fut reçu beaucoup mieux qu'on ne s'y attendait; il fut remis entre les mains d'une commission qui y apporta des changements assez notables. De Cacault, notre ambassadeur à Rome, chargé spécialement de suivre cette négociation, trouva les modifications beaucoup trop profondes pour être admises par le gouvernement français. La première difficulté concernait toujours la religion d'Etat, que les cardinaux voulaient faire accepter. Le Pape eût plus facilement abandonné ce point; mais ce qui pesait le plus au Père commun des fidèles, c'était de se voir obligé d'immoler l'un des plus vénérables clergés du monde. Il écrivait au premier consul son embarras avec une expression si touchante, que Bonaparte dut être ému: « Dispensez-moi de déclarer publiquement que je des-» tituerai de vieux prélats qui ont souffert de cruelles » persécutions pour la cause de l'Eglise. D'abord, mon » droit est douteux; secondement, il m'en coûte de trai-» ter ainsi des ministres de l'autel malheureux et exilés. » Que répondriez-vous à ceux qui vous demanderaient » de sacrifier ces généraux dont vous êtes entouré et » dont le dévouement vous a rendu tant de fois victo-

Digitized by Google

» rieux? Le résultat que vous désirez obtenir sera le » même au fond, car la plupart des siéges, par mort ou » par démission, deviendront vacants. Vous les rempla- » cerez, et quant au petit nombre de ceux qui resteront » inoccupés par suite de refus de démission, nous n'y » nommerons pas encore de titulaires, mais nous les fe- » rons administrer par des vicaires dignes de votre con- » fiance et de la nôtre. »

Le premier consul regardait cette immolation comme absolument indispensable; il pensait que, dans l'état actuel de la France, l'ancien clergé serait un immense embarras pour le gouvernement; il commandait de conclure le plus tôt possible. De Cacault lui répondait : « Prenez un » peu de patience. Le Pape est le plus saint, le plus atta- » chant des hommes. Il veut vous satisfaire; mais don- » nez-lui en le temps. Il faut habituer son esprit et celui » des cardinaux aux propositions absolues que vous en- » voyez ici. On est à Rome plus croyant que vous ne le » pensez. Il faut mener cette cour avec douceur. Si nous » la brusquons, nous lui ferons perdre la tête; elle se » jettera dans une résolution de martyre, comme la seule » ressource de sa situation. »

Le premier consul, ennemi de toute lenteur, résolut d'épouvanter la cour romaine. Il fit venir à la Malmaison monsignor Spina et Talleyrand, se livra à la plus grande colère, et ordonna au premier d'écrire à sa cour que toute relation était rompue si, dans trois jours, le concordat n'était adopté purement et simplement; il dit au second de prescrire à Cacault de quitter Rome si, dans cet espace de temps, le concordat n'était pas admis. Lorsque ces nouvelles parvinrent à Rome, le projet de concordat

Digitized by Google

amendé par la cour romaine avait été envoyé à Paris.

Le premier consul trouva que le projet de concordat amendé était le sien pour le fond; qu'il y avait des changements si peu importants, qu'il serait facile de s'entendre. L'annonce de l'arrivée du cardinal Consalvi lui causa une grande joie; il ordonna de le traiter avec honneur, le logea aux frais du gouvernement et voulut fournir à ce qui lui était nécessaire. *La sirène italienne*, nom qu'on donnait à Consalvi, eut bientôt amené Bonaparte à accepter les principales modifications qu'il souhaitait.

L'annonce de la signature prochaine du concordat avait produit une vive sensation sur le clergé constitutionnel. Il s'était réuni en conciliabule à Paris, y avait fait du bruit; il répandait des écrits pour exciter les révolutionnaires. L'abbé Grégoire, ayant des relations spéciales avec les parents du premier consul, lui écrivit des lettres marquées du ton de la menace. Bonaparte donnait un libre cours à cette agitation, parce qu'il voulait épouvanter la cour de Rome et l'amener plus facilement à ses fins. Une fois le concordat obtenu, il se proposait de faire tout rentrer dans l'ordre. Talleyrand, qui avait été l'un des plus ardents zélateurs du rétablissement du catholicisme en France, était extrêmement hostile au concordat depuis que le Pape avait manifesté le dessein de ne pas étendre l'indulgence promise aux clercs mariés ou défroqués, jusqu'aux évêques et aux moines liés par des vœux particuliers.

Le premier consul, avant de faire signer définitivement le concordat, voulut tenir un grand conseil de tous les ministres et des trois consuls. On y fit toutes les objections qui couraient dans un certain monde; on dé-

Digitized by Google

clama contre les envahissements futurs du clergé, contre l'intolérance; Cambacérès démontra que le concordat mettant le clergé à la hauteur de la situation de la France, il n'y avait plus à craindre ni intolérance, ni envahissement; il fit voir que la profonde division religieuse allait cesser, que les biens du clergé saisis par la nation devaient obtenir une sécurité qu'ils n'avaient pas eue, puisqu'un grand nombre d'acquéreurs de ces biens avaient éprouvé de si grands remords à l'article de la mort, qu'ils les avaient restitués. Lebrun parla dans le même sens. Chacun fut enfin d'accord pour adopter l'un des actes les plus importants de l'Eglise catholique.

Voici les principales dispositions du concordat :

« La religion catholique s'exercera librement et publiquement en France, en se conformant aux ordonnances de police rendues dans l'intérêt de la sûreté publique. Le Saint-Siége déterminera, d'accord avec le gouvernement français, une nouvelle circonscription diocésaine. Au premier consul appartiendra la nomination des nouveaux évêques et archevêques, ainsi que celle des évêchés qui seront vacants plus tard, et dont les titulaires devront être canoniquement institués par le Pape. Les évêques prêteront, avant d'entrer en fonctions, le serment de fidélité, entre les mains du premier consul, selon la forme ordinaire; les ecclésiastiques du second rang, entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement. Les évêques feront une nouvelle circonscription des cures de leurs diocèses, qui seront soumises à l'autorisation du gouvernement. Le Pape promet de ne pas inquiéter les acquéreurs des biens ecclésiastiques vendus comme

Digitized by Google

» biens nationaux; par contre, le gouvernement s'engage » à donner aux évêques et aux curés un traitement con- » venable, et à autoriser les fondations nouvelles que les » fidèles voudront faire en faveur de l'Eglise. Le pre- » mier consul se réserve cette prérogative comme l'avait » l'ancien gouvernement. »

Le concordat fut porté à Rome par le cardinal Consalvi, et y causa la plus vive agitation. « Le Sacré-Col- » lége, disait de Cacault, doit concourir à la ratification; » tous les docteurs de premier ordre sont employés et en » mouvement. Le Saint-Père est dans l'agitation, l'in- » quiétude et le désir d'une jeune épouse qui n'ose se ré- » jouir du grand jour de son mariage. Jamais on n'a vu » la cour pontificale plus recueillie, plus sérieusement et » plus secrètement occupée de la nouveauté sur le point » d'éclore, sans que la France, dont il s'agit, pour la- » quelle on travaille, intrigue, promette, donne, ni brille » ici, suivant les anciens usages. Le premier consul jouira » bientôt de l'accomplissement de ses vues à l'égard de » l'accord avec le Saint-Siége, et cela sera arrivé d'une » manière nouvelle, simple et vraiment respectable.

» Ce sera l'ouvrage d'un héros et d'un saint, car le » Pape est d'une piété réelle.

» Il m'a dit plusieurs fois : « Soyez sûr que si la France, » au lieu d'être puissante, dominante, était dans l'abat- » tement et la faiblesse à l'égard de ses ennemis, je n'en » ferais pas moins tout ce que j'accorde aujourd'hui. »

» Je ne crois pas qu'il soit arrivé souvent qu'un si » grand résultat, d'où dépendront beaucoup désormais la » tranquillité de la France et le bonheur de l'Europe, ait » été obtenu sans violence comme sans corruption. »

Digitized by Google

Les sentiments du Chef de l'Eglise étaient profondément vrais. Il vivait au fond de son palais en anachorète, et n'avait d'autre ambition que celle de sauver l'Eglise et de la voir florissante. Le 15 août 1801, Pie VII donna sa ratification au concordat qui avait été adopté par le Sacré-Collége.

Le vénérable cardinal Caprara, qui avait rempli auprès de l'empereur Joseph II une mission très difficile, et qui était parvenu à empêcher bien du mal à l'Eglise, se rendit en France avec la qualité de *légat a latere*, c'est-à-dire d'envoyé du Pape, revêtu de la plupart des pouvoirs du souverain Pontife, afin de réorganiser l'Eglise de France. Il fut reçu avec les honneurs dus à son rang, à son âge et à sa haute capacité diplomatique.

Bonaparte, qui voulait tout trancher, et se persuadait que l'Eglise de France allait être rétablie en quelques jours, aurait voulu que tout fût terminé pour le 18 brumaire, jour désigné pour la pacification générale. Un *Te Deum* solennel eût été chanté à Notre-Dame; soixante évêques eussent été consacrés; la paix civile et la paix religieuse eussent été proclamées; c'eût été l'un des plus grands jours de nos annales. Mais le Pape ne voulait pas marcher avec une telle vitesse; il s'était engagé à demander la démission aux prélats français dispersés pour la plupart dans toute l'Europe. Presque tous accédèrent à la demande du Chef de l'Eglise, et en des termes que l'histoire doit conserver pour montrer ce qu'il y a de vie, de sainteté, de sublime dans le clergé catholique.

Mgr de Belloy, évêque de Marseille, donna le signal d'une complète abnégation. « Plein, disait-il, de véné-» ration et d'obéissance pour les décrets de Sa Sainteté,

Digitized by Google

» et voulant toujours lui être uni de cœur et d'esprit, je » n'hésite pas à remettre entre les mains du Saint-Père » ma démission de l'évêché de Marseille. Il suffit qu'elle » l'estime nécessaire à la conservation de la religion en » France pour que je m'y résigne. »

L'un des plus savants évêques du clergé français, l'historien de Bossuet et de Fénelon, l'évêque d'Alais, écrivait : « Heureux de pouvoir concourir par ma dé- » mission, autant qu'il est en moi, aux vues de sagesse, » de paix et de conciliation que Sa Sainteté s'est propo- » sées, je prie Dieu de bénir ses pieuses intentions et de » lui épargner les contradictions qui pourraient affliger » son cœur paternel. »

L'évêque d'Acqs écrivait au Saint-Père : « Je n'ai pas » balancé un moment à m'immoler dès que j'ai appris » que ce douloureux sacrifice était nécessaire à la paix » de la patrie et au triomphe de la religion. Qu'elle sorte » glorieuse de ses ruines, qu'elle s'élève, je ne dirai pas » seulement sur les débris de tous mes intérêts les plus » chers, de tous mes avantages temporels, mais sur mes » cendres mêmes, si je pouvais lui servir de victime ex- » piatoire. Que mes concitoyens reviennent à la con- » corde, à la foi et aux saintes mœurs. Jamais je ne for- » merai d'autres vœux pendant ma vie, et ma mort sera » trop heureuse si je les vois accomplis. »

Ces nobles démissions, qui se lisaient chaque jour dans le *Moniteur* à côté des traités de paix, faisaient sur la France une profonde impression. Il y avait cependant en Angleterre un certain nombre d'évêques, beaucoup trop imbus de certaines opinions politiques, qui refusèrent leur démission et formèrent ce qu'on nomma la

Digitized by Google

petite Eglise. Le Pape fut obligé de retirer, en vertu de son pouvoir souverain, la juridiction ecclésiastique dont ces prélats étaient revêtus. Ces actes amenèrent des longueurs qui rendirent impossibles la pacification de l'Eglise et la publication du concordat pour le 18 brumaire. Peu après, toutes les difficultés étaient levées du côté de la cour de Rome, les bulles étaient expédiées; le délai vint cette fois du gouvernement, qui se vit obligé de lutter contre les grands pouvoirs de l'Etat pour faire adopter le concordat comme loi française. Cette opposition se rattachait à d'autres mesures du gouvernement. Nous devons donc remettre au paragraphe suivant à raconter la conclusion de cette grande affaire.

§ VI. *Affaires intérieures jusqu'au Consulat à vie. — Etablissement de la république italienne (juillet 1801-août 1802).*

Tous les grands corps de l'Etat étaient sur le point de se réunir lorsque le premier consul avait conclu cette suite de traités qui étonnaient la France et l'Europe. La manière absolue dont il conduisait les affaires, les mesures despotiques, si contraires au régime républicain, qu'il faisait adopter, la restauration du catholicisme, avaient produit, dans certains esprits, contre Bonaparte une hostilité qui n'osait se montrer en plein jour. Le Corps législatif et le Tribunat, qui devaient, avec le premier consul ou le gouvernement, présenter des candidats pour les places vacantes au Sénat conservateur, choisirent ce terrain pour introduire des hommes opposés à Bonaparte et amener ainsi dans ce corps élec-

Digitized by Google

toral des choix qui lui fussent opposés. Grégoire, l'un des adversaires du concordat, et Daunou, ennemi du premier consul, furent présentés pour candidats, le premier par le Corps législatif et le second par le Tribunat. Le premier consul, non-seulement pour récompenser les généraux de leurs services, mais encore pour leur donner l'influence que l'armée doit posséder, présenta le général Jourdan, qui certes ne devait pas être soupçonné de servilisme. « Vous avez la paix, disait le gouvernement au » Sénat; vous la devez au sang que les généraux ont » versé en cent batailles. Prouvez-leur, en les appelant » dans votre sein, que la patrie n'est pas ingrate envers » eux. »

Sièyes, après avoir longtemps boudé dans la retraite, accourut pour agiter le Sénat et faire nommer Grégoire, qui fut, en effet, élu à une très grande majorité. Bonaparte sentit le coup comme il avait senti celui que le Corps législatif avait voulu lui porter en nommant pour son président le fameux Dupuis, auteur de l'ouvrage athée de l'*Origine des cultes*. Quoique Dupuis ne fût pas aussi hostile à la restauration du catholicisme qu'on aurait pu le supposer, qu'il eût même déclaré au premier consul que le rétablissement de la religion catholique en France était une nécessité, ses dispositions étaient généralement méconnues; sa nomination avait eu évidemment pour objet de faire repousser le concordat

Enhardi par ces actes, le Tribunat résolut d'attaquer avec violence tout ce qui pourrait s'écarter des principes d'un sévère républicanisme. La présentation du traité passé avec la Russie donna lieu à une scène violente, parce qu'on donnait le nom de *sujets* aux Français.

Digitized by Google

Au mot *sujet*, le tribun Thibaut s'élança à la tribune. « Il s'est glissé, dit-il, dans le texte de ce traité une ex- » pression inadmissible dans notre langue, et qui ne » saurait y être supportée. Il s'agit du mot *sujets*, appli- » qué aux citoyens de l'un des deux Etats. Une répu- » blique n'a point de sujets, mais des citoyens. C'est » sans doute une erreur de rédaction, mais il est indis- » pensable de la réparer. »

Ces paroles produisirent une profonde impression. Vainement Costaz prouva, le dictionnaire de l'Académie à la main, que le mot *sujet* s'appliquait aussi bien aux citoyens d'une république qu'à ceux des monarchies : le Tribunat, tout en reconnaissant que l'expression était juste, blâma le premier consul de l'avoir employée.

Le Tribunat sentait l'impossibilité de repousser le traité de paix pour un mot qui déplaisait. « Par amour » pour la paix, le Tribunat adopte le traité conclu avec » la Russie; » telles furent les expressions de ce corps turbulent.

Un autre projet beaucoup plus important venait d'être présenté au Tribunat. Lorsque la France eut proclamé le grand principe de l'égalité civile, il lui fallait évidemment une nouvelle législation qui eût ce caractère d'unité, d'égalité applicable à tous sans distinction d'origine, de rang, de condition. Les bouleversements révolutionnaires n'avaient point permis de satisfaire ce besoin. Quand Bonaparte fut à la tête du gouvernement en qualité de premier consul, il s'occupa d'une manière toute spéciale de cette grande œuvre, entendit les premiers magistrats, exposa ses vues aux plus savants jurisconsultes, et enfin nomma une commission composée de

Digitized by Google

Tronchet, Bigot de Préameneu, Portalis et Malleville pour rédiger le projet de Code civil qu'il avait en vue. Quand le projet fut fait, il le livra à la critique de la Cour de cassation, des tribunaux d'appel et de l'opinion publique. Les approbations et les critiques furent envoyées au Conseil d'Etat, qui nomma une commission pour arrêter une rédaction. Cette rédaction fut soumise à l'assemblée générale des sections. La discussion en assemblée générale commença le 17 juillet 1801.

Ces fiers républicains, qui espéraient un code fondé sur des bases jusqu'alors inconnues, furent fort étonnés de ne trouver qu'une traduction du droit romain ou coutumier : « On a pris Domat, Pothier, les *Institutes* de Justinien ; on a rédigé en français tout ce qu'ils contiennent ; on l'a divisé en articles ; on a lié ces articles par des numéros, bien plus que par une déduction logique ; et puis on vient présenter cette compilation à la France comme un monument qui a droit à son admiration et à ses respects. »

Portalis répondit avec beaucoup de raison que vouloir faire une législation *a priori*, pour un peuple vieux qui a ses habitudes, c'était une sottise. Il dit d'ailleurs qu'en choisissant les meilleures lois, en les adaptant aux besoins de la France, on ferait une législation profonde et durable ; que tout ce qu'il y avait à faire c'était « de purger les lois sur la propriété de toute servitude féodale, rédiger cet ensemble de prescriptions dans un langage net, précis, qui ne donnât plus lieu aux ambiguités, aux contestations interminables, et mettre le tout dans un bel ordre ; que c'était là le seul monument à élever. »

Le titre préliminaire, qui n'était que la consécration

Digitized by Google

de certains principes généraux relatifs à la promulgation de nos lois, à leur simple déclaration qu'elles n'auraient point un effet rétroactif et à l'obligation de prononcer toujours en s'appuyant sur la loi, produisit la plus vive agitation. On disait d'abord que les six articles préliminaires auraient été aussi bien placés dans une constitution à la tête des Codes de commerce ou de procédure civile, qu'au commencement d'un Code civil. En second lieu, que l'ordre des articles était sans motifs, qu'on pouvait placer le dernier à la place du premier; enfin, que ce n'étaient que des maximes théoriques qui ne devaient pas être dans un Code pratique. Par ces pauvres considérations, le titre préliminaire du Code civil fut repoussé par le Tribunat et le Corps législatif.

Il y avait déjà un rapport fait par M. Siméon sur le titre concernant la jouissance des droits civils. Ce rapport concluait au rejet. Il serait difficile d'exprimer la fureur du premier consul. « Que voulez-vous faire, s'é-» criait-il, avec des gens qui, avant la discussion, di-» saient que les conseillers d'Etat et les consuls n'étaient » que des ânes, et qu'il fallait leur jeter leur ouvrage à » la tête? Que voulez-vous faire, quand un esprit tel que » Siméon accuse une loi d'être incomplète, parce qu'elle » ne déclare pas que les enfants nés de Français, dans » les colonies françaises, sont Français? En vérité on est » confondu en présence de si étranges aberrations. Même » avec la bonne foi apportée dans cette discussion au sein » du Conseil d'Etat, nous avons eu la plus grande peine » à nous mettre d'accord, comment y parvenir dans une » assemblée cinq ou six fois plus nombreuse et qui dis-» cute ma bonne foi? Comment rédiger un Code tout

Digitized by Google

» entier dans de pareilles conditions? J'ai lu le discours » de Portalis au Corps législatif, en réponse aux orateurs » du Tribunat; il ne leur a rien laissé à dire, il leur a » arraché les dents. Mais quelque éloquent qu'on soit, » parlât-on vingt-quatre heures de suite, on ne peut » rien contre une assemblée prévenue, qui est résolue à » ne rien entendre. »

La manière de procéder du Tribunat et du Corps législatif avait donné de graves inquiétudes au Conseil d'Etat, qui ne savait plus s'il devait continuer son travail ou le suspendre. Il fut résolu qu'on attendrait le sort de deux autres titres présentés, avant de prendre une détermination définitive. Le titre relatif à la tenue des actes de l'état civil plaisait aux tribuns parce qu'il consacrait l'égalité de tous les citoyens devant la loi, et qu'il ôtait aux membres du clergé le droit d'enregistrement authentique des principaux actes de la vie civile. Il fut accepté; mais celui qui concernait la *jouissance* et la *privation des droits civils* fut rejeté.

Le Tribunat et le Corps législatif avaient un candidat à nommer pour faire partie du Sénat. Ces deux Corps s'entendirent pour faire tomber leur choix sur Daunou, l'ennemi du premier consul, et contraindre ainsi le Sénat à porter son choix sur ce personnage. Bonaparte, qui était profondément irrité, profita quelques jours après d'une grande réception de sénateurs pour leur faire une leçon. « Il y a des gens, dit-il tout haut en regardant » Sièyes, qui veulent nous donner un grand électeur, et » qui songent à un prince de la maison d'Orléans. Ce » système, je le sais, a des partisans même au Sénat. »

Puis s'animant, il dit aux sénateurs réunis : « Je vous

Digitized by Google

» déclare que si vous nommez Daunou sénateur, je pren-
» drai cela pour une injure personnelle, et vous savez
» que je n'en ai jamais souffert aucune. »

Cambacérès, esprit très fin et très délié, qui n'aimait pas les moyens violents, proposa de retirer les projets de loi et d'attendre, pour les soumettre, que le Tribunat et le Corps législatif fussent renouvelés. Comme la Constitution ne déterminait pas l'époque précise où devait se faire ce renouvellement, qu'elle se contentait de dire : *Le premier renouvellement du Corps législatif et du Tribunat n'aura lieu que dans le cours de l'an X*, on pouvait immédiatement faire procéder à ce renouvellement, et afin de rassurer contre les nouvelles élections et les éliminations, il dit que la Constitution ne désignant point du tout le mode selon lequel se faisait l'indication des membres qui devaient sortir, il proposait, contrairement aux usages de tous les temps, de ne pas procéder par le tirage au sort, mais d'engager le Sénat à désigner lui-même ceux qui devaient sortir, se fondant sur ce qu'ayant le droit de nommer, il avait aussi celui d'exclure. Cet expédient valait mieux à ses yeux qu'un coup d'Etat. « Vous
» pouvez tout, disait-il, au premier consul, on souffri-
» rait tout de votre part. On a bien permis au Directoire
» de faire ce qu'il a voulu, au Directoire qui n'avait pour
» lui ni votre gloire, ni votre ascendant moral, ni vos
» immenses succès militaires et politiques. Mais le coup
» d'Etat du 18 fructidor, tout nécessaire qu'il était, a
» perdu le Directoire. Il a rendu la constitution directo-
» riale si méprisable, que personne ne l'a plus prise au
» sérieux. La nôtre est bien meilleure. En ayant l'art de
» s'en servir, on peut faire le bien avec elle. Ne la livrons

Digitized by Google

» donc pas au mépris public, en la violant au premier » obstacle qu'elle nous présente. »

Le mode proposé par Cambacérès fut adopté, et le lendemain on envoya au Corps législatif un message pour retirer tous les projets de lois.

« Législateurs,

» Le gouvernement a résolu de retirer les projets de » loi du Code civil.

» C'est avec peine qu'il se trouve obligé de remettre à » une autre époque les lois attendues avec tant d'intérêt » par la nation; mais il s'est convaincu que le temps » n'est pas venu où l'on portera dans ces grandes dis- » cussions le calme et l'unité d'intention qu'elles de- » mandent. »

Le Sénat effrayé prit un subterfuge pour ne pas faire choix de Daunou; il supposa que la double présentation n'avait pas eu lieu, et nomma le général Lamartillière, l'un des membres présentés par le Sénat conservateur.

Le Corps législatif et le Tribunat, laissés alors dans une complète oisiveté, passant un temps inutile à Paris, semblaient accuser le pouvoir ou s'accuser eux-mêmes. C'est ainsi que le premier consul cherchait à déconsidérer deux Corps qui auraient causé un embarras sérieux à un homme moins puissant que lui.

Une grande affaire appelait alors le premier consul à Lyon, lieu désigné pour établir définitivement la république italienne. Talleyrand n'était pas d'avis de constituer la haute Italie en république; il pensait que sans un maître ces Etats ne pourraient jamais se maintenir en paix. Comme le prouvaient les différentes tentatives faites auparavant, il disait que la France ayant le Rhin

Digitized by Google

pour frontière, ayant la protection immédiate de la Hollande, de la Suisse, de l'Italie et de l'Espagne, c'était beaucoup plus qu'il n'en fallait pour occuper un gouvernement; qu'en rendant les Légations au Pape et en formant de la Lombardie un petit royaume qu'on donnerait au grand-duc de Toscane, on obvierait à bien des inconvénients. Cette mesure remettait la Lombardie sous la dépendance de l'empire d'Autriche, ce que ne voulait pas le premier consul. Il fallut donc se résoudre à former une république. Bonaparte, déjà fatigué de la constitution de Sièyes, en imagina une basée sur celle-ci, mais reposant sur des données toutes différentes. Il imagina trois colléges électoraux. Le premier se composait de grands propriétaires au nombre de trois cents; le second, de commerçants notables au nombre de deux cents; le troisième, des gens de lettres, des savants, des ecclésiastiques les plus distingués d'Italie au nombre de deux cents.

La fonction de ces trois colléges était de choisir une commission de vingt-un membres, qui avait pour mission d'élire tous les corps de l'Etat. Une consulte d'Etat, composée de huit membres, délibérait sur les circonstances extraordinaires, ordonnait l'arrestation de tous les membres dangereux et nommait le président de la république. Il y avait un Corps législatif sans Tribunat, enfin un conseil d'Etat sous le titre de conseil législatif. Le gouvernement était confié à un président qui pouvait être suppléé par un vice-président.

Cette constitution donnée aux Italiens, Bonaparte se trouva fort embarrassé de leur trouver un président. Comme il n'y avait pas en Lombardie un seul homme

Digitized by Google

qui fût capable de maintenir le pays tranquille pendant quinze jours, il se détermina à se faire nommer lui-même, se réservant seulement le gouvernement général et confiant à un vice-président le détail des affaires particulières. S'étant réservé à lui-même le droit de nommer à tous les emplois, de constituer tous les corps, Bonaparte appela à Lyon quatre cents Italiens pour les grandes dignités qu'il voulait leur confier. On vit ce que l'Italie avait de plus illustre, des prélats chargés de mérite et d'années, des savants, de grands propriétaires quitter leur patrie et traverser les Alpes au milieu d'un hiver rigoureux. A peine arrivés dans la seconde ville de France, ils furent appelés à discuter la nouvelle constitution, l'approuvèrent, à l'exception de quelques détails de faible importance qu'on changea afin de les satisfaire.

Quand la Consulte fut appelée à faire choix d'un président, quelqu'un murmura le nom du premier consul, et aussitôt, au milieu des plus vives acclamations, on proclama NAPOLÉON BONAPARTE président de la république italienne. C'est pour la première fois que les actes publics réunissent ces deux noms, Napoléon et Bonaparte. Le premier sera bientôt exclusivement employé pour désigner l'un des personnages les plus fameux de nos annales.

Pour ajouter à la magnificence du spectacle, les débris de nos armées d'Egypte, forts encore de vingt-trois mille hommes, que les Anglais avaient débarqués sur nos côtes, arrivèrent à Lyon et furent passés en revue par le premier consul, qui interrogeait les soldats sur les batailles auxquelles ils avaient assisté; il prenait la main

Digitized by Google

aux officiers qu'il avait connus et en faisait ainsi des hommes prêts à mourir pour lui. C'est au milieu de cette émotion générale que le premier consul se rendit, le 26, dans la salle de la *Consulte*, et que là, environné des généraux, des préfets, de sa famille, il accepta le titre de président de la république italienne. Sa voix fut alors couverte par de frénétiques applaudissements : *Vive Bonaparte! vive le premier consul de la République française! vive le président de la République italienne!*

Au milieu de la préoccupation générale causée par la multitude des affaires à régler avec l'Italie, Bonaparte s'occupait de l'administration de la France avec autant d'activité que s'il eût été à Paris. Nous avons de lui, sur ce sujet, une multitude de lettres très importantes; nous en citons une pour montrer la puissante activité de son esprit.

« Le service des fourrages, écrivait-il aux consuls » Cambacérès et Lebrun, est entièrement désorganisé » dans le département de la Drôme; il faudrait retenir » dix mille francs sur l'ordonnance de pluviôse, jusqu'à » ce que ce service soit au courant.

» Les hôpitaux civils, auxquels il n'est accordé que » quatorze sous pour les journées des militaires malades, » se plaignent de n'avoir encore rien reçu pour l'an X. » Celui de Valence réclame même, avec l'an X, le mois » de fructidor an IX.

» Le travail de l'organisation des troupes piémon- » taises, que j'ai signé il y a plus d'un mois, n'est pas » encore arrivé à Turin, ce qui met de l'incertitude » parmi ces troupes. En général il y a du retard et pas » d'activité dans le département de la guerre; c'est l'o-

Digitized by Google

» pinion de tous ceux qui ont affaire avec ce dépar-
» tement.

» Il est indispensable que le ministre de la guerre en-
» voie un ancien et bon ordonnateur à Turin.

» Toutes les principales dispositions de la Consulte
» sont arrêtées. Je compte toujours être dans le courant
» de la décade à Paris.

» Il serait à désirer que le Sénat nommât une douzaine
» de préfets, soit au Tribunat, soit au Corps législatif;
» celui du Mont-Blanc serait du nombre.

» Je désirerais que vous fissiez mettre dans les jour-
» naux plusieurs articles pour relever l'escroquerie de
» Fouilloux, et tourner en ridicule les gobe-mouches
» étrangers qui répandaient des bruits absurdes, tous
» fondés sur le bulletin manuscrit d'un petit escroc qui
» n'avait pas de quoi dîner et qui les a dupés. Il est bon
» de revenir plusieurs fois sur cet objet. »

Lorsque Bonaparte rentra à Paris, les principales difficultés qu'il avait eues avec le Corps législatif et le Tribunat avaient été levées. Dès le 7 janvier il avait été adressé au Sénat un message ainsi conçu :

« Sénateurs, l'article 38 de la Constitution veut que le
» renouvellement du premier cinquième du Corps légis-
» latif ou du Tribunat ait lieu dans l'an X, et nous tou-
» chons au quatrième mois de cette année. Les consuls
» ont cru devoir appeler votre attention sur cette cir-
» constance. Votre sagesse y trouvera la nécessité de
» vous occuper sans délai des opérations qui doivent
» précéder ce renouvellement. »

C'est seulement à la publication de ce document que les opposants du Tribunat et du Corps législatif compri-

Digitized by Google

rent le danger qui les menaçait. Quand le gouvernement annonça le renouvellement du cinquième du Tribunat et du Corps législatif, plusieurs membres de ces Corps avaient formé le dessein de présenter un mémoire au Sénat pour le rappeler à sa propre dignité et lui inspirer la volonté ferme et inébranlable de résister au despotisme. On leur répondit que les noms de ceux qui signeraient un pareil mémoire seraient indubitablement exclus. Chacun attendit donc le résultat de l'opération qui allait commencer. Le Sénat eut l'habileté de ne pas procéder par voix d'exclusion. Il fit le choix des quatre cinquièmes qui devaient demeurer dans le Corps législatif et choisit ensuite en dehors le cinquième éliminé. Il fit une opération semblable sur le Tribunat, qu'il compléta dans le sens du gouvernement.

Le Tribunat avait un moment donné de l'inquiétude au pouvoir par une opposition sans intelligence. Son opposition portait principalement sur les mesures les plus sages, sur le Concordat, que la France entière demandait. Lorsqu'un grand corps veut se rendre populaire, il doit choisir un terrain sur lequel il puisse avec raison mériter les sympathies d'une nation. S'il s'était opposé aux actes nombreux de despotisme, le Tribunat eût incontestablement rattaché à sa cause la masse des citoyens. Le premier consul se jetait dès-lors dans une voie qui devait lui être funeste; car, en voulant trop comprimer le sentiment de liberté, en enchaînant les facultés individuelles sous prétexte d'ordre, il finit par affaiblir la nation. L'ordre qui n'admet pas une certaine liberté peut s'appeler de l'ordre matériel; ce n'est point l'ordre politique et social. Parmi les vingt membres éliminés du Tribu-

Digitized by Google

nat, nous devons compter Chénier, Ginguené, Chazal, Bailleul, Courtois, Ganilh, Daunou et Benjamin Constant.

Sûr maintenant de ne rencontrer aucune opposition, Bonaparte pressait la rédaction de ses projets de lois et suivait activement le traité qui se discutait à Amiens avec l'Angleterre. Depuis que les préliminaires de la paix avaient été signés et avaient résolu les principales difficultés entre la France et l'Angleterre, il était survenu au-dehors des événements qui avaient inquiété le cabinet britannique. Le premier consul avait exigé de l'Espagne qu'elle nous abandonnât la Louisiane, dévoilant ainsi un article secret du traité passé entre la France et cette puissance; il avait en outre équipé une flotte nombreuse et l'avait chargée de vingt mille hommes pour aller soumettre de nouveau à la France l'île célèbre de Saint-Domingue. La nomination du premier consul à la présidence de la république italienne, mettait cet Etat sous notre absolue dépendance. Nous venions aussi d'acquérir l'île d'Elbe. On commençait à crier en Angleterre à l'envahissement des Français; on se demandait si les îles Britanniques n'acquerraient rien tandis que nous obtenions des accroissements si considérables. Comme on répondait que l'Angleterre avait fait d'immenses progrès sur mer, qu'elle avait acquis de grandes terres aux Indes, on montrait la France créant une marine, rêvant des colonies, fondant, à la faveur des préliminaires de la paix, des établissements considérables en Amérique. On avait attendu de grands biens de la paix, et le provisoire se continuant, le peuple anglais n'avait réellement encore trouvé aucun avantage. Le cabinet britannique donna

Digitized by Google

alors des instructions sévères à lord Cornwallis, son plénipotentiaire, et l'obligea à se montrer extrêmement dur sur les formes, puisqu'il n'était plus possible de revenir sur le fond qui avait été réglé. Lord Hawkesbury demanda une solde au profit de l'Angleterre, pour les prisonniers qu'elle avait nourris; il exigeait une indemnité en argent, de la part de la Hollande, en faveur de la maison d'Orange; il réclamait une exclusion expresse de l'ancien grand-maître de l'ordre de Malte, qu'on se proposait de reconstituer. « Nous voyons, dit lord Hawkes» bury à M. Otto, qu'il n'y a rien à obtenir du premier » consul, en ce qui touche le Piémont. Demander quelque » chose à cet égard serait vouloir l'impossible. Mais que » le premier consul concède la plus faible indemnité ter» ritoriale au roi de Sardaigne, dans quelque coin de » l'Italie que ce soit, et, en échange de cette concession, » nous reconnaîtrons à l'instant même tout ce que la » France a fait dans cette contrée. Nous reconnaîtrons » le royaume d'Etrurie, la république italienne et la ré» publique ligurienne. »

Le premier consul avait prescrit à son frère Joseph Bonaparte de se montrer très coulant sur les questions secondaires, afin de contraindre l'Angleterre à une paix qu'elle voulait évidemment repousser. Lord Cornwallis désirait aussi ardemment la paix; il adoucit un peu les formes qui lui avaient été prescrites, et le traité fut définitivement arrêté; après quarante-huit heures employées à le traduire dans toutes les langues, le 27 mars il fut signé avec la plus grande solennité. Les deux plénipotentiaires, qu'on avait été chercher dans leur demeure en grande pompe, après avoir apposé les signatures sur

Digitized by Google

le parchemin en présence d'une foule innombrable, s'embrassèrent au milieu des *vivats* de la multitude heureuse.

Lord Cornwalis, que le premier consul avait invité à venir à Paris, refusa cette invitation, afin d'aller porter lui-même en Angleterre un traité de paix qui n'était pas entièrement conforme aux vues du ministère anglais. Malgré l'affaiblissement de l'enthousiasme britannique pour la paix, depuis la signature des préliminaires, le peuple anglais témoigna encore une vive satisfaction lorsqu'on lui annonça que le traité venait d'être adopté; il se promit d'avoir les denrées à bas prix : ses espérances devaient être de courte durée.

La France jouissait plus encore que l'Angleterre; elle espérait enfin voir toutes ses plaies se fermer. L'homme qui faisait son orgueil et sa joie était loin cependant de vouloir la laisser en repos. Il n'y avait pour lui d'autre bonheur que le mouvement et l'agitation du monde.

Assuré de ne plus rencontrer d'opposition dans le Corps législatif, le premier consul le convoqua pour le 5 avril, pour soumettre à son approbation les lois qu'il avait préparées et les traités qui venaient d'être passés. Le premier projet qui fut soumis à l'examen du Tribunat, fut le célèbre Concordat. Afin de le faire passer plus facilement, et en même temps pour compléter entièrement ce qui concernait les cultes, Bonaparte fit un réglement fameux, conçu sous le nom d'*Articles organiques;* c'était une loi chargée d'une multitude de dispositions qui réglaient les rapports du gouvernement avec tous les cultes, et spécialement avec le culte catholique. Ces Articles contenaient si évidemment l'asservissement de toute l'Eglise, sous le spécieux prétexte de maintenir la bonne

Digitized by Google

harmonie, qu'ils détruisaient toute liberté réelle et qu'il fut impossible d'en obtenir l'entière exécution. Tout en voulant reconnaître une grande Eglise indépendante des lieux et des gouvernements, le premier consul mettait tant d'entraves dans l'exercice du culte, il voulait un gallicanisme tellement prononcé, qu'il prétendait réellement dominer le clergé (1). Lorsqu'on communiqua les Articles organiques au cardinal Caprara, il en témoigna une très vive douleur. Cependant, pour ne point amener un plus grand mal, il les toléra sur la promesse que ces Articles ne seraient point exécutés à la rigueur; il adressa sur ce sujet, au ministre des affaires étrangères, une note extrêmement remarquable.

Une difficulté beaucoup plus grande concernait la nomination aux soixante siéges récemment établis. Portalis, chargé de la direction des cultes, était complétement d'accord avec l'abbé Bernier pour exclure les constitutionnels. Mais telle n'était point l'intention du premier consul. Dans ses entretiens avec Bonaparte, le cardinal

(1) Voici quelques dispositions des Articles organiques :

« Aucune bulle, nul bref, rescrit ou mandat, nulle provision ou autre permission émanés du Saint-Siége, quelqu'en soit le contenu, et quand ils ne concerneraient que des cas particuliers, ne pourront être admis, publiés, imprimés, mis à exécution sans l'autorisation du gouvernement. Les professeurs des séminaires enseigneront les quatre articles de la déclaration du clergé de France; les évêques en enverront l'engagement au conseiller d'Etat chargé du culte; le métropolitain administrera les diocèses dont le siége sera vacant; les vicaires-généraux continueront leurs fonctions après la mort de l'évêque, jusqu'à l'installation du successeur; les curés ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui auront prouvé que le mariage a été célébré devant l'autorité civile..... »

Digitized by Google

Caprara lui insinuait ses principes avec cette douce persuasion qui triomphait presque toujours, parce qu'il savait opérer une retraite prudente lorsqu'il voyait Bonaparte animé; mais lorsqu'il le voyait gai, content, il en profitait pour obtenir de lui quelque faveur. « Le Saint-» Père, disait le cardinal, est fort pauvre depuis qu'il a » été dépouillé de ses provinces les plus fertiles; il est si » pauvre, qu'il ne peut payer ni des troupes pour le garder, » ni l'administration de ses Etats, ni le Sacré-Collége; » il a perdu même une partie de ses revenus extérieurs. » Au milieu de ses douleurs, le rétablissement de la reli-» gion en France est la plus grande de ses consolations; » mais ne mêlez pas des amertumes à cette consolation, » en l'obligeant à instituer des prêtres qui ont apostasié, » en privant le clergé fidèle des places déjà tant réduites » par la nouvelle circonscription. — Oui, répondait le » premier consul, le Saint-Père est pauvre : je le soula-» gerai. Toutes les limites des Etats d'Italie ne sont pas » irrévocablement fixées; celles de l'Europe elle-même » ne sont pas définitivement arrêtées. Mais je ne puis » aujourd'hui ôter des provinces à la république ita-» lienne, qui vient de me prendre pour chef. En atten-» dant, il faut au Saint-Père plus d'argent qu'il n'en a. » Il lui faut quelques millions; je suis prêt à les lui don-» ner. Quant aux intrus, ajoutait-il, c'est autre chose. » Le Pape a promis, une fois les démissions données, de » réconcilier avec l'Eglise, sans aucune distinction, tous » ceux qui se soumettraient au Concordat. Il l'a promis, » il faut qu'il tienne sa parole. Je la lui rappellerai, et il » n'est ni homme ni pontife à y manquer. D'ailleurs je » ne suis pas venu pour faire triompher tel ou tel parti;

Digitized by Google

» je suis venu pour les réconcilier les uns avec les au-
» tres, en tenant la balance égale entre eux (entre les
» fidèles et les apostats! Quelle insulte à la foi chrétienne
» et à la saine politique!) Depuis quelque temps vous m'a-
» vez obligé à lire l'histoire de l'Eglise; j'y ai vu que les
» querelles religieuses ne se passent pas autrement que
» les querelles politiques; car vous prêtres, nous mili-
» taires ou magistrats, nous sommes tous hommes. Elles
» ne finissent que par l'intervention d'une autorité assez
» forte pour obliger les partis à se rapprocher et à se fon-
» dre; je mêlerai donc quelques évêques constitutionnels
» aux évêques fidèles; je les choisirai bien; j'en choisirai
» peu, mais il y en aura. Vous les réconcilierez avec l'E-
» glise romaine; je les obligerai à être soumis au Con-
» cordat, et tout ira bien. Du reste, c'est chose résolue,
» n'y revenez plus. » C'est avec de pareilles idées que l'on prétendait restaurer le catholicisme!

Lorsque Portalis et l'abbé Bernier présentèrent la liste des nouveaux évêques, et que Bonaparte n'y vit que deux constitutionnels repentants, il s'emporta, dit qu'il voulait qu'il y eût douze constitutionnels, dix évêques et deux archevêques. Quand on présenta ces nominations au cardinal Caprara, il conjura de les changer, versa des larmes, et céda enfin à la prière de Portalis et de l'abbé Bernier, pour épargner de plus grands maux à une Eglise désolée. « On me blâmera, écrivait le cardi-
» nal au Pape, mais j'ai obéi à ce que j'ai cru la voix du
» ciel. »

Tout étant définitivement arrangé, le premier consul présenta le concordat au Tribunat et au Corps législatif. Ce Corps étant venu lui présenter ses hommages, il in-

Digitized by Google

sista vivement sur la nécessité de cette adoption : « Votre » session commence par l'opération la plus importante » de toutes celles qui ont pour but l'apaisement des que- » relles religieuses. La France entière sollicite la fin de » ces déplorables querelles et le rétablissement des au- » tels. J'espère que dans votre vote vous serez unanimes » comme elle. »

Son désir fut pleinement satisfait; le Concordat ne rencontra que sept opposants dans le Tribunat, et vingt-un au Corps législatif. La loi fut promulguée le 8 avril, jeudi d'avant les Rameaux.

Le lendemain vendredi, le cardinal Caprara fut reçu par le premier consul avec toute la pompe que les princes chrétiens ont coutume de donner aux plus solennelles réceptions. Dans une voiture magnifique, qui précédait le cardinal, était déposée la croix, symbole de la puissance du légat. Il venait ensuite, suivi de plusieurs autres voitures. C'est ainsi que la religion se relevait aux yeux d'un peuple qui depuis douze ans avait été traité comme une nation qui n'a pas de Dieu. Le jour des Rameaux, quatre évêques furent sacrés dans notre antique métropole, qu'on venait d'arracher aux constitutionnels.

A Pâques, jour destiné pour la proclamation de la paix avec l'Angleterre et avec l'Eglise, dut être chanté un *Te Deum* solennel, auquel le premier consul voulut paraître environné de la pompe d'un souverain. Ses officiers généraux invités à se trouver à ses côtés, trop longtemps imbus des préjugés de la révolution, souriaient à cette proposition; Augereau eut même l'audace de faire des représentations sur l'assistance qu'on réclamait de vieux guerriers pour une pompe religieuse.

Digitized by Google

Le samedi-saint il s'était élevé encore entre le légat et le premier consul une grave difficulté. Le cardinal Caprara exigeait une rétractation formelle des évêques constitutionnels; Bonaparte prétendait que, pour ne pas avilir les hommes qu'il avait choisis, il ne fallait pas imposer une condamnation des erreurs passées, mais se contenter d'une simple acceptation du Concordat. A la rigueur, sans doute, cette acceptation pouvait être regardée comme une profession de foi catholique; cependant elle pouvait être envisagée par les schismatiques comme une simple soumission aux lois de l'Etat, et sous ce point de vue, ce n'était pas une profession de foi suffisante. Le cardinal dut encore céder.

Enfin le jour de Pâques 1802 (18 avril) le Concordat fut publié dans tous les quartiers de Paris, pendant qu'aux Tuileries on donnait les ratifications au traité de paix passé entre la France et l'Angleterre. Le nouveau chef de l'Etat se rendit, accompagné de tous les grands corps, dans la vieille métropole, y fut reçu comme les rois, sous le dais, par l'archevêque de Paris, et s'avança jusqu'au pied de l'autel, autour duquel vinrent se placer le Sénat, le Corps législatif, le Tribunat, le conseil d'Etat.

Toutes les idées revenaient au christianisme, tous les sentiments se reportaient vers Dieu. Le peuple, heureux, entendait ces cloches au son argentin qui rendaient la vie aux campagnes si longtemps attristées et muettes; les plumes s'exerçaient à chanter les grandeurs de la religion; la prose, la poésie s'extasiaient devant ses beautés divines. Un ouvrage fit alors une profonde sensation : c'est le *Génie du christianisme*, le seul livre qui survivra

Digitized by Google

de cette époque. Si l'on regrette de n'y pas trouver la grande manière des écrivains du siècle de Louis XIV, on y admire une richesse étonnante de décors; comme sur ces vieux édifices du moyen âge, l'œil surpris suit sans se lasser ces figurines infinies, ces frises jetées presque au hasard et cependant avec tant d'art.

Après le grand acte réparateur à l'égard de la religion, il y en avait un autre bien important, c'était celui du rappel des émigrés, qui depuis tant d'années gémissaient sur le sol étranger loin de leur patrie. Du moment qu'il sentait la nécessité de rappeler en France les membres de cette antique noblesse, l'honneur de notre pays et du monde entier, Bonaparte comprenait qu'il devait leur rendre la partie de leurs biens qui n'avait pas été vendue. « Je ne fais rien, disait le premier consul, si je rends à » ces émigrés leur patrie, sans leur rendre leur patri- » moine. Je veux effacer les traces de nos guerres civiles, » et en remplissant la France d'émigrés rentrés, qui res- » teront dans l'indigence tandis que leurs biens seront » là sous le séquestre de l'Etat, je crée une classe de mé- » contents qui ne nous laisseront aucun repos. Et ces » biens restés sous le séquestre de l'Etat, qui croyez- » vous qui les achète en présence de leurs anciens pro- » priétaires rentrés? »

Le rappel des émigrés fut facilement adopté, mais la restitution de leurs biens non vendus, surtout des forêts, rencontra des difficultés. Le premier consul dut, pour le moment, céder sur ce point, et se réserva de rendre ces biens, selon les circonstances, à ceux qui lui auraient paru le mieux mériter cette faveur.

Le premier consul portait encore sa principale atten-

Digitized by Google

tion sur le corps social, qu'il prétendait réorganiser. Il y avait dans la société un courant d'idées démocratiques et égalitaires qui semblait repousser toute distinction sociale. Ce n'était pas ainsi qu'il comprenait une nation : il montrait les distinctions réelles et honorifiques existant, non-seulement chez tous les peuples du monde, mais aussi au milieu de la plus noble nation, dans le cœur de ce peuple français qui a toujours été si sensible à l'honneur, dont certes on ne peut faire un principe d'égalité. « Voyez, disait-il, ces vaines futilités que les » esprits forts dédaignent tant; le peuple n'est pas de » leur avis : il aime ces cordons de toutes couleurs au- » tant qu'il aime les pompes religieuses. Les philosophes » démocratiques appellent cela vanité, idolâtrie; idolâ- » trie, vanité, soit. Mais cette idolâtrie, cette vanité sont » des faiblesses communes à tout le genre humain, et » de l'une et de l'autre on peut faire sortir de grandes » vertus; avec ces hochets tant dédaignés, on fait des » héros. »

La Constitution de l'an VIII avait décerné des récompenses aux guerriers : un fusil, un sabre d'honneur, une *baguette* de tambour, une épée, etc., étaient des moyens ordinairement employés. Bonaparte comprit ce qu'il y avait d'éphémère en tout cela; il voulut une grande institution dont les titres fussent visibles et permanents, et il institua dans ce dessein la *Légion-d'Honneur*, qui devait être la récompense des mérites les plus éclatants.

Cette institution rencontra une assez vive opposition au sein du Conseil d'Etat. D'abord on y voyait un principe contraire à cette égalité tant de fois proclamée, et cependant impossible à réaliser ; on craignait surtout

Digitized by Google

d'y trouver un moyen détourné de créer un corps destiné à servir certaines influences, quelques hommes ambitieux, qu'on ne nommait point mais que chacun connaissait. L'opposition que le premier consul avait rencontrée au Conseil d'Etat, se manifesta bien plus vive encore au Tribunat et au Corps Législatif. Malgré l'épuration de ces deux Corps, le projet présenté n'obtint que cinquante-six boules blanches contre trente-huit noires au Tribunat, et cent soixante-six suffrages contre cent dix au Corps législatif. Etonné d'une si forte minorité, le premier consul s'accusa de précipitation : « Nous au-» rions dû attendre, dit-il, cela est vrai. Mais nous avions » raison, et il faut savoir hasarder quelque chose quand » on a raison. D'ailleurs ce projet a été mal défendu ; » on n'a pas fait valoir les bons arguments. Si l'on avait » su les présenter avec vérité et vigueur, l'opposition se » serait rendue. »

D'après la loi du 19 mai 1802, il y eut quatre degrés hiérarchiques dans la Légion-d'Honneur, les *légionnaires*, les *officiers*, les *commandants* et les *grands-officiers*. La première année de l'Empire, il fut ajouté le *grand-cordon*. La Restauration remplaça ces grades par ceux de *chevaliers*, *officiers*, *commandeurs*, *grands-officiers*, *grands-croix* de la Légion-d'Honneur. Il fallait vingt-cinq ans de services militaires ou civils pour être honoré de cette récompense. Les actions d'éclat dispensaient du temps. On devait passer quatre ans dans le grade de légionnaire avant de s'élever au grade d'officier, être deux ans dans celui-ci avant d'être nommé commandant, trois ans pour parvenir au grade de grand-officier, et cinq pour être élevé au grand-cordon.

Digitized by Google

L'éducation de la jeunesse, l'une des premières préoccupations des gouvernements, devait, d'après les anciens cahiers des députés, être établie sur de nouvelles bases et complétement réorganisée. Nous avons vu les différentes tentatives qui furent faites sous les divers régimes de la Révolution.

Tous ces plans avaient abaissé les études à un degré tellement infime, qu'il n'y avait réellement plus que l'instruction professionnelle. On blâmait la vieille instruction, on ne voulait plus de grec ni de latin, on y substituait des langues vivantes; et d'ailleurs qu'était-ce que deux heures par jour d'un enseignement distribué à qui voulait le recevoir? Il fallait remédier à ce mal et établir des classes régulièrement suivies.

Il s'était formé un grand nombre d'institutions privées où une jeunesse nombreuse recevait une instruction plus ou moins avancée. La loi du 1er mai 1802 leur laissa l'existence, seulement elle voulut qu'elles fussent soumises à l'inspection spéciale des préfets. Un directeur général de l'instruction publique fut établi à Paris, et des commissions nommées pour rédiger les programmes des études.

Deux ans après la promulgation de cette loi, on ne compta pas moins de sept cent quatre-vingt-cinq établissements d'instruction, dont quarante-six lycées, quatre cent soixante-dix-huit écoles secondaires communales, et deux cent soixante-et-une écoles secondaires privées. Les petits séminaires se fondèrent bientôt et firent aux écoles du gouvernement une redoutable concurrence.

Il y avait un grand projet de loi qu'on était étonné

Digitized by Google

de ne voir pas encore soumis aux délibérations du Corps législatif : c'était celui du fameux traité d'Amiens. C'est qu'on voulait s'en servir pour parvenir à un but qu'on ne nommait pas. Toute la France, pleine de reconnaissance à l'égard de l'homme qui l'avait tirée de l'anarchie et l'avait comblée de tant de gloire, désirait lui accorder une récompense méritée, mais elle ne savait ni ce qui lui convenait, ni ce qu'elle devait lui offrir, sans cependant abdiquer toute indépendance entre ses mains. Le premier consul était lui-même impénétrable; il parlait de ce qui pouvait intéresser les affaires publiques, mais il semblait faire abnégation de ses propres intérêts. Ses frères s'agitaient pour lui, désiraient le voir roi, empereur, consul à vie, en un mot revêtu du caractère et de tout l'éclat d'un souverain, afin qu'ils devinssent eux-mêmes des princes, les premiers personnages de France.

Mme Bonaparte, se souvenant du sang aristocratique qui coulait dans ses veines, portait ses regards vers cette famille des Bourbons qu'elle regrettait, et ne voyait pas avec plaisir son époux s'élever trop haut; elle craignait même pour sa vie et se persuadait que le poignard des assassins ne manquerait pas de l'atteindre lorsqu'il monterait les marches d'un trône.

Cambacérès, qui avait cherché à pénétrer les desseins du premier consul sans pouvoir les découvrir, se demandait s'il désirait une simple prolongation de pouvoirs, s'il voulait le consulat à vie, ou s'il aspirait à une couronne; et rien ne manifestait ses volontés. Quand on disait à certains personnages qu'il fallait une récompense au général Bonaparte, ils répondaient : « Sa vraie récompense, c'est sa gloire. »

Digitized by Google

Cependant on répandait parmi le peuple que tant qu'il n'y aurait pas de pouvoir stable en France, nous n'aurions pas de paix ni de tranquillité, que le terme marqué par la Constitution, pour le pouvoir du premier consul, était trop court, qu'il fallait le prolonger de dix ans selon les uns, jusqu'à la mort du premier consul selon les autres. C'est dans ces circonstances qu'on porta au Tribunat le traité d'Amiens pour être converti en loi. Au milieu de l'enthousiasme produit par cet acte qui semblait clore la guerre civile et la guerre extérieure, le président Chabot (de l'Allier) se fit remplacer au fauteuil par Stanislas de Girardin, et se transportant à la tribune, il prononça les paroles suivantes :

« Chez tous les peuples on a décerné des honneurs pu-
» blics aux hommes qui, par des actions éclatantes, ont
» honoré leur pays et l'ont sauvé de grands périls.

» Quel homme eut jamais plus que le général Bona-
» parte des droits à la reconnaissance nationale ?

» Quel homme, soit à la tête des armées, soit à la tête
» du gouvernement, honora davantage sa patrie et lui
» rendit des services plus signalés ?

» Sa valeur et son génie ont sauvé le peuple français
» des excès de l'anarchie et des malheurs de la guerre,
» et le peuple français est trop grand, trop magnanime,
» pour laisser tant de bienfaits sans une grande récom-
» pense.

» Tribuns, soyons ses organes ; c'est à nous surtout
» qu'il appartient de prendre l'initiative, lorsqu'il s'agit
» d'exprimer, dans une circonstance si mémorable, les
» sentiments et la volonté du peuple français. »

Il conclut par demander l'émission du vœu suivant :

Digitized by Google

« Le Sénat est invité à donner aux consuls un témoi-
» gnage de la reconnaissance nationale. » Lorsque le Tribunat eut adopté cette proposition, une députation fut envoyée au premier consul pour lui présenter ce vœu. Bonaparte, toujours fidèle à sa politique, déclara qu'il ne demandait point de récompense personnelle, qu'il ne consultait que l'intérêt de la nation. « Je reçois avec la
» plus sensible reconnaissance le vœu émis par le Tri-
» bunat. Je ne désire d'autre gloire que celle d'avoir
» rempli toute entière la tâche qui m'était imposée. Je
» n'ambitionne d'autre récompense que l'affection de
» mes concitoyens : heureux s'ils sont bien convaincus
» que les maux qu'ils pourraient éprouver seront tou-
» jours pour moi les maux les plus sensibles ; que la vie
» ne m'est chère que par les services que je puis rendre
» à ma patrie ; que la mort même n'aura point d'amer-
» tume pour moi, si mes derniers regards peuvent voir
» le bonheur de la République aussi assuré que sa
» gloire. »

Plusieurs tribuns qui n'étaient point initiés à l'intrigue, s'étaient persuadé qu'on voulait donner au premier consul une marque de bienveillance, peut-être même lui élever une statue équestre. C'était autre chose qu'il fallait. Que désirait-il ? Il ne le disait point. On l'interrogeait, et personne ne pouvait lui arracher sa pensée. « Que veut le général? disait un sénateur à Cambacérès,
» Veut-il être roi ? qu'il le dise. Moi et mes collègues de
» la Constituante, nous sommes tout prêts à voter le ré-
» tablissement de la royauté, et plus volontiers pour lui
» que pour d'autres, parce qu'il en est le plus digne. »

Les consuls Cambacérès et Lebrun répétaient partout :

Digitized by Google

« Nommez-le consul à vie, vous ferez ce qu'il y a de mieux. — Mais on dit qu'il ne le veut pas, répliquaient les plus simples, et que dix ans de prorogation lui suffisent. Pourquoi aller plus loin qu'il ne veut ? »

Il y avait en effet dans le Sénat plusieurs personnes, surtout le parti de Sièyes, qui voulaient faire échouer le consulat à vie. Ils s'agitèrent si fort, que la noble assemblée se contenta de prolonger de dix ans le consulat.

Bonaparte, qui ne s'attendait point à cette conclusion, en avait témoigné le plus vif mécontentement. Cambacérès, toujours habile courtisan, très fertile en expédients, se chargea d'apporter un remède au mal et de diriger si bien les affaires, que le consulat à vie, avec le droit de transmission du pouvoir, lui serait accordé. Le premier consul répondit par ces paroles au message du Sénat :

« Vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacri-» fice ; je le ferai, si le vœu du peuple me commande ce » que votre suffrage autorise. »

Après le refus du premier consul, Cambacérès se mit en campagne et fit adopter un projet de décret par lequel on déclarait que le peuple serait consulté pour savoir si Napoléon Bonaparte serait consul à vie, et que des registres « seraient ouverts à cet effet dans toutes les mai-» ries, au greffe de tous les tribunaux, chez les notaires » et chez tous les officiers publics. »

Afin de donner l'impulsion à la nation entière, les membres du Tribunat et du Corps législatif, prétextant qu'ils n'étaient point dans leurs communes pour voter, se rendirent en corps pour déposer leurs votes entre les mains du pouvoir. On ne pouvait pousser plus loin la servilité. S'il y avait eu conviction profonde dans chacun

Digitized by Google

des membres qui faisaient une telle démarche, nous la respecterions, nous la louerions même ; mais lorsqu'un corps cède à l'intrigue, qu'il se fait esclave sans conviction, il est digne d'un souverain mépris.

En attendant que la nation fît connaître sa volonté sur les grandes questions qui lui étaient soumises, le Corps législatif s'occupait de nos finances, qui étaient alors dans un état très prospère. Voici quels étaient les éléments qui composaient le passif : une dette en rentes perpétuelles de cinquante millions, pourvue d'une garantie suffisante en biens nationaux ; une dette en rentes viagères de vingt millions ; des pensions civiles pour vingt millions ; deux cent dix millions étaient affectés au ministère de la guerre et cent cinq à la marine ; en y ajoutant les autres dépenses, trop multipliées pour être énumérées ici, on arrivait à atteindre un budget de six cent-vingt-cinq millions, avec tous les frais de perception. Aujourd'hui que nous avons des budgets de dix-sept cent millions, on se demande comment l'Etat pouvait se suffire avec des sommes aussi peu élevées. Mais d'abord les services n'étaient point si multipliés, les entreprises aussi considérables. Les armées étaient alors nourries par les pays sur lesquels elles se trouvaient. Les contributions de guerre frappées sur les ennemis du dehors étaient souvent très fortes, en sorte qu'il n'est pas possible de se faire une idée exacte de la dépense réelle ; nous connaissons seulement ce qui était imposé à la France. Six cent-vingt-cinq millions étaient peu pour un pays qui étendait sa domination jusqu'à la Hollande et possédait Nice et la Savoie.

Cependant la nation était appelée à décider de la

Digitized by Google

prolongation des pouvoirs de Napoléon Bonaparte. Sur quinze millions d'hommes qui auraient pu prendre part au vote, il ne s'en rencontra pour émettre un vote que trois millions cinq cent soixante-seize mille cinq cent cinquante-neuf, c'est-à-dire un peu plus du cinquième des personnes qui avaient droit de voter. Beaucoup aimaient la République, qu'ils voyaient expirante; beaucoup regrettaient la royauté; mais telle était l'apathie générale, qu'on ne croyait pas la chose assez importante pour aller déposer son vote chez un voisin. Dans le nombre considérable des votants, il n'y eut que huit mille trois cent soixante-quatorze votes opposés au consulat à vie.

Quelques hommes politiques auraient voulu aller plus loin, à la monarchie constitutionnelle par exemple. Bonaparte n'en voulait point et se déclarait ennemi du gouvernement anglais. « Que MM. Fox, Pitt ou Addington, » disait-il, soient plus adroits l'un que l'autre dans la » conduite d'une intrigue parlementaire, ou plus élo- » quents dans une séance du Parlement, et nous aurons » la guerre au lieu de la paix; le monde sera de nou- » veau en feu; la France détruira l'Angleterre ou sera » détruite par elle. Livrer, s'écriait-il avec colère, livrer » le sort du monde à de tels ressorts! »

Avec le consulat à vie et des institutions appropriées au régime qu'il voulait établir, Bonaparte avait beaucoup plus qu'une royauté constitutionnelle, il était en réalité souverain absolu; il s'était hâté de faire préparer des modifications à la Constitution, afin de la mettre plus en rapport avec les principes de despotisme qui se développaient de plus en plus dans le gouvernement.

Digitized by Google

Bonaparte, se voyant environné d'institutions qui le rendaient maître absolu, put se croire un véritable souverain. Dès ce moment il en adopta les manières et voulut prendre l'étiquette de l'ancienne royauté. Il alla s'installer à Saint-Cloud et y eut des réceptions comme les rois. Le dimanche, en allant à la messe, il donnait audience à ceux qui voulaient lui parler. Il jetait, en rentrant dans ses appartements, un regard sur la foule obséquieuse qui accourait sur son passage. C'était là un grand enseignement pour les peuples, qui auraient dû comprendre que les grands mots de liberté et d'égalité sont un vain leurre dont on berce la multitude incapable de soutenir ce que l'on nomme son droit imprescriptible.

§ VII. *Consulat à vie. — Armements maritimes. — Port de Boulogne (août 1802 - janvier 1804).*

Jusqu'alors le gouvernement révolutionnaire français avait été l'objet d'une extrême défiance pour la plupart des Etats de l'Europe, parce qu'il ne présentait ni bonne foi, ni garantie de stabilité. L'établissement du consulat, en remettant le pouvoir en des mains très énergiques, avait présenté sous un aspect entièrement différent le nouveau gouvernement, avec lequel on pouvait espérer d'établir des relations suivies. Il restait cependant encore de l'incertitude sur l'avenir d'un pouvoir dont le terme était marqué, et dont la fin devait remettre en question tout ce qui avait été résolu. Le consulat à vie avait dissipé certaines craintes, et les nations étrangères voyaient dans Bonaparte une espèce de souverain plein

Digitized by Google

d'orgueil, qui du moins prenait les manières et l'étiquette des vieilles royautés, ce qui pouvait faire espérer que les trônes, loin d'être ébranlés par lui, seraient consolidés.

L'Espagne, que nous avons vue un instant prête à se séparer de la France, était bientôt revenue à nous par l'intelligence de ses intérêts. Après la mort du vieux duc de Parme, le roi d'Espagne craignant de voir son duché passer entre nos mains, se rapprocha de Bonaparte, afin d'obtenir la réunion de Parme au royaume d'Etrurie. L'Espagne réalisa alors l'engagement contracté depuis plusieurs années, et nous livra par an mille brebis, cent béliers mérinos, cent cinquante juments et cinquante étalons andaloux. Pendant longtemps la nation espagnole, fière de ses magnifiques animaux, avait refusé de les livrer aux pays étrangers; elle céda enfin. Napoléon Bonaparte exigea même qu'on lui fournît en un an ce qui devait l'être en cinq. Le premier consul, satisfait de la cour d'Espagne, lui promit de donner au roi d'Etrurie le duché de Parme, qui avait appartenu à son père.

Il projetait aussi quelques autres changements dans la Péninsule italienne. Le Piémont, quoique soumis à notre domination, ayant encore une existence incertaine, il le réunit avec l'île d'Elbe à la France, et en forma définitivement six départements nouveaux. Cette annexion fut une grande faute politique. Jusqu'alors la France avait protesté qu'elle se contenterait de ses limites naturelles, qu'elle ne voulait franchir ni les Alpes, ni le Rhin; elle manquait à cette espèce d'engagement et éveillait ainsi la susceptibilité des autres puissances. On pouvait se demander quelles seraient les limites auxquelles elle s'arrêterait; après s'être fait nommer président de la répu-

Digitized by Google

blique italienne, Bonaparte ne finirait-il pas par l'absorber? De fait, il disposait en maître de la plus grande partie de l'Italie, qui était obligée de plier sous sa puissance.

Pie VII, qui se trouvait dans d'excellents rapports avec le premier consul, depuis la promulgation du Concordat, lui montrait la pauvreté de ses Etats et l'insuffisance de ses revenus pour soutenir un grand et noble clergé. Ce n'était point pour lui qu'il demandait, car, renfermé au fond de son palais, il y vivait, comme un anachorète, des mets les plus simples et les plus grossiers; il obtenait des promesses du premier consul, qui était toujours le dispensateur universel de toutes les fortunes publiques en Italie. Ce qui préoccupait le plus vivement Pie VII, c'étaient les affaires religieuses. Les Articles organiques l'avaient beaucoup affligé, parce que le gouvernement français s'était réellement emparé de la direction de toutes les affaires ecclésiastiques de France: il s'immisçait dans la formation des séminaires, prétendait imposer des règles d'enseignement aux professeurs, interdisait aux évêques de correspondre avec le Saint-Siége, autrement que par l'intermédiaire du gouvernement. Bonaparte laissait la loi subsister, mais n'en pressait pas l'exécution, afin de satisfaire le Chef de l'Eglise.

Tout en faisant insinuer au clergé des principes d'une excessive souplesse, cependant le premier consul le voulait grand. Tous nos cardinaux étant morts ou étant encore en exil, il demanda sept chapeaux pour le clergé français. Le Pape eut bien de la peine à lui persuader de se contenter de cinq, lui montrant qu'il ne pouvait faire plus d'après la situation actuelle du Sacré-Collége.

Digitized by Google

Le Saint-Père, affligé des actes de piraterie exercés sur ses côtes par les corsaires algériens, et dépourvu de moyens de les réprimer, s'adressa au premier consul, qui lui fit don de deux vaisseaux, le *Saint-Pierre* et le *Saint-Paul*, ainsi nommés à cause de leur destination.

Il prit une mesure plus efficace à l'égard du dey d'Alger, et lui envoya, par l'adjudant Hulin, une lettre écrite en style oriental : « Dieu a décidé que tous ceux » qui seront injustes envers moi seront punis. Je détrui- » rai votre ville et votre port; je m'emparerai de vos » côtes, si vous ne respectez la France, dont je suis le » chef, et l'Italie où je commande. »

Informé à quel ennemi redoutable il aurait affaire, le dey d'Alger se hâta de donner toute satisfaction : il remit tous les « prisonniers chrétiens qu'il détenait, les bâtiments napolitains et français qui avaient été pris, prononça une condamnation à mort contre les agents dont nous avions à nous plaindre, et ne leur accorda la vie que sur la demande de leur grâce présentée par le ministre de France. Il rétablit la pêche du corail et promit, pour les pavillons français et italiens, un respect égal et absolu. »

Deux partis divisaient la Suisse, l'un aristocratique, qui voulait conserver le vieux gouvernement sur ses antiques bases; l'autre populaire, qui désirait le triomphe de la démocratie. La lutte entre les deux partis n'eût pas duré longtemps; car l'aristocratie, appuyée sur les vieilles monarchies de l'Europe, eût facilement triomphé du peuple, si celui-ci n'eût obtenu les sympathies et l'appui de la France. Le premier consul intervint encore en Suisse et conseilla aux Cantons de se rapprocher, au

Digitized by Google

lieu d'user leurs forces dans de vaines questions, et d'adopter un gouvernement conforme à leur situation géographique. Dans l'impossibilité d'arriver à une unité complète, il pensait que, sans mettre le gouvernement entre les mains de l'aristocratie ou entre celles de la populace, il serait facile d'opérer une fusion entre la classe supérieure et la classe moyenne, et de former un parti national, qui pourrait prendre sans opposition les rênes de l'Etat. Nous avions un intérêt d'autant plus grand à maintenir la Suisse en paix, qu'elle était devenue notre voie de communication avec l'Italie. Le Valais, par où passait la route militaire qui aboutit au Simplon et de là au Milanais, avait été accordé à la France en échange du Frickthal, petit pays fort important comme frontière, comprenant la route des villes forestières, s'étendant depuis le confluent de l'Aar avec le Rhin jusqu'à la limite du canton de Bâle. Cet échange avait irrité les aristocrates, qui ne cessèrent de déclamer contre la France, à qui, assuraient-ils, on avait fait une concession énorme, et qu'on avait rendue maîtresse d'une route qui dominait la Suisse. Le pays, agité par ces discours, avait nommé des magistrats qui réclamèrent le Valais. Reding, devenu chef du gouvernement, appartenant réellement à l'aristocratie, bien qu'il fût de la bonne bourgeoisie, se rendit à Paris et obtint une nouvelle convention, par laquelle le Valais appartiendrait en partie à la Suisse et en partie à la France, de manière que nous restions maîtres de la route qui conduisait de France en Italie. Bientôt entraîné du côté de l'aristocratie, Reding produisit dans la Suisse la plus vive agitation, qu'il attribua à la présence des troupes françaises

Digitized by Google

sur les frontières du pays. Afin de dissiper les craintes qu'inspirait son ambition chez des nations avec lesquelles il avait traité, Bonaparte retira toutes ses troupes, proclama l'indépendance du Valais, et se contenta d'obtenir la liberté de la route qui conduisait au Simplon, avec le droit d'élever de distance en distance des casernes pour les soldats français qui se rendraient dans le Milanais. Ce n'était, de la part du gouvernement français, qu'un moment d'arrêt; le premier consul voulait terminer les graves affaires d'Allemagne avant de réprimer les tentatives de l'aristocratie suisse.

D'après le fameux traité de Lunéville, les princes allemands qui avaient perdu leurs possessions sur la rive gauche du Rhin, devaient être indemnisés au moyen des principautés ecclésiastiques, qu'on enlevait au clergé sans autre raison que celle du plus fort, et comme le brigand qui prend le bien d'un autre pour payer ce qu'il doit. Bien que cette question purement allemande fût étrangère à la nation française, le premier consul, en sa qualité de partie contractante dans le traité de Lunéville, voulut intervenir d'abord pour s'assurer que les petits princes seraient réellement indemnisés, ensuite pour constituer la Germanie sur des bases favorables à la France. Dans l'espérance d'éloigner les chances de guerre entre la France, l'Autriche et la Prusse, il jugeait convenable d'établir entre ces nations une multitude de petites principautés allemandes qui n'auraient point assez de forces pour demander le redressement de quelques petits griefs. La France, la Prusse et l'Autriche n'étant pas puissances limitrophes, devaient avoir moins d'occasions de démêlés; conséquemment les chances de

Digitized by Google

guerre devaient diminuer. Par le remaniement qui allait avoir lieu, la constitution germanique allait nécessairement éprouver des changements considérables.

D'après l'ancienne constitution il y avait cinq électeurs laïques et trois ecclésiastiques, dont la grande majorité était entièrement dévouée à l'Autriche; mais, par la destruction des électorats ecclésiastiques et la sécularisation des principautés ecclésiastiques, un changement complet s'était opéré dans la situation de l'Allemagne. Le parti protestant, dont la Prusse était le représentant naturel, obtenait tout d'un coup la majorité parmi les électeurs et dans la diète; Bonaparte ne voulut pas que la Prusse devînt plus prépondérante que l'Autriche, quoiqu'il eût des relations plus amicales avec elle qu'avec celle-ci.

Afin de faire prévaloir ses idées, Bonaparte conçut le projet de s'entendre avec la Russie, qui protégeait quelques princes allemands, et de se poser en médiateur pour imposer la loi. Ses vues furent facilement admises par une cour qui désirait s'immiscer dans le maniement des affaires de l'Europe.

Sur la rive gauche du Rhin la Prusse avait fait des pertes dont elle exagérait les revenus, que l'Autriche rapetissait et qui paraissaient en réalité s'élever à un million deux cent mille florins. Bonaparte convint qu'elle aurait pour indemnité « les évêchés de Hildesheim et de Paderborn, une partie de l'évêché de Munster, les territoires d'Erfurt et de l'Eichsfeld, restes de l'ancien électorat de Mayence, enfin quelques abbayes et villes libres, le tout représentant environ dix-huit cent mille

Digitized by Google

florins de revenus, cinq cent mille de plus que le chiffre supposé des pertes qu'il fallait compenser. »

Peu satisfaite d'une compensation plus élevée cependant que ses pertes, la Prusse demanda pour la maison d'Orange une indemnité considérable en compensation de la perte du stathoudérat en Hollande. On lui donna l'évêché et l'abbaye de Fulde, l'abbaye de Corvey, peu distante de Fulde, celle de Weingarten et quelques autres.

La Bavière, cette alliée fidèle de la France, reçut la promesse d'avoir l'évêché de Freisingen; les versants du Tyrol, ambitionnés par l'Autriche, tels que l'abbaye de Kempten, et le comté de Werdenfels; la place de Passau sans l'évêché de Passau, enclavé dans le territoire autrichien et destiné à l'archiduc Ferdinand; l'évêché d'Eichsted, placé sur les bords du Danube; les deux grands évêchés de Wurtzbourg et de Bamberg, formant une notable partie de la Franconie; enfin plusieurs villes libres et abbayes de la Souabe.

La Russie et la France réglèrent ensuite entre elles les partages des autres princes. L'archiduc Ferdinand, pour indemnité de la Toscane, dut obtenir les évêchés de Brixen, de Trente, de Salzbourg, la prévôté de Berchtesgaden et l'évêché de Passau, à l'exception de la ville de ce nom; le tout donnant un revenu net de trois millions cinq cent mille florins, pour une perte de deux millions cinq cent mille. Ce qu'on accordait ici à la maison d'Autriche n'était pas une indemnité complétement effective, car ces évêchés et ces domaines se plaçaient sous son protectorat et relevaient immédiatement d'elle.

Digitized by Google

La maison de Baden, qui avait perdu diverses seigneuries et terres dans l'Alsace et le Luxembourg, dut obtenir l'évêché de Constance, les restes des évêchés de Spire, Strasbourg et Bâle, les bailliages de Ladenbourg, Brellein et Heidelberg. La maison de Hanovre obtint l'évêché d'Osnabruck. Nous n'entrerons pas dans le détail des indemnités accordées aux autres petits princes. L'Allemagne crut sauver son iniquité en donnant une pension aux évêques, aux chanoines et aux moines dépossédés. Le Pape aurait voulu remédier à cette flagrante injustice, mais cela ne lui fut pas possible. La plupart des villes libres perdirent aussi leur souveraineté pour la voir passer entre les mains de seigneurs plus puissants. Il faut dire, pour être vrai, qu'elles l'abandonnèrent presque toutes sans regret, parce qu'elles trouvaient une sécurité qu'elles auraient vainement attendue d'une liberté trop souvent amie de l'agitation. Augsbourg et Nuremberg à cause de leur célébrité historique, Ratisbonne à cause de la présence de la diète, Wetzlar à cause de son importance commerciale, conservèrent leur condition primitive.

On y joignit deux autres villes, Hambourg et Brême, ce qui portait à huit le nombre des villes libres conservées.

Lorsque ce plan fut arrangé entre l'ambassadeur de Russie et le ministre de France, un courrier partit pour le communiquer à l'empereur Alexandre et lui dire que dans le cas où il ne voudrait pas marcher de concert avec la France, la France en poursuivrait seule l'exécution. La cour de Russie adopta sans restriction le plan d'indemnité formé par le premier consul.

Digitized by Google

Une note fut adressée à la diète, rassemblée alors à Ratisbonne, pour lui communiquer ce plan. « Les Etats allemands n'ayant pu s'entendre encore pour l'exécution du traité de Lunéville, et l'Europe entière étant intéressée à ce que l'œuvre de la paix reçût, de l'arrangement des affaires germaniques, son dernier complément, la France et la Russie, puissances amies et désintéressées, offraient leur médiation à la diète, lui présentaient un plan et déclaraient que l'intérêt de l'Allemagne, la consolidation de la paix et la tranquillité générale de l'Europe exigeaient que tout ce qui concernait le réglement des indemnités germaniques fût terminé dans l'espace de deux mois. »

Cette note produisit une profonde sensation et mécontenta vivement l'Autriche, qui prétendit ne pas recevoir dans le plan proposé les indemnités auxquelles elle avait droit. Afin de montrer qu'elle n'entendait point se laisser imposer la loi, voyant que les petits Etats s'emparaient des lots qui leur étaient destinés, avant tout arrangement définitif elle se hâta d'occuper Passau. Cet acte fit la plus vive impression non-seulement sur la diète de Ratisbonne, mais encore sur toutes les puissances de l'Europe. Le premier consul envoya aussitôt son aide-de-camp Lauriston pour signifier à l'Autriche d'abandonner Passau. Lauriston se rendit ensuite dans les principales cours d'Allemagne qui chancelaient alors; car il est à remarquer qu'après avoir adopté d'abord avec plaisir le plan proposé par le premier consul, afin d'échapper à la suprématie de l'Autriche, elles s'étaient aperçues qu'elles établissaient une puissance dominante, autrement à redouter que la bonne maison des Hapsbourg.

Digitized by Google

La diète germanique, composée alors de Brandebourg, Saxe, Bavière, Bohême, Wurtemberg, Ordre teutonique, Mayence et Hesse-Cassel, se trouva divisée sur le *conclusum*. Quatre acceptaient dans son intégrité le plan de la France. Mayence adoptait volontiers le projet d'indemnité, mais repoussait les considérations qui tendaient à établir la diète germanique sur des bases qui auraient donné la supériorité à la Prusse. La Saxe demandait à réfléchir. L'archiduc Charles, généralissime de l'Ordre teutonique, et l'empereur d'Autriche repoussaient le *conclusum*.

L'Autriche consentit enfin à adopter la médiation, si on voulait lui accorder la rive de l'Inn, pour les possessions qu'elle possédait en Souabe. Tout en repoussant cette proposition, le premier consul s'engagea à lui accorder une indemnité plus considérale; il fit détacher de la maison Palatine l'évêché d'Eichsted, de soixante-dix mille âmes et rapportant trois cent cinquante mille florins. Avec cette augmentation l'Autriche fut satisfaite. Toutes les autres puissances, dont les demandes se croisaient dans tous les sens, finirent enfin par accepter les lots qui leur avaient été préparés.

L'Autriche, afin d'avoir des forces plus grandes à la diète, demanda que le nombre des électeurs fût porté à dix. Il y eut alors quatre électeurs catholiques, Bohême, Bavière, Mayence, Salzbourg, contre six protestants, Brandebourg, Hanovre, Saxe, Hesse-Cassel, Wurtemberg, Baden. La plupart des difficultés relatives à l'Allemagne se trouvèrent ainsi résolues grâce à la puissante intervention du premier consul.

Le premier consul, en apportant cette attention aux

Digitized by Google

affaires extérieures, ne perdait pas de vue la prospérité de la France. Sachant que c'est surtout pendant la paix qu'une nation peut faire des progrès dans les arts et dans l'industrie, il travaillait à faire fleurir les arts et à développer notre industrie renaissante. La plus grande partie des produits que nous trouvons chez nous et que nous fabriquons aujourd'hui dans notre Europe nous venaient des îles et des colonies. Le sucre, le café, les teintures, les épiceries, les mousselines, les indiennes nous arrivaient d'au-delà des mers; les magnifiques cachemirs, les plus beaux vêtements des dames, nous étaient apportés de l'Inde et des régions voisines. Aujourd'hui nous avons, à l'exception du café et de certaines matières colorantes, tout ce qui nous est nécessaire, agréable et utile. Nos fabriques, avec leurs admirables machines à filer, surpassent en finesse tout ce que l'Inde a pu produire de plus beau. Au lieu d'emprunter aux colonies leurs mousselines nous leur prenons leurs cotons bruts, et nous transportons confectionnées des étoffes qui surpassent, par la finesse du tissu, par la richesse du coloris et par la beauté des dessins, tout ce que les colonies de l'Inde nous envoyaient. La betterave est arrivée à nous donner des sucres qui égalent tout ce que le Nouveau-Monde nous fournit de plus beau en ce genre. C'est ainsi que Bonaparte s'attachait la nation et l'enivrait pour l'enchaîner comme nous le verrons dans la suite.

L'Angleterre, profitant de la nécessité des produits tropicaux pour toutes les nations de l'Europe, avait, par son blocus, réduit tous les peuples européens à une grande misère. Le numéraire, à l'avénement de Bonaparte au pouvoir, avait presque disparu de France. Les causes en

Digitized by Google

étaient toutes simples, une partie de la population avait fui à l'étranger emportant de l'or et de l'argent; les produits américains, depuis que nous ne pouvions plus commercer avec nos colonies, ne parvenaient que difficilement en France à un prix exorbitant et contre de l'argent. Il n'en était pas de même avant la révolution: nos colonies étaient suffisantes pour fournir non-seulement à la France, mais encore à d'autres nations; et ces produits nous étaient fournis, non point pour de l'or et de l'argent, mais en échange de nos céréales, de nos vins, en un mot des productions de notre pays. Nous faisions avec la seule île de Saint-Domingue pour près de trois cent millions d'affaires chaque année, somme énorme que ne pourrait produire notre commerce le plus actif avec une nation ou une de nos colonies. Ces produits étaient en partie transportés dans l'indolente Espagne, qui, croyant les mines du Pérou et du Mexique inépuisables, se contentait de consommer, sans vouloir se donner la peine de produire. C'est ainsi que le numéraire, l'or le plus fin, abondait en France et y répandait cette grande richesse qui nous étonne même aujourd'hui.

La nation française étant tombée dans la misère depuis la cessation de ses relations suivies avec ses colonies, Bonaparte voulut la relever selon les idées du temps, c'est-à-dire par des colonies, puisque l'industrie n'était pas créée. Il avait à ce dessein passé un contrat avec l'Espagne pour avoir la Louisiane; il prétendait rendre la vie à nos positions commerciales dans les Indes, donner de l'importance aux comptoirs de Pondichéry et de Chandernagor. Bonaparte était encore en négociations avec l'Espagne pour obtenir les Florides : l'indiscrétion

Digitized by Google

d'un ministre espagnol avait instruit de cette négociation la jalouse Angleterre, qui se hâta d'y apporter obstacle.

La colonie française qui préoccupait le plus le premier consul était Saint-Domingue, la plus vaste et la plus riche des Antilles. Par le traité de Bade, le roi d'Espagne avait cédé à perpétuité à la France tous ses droits sur cette île. L'Angleterre ayant tenté de reconquérir quelques parties de territoire qui lui avaient été enlevées, Toussaint-Louverture, dont l'influence était grande sur les noirs, se servit de ceux-ci, de concert avec les soldats français, pour les repousser. Dès-lors la colonie prit de grands développements, le travail fut plus soutenu, on répara les églises et la prospérité fut à son apogée.

Toussaint-Louverture, grand admirateur du général Bonaparte, qu'il prétendait égaler et peut-être surpasser en talents, s'était appliqué à copier tout ce qui se faisait en France. La constitution qu'il avait donnée à Saint-Domingue était modelée sur celle de France; il s'était fait nommer gouverneur à vie, avec droit de désigner son successeur, comme Bonaparte; il se disait toujours Français, reconnaissait la métropole non point en ce sens qu'elle eût le droit d'agir sur lui et sur son peuple, mais comme une puissance avec laquelle il voulait conserver de bons rapports et peut-être même une subordination nominale, mais rien de plus. Dans le dessein de rendre cette soumission effective, Bonaparte ordonna de préparer un armement maritime considérable, et profita du premier moment de la liberté des mers pour faire passer une armée de quinze à vingt mille hommes chargée de détruire tout ce qui voudrait s'opposer à son autorité. Il adressa

Digitized by Google

en même temps à Toussaint-Louverture une lettre extrêmement flatteuse par laquelle il le confirmait dans son pouvoir, laissait à tous ses officiers leurs grades et conservait à la race noire la liberté qui lui avait été accordée. Deux enfants de Toussaint-Louverture, qui avaient été élevés en France et avaient puisé dans le sein de la mère-patrie un amour spécial du nom français, qui leur était alors très cher, furent embarqués avec leur gouverneur; on avait donné à celui-ci l'honorable mission d'employer toute son autorité sur les enfants et son crédit auprès du père pour empêcher l'effusion du sang et ramener au devoir un sujet rebelle. Lorsque le père farouche vit ses enfants, il ne put s'empêcher d'admirer un pays capable de former si bien les hommes; mais quand ils le conjurèrent de ne point séparer son pays de la France, il se fit dans l'âme du nègre un travail long et pénible; le parti de l'indépendance sauvage l'emporta; il préféra régner sur des ruines plutôt que rester soumis à un gouverneur et dépendant d'une métropole. Le gant était jeté, la guerre devenait inévitable.

L'expédition maritime partit de France sous les ordres de l'amiral Villaret-Joyeuse, avec le général Leclerc, beau-frère de Bonaparte. Toussaint, un moment découragé, touché par les prières de ses enfants et par les proclamations répandues au nom de la mère-patrie, hésita, puis reprit presque aussitôt toute son ardeur de sauvage, ordonna de détruire toutes les places qu'on ne pourrait plus défendre et de massacrer tous les blancs. Nos troupes ne lui permirent pas de réaliser ce barbare projet; elles poussèrent les rebelles avec tant de vigueur, qu'ils consentirent à se soumettre. Quoique le général en chef

Digitized by Google

n'eût pas encore réuni toutes ses forces, il résolut d'attaquer ses adversaires, qui, voyant de nouvelles flottes arriver, se soumirent. Toussaint fut saisi, embarqué et transporté au fort de Joux, où il mourut en 1803.

La soumission si heureuse de Saint-Domingue fut suivie presque immédiatement de celle de la Guadeloupe, où malheureusement nous commîmes une faute considérable, en remettant les noirs en esclavage, ce qui instruisait les noirs de Saint-Domingue du sort qui leur était réservé lorsque la mère-patrie se croirait assez puissante pour triompher complétement de leur rébellion. Les affaires de nos colonies allaient d'ailleurs très bien, la prospérité était grande partout, les productions abondantes s'écoulaient rapidement et à des prix avantageux.

Afin de replacer notre marine à la hauteur qu'elle avait occupée quand trente mille marins étaient employés sur nos flottes pour communiquer avec les seules Antilles, et, s'il était possible, de l'élever à la hauteur de celle de la Grande-Bretagne, Bonaparte augmenta considérablement l'allocation du ministère de la marine. « La pre-» mière année du ministère, écrivait-il à l'amiral Decrès, » est une année d'apprentissage, la seconde de votre mi-» nistère commence. Vous avez la marine française à » rétablir : quelle belle carrière pour un homme dans la » force de l'âge, et d'autant plus belle que nos malheurs » passés ont été plus en évidence. Remplissez-la sans » relâche ; toutes les heures perdues dans l'époque où » nous vivons sont une perte irréparable. — 14 fé-» vrier 1803. »

Plein encore des brillants souvenirs de l'Orient, pénétré de l'immense importance commerciale de l'Egypte,

Digitized by Google

riche contrée où il avait essayé d'asseoir notre puissance, Bonaparte envoya le colonel Sébastiani en mission à Tunis et à Alger pour s'assurer des dispositions de ces peuples en notre faveur; en Egypte, pour connaître si les Anglais se disposaient à abandonner ce pays; en Syrie, pour dire aux chrétiens qu'ils pouvaient compter sur les vieilles sympathies de la France; en Turquie, pour disposer le grand-turc à demeurer attaché à notre cause.

De grands travaux intérieurs étaient en même temps poursuivis avec une extrême activité. Les canaux de l'Ourcq et de Saint-Quentin, les routes du Simplon, du Mont-Cenis et du Mont-Genèvre se continuaient. Les places fortes se relevaient, on en reconstruisait de nouvelles; les arsenaux se remplissaient d'armes et de munitions.

Afin de récompenser les vieux soldats, et en même temps pour les tenir en haleine, Bonaparte créa des colonies militaires, à l'exemple des Romains, et les plaça en Piémont et dans les départements du Rhin. Ces guerriers maniant tour à tour l'épée et la charrue, ouvraient une source de richesse et donnaient l'espoir d'avoir de bons guerriers, si la guerre venait à recommencer. En même temps Bonaparte élevait de nouvelles villes en Bretagne et en Vendée, y traçait des routes, creusait le canal qui communique de Nantes à Brest, bien persuadé qu'en faisant ainsi pénétrer l'aisance chez un peuple dur, plus habitué à une vie sobre qu'aux jouissances du luxe, il parviendrait plus facilement à le rattacher à son gouvernement.

L'amour des lettres, si longtemps négligé, la culture de la belle littérature des grands siècles, méprisée dans

Digitized by Google

les temps de désordre, se faisaient jour de nouveau. Une sœur du premier consul, Elisa, réunissait autour d'elle les hommes de lettres de l'ancien régime. Dans cette société on rêvait le rétablissement de l'Académie, on rejetait les noms nouveaux donnés aux écoles pour leur en substituer de plus classiques. Ce mouvement heureux et bien inoffensif inquiétait les révolutionnaires et engageait Bonaparte lui-même à en modérer l'élan. Le premier consul réorganisa l'Institut, détruisit la section des Sciences morales et physiques comme inutile et dangereuse, encouragea les sciences réellement utiles, engagea le savant Haüy à donner des éléments de physique, et accepta la dédicace de l'œuvre admirable de Laplace sur la mécanique céleste.

Les affaires religieuses préoccupaient aussi le premier consul, qui ne fut pas longtemps à s'apercevoir qu'en voulant mêler le clergé assermenté et le clergé fidèle, il avait produit une cause réelle de désordre. Le seul évêque de Besançon, toujours profondément attaché au schisme constitutionnel, bouleversait son diocèse et y causait les plus grands maux. Tout en réprimant avec sévérité ces désordres, Bonaparte ne poursuivait pas moins son système de fusion et voulait que le clergé fidèle et l'infidèle marchassent d'accord. Il disait au cardinal Caprara : « Blesser les prêtres constitutionnels, les écarter, » c'est manquer à la justice, à l'intérêt de l'Etat, à mon » intérêt, au vôtre, Monsieur le cardinal; c'est man» quer à mes volontés expresses et me déplaire sensi» blement. »

Sachant que, pour honorer le clergé, il faut le mettre à même de faire du bien, il donnait aux principaux évê-

Digitized by Google

ques des sommes considérables pour être distribuées en aumônes. Pendant un seul hiver, il donna cinquante mille francs à l'archevêque de Paris; il adressa deux cent mille francs à l'évêque d'Orléans, cet abbé Bernier, l'un des principaux instruments de la pacification de l'Eglise et de la Vendée. Cette somme devait être employée pour guérir une partie des maux que la guerre civile avait dû causer en Vendée.

Voulant juger par lui-même de l'état de certaines provinces qu'on lui avait représentées comme opposées à son gouvernement, il se détermina à visiter la Normandie. Il fut reçu partout en souverain; on lui présentait les clefs des villes comme aux anciens rois; on le conduisait à l'église sous le dais; il y recevait l'encens; tout en un mot se passait avec l'appareil qu'on déployait autrefois pour les monarques. Il trouva tout dans le plus grand ordre et la prospérité renaissant de tous les côtés. « Elbeuf, écrivait-il à son collègue Cambacérès, est ac-» crue d'un tiers depuis la révolution. Ce n'est plus une » simple manufacture. » Le Hâvre le frappa singulièrement, et il devina les grandes destinées commerciales auxquelles ce port était appelé. « Je ne trouve partout, » écrivait-il encore au consul Cambacérès, que le meil-» leur esprit. La Normandie n'est pas telle que Lebrun » me l'avait présentée. Elle est franchement dévouée au » gouvernement. Je retrouve ici l'unanimité de senti-» ments qui rendit si beaux les jours de 89. »

Les grandes tentatives faites par le premier consul pour relever la marine française, la prospérité intérieure de la France, son ascendant au dehors, sa tendance pour étendre sa puissance au-delà des bornes tracées par la

Digitized by Google

nature, tout cela excitait vivement la jalousie de l'Angleterre. Le ministère Addington, sincèrement ami de la paix, se trouvait vivement pressé par l'opinion publique, lorsqu'une demande intempestive du premier consul vint remettre tout en question ; Bonaparte exigeait la suppression de certains journaux, l'expulsion de Georges et de Peltier, l'éloignement des princes français. « Accordez-» moi, disait-il, les satisfactions qui me sont dues, qu'on » ne peut me refuser sans se déclarer complice de mes » ennemis, et je rechercherai ensuite les moyens d'accor-» der satisfaction à vos intérêts froissés. »

Le ministère anglais répliquait que la législation de son pays s'opposait à ce qu'on portât atteinte à la liberté de la presse et à la liberté des personnes lorsqu'elles ne s'étaient pas rendues coupables de quelque grand crime contre l'Etat, ce qui n'existait point dans le cas présent.

Le premier consul faisait insérer ses notes dans le *Moniteur*, où il écrivait contre les Anglais des articles violents, dont l'auteur était facile à reconnaître. Le ministère anglais élevait à son tour des plaintes amères. « Ces journaux dont le langage vous offense, disait-il, » ne sont pas officiels; nous n'en pouvons pas répondre; » mais le *Moniteur* est l'organe avoué du gouvernement » français; il est d'ailleurs facile de découvrir à son lan-» gage même la source de ses inspirations. Il nous inju-» rie tous les jours; nous aussi, et avec plus de fonde-» ment, nous demandons satisfaction. »

Il ne fallait évidemment qu'une circonstance pour brouiller les deux nations. La Suisse la fournit. Les Suisses, divisés par les opinions politiques, étant continuellement en lutte et n'espérant plus un moment de

Digitized by Google

paix et de tranquillité, recoururent au premier consul et le conjurèrent d'intervenir. Tout en prévoyant que son intervention produirait en Angleterre et en Autriche un très vif mécontentement, Bonaparte se laissa entraîner par le triomphe d'un parti sur l'autre. Les partisans du gouvernement aristocratique, favorables à l'Autriche et à l'Angleterre, ayant été vainqueurs à Lausanne des exaltés, rétablirent le gouvernement tel qu'il existait en 1798. Jugeant l'heure de la décision arrivée, Bonaparte répondit aux négociateurs des deux partis :

« Je cesse d'être neutre et inactif. J'ai voulu respecter » l'indépendance de la Suisse et ménager les susceptibi- » lités de l'Europe; j'ai poussé le scrupule jusqu'à une » véritable faute, la retraite des troupes françaises. Mais » c'est assez de condescendance pour des intérêts ennemis » de la France. Tant que je n'ai vu en Suisse que des » conflits qui pouvaient aboutir à rendre tel parti un peu » plus fort que l'autre, j'ai dû la livrer à elle-même; » mais aujourd'hui qu'il s'agit d'une contre-révolution » patente, accomplie par des soldats autrefois au service » des Bourbons, passés depuis à la solde de l'Angleterre, » je ne peux m'y tromper. Si ces insurgés voulaient me » laisser quelque illusion, ils devaient mettre plus de » dissimulation dans leur conduite, et ne pas placer en » tête de leurs colonnes les soldats du régiment de Bach- » mann. Je ne souffrirai la contre-révolution nulle part, » pas plus en Suisse, en Italie, en Hollande, qu'en France » même. Je ne livrerai pas à quinze cents mercenaires » gagés par l'Angleterre, ces formidables bastions des » Alpes, que la coalition européenne n'a pu, en deux » campagnes, arracher à nos soldats épuisés. On me

Digitized by Google

» parle de la volonté du peuple suisse ; je ne saurais la » voir dans la volonté de deux cents familles aristocra- » tiques. J'estime trop ce brave peuple pour croire qu'il » veuille d'un tel joug. Mais, en tout cas, il y a quelque » chose dont je tiens plus de compte que de la volonté du » peuple suisse, c'est de la sûreté de quarante millions » d'hommes auxquels je commande. Je vais me déclarer » médiateur de la confédération helvétique, lui donner » une constitution fondée sur l'égalité des droits et la » nature du sol. Trente mille hommes seront à la fron- » tière pour assurer l'exécution de mes intentions bien- » faisantes. Mais si, contre mon attente, je ne pouvais » assurer le repos d'un peuple intéressant auquel je veux » faire tout le bien qu'il mérite, mon parti est pris. Je » réunis à la France tout ce qui, par le sol et les mœurs, » ressemble à la Franche-Comté ; je réunis le reste aux » campagnards des petits Cantons, je leur rends le ré- » gime qu'ils avaient au quatorzième siècle, et je les li- » vre à eux-mêmes. Mon principe est désormais arrêté : » ou une Suisse amie de la France, ou point de Suisse » du tout. »

Afin d'appuyer ses résolutions par la force, Bonaparte réunit aussitôt des corps considérables sur les principales frontières de la Suisse, et ordonna à tous ceux qui avaient exercé l'autorité sur les Cantons de venir à Paris pour se concerter volontairement avec lui, s'ils ne voulaient être vaincus.

L'agent de l'aristocratie à Paris se mit en communication avec les ambassadeurs des cours d'Autriche, de Russie, de Prusse et d'Angleterre. Merry, ministre d'Angleterre en France, se hâta de se porter comme protecteur

Digitized by Google

de la cause de l'oligarchie bernoise, et rendit compte à sa cour de cet acte important. L'Angleterre s'émut profondément; l'opinion publique, vivement saisie par les publications des journaux et les souscriptions ouvertes en faveur des Suisses, contraignit le cabinet britannique non-seulement à prendre au moins la défense de l'aristocratie suisse, mais encore à refuser l'évacuation de l'Egypte et de Malte, qui avait été arrêtée dans le traité de paix entre la France et l'Angleterre. Le ministère anglais avait donné une espèce d'ordre d'évacuer l'Egypte, mais il avait prescrit de rester encore à Malte, prétextant que toutes les conditions du traité relatives à l'évacuation de ce port, n'étaient pas remplies. Le premier consul, fort mal disposé contre l'Angleterre, se laissa emporter par sa nature impétueuse lorsqu'il fallut répondre à cette puissance sur ses réclamations relatives à la Suisse; il fit adresser par Talleyrand, à notre ambassadeur à Londres, une note remarquable dans laquelle, touchant à peine les motifs qui l'obligeaient à intervenir en Suisse, il répondait aux menaces de guerre : « Quelque indirecte que fût la menace de » guerre, elle devrait être relevée avec la plus grande » hauteur. De quelle guerre nous menacerait-on, d'ail- » leurs? De la guerre maritime? Notre commerce vient » à peine de renaître, et la proie que nous livrerions » aux Anglais serait de bien peu de valeur. Mais à l'ins- » tant même de la déclaration de guerre, l'Angleterre » se trouverait bloquée à son tour; les côtes du Hanovre, » de la Hollande, du Portugal et de l'Italie, jusqu'à Ta- » rente, seraient occupées par nos troupes. Ces con- » trées, que l'on nous accuse de dominer trop ouver-

Digitized by Google

» tement, la Ligurie, la Lombardie, la Suisse, la Hol-
» lande, au lieu d'être laissées dans cette situation incer-
» taine où elles nous suscitent mille embarras, seraient
» converties en provinces françaises dont nous tirerions
» d'immenses ressources, et on nous forcerait ainsi à
» réaliser cet empire des Gaules dont on veut sans cesse
» effrayer l'Europe. »

Pour résumer toute la négociation, on prescrivait à notre ambassadeur de dire au cabinet anglais : « Tout » le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens. » A ces mots, qui signifiaient que l'Angleterre ne devait attendre aucune faveur de notre part, pas même un traité de commerce, Addington répondit par ces quatre mots non moins significatifs : « L'état du continent à » l'époque du traité d'Amiens, rien que cet état. »

Le premier consul, blessé par une réponse si laconique, montra que si la France s'était mêlée des affaires des peuples voisins pour les arranger dans son intérêt, l'Angleterre en avait fait autant à l'égard de plusieurs nations. « Pourquoi l'Angleterre a-t-elle signé les arran-
» gements adoptés pour l'Allemagne ? S'il lui semblait
» mauvais de la séculariser, pourquoi le roi de Hanovre,
» qui est roi aussi de la Grande-Bretagne, a-t-il ap-
» prouvé la négociation germanique en acceptant l'évê-
» ché d'Osnabruck ? Pourquoi, d'ailleurs, a-t-on si bien,
» si largement traité la maison de Hanovre, si ce n'est
» en considération de l'Angleterre ? Le cabinet britan-
» nique ne voulait plus se mêler, il y a six mois, des af-
» faires du continent ; il le veut aujourd'hui ; qu'il fasse
» comme il lui plaira. Mais a-t-il plus d'intérêt à ces
» affaires que la Prusse, que la Russie, que l'Autriche ?

Digitized by Google

» Eh bien, ces trois puissances adhèrent en cet instant » à ce qui vient de se passer en Allemagne ; comment » l'Angleterre pourrait-elle se dire plus fondée à ju- » ger les intérêts du continent? Il est vrai que, dans la » grande négociation germanique, le nom du roi d'An- » gleterre n'a pas figuré. Il n'en a pas été question, et » cela peut blesser son peuple, qui tient à garder et qui » a droit de garder une grande place en Europe. Mais à » qui la faute, sinon à l'Angleterre elle-même ? Le pre- » mier consul n'aurait pas demandé mieux que de lui » montrer amitié et confiance, que de résoudre en com- » mun avec elle les grandes questions qu'il vient de ré- » soudre en commun avec la Russie ; mais, pour l'amitié » et la confiance, il faut un retour. Or, il ne s'élève en » Angleterre que des cris de haine contre la France. On » dit que la Constitution anglaise le veut ainsi ; soit, » mais elle ne commande pas de souffrir à Londres les » pamphlétaires français, les auteurs de la machine in- » fernale, de recevoir, de traiter en princes, avec tous » les honneurs dûs à la souveraineté, les membres de la » maison de Bourbon. Quand on montrera au premier » consul d'autres sentiments, on l'amènera à en éprouver » d'autres aussi, et à partager avec l'Angleterre l'in- » fluence européenne qu'il a voulu partager cette fois » avec la Russie. »

Les autres peuples, interrogés sur ce point, n'avaient pas répondu avec cette hauteur insultante; la Russie s'était déclarée favorable à l'abstention de la France; la Prusse approuvait la France; quant à l'Autriche, elle gardait un silence prudent.

Le premier consul, sans s'arrêter à toute cette diplomatie, se hâta de jeter différents corps de troupes dans

Digitized by Google

la Suisse, et l'amena en quelques jours, et presque sans effusion de sang, à une complète soumission. Afin de lui donner une organisation conforme à ses desseins, il appela à Paris les principaux citoyens de tous les partis et les mit en communication avec le Sénat, afin de rédiger une constitution basée sur l'égalité réelle de toutes les classes.

Chaque Canton conservait ses premières institutions, en détruisant ce qu'elles renfermaient de féodal ou d'aristocratique. Les Cantons étaient *confédérés uniquement pour les intérêts communs à toute la confédération, et surtout pour les relations avec les autres Etats.*

Cette solution fut reçue avec reconnaissance par une partie de l'Europe, qui voyait dans la nouvelle constitution des garanties pour l'ordre. A l'ouverture du Parlement, dans un moment où la Grande-Bretagne était toujours plus jalouse de notre influence au dehors, le cabinet Addington, au lieu de prendre une position franchement pacifique, jeta quelques-uns de ces mots imprudents qui soulèvent les passions. De violentes attaques retentirent contre la France : « Vous aviez à peine signé » les préliminaires de Londres, disaient les partisans de » Pitt, que notre éternel ennemi s'emparait ouvertement » de la république italienne, sous prétexte de s'en faire » décerner la présidence, s'adjugeait la Toscane sous » prétexte de la concéder à un infant d'Espagne, et, » pour prix de cette fausse concession, s'emparait de la » plus belle partie du continent américain, la Louisiane. » Voilà ce qu'il faisait ouvertement, le lendemain des » préliminaires, pendant que vous étiez occupés à négo- » cier dans la ville d'Amiens; et cela ne frappait pas vos » yeux ! »

Fox fit entendre de nobles paroles pour repousser ces

Digitized by Google

attaques. Il se plaisait sur le terrain de la grande politique qui exclut l'égoïsme. « Je comprends entre deux » puissantes nations une noble rivalité; mais songer à » la guerre, la proposer parce qu'une nation grandit, » parce qu'elle prospère, serait insensé et inhumain. Si » on vous annonçait que le premier consul fait un canal » pour amener la mer de Dieppe à Paris, il y a des gens » qui le croiraient et qui vous proposeraient la guerre. » On parle des manufactures françaises, de leurs pro- » grès: j'ai vu ces manufactures, je les ai admirées; » mais, s'il faut en dire mon sentiment, je ne les crains » pas plus que je ne crains la marine de la France. Je » suis certain que les manufactures anglaises l'emporte- » ront quand la lutte s'établira entre elles et les manu- » factures françaises. Qu'on les laisse donc essayer leurs » forces; mais qu'elles les essaient à Manchester, à Saint- » Quentin, c'est là que la lice est ouverte; c'est là le » champ-clos dans lequel doivent se rencontrer les deux » nations. Faire la guerre pour assurer le succès des » unes sur les autres, serait barbare. On reproche aux » Français d'interdire l'arrivée de nos produits dans » leurs ports; mais est-ce là un droit dont vous puissiez » empêcher l'exercice? Et vous qui vous plaignez, y a- » t-il une nation qui emploie les prohibitions plus acti- » vement que vous ne le faites? Une partie de notre » commerce souffre, cela est possible; mais cela s'est vu » à toutes les époques, après la paix de 1763, après la » paix de 1782. Il y avait alors des industries dévelop- » pées par la guerre au-delà de leurs proportions ordi- » naires, qui devaient rentrer à la paix dans les limites » plus étroites, et d'autres, en retour, qui devaient pren-

Digitized by Google

» dre un plus grand développement. Que faire à tout » cela? Devons-nous donc, pour l'ambition de nos mar- » chands, verser à torrents le sang de la nation anglaise? » Quant à moi, mon choix est fait; s'il faut, pour des » passions insensées, immoler des milliers d'hommes, je » reviens aux folies de l'antiquité; j'aime mieux que le » sang coule pour les expéditions romanesques d'un » Alexandre, que pour la cupidité grossière de quelques » marchands affamés d'or. »

Le ministère anglais triompha des rudes attaques dirigées contre lui, et envoya en France pour témoigner de son bon vouloir de conserver la paix, de Withworth, gentilhomme droit, franc, magnifique, un peu roide et surtout très orgueilleux. Quand il arriva en France, le premier consul était tout entier porté à la paix; il ne voyait dans les idées pacifiques que le moyen de fortifier la France et de la mettre en état de reprendre sur les nations étrangères un ascendant plus grand encore que celui dont nous jouissions. Mais il y avait de graves questions pendantes entre la France et l'Angleterre. L'île de Malte n'était point évacuée, et le ministère Addington, quoique désirant faire cesser ce grave sujet de dissension, ne savait à quel expédient recourir pour colorer cette retraite. Bonaparte présenta une raison à laquelle le cabinet anglais n'avait plus rien à objecter. Jusqu'alors le grand motif qu'Addington avait fait valoir, c'est qu'aucune grande nation n'ayant pris la garantie de l'Ordre de Malte, cet Ordre paraissait insuffisant pour protéger l'île contre quelque aggresseur puissant. La Russie et la Prusse, ayant enfin offert leur garantie, ôtaient ainsi au cabinet anglais l'un des motifs

Digitized by Google

spéciaux de la non exécution du traité d'Amiens, dans l'une de ses parties les plus importantes.

Dans l'impuissance de reculer, le cabinet anglais allait enfin s'exécuter, lorsqu'il parut dans le *Moniteur* un rapport du colonel Sébastiani, qui, comme nous l'avons exposé, avait reçu du gouvernement une mission pour la Barbarie, l'Egypte, la Syrie et Constantinople. Ce rapport était une glorification de Napoléon, dont le nom, assurait-il, était chanté en Egypte et en Syrie par les populations, qui regrettaient sincèrement la domination française. Après avoir dit qu'avec une armée de six mille hommes il serait facile de soumettre ces peuples à la France, il établissait entre nos légions et les armées anglaises un parallèle injurieux et même grossier pour celles-ci. Cette lettre, au lieu de conserver son caractère confidentiel, fut jetée dans le journal officiel, produisit la plus profonde irritation en Angleterre, et devint le thème des déclamations furibondes des journaux, des chambres et du peuple contre un ministère incapable de soutenir l'honneur britannique.

Afin de sortir d'une situation pire que la guerre ouverte, Bonaparte voulut avoir une explication franche avec l'ambassadeur anglais. Elle eut lieu le 18 février, avec cette impétuosité qui caractérisait le premier consul : « Chaque vent qui se lève d'Angleterre ne m'ap-
» porte que haine et outrage. Maintenant, ajouta-t-il,
» nous voilà parvenus à une situation d'où il faut abso-
» lument sortir. Voulez-vous, ne voulez-vous pas exé-
» cuter le traité d'Amiens? Je l'ai, quant à moi, exécuté
» avec une scrupuleuse fidélité. Ce traité m'obligeait à
» évacuer Naples, Tarente et les Etats romains en trois

Digitized by Google

» mois; et en moins de deux mois les troupes françaises » étaient sorties de tous ces pays. Il y a dix mois écoulés » depuis l'échange des ratifications, et les troupes anglaises sont encore à Malte et à Alexandrie. Il est inutile de chercher à nous tromper à cet égard : voulez-vous la paix, voulez-vous la guerre? Si vous voulez la guerre, il n'y a qu'à le dire, nous la ferons avec acharnement et jusqu'à la ruine des deux nations. Voulez-vous la paix? il faut évacuer Alexandrie et Malte. Car, » ajouta le premier consul avec l'accent d'une résolution inébranlable, ce rocher de Malte, sur lequel on a élevé » tant de fortifications, a sans doute une grande importance sous le rapport maritime, mais il en a une bien » plus grande à mes yeux, c'est d'intéresser au plus haut » point l'honneur de la France. Que dirait le monde si » nous laissions violer un traité solennel signé avec » nous? il douterait de notre énergie. Pour moi, mon » parti est pris : j'aime mieux vous voir en possession » des hauteurs de Montmartre que de Malte. »

Ces paroles se sont réalisées en partie; les Anglais sont arrivés sur la butte de Montmartre, mais ils n'ont pas abandonné Malte.

L'ambassadeur anglais rappela en balbutiant les actes du premier consul au dehors, son immixtion dans les affaires de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse et du Piémont. Après avoir réfuté toutes ces accusations et démontré que son action était connue des Anglais au moment de la signature du traité d'Amiens, ou qu'elle avait eu pour but le bonheur des peuples, Bonaparte ajouta que, s'il le fallait, il lutterait contre le monde pour l'honneur de son pays.

Digitized by Google

Une pareille conversation était déjà une très grande imprudence; l'imprudence fut plus grande encore dans le message adressé au Corps législatif.

« Le gouvernement garantit à la nation les posses-
» sions du continent, et il lui est permis d'espérer la con-
» tinuation de la paix maritime. Cette paix est le besoin
» et la volonté de tous les peuples. Pour la conserver,
» le gouvernement fera tout ce qui est compatible avec
» l'honneur national, essentiellement lié à la stricte exé-
» cution des traités.

» En Angleterre deux partis se disputent le pouvoir :
» l'un a conclu la paix et paraît décidé à la maintenir;
» l'autre a juré à la France une haine implacable. De là
» cette fluctuation dans les opinions et dans les conseils,
» et cette attitude à la fois pacifique et menaçante.

» Tant que durera cette lutte des partis, il est des me-
» sures que la prudence recommande au gouvernement
» de la République. Cinq cent mille hommes doivent
» être et seront prêts à la défendre et à la venger. Etrange
» nécessité que de misérables passions imposent à deux
» nations, qu'un même intérêt et une égale volonté at-
» tachent à la paix.

» Quel que soit à Londres le succès de l'intrigue, elle
» n'entraînera point d'autres peuples dans des ligues
» nouvelles, et le gouvernement le dit avec un juste or-
» gueil, seule, l'Angleterre ne saurait aujourd'hui lutter
» contre la France.

» Mais ayons de meilleures espérances, et croyons
» plutôt qu'on n'écoutera dans le cabinet britannique
» que les conseils de la sagesse et la voix de l'humanité.
» Oui, sans doute, la paix se consolidera tous les jours

Digitized by Google

» davantage; les relations des deux gouvernements » prendront ce caractère de bienveillance qui convient à » leurs intérêts mutuels; un heureux repos fera oublier » les longues calamités d'une guerre désastreuse; et la » France et l'Angleterre, en faisant leur bonheur réci- » proque, mériteront la reconnaissance du monde en- » tier. »

Une pareille déclaration, jetée à la face du monde comme une provocation à l'Angleterre, inspira au ministère anglais une telle frayeur, que, pour dégager sa responsabilité, il fit une déclaration contre la France et prit l'engagement de demander réparation. A cette nouvelle Bonaparte bondit de fureur, et quoique, sur l'avis de Talleyrand, il eût promis de se contenir, il ne fut pas maître de lui-même. Dans une grande soirée où le corps diplomatique s'était rendu au grand complet, parce que chacun s'attendait à un orage, Bonaparte, averti que le cercle était formé et que l'ambassadeur anglais s'y trouvait, entra et s'élança d'un bond vers lui : « Milord, » lui dit-il avec une agitation extrême, avez-vous des » nouvelles d'Angleterre? » Et presque sans attendre sa réponse, il ajouta : « Vous voulez donc la guerre? — » Non, général, répondit avec beaucoup de mesure l'am- » bassadeur, nous sentons trop les avantages de la paix. » — Vous voulez donc la guerre? s'écria le premier con- » sul d'une voix très haute, et de manière à être entendu » de tous les assistants. Nous nous sommes battus dix » ans, vous voulez donc que nous nous battions dix ans » encore? Comment a-t-on osé dire que la France armait? » On en a imposé au monde. Il n'y a pas un vaisseau » dans nos ports; tous les vaisseaux capables de tenir la

Digitized by Google

» mer ont été expédiés à Saint-Domingue..... Le peuple » français, on peut le tuer, Milord ; l'intimider, jamais. » Il dit ensuite au ministre de Russie que les Anglais ne voulaient pas évacuer Malte, qu'ils refusaient de tenir leurs engagements, et que désormais il faudrait couvrir les traités d'un crêpe noir. Ayant aperçu le ministre de Suède, dont la présence lui rappela les dépêches ridicules adressées à la Diète germanique : « Votre roi, lui dit-il, » oublie donc que la Suède n'est plus au temps de Gus- » tave-Adolphe, qu'elle est descendue au troisième rang » des puissances? » Il acheva de parcourir le cercle, toujours agité, le regard étincelant, effrayant comme la puissance en courroux, mais dépourvue de la dignité calme qui lui sied si bien.

Après une pareille scène il n'y avait plus que la guerre possible. Bonaparte qui, quelques heures auparavant, ne rêvait que la paix, ne songea plus qu'à des conquêtes, refit dans son esprit la carte de l'Europe, reconstitua le fameux empire de Charlemagne, et surtout jura d'anéantir la puissance anglaise. Il se hâta de reconstituer ses armées, fit inspecter les ports et ordonna de les mettre en état de défense, prescrivit de réunir toutes les embarcations et de les porter dans un lieu rapproché de l'Angleterre. Il fit toutes ses dispositions pour préparer la clôture absolue de toutes les côtes de notre continent. L'occupation de la Hollande, du Portugal et du golfe de Tarente lui parut nécessaire pour cela. Il se hâta d'envoyer Duroc à Berlin et à Saint-Pétersbourg pour disposer ces cours en notre faveur.

Comme nous n'étions pas suffisamment assis à la Loui-

Digitized by Google

siane pour pouvoir défendre cette province, il se détermina à la vendre aux Etats-Unis.

La vente de cette belle et riche province s'effectua pour la somme de quatre-vingt millions de francs que les Etats-Unis s'engagèrent à payer à la France.

Cependant Talleyrand continuait à négocier avec les plus louables efforts; il voulait que, si la guerre recommençait, la responsabilité en incombât tout entière sur le cabinet britannique. Il fit une communication franche au cabinet anglais pour le prévenir que la France commençait à armer. Il témoignait en même temps le plus vif désir de la paix. « Puisqu'on arme en Angle-» terre, disait Talleyrand, le cabinet britannique ne sera » pas étonné si la Suisse, qui allait être évacuée, ne l'est » pas; si un corps de troupes est acheminé vers le midi » de l'Italie, dans le but de réoccuper Tarente; si un » corps de vingt mille hommes entre en Hollande et » prend la position la plus voisine du Hanovre; si le » matériel d'une division est réuni à Bayonne pour agir » en cas de besoin contre le Portugal; si, enfin, des tra-» vaux de pure construction dans nos ports, on passe à » des travaux d'armement. Sans doute, il en résultera » un redoublement d'émotion en Angleterre; les excita-» teurs ordinaires de l'opinion publique en concluront » encore que la France médite de nouvelles agressions; » mais que faire? il faut bien s'y résigner, puisqu'enfin » le cabinet britannique a pris l'initiative de ces mesures » de précaution, qui finissent par être en réalité des me-» sures de provocation. »

On armait en effet, en Angleterre, malgré la faiblesse

Digitized by Google

et l'indécision du cabinet Addington, qui, se sentant incapable de conduire lui-même les affaires dans de si difficiles circonstances, conjura Pitt de s'unir à lui. En ayant été repoussé, il essaya de s'adjoindre Fox; mais, sur ce point, la volonté de George III avait été absolue, il n'en avait point voulu. Dans son extrême embarras, Addington, qui aurait voulu garder la paix, afin de conserver son portefeuille, reçut de Talleyrand de nouvelles ouvertures : c'était que la France évacuerait la Suisse et la Hollande en même temps que l'Angleterre abandonnerait Malte. La possession de cette île étant nécessaire au cabinet anglais pour se présenter devant le Parlement, il répondit par une autre proposition, que Talleyrand voulut discuter au moins pour gagner du temps et montrer à l'Europe que si la paix était rompue, il ne faudrait pas nous en attribuer la responsabilité. L'Angleterre voulait l'évacuation de la Suisse et de la Hollande par la France et la continuation de l'occupation de Malte, du moins pendant un certain laps de temps, tel que dix ans.

Quoique l'acceptation de ces conditions fût un aveu de la part de la France qu'elle cédait, Talleyrand eût volontiers adopté ce parti; mais Bonaparte se montra inflexible. « Non, dit-il, Malte, ou rien! car Malte, c'est la » domination de la Méditerranée. Or, personne ne croira » que je consente à donner la domination de la Méditer- » ranée aux Anglais, sans avoir peur de se mesurer avec » eux. »

Bonaparte consentait bien à ce que les Anglais se donnassent un point de relâche dans la Méditerranée, mais il ne voulait pas qu'ils y eussent deux Gibraltar.

Digitized by Google

Le cabinet anglais, pressé d'en finir, ordonna à son ambassadeur de poser l'ultimatum tel que nous l'avons établi, et de demander ses passeports pour le 2 mai s'il n'était pas adopté. La cour de Russie intervint alors, se chargea d'occuper Malte au nom de l'Ordre, et promit ainsi que cette île célèbre ne tomberait point entre les mains des deux puissances rivales. Décidé par cette nouvelle proposition à prolonger son séjour en France malgré l'ordre formel de son gouvernement, l'ambassadeur anglais la soumit à Addington qui la repoussa, et en fit une à son tour qui semblait parfaitement acceptable. C'était un article secret par lequel Malte devait rester indéfiniment à l'Angleterre, à condition que la France occuperait comme équivalent de Malte la place importante de Tarente et le golfe de ce nom. Le premier consul repoussa cette proposition, malgré les efforts de Talleyrand pour lui persuader que, forcée bientôt par les réclamations des puissances étrangères contre cette occupation, l'Angleterre céderait et abandonnerait Malte.

Withworth prit ses passeports le 11 mai, et partit le lendemain soir, se dirigeant à petites journées vers Calais, et paraissant ainsi engager le cabinet français à revenir sur sa détermination. Rien ne vint l'arrêter. Il trouva à Douvres l'ambassadeur français, qu'il s'empressa de visiter, voulant ainsi montrer que rien de sa part n'avait manqué pour la conservation de la paix.

Ainsi fut rompue une paix de quelques mois, que le monde avait tant de besoin de voir se prolonger. On s'est demandé quelle fut la cause principale de cette rupture. Nous ne craignons pas de le dire, ce fut Bonaparte, non point qu'il ait si ouvertement violé le traité

Digitized by Google

d'Amiens, que la nation anglaise se soit trouvée obligée de soutenir par les armes la réparation de son droit, mais parce que le premier consul s'était souvent emporté d'une manière inconvenante et qu'il avait fait paraître dans le *Moniteur* des notes plus qu'imprudentes. La nation anglaise, piquée au vif, voulut conserver Malte comme équivalent des agrandissements de la France et comme preuve constante qu'elle ne reculerait point devant les bravades du premier consul. Le haut commerce anglais désirait aussi la guerre pour agglomérer entre ses mains toutes les valeurs du royaume.

Afin de se concilier la nation, le premier consul fit rejeter par les journaux tous les torts sur l'Angleterre. Il convoqua le Corps législatif pour lui donner communication de la situation et en obtenir les lois nécessaires pour la guerre. Ce Corps flatta les pensées du premier consul dans une réponse qui fut faite par Fontanes.

« La France, dit-il, est prête à se couvrir de ces armes » qui ont vaincu l'Europe. Malheur au gouvernement » ambitieux qui voudrait nous rappeler sur le champ de » bataille et qui, enviant à l'humanité un si court in- » tervalle de repos, la replongerait dans les calamités » dont elle est à peine sortie! L'Angleterre ne pourrait » plus dire qu'elle défend les principes conservateurs de » la société menacée dans ses fondements; c'est nous qui » pourrons tenir ce langage, si la guerre se rallume; » c'est nous qui vengerons alors les droits des peuples et » la cause de l'humanité, en repoussant l'injuste attaque » d'une nation qui négocie pour tromper, qui demande » la paix pour recommencer la guerre, et ne signe des » traités que pour les rompre. N'en doutons pas, si le

Digitized by Google

» signal est une fois donné, la France se ralliera par un » mouvement unanime autour du héros qu'elle admire. » Tous les partis qu'il tient en silence autour de lui ne » disputeront plus que de zèle et de courage. Tous sentent » qu'ils ont besoin de son génie et reconnaissent que » seul il peut porter le poids et la grandeur de nos nou- » velles destinées. »

La guerre était à peine déclarée que les Anglais, sans vouloir donner à nos commerçants le temps de rentrer dans nos ports et même de connaître la rupture de la paix, se mirent à courir sus à tous nos bâtiments marchands, ce qui était évidemment contraire au droit des gens. Le premier consul avait résolu d'user de représailles; mais, sur le conseil de Talleyrand, il n'arrêta que les Anglais qui, voyageant en France, appartenaient à l'armée anglaise ou remplissaient quelque mission. C'étaient des hommes publics. En les arrêtant, on atteignait la nation anglaise elle-même et non les particuliers. Mais tous les commerçants anglais, les simples citoyens eurent le temps nécessaire pour se retirer. Les Anglais mis en état d'arrestation furent placés dans des villes de guerre, où ils furent libres, en s'engageant seulement sur leur honneur à ne point quitter le lieu qui leur était donné pour demeure.

Une partie de notre flotte se trouvait alors dans les Antilles, à la Guadeloupe, à la Martinique, à Saint-Domingue, ainsi exposée aux coups de nos ennemis. Ce qui aurait dû le plus déterminer le premier consul à éviter la guerre, c'est l'état de nos colonies. Elles n'étaient pas encore suffisamment affermies pour pouvoir être livrées à elles-mêmes ou défendues avec succès. L'île Saint-

Digitized by Google

Domingue, la plus importante des Antilles, pour le recouvrement de laquelle nous avions fait des efforts considérables, usé nos meilleurs soldats et nos plus habiles généraux, allait infailliblement nous échapper.

Quelques mesures adoptées pour réprimer les mouvements insurrectionnels avaient déterminé, comme nous l'avons dit, le général Leclerc, commandant de l'expédition et gouverneur de l'île, à faire arrêter Toussaint-Louverture. Malheureusement Leclerc, étant venu à mourir, laissa le commandement général à Rochambeau, dont l'armée fut décimée par une multitude de petits combats et plus encore par la fièvre jaune. Rochambeau crut faire de l'habileté en déployant une sévérité excessive. Un jour, après un échec il pendit, en face du camp ennemi, cinq cents prisonniers. Les révoltés répondirent par l'assassinat de cinq cents Français. La guerre s'étant rallumée entre la France et l'Angleterre, cette dernière nation vint favoriser le soulèvement de Saint-Domingue et ordonna d'assiéger les Français par mer dans la ville du Cap, qui était enveloppée par les noirs du côté de la terre. Enfin, le 2 décembre 1803, le dernier détachement que nous avions dans l'île se rendit prisonnier de guerre des Anglais.

L'expédition dont nous venons de rapporter les principales circonstances, fut pour la mère-patrie un grand malheur, non-seulement à cause de la perte des hommes si nombreux qui périrent, mais surtout parce que la sévérité et le manque de parole à l'égard des nègres produisirent une désaffection générale pour le nom français, qui fut abhorré par l'île entière.

La guerre que nous allions entreprendre était d'autant

Digitized by Google

plus difficile que, pour atteindre l'Angleterre, il fallait ou traverser la mer, débarquer chez elle et l'attaquer dans son sein, ou bien l'atteindre indirectement en contraignant toutes les nations du continent à lui refuser l'entrée de leurs ports et à renoncer à toute relation commerciale avec elle. Le second de ces moyens avait l'extrême inconvénient de nous mettre en guerre avec toutes les nations de l'Europe. Le premier semblait presque irréalisable. Cependant Bonaparte se détermina pour le premier.

Louis XIV et Louis XVI avaient tenu tête sur mer à l'Angleterre. Il est vrai qu'alors la puissance maritime de l'Angleterre n'était pas aussi grande qu'aujourd'hui; mais nous avions en 1803 des forces de mer considérables. Avec les marines de la Hollande, de l'Espagne et de l'Italie, nous pouvions mettre à flot à l'instant cinquante grands vaisseaux, et nous possédions des matériaux pouvant en porter le nombre à cent. Il est vrai que l'Angleterre avait alors soixante-quinze vaisseaux répartis sur toutes les mers, qu'elle espérait porter sa marine à cent vingt vaisseaux, avec des frégates et des cutters dans la même proportion.

Afin de dégager le passage de Calais à Douvres, de faciliter le transport des troupes de débarquement et de maintenir toujours les communications avec l'Amérique, Bonaparte voulait réunir tous nos vaisseaux et en former une grande flotte; il faisait déployer la plus grande activité dans nos ports; on y fabriquait même sur nos rivières des bateaux plats et légers qui pouvaient facilement échouer sur une côte basse et y déposer des hommes, des munitions et des armes.

Digitized by Google

Six camps furent à l'instant formés, depuis le Texel jusqu'aux Pyrénées : le premier aux environs d'Utrecht, un second à Gand, un troisième à Saint-Omer, un quatrième à Compiègne, un cinquième à Brest, un sixième à Bayonne, ce dernier destiné à imposer à l'Espagne.

L'armée, élevée à quatre cent quatre-vingt mille hommes, était partagée en plusieurs corps; cent cinquante mille étaient destinés à combattre l'Angleterre et à en tenter la conquête; le reste devait garder les provinces et former une armée d'observation pour se porter sur le Rhin en cas d'attaque de la part de l'Allemagne.

Les finances, le nerf de la guerre, avaient été rendues très prospères par les combinaisons de Bonaparte, qui, voulant décharger le Trésor, payer quelques grands services et ajouter à la dignité de certains corps, avait réparti quatre cent millions de biens nationaux restant en 1800 entre divers services publics, tels que la Légion-d'Honneur, l'Instruction publique, les Invalides, le Sénat, la Caisse d'amortissement. S'il était ainsi parvenu à couvrir les dépenses par les recettes, la guerre, exigeant une augmentation de cent millions, allait détruire l'équilibre, car cette fois nos armées ne devaient point vivre aux dépens de l'étranger. Pour trouver cette somme, il pouvait recourir au crédit ou à des dons volontaires. Le crédit était ruineux parce que les fonds étaient au denier dix. Bonaparte résolut de réclamer des dons volontaires, que les grandes villes s'imposèrent librement. Ces dons, outre la fourniture de navires de différentes dimensions, s'élevèrent à la somme de quarante millions, dont quinze payables en l'an XI, quinze en l'an XII et le reste les années suivantes. La Louisiane, que nous avions cédée

Digitized by Google

aux Etats-Unis, devait nous fournir cinquante-quatre millions net, dont vingt-sept devaient être payés l'année même.

Les nations étrangères placées sous la dépendance de la France étant intéressées à nos succès, devaient aussi concourir à la dépense. La république italienne n'ayant pas encore d'armée et ne pouvant se passer de la nôtre, payait seize cent mille francs par mois (dix-neuf millions deux cent mille francs par an); la Ligurie fournissait douze cent mille francs par an ; Parme deux millions.

Le premier consul avait aussi compté sur le concours de l'Espagne et de la Hollande. « La Hollande et l'Espagne, disait-il sans cesse, sont perdues si nous sommes vaincus. Toutes leurs colonies de l'Inde, de l'Amérique, seront ou prises, ou détruites, ou poussées à la révolte par l'Angleterre. Sans doute, ces deux puissances trouveraient commode de ne point prendre parti, d'assister à nos défaites si nous sommes vaincus, de profiter de nos victoires si nous sommes victorieux, car si l'ennemi est battu, il le sera autant à leur profit qu'au nôtre. Mais il n'en saurait être ainsi; elles combattront avec nous, comme nous, à effort égal. La justice le veut, leur intérêt aussi, car leurs ressources nous sont indispensables pour réussir. C'est tout au plus si, en unissant nos moyens à tous, nous pourrons vaincre les dominateurs des mers. Isolés, réduits chacun à nos seules forces, nous serons insuffisants et battus (1). »

La Hollande dut nourrir et solder un corps de dix-huit mille Français et de seize mille Hollandais, et four-

(1) Thiers.

Digitized by Google

nir une escadre de ligne et une flottille de bateaux plats. L'escadre de ligne devait consister en cinq vaisseaux de haut bord, cinq frégates et les bâtiments nécessaires pour transporter vingt-cinq mille hommes et deux mille cinq cents chevaux du Texel aux côtes d'Angleterre. La flottille devait être composée de trois cent cinquante bateaux plats de toute dimension, et être propre à transporter trente-sept mille hommes et quinze cents chevaux des bouches de l'Escaut à celles de la Tamise.

La France assurait à la Hollande, en cas de succès contre l'Angleterre, la complète restitution de toutes ses colonies.

Au lieu de demander à l'Espagne vingt-quatre mille hommes, quinze vaisseaux de ligne, six frégates et quatre corvettes qu'elle devait fournir en vertu du traité de 1790, Bonaparte aima mieux un subside de six millions par mois. Ces propositions parurent d'autant plus exorbitantes au prince de la Paix, que ce ministre se mettait alors en relation avec l'Angleterre. Afin de faire disparaître l'indécision de l'Espagne, Bonaparte avait placé un corps d'observation au pied des Pyrénées.

Pour épouvanter la cour de Naples, il s'expliqua franchement. « Je ne souffrirai pas plus, lui dit-il, les Anglais » en Italie qu'en Espagne et en Portugal; au premier » acte de complicité avec l'Angleterre, la guerre me fera » justice de votre inimitié. Je peux vous faire ou beau- » coup de bien ou beaucoup de mal, c'est à vous de choi- » sir. Je ne veux pas prendre vos Etats, il me suffit qu'ils » servent à mes desseins contre l'Angleterre; mais je les » prendrai certainement s'ils sont employés à lui être » utiles. »

Digitized by Google

A l'aide de ces mesures, Bonaparte se voyait à la tête de forces considérables. Il avait des ressources assurées pour entretenir une armée de cent cinquante mille hommes sur les côtes, une autre de quatre-vingt mille sur le Rhin, les troupes nécessaires à l'occupation de l'Italie, de la Hollande et du Hanovre, cinquante vaisseaux de ligne, une flottille de transport d'une étendue sans exemple jusqu'alors.

La rupture de l'Angleterre avec la France avait fait une profonde sensation sur toutes les puissances de l'Europe; presque partout, cependant, on donnait tort à l'Angleterre, mais on redoutait trop la France pour entrer dans ses intérêts.

On sentait en Allemagne que si Bonaparte ne passait pas en Angleterre, il se vengerait sur les provinces du continent. « Si le général Bonaparte, disait l'empereur, » qui a tant accompli de miracles, n'accomplit pas celui » qu'il prépare actuellement, s'il ne passe pas le détroit, » c'est nous qui en serons les victimes; car il se rejettera » sur nous et battra l'Angleterre en Allemagne. »

Avec de semblables pensées, l'Autriche ne devait pas être portée à seconder la France dans son entreprise contre l'Angleterre. La Prusse redoutait aussi une collision qui allait sans doute amener la France dans son voisinage, car on ne pouvait douter qu'un des premiers actes de Bonaparte ne fût de se rendre maître du Hanovre. Le roi de Prusse s'était adressé à la France et à l'Angleterre pour leur demander de détenir ce petit Etat en leur nom, espérant ainsi conserver libre la navigation de l'Elbe et du Weser.

La Russie, mécontente de la France parce qu'elle n'a-

Digitized by Google

vait pas, conformément à ses désirs, donné d'indemnité au roi de Piémont, était aussi irritée de ce que l'Angleterre n'avait pas voulu remettre l'île de Malte entre ses mains. Redoutant cependant un embrasement général, qui pourrait l'atteindre aussi bien que les autres puissances, elle se détermina à offrir sa médiation. Le premier consul, qui plaisantait dans l'intimité de l'inexpérience du cabinet russe et de la manière dont il avait posé la question de médiation, voulut s'attacher le jeune empereur Alexandre, en lui donnant la plus haute preuve de confiance; il s'engagea à déposer entre ses mains un compromis par lequel il promettait d'accepter sans restriction l'arbitrage de la Russie. En attendant l'effet de l'intervention du cabinet de Saint-Pétersbourg, le gouvernement français prenait toutes les mesures de précaution commandées par la prudence, ordonnait au général Saint-Cyr de quitter la Romagne, de se rendre à Tarente pour en armer la rade, et d'occuper Naples, s'il apercevait un mouvement insurrectionnel dans le pays.

Ancône n'était pas un point moins important; il fit aussi occuper cette place après avoir donné au Pape toutes les assurances qui pouvaient rendre moins amer ce sacrifice.

Le Hanovre, où le premier consul voulait porter le premier coup à l'Angleterre, fut attaqué par le corps d'armée qui se trouvait en Hollande sous le commandement de Mortier; ce général fit fuir l'ennemi devant lui jusque sous les murs de Borstell, le battit dans cette place et l'obligea à reculer jusqu'au Weser. Une fois maître de Hanovre, Nienburg et Hameln, Mortier signa à Sulhingen une convention par laquelle l'électorat de

Digitized by Google

Hanovre, avec les branches du Weser et de l'Elbe, étaient en notre pouvoir. Bonaparte refusa d'accepter cette convention, ordonna à son général de passer l'Elbe et d'attaquer Walmoden, dont les troupes occupaient la rive droite de ce fleuve. Bien qu'affaibli par la nécessité de laisser une partie de ses troupes dans les places fortes, Mortier vainquit son adversaire, le poussa vigoureusement et le contraignit à mettre bas les armes. Tout l'Etat du Hanovre soumis alors se vit obligé de mettre à notre disposition des vivres, des munitions, des ressources pour entretenir vingt-cinq mille hommes; il nous fournit encore, par la proximité du Mecklembourg et du duché de Brunswick, un moyen facile de remonte pour notre cavalerie.

Nous tirâmes, en effet, de toute cette région un grand nombre de chevaux magnifiques. Lorsque des communications directes furent établies avec ce pays par la Prusse, on envoya des cavaliers qui revenaient avec trois chevaux, un qu'ils montaient et deux qu'ils tenaient. C'est à cette précieuse conquête que la France dut l'avantage inestimable d'avoir une belle cavalerie aussi bien montée en hommes qu'en chevaux, et capable de rivaliser avec les meilleurs cavaliers du monde.

Tout en assurant le succès de ces mesures préliminaires, le premier consul s'occupait avec beaucoup d'activité du grand objet qu'il se proposait, c'est-à-dire des moyens de transporter en Angleterre cent cinquante mille hommes, dix mille chevaux et quatre cents bouches à feu. La difficulté, très grande en elle-même, était encore augmentée, en ce que nous n'avons, vis-à-vis le détroit de Calais, aucun port qui puisse contenir des vaisseaux

Digitized by Google

de haut bord. Il était donc impossible de songer à opérer le passage par les moyens ordinaires; on dut recourir à des embarcations spéciales. Quatre sortes de petits bâtiments furent destinés à cet effet : des chaloupes canonnières proprement dites, solidement construites à plat fond, pouvant échouer sans inconvénient sur la côte à marée basse. Elles étaient armées sur l'avant et sur l'arrière de deux pièces de vingt-quatre à trente-six, et pouvaient porter une compagnie d'infanterie avec armes, bagages et munitions.

Les bateaux canonniers, armés à l'avant d'une pièce de vingt-quatre et sur l'arrière d'une pièce de campagne laissée sur son affût avec les appareils nécessaires pour l'embarquer et la débarquer, portaient un caisson d'artillerie rempli de munitions, contenaient à fond de cale deux chevaux, et pouvaient de plus recevoir une compagnie d'infanterie, des artilleurs et deux charretiers.

Les peniches, gros canots armés d'avirons, capables de porter soixante-dix soldats propres au maniement de la rame et au tir, avaient encore un pont qu'on pouvait jeter à volonté. Les peniches marchaient avec une extrême rapidité.

Il y avait enfin les grandes barques de pêcheurs destinées à porter les vivres et les munitions.

Avec douze ou quinze cents des bâtiments de la première espèce, on pouvait transporter cent vingt mille hommes sur la côte d'Angleterre. C'était un armement redoutable qu'une pareille flotte montrant un front de cinq cents navires armés de canons de gros calibre pouvant tirer avec beaucoup plus de justesse que les vais-

Digitized by Google

seaux de haut bord. Si le centre, composé de bateaux canonniers, était moins fort, il avait un autre genre de défense. La fusillade pouvait aussi produire un effet très considérable. L'amiral Decrès, qui avait très peu de confiance dans ces préparatifs, disait que, dans le cas d'une rencontre avec les flottes ennemies, il serait impossible de leur échapper, et que la perte la moins considérable qu'on pût essuyer serait de dix mille hommes. « On les perd » tous les jours dans une bataille, répondait le premier » consul, et quelle bataille a jamais promis les résultats » que nous fait espérer la descente en Angleterre? »

Ces embarcations avaient de grands inconvénients; n'étant pas profondes, elles pouvaient chavirer par un coup de vent. C'est ce qui arriva une fois dans le port de Brest. Il fallut augmenter le lest et diminuer la voilure, ce qui donnait lieu à une autre crainte très grave. Le pas de Calais étant très étroit, il arrive qu'à la marée montante il se forme un courant rapide qui apporte les eaux de la Manche, et à la marée descendante un courant contraire se forme par le reflux et se porte vers Brest. Avec une voilure faible, il était à peu près certain que le courant serait plus puissant que les voiles et qu'il entraînerait les embarcations loin du but qu'on se proposait d'atteindre, et même disperserait la flottille composée de navires de différentes espèces. Il fut résolu que, dans le cas où le courant serait trop fort et qu'il écarterait du lieu où l'on voulait débarquer, on jetterait l'ancre et qu'on suspendrait la marche jusqu'à ce que le courant eût cessé ou qu'on en eût obtenu un contraire. Il y avait à Brest et à Ostende des vaisseaux de haut bord qui devaient eux-mêmes porter trente à quarante mille hommes.

Digitized by Google

Nous avions plusieurs amiraux de mérite, parmi lesquels se distinguaient Decrès, Ganteaume, Latouche-Tréville et Bruix; le premier, ministre de la guerre, caractère frondeur, meilleur pour concevoir et critiquer que pour réaliser; Ganteaume, marin plein de courage au milieu du danger, était hésitant pour entreprendre; par sa faiblesse il avait fait manquer notre expédition d'Egypte et avait beaucoup ajouté à la gravité de la situation. Latouche-Tréville, génie marin, aurait pu faire de grandes choses s'il n'eût été épuisé par les plaisirs; Bruix était peut-être le plus capable par ses hautes conceptions. Le premier avait la direction des affaires au ministère, et, par la critique sévère des plans, faisait éviter beaucoup de fautes; le second, chargé du commandement de la flotte de Brest, n'avait qu'à transporter des troupes; le troisième, placé à la tête de la flotte de Toulon, devait opérer une manœuvre extrêmement hardie et ramener nos vaisseaux de la Méditerranée dans la Manche; le dernier, chargé de la construction et du commandement de la flottille de Boulogne, avait incontestablement la part la plus difficile. Il avait à lutter non-seulement contre la difficulté de la situation, mais encore contre le ministre de la marine qui attaquait sans cesse ses plans et ses projets. Le premier consul était heureusement là pour maintenir ces deux hommes et arrêter leur rivalité, qui eût éclaté scandaleusement, s'il n'y avait eu un esprit ferme pour leur imposer.

Le premier consul s'était lui-même transporté à Boulogne, et tout s'était animé à sa présence. Les ouvriers, qui manquaient auparavant, étaient accourus en grand nombre; l'armée elle-même en avait fourni sa part. Les

Digitized by Google

belles forêts des environs de Boulogne tombaient sous la hache du bûcheron et se convertissaient comme par enchantement en poutres, en planches, en navires. Les mâtures, les chanvres, le cuivre étaient transportés de la Russie et de la Suède en Hollande, et de là remontaient les fleuves et les canaux pour venir à Boulogne concourir à une grande œuvre.

Le port de Boulogne, formé principalement par le lit de la petite rivière de la Liane, quoique agrandi par le Directoire, était encore bien insuffisant pour contenir douze à treize cents bâtiments; il fut creusé de nouveau par l'armée et muni d'un côté de vastes quais où les bateaux pouvaient en grand nombre se présenter et recevoir facilement leur chargement. Les grèves de la rivière ou de la marée encombrant fréquemment l'entrée du port, Bonaparte ordonna de construire de fortes écluses afin de retenir les eaux et de les lâcher avec violence pour emporter les dépôts qui pouvaient obstruer l'entrée de la rivière.

Malgré la vaste étendue du port de Boulogne, comme il pouvait être insuffisant pour contenir l'énorme quantité de bâtiments que nous voulions réunir sur ce point, on lui adjoignit les ports d'Etaples, de Wimereux et d'Ambleteuse, qui furent aussi réparés avec le plus grand soin. Qu'on joigne à ces travaux la construction d'immenses écuries, d'hôpitaux et de casernes de campement, et on pourra se faire une idée de la prodigieuse activité qui devait régner alors sur toute la côte de l'Ouest.

Le port de Boulogne, point central de l'opération, ayant besoin d'être fortifié d'une manière spéciale, Bonaparte fit construire deux forts à plusieurs étages sur

Digitized by Google

des pointes recouvertes par les eaux de la marée, mais qui demeuraient à sec lorsque la mer se retirait. La flottille put alors se croire en sûreté contre les attaques des Anglais.

Il y avait plusieurs époques où le débarquement en Angleterre était possible : en été, pendant quelques jours d'un calme absolu qui laisse les grands vaisseaux dans une immobilité complète, on pouvait profiter de l'avantage de la rame que possédaient nos canotiers légers et arriver sur la côte d'Angleterre sans pouvoir être poursuivi. L'hiver avait aussi ses avantages, soit à cause de cette brume épaisse qui ne permet point de reconnaître un objet à une longue distance, soit à cause des vents impétueux qui, dispersant les flottes, laissent aux navires des ports le temps de profiter de ce moment pour franchir un court espace et arriver sur les côtes de l'Angleterre. Tout n'étant pas encore suffisamment préparé au mois d'août, Bonaparte remit en hiver pour tenter la descente, et quitta Boulogne pour visiter Calais, Dunkerque, Ostende et Anvers. C'est alors que le premier consul apprécia à sa valeur le magnifique port d'Anvers, dont il voulut faire un grand centre de navigation, et où il ordonna de construire vingt-cinq vaisseaux.

Le premier consul se rendit ensuite à Bruxelles, ancienne capitale des Pays-Bas, ville très riche, fort religieuse, mais conservant encore un peu l'esprit remuant des populations de ces contrées au moyen âge.

A Bruxelles, devenu momentanément le séjour de la cour nouvelle, parut un envoyé du roi de Prusse, Lombard, son secrétaire particulier et l'âme de toutes ses déterminations. Cet envoyé avait une mission fort délicate

Digitized by Google

à remplir auprès du premier consul, relativement à un arrangement qui était intervenu entre la Prusse et la Russie. L'empereur Alexandre était également mécontent de la France et de l'Angleterre, parce que la première de ces nations avait osé s'emparer de Tarente et en fortifier la rade, et que la seconde avait repoussé son intervention et n'avait pas voulu remettre entre ses mains l'île de Malte, par un motif qu'il était facile de saisir; il avait dévoilé au roi de Prusse l'ambition insatiable du premier consul, qui, après avoir occupé le Hanovre, avoir fermé l'embouchure du Weser et de l'Elbe, se jetterait bientôt sur le Danemarck, et ferait ainsi fermer le Sund par les Anglais. Afin de rendre un peu de sécurité au commerce prussien, qui se plaignait déjà et concevait de bien plus vives inquiétudes lorsqu'on lui disait que le Sund serait encore fermé, Frédéric-Guillaume chargea Lombard de demander deux choses à Bonaparte : 1° de ne laisser dans le Hanovre que les hommes rigoureusement nécessaires pour garder le pays; 2° d'évacuer la petite île de Cuxhaven, dont le petit port permettrait au moins d'établir sur ce point des relations commerciales. La Prusse s'engageait, en échange de ces concessions, à faire obtenir au premier consul une complète neutralité de la part de tous les Etats du Nord.

Bonaparte, toujours habile à manier les hommes, reçut magnifiquement Lombard, le combla de présents, lui persuada que la France, ennemie de toutes vues ambitieuses, amie sincère de la noble nation allemande, n'avait eu, en entrant en Allemagne, d'autre but que de contraindre l'Angleterre à une paix désirée par toutes les nations. Gagné par ces flatteries, Lombard s'engagea

Digitized by Google

à persuader au roi de Prusse que le premier consul, ami sincère de la paix et exempt de toute vue ambitieuse, souffrait autant que les commerçants prussiens. Loin de pouvoir convaincre ses compatriotes que la France voulait la paix, Lombard vit repousser ses magnifiques discours en faveur du désintéressement du premier consul, et entendit crier : *A la vénalité! à l'âme corrompue!* Il y avait en effet, chez cet homme d'Etat, ou une grande bonhomie, ou une âme vendue. Les desseins du premier consul étaient évidents : il ne voulait s'arrêter que lorsque tout aurait plié devant lui.

A sa rentrée à Paris, Bonaparte reçut des ministres du czar un projet d'accommodement avec l'Angleterre; ils demandaient la restitution de l'île de Malte par l'Angleterre à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, la cession de l'île Lampedouse aux Anglais, pour se former une position dans la Méditerranée; une indemnité en faveur du roi de Sardaigne, la reconnaissance et le respect des Etats indépendants, l'évacuation, pour ne plus y rentrer, non-seulement de Tarente et du Hanovre, mais encore de l'Etrurie, de la république italienne, de la Suisse et de la Hollande. Pour repousser un arbitrage qu'il avait purement et simplement accepté, Bonaparte pensa se sauver de la grave accusation de manquer à ses engagements, en disant que ces propositions ne venaient pas d'Alexandre, dont il avait admis l'arbitrage absolu, mais de ses ministres qu'il désavouait. Après s'être montré si obséquieux envers l'empereur de Russie, il rompit la médiation par une déclaration fameuse où on lisait ces mots, plus vifs que sincères et prudents : « Le premier » consul a tout fait pour conserver la paix; ses efforts

Digitized by Google

» ayant été vains, il a dû voir que la guerre était dans » l'ordre du destin. Il fera la guerre, et il ne pliera pas » devant une nation orgueilleuse, en possession depuis » vingt ans, de faire plier toutes les puissances. »

Le premier consul demanda alors à l'Espagne raison de la conduite équivoque que depuis quelque temps elle tenait à l'égard de la France.

Bonaparte ordonna à Beurnonville, notre ambassadeur à Madrid, d'exiger « l'élargissement des Français détenus, avec un dédommagement pour les pertes qu'ils avaient essuyées; la punition des commandants des forts d'Algésiras et de Cadix, qui avaient laissé prendre des bâtiments français à portée de leurs canons; la restitution des bâtiments pris; l'admission, dans les bassins du Ferrol, de l'escadre réfugiée à la Corogne, son radoub et son ravitaillement immédiats, sauf à compter sur-le-champ avec la France; le licenciement de toutes les milices; et enfin, au choix de l'Espagne, ou la stipulation d'un subside, ou l'armement des quinze vaisseaux et des vingt-quatre mille hommes promis par le traité de Saint-Ildephonse (1). »

Fatigué des retards successifs d'audience colorés de divers prétextes, Beurnonville aborda le prince de la Paix, lui parla avec énergie et lui présenta la note de son gouvernement. Le prince de la Paix ayant refusé de la prendre, Beurnonville dit avec fermeté : « Monsieur » le prince, il y a cinquante personnes dans votre anti- » chambre, je vais les prendre à témoin du refus que » vous faites de recevoir une note qui importe au service

(1) Thiers.

Digitized by Google

» de votre roi, et constater que, si je n'ai pu m'acquitter » de mon devoir, la faute en est à vous seul et non pas » à moi. »

Le premier consul, informé de la manière de traiter d'une cour qu'il regardait comme amie, adressa au roi Charles IV une lettre extrêmement énergique, et chargea Hermann de la remettre au roi lui-même, qui la reçut avec une extrême aisance, et fit croire ainsi qu'il ignorait la conduite du prince de la Paix.

Azara, qui se trouvait alors à Paris, conclut en effet un traité par lequel la neutralité de l'Espagne était reconnue, à condition qu'elle paierait à la France six millions par mois, dont quatre seraient versés comptant, et les deux autres seraient retenus pour les réglements de compte existant entre les deux gouvernements.

Cependant les préparatifs de l'expédition se continuaient toujours le long de la côte de l'ouest. L'expédition qui s'organisait à Brest paraissait la principale aux yeux du gouvernement anglais. C'était celle qui l'inquiétait le plus, parce qu'il savait qu'elle devait débarquer sur la côte d'Irlande pour soulever un peuple opprimé.

C'était à Boulogne surtout que les travaux étaient poussés avec une extrême vigueur. L'amiral Bruix, malgré l'excessive faiblesse de sa santé, consacrait toutes ses journées à un travail très pénible; tout marchait avec succès, malgré les efforts des Anglais. Il y eut, pour repousser les attaques des ennemis, une tentative qui mérite d'être signalée. Comme les Anglais s'approchaient fréquemment de nos ateliers et les inquiétaient surtout pendant la haute mer, on fit élever des batteries de très

Digitized by Google

gros calibre et on les fixa assez solidement pour résister aux vagues. Lorsque la marée se retirait, des artilleurs exercés faisaient jouer ces redoutables pièces et causaient beaucoup de ravage dans les vaisseaux anglais. Les boulets creux, espèce d'obus destinés à éclater, déchiraient les voiles et les cordages, brisaient les bois et tuaient les hommes.

Les petits bâtiments ayant été construits dans le lit de toutes nos rivières, depuis le Texel jusqu'à Bayonne, il fallait les concentrer et les amener des divers points à Boulogne, opération dans laquelle les Anglais attendaient les Français; ils espéraient bien ne pas laisser échapper une de ces petites embarcations. Afin de protéger leur marche depuis Brest, lieu où commençaient les principaux détachements des bateaux jusqu'à Boulogne, Bonaparte disposa sur la côte des postes, ayant des pièces de canon attelées qu'ils faisaient courir sur le sable laissé à sec par la mer, et de là soutenaient les chaloupes et lançaient des boulets aux ennemis.

Deux flottilles, commandées l'une par les capitaines Saïus Haouën et Devrieux, venant de Dunkerque à Boulogne, furent attaquées en tournant le cap Gris-Nez, où les eaux sont plus profondes et la côte plus élevée. L'artillerie du bord de la mer et celle des bateaux agirent si bien, qu'elles contraignirent les ennemis à se retirer après avoir subi des pertes assez considérables; il y eut même une frégate qui dut aller en Angleterre pour réparer de fortes avaries qui lui étaient arrivées dans la lutte.

Croirait-on que la concentration s'opéra avec tant de bonheur, que de douze à treize cents bâtiments armés,

Digitized by Google

il n'en périt que quatre par le fait de l'ennemi, et sept à huit par les accidents de la mer? C'était là un magnifique résultat qui donnait les plus belles espérances.

Ayant observé que l'immobilité des canons de gros calibre à l'avant et à l'arrière des chaloupes imposait la nécessité, pour combattre, de tourner vers l'ennemi, le premier consul ordonna de changer la disposition des pièces, de manière qu'on pût les diriger en tous sens et tirer à volonté de tous côtés. Ce travail, long et difficile, retarda de beaucoup le moment du départ; vint ensuite l'exercice des hommes et des navires. Pour se former une idée de la difficulté, il faut se représenter treize cents bateaux de guerre, mille grandes barques chargées de vivres et de munitions, formant un total de deux mille trois cents navires, à faire manœuvrer avec ordre et ensemble. Il fut nécessaire de distribuer ces navires par divisions, régiments, bataillons, compagnies, absolument comme une armée de terre; ensuite commença un exercice sur chaque navire d'abord, puis d'ensemble entre tous les bâtiments; chaque jour on faisait sortir du port cent vingt chaloupes, bateaux et peniches pour les exercer et leur apprendre à soutenir le feu de l'ennemi. Tout se fit bientôt avec tant d'ensemble et de prestesse, que l'escadre la plus nombreuse qui ait existé manœuvrait avec la précision d'une armée de terre.

Pleinement satisfait de voir tout marcher à son gré, le premier consul se croyait chaque jour sur le point de tenter le passage, et chaque jour lui offrait des améliorations qu'il se hâtait de réaliser. Après avoir amené son aile droite construite dans le Texel à Ostende, d'où

Digitized by Google

elle avait d'abord dû partir, il se détermina à la réunir au reste de sa flottille, et fit creuser à Wimereux un port assez grand pour la contenir. Il arriva bientôt une autre cause de retard.

Pour agir avec le plus grand ensemble et soutenir sa flottille par des vaisseaux de haut-bord, Bonaparte résolut de transporter son escadre de Toulon dans l'Océan, et de l'unir aux flottes du Ferrol et de La Rochelle, pour balayer la Manche. L'escadre de Brest, chargée de dix-huit mille hommes de débarquement, devait se diriger vers l'Irlande, pendant que celle du Texel, avec ses vingt mille hommes, s'avancerait sur le nord de l'Angleterre. Pour un succès complet, il fallait que toutes ces flottes manœuvrassent en même temps. Celle de Toulon n'était pas encore prête; on en pressait l'armement et la sortie, mais de graves événements, à l'intérieur d'abord et à l'extérieur ensuite, devaient rendre vains tous les efforts du génie.

L'Angleterre, qui d'abord avait souri de dédain en voyant construire ces petits navires, fut saisie d'effroi quand elle vit qu'il serait possible de jeter sur ses côtes plus de cent mille de ces guerriers redoutables qui avaient fait trembler l'Europe; le Parlement s'en émut vivement et rechercha les moyens de tenir tête à son ennemi. L'augmentation des troupes, la formation des corps de réserve, la levée en masse, furent tour à tour discutées. Pitt, qui s'était tenu éloigné du Parlement, y reparut et produisit sur l'assemblée la sensation la plus profonde.

Digitized by Google

§ VIII. *Conspiration de Georges Cadoudal. — Assassinat du duc d'Enghien. — Etablissement de l'Empire (janvier-juin 1804).*

Au milieu de ce travail incessant il se formait parmi les agents du ministère anglais d'autres manœuvres qui tendaient à délivrer l'Angleterre de son plus redoutable adversaire plus facilement que par une bataille. Il se répandait en Angleterre que le gouvernement despotique du premier consul avait en France de nombreux ennemis; que le parti royaliste était uni au parti républicain pour renverser le Consulat et se délivrer du premier consul dans l'espérance, l'un de faire triompher la légitimité, et l'autre de faire revivre le régime de la Convention. L'Angleterre exploita ces différents partis et les porta à se délivrer du premier consul par toutes les espèces d'armes, même les plus déloyales et les plus criminelles. Quatre agents du gouvernement britannique avaient principalement la mission de conduire ce mouvement: Hammon, qui avait été employé dans les négociations pour la paix; Taylor, ministre en Hesse; Spencer Smith, ministre à Stuttgard, et Drake en Bavière. Le premier, qu'on pourrait appeler le directeur des conspirateurs anglais contre la vie du premier consul, dirigeait les trois autres dans leurs tentatives de troubles en France, sur les frontières de laquelle ils se trouvaient, et leur faisait passer les fonds dont ils avaient besoin. Il excitait en même temps les émigrés français à se relever de leur inaction, à ranimer les divisions et à conspirer contre le premier consul, regardé comme le seul ennemi réellement à craindre.

Digitized by Google

L'élite de la noblesse française, les hommes actifs du parti royaliste, le comte d'Artois, le duc de Berry son second fils, deux princes de Condé, le père et le grand-père, étaient à Londres. Louis XVIII, alors à Varsovie, avait auprès de lui le duc d'Angoulême; le duc d'Enghien se trouvait dans le pays de Baden, se livrant au plaisir de la chasse et à la vive affection qu'il éprouvait pour une princesse de Rohan.

Poussé par les déclamations des gentlemen et des journaux anglais, Georges Cadoudal et ses amis tramèrent un complot où l'on repoussait (du moins on le croyait) toute arme perfide pour n'employer que les plus loyales. Ils voulaient attaquer le premier consul à force ouverte et sur un véritable champ de bataille, où ils espéraient triompher grâce à leur valeur et à la sagesse de leurs mesures. Cent hommes dévoués, par exemple, se précipitant sur les douze ou quinze gardes et luttant contre Bonaparte lorsqu'il reviendrait de la Malmaison ou qu'il se rendrait à Boulogne, semblaient présenter un acte d'aussi bonne guerre qu'une embuscade placée par les généraux ennemis pour enlever un général qui aurait l'imprudence de se séparer de son armée. Or, le parti retiré à Londres était en guerre ouverte avec le premier consul; il pouvait donc recourir à toutes les ruses de guerre jugées légitimes dès-lors qu'elles peuvent réussir. Rien n'autorise à interpréter ainsi le droit de la guerre, qui ne serait plus qu'un guet-apens et ne laisserait aucune sécurité. Tel était cependant le sens forcé que lui donnaient les infortunés exclus de leur patrie, dépouillés de leur rang et de leur fortune. Le naufragé saisit le roseau pour échapper à la mort. Ces grandes

Digitized by Google

âmes, contrariées par leur conscience, s'attachaient à un principe faux pour sauver un honneur qu'elles perdaient.

Il semblait facile à Georges Cadoudal, l'un des royalistes les plus actifs, de réunir une centaine d'hommes dévoués, d'attendre le premier consul, de l'attaquer et de le vaincre. Sa mort eût été sans doute un grand événement, mais elle n'eût point réalisé le succès qu'on voulait obtenir, à moins qu'une contre-révolution bien préparée n'eût tout disposé pour faire prévaloir le principe de la légitimité et assurer le rétablissement des Bourbons à la chute du premier consul. Il y avait à Paris un homme dont la réputation militaire était immense, et qui jouissait du plus grand ascendant sur l'armée; Moreau, alors en opposition avec le premier consul, critiquait toutes ses mesures et attaquait avec dédain son projet de descente en Angleterre; tous les officiers mécontents ou jaloux l'environnaient et se répandaient ensuite dans la capitale pour essayer d'affaiblir dans l'esprit de tous la réputation de Bonaparte. Le parti royaliste jeta les yeux sur Moreau pour le gagner à la cause royale, et avec lui l'armée, qui, on n'en doutait point, reconnaîtrait facilement ce général pour chef après la chute du premier consul. Le seul homme capable de gagner Moreau à la cause royale était un déporté à Sinnamari par le Directoire, le général Pichegru, qui, s'étant échappé et étant parvenu à atteindre Londres, y avait formé une alliance intime avec les émigrés. Il consentit en effet à se mettre en communication avec Moreau pour le faire entrer dans le complot qu'on ourdissait.

Quand tout fut disposé, Georges partit de Londres et vint débarquer sur une falaise entre Dieppe et le Tréport,

Digitized by Google

par une issue mystérieuse pratiquée dans la fente d'un rocher, et suivie par les contrebandiers, qui se faisaient jeter une corde et gravissaient la pente avec les charges les plus lourdes. Georges traversa la Normandie, arriva à Paris et vint loger à Chaillot. Tout en jugeant vaines les espérances données aux royalistes, puisqu'il voyait la fausseté de la prétendue déconsidération du premier consul et qu'il comprenait l'impuissance des partis hostiles réduits à se cacher, Georges ne se découragea point; il envoya en Bretagne et en Vendée chercher une centaine d'hommes dévoués, capables d'une énergique résolution. Il avait espéré qu'on trouverait promptement les hommes qu'il voulait; mais, depuis le rétablissement du culte, les prêtres s'étaient appliqués à pacifier ces contrées et à inspirer aux populations l'amour de l'ordre et de la paix. Georges put à peine réunir une trentaine d'hommes; ce ne fut qu'avec beaucoup de temps que ses agents parvinrent à lui recruter le nombre de personnes qui lui était nécessaire.

Pour amener le républicain Moreau à embrasser la cause des légitimistes, Georges gagna le général Lajolais, l'un de ses familiers, qui se rendit à Londres pour conférer avec Pichegru. Lajolais, doué d'un esprit d'intrigue, dévoré par la plus grande ambition, présenta sous un jour si favorable l'adhésion de Pichegru et de Moreau à la royauté, que le comte d'Artois, présent à la conférence, dit, en parlant de Pichegru et de Moreau : « Si nos deux généraux sont d'accord, je serai bien-» tôt de retour en France; » et dit même que « si le » roi était présent en Angleterre, il voudrait être du » voyage. »

Digitized by Google

Avant d'opérer le débarquement du comte d'Artois, Pichegru, envoyé à Paris pour s'entendre définitivement avec Moreau, suivit la route qu'avait prise Georges, et vint aussi heureusement que lui à Chaillot. Dans une entrevue ménagée entre Moreau et Pichegru, celui-là adopta bien les moyens proposés pour se défaire du premier consul; quant à la cause légitimiste, il n'en voulait pas; il prétendait demeurer attaché à la République, dont il espérait devenir l'organisateur, et promettait à Pichegru une des premières places dans le nouveau gouvernement. En vain Pichegru tenta de lui prouver l'impossibilité d'un gouvernement moins noble encore que ceux qui s'étaient succédé; en vain il lui prouva qu'en servant un gouvernement ayant des racines dans le pays et dans les traditions, il rendait un service immense à sa patrie, tout en s'assurant à lui-même une grande position: Moreau, aveuglé par son ambition, ne comprit pas ce langage.

Le temps employé à ces marches et contre-marches devait incontestablement compromettre les royalistes et éveiller les soupçons de la police. Après six mois écoulés sans qu'on fût plus avancé que le premier jour, Georges, jugeant qu'il y avait un extrême péril à attendre plus longtemps, résolut d'agir, quel que pût être le résultat définitif de son action. Mais il était déjà trop tard, le complot avait été soupçonné et enfin découvert.

Fouché, sorti du ministère de la police lorsqu'on en fit une simple division du ministère de la justice, fatigué de son inaction au Sénat, cherchait à rendre service au premier consul afin de rentrer aux affaires. Tandis que la nouvelle police, dirigée par Réal, adres-

Digitized by Google

sait des rapports officiels au premier consul sur la parfaite tranquillité des partis, Fouché, voyant les agents royalistes parcourir la Vendée et la Bretagne pour agiter les provinces et les soulever, disait qu'il se tramait quelque chose, sans qu'il pût définir les projets. Il se manifestait d'un autre côté des trames d'une nature différente. Drake, ministre anglais à Munich, s'était mis en relation avec des révolutionnaires de l'Est, qui lui avaient promis de gagner un général important et de lui remettre Strasbourg ou Besançon. L'âme vénale qui trompait ainsi le ministre anglais se laissa corrompre par le premier consul, qui résolut de profiter de cette circonstance pour essayer de découvrir par Drake les manœuvres pratiquées en France, soit par les Anglais, soit par les émigrés.

Bonaparte lui fournit lui-même le modèle d'une lettre à adresser au ministre anglais, lettre dans laquelle il donnait de grands détails sur l'intérieur du premier consul, et lui parlait surtout d'un portefeuille qui le suivait toujours, dont un valet de chambre seul pouvait s'emparer. Il demandait un million pour se rendre maître d'une pièce où se trouvaient inscrits tous les secrets de Bonaparte, ses vues, la situation de nos armées de terre et de mer.

En demandant le million au ministère anglais, Drake écrivait ces mots épouvantables : « Il importe fort peu » par qui l'animal soit terrassé, il suffit que vous soyez » toujours prêts à le joindre à la chasse. » A une question qui lui avait été adressée, il répondit que, quoiqu'il ne sût pas s'il existait d'autres complots, il en était persuadé; qu'il fallait les servir. Drake ignorait en effet le

Digitized by Google

projet d'assassinat formé par Georges et ses complices.

Le premier consul n'ayant pu parvenir de ce côté à découvrir les conspirations dont il soupçonnait l'existence, ordonna d'arrêter quelques émigrés récemment rentrés et de les traduire devant un conseil de guerre. Deux furent acquittés, deux condamnés à mort par l'application des vieilles lois révolutionnaires, et exécutés sans qu'ils eussent fait la moindre révélation. Un cinquième n'eut pas ce courage, il dévoila la présence de Georges à Paris et indiqua les lieux où ses agents se réunissaient. C'est ainsi qu'on parvint à se saisir de Picot, domestique de Georges, chouan intrépide qui fit feu sur la force publique lorsqu'elle voulut opérer son arrestation. On se saisit aussi de Bouvet et de Lozier, l'un des principaux officiers de Cadoudal.

Lozier, se voyant condamné à mort, résolut d'entraîner avec lui celui qu'il regardait comme la cause de l'insuccès de la nouvelle tentative royaliste. Il accusa Moreau et ses complices.

Cette déclaration, remise entre les mains du premier consul, causa sur son esprit une vive agitation. L'arrestation du général Moreau, devenue nécessaire, allait incontestablement produire une bien vive impression sur le public, qui l'attribuerait plutôt à la jalousie qu'à une trame royaliste; car on savait Moreau entièrement opposé au parti des Bourbons. S'il ne l'arrêtait, on allait donner une autre explication à l'inaction de la police: « On dirait, s'écria-t-il, que j'ai peur de Moreau. Il n'en » sera point ainsi: j'ai été le plus clément des hommes, » mais je serai le plus terrible quand il faudra l'être, et » je frapperai Moreau comme un autre, puisqu'il entre

Digitized by Google

» dans des complots odieux par leur but, honteux par » les rapprochements qu'ils supposent. »

Afin qu'on ne pût l'accuser d'avoir voulu se défaire du général Moreau par des agents soumis à ses volontés, le premier consul résolut de le traduire devant le tribunal de la Seine, et non devant une commission militaire. Il fit en même temps présenter un rapport au Tribunat, lui communiqua tous les détails de la conspiration et la nécessité de l'arrestation de Moreau.

Lorsque Paris fut instruit du complot, il se montra divisé; les uns le croyaient réel, mais beaucoup le regardaient comme une infâme manœuvre du premier consul, pour se défaire d'un grand général dont il était jaloux. Aussi on disait tout haut : *la conspiration contre Moreau*, ce qui semblait d'autant plus vraisemblable, que ni Georges Cadoudal, ni Pichegru n'avaient été arrêtés.

Le premier consul, informé qu'un prince du sang allait débarquer en France, tomba dans un de ces accès de fureur qui lui étaient si communs dans ces grandes occasions : « J'ai tout fait pour les royalistes, j'ai rappelé » les prêtres et les exilés, j'ai restitué les biens aux émi- » grés, et ils veulent m'assassiner. Les Bourbons, disait- » il, veulent verser mon sang comme celui des plus vils » animaux. Mon sang cependant vaut bien le leur. Je » vais leur rendre la terreur qu'ils veulent m'inspirer. » Je ferai impitoyablement fusiller le premier de ces » princes qui tombera sous ma main. »

Il eût exécuté dans ce moment cette horrible résolution, si un prince du sang fût tombé entre ses mains. Il ordonna à Savary de se porter avec cinquante hommes

Digitized by Google

à la falaise de Béville, de se saisir sur-le-champ du prince, s'il venait à débarquer : il voulait le livrer à une commission militaire et le faire fusiller.

Moreau, qu'il tenait entre ses mains, n'excitait pas moins sa colère. Cependant, au milieu des projets de sang qui roulaient dans sa tête, il eut un moment de générosité : « Il faut, dit-il au grand-juge Régnier, que » tout ce qui regarde les républicains finisse entre Mo» reau et moi. Allez l'interroger dans sa prison; ame» nez-le dans votre voiture aux Tuileries; qu'il convienne » de tout avec moi, et j'oublierai les égarements produits » par une jalousie qui était plutôt celle de son entourage » que la sienne même. »

Il eût fallu un homme adroit, insinuant, en un mot un Fouché, pour réussir dans une pareille tentative. Moreau, qui avait trop d'amour-propre pour s'abaisser devant le premier consul, refusa d'aller aux Tuileries. Alors il fut déféré à la justice. Le Corps législatif fut appelé à rendre en même temps une loi par laquelle « tout individu qui recèlerait Georges, Pichegru et soixante de leurs complices dont on donnait le signalement, serait puni, non pas de la prison ou des fers, mais de la mort. Quiconque les ayant vus, ou ayant connu leur retraite, ne les dénoncerait pas, serait puni de six ans de fers. » Cette loi formidable, qui ordonnait sous peine de mort un acte barbare, fut adoptée le jour même où elle avait été présentée, sans aucune réclamation.

Cette loi fut suivie d'une mesure excessivement sévère : les portes de la capitale furent fermées et gardées avec soin; des cavaliers parcouraient au dehors le mur d'enceinte, avec ordre de tirer sur quiconque sortirait

Digitized by Google

de Paris; tout ce qui paraissait suspect était arrêté, sans s'inquiéter de quelle nation il était. Un Suisse attaché à l'ambassade russe fut jeté dans les prisons; le premier consul, dans un accès de fureur contre tout ce qui tenait à la Russie, ordonna à la cour de Saxe de renvoyer d'Entraigues, ancien agent des princes émigrés, chargé alors d'une mission diplomatique de Russie. L'émigré Vernègues, qui s'était fait naturaliser russe, s'étant rendu à Rome pour y traiter des affaires de la légitimité, Bonaparte ordonna au Pape de l'arrêter et de le remettre entre les mains des agents français. Markoff, ambassadeur de l'empereur Alexandre, s'étant présenté à la cour du premier consul, se vit interpellé avec force : « Il est fort » étrange, dit le premier consul, que des ambassadeurs » aient à leur service des hommes qui conspirent contre » le gouvernement et qu'ils osent encore les réclamer. » Est-ce que la Russie croit avoir sur nous une supério- » rité qui lui permette de tels procédés? Est-ce qu'elle » nous croit tombés en quenouilles jusqu'au point de » supporter de telles choses? Elle se trompe ; je ne souf- » frirai rien d'inconvenant d'aucun prince sur la terre.»

Le régime de la Terreur semblait être rentré à Paris. Les royalistes, traqués comme des bêtes fauves, ne trouvaient de sécurité nulle part; Pichegru se sauvait de retraite en retraite. Un soir, sans asile, il alla frapper à la porte de Barbé-Marbois, ministre du premier consul; il lui rappela les douleurs que tous deux avaient endurées à Sinnamari, et reçut l'hospitalité pour une nuit. Il fut enfin arrêté dans un réduit, ayant ses armes à côté de lui pour se défendre. Eveillé en sursaut, il n'eut pas le temps de les prendre; il saisit cependant corps à corps

Digitized by Google

les hommes chargés de l'arrêter; ce ne fut qu'après une longue lutte qu'il put être enlevé. Rivière et Polignac furent presque aussitôt mis en état d'arrestation. Restait toujours le plus implacable de tous, Georges Cadoudal, regardé comme le chef de la conspiration. Instruit que le lieu de sa retraite était cerné, il s'échappa, monté dans un cabriolet conduit par un chouan décidé. Arrivé près du Panthéon, un homme de police saisit la bride de son cheval, il l'étendit mort; un second ayant voulu agir de même, fut blessé grièvement. Le peuple s'ameuta alors et il fallut se rendre.

Interrogé sur ses desseins, il avoua qu'il était venu avec le projet, non pas de commettre un assassinat qui l'aurait révolté, mais pour combattre loyalement sous les ordres d'un prince de la maison de Bourbon, qui serait venu se mesurer contre le premier consul environné de ses gardes; c'était une bataille honorable qu'il voulait et non un guet-apens. Interrogé sur la machine infernale, il avoua qu'il en avait connu l'auteur, mais sans être initié à ses projets, qu'il aurait condamnés.

Pour se venger de ce qu'un prince de la maison de Bourbon avait voulu venir en France pour ce qu'il nommait un assassinat, Bonaparte résolut de faire périr un des membres de cette famille. Après avoir fait garder longtemps la falaise de Béville sans qu'aucun prince du sang y parût, il se détermina à faire tomber la tête du duc d'Enghien, troisième fils du prince de Condé, qui était alors à Ettenheim, dans le duché de Bade, où il ne s'occupait que du plaisir innocent de la chasse et de ses projets d'union avec une princesse de Rohan.

Bonaparte, soupçonnant que ce prince avait des rela-

Digitized by Google

tions avec les membres de la conspiration qu'il venait de découvrir, espérait trouver des renseignements dans ses papiers; il ordonna, par un acte de perfidie inqualifiable, de violer le territoire étranger pour s'emparer du prince. Arrêté par une troupe de soldats à qui on n'avait pas même remis son signalement, il fut transporté à Paris et jeté dans le château de Vincennes, dans une pièce d'entresol dont les fenêtres étaient brisées; il fallut boucher les ouvertures avec du vieux linge. On forma avec tant de hâte une commission militaire, qu'on ne lui donna pas même le nom de la personne à condamner. « Heureusement qu'il nous a décliné son nom, disait le » président de la commission, car sans cela nous aurions » été fort embarrassés. » Comme on n'avait trouvé aucune pièce de conviction ni dans les relations du prince, ni dans ses écrits, la commission se vit dans l'obligation d'acquitter; elle fit connaître son embarras au premier consul, et dit que le prince répondait noblement; il avait en effet déclaré « que s'il avait loyalement porté les ar- » mes pour recouvrer l'héritage de ses pères, il les avait » déposées depuis la paix, reconnaissant qu'il n'y avait » plus de roi en Europe. » Bonaparte écrivit: *Condamné à mort*, et sur cette injonction Hullin, Guiton, Bazancourt, Savary, Barrois, Rappe, Dautencourt et Molin, membres de la commission militaire, condamnèrent à être fusillé un prince qui, en leur âme et conscience, ne méritait aucun châtiment. Leur nom demeurera comme une flétrissure.

La sentence était à peine prononcée que, sans donner au prince le temps de voir un prêtre, on le conduisit dans les fossés du château de Vincennes, auprès d'une

Digitized by Google

fosse qu'on venait de creuser. Quand le prince vit les soldats : « Grâce à Dieu, dit-il, je mourrai de la main » des soldats, » et il tomba mort après avoir prié et demandé grâce au Dieu de miséricorde. Les soldats se précipitèrent sur son cadavre, prirent ses montres, son or, le jetèrent vêtu dans la fosse, roulèrent une énorme pierre sur sa tête et le couvrirent de terre.

Cette mort a toujours pesé lourdement sur la conscience de Bonaparte, qui cherche à se justifier dans ses mémoires et dans son testament. « J'ai fait arrêter, dit-il, le duc » d'Enghien parce que cela était nécessaire à la sûreté, » à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque » le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante » assassins à Paris. *Dans une semblable circonstance*, » *j'agirais encore de même.* » Nous n'avons pas besoin de traduire ce triste langage, il n'est pas un lecteur qui ne le comprenne.

La mort ou plutôt l'assassinat du duc d'Enghien produisit une profonde sensation sur tous les esprits en France, et causa dans toutes les cours de l'Europe un mouvement d'horreur qui éloigna du premier consul tous les hommes élevés et généreux, et nuisit aux négociations que Bonaparte suivait alors.

Il se préparait entre la France et la Prusse un traité très important, dont les bases garantissaient leur état présent, c'est-à-dire pour nous le Rhin, les Alpes, la réunion du Piémont, la présidence de la république italienne, la propriété de Parme et de Plaisançe, le maintien du royaume d'Etrurie, l'occupation temporaire de Tarente; pour la Prusse, toutes les conquêtes que cette nation avait faites en Pologne et en Allemagne de-

Digitized by Google

puis 1789, et de plus l'espérance de posséder le Hanovre, où le premier consul ne devait plus conserver qu'une armée de six mille hommes pour lever les impôts. Les deux nations se promettaient de se défendre mutuellement par les armes, si leur *status præsens* était attaqué.

Ce traité était avantageux aux deux nations : à la Prusse, qui avait ainsi un puissant appui et l'espoir d'acquérir le Hanovre; à la France, qui était assurée alors de ne rencontrer sur le continent aucun peuple qui osât l'attaquer. Le roi Frédéric-Guillaume eut la pudeur de ne pas mettre dans le traité le mot d'alliance, qui suppose une sorte d'intimité; il se contenta de lui donner le titre de convention, afin d'échapper aux reproches qu'on lui avait adressés déjà de sacrifier les principes à ses intérêts et de se lier à la cause des ennemis des rois. Le premier consul tenait beaucoup à ce mot: « J'accepte, » disait-il, les bases proposées, mais je veux que le mot » d'alliance soit dans le traité. Il n'y a qu'une profession » publique de notre amitié, par la Prusse, qui puisse in- » timider l'Europe et qui me permette de diriger toutes » nos ressources contre l'Angleterre. Avec un traité pa- » reil je diminuerai l'armée de terre, j'augmenterai l'ar- » mée de mer et je me consacrerai tout entier à la guerre » maritime. Avec moins qu'une alliance publique et for- » melle, je ne pourrais pas opérer sans danger ce revi- » rement de nos forces, et j'aurais fait le sacrifice de la » clôture des fleuves sans avantage suffisant. »

Il ne voulait cependant pas céder alors le Weser, afin d'empêcher l'Angleterre de commercer avec l'intérieur de l'Allemagne. Il s'indignait que, pour une question d'argent, le roi Frédéric voulût incidenter sur un traité

Digitized by Google

de cette importance : « Comment, pour une question » d'argent, pouvez-vous m'obliger à renoncer à l'un des » moyens des plus efficaces de nuire à la Grande-Bre- » tagne? Vous avez donné un secours de trois ou quatre » millions d'écus aux marchands de toile de Silésie, il » faut leur en donner encore autant. Faites votre calcul, » combien vous en coûtera-t-il? six ou huit millions d'é- » cus? Je suis prêt à vous les fournir secrètement pour » que vous renonciez à la condition de l'ouverture des » fleuves. »

Talleyrand, ministre des affaires étrangères, n'aimait point la Prusse, qu'il regardait comme l'ennemie la plus dangereuse de la France en Allemagne. C'était, en effet, l'opinion de tous nos diplomates, qui préféraient l'Autriche à la Prusse, depuis que le *grand* Frédéric avait donné à ses Etats une puissance qui de jour en jour devenait plus formidable. Toutes ces causes avaient fait apporter beaucoup de lenteur dans les négociations, lorsqu'arriva le malheureux événement de l'arrestation et de l'assassinat du duc d'Enghien.

De Laforest, notre ministre en Prusse, environné auparavant d'une grande considération personnelle, se vit tout à coup abandonné, et répéta, dans l'un de ses rapports quotidiens, ces mots d'une personne fort amie de la légation française : « A juger de l'exaspération des » esprits par l'exaltation des propos, je ne doute pas que » tout ce qui tient au gouvernement français ne fût in- » sulté, pour ne rien dire de pire, s'il n'existait pas en » Prusse des lois protectrices et un roi dont on connaît » les principes. »

Il ajoutait dans un rapport de la même date, que « les *c!abaudeurs*, après avoir témoigné une vive sensibilité,

Digitized by Google

en apparence du moins, ne pouvaient contenir une sorte de joie insultante, et qu'ils s'applaudissaient comme s'ils avaient remporté un succès important. »

Afin d'atténuer les effets d'un acte dont on avait fait pressentir toutes les conséquences au premier consul, le gouvernement français fit publier dans le *Moniteur* un rapport et des pièces qui contenaient le narré et les preuves des trames de Drake et de Smith, ministres anglais auprès des cours de Munich et de Stuttgard. Ces pièces contenaient la preuve évidente que le gouvernement anglais entretenait par ses agents des manœuvres indignes d'un Etat civilisé, mais elles ne justifiaient point la conduite du général Bonaparte à l'égard du duc d'Enghien. Aussi d'Haugwitz, le principal ministre de la Prusse, répondit à Laforest qui voulait avoir une explication : « En tout ceci, Monsieur, soyez persuadé que le » roi a été particulièrement sensible à ce qui touchait la » gloire du premier consul. Quant à l'alliance, il ne faut » plus y penser. On a voulu trop exiger du roi, et d'ail- » leurs il vient d'être rejeté subitement vers d'autres » idées par suite d'un événement imprévu, dont ni vous » ni moi ne pouvons empêcher les conséquences. »

La Russie, déjà fort mécontente de la France, voulut, par un acte éclatant, montrer toute son indignation. Le jour même où l'empereur Alexandre fut informé du crime qui avait été commis dans les fossés de Vincennes, il fit prendre le deuil à toute sa maison. Ce fut avec une grande surprise que les ambassadeurs le virent le soir dans une grande réception couvert d'habits de deuil. Le ministre de France, quoique confus, montra cependant assez de fermeté.

L'empereur Alexandre, non content d'avoir manifesté

Digitized by Google

sa réprobation pour un acte inconnu chez des peuples policés, réclama encore contre la violation du territoire allemand, dont il se regardait comme le protecteur depuis qu'il avait signé le traité de Ratisbonne, par lequel étaient fixées les indemnités de chaque prince. Ses prétentions étaient évidemment exagérées sur ce point; on ne lui avait pas accordé le titre de protecteur dans le traité de Ratisbonne; et d'ailleurs, s'il y avait des réclamations à adresser au gouvernement français pour violation du territoire allemand, il est évident qu'il appartenait d'abord à l'empereur d'Autriche de les faire entendre. Il s'opéra en même temps entre la cour de Prusse et celle de Russie un rapprochement qu'on pouvait regarder comme le principe d'une redoutable coalition contre la France. Il n'y avait pas encore de traité d'alliance entre les deux cours, mais une convention par laquelle elles s'engageaient à réprimer les tentatives de la France, si elle voulait faire un nouveau pas en Allemagne.

La Prusse, en voulant, dans sa politique, éloigner tout soupçon de vues ambitieuses et d'amour de la guerre, fit à la France une déclaration solennelle de neutralité; mais ce soin de plaire à tout le monde n'était de sa part qu'un jeu pour masquer ses véritables intentions; car dès-lors on put regarder comme formée la troisième grande coalition contre la France.

L'Autriche, qui aurait dû, ce semble, montrer le plus d'indignation de l'attentat de Vincennes, fut la puissance qui en témoigna le moins; elle parut presque indifférente à un acte qui soulevait l'horreur de l'Europe, parce qu'elle ne se trouvait pas en état de braver la colère du

Digitized by Google

premier consul et qu'elle opérait alors des changements assez considérables dans l'empire d'Allemagne, qu'elle achetait les propriétés des uns pour arrondir ses Etats, qu'elle soutenait les seigneurs contre les suzerains, et protégeait la noblesse médiate contre les petits princes dans les Etats desquels elle se trouvait.

Le premier consul, plus audacieux à mesure qu'il voyait l'orage grossir devant lui, répondit à l'empereur de Russie, qui était encore environné des assassins de son père Paul Ier, par une lettre remplie d'allusions injurieuses. Non content de lui dire que c'était à l'Allemagne à réclamer contre la violation du territoire allemand, il ajoutait « qu'à sa place la Russie en aurait fait autant, car si elle avait été informée que les assassins de Paul Ier étaient réunis sur les marches de sa frontière et sous sa main, se serait-elle abstenue d'aller les y saisir? »

Il avait fait adresser une note très énergique à l'Autriche pour réclamer l'intégrité des divisions territoriales. Il y avait aussi à la diète quelques propositions pour des changements dans la Constitution; il lui écrivait avec la fermeté ou plutôt la hauteur insultante d'un maître qui veut imposer son autorité.

Bonaparte se posait ainsi en maître par rapport à toutes les puissances, et ne redoutait pas plus d'offenser les grands et les petits Etats d'Allemagne que le grand empire de Russie.

Les notes de Bonaparte aux nations étrangères, la fermeté avec laquelle il osait tenir tête à l'orage, de quelque côté qu'il se formât, avaient encore augmenté la confiance qu'on lui témoignait à l'intérieur; le fameux complot de Georges avait fanatisé ses partisans, qui n'étaient

Digitized by Google

plus satisfaits de le voir premier consul; ils répétaient qu'il fallait, pour la tranquillité publique et le repos de la nation, ajouter au pouvoir dont Bonaparte était environné, l'hérédité et l'empire, qui ôteraient ainsi aux conspirateurs la pensée de recommencer leurs coupables et inutiles tentatives, puisque l'hérédité une fois proclamée et le successeur désigné par la Constitution, l'assassinat de Bonaparte n'avait plus de but révolutionnaire.

Tel était le langage qu'on soufflait au soldat dans ses camps, aux électeurs appelés à nommer un nouveau Corps législatif, au Sénat et au Tribunat. La nation était toujours monarchique, malgré les grands efforts faits pour la républicaniser. S'il est, en effet, difficile de soumettre au joug de la royauté un peuple républicain depuis des siècles, il ne l'est peut-être pas moins de faire une république d'une monarchie, et ce n'est pas seulement le sentiment de l'habitude, c'est surtout le besoin de l'ordre qui produit cette disposition. Dans une république le peuple, habitué à paraître dans le forum, à faire son bonheur de l'agitation et des déclamations, ne peut pas aisément se plier à un gouvernement où tout est régulier, où toute espèce de troubles est réprimée, où la fortune publique se développe pour ainsi dire sans lui; les nations monarchiques, au contraire, habituées à jouir du repos sous un pouvoir fort, à profiter de la tranquillité publique pour développer leur fortune, élever leurs enfants, se livrer à un travail bien rétribué sans être trop pénible, se voient à peine jetées dans un gouvernement nouveau, dont l'agitation et l'inquiétude tiennent tout en suspens, qu'elles regrettent aussitôt la monarchie qu'on leur a enlevée, et repoussent les gouverne-

Digitized by Google

ments populaires qui ne leur apportent que la ruine, le trouble et la servitude sous le beau nom de liberté. La France, obéissant à cette loi, regrettait la monarchie et cette antique royauté qui avait pendant tant de siècles fait son bonheur et sa grandeur. Mais on avait amoncelé tant de préjugés contre notre vieille dynastie, il y avait à la tête du pouvoir tant d'intérêts opposés à son rappel, que dans l'impuissance où l'on se trouvait de remettre sur le trône les descendants de saint Louis, on se détermina à prendre pour souverain le grand capitaine qui éblouissait le monde par son éclat et avait éloigné l'anarchie de nos murs. C'est dans un changement tel que celui qui s'offre à notre attention, que se montre surtout l'activité et la versatilité des hommes. Sous le double point de vue de la politique et de la morale, cette étude est très sérieuse.

Quoique Bonaparte (1) fût revêtu du pouvoir absolu

(1) « Depuis longtemps Napoléon aspirait à l'empire et avait cherché à se faire céder les droits de la branche aînée des Bourbons. De Meyer, président de la Diète de Varsovie, se présente au roi Louis XVIII (le 26 janvier 1803) et lui fait, en termes très mesurés, la proposition de renoncer au trône de France pour lui et les siens. Comme prix de ce sacrifice, Bonaparte était disposé à assurer au roi et à sa famille des indemnités, ainsi qu'une existence brillante. Louis XVIII ne voulut point entendre ces propositions, et fit avec dignité la réponse si connue, qui fut remise par écrit à M. le président Meyer. Cette réponse devait être ensuite transmise au premier consul. « Je ne confonds pas M. Bonaparte » avec ceux qui l'ont précédé; je lui sais gré de plusieurs actes d'ad» ministration, car le bien que l'on fera à mon peuple me sera tou» jours cher; mais il se trompe s'il croit m'engager à transiger avec » mes droits; bien loin de là, il les établirait lui-même, s'ils pouvaient » être litigieux, par la démarche qu'il fait en ce moment. J'ignore » quels sont les desseins de Dieu sur ma race et sur moi; mais je con-

Digitized by Google

sous le titre de premier consul, sa grande puissance ne semblait pas encore lui suffire; il lui fallait un titre qui le mît à la hauteur des monarques de l'Europe, qui l'honoraient comme le premier magistrat d'une république, mais ne voulaient point l'admettre au nombre de leurs pairs. Il voulait profiter du mouvement des idées pour s'emparer enfin de la souveraineté absolue et pouvoir ensuite se montrer l'égal des plus grands monarques de l'Europe. Il n'avait pas alors auprès de lui ses deux

» nais les obligations qu'il m'a imposées par le rang où il lui a plu de » me faire naître. Chrétien, je remplirai mes obligations jusqu'à mon » dernier soupir; fils de saint Louis, je saurai, à son exemple, me » respecter jusque dans les fers; successeur de François Ier, je veux » du moins pouvoir dire comme lui : Tout est perdu fors l'honneur. » Toutes les instances furent inutiles. On fit entrevoir à Louis XVIII que cette note, si pleine de grandeur et de fierté, pourrait blesser le premier consul; il répondit « qu'elle était aussi modérée que possible, » que M. Bonaparte n'aurait pas le droit de se plaindre, lors même » qu'on l'aurait appelé rebelle et usurpateur. » Mais il serait possible, lui ajouta-t-on, que les puissances qui vous accordent des subsides fussent obligées de vous les retirer. « Je ne crains pas la pauvreté, ré- » pondit le roi; s'il le fallait, je mangerais du pain noir avec ma famille » et mes fidèles serviteurs. Mais je n'en serai jamais réduit là; j'ai une » autre ressource dont je ne crois pas devoir user tant que j'aurai des » amis puissants. C'est de faire connaître mon état en France, et de » tendre la main non au gouvernement usurpateur, cela jamais, mais » à mes fidèles sujets, et, croyez-moi, je serais bientôt plus riche que » je ne suis. »

» Mais il serait possible qu'on fût contraint de ne plus vous donner asile dans un Etat ami avec la France. « Je plaindrai le souverain, dit » le roi, qui se croira forcé de prendre ce parti, mais en ce cas je m'en » irai (1). »

(1) Capefigue.

Digitized by Google

frères, Joseph et Lucien, qui avaient tant contribué à son exaltation en usant de leur situation intérieure pour agir sur les grands corps de l'État et les déterminer à servir un pouvoir naissant qui leur devait être si utile à eux-mêmes. Cambacérès, le second consul, dont la finesse l'avait fait élever au consulat à vie, se taisait alors. Craignait-il de perdre l'honneur d'être le second dans l'État ? redoutait-il l'ambition d'un homme qui ne parlait que d'empire des Gaules, d'empire d'Occident, de Charlemagne ? Cambacérès se taisait lorsque l'opinion publique paraissait se déclarer en faveur d'une monarchie quel qu'en fût le nom. Un homme, qu'on n'aurait point soupçonné enclin à la monarchie, parce qu'il était révolutionnaire par caractère et qu'il avait donné à la révolution beaucoup de gages d'attachement, devint l'instrument que cherchait le premier consul. Fouché, fatigué de rester immobile sur sa chaise curule de sénateur, voulant redevenir quelque chose dans le gouvernement, faisait sans cesse le voyage de la Malmaison, ne parlait à Bonaparte que de la nécessité de proclamer un pouvoir héréditaire en sa faveur, et remplissait tous les corps des mêmes idées ; le Sénat, le Corps législatif, le Tribunat, les armées, la masse des citoyens répétaient en chœur : *Il nous faut un souverain.* Beaucoup prononçaient le mot d'empire, pour montrer qu'ils voulaient séparer le présent du passé. Les journaux étrangers et nationaux s'emparèrent de cette question et lui donnèrent une popularité inouïe.

Le Corps législatif, étant venu présenter au premier consul le Code civil qui avait été voté, chargea de Fontanes de faire un discours qui contenait l'expression des

Digitized by Google

désirs nouveaux et la réprobation de la famille des Bourbons.

« Les tempêtes politiques ont pu jeter quelques sages » eux-mêmes dans des routes imprévues ; mais sitôt que » votre main a relevé les signaux de la patrie, tous les » bons Français les ont reconnus et suivis, tous ont passé » du côté de votre gloire. Ceux qui conspirent au sein » d'une terre ennemie renoncent irrévocablement à la » terre natale, et que peuvent-ils opposer à votre ascen- » dant ? Vous avez des armées invincibles : ils n'ont que » des libelles et des assassins, et tandis que toutes les » voix de la religion s'élèvent en votre faveur au pied » de ces autels que vous avez relevés, ils vous font ou- » trager par quelques organes obscurs de la révolte et » de la suspicion. L'impuissance de leurs complots est » prouvée. Ils rendront tous les jours la destinée plus » rigoureuse en luttant contre ses décrets. Qu'ils cèdent » enfin à ce mouvement irrésistible qui emporte l'uni- » vers, et qu'ils méditent en silence sur les causes de la » ruine et de l'élévation des empires. »

C'était au Sénat qu'il appartenait de prendre l'initiative en pareille matière. Il fallait un homme qui pût le déterminer à présenter au peuple la demande d'une nouvelle constitution. Bonaparte fit venir les consuls Cambacérès et Lebrun, pour s'entretenir de l'opinion et de la nécessité de la seconder. « Je me doutais, lui répondit » Cambacérès, que c'était de cela qu'il s'agissait. Je vois » que tout tend à ce but, et je le déplore. » Il développa alors les motifs de son opinion, la nécessité de demeurer fidèle à la révolution et de ne point fonder un gouvernement qui rappellerait l'ancienne monarchie ; il dit que

Digitized by Google

le consulat à vie suffisait pour le maintien de l'ordre et satisfaisait aux besoins de la nation. Bonaparte répondit que la France étant monarchique, il fallait lui donner un gouvernement qui lui convînt, et déclara nettement qu'il était disposé à prendre la couronne et à se conformer en ceci à l'opinion publique; qu'il était nécessaire que le Sénat prît l'initiative, s'il ne voulait être précédé par l'armée.

Cambacérès et Lebrun quittèrent assez froidement le premier consul. Le premier dit au second : « C'en est » fait, la monarchie est rétablie; mais j'ai le pressenti- » ment que ce qu'on édifie ne sera pas durable. Nous » avons fait la guerre à l'Europe pour lui donner des » républiques filles de la République française : nous la » ferons maintenant pour lui donner des monarques fils » ou frères du nôtre, et la France épuisée finira par suc- » comber à ces folles entreprises. » Cette prédiction est bien remarquable.

Cambacérès étant déterminé à ne rien faire, à laisser aller l'opinion publique ou les meneurs à leur gré, Fouché se mit à intriguer auprès du Sénat, et détermina une commission nommée pour examiner un rapport présenté par le gouvernement relativement à la déplorable conduite des agents britanniques en Allemagne, à émettre dans sa réponse un vœu pour le rétablissement de la monarchie en France. Le rapporteur de la commission, recherchant la cause des attentats contre la vie du premier consul, la trouvait dans la Constitution, qui avait à ses yeux deux défauts graves : d'abord celui de ne pas donner assez de force au pouvoir, et ensuite de ne pas lui donner la perpétuité, puisque sa durée ne repo-

Digitized by Google

sait que sur une seule tête, dont on pouvait se délivrer par un attentat; il proposait en conséquence de combler cette double lacune.

Ces conclusions furent admises malgré les murmures de quelques membres. Cette affaire avait marché avec tant de précipitation, que le premier consul fut surpris de la voir si promptement résolue. Il répondit à Cambacérès, qui l'en avait informé dans une lettre très froide : « Je n'ai pas assez réfléchi, j'ai besoin de vous consulter » encore, vous et beaucoup d'autres, avant de prendre » un parti. Je vais répondre au Sénat que je délibère, » mais je ne veux ni le recevoir officiellement, ni publier » son message. »

Par une politique très habile, et dans le double but de s'inféoder encore davantage l'armée et de prendre rang dans les grandes familles régnantes de l'Europe, il voulut consulter et son armée et les principales cours. Il était certain que l'armée, si dévouée à un général qui tant de fois l'avait conduite à la victoire, ne manquerait pas d'acclamer la proposition d'en faire un empereur; c'était un moyen de donner l'impulsion à la nation entière. La réponse fut conforme aux désirs du premier consul; et, en effet, le mouvement une fois donné, les villes et les bourgades envoyèrent des adresses, qui toutes représentaient la monarchie comme le seul moyen de stabilité pour la France, et montraient dans Bonaparte le monarque qui seul pût nous donner la tranquillité dont nous avions besoin.

On craignait d'autant plus les réponses des nations étrangères, que l'assassinat du duc d'Enghien avait excité dans l'Europe un sentiment plus douloureux; mais

Digitized by Google

on ne s'adressa ni à la Russie ni à l'Angleterre, qui étaient en état d'hostilité ouverte avec la France. On était assuré que l'Espagne ferait ce que l'on voudrait; restaient donc la Prusse et l'Autriche, qui donnaient quelque doute. La Prusse, bien refroidie à notre égard, répondit cependant d'une manière flatteuse.

L'empereur d'Autriche, toujours habile à profiter des moindres circonstances pour affermir son autorité, voyant avec regret que les dispositions du corps électoral de l'empire étaient changées à son égard, demanda que, dans le cas où il ne serait pas élu empereur d'Allemagne, il pût porter le titre d'empereur d'Autriche, accédant d'ailleurs à la transformation du gouvernement français, et se montrant disposé à admettre Napoléon dans la grande famille des souverains.

Le premier consul fut d'autant plus favorable au désir de François II, qu'en instituant un empereur d'Autriche, on amenait facilement la suppression du titre d'empereur d'Allemagne, titre bien autrement important que le premier. Cependant Bonaparte ne voulant pas laisser soupçonner qu'il avait acheté la reconnaissance de l'Autriche, différa la manifestation de son consentement à la demande qui lui avait été faite.

Assuré que le droit d'hérédité dans sa famille serait accepté par la France et par les nations étrangères, le premier consul répondit enfin au Sénat (25 avril) : « Votre adresse du 6 germinal n'a pas cessé d'être pré-» sente à ma pensée... Vous avez jugé l'hérédité de la » suprême magistrature nécessaire pour mettre le peuple » français à l'abri des complots de nos ennemis et des » agitations qui naîtraient d'ambitions rivales; plusieurs

Digitized by Google

» de nos institutions vous ont en même temps paru de-
» voir être perfectionnées pour assurer sans retour le
» triomphe de l'égalité et de la liberté publique, et offrir
» à la nation et au gouvernement la double garantie dont
» ils ont besoin... A mesure que j'ai arrêté mon atten-
» tion sur ces graves objets, j'ai senti de plus en plus
» que, dans une circonstance aussi nouvelle qu'impor-
» tante, les conseils de votre sagesse et de votre expé-
» rience m'étaient nécessaires. Je vous invite donc à me
» faire connaître votre pensée tout entière. »

Le Sénat n'ayant pas le droit de discuter et ne voulant pas adopter de lui-même le changement dont il avait accepté le vœu et qui était consenti par le premier consul, s'adressa au Tribunat, à qui seul il appartenait de s'exprimer sur les lois. La proposition introduite par le tribun Curée, jadis républicain ardent, rencontra une multitude d'approbateurs qui firent un éloge pompeux du premier consul, et s'appliquèrent à déverser la haine et les injures sur l'antique famille des Bourbons, au pied de laquelle ils devaient tomber un jour.

Le tribun Carnot osa défendre la république et attaquer la constitution monarchique à laquelle on voulait revenir. Après avoir déclaré que, quelle que fût l'opinion du Sénat, il s'y soumettrait, il montra que le prétexte de l'agitation et de l'incertitude ne serait pas détruit avec une monarchie impériale; il en tirait la preuve dans l'histoire de l'empire romain, qui avait été inutilement établi pour remédier à l'agitation républicaine, qu'il avait au contraire rendue plus vive. Il y avait là un beau thème que Carnot développa avec talent; puis, jetant un

Digitized by Google

regard en arrière, il disait adieu à un passé auquel il avait attaché son nom.

« La liberté fut-elle donc montrée à l'homme pour » qu'il ne pût jamais en jouir? Fut-elle sans cesse offerte » à ses vœux comme un fruit auquel il ne peut porter la » main sans être frappé de mort?... Non, je ne puis con- » sentir à regarder ce bien si universellement préférable » à tous les autres, sans lequel les autres ne sont rien, » comme une simple illusion. Mon cœur me dit que la » liberté est possible, que le régime en est facile et plus » stable qu'aucun gouvernement arbitraire ou oligar- » chique. »

Ce discours, regardé comme le dernier cri d'une république mourante, où l'on confondait la liberté avec une forme de gouvernement qui l'a opprimée plus que toutes les autres, fit peu d'impression, du moins extérieurement, sur l'assemblée. Le Tribunat adopta le vœu que Napoléon fût créé empereur, avec droit d'hérédité dans sa famille, et demanda la formation de lois organiques et constitutives de l'empire.

On ne s'occupa plus alors que de la formation d'une constitution, que nous résumons en ces quelques mots : A la tête de la République sera un empereur, qui est Bonaparte, dans la famille duquel le pouvoir se perpétuera par droit de succession masculine.

Le pouvoir de faire des lois est remis entre les mains du Corps législatif, du Tribunat, du Conseil d'Etat et du Sénat.

Le Conseil d'Etat prépare les lois, le Tribunat les discute, le Corps législatif les vote, et le Sénat examine si

Digitized by Google

elles n'ont rien de contraire à la Constitution. Tous les Corps qui existaient sous le Consulat perdent encore de leur liberté et n'ont pas le droit de discussion proprement dite. Le Corps législatif doit pour ainsi dire voter à la muette. Il ne peut nommer de commissions pour préparer les lois; il ne peut les discuter.

Le pouvoir exécutif, remis entre les mains de l'empereur, devient absolu et sans responsabilité.

Voici d'ailleurs comment le *Moniteur* classait les grands pouvoirs de l'Etat: « Le premier représentant de » la nation, c'est l'empereur; la seconde autorité repré» sentante est le Sénat; la troisième, le Conseil d'Etat, » qui a de véritables attributions législatives; le Corps » législatif, qui devrait être appelé *Conseil législatif*, » puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, a le qua» trième rang. »

Telle fut la dernière transformation de la Constitution de Sièyes, Constitution qui, ayant pour base une république aristocratique sans aristocratie, tomba après quatre ans d'essai. Au lieu d'un grand électeur, il avait eu un premier consul qui avait absorbé en lui tout le pouvoir. C'est ainsi que, par son système de mutisme, il avait conduit au despotisme.

Afin d'élever la nouvelle cour à une hauteur plus grande que l'ancienne, Bonaparte, conseillé en ceci par le fastueux Talleyrand, avait créé toutes les grandes charges qui avaient paru successivement dans notre monarchie, à l'exception de celle de maire du palais, dont le premier consul ne se souciait point; car il n'aurait pas voulu avoir de mentor à côté de lui.

La première dignité, celle d'archi-chancelier, fut con-

Digitized by Google

fiée à Cambacérès, que l'empereur essaya de gagner par ces paroles flatteuses : « Je suis et je serai plus que jamais » entouré d'intrigues, de conseils faux ou intéressés; » vous seul aurez assez de jugement et de sincérité pour » me dire la vérité. Je veux donc vous rapprocher da- » vantage encore de ma personne et de mon oreille. » Vous resterez pour avoir toute ma confiance et pour la » justifier. »

Cambacérès méritait cette confiance. Malheureusement les parvenus placés aussi haut que Bonaparte n'aiment guère entendre des vérités salutaires.

Joseph Bonaparte fut nommé grand-électeur, et Louis connétable. Comme le règne de la milice allait commencer, que Bonaparte s'était élevé surtout par les armes, il y eut un grand nombre de dignités militaires. Les généraux Kellerman, Pérignon, Lefebvre, Sérurier, furent nommés aux quatre places de maréchaux honoraires, afin que, pendant qu'ils prenaient leur repos, ils pussent se glorifier de cette haute dignité. Quatorze bâtons de maréchaux effectifs furent donnés : à Jourdan, pour le beau souvenir de Fleurus; au général Berthier, pour des services éminents et continus dans la direction de l'état-major; au général Masséna, pour Rivoli, Zurich, Gènes; aux généraux Lannes et Ney, pour une foule d'actes héroïques; à Augereau, pour Castiglione; au général Brune, pour le Helder; à Murat, pour sa vaillance chevaleresque à la tête de la cavalerie française; au général Bessières, pour le commandement de la garde qu'il avait depuis Marengo, et dont il était digne; aux généraux Moncey et Mortier, pour leurs vertus guerrières; au général Soult, pour ses services en Suisse, à

Digitized by Google

Gênes, au camp de Boulogne; au général Davoust, pour sa conduite en Egypte et une fermeté de caractère dont il donna bientôt d'éclatantes preuves; enfin au général Bernadotte, pour un certain renom acquis dans les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, pour sa parenté surtout, et malgré une haine envieuse que Napoléon avait découverte dans le cœur de cet officier et qui lui donnait déjà le pressentiment plusieurs fois exprimé tout haut d'une trahison future (1).

Les généraux qui s'étaient déjà fait un nom, mais qui n'avaient pas encore brillé avec l'éclat des officiers supérieurs dont nous parlons, reçurent la qualification de colonels-généraux des troupes à cheval. Saint-Cyr, Junot, Marmont et Baraguay-d'Hilliers eurent ce titre. Bruix fut élevé à la dignité d'amiral.

Il fallait aussi à la cour de grandes charges, afin d'en relever la splendeur. Il y eut un grand-aumônier, dignité que l'on conféra au cardinal Fesch, oncle de l'empereur. Talleyrand, qui avait été déçu en voyant accorder les plus hautes dignités, reçut la charge de grand-chambellan. Berthier fut nommé grand-veneur; Caulaincourt, grand-écuyer; Ségur, grand-maître des cérémonies; Duroc, grand-maréchal du palais. A ces hautes charges, en étaient jointes une quantité d'autres qui semblaient avoir été créées comme un appât pour une multitude affamée. Fouché, le créateur de l'Empire, eut la consolation de voir reformer en sa faveur le ministère de la police, qui allait si bien à son caractère.

Lorsque la Constitution fut définitivement arrêtée

(1) Thiers.

Digitized by Google

que tous les hommes importants furent revêtus de dignités ou de charges, le Sénat se rendit en corps à Saint-Cloud, pour offrir solennellement au premier consul la dignité impériale. Après avoir rappelé tout ce que la nation devait à Napoléon, Cambacérès ajouta :

« Le peuple français a, pendant des siècles, goûté les » avantages attachés à l'hérédité du pouvoir; il a fait » une expérience courte, mais pénible, du système con- » traire; il rentre, par l'effet d'une délibération libre et » réfléchie, sous un régime conforme à son génie; il use » librement de ses droits pour déléguer à Votre Majesté » impériale une puissance que son intérêt lui défend » d'exercer par lui-même; il stipule pour les générations » à venir, et, par un pacte solennel, il confie le bonheur » de ses neveux à des rejetons de votre race.

» Heureuse la nation qui, après tant de troubles, trouve » dans son sein un homme capable d'apaiser les tem- » pêtes des passions, de concilier tous les intérêts et de » réunir toutes les voix!

» S'il est dans les principes de notre Constitution de » soumettre à la sanction du peuple la partie du décret » qui concerne l'établissement d'un gouvernement héré- » ditaire, le Sénat a pensé qu'il devait supplier Votre » Majesté impériale d'agréer que les dispositions orga- » niques reçussent immédiatement leur exécution, et, » pour la gloire comme pour le bonheur de la Républi- » que, il proclame à l'instant même Napoléon empereur » des Français. »

Un cri de *Vive l'empereur!* parti de toutes les poitrines, ébranla le palais de Saint-Cloud. Lorsque le silence fut rétabli, Bonaparte dit : « Tout ce qui peut contribuer

Digitized by Google

» au bien de la patrie est essentiellement lié à mon bon-
» heur.

» J'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de
» la nation.

» Je soumets à la sanction du peuple la loi de l'héré-
» dité.

» J'espère que la France ne se repentira jamais des
» honneurs dont elle environnera ma famille.

» Dans tous les cas, mon esprit ne serait plus avec ma
» postérité le jour où elle cesserait de mériter l'amour et
» la confiance de la grande nation. »

Les jours suivants, tous ces grands qui avaient couru avec tant de précipitation au-devant du despotisme, reconnurent la différence des situations. Bonaparte, qui de simple sous-lieutenant s'était élevé par degré au grade de général, au pouvoir de premier consul, et enfin venait d'être revêtu de la pourpre impériale, obligeait tous ceux qui avaient été ses égaux et ses supérieurs à venir lui prêter serment. Tandis que tous étaient debout autour de l'empereur assis, ayant l'archi-chancelier à ses côtés pour lire la formule impériale, paraissaient tour à tour les hauts dignitaires, les ministres, les maréchaux, les généraux, etc. Napoléon, après avoir reçu leur serment, les renvoyait en leur faisant un salut de tête. Plus d'un sénateur obséquieux murmura de ce qu'il regardait peut-être comme un avilissement.

Cependant il se passait dans le palais de justice des scènes d'un autre genre. On y poursuivait le procès de Georges Cadoudal et de Moreau. Pichegru, à qui d'abord on avait fait espérer un établissement considérable à Sinnamari, se pendit dans sa prison, à ce qu'assurèrent

Digitized by Google

les contemporains. Les gardiens, ayant entendu du bruit dans son cachot, accoururent et dirent qu'ils l'avaient trouvé gisant, la figure et les yeux injectés de sang. On dit d'abord qu'il était mort d'apoplexie. Mais comme il y avait des preuves certaines de strangulation, on assura qu'il s'était pendu lui-même, et que sans doute il était tombé en se débattant. Plusieurs cependant, ne comprenant point cette chute, demeurèrent persuadés qu'une main étrangère avait donné la mort à un illustre général; les ennemis de Napoléon ont fait peser ce soupçon sur lui. Cette accusation invraisemblable a été repoussée par les hommes sérieux, qui se sont demandé quel motif se serait proposé le premier consul en donnant cette mort, lui qui a épargné les jours de Moreau.

Le premier consul s'était persuadé qu'il lui serait facile, dans le procès de Georges et de Moreau, de constater le complot; mais au moment de l'ouverture des débats, il n'y avait aucune preuve positive. Georges, qui s'était réservé le beau rôle, ne niait point qu'il fût venu en France pour amener un changement de gouvernement; il avouait que s'il avait trouvé l'opinion publique suffisamment disposée en faveur de la légitimité, il aurait attaqué le premier consul, non point en traître, mais marchant sous le drapeau blanc, ayant pour général un membre de la famille de Bourbon, courant ainsi les chances honorables d'une bataille. Il assurait que, s'étant aperçu que l'opinion n'était pas encore favorable à sa cause, il s'était abstenu. D'après cette disposition, il n'y avait qu'un projet, sans même de commencement d'exécution.

Tous les accusés avouaient avoir eu des relations avec

Digitized by Google

Moreau et avoir compté sur sa coopération ; mais ils disaient en même temps que Moreau avait toujours refusé de soutenir la cause des Bourbons. Ce général eut le tort de ne pas avouer même des rapports qui n'étaient pas compromettants pour lui. Il nia tout, se contentant seulement d'avouer qu'il avait eu des relations avec Pichegru, uniquement dans le dessein de le réconcilier avec sa patrie, mais jamais pour la trahir. Moreau fit de nobles réponses. « Pichegru était un traître, lui avait dit » le président, et même dénoncé par vous sous le Direc» toire. Comment pouviez-vous songer à vous réconci» lier avec lui et à le ramener en France? — Dans un » temps, avait répondu Moreau, dans un temps où l'ar» mée de Condé remplissait les salons de Paris avec ceux » du premier consul, je pouvais bien m'occuper de ren» dre à la France le conquérant de la Hollande. » A ce sujet on lui demandait pourquoi, sous le Directoire, il avait dénoncé Pichegru si tard, et on semblait élever des soupçons jusque sur sa vie passée : « J'avais coupé » court, répondait-il, aux entrevues de Pichegru et du » prince de Condé sur la frontière, en mettant, par les » victoires de mon armée, quatre-vingts lieues de dis» tance entre ce prince et le Rhin. Le danger passé, j'a» vais laissé à un conseil de guerre le soin d'examiner » les papiers trouvés, et de les envoyer au gouvernement » s'il le jugeait utile. »

Les réponses du général avaient été si fermes, si positives, qu'il ne restait plus à sa charge d'autre crime que celui de non révélation. « Vous êtes au moins coupable » de non révélation, lui avait dit le président, et bien que » vous prétendiez qu'un homme comme vous ne saurait

Digitized by Google

» faire le métier de dénonciateur, tout citoyen doit dé-
» noncer les complots dont il acquiert la connaissance. »

Le peuple était agité : il fallait finir. Bonaparte, qui voulait une condamnation, afin qu'on ne pût l'accuser de légèreté dans une affaire si grave, fut servi à son gré. Le 10 juin, après quatorze jours de débats, le tribunal acquitta vingt-deux accusés, condamna Jules de Polignac et cinq autres accusés à deux ans de prison; Moreau à la même peine, non à cause de sa coopération matérielle au complot, mais parce que sa *conduite morale* était répréhensible. Avec un semblable motif, il n'y a personne qu'on ne puisse condamner. Georges, Armand de Polignac, Rivière et dix-sept autres accusés furent condamnés à mort.

Mme de Polignac courut aussitôt se jeter aux genoux de l'impératrice Joséphine, qui, toujours compatissante pour le malheur, alla elle-même, accompagnée de Mme de Rémusat, conjurer l'empereur de faire grâce. Il les repoussa avec rigueur; mais lorsqu'il aperçut Mme de Polignac venant dans la galerie se précipiter à ses genoux et les arroser de ses larmes, il ne put résister et lui dit « qu'il était étonné d'avoir trouvé dans un complot dirigé contre sa personne M. Armand de Polignac, son compagnon d'enfance à l'école militaire; que, cependant, il accordait sa grâce aux larmes d'une épouse; qu'il souhaitait que cette faiblesse de sa part n'eût pas de suites fâcheuses en encourageant de nouvelles imprudences. »

La grâce d'Armand de Polignac entraîna celle de Rivière. La tête de Georges et celles de ses autres complices tombèrent sous la hache du bourreau. Moreau, qu'on n'avait pas trouvé assez coupable pour être condamné à

Digitized by Google

mort, et que, par complaisance pour l'empereur, on avait condamné à deux ans de prison, fut envoyé en exil. Plus d'une voix accusa Bonaparte de n'avoir consulté dans cette circonstance d'autre loi que celle d'une jalouse vengeance; malheureuse passion qui se trouve jusque dans les cœurs les plus élevés.

Digitized by Google

LIVRE III.

EMPIRE FRANÇAIS (1804-1814).

La révolution s'était faite au nom de la liberté; mais les excès auxquels elle s'était laissé entraîner devaient tuer toute liberté; et l'oppresseur de la liberté, c'était un fils de la révolution, grand capitaine qui, après avoir mis son épée au service de cette même révolution, avait fini par l'absorber. On peut remarquer deux idées en quelque sorte contradictoires dans le régime qui venait d'être inauguré : d'un côté l'amour de la révolution, la persistance à établir l'égalité entre les citoyens, la conservation de ce qu'on a nommé les conquêtes de 89, et de l'autre le despotisme le plus énervant. Ces deux principes eurent une influence très funeste sur le génie de Napoléon. Dans ses moments de calme, il sentait l'impossibilité de les concilier et il se dit : « Ne laissons point » de repos à la nation, enivrons-la de gloire; que nos » idées, que notre régime se répandent sur toute l'Eu- » rope; que les Etats voisins soient faits à notre image, » et que ceux qui ne le voudront pas soient gouvernés » par des lieutenants. » Il devait résulter de là des guerres

Digitized by Google

continuelles; Napoléon marcha de victoire en victoire, et il aboutit où? A deux abdications, à deux exils et à une mort lente sur le rocher de Sainte-Hélène. La France sortit de ses mains amoindrie, accablée par les vaincus d'autrefois; son caractère lui-même s'était affaissé. La grandeur durable, complète, permanente de Napoléon se fût trouvée dans une sage association de la liberté et de l'autorité, réglées par le catholicisme le plus pur. Il était assez fort pour mettre d'accord ces divers éléments; s'il eût eu la sagesse de s'arrêter à cette idée féconde, il eût fondé un empire plus grand et plus digne d'admiration que celui qu'il a établi.

CHAPITRE PREMIER.

La flotte. — Le sacre. — La coalition (1804-1805).

Au milieu des graves préoccupations qui avaient attiré sa principale attention pendant l'hiver et le printemps, le premier consul n'avait cependant pas négligé sa grande entreprise contre l'Angleterre. Comme il n'avait pas cru demeurer si longtemps avant de s'embarquer, ses finances de l'année courante étaient presque épuisées. Les dépenses de l'an XII, qui allait se terminer au mois de septembre, se montaient à environ sept cent millions, qui avaient été soldés ainsi : cinq cent soixante

Digitized by Google

millions des contributions ordinaires, vingt-deux millions de subside italien, quarante-huit millions du subside espagnol, cinquante-deux millions du prix de la Louisiane, vingt millions des cautionnements, plus quelques millions en biens nationaux.

La plupart des ressources extraordinaires étant épuisées, il fallait, pour l'année présente, recourir à de nouveaux impôts pour couvrir les dépenses. Quelques esprits superficiels avaient mis en avant un principe assez spécieux, c'était de ne créer qu'une seule espèce d'impôt, qu'on ferait supporter par la propriété, par les patentes, par la cote personnelle, etc. Il semblait que par ce moyen on pouvait atteindre la propriété, les maisons, les personnes, les industries selon leur importance, et obliger ainsi chacun à payer ce qu'il peut et ce qu'il doit réellement. Cependant, en considérant les industries de plus près, on était amené à reconnaître qu'elles ne pouvaient, même dans la même espèce, être également taxées, et qu'il fallait proportionner l'impôt à la production, ce qui amenait nécessairement le rétablissement de l'impôt indirect. Il y avait de graves préjugés contre cette espèce d'impôt, surtout contre celui des boissons, qui, dans toutes les grandes circonstances, a été si vivement attaqué. En 89, en 1815, en 1830, en 1848 il a été suspendu, mais on a été obligé d'y revenir bientôt.

Un impôt indirect ne pouvant pas être établi en quelques jours, l'empereur s'adressa à des compagnies de négociants réunis pour l'escompte des valeurs du Trésor. Parmi ces négociants le plus audacieux était Ouvrard, qui construisit les plus vastes plans et réussit à éblouir l'esprit. C'est ainsi que Napoléon parvint à s'assurer les

Digitized by Google

capitaux nécessaires pour la grande entreprise qu'il voulait réaliser.

Le projet de descente qu'on avait eu le dessein d'exécuter en hiver, et qu'on avait remis au mois de juin, présentait toujours de graves difficultés. Le ministre de la marine, Decrès, faisait les plus sérieuses réflexions et montrait que tenter le passage avec les bateaux canonniers, c'était exposer cent cinquante mille hommes à une très grande chance de destruction totale. « Certainement, disait-il, le boulet de vingt-quatre, qu'il soit lancé par une chaloupe ou par un vaisseau de ligne a la même force. Il cause les mêmes ravages, souvent davantage, décoché par un frêle bâtiment qu'il est difficile d'atteindre et qui va à la ligne de la flottaison. Ajoutez-y la mousqueterie redoutable à petite distance, ajoutez-y le danger de l'abordage, et on ne peut méconnaître la valeur des chaloupes canonnières; elles portent plus de trois mille bouches à feu de gros calibre, c'est-à-dire autant qu'une flotte de trente à trente-cinq vaisseaux de ligne, flotte qu'il est bien rare de pouvoir réunir. Mais où a-t-on vu ces chaloupes se mesurer contre les gros bâtiments des Anglais? En un seul endroit, c'est-à-dire près du rivage, dans des bas-fonds, au milieu desquels ces gros bâtiments n'osent s'aventurer pour suivre l'ennemi faible mais nombreux qui est prêt à les cribler de ses coups; c'est comme une armée engagée dans un défilé et assaillie du haut de positions inaccessibles par une nuée de tirailleurs adroits et intrépides. Mais, continuait l'amiral Decrès, supposez ces chaloupes dans le milieu du canal, hors des bas-fonds et en présence de vaisseaux ne craignant plus de s'avancer sur elles; supposez, en outre,

Digitized by Google

un vent assez fort qui rendrait la manœuvre facile pour ces vaisseaux, difficile pour vos chaloupes : ne seraient-elles point en danger d'être foulées, noyées en grand nombre, par les géants avec lesquels on les aurait obligées à se battre? — On perdrait, répondait l'amiral Bruix, cent bâtiments peut-être sur deux mille, mais il en passerait dix-neuf cents, ce qui suffirait pour la ruine de l'Angleterre. — Oui, répliquait l'amiral Decrès, si le désastre de ces cent bâtiments ne jetait pas la terreur parmi les dix-neuf cents autres, si le nombre même de ces dix-neuf cents n'était pas une cause inévitable de confusion, et si les officiers de mer, conservant leur sang-froid, ne tombaient pas dans un désordre d'esprit qui pourrait entraîner une catastrophe générale (1). »

Bonaparte, sentant toute la force des objections de Decrès, résolut, avant de tenter le passage, de transporter l'une de ses flottes dans la Manche, où elle pourrait, au moins pendant trois jours, tenir tête à celle des ennemis et permettre ainsi le transport de cent cinquante mille hommes au-delà du détroit. Nos vaisseaux de haut-bord étaient dispersés dans un grand nombre de ports. Nous avions à Brest une flotte de dix-huit vaisseaux qui allait bientôt s'élever à vingt-un, une seconde de cinq à Rochefort, une de cinq au Ferrol, un vaisseau en relâche à Cadix, enfin huit vaisseaux à Toulon, qui allaient être portés à dix.

Brest était serré de si près, qu'il était impossible d'en sortir en été sans combat. Napoléon pensait que, profitant des fortes brises du mistral qui obligeaient les na-

(1) Thiers.

Digitized by Google

vires anglais à se mettre à couvert derrière la Corse et la Sardaigne, il serait possible à la flotte de Toulon de s'échapper, d'avoir douze heures à l'avance sur Nelson, de le tromper par une manœuvre détournée et de lui persuader que nous nous dirigions vers le Nil. Cependant la flotte aurait rallié un vaisseau à Cadix, aurait pris assez le large de la mer pour éviter la croisière du Ferrol; ensuite, se repliant dans le golfe de Gascogne, elle aurait recueilli les cinq vaisseaux de La Rochelle et serait venue inopinément avec des forces supérieures balayer la Manche et laisser le passage libre au moins pendant trois jours, temps jugé nécessaire pour le débarquement.

Pour l'exécution d'un pareil dessein, il fallait un homme plein d'intelligence et doué de beaucoup d'audace; Bonaparte jeta les yeux pour le réaliser sur Latouche-Tréville, qui était arrivé depuis peu de Saint-Domingue et apportait les germes d'une maladie qui l'emporta trop tôt. La nécessité de s'aboucher avec Latouche-Tréville et de presser l'armement dans les ports d'Anvers, de Cherbourg, de Brest, de Lorient, de Rochefort et de Toulon avait fait remettre le départ de la flotte au mois de septembre.

Ce qui manquait pour une si grande flotte, c'étaient des marins; on en faisait avec des soldats, mais ils n'avaient pas l'aptitude de ceux qui avaient été exercés sur la mer dès leur jeune âge. Dans un moment où il eût fallu agir promptement, Napoléon était lui-même retenu par plusieurs occupations sérieuses; il recevait les actes de reconnaissance des grandes puissances, il distribuait les décorations de la Légion-d'Honneur dans

Digitized by Google

l'église des Invalides (cet ordre, créé deux ans auparavant, n'avait pas encore de décoration spéciale : Bonaparte venait de la déterminer). Il fit de son institution non-seulement une récompense nationale, mais encore un titre d'honneur pour les illustres étrangers. Le cardinal Caprara, qui méritait tant la bienveillance de l'empereur, fut le premier des étrangers qui reçut l'ordre de la Légion-d'Honneur. Napoléon détacha de son cou le cordon qu'il portait et en décora le noble vieillard. La plupart de ces décorations étaient accompagnées de mots ou de lettres flatteuses qui honoraient ceux qui les recevaient.

Peu de jours après, Napoléon était au camp de Boulogne et y distribuait les décorations. L'armée, placée en amphithéâtre, présentait l'aspect le plus magnifique et poussait des cris de joie à la vue de son empereur élevé sur un trône brillant. C'est là que le 16 août, le lendemain de sa fête, Napoléon, debout, lut, en présence de plus de cent mille hommes la formule du serment de la Légion-d'Honneur. Tous répondirent : *Nous le jurons ! Vive l'empereur !* Puis le canon retentit et les fanfares portèrent l'exaltation à son comble.

L'Angleterre, qui s'était montrée si dédaigneuse à l'égard des préparatifs de guerre faits contre elle, devenait de jour en jour plus soucieuse. Le faible ministère Addington, qui avait cru pouvoir suffire à la tâche, avait bientôt montré son insuffisance et avait contribué à rapprocher deux partis antipathiques, celui de Pitt et celui de Fox, non point qu'ils eussent les mêmes opinions, mais parce qu'ils attaquaient en commun un adversaire qu'ils voulaient renverser, espérant l'un et l'autre hériter de ses dépouilles. Fox commençait à concevoir de

Digitized by Google

l'espérance, parce que la raison du roi s'étant troublée de nouveau, on annonçait la régence du prince de Galles qui, pour le moment, professait des principes libéraux. Addington succomba en effet, mais sa succession ministérielle échut à Pitt, le seul ministre que le vieux roi voulût souffrir après la chute de son ministère de prédilection.

A peine aux affaires, Pitt avait obtenu soixante millions de fonds secrets, qui devaient incontestablement être employés à gagner quelque cour de l'Europe.

Vivement inquiet de l'arrivée de Pitt aux affaires et de l'obtention de soixante millions de fonds secrets par ce ministre, Napoléon, qui jetait son regard aussi fréquemment vers le Rhin qu'au-delà du détroit, attendait le mois de septembre pour franchir la Manche et entrer en Angleterre à la tête de cent mille hommes. Au moment où il allait s'embarquer, lorsqu'il croyait déjà la flotte de Toulon bien loin de nos côtes, il apprit la mort de l'amiral Latouche-Tréville. Il fallut suspendre le départ. « Il n'y a pas un moment à perdre, écrivit Napo» léon au ministre Decrès, pour envoyer un amiral qui » puisse commander l'escadre de Toulon. Elle ne peut » pas être plus mal qu'elle n'est aujourd'hui entre les » mains de Dumanoir, qui n'est pas capable de maintenir » la discipline dans une si grande escadre ni de la faire » agir. »

Bruix étant jugé nécessaire à Boulogne, Rosily n'ayant plus l'habitude de la mer qu'il avait quittée depuis longtemps, Decrès arrêta son choix sur Villeneuve, marin capable d'un coup de vigueur, mais se laissant aller promptement au découragement et effrayer par un obs-

Digitized by Google

tacle imprévu. Ce n'était point l'homme qu'il fallait pour une tentative qui demandait de l'audace et encore de l'audace. Decrès avait été trompé par une de ces exaltations qui auraient fait de Villeneuve un grand marin s'il avait toujours eu une égale puissance d'énergie.

Napoléon avait conçu un autre plan en apprenant la mort de Latouche. Il voulait lancer la flotte de Toulon et celle de Rochefort en Amérique, afin de reconquérir Surinam et les colonies anglaises de la Guyane, de s'emparer de l'île Sainte-Hélène et de ravager les possessions anglaises des Antilles. L'amiral Villeneuve avait reçu l'ordre d'appareiller à Toulon le 12 octobre, et l'amiral Missiessy à Rochefort le 1er novembre. Le changement de destination avait été causé par l'époque où devait se faire le débarquement. Pendant l'hiver les coups de vent devaient incontestablement disperser la flotte anglaise placée en observation devant Brest. L'amiral Ganteaume pourrait très aisément sortir de Brest, jeter quinze à dix-huit mille hommes en Irlande et venir ensuite balayer la Manche, afin de donner à la flottille de Boulogne le temps de débarquer.

Cependant Napoléon portait ses regards vers les puissances de l'Europe et désirait surtout se réconcilier avec la Russie, qui semblait alors témoigner du regret d'avoir agi avec trop de vivacité à notre égard. Elle avait demandé avec la plus grande fermeté une réponse catégorique à des plaintes élevées contre la France pour l'occupation du golfe de Tarente, de la Hollande et pour le délai apporté dans la concession d'indemnité à faire au roi de Piémont. Talleyrand, sur le conseil de la Prusse, ayant tardé à faire une réponse à la note de l'envoyé

Digitized by Google

russe, celui-ci insista vivement et obtint une note où étaient exposés les torts de la Russie à l'égard de la France. Quant aux concessions demandées, Napoléon déclara qu'il n'en ferait jamais sous la pression de la menace. Oubril demanda alors ses passeports, en déclarant cependant que sa retraite était une simple rupture des relations diplomatiques entre les deux Etats, mais non une déclaration de guerre. Rayneval, notre chargé d'affaires en Russie, reçut en même temps l'ordre de quitter Saint-Pétersbourg.

Sachant que la Russie était trop éloignée de nous pour oser nous attaquer seule, et qu'elle ne le ferait que dans le cas d'une coalition européenne dont l'Autriche pourrait devenir le centre, Napoléon résolut d'obliger cette dernière puissance à s'expliquer. Il fit écrire à la cour d'Autriche qu'il allait faire un voyage sur le Rhin, et qu'il espérait rencontrer Cobentzel à Aix-la-Chapelle, ancienne capitale du vaste empire de Charlemagne, que le héros des temps modernes voulait rétablir. Il y déploya toute la splendeur de la nouvelle cour et y donna des fêtes magnifiques. En quittant Aix-la-Chapelle il remonta le Rhin par Juliers, Venloo, Cologne, Coblentz, afin d'inspecter les routes et les fortifications. Les têtes de pont de Mayence et de Kehl attirèrent specialement son attention. Persuadé que Mayence et Strasbourg n'étaient que des villes de peu d'importance sans les forts de Cassel et de Kehl, il commanda de préparer quinze mille pelles, autant de pioches, et d'avoir des ouvriers sous la main, afin qu'à un moment donné ces forts pussent être relevés.

Une autre préoccupation possédait Napoléon. A peine élevé à l'empire, il avait résolu de se faire donner la con-

Digitized by Google

sécration religieuse et d'inviter le Pape à venir à Paris pour lui conférer l'onction impériale. Selon son habitude, il en conféra avec le Conseil d'Etat, dans le sein duquel se trouvaient encore plusieurs membres ennemis de la religion et du clergé. Napoléon pressa vivement les opposants : « Messieurs, s'écria-t-il, vous délibérez à » Paris aux Tuileries; supposez que vous délibérassiez » à Londres dans le cabinet britannique, que vous fus- » siez en un mot les ministres du roi d'Angleterre et » qu'on vous apprît que le Pape passe en ce moment les » Alpes pour sacrer l'empereur des Français, regarderiez- » vous cela comme un triomphe pour l'Angleterre ou » pour la France? »

Mais il ne suffisait pas d'avoir obtenu le consentement du Conseil d'Etat, il fallait aussi obtenir celui du Pape. Nous avions alors pour ambassadeur à Rome le cardinal Fesch, que Napoléon avait voulu éloigner de la cour parce qu'il contredisait avec beaucoup de fermeté toutes les tentatives faites par l'empereur pour opprimer l'Eglise de France. Fesch était un homme fier, indomptable, profondément attaché à la foi, n'ayant pas toute la souplesse d'un négociateur, sans cependant manquer de cette finesse qui appartenait aux membres de sa famille. Lorsqu'il déposa la demande de l'empereur aux pieds du Chef de l'Eglise, Pie VII fut saisi d'une vive douleur, par la crainte qu'on ne lui demandât des choses contraires à sa conscience. Avant de répondre, le Pape voulut avoir l'avis des cardinaux; la question devenait extrêmement complexe : il fallait l'envisager sous le double point de vue religieux et politique. Sous le point de vue religieux, on se demandait s'il était conforme au droit

Digitized by Google

de sacrer, et conséquemment de regarder comme légitime un souverain non pas usurpateur, mais qui avait ramassé une couronne que les antiques lois de la monarchie ne permettaient point de transporter à un autre qu'à Louis XVIII. Cinq cardinaux, regardant le pouvoir établi en France comme une usurpation, déclarèrent que la proposition du sacre devait être repoussée. Quinze autres, sans se prononcer sur les droits absolus des Bourbons, question qu'ils n'avaient pas à résoudre, firent observer que l'Eglise est obligée de subir les pouvoirs de fait quelquefois nécessaires et qui ont aussi leur légitimité de circonstance. C'est sous ce rapport qu'ils considérèrent le sacre impérial et l'approuvèrent (1). Une fois le principe admis, les difficultés de détails étaient de moindre importance. Pie VII désirait que plusieurs points des Articles organiques, qu'il regardait comme opposés à la bonne discipline, fussent rapportés; il adres-

(1) On a dit que le sacre de Napoléon Ier par Pie VII avait été regrettable; mais c'était le rétablissement de l'autorité par un fils de la révolution. « La révolution, ce fléau redoutable de la colère de Dieu, avait parcouru l'Europe avec la rapidité de la foudre, et elle avait abattu tous les trônes. Depuis cette époque, plusieurs princes parvinrent bien à commander, mais aucun ne régna véritablement. La France avait des consuls, l'Europe ne pouvait avoir de véritables monarques. L'intérêt de l'Europe exigeait donc que le trône de France fût relevé, et ce trône devait, par son influence, relever tous les autres. Mais le trône de France ne pouvait être rétabli que par les mains de la religion qui l'avait fondé; et si le doigt de Dieu n'eût pas consacré de nouveau un pouvoir si profané, la France eût pu avoir encore le fauteuil d'un dictateur cruel, mais non le trône de Charlemagne et de saint Louis; c'est aussi des dictateurs qu'aurait eus l'Europe. Aussi, pour l'avantage des souverainetés européennes, il était nécessaire que l'unité de pouvoir

Digitized by Google

sait aussi des réclamations sur la séparation des Légations des Etats Romains, possessions qui lui étaient absolument nécessaires pour soutenir la dignité de la chaire de Saint-Pierre. Napoléon fit des promesses vagues dont il fallut se contenter. Lorsque tout fut arrêté entre le représentant de la France et la cour de Rome, Bonaparte adressa au Pape une demande officielle.

« Très Saint-Père,

» L'heureux effet qu'éprouvent la morale et le caractère de mon peuple par le rétablissement de la religion » chrétienne, me porte à prier Votre Sainteté de me » donner une nouvelle preuve de l'intérêt qu'elle prend » à ma destinée et à celle de cette grande nation, dans » une des circonstances les plus importantes qu'offrent » les annales du monde. Je la prie de venir donner au » plus éminent degré le caractère de la religion à la cé- » rémonie, qui acquerra un nouveau lustre lorsqu'elle

fût rétablie en France par un fils de la révolution. En un mot, Bonaparte devait être couronné. Pie VII, éclairé d'une lumière supérieure, vit bien que ce couronnement, éloigné en un sens des maximes d'une justice ordinaire, était réclamé par le Ciel en vertu des principes d'une justice plus grande et plus universelle, et qu'il tournerait au profit des mêmes personnages dont il semblait d'abord détruire les droits; et si, dans cette circonstance, les esprits superficiels ne virent que le couronnement d'un soldat, les esprits pénétrants virent la monarchie européenne sortir en ce jour de ses cendres. Pie VII ne consacra pas la révolution, il rétablit la souveraineté; il n'institua pas une monarchie nouvelle, il renouvela l'ancienne pour servir d'appui et de fondement à toutes les autres; il ne couronna pas le fils de la révolution, mais l'instrument et le vicaire de la légitimité (1). »

(1) Ventura, Oraison funèbre de Pie VII.

Digitized by Google

» sera faite par Votre Sainteté elle-même. Elle attirera » sur nous et sur nos peuples la bénédiction de Dieu, » dont les décrets règlent à sa volonté le sort des empi- » res et des familles.

» Votre Sainteté connaît les sentiments affectueux que » je lui porte depuis longtemps, et par là elle doit juger » du plaisir que m'offrira cette circonstance de lui en » donner de nouvelles preuves.

» Sur ce, nous prions Dieu qu'il vous conserve, Très » Saint-Père, longues années au régime et gouverne- » ment de notre Mère la sainte Eglise. »

Pendant son voyage, le Pape fut environné des plus grands honneurs; Bonaparte alla à sa rencontre jusqu'au-delà de Fontainebleau, et, après trois jours de repos, tous deux montèrent dans la même voiture pour se rendre à Paris. Tous les grands corps de l'Etat furent présentés au Chef de l'Eglise dans le pavillon de Flore, qui lui avait été assigné pour demeure.

On était surpris, dans un certain monde, de la vénération que tout Paris, le peuple surtout, témoignait au Chef de l'Eglise. Le cardinal-archevêque de Paris se rendit l'éloquent interprète des sentiments de son troupeau. « En vain, dit-il, les ennemis de l'Eglise se sont » multipliés; leur nom s'est perdu dans la nuit des » temps; à peine retrouvons-nous les traces de leur » existence. O sainte Eglise romaine! tu as triomphé » des siècles, tu as constamment vaincu l'impiété en » conservant la pureté des mœurs, l'intégrité de la » doctrine et l'uniformité de la discipline que tu as re- » çues de son divin fondateur. Ce gage précieux t'assure » à jamais la victoire sur tes ennemis, la vénération et

Digitized by Google

» la soumission de tes enfants. Et toi, Pontife vénérable, » héritier des vertus de tes prédécesseurs, accueille les » témoignages de gratitude de la partie de ton troupeau » que tu viens visiter. »

Certains membres du clergé constitutionnel n'avaient pas, à l'égard du Chef de l'Eglise, les mêmes dispositions que les grandes autorités. Lecoz de Besançon, Lacombe d'Angoulême, Saurine de Strasbourg, Raymond de Dijon, désireux d'assister au sacre, avaient cependant cherché à éluder la déclaration formelle d'une entière adhésion au Souverain Pontife. Lecoz, ayant changé quelque chose dans la formule qu'on lui avait présentée à signer, se vit obligé par l'empereur de se rétracter et de venir se jeter aux pieds du Père commun des fidèles, pour lui protester de son entière soumission. La démarche fut imitée par les autres évêques constitutionnels.

Le Chef de l'Eglise parvint encore à vaincre une autre difficulté. L'impératrice Joséphine, qui avait demandé à être sacrée avec son époux, après avoir éprouvé un refus de la part de l'empereur, qui nourrissait déjà le dessein de la répudier, avait fini par triompher. Joséphine résolut de profiter de la circonstance pour obtenir son mariage à l'Eglise, que Bonaparte avait rejeté, quoiqu'il eût voulu que celui de sa sœur avec Murat reçût la consécration religieuse. Joséphine, prétendant non-seulement être reine, mais épouse légitime, déclara au Pape qu'elle avait eu le malheur, à cause de la difficulté des temps, de ne pas recevoir la bénédiction religieuse pour son mariage. Pie VII dit alors qu'il sacrerait l'empereur, mais qu'il n'accorderait pas cette faveur à Joséphine, à moins qu'elle ne fût mariée à l'Eglise. Après s'être em-

Digitized by Google

porté, Napoléon céda. En conséquence, la veille du couronnement, à onze heures du soir, dans un des appartements secrets du château, le cardinal Fesch donna, sans témoin, la bénédiction à l'empereur et à l'impératrice. Quand le Pape eut la certitude que le mariage religieux avait été célébré, il consentit au couronnement de l'auguste impératrice.

Le 2 décembre, le Pape, environné de cardinaux, de soixante évêques et de tous les grands corps de l'Etat, fit promettre à l'empereur d'être le défenseur de la vraie foi, de soutenir la veuve et l'orphelin, de faire régner la justice dans ses Etats, puis il fit couler sur son front l'huile sainte. L'empereur prit la couronne des mains de Pie VII, qui s'apprêtait à la lui mettre sur la tête, et se couronna lui-même.

Le Saint-Père aurait voulu reprendre promptement le chemin de Rome; mais la saison d'hiver ne lui permettant pas de franchir les Alpes couvertes de neige, il fut obligé de demeurer à Paris, donnant à la capitale un exemple dont elle appréciait la grandeur. On le voyait chaque dimanche se rendre dans les principales églises, y présider comme un simple pasteur, et souvent y officier papalement. Lorsqu'on voyait la voiture du Chef de l'Eglise, la foule se précipitait à sa rencontre pour demander la bénédiction du vicaire de Jésus-Christ. Un jour, un de ces révolutionnaires de vieille date ayant cherché à détourner la tête, le Pape lui dit avec douceur: « Ne fuyez pas, monsieur; la bénédiction d'un vieillard » n'a jamais fait de mal. » Parole admirable que tout Paris répéta avec enthousiasme.

Le Pape, avec cette douceur angélique, cette dignité

Digitized by Google

des plus grands pontifes, savait aussi donner à Napoléon une tenue décente et empêcher ses emportements, indignes d'un grand homme. Il profita de son ascendant sur l'empereur pour essayer de l'amener à des changements importants sur la loi organique des cultes. Il réclamait contre les quatre articles de la déclaration de 1682; il demandait que les évêques pussent communiquer librement avec le Pape; que les lois du divorce introduites dans nos codes fussent effacées; que l'observation du dimanche fût mieux gardée. Napoléon déclara que les lois du divorce, introduites par la nécessité de remédier à certains désordres causés par la révolution, n'étaient que civiles, que jamais elles ne seraient obligatoires pour le clergé; quant aux articles de 1682, il les défendait avec obstination et promettait que, sans rapporter les lois organiques, les points sur lesquels le Pape avait adressé des réclamations demeureraient inexécutés.

Venait ensuite une réclamation concernant le domaine de Saint-Pierre. Le Pape montrait dans un mémoire que ce domaine lui était indispensable pour supporter dignement toutes les charges du souverain pontificat : la majesté du culte, l'entretien d'un grand nombre d'évêques, les missions étrangères, le collége de la Propagande, le maintien des diverses congrégations religieuses, les différentes légatures et nonciatures; toutes ces charges et une multitude d'autres entraînaient des dépenses que le Chef de l'Eglise ne pouvait supporter avec le domaine restreint qu'il possédait : il lui fallait tout le patrimoine de Saint-Pierre, tel qu'il était avant la révolution.

L'empereur fit écrire au Pape que si Dieu lui prêtait vie, il espérait réparer les pertes que le Siége aposto-

Digitized by Google

lique avait faites; il mettait en même temps au nombre des actes les plus grands de son règne, la restauration du catholicisme en France, et promettait de le soutenir toujours contre tous ses ennemis. Il répétait en effet sur son rocher de Sainte-Hélène : « Je n'ai jamais regretté » d'avoir signé le concordat. Il m'en fallait un, celui-là » ou un autre. Si le Pape n'avait pas existé, il aurait » fallu l'inventer. »

Voilà tout ce que le voyage du Saint-Père valut à l'Eglise. Pie VII reprit ensuite le chemin de Rome, où il fut reçu par son peuple comme un bon père l'est par des enfants dont il est l'amour et qui pleurent une trop longue absence.

Napoléon, dont la tête ardente était toujours occupée des plus grands projets, forma alors le dessein de faire de la république italienne un royaume dont il serait le roi. Après avoir réuni les principaux chefs de la république italienne qui étaient venus pour assister au sacre, il leur dit que la nouvelle situation de la France, le gouvernement qu'elle s'était donné, exigeaient que la république italienne, modelée sur le gouvernement français, réformât sa constitution et se constituât en monarchie qui prendrait le nom de royaume d'Italie. Les représentants acceptèrent ces propositions, et il fut résolu que Napoléon porterait la couronne de fer des anciens rois lombards.

Le cardinal Caprara, que Bonaparte avait fait élever à la dignité d'archevêque de Milan, reçut l'ordre de se rendre dans cette ville, en compagnie de Cambacérès, pour préparer le couronnement de l'empereur-roi d'Italie.

Digitized by Google

En attendant que tout fût préparé pour cette grande cérémonie, Napoléon formait de nouveaux projets au sujet de sa flotte. Le lecteur se rappelle qu'il avait eu le dessein de réunir les flottes de Toulon et de Rochefort pour se porter sur les Antilles anglaises, les ravager et soumettre la partie hollandaise de la Guyane. Missiessy avait pu quitter Rochefort à la faveur d'une tempête qui avait dispersé les croiseurs anglais. L'amiral de Villeneuve était aussi sorti du port de Toulon le 19 janvier; mais le mauvais temps ayant causé quelques avaries à sa flotte, il jugea prudent de rentrer dans le port. Tout accablé sous le poids de ce retard et du mauvais état de ses vaisseaux, il écrivit au ministère le jour même de sa rentrée à Toulon : « Je vous le déclare, des vaisseaux équipés » ainsi, faibles en matelots, encombrés de troupes, ayant » des gréements vieux ou de mauvaise qualité; des vais- » seaux qui, au moindre vent, cassent leurs mâts ou dé- » chirent leurs voiles, et qui, lorsqu'il fait beau, passent » leur temps à réparer les avaries occasionnées par le » vent ou l'inexpérience de leurs marins, sont hors d'é- » tat de rien entreprendre. J'en avais un pressentiment » avant mon départ; je viens d'en faire une cruelle ex- » périence. »

Cette lettre contrariait vivement Napoléon, qui se persuadait que, par d'habiles manœuvres, on pouvait, sur mer comme sur terre, obtenir d'immenses avantages; que sans matelots longuement exercés, qu'avec de vieux vaisseaux il était encore possible de vaincre tous les obstacles. « Le grand mal de notre marine, disait-il, c'est que » les hommes qui la commandent sont neufs dans toutes » les chances du commandement. » Bruix, le seul amiral

Digitized by Google

grand organisateur de la flottille de Boulogne, sur lequel Napoléon croyait pouvoir compter, se mourait, consumé par les travaux et usé de plaisirs.

Irritée de voir l'Espagne, sous le voile de la neutralité, unir toute sa marine à la nôtre, l'Angleterre fit enlever des gabions espagnols chargés de piastres du Mexique, acte de véritable piraterie digne des Etats barbares. Indigné d'un acte si odieux fait sans aucune déclaration de guerre, Charles IV prescrivit à l'amiral Gravina, son ambassadeur à Paris, de faire enfin une alliance offensive et défensive avec Napoléon, et de signer un traité par lequel la France « s'engageait à entretenir constamment à la mer quarante-sept vaisseaux de ligne, vingt-trois frégates, quatorze corvettes, vingt-cinq bricks, et à presser le plus vivement possible l'achèvement des seize vaisseaux et quatorze frégates existant sur les chantiers; à réunir des troupes qui resteraient campées près des ports d'embarquement, dans la proportion de cinq cents hommes par vaisseau, de deux cents par frégate; enfin, à tenir la flottille française toujours en état de transporter quatre-vingt-dix mille hommes, non compris les trente mille destinés à s'embarquer sur la flottille hollandaise.

» L'Espagne, de son côté, promettait d'envoyer sur-le-champ trente-deux vaisseaux de ligne, pourvus de quatre mois d'eau et de six mois de vivres. La répartition en était indiquée ainsi qu'il suit : quinze à Cadix, huit à Carthagène et neuf au Ferrol. Des troupes espagnoles devaient être réunies auprès des points d'embarquement, à raison de quatre cent cinquante hommes par vaisseau, et de deux cents hommes par frégate. En outre,

Digitized by Google

il devait être préparé des moyens de transport sur bâtiments de guerre armés en flûte, dans la proportion de quatre mille tonneaux à Cadix, deux mille à Carthagène et deux mille au Ferrol (1). »

Afin que les deux flottes opérassent de concert, l'amiral Gravina, qui recevait le commandement de la flotte espagnole, devait correspondre directement avec le ministère français. Nous disposions alors de forces maritimes très considérables, et cependant quatre-vingt-douze vaisseaux de ligne formaient une puissance navale encore inférieure en nombre à celle de l'Angleterre, qui avait de plus une immense supériorité sous le rapport des équipages.

Déconcerté de l'inutilité des tentatives faites jusqu'alors, Napoléon, en méditant sur la vaste route de l'Océan, se persuada qu'une flotte pourrait échapper par des détours aux croiseurs anglais, atteindre l'Inde et y déposer trente à quarante mille hommes pour détruire la puissance britannique dans ces contrées. Après avoir accompli cette première partie de sa mission, la flotte revenait, balayait la Manche et ouvrait le passage à la flottille. On voit que l'imagination de Napoléon voyageait beaucoup; elle n'était pas à bout de rêves. Comprenant enfin la chimère de son projet de descente dans les Indes, l'empereur revint à son idée favorite, celle de descendre en Angleterre et de passer le détroit.

Pour dégager la Manche et éloigner de nos côtes de l'Ouest les vaisseaux anglais, Napoléon résolut de transporter une grande partie de notre flotte à la Martinique

(1) Thiers.

Digitized by Google

et de répandre le bruit d'une descente dans les Indes, espérant attirer de ce côté les forces principales des Anglais. Profitant de cet éloignement, notre flotte devait revenir à force de voiles dans la Manche, la balayer et faciliter le débarquement tant projeté. Villeneuve devait partir au premier vent favorable, passer le détroit, toucher à Cadix, y rallier l'amiral Gravina avec six ou sept vaisseaux espagnols, plus le vaisseau français l'*Aigle*, puis se rendre à la Martinique, si Missiessy y avait réuni plus de vaisseaux que sur les autres points.

Ganteaume devait sortir de Brest avec vingt-un vaisseaux, les meilleurs de cet arsenal, se porter devant le Ferrol, rallier la division française en relâche dans ce port, ainsi que la division espagnole qui serait prête à mettre à la voile, et se diriger vers la Martinique, où Villeneuve l'attendait.

Pour l'exécution de ce dernier plan, auquel il s'était arrêté, Napoléon donna l'ordre à Villeneuve et à l'amiral Ganteaume, de quitter dans le mois de mars, le premier le port de Toulon, et le second celui de Brest, et d'aller rejoindre Missiessy à la Martinique. Pour opérer cette traversée et revenir dans la Manche, il ne fallait pas moins de trois mois. Napoléon avait donc devant lui trois mois qu'il pouvait employer à son projet de se faire couronner en Italie.

Napoléon quitta la France au printemps et alla revoir encore ce beau ciel d'Italie, le premier témoin de sa plus haute gloire. Les habitants du Milanais n'étaient pas tous disposés à recevoir un changement de gouvernement; beaucoup de patriotes avaient vu avec peine la république détruite pour un gouvernement beaucoup plus ab-

Digitized by Google

solu que celui des anciens maîtres. Tout se soumit cependant et se prépara à des fêtes magnifiques. La fameuse couronne de fer, jadis portée par les rois des Lombards, fut tirée du trésor de Monza. Lorsqu'elle eut été bénite par l'archevêque de Milan, Napoléon la posa lui-même sur sa tête en disant : « Dieu me la donne, gare à » qui la touche ! »

Les Italiens étaient accourus en foule à Milan pour prendre part aux fêtes qui s'y donnaient et pour voir l'homme dont le nom grandissait dans l'éloignement. Ils étaient dans l'étonnement en voyant un homme petit, vêtu simplement, sans autre décoration qu'une plaque de la Légion-d'Honneur. L'admiration des Italiens pour sa personne, la beauté du climat, inspirèrent à Napoléon la pensée de réduire sous son empire la belle Péninsule. Mais comme il ne pouvait réunir tout ce pays d'un seul coup, il commença par la république ligurienne. Gênes, pressée par la France, inquiétée souvent par les pirates de la Barbarie, devait être tentée de livrer sa nationalité à une puissance protectrice et de chercher au dehors un appui. Mais la république ligurienne, aimant mieux demeurer faible et indépendante que d'être incorporée à une nation puissante, ne songeait point à demander sa réunion à la France, lorsque des agents français gagnèrent quelques membres du Sénat, qui surent si bien agir sur les autres membres de cette assemblée, que vingt sur vingt-deux consentirent à l'annexion. Le peuple, consulté, adopta l'opinion de ses chefs. Le territoire ligurien fut aussitôt divisé en départements.

Non content de cet agrandissement, Napoléon inspira encore à la république de Lucques de se jeter entre ses

Digitized by Google

bras. Il en fit un duché qu'il donna en apanage à sa sœur aînée, la princesse Elisa, femme de tête, douée de beaucoup d'esprit, mais peu faite pour gouverner.

Les gouvernements étrangers, épouvantés de l'ambition de l'empereur des Français, n'avaient pas attendu ces derniers agrandissements et cette flagrante violation des traités de Lunéville et d'Amiens, pour faire entendre de sérieuses réclamations et prendre des mesures propres à arrêter la marche du gouvernement français. L'empereur Alexandre, prince rempli des idées fort peu réalisables de certains philosophes du dernier siècle, ayant admis dans sa confidence un prêtre italien nommé Piatoli, voulait amener les principales nations de l'Europe à une *alliance de médiation pour la pacification générale;* il pensait ainsi réunir avec facilité contre la France toutes les nations de l'Europe, et former trois grandes armées pour nous attaquer du côté de l'Italie, sur le Rhin et vers la Hollande. La formation de ces armées devait être immédiatement suivie d'une sommation faite à la France d'accéder à l'alliance, avec engagement, si elle y accédait, de lui laisser le Rhin, les Alpes et les Pyrénées pour limites; de former en Allemagne une confédération pour tenir la France, la Prusse et l'Autriche éloignées; de reconstituer la Suisse, le Piémont et l'Italie sur de nouvelles bases; enfin d'imposer à l'Angleterre l'abandon de Malte. C'était un remaniement général qui, dans la pensée de l'empereur Alexandre, pouvait se faire avec autant de facilité que les changements apportés chaque jour dans les propriétés particulières. Si la France ne voulait pas se soumettre sans combat, on pouvait la vaincre, la renfermer dans ses anciennes li-

Digitized by Google

mites et former un vaste royaume de Belgique. Chacun devait gagner dans ce nouveau partage, excepté la Russie qui, tout en feignant de se contenter du glorieux titre de médiatrice, n'abandonnait cependant pas ses prétentions du côté de Constantinople. Afin que tout fût parfaitement réglé, on devait en même temps faire un nouveau code du droit des gens, pour spécifier avec une telle exactitude les droits de tous, que toute espèce de conflit entre les grandes nations eût été écarté.

L'Angleterre, à qui l'*alliance de médiation* fut proposée, l'accepta avec enthousiasme dans ce qui n'était pas contraire à ses intérêts; car, du reste, elle ne prétendait abandonner ni Malte ni aucune de ses conquêtes. Pour ne pas trébucher dès le début, Pitt proposa de passer sur cette question malgré son importance, sauf à la régler à la pacification générale, et pensa qu'il fallait d'abord gagner la Prusse, puissance sur la fidélité de laquelle il ne comptait guère.

Pitt jugeait sainement les dispositions de la Prusse, qui alors, moins que jamais, ne voulait s'attacher à aucune puissance, parce qu'elle espérait, par la neutralité, acquérir des avantages que la guerre ne pouvait lui apporter.

Malgré sa résolution de ne pas rompre la paix sans un grand motif, l'Autriche entra volontiers dans la coalition, et prit l'engagement de reprendre les armes et même de fournir trois cent cinquante mille hommes, « si la France commettait de nouvelles usurpations en Italie, étendait davantage l'occupation du royaume de Naples; si l'armée actuellement au golfe de Tarente opérait de nouvelles incorporations comme celle du Piémont, ou

Digitized by Google

menaçait quelque partie de l'empire turc, telle que l'Egypte. »

Occupée déjà de ces pourparlers, la coalition fut décidée par la mise de la couronne de fer sur la tête de Napoléon et par la réunion de la république ligurienne à la France; elle entra dans la période d'action et résolut de mettre cinq cent mille hommes sous les armes. L'Angleterre fournissait trente-un millions deux cent cinquante mille francs par cent mille hommes. L'Autriche mettait deux cent cinquante mille hommes à la disposition des coalisés. Le reste devait être fourni par la Russie, la Suède, le Hanovre, l'Angleterre et Naples. Si la Prusse continuait à refuser son concours, on devait lui passer sur le ventre et la contraindre ainsi à entrer dans la coalition.

Non contentes de tenter encore de nouvelles négociations avec la France, avant de faire marcher les armées, les puissances coalisées consentirent à laisser l'Angleterre à l'écart et voulurent même que la Russie parlât seule. Nowosiltzoff, chargé d'abord de voir la Prusse, y passa un temps beaucoup trop long et n'arriva en France que lorsque les projets de Napoléon sur l'Italie étaient exécutés; à peine arrivé, il reçut cette hautaine réponse de la part de Talleyrand :

« L'empereur Alexandre est entraîné malgré lui; il » n'a pas reconnu que le plan du cabinet anglais, en lui » offrant le rôle de médiateur, était de lier les intérêts de » l'Angleterre et ceux de la Russie, et d'amener celle-ci » à prendre un jour les armes pour le soutien d'une » cause qui serait devenue la sienne.

» Du moment que, par l'expérience des affaires, l'em-

Digitized by Google

» pereur Napoléon eut acquis des notions précises sur le » caractère de l'empereur Alexandre, il a senti qu'un » jour ou l'autre ce prince serait entraîné dans les inté- » rêts de l'Angleterre, qui a tant de moyens pour gagner » une cour aussi corrompue que celle de Pétersbourg.

» Quelque vraisemblante que cette perspective fût pour » l'empereur Napoléon, il l'a considérée de sang-froid » et s'est mis en mesure autant que cela pouvait dépen- » dre de lui. Indépendamment de la conscription de l'an- » née, il vient de faire un appel sur la réserve de l'an XI » et de l'an XII, et il a augmenté de quinze mille hommes » l'appel fait sur la conscription de l'an XIII.

» Au moindre mot que Nowosiltzoff ferait entendre de » menaces, d'insultes ou de traités hypothétiques avec » l'Angleterre, il ne serait plus écouté... Si la Russie ou » toute autre puissance du continent veut intervenir » dans les affaires du moment et peser également sur la » France et sur l'Angleterre, l'empereur ne le trouvera » pas mauvais et fera avec plaisir des sacrifices : l'An- » gleterre, de son côté, doit en faire d'équivalents. Mais » si, au contraire, on n'exigeait des sacrifices que de la » France seule, alors, quelle que fût l'union des puis- » sances, l'empereur se servirait, dans toute leur éten- » due, de son bon droit, de son génie, de ses armées. »

Pendant les négociations, nos flottes voguaient sur mer. L'amiral Missiessy, que nous avons vu quitter les côtes de France au mois de janvier, était parvenu heureusement aux Antilles, avait ravagé plusieurs des colonies anglaises et avait jeté l'épouvante dans toutes les autres. L'amiral Villeneuve ayant, de son côté, échappé aux regards de Nelson, avait pu réunir la division de

Digitized by Google

Gravina à Cadix, et avait traversé le détroit de Gibraltar. Ganteaume n'avait pas été aussi heureux. Pendant plus de trois mois, il attendit quelque ouragan qui dispersât au moins pour un jour la flotte anglaise. Napoléon, voyant que Ganteaume était dans l'impuissance de sortir et d'aller dégager la flotte du Ferrol pour se rendre ensemble à la Martinique, afin de revenir dans la Manche avec Missiessy et Villeneuve, expédia à ces deux amiraux l'ordre de revenir en Europe pour dégager le Ferrol et Brest. Les frégates expédiées pour ordonner à Villeneuve de revenir en Europe, arrivèrent au moment où il allait mettre à la voile dans le dessein d'aller attaquer la Barbade, l'un des principaux dépôts des colonies anglaises. Comme on ne lui commandait de reprendre la route de France que le 21 juin, afin d'attendre si Ganteaume pourrait le rejoindre, et qu'on n'était alors qu'au 4 juin, il se décida à continuer son expédition, prit vingt vaisseaux, sept frégates et cinq mille hommes de débarquement. Pendant la marche et à la hauteur d'Antigoa, ayant aperçu quinze bâtiments de commerce escortés par une simple corvette, il se précipita sur ces navires, les enleva et se rendit ainsi maître d'une valeur de dix millions.

Après ce brillant exploit, Villeneuve allait reprendre sa course vers la Barbade; mais ayant appris que Nelson se dirigeait sur cette île, il fut saisi d'une extrême frayeur et reprit aussitôt le chemin de l'Europe, sans vouloir même déposer à la Martinique les troupes de débarquement dont il était chargé. Croyant satisfaire à son devoir, il en jeta quelques centaines sur deux frégates, les envoya sur la Martinique et prescrivit au reste de sa

Digitized by Google

flotte de mettre en mer et de rallier à la hauteur des Açores. Ce n'était pas ainsi que l'amiral Nelson comprenait ses devoirs : parti longtemps après Villeneuve, il avait hardiment franchi les mers avec neuf vaisseaux, avait rallié deux vaisseaux à la Barbade, s'était audacieusement dirigé sur la Trinité, dans l'espérance d'y rencontrer et d'y attaquer, avec ses onze vaisseaux, et de combattre les vingt vaisseaux de Villeneuve. Voilà un modèle de promptitude et de courage; c'est seulement ainsi qu'on fait des choses sérieuses. Villeneuve, inquiet de la marche lente des bâtiments de commerce saisis sur les ennemis, se décida à les livrer aux flammes, perte qui fut presque compensée quelques jours après par la reprise d'un riche gabion de Lima, dont les Anglais s'étaient emparés quelque temps auparavant.

Tous les maux semblaient réservés à notre expédition. A soixante lieues de la terre elle fut surprise, pendant dix-huit jours, par un vent contraire quelquefois excessivement violent; il lui causa des avaries considérables et fournit ainsi à nos ennemis le temps de nous reconnaître et de détacher des vaisseaux de leurs principales croisières pour venir couvrir le Ferrol. Villeneuve, en arrivant devant ce port, se vit barrer le passage par quinze vaisseaux qu'il se détermina à attaquer. Toujours lent dans toutes ses opérations, il ne se rangea en bataille que vers une heure après midi, et ne put commander l'attaque qu'après trois heures. L'ennemi essaya de déborder une de nos ailes, de l'envelopper de ses feux et de l'écraser s'il était possible. Villeneuve, qui comprit ce mouvement et l'empêcha, ayant cinq vaisseaux de plus que ses adversaires, aurait pu lui-même opérer une

Digitized by Google

semblable manœuvre; il se contenta de lutter vaisseau contre vaisseau, et il le fit avec un certain avantage, car l'ennemi fut contraint de se retirer, emmenant, il est vrai, deux vaisseaux espagnols démantelés, mais en ayant lui-même deux hors de service. Si l'amiral Villeneuve avait commencé la bataille quelques heures plus tôt, ou qu'un épais brouillard, qui empêchait de se reconnaître à quelques pas ne fût point survenu, il aurait pu obtenir un beau succès. Le lendemain matin, si Villeneuve eût montré plus de décision pour profiter d'un vent très favorable, qu'il eût lancé ses vaisseaux sur la flotte anglaise, il eût repris les navires qu'il avait perdus et eût fait essuyer aux ennemis un grand échec; mais il hésita, voulut réparer ses avaries, et mit enfin à la voile après le changement du vent.

Napoléon, qui avait intérêt à exalter le courage de nos marins, représenta l'affaire du Ferrol comme un magnifique triomphe; il fit expédier à Villeneuve l'ordre de ne point entrer dans le port du Ferrol, mais d'en faire sortir la flotte et de se diriger à marche forcée sur Brest, qu'il fallait dégager à tout prix. L'ordre arriva trop tard; une partie de la flotte était déjà entrée dans le port, le reste l'y suivit. Quelques jours après l'amiral en sortit l'esprit irrésolu; il écrivit à Napoléon qu'il allait marcher sur Brest; quelques instants après il informait le ministre Decrès qu'il se renfermerait dans le port de Cadix. Quel était le motif de ce changement de résolution? Etait-ce légèreté ou timidité? Nous l'ignorons. L'amiral de Villeneuve paraissait cependant relevé à la vue de la division du Ferrol, qui était bien plus en état que les autres. « Plût à Dieu, écrivait Villeneuve en

Digitized by Google

» comparant la division du Ferrol à celle de Cadix, que » jamais l'escadre espagnole (l'*Argonaute* excepté) et le » vaisseau l'*Atlas* n'eussent fait partie de mon escadre! » Ces vaisseaux ne sont absolument propres qu'à tout » compromettre, ainsi qu'ils l'ont toujours fait. Ce sont » eux qui nous ont conduits au dernier degré des mal- » heurs. »

La perte de deux vaisseaux espagnols avait jeté dans l'âme de l'amiral un tel désespoir, qu'il n'était plus maître de lui-même. Il écrivait au ministre Decrès: « On » me rend l'arbitre des plus grands intérêts; mon déses- » poir redouble d'autant plus que l'on me témoigne plus » de confiance, parce que je ne puis prétendre à aucun » succès, quelque parti que je prenne. Il m'est bien dé- » montré que les marines de France et d'Espagne ne » peuvent pas se montrer en grandes escadres... Des di- » visions de trois, quatre ou cinq vaisseaux au plus, » c'est tout ce que nous pouvons faire que d'être capa- » bles de les conduire. Que Ganteaume sorte, et il en » jugera. L'opinion publique sera fixée. »

Au moment où l'amiral de Villeneuve se retirait à Cadix au lieu de se diriger sur Brest, une partie de la flotte anglaise, placée devant cette dernière ville, avait quitté la mer pour aller se radouber à Portsmouth. Quel beau succès Villeneuve aurait pu obtenir, si, au lieu de se laisser aller à la timidité, il eût franchement marché sur Brest!

Cependant Napoléon faisait embarquer les troupes, attendait avec impatience l'arrivée de la flotte commandée par son amiral, et rien ne paraissait. L'empereur, malgré ce retard, ne désespérait point encore. « Vous

Digitized by Google

» voyez bien, disait Napoléon à Decrès, que, malgré une » foule de fautes, d'accidents défavorables, la nature du » plan est si bonne, que tous les avantages sont encore » de notre côté et que nous sommes près de réussir. »

Decrès, qui avait la secrète confidence des douleurs de Villeneuve, et qui partageait la défiance de sa fortune, n'était pas aussi tranquille : « Tout cela est possible, ré- » pondait-il, car tout cela a été parfaitement calculé; » mais si cela réussit, j'y verrai le doigt de Dieu. »

Au milieu de ces douces espérances, relevées encore par la lettre de Villeneuve qui lui annonçait sa marche sur Brest, Napoléon apprit un instant après, par Decrès, que définitivement l'amiral allait se renfermer dans le port de Cadix.

« Dans la situation des choses, écrivit Napoléon à De- » crès, si Villeneuve reste à Cadix, que faut-il faire? » Elevez-vous à la hauteur des circonstances et de la si- » tuation où se trouvent la France et l'Angleterre; ne » m'écrivez plus de lettre comme celle que vous m'avez » écrite, cela ne signifie rien. Pour moi je n'ai qu'un » besoin, c'est celui de réussir. »

Dans un nouveau plan soumis à l'empereur, l'amiral Decrès proposait de distribuer nos flottes en détache- ments de cinq ou six vaisseaux, de les convertir en cou- reurs, et de les lancer sur l'Océan pour arrêter les bâti- ments de commerce : « Si enfin, ajoutait-il, vous avez » une grande flotte dans la Manche (il y a moyen de l'y » amener, car vous aurez à Cadix une quarantaine de » vaisseaux), réunissez là une armée d'embarquement, » et donnez à cette réunion la couleur d'un projet sur » l'Inde ou sur la Jamaïque, puis faites deux parts de

Digitized by Google

» l'escadre. Prenez, parmi les vaisseaux, les meilleurs » marcheurs, parmi les officiers ceux qu'on a éprouvés » depuis un an comme les plus capables et les plus hardis; sortez secrètement avec vingt vaisseaux seulement, » en ayant soin de laisser les autres pour attirer l'attention des Anglais; puis portez ces vingt vaisseaux autour de l'Irlande et de l'Ecosse, et de là dans la Manche. Appelez à Paris Villeneuve et Gravina; ranimez » leurs cœurs, et ils exécuteront à coup sûr cette manœuvre. »

Pénétré de la justesse de ces idées, Napoléon les adopta et écrivit « de former sept croisières, distribuées entre l'Afrique, Surinam, Sainte-Hélène, le Cap, l'Ile-de-France, les îles du Vent, les Etats-Unis, les côtes d'Irlande et d'Ecosse, l'embouchure de la Tamise. »

Quoique ne désespérant pas d'opérer sa descente en Angleterre, Napoléon tourna alors ses regards vers l'Allemagne, que Talleyrand lui avait montrée comme bien digne de ses vives préoccupations.

C'est donc sur le continent que nous allons avoir à suivre l'empereur. Nous allons assister à une de ses plus brillantes campagnes.

Digitized by Google

CHAPITRE II.

Campagne de 1805.

§ Ier. *Préparatifs de la campagne.*

La guerre était une nécessité pour Napoléon. C'était par la gloire des armes qu'il avait imposé le despotisme, c'était par la gloire des armes qu'il pouvait le garder. Le peuple, bercé sans cesse des promesses magnifiques de descente en Angleterre, exalté pendant plus d'un an par l'annonce de l'occupation de Londres et des Iles Britanniques, avait vu volontiers faire pour cela des dépenses prodigieuses; mais le moment d'opérer la descente s'éloignant de jour en jour, il perdait l'espérance de voir réaliser des promesses trompeuses, et commençait à murmurer. Le commerce faisait entendre les plaintes les plus douloureuses. Plusieurs grandes maisons s'étaient associées à la paix pour faire le commerce sur une vaste échelle; elles avaient lancé sur l'Océan de nombreuses embarcations qui avaient été enlevées par les Anglais et elles s'étaient ruinées. Après une lutte désespérée, elles avaient été dans la nécessité de suspendre leurs paiements.

Le gouvernement se trouvait lui-même dans des embarras financiers assez grands. Napoléon, qui avait pro-

Digitized by Google

mis de faire face à toutes les dépenses à l'aide des recettes, n'avait pu réaliser ses espérances. Il restait divers déficits à solder : vingt millions pour l'an XII, quarante millions pour l'an XIII, et vingt millions qu'on venait de découvrir récemment. C'était donc quatre-vingt-millions à acquitter, indépendamment des sommes qu'il fallait pour commencer la guerre. La perspective d'un déficit pour l'année qui allait s'ouvrir était encore plus inquiétante, car les impôts indirects rapporteraient moins; l'Espagne ne paierait plus son subside, et les dépenses allaient s'accroître.

N'exploitant ni mines d'argent ni mines d'or, réduite à se procurer du numéraire par le commerce avec l'étranger, la France, avant la révolution, recevait de nos colonies plus de cent cinquante millions en espèces. Depuis la révolution, tout commerce ayant été anéanti, l'argent ayant été transporté à l'étranger, non-seulement par suite de l'émigration, mais encore par la nécessité de nous procurer du dehors les choses que notre sol ne produit point, le numéraire était devenu très rare en France; il ne l'était guère moins en Espagne, où, habitué que l'on était à tirer des cargaisons de piastres du Pérou et du Mexique, on avait négligé toute espèce d'industrie, persuadé que l'on n'avait pas besoin de travailler pour vivre. La guerre maritime avait fermé les communications de l'Espagne avec l'Amérique; les caves du gouvernement du Pérou et du Mexique regorgeaient d'or, tandis que la métropole était dans une extrême misère. L'Espagne, habituée à ne rien faire, avec une agriculture très négligée, avait vu en peu de temps ses piastres se disperser. Le gouvernement, au lieu d'employer

Digitized by Google

les revenus du trésor public à des choses utiles, les avait perdus en de vaines frivolités.

L'empereur, sans numéraire, ne pouvant en obtenir des pays amis, se trouva dans un grand embarras. Le papier-monnaie avait trop peu de consistance pour que l'on pût songer à en créer; les receveurs-généraux avaient accordé des bons qu'on recevait pour de l'argent, mais il ne fallait pas en trop élever le nombre, si on ne voulait les faire baisser. La Banque les avait reçus contre du numéraire; elle pouvait d'un moment à l'autre les refuser, s'ils devenaient une cause de ruine. La compagnie des négociants réunis faisait des promesses, mais elles étaient si hasardées, qu'il n'était guère possible d'y avoir confiance : il fallut cependant y recourir. Il y avait, à la tête de ces compagnies, un homme d'une hardiesse extrême, dont les plans audacieux auraient épouvanté dans toute autre circonstance; on les adopta cependant par nécessité. Ouvrard se chargea, à l'égard de l'Espagne et de la France, de faire parvenir le numéraire de l'Amérique en Europe moyennant un quart de perte, en sorte que sur cent millions qu'il prenait en Amérique, il y en avait soixante-quinze pour le gouvernement et vingt-cinq pour lui. Malgré l'énorme prime qu'il demandait, il y avait des avantages bien précieux pour des pays sans argent; seulement on se demandait comment il pourrait faire parvenir cet or en Europe à travers les croisières anglaises. Ouvrard avait le projet de se servir de Pitt lui-même, qui, malgré son manque d'argent, s'étant chargé de fournir une grande partie du numéraire pour la grande guerre de la coalition, devait accepter la coopération d'une grande maison de commerce de Ham-

Digitized by Google

bourg ayant un comptoir. A l'aide de cette maison, Ouvrard espérait passer un marché par lequel il fournirait de l'argent à l'Angleterre, à la France et à l'Espagne; et, par cette singulière opération, il n'éprouverait aucune perte et ferait des bénéfices prodigieux. C'étaient là les grandes combinaisons sur lesquelles reposaient ses projets financiers. Ces Etats étaient comme les maisons embarrassées qui empruntent à des prix énormes, et à qui il faut une crise favorable, un grand coup de fortune pour se sauver. Napoléon espérait le tenir, ce grand coup de fortune : « Avant peu, disait-il, j'aurai battu les Au- » trichiens, les Russes et les joueurs à la baisse; » car, dans son esprit, tous ces ennemis se liaient.

Pour bien comprendre le plan de campagne que l'empereur avait conçu, longuement médité et établi sur des bases solides, il est nécessaire de connaître d'abord les projets de nos ennemis. La coalition avait résolu de nous attaquer sur quatre points : au nord, en Poméranie, dans le Hanovre et la Hollande, par des Suédois, des Russes et des Anglais; à l'est, dans la vallée du Danube, par les Autrichiens et les Russes; en Lombardie, par les Autrichiens seuls; enfin au sud de l'Italie, par les Russes, les Anglais et les Napolitains.

Dans l'impossibilité d'attaquer sur tous les points, Napoléon se détermina à se tenir sur la défensive du côté de la Hollande, de la haute Italie et de la Lombardie, pour porter tous ses efforts sur le Danube, où il voulait avoir près de deux cent mille soldats. Afin de se procurer les hommes dont il avait besoin pour ces grandes opérations, Napoléon appela sous les drapeaux les réserves des années IX, X, XI, XII et XIII de la Ré-

Digitized by Google

publique, et appela par avance sous les armes le contingent de 1806 : c'étaient cent cinquante mille hommes destinés à servir de réserve et à s'exercer au maniement des armes, pendant que les armées habituées depuis longtemps à la guerre porteraient des coups à nos ennemis. Les gardes nationales organisées dans plusieurs endroits, surtout sur les côtes du nord-ouest, devaient seconder les efforts de la réserve et défendre nos positions de Boulogne, dont le camp était conservé pour protéger la flottille qui avait été introduite presque entièrement dans le port de cette ville et placée assez haut dans la petite rivière de Liane.

Une des préoccupations de l'empereur au milieu de ses armements, avait été de se rattacher le roi de Prusse, que les coalisés essayaient alors d'entraîner dans leur parti. Le prince Adam Czartoryski avait donné à l'empereur Alexandre le conseil de proposer au roi de Prusse d'entrer dans la coalition, d'obtenir du moins de lui la permission de traverser la Prusse avec une armée de soixante mille hommes, pour se porter sur le Hanovre et la Hollande. Dans le cas d'un refus, il voulait qu'on franchît résolument le territoire prussien, avant que Frédéric eût pu rassembler des troupes pour s'opposer au passage. L'empereur Alexandre, qui préférait employer les voies de l'insinuation, ouvrit une négociation contre Napoléon, fit valoir les motifs de guerre qui retentissaient dans toute l'Europe, l'ambition démesurée de l'empereur des Français et sa volonté d'asservir toutes les puissances, enfin la nécessité absolue de reprendre sur Napoléon les immenses concessions territoriales qui lui avaient été faites.

Digitized by Google

Tandis que les négociateurs russes tentaient d'entraîner Frédéric-Guillaume, Duroc et Laforest, envoyés de Napoléon, lui offraient le Hanovre pour prix de sa neutralité et le conjuraient de garder ce pays contre la Russie et l'Angleterre. Frédéric, voyant un avantage immédiat dans la neutralité et connaissant par l'expérience du passé, qu'en laissant ses voisins se battre, la Prusse pouvait retirer de grands bénéfices du vainqueur, inclinait à garder une parfaite neutralité; et, pour montrer qu'il n'entendait pas être violenté sur ce point, il se hâta de mettre son armée sur le pied de guerre. Dans le dessein d'exercer une contrainte morale sur le roi de Prusse et de l'entraîner dans la coalition, le prince Adam Czartoryski voulait qu'on organisât de suite la Pologne en royaume, dont Alexandre serait nommé roi; il conseillait de marcher par la Poméranie vers le Hanovre. Alexandre résista à ce conseil vigoureux, préféra demander à Frédéric une entrevue vers le commencement du mois d'octobre, et fut obligé de suspendre la marche des soixante mille hommes placés à Varsovie et dans les environs. Les soixante mille hommes dirigés sur la Gallicie pour agir avec les Autrichiens sur le Danube, avaient aussi éprouvé un retard considérable et ne pouvaient entrer en campagne aussi tôt que les Autrichiens.

L'empereur François II avait mis une grande activité dans ses préparatifs de guerre et avait fait des dispositions intelligentes. Cent mille hommes réunis en Italie, sous les ordres du prince Charles, son meilleur général, devaient reconquérir ses provinces les plus regrettées; vingt-cinq mille hommes, sous l'archiduc Jean, celui qui commandait à Hohenlinden, gardaient le Tyrol; quatre-

Digitized by Google

vingt à quatre-vingt-dix mille étaient en Allemagne. C'est sur ce point que Napoléon voulait porter la guerre, et pour dominer le pays, il se proposa de se rendre maître d'Ulm.

§ II. *Ulm.*

Obligée de traverser le territoire du duc de Bavière pour arriver à Ulm, l'Autriche essaya d'entraîner le duc dans la coalition, afin d'opposer une nouvelle barrière à Napoléon et d'ajouter vingt-cinq mille soldats valeureux et exercés à l'armée coalisée.

Plusieurs motifs assez spécieux détournaient la Bavière de cette alliance : d'abord Otto, notre ambassadeur, faisait un tableau séduisant de la générosité de l'empereur Napoléon; il promettait de sa part de grands avantages, des agrandissements territoriaux. Ensuite la Bavière jetait un œil d'envie sur la Prusse et se demandait si, par une politique analogue à celle du fameux Frédéric, elle ne pourrait pas arriver à se créer à elle-même, au sud-ouest de l'Allemagne, une position semblable à celle que la Prusse s'était acquise au nord; enfin elle n'était pas fâchée de voir abaisser encore la maison d'Autriche, qui avait pesé si lourdement sur les petits princes allemands. Décidé par ces motifs à adopter une neutralité armée, le duc résolut, dans le cas de violation de son territoire par l'Autriche, de s'unir à la France pour la combattre; et, en effet, lorsque l'armée autrichienne pénétra sur le territoire de la Bavière avec quatre-vingt mille hommes et se dirigea sur Ulm afin d'être maîtresse du haut Danube, l'électeur se retira à Wurtzbourg avec toute la cour.

Pour donner une idée complète de la situation des en-

Digitized by Google

nemis, nous devons encore faire connaître leur position dans la haute Italie. Douze mille Russes alors à Corfou et six mille Anglais à Malte devaient débarquer dans le royaume de Naples et s'unir à vingt-six mille Napolitains pour marcher contre les vingt mille Français chargés de contenir ce pays, et même de s'emparer de Naples dans le cas où les coalisés pénétreraient dans cet Etat.

Convaincu que ce ne serait que par surprise qu'il pourrait vaincre, Napoléon résolut de mettre la plus grande promptitude dans la réunion de ses troupes et dans leur transport sur un point au moment où ses adversaires s'y attendraient le moins. Tout fut si bien concerté que les corps partis du Hanovre, de la Hollande, de la Flandre et de la Picardie, arrivèrent presque en même temps sur les bords du Rhin.

Bernadotte, qui commandait dans le Hanovre, après avoir pourvu la place de Hameln de munitions, de vivres et d'une forte garnison, après y avoir déposé les hommes les moins capables de faire campagne, était parti de Goettingue avec dix-sept mille soldats, tous propres aux plus dures fatigues; et, sans tenir compte du refus que lui avait fait le duc de Hesse de lui permettre de passer sur ses terres, il avait traversé le territoire hessois sans éprouver aucune résistance. Le pays avait même été satisfait d'un passage qui lui avait apporté de l'argent, car nos soldats avaient bien payé tout ce qu'ils avaient acheté. Il arriva le 17 septembre à Cassel, le 20 à Giessen et le 27 à Wurtzbourg, où l'électeur se mourait d'épouvante, redoutant de voir arriver les Autrichiens pour le forcer, par la violence, à quitter le parti de la France.

Marmont, chargé du commandement des troupes de

Digitized by Google

Hollande, remonta le Rhin avec tant de bonheur, que des vingt mille hommes qui composaient son corps, il ne laissa que neuf individus en route; tous les autres firent le chemin dans un état de santé parfaite. C'est peut-être un fait unique dans les annales militaires. Sur la fin de septembre il y avait donc trente-sept mille Français près de Wurtzbourg; en se joignant aux vingt-cinq mille Bavarois, ils pouvaient former une belle armée.

Cinq autres corps partis des environs de Boulogne étaient arrivés quelques jours auparavant sur le Rhin; c'étaient ceux de Davoust, de Soult, de Suchet et de Ney.

Nous devons aussi nommer deux corps spéciaux; d'abord une réserve de cavalerie placée sous les ordres de l'intrépide Murat, qui jouait dans nos armées le beau rôle du *magister equitum* des Romains; ensuite cette fameuse garde impériale, le plus beau et le plus brave corps d'élite de l'univers. Elle se composait de la garde consulaire, de grenadiers et de chasseurs à cheval, d'un beau bataillon italien, formant la garde du roi d'Italie, et d'un escadron de mameluks, qui rappelaient les faits d'armes de Napoléon en Egypte. Cette garde, forte de sept mille hommes, servait de réserve générale à la grande armée.

Bonaparte, outre les trente-sept mille hommes réunis à Wurtzbourg et aux environs, se voyait sur le Rhin à la tête de cent cinquante mille hommes. C'était donc avec cent quatre-vingt-sept mille hommes qu'il allait opérer sur le Danube. Jusqu'alors nous avions pénétré en Allemagne par les gorges de la Forêt-Noire et du haut Rhin,

Digitized by Google

lorsque nous avions voulu arriver sur les bords du Danube. L'ennemi, se persuadant que nous allions suivre la même voie, s'était rapproché de ces gorges pour nous en disputer le passage. S'il se voyait forcé, il se proposait de se replier sur Vienne pour faire sa jonction avec les soixante mille Russes qui déjà touchaient à cette capitale. Ce n'était pas là le plan qu'avait conçu Napoléon. Voulant en réaliser un semblable à celui qui lui avait si bien réussi en Italie en 1800, il résolut de tourner vers le Nord, et sans s'inquiéter s'il violait la neutralité, de passer sur le territoire de Baden, de Wurtemberg et même de la Prusse, et d'arriver sur le Danube au-delà de la position des Autrichiens. Il leur coupait ainsi la retraite, leur détruisait quatre-vingt mille hommes, marchait ensuite sur Vienne et se repliait vers le haut Adige pour écraser l'archiduc Charles.

Le passage du Rhin s'effectua avec tant de facilité, Napoléon trompa si bien l'ennemi, qu'il arriva le 6 et le 7 octobre sur le Danube, entre Nordlingen, Donauwerth et Ingolstadt, et cela en trois jours, se trouvant bien en avant du général autrichien Mack, et pouvant porter sur chacune des ailes de ce général plus de cent mille hommes avant que celui-ci connût complétement l'arrivée des Français. « Les Autrichiens, écrivait Napoléon à » M. de Talleyrand et au maréchal Augereau, sont sur » les débouchés de la Forêt-Noire. Dieu veuille qu'ils y » restent! Ma seule crainte est que nous ne leur fassions » trop de peur... S'ils me laissent gagner quelques mar- » ches, j'espère les avoir tournés et me trouver avec » toute mon armée entre le Lech et l'Isar. » Il écrivait

Digitized by Google

au ministre de la police : « Faites défense aux gazettes » de ne parler de l'armée du Rhin pas plus que si elle » n'existait pas. »

Son désir était réalisé même au-delà de ses espérances. Les Autrichiens ayant donné dans un corps français, se persuadèrent d'abord que c'était un simple détachement du corps de Bernadotte placé à Wurtzbourg; mais le déploiement de forces considérables les instruisit de l'habile manœuvre des Français; Mack se hâta de se retirer au camp fortifié d'Ulm.

Afin d'empêcher les Autrichiens de lui échapper et de se replier sur Vienne ou du côté du Tyrol, où ils auraient pu faire leur jonction avec le prince Charles, Napoléon donna au maréchal Soult l'ordre de remonter le Lech pour se rendre à Augsbourg, à Murat et à Lannes de s'avancer de Donauwerth à Burgau. Ces deux derniers officiers rencontrèrent à Wertingen un gros d'ennemis qui, persuadés encore que ce n'était qu'un faible détachement envoyé par Marmont, attendirent les Français avec une entière confiance, se défendirent avec une extrême vigueur, et, après avoir été forcés, opérèrent leur retraite, nous laissant deux mille prisonniers, plusieurs pièces de canon et quelques drapeaux.

Chargé de remonter la rive gauche du Danube et de se rendre maître de tous les ponts situés sur ce fleuve, afin de pouvoir opérer facilement sur l'une et l'autre rive, Ney fit attaquer à la fois les trois ponts principaux, le premier, celui de Guntzbourg; le second au-dessus, devant le village de Leipheim; le troisième au-dessous, devant le petit hameau de Reisensbourg.

Le général Malher, envoyé pour se rendre maître

Digitized by Google

du pont de Guntzbourg, dont une arche avait été coupée, traversa à gué les marais et les îles qui conduisaient au bras principal du Danube, sur lequel se trouvait le pont qu'il fit attaquer avec la plus grande vigueur et qu'il essaya de rétablir. Il ne réussit pas dans sa tentative et se vit obligé de reculer après avoir essuyé des pertes considérables. Les deux autres attaques se poursuivaient en même temps sur les deux autres ponts. Une seule réussit. Le 59e, après avoir franchi le Danube, s'empara des hauteurs de Reisensbourg, s'y maintint malgré les efforts des Autrichiens et permit à des forces considérables d'arriver à son secours. Nos braves se replièrent, et alors les ennemis nous mirent en possession des deux ponts que nos soldats n'avaient pu d'abord enlever.

Cependant le maréchal Soult s'établissait à Augsbourg, Davoust à Aichac, et Bernadotte se dirigeait sur Munich, d'où il chassait les Autrichiens, faisait un millier de prisonniers, puis était reçu aux applaudissements des Bavarois. Sur le Danube, nos principaux postes auraient pu essuyer de grands désastres si les Autrichiens avaient été plus entreprenants. Obligé de quitter le Danube pour se rendre à Augsbourg et visiter ses principaux postes, Napoléon avait remis à Murat, son beau-frère, le commandement supérieur des divisions laissées sur le fleuve, et avait ainsi excité la jalousie de Ney, qui se voyait avec une grande peine sous les ordres d'un homme à qui il se croyait bien supérieur en talent. Une discussion si vive s'éleva entre Murat et Ney, relativement aux ordres de Napoléon, que, sans des amis communs, ils en seraient venus aux mains. Murat prétendait que la volonté de

Digitized by Google

Napoléon était de ne laisser, sur la gauche du fleuve, qu'un très faible détachement, afin de se porter en masse sur les Autrichiens qui devaient, selon lui, infailliblement déboucher du côté du Tyrol; Ney soutenait qu'il fallait avoir sur la gauche du fleuve assez de troupes pour résister à une première attaque si elle avait lieu. Murat fit prévaloir son opinion, et on se contenta d'y laisser la seule division de Dupont, forte de six mille hommes.

Dupont s'avança le long de la rive gauche jusqu'à Haslach, d'où l'on apercevait, placés sur le Michelsberg, soixante mille Autrichiens aux ordres du général Mack, qui commanda de culbuter le corps français qu'il regardait comme une simple avant-garde. Dupont, qui fut si malheureux dans d'autres circonstances, conçut alors un plan qui honorerait les plus grands généraux. Il plaça au village de Haslach le 32e, devenu célèbre en Italie et commandé alors par le colonel Darricau, le 1er de hussards et une partie de son artillerie; à sa droite adossée contre un petit bois, il mit le 96e de ligne, commandé par le colonel Barrois, le 9e léger, commandé par le colonel Meunier, plus le 17e de dragons.

Entre ces deux positions, un peu en avant, se trouvait un bouquet de bois qu'il fit occuper par un détachement. Il manœuvra avec tant d'habileté, que les Autrichiens, au nombre de vingt-cinq mille, se virent obligés d'opérer leur retraite, laissant quatre mille prisonniers entre ses mains. Mack qui, avec plus de résolution, eût attaqué vivement le corps de Dupont, eût opéré sa retraite sans obstacle et fait sa jonction avec l'armée russe qui arrivait, se crut perdu et tomba dans un désespoir inexpri-

Digitized by Google

mable; il ne comprit même que le lendemain, en voyant que les Français placés en face de lui la veille avaient opéré leur retraite à la faveur de la nuit, qu'ils devaient être en petit nombre.

Par une seconde faute non moins grande, Mack, qui se retirait dans le camp fortifié d'Ulm, au lieu de concentrer ses soixante mille hommes, détacha deux corps assez considérables, l'un pour occuper le village et le couvent d'Elchingen qui dominaient le Danube; l'autre du côté du Tyrol, pour maintenir ses communications de ce côté, par où il espérait que les généraux commandant dans les Alpes tyroliennes et l'archiduc Charles lui-même allaient accourir à son secours.

Deux jours après le combat soutenu par Dupont, Napoléon arriva. Il blâma vivement Murat de ne pas avoir fait passer des forces plus considérables sur la rive gauche. Après avoir reconnu avec soin les positions des ennemis, Napoléon, déterminé à porter la plus grande partie de ses troupes de ce côté et à attaquer vivement, ne voulut point retourner sur ses pas jusqu'à Gurtzbourg; afin de ne pas perdre de temps et de ne pas permettre aux Autrichiens de lui échapper, il préféra franchir le Danube à Elchingen, et prescrivit de glisser quelques poutres sur les piles encore subsistantes. Le maréchal Ney se souvenant de ces paroles de Murat : « Je ne » comprends rien à tous vos plans; je n'ai l'habitude » de faire les miens qu'en face de l'ennemi », saisit Murat, et le secouant fortement devant tout l'état-major et devant l'empereur lui-même, lui dit fièrement : « Ve- » nez, prince, venez faire avec moi vos plans en face de » l'ennemi ! »

Digitized by Google

A ces mots il partit au galop, traversa le pont au pas de course et débusqua les ennemis de la plaine. Au pied et malgré le feu plongeant des fortifications, il les attaqua devant les escarpements de la place ; deux fois ses braves furent repoussés : mais la troisième attaque rompit les lignes autrichiennes et les contraignit à rentrer dans leurs retranchements, après trois heures de combat, qui leur avaient coûté deux régiments entiers, trois mille prisonniers, plusieurs drapeaux et plusieurs pièces de canon. Ney, qui avait déployé le plus brillant courage sur le champ de bataille, reçut le titre de duc d'Elchingen.

Accablés des malheurs d'une journée qui avait jeté la consternation dans l'armée autrichienne, les généraux reprochaient à Mack leurs désastres et délibéraient sur le moyen de sortir d'une position qui les réduisait à la honteuse nécessité de mettre bas les armes. Mack voulut demeurer renfermé dans Ulm, espérant toujours voir arriver à son secours les Russes et l'archiduc Charles. L'archiduc Ferdinand, voyant qu'au désespoir de la défaite on ajoutait la honte d'une capitulation forcée, sortit par une porte de la ville, s'échappa avec quelque mille cavaliers et rejoignit le général Werneck, qui tenait tête au général Dupont.

Chargé d'emporter le Michelsberg, Ney s'avance audacieusement en colonne serrée vers les retranchements, les emporte à la baïonnette, et, aux ordres de Napoléon qui lui prescrit de s'arrêter jusqu'à ce que Lannes ait pu aborder Frauenberg, il répond que la gloire ne se partage pas. Aussitôt il s'élance à la poursuite des ennemis et les replie dans Ulm, dont toutes les issues furent alors gardées.

Digitized by Google

Napoléon, du sommet du Michelsberg, plongeait dans Ulm et pouvait facilement emporter la place. Il préféra envoyer Ségur pour sommer Mack, le malheureux maréchal, de déposer les armes. Reconnaissant enfin l'impossibilité de se défendre, l'imprudent Mack crut sauver son honneur, et demanda en grâce la permission de demeurer huit jours dans la place pour attendre s'il serait secouru par des forces suffisantes, s'engageant à déposer les armes s'il n'était point délivré. On lui accorda six jours seulement, pour sauver ce qu'il appelait son honneur; la capitulation faite le 19 fut datée du 17. Tous les soldats devaient demeurer prisonniers de guerre, les officiers seuls pouvaient rentrer en Autriche, sans armes, et après avoir promis de ne point servir contre l'armée française.

Les corps que nous avons vus s'échapper avec l'archiduc, au lieu de fuir rapidement, tentèrent de lutter contre Dupont, et s'emparèrent même de quelques-uns de nos bagages. Informé de cet échec, Napoléon se hâta d'envoyer contre eux Murat à la tête de la cavalerie et avec ordre de les poursuivre sans quartier. Cet ordre fut si bien exécuté, que de vingt et quelques mille hommes, il ne s'en échappa que trois ou quatre mille : tout le reste tomba entre nos mains. En quelques jours, sans grande bataille, nous avions fait trente mille prisonniers, et trente mille renfermés dans Ulm, allaient mettre bas les armes: c'étaient donc soixante mille hommes pris sur l'ennemi. Il s'en échappa à peine vingt mille des quatre-vingts ou quatre-vingt-cinq mille dont l'armée de Mack était composée. Ce fut un spectacle douloureux, lorsqu'on vit le vieux maréchal remettre son épée à Napoléon ; tous ses officiers l'imitèrent, et les soldats parurent à leur tour,

Digitized by Google

déposèrent leurs armes et se constituèrent prisonniers.

Après ce succès immense, l'un des plus beaux de sa vie, succès qui lui avait à peine coûté deux mille hommes, et au milieu du riche butin dont il était environné, Napoléon dissertait sur les causes de la guerre et semblait déplorer la folie de l'Autriche qui l'avait contraint à reprendre les armes. Il disait aux officiers : « Je ne » sais pas pourquoi nous nous faisons la guerre ; je ne la » voulais pas, je ne songeais qu'à la faire aux Anglais » quand votre maître est venu me provoquer. Vous » voyez mon armée, j'ai en Allemagne deux cent mille » hommes; vos soldats prisonniers en verront deux cent » mille autres qui traversent la France pour venir en » aide aux premiers. Je n'ai pas besoin, vous le savez, » d'en avoir autant pour vaincre. »

Dans un ordre du jour, il combla d'éloges ses vaillants soldats, qui devaient ne rien comprendre à la tactique de leur général, car il ne se servait plus de leurs armes, mais de leurs jambes pour prendre les ennemis :

« Soldats de la grande armée, en quinze jours nous » avons fait une campagne. Ce que nous nous proposions » est rempli. Nous avons chassé les troupes de la maison » d'Autriche de la Bavière et rétabli notre allié dans la » souveraineté de ses Etats. Cette armée qui, avec autant » d'ostentation que d'imprudence, était venue se placer » sur nos frontières, est anéantie. Mais qu'importe à l'An- » gleterre, son but est atteint; nous ne sommes plus à » Boulogne.

» De cent mille hommes qui composaient cette armée, » soixante mille hommes sont prisonniers. Ils iront rem- » placer nos conscrits dans les travaux de nos campa-

Digitized by Google

» gnes. Deux cents pièces de canon, quatre-vingt-dix » drapeaux, tous les généraux sont en notre pouvoir; » il ne s'est pas échappé de cette armée quinze mille » hommes.

» Mais nous ne nous arrêterons pas là : vous êtes im- » patients de commencer une seconde campagne. Cette » armée russe, que l'or d'Angleterre a transportée des » extrémités de l'univers, nous allons lui faire éprouver » le même sort. »

§ III. *Trafalgar.*

Si nous étions appelés à entonner des chants de victoire pour ces beaux faits d'armes, notre douleur devait être portée à son comble par le plus affreux malheur qui ait affligé une flotte. On compte beaucoup de batailles navales, on n'en connaît point où le désastre ait été aussi grand qu'à la journée de Trafalgar.

Napoléon, se persuadant qu'il est possible de conduire une flotte comme une armée, et que l'on doit avoir de bons marins quand on a d'excellents soldats sur terre, aurait voulu voir notre marine remporter des victoires comme celles de Marengo. Il était profondément irrité contre l'amiral de Villeneuve, qui, au lieu de se rendre dans la Manche comme il en avait reçu l'ordre, s'était retiré à Cadix. Dans sa colère, il avait ordonné à Decrès de commander à Villeneuve de sortir de Cadix et d'entrer dans la Méditerranée. Puis, réfléchissant que ses ordres ne seraient probablement pas exécutés, il dit : « Votre ami Villeneuve sera probablement trop lâche » pour sortir de Cadix : expédiez l'amiral Rosily, qui

Digitized by Google

» prendra le commandement de l'escadre, si elle n'est pas » encore partie, et vous ordonnerez à l'amiral Villeneuve » de venir à Paris me rendre compte de sa conduite. »

Non, l'amiral de Villeneuve n'était ni un lâche ni un traître; mais, placé à la tête d'une flotte composée de vaisseaux déjà vieux, dont quelques-uns pouvaient à peine tenir la mer, ayant pour la manœuvre des matelots inexpérimentés et des hommes d'équipage sans talents, voyant la marine espagnole dans l'état le plus déplorable, il disait que marcher au combat, c'était aller à une défaite certaine. Decrès, en communiquant à la flotte de Cadix l'ordre de l'empereur de quitter ce port et de rentrer dans la Méditerranée, quoi qu'il pût arriver, adoucissait dans sa lettre les paroles outrageantes dont Napoléon avait prescrit de se servir. De Villeneuve avait senti toute la pointe de l'aiguillon, et répondit: « Les marins de Paris et des départements seront bien » indignes et bien fous s'ils me jettent la pierre. Ils au- » ront préparé eux-mêmes la condamnation qui les frap- » pera plus tard. Qu'ils viennent à bord des escadres, et » ils verront avec quels éléments ils sont exposés à com- » battre. »

L'amiral de Villeneuve, profondément irrité de la flétrissure que l'empereur attachait à son nom, résolut de se venger, de montrer qu'il n'était ni un lâche ni un traître, et de prouver que sa retraite avait été effectuée par un acte de haute prudence; et, pour cela, il exécuta le mouvement imprudemment prescrit, bien qu'il sût qu'il allait à une défaite certaine. Il pensait que sous tous les rapports notre marine était bien inférieure à celle des Anglais. La marine anglaise, au lieu de se mettre sur

Digitized by Google

une seule ligne, comme auparavant, afin qu'un vaisseau ne gênât point le feu de l'autre, avait adopté un nouvel ordre de bataille sur mer et se formait en deux lignes pour couper ses ennemis en divers tronçons et les détruire les uns après les autres. Villeneuve, tout en reconnaissant l'avantage de cette tactique, disait que vouloir l'admettre sans exercice préalable avec des équipages très faibles, c'était s'exposer à une destruction indubitable. Il pensait avec raison qu'il valait encore mieux demeurer fidèle à la vieille méthode à laquelle on était habitué, que d'en adopter une autre sans exercices suffisants. Malgré la conviction profonde de l'insuffisance de la flotte, Villeneuve se détermina à appareiller et donna des instructions pour que chaque vaisseau prît part au combat, s'il y avait un engagement général. « On » ne doit pas attendre, disait-il, les signaux de l'amiral, » qui, dans la confusion d'une bataille navale, ne peut » souvent ni voir ce qui se passe, ni donner des ordres, » ni surtout les faire parvenir. Chacun doit écouter la » voix de l'honneur et se porter au plus fort du danger. » Tout capitaine est à son poste s'il est au feu. »

Le conseil de guerre, appelé à donner son avis sur la sortie du port de Cadix, sortie qui entraînerait une grande bataille navale, la jugea téméraire et repoussa la proposition de quitter le port. Villeneuve sentait mieux qu'aucun de ses officiers qu'il courait à une perte certaine; mais il avait un affront à laver, et, le malheureux, il fut assez insensé pour vouloir se venger aux dépens de sa patrie dont il allait anéantir les principales forces maritimes. Ce qui l'engageait à précipiter le départ, c'est que l'amiral Rosily, envoyé pour le remplacer,

Digitized by Google

était déjà à Madrid, et qu'on ne lui laissait pas même l'espoir de servir en second, espoir qu'il avait nourri comme le moyen le plus sûr de répondre à ses détracteurs.

La flotte française sortait à peine du port de Cadix, le 19 octobre, par une brise du sud-est, qu'elle vit, aux signaux des frégates anglaises de surveillance, qu'elle serait bientôt attaquée. Un doux espoir illumina alors le front de notre amiral, qui crut voir le jour où il serait vainqueur ou défait, mais après avoir si bien combattu, que ses adversaires seraient obligés de reconnaître cette fois sa valeur.

Villeneuve expédia aussitôt l'ordre de rallier à l'escadre de réserve placée sous les ordres de l'habile amiral espagnol Gravina, qui était éloigné du reste de la flotte, et repoussa la demande que lui fit celui-ci de se tenir séparé, afin de se porter sur le point qui serait le plus menacé; Villeneuve voulut avoir une longue ligne, dont il espérait assez rapprocher les vaisseaux afin que les ennemis ne pussent passer. Mais tous les malheurs semblaient se réunir dans cette fatale journée. Un vent contraire vint encore se joindre à l'inexpérience de nos marins, à la faiblesse de nos équipages et à la mauvaise qualité de nos vaisseaux. Aussi la ligne ne fut jamais serrée; il se forma entre la plupart des vaisseaux un espace assez considérable que l'ennemi put traverser.

Nelson, commandant général de la flotte anglaise, à la tête de vingt-sept vaisseaux, apercevant cette longue ligne de trente-trois navires, peu armés et presque brisés, forma son escadre en deux colonnes, conserva le commandement de celle du nord et confia la direction de

Digitized by Google

celle du midi à Collingwood. Celui-ci s'avança le premier, vint donner contre le centre de notre ligne et la brisa à la hauteur du *Santa-Anna*, vaisseau espagnol à trois ponts. Nous avions là seize vaisseaux contre quinze, mais plusieurs avaient abandonné leur poste, et nous nous trouvions dans un état d'infériorité évidente. Pendant qu'une vive canonnade se faisait entendre sur ce point, Nelson s'avançait à la tête de sa colonne sur le *Victory*, cherchant le vaisseau amiral français. Croyant le reconnaître dans le *Bucentaure*, il essaya de le tourner en passant entre lui et le *Redoutable*, commandé par le capitaine Lucas, vaillant marin qui, comprenant le dessein de Nelson, se hâta de fermer le passage par où ce terrible adversaire voulait passer. Dans l'impossibilité de rompre la ligne, Nelson se laissa tomber le long du *Redoutable*, qu'il éloigna à l'aide d'un vent favorable, et fit une trouée par laquelle se précipita l'escadre anglaise. Il s'engagea alors un combat extrêmement vif entre le *Victory* et le *Redoutable*. Voyant que trois batteries avaient fait un tel ravage sur le vaisseau amiral de l'ennemi, qu'il pouvait à peine se soutenir, le capitaine Lucas ordonna de tenter l'abordage, quoique le *Victory*, vaisseau à trois ponts, fût bien plus élevé que le vaisseau français à deux ponts seulement. Nelson se préparait à repousser l'attaque lorsqu'une balle vint l'atteindre.

Pendant que nos marins tentaient l'abordage avec une intrépidité au-dessus de tout éloge, un vaisseau anglais accourut au secours du *Victory*, fit une décharge à mitraille et enleva deux cents hommes qui montaient à l'assaut. Tout l'état-major du *Redoutable* était mort ou blessé; dix aspirants sur onze étaient frappés de mort;

Digitized by Google

sur six cent quarante hommes d'équipage, cinq cent vingt-deux étaient hors de combat, dont trois cents morts et deux cent vingt-deux blessés. Il ne restait plus au vaillant *Redoutable* qu'à amener son pavillon; il se rendit, mais vengé par la mort de Nelson.

Le *Bucentaure*, qui s'était jeté dans la galerie du *Santissima-Trinidad*, vaisseau espagnol de plus de cent canons, se trouva attaqué par quatre vaisseaux à l'arrière et sur la gauche. Villeneuve avait montré le plus grand courage; il avait répondu avec énergie au feu des ennemis, leur avait causé beaucoup de mal; mais il avait perdu tous ses mâts et se trouvait dans l'impossibilité de manœuvrer; il demanda un canot pour aller tenter la fortune sur un autre vaisseau. Voyant tous ses canots brisés par la chute de la mâture, il appelle du secours; personne ne répond à sa voix. N'ayant plus que son vaisseau immobile au milieu de l'Océan, ne pouvant ni se mouvoir ni se défendre, il amène pavillon et se constitue prisonnier de guerre. Après avoir éprouvé ce désastre qu'il avait prédit, Villeneuve n'avait pas même trouvé la mort, qu'il appelait de tous ses vœux.

La plupart de nos vaisseaux montrèrent le courage du *Redoutable* et du *Bucentaure*. Aucun, toutefois, n'égala en valeur l'*Algésiras*, qui, s'étant porté en avant de la colonne ennemie pour l'arrêter dans sa course, rencontra le *Tonnant*, ancien vaisseau français qui avait été pris à la funeste journée d'Aboukir. Après avoir fait éprouver, par un feu terrible, des pertes considérables au vaisseau anglais, l'*Algésiras* s'avançait pour tenter l'abordage, quand un autre vaisseau anglais se posa en travers et enleva un grand nombre d'hommes de l'équi-

Digitized by Google

page. Renonçant à l'abordage, nos marins répondaient au feu des ennemis; et, malgré la perte de la plupart de nos officiers et la mort du contre-amiral Magon, rien ne semblait devoir ralentir la fureur de nos soldats; mais bientôt tous les mâts tombèrent, il ne resta plus qu'à amener pavillon.

Cependant on entendait une énorme détonation qui faisait trembler les vainqueurs et les vaincus. L'*Achille*, après s'être défendu avec un courage digne des plus grands éloges, fut aux prises avec un ennemi plus redoutable que les Anglais : tout à coup se déclare un épouvantable incendie, qui résiste à tous les efforts de l'équipage, éloigne les Anglais eux-mêmes et contraint nos braves marins à chercher leur salut sur des mâts, sur des tonneaux, sur cette planche de salut que le matelot saisit avec tant de vivacité dans le naufrage. Bientôt le feu gagne les poudres, et le navire saute en l'air avec tout ce qui se trouve sur son bord.

Il était cinq heures du soir, la bataille était finie, le succès des Anglais était complet; quinze vaisseaux avaient pu se sauver; dix-sept étaient tombés au pouvoir des ennemis, et un avait sauté en l'air. Les Anglais avaient fait des pertes considérables : trois mille hommes tués, un grand nombre d'officiers morts ou blessés, le plus fameux de leurs amiraux, l'immortel Nelson, avait succombé. La flotte anglaise devait encore être éprouvée par la tempête.

A la chute du jour, un ouragan épouvantable succéda au calme plat qui avait régné pendant tout le cours de la journée. Les vaisseaux anglais, démâtés pour la plupart, ne pouvant conduire nos vaisseaux dont ils s'é-

Digitized by Google

taient emparés, les abandonnèrent presque tous. L'*Algésiras*, qui était encore en état de soutenir la mer et avait été obligé d'amener pavillon au milieu d'un feu terrible, fut exposé pendant quarante-huit heures à la violence des vents; son équipage, ayant été rendu à la liberté pour manœuvrer contre l'orage, se souleva, contraignit les Anglais à se soumettre à condition que, rendus à terre, ils seraient mis en liberté, et rentra à Cadix. L'*Indomptable* ne fut pas si heureux : il alla se briser avec un fracas horrible sur la Pointe-du-Diamant. Le *Redoutable*, qui avait si glorieusement combattu contre le *Victory*, coula à fond. Le *Fougueux*, désemparé, fut jeté sur la côte d'Espagne. Le *Monarca* se brisa contre les rochers de San-Lucar. Les Anglais brûlèrent ou coulèrent à fond le *Santissima-Trinidad*, l'*Argonaute*, le *San-Augustino* et l'*Intrépide*. L'amiral anglais, en rentrant à Gibraltar, n'avait plus que quatre vaisseaux de sa nombreuse capture; encore fut-il obligé de couler à fond le *Swiftsure*.

« Telle fut, dit l'historien du Consulat et de l'Empire, cette fatale bataille de Trafalgar : des marins inexpérimentés, des alliés plus inexpérimentés encore, une discipline faible, un matériel négligé, partout la précipitation avec ses conséquences; un chef sentant trop vivement ces désavantages, en concevant des pressentiments sinistres, les portant sur toutes les mers, faisant sous leur influence manquer les grands projets de son souverain; ce souverain irrité ne tenant pas assez compte des difficultés, tant sur terre que sur mer, désolant par l'amertume de ses reproches un amiral qu'il fallait plaindre plutôt que blâmer; cet amiral se battant par désespoir, et

Digitized by Google

la fortune, cruelle pour le malheur, lui refusant jusqu'à l'avantage des vents; la moitié d'une flotte paralysée par l'ignorance et par les éléments, l'autre moitié se battant avec fureur; d'une part une bravoure calculée et habile, de l'autre une inexpérience héroïque; des morts sublimes; un carnage effroyable; une destruction inouïe; après les ravages des hommes les ravages de la tempête; l'abîme dévorant les trophées des vainqueurs; enfin le chef triomphant enseveli dans son triomphe, et le chef vaincu projetant le suicide comme seul refuge à sa douleur. Telle fut, nous le répétons, cette fatale bataille de Trafalgar avec ses causes, ses résultats, ses stratégiques aspects.

» On pouvait cependant tirer de ce grand désastre d'utiles conséquences pour notre marine. Il fallait raconter au monde ce qui s'était passé. Les combats du *Redoutable,* de l'*Algésiras,* de l'*Achille,* méritaient d'être cités avec orgueil à côté des triomphes d'Ulm. Le courage malheureux n'est pas moins admirable que le courage heureux; il est plus touchant. D'ailleurs, les faveurs de la fortune, à notre égard, étaient assez grandes pour qu'on pût avouer publiquement quelques-unes de ses rigueurs. Il fallait ensuite combler de récompenses les hommes qui avaient si dignement rempli leur devoir, et appeler devant un conseil de guerre ceux qui, cédant à l'horreur de ce spectacle, s'étaient éloignés du feu. Et se fussent-ils bien conduits en d'autres occasions, il fallait les immoler à la nécessité d'établir la discipline par de terribles exemples. Il fallait surtout que le gouvernement trouvât dans cette sanglante défaite une leçon pour lui-même; il fallait qu'il se dît bien que rien ne se fait

Digitized by Google

vite, et particulièrement quand il s'agit de marine; il fallait qu'il renonçât à présenter en ligne de bataille des escadres qui ne seraient pas éprouvées à la mer, et qu'en attendant il s'appliquât à les former toutes par des croisières fréquentes et lointaines (1). »

Quand la nouvelle de la bataille navale de Trafalgar, dont le retentissement semblait effacer toutes nos victoires remportées sur terre, arriva au camp de Napoléon, tous les yeux se tournèrent vers l'empereur, se demandant si cet homme, qui agitait l'Europe entière, serait ramené à des sentiments plus modérés par ce coup terrible. Napoléon, chose incroyable, parut plus indifférent qu'on ne s'y attendait; il se contenta de dire que la marine française n'est point capable de lutter sur mer contre la marine anglaise, et résolut alors de tourner tous ses efforts vers la terre, pour forcer toutes les nations de l'Europe à abandonner l'alliance des Anglais; il poussa même si loin l'indifférence, du moins extérieurement, qu'il ne donna ni récompense ni blâme à des marins qui avaient été malheureux sans doute, mais qui avaient fait preuve du plus grand courage; conduite qui contrasta avec celle du roi d'Espagne, qui récompensa toute son armée navale, pour la soutenir dans le malheur et lui apprendre à lutter contre l'infortune.

§ IV. *Austerlitz.*

Napoléon qui avait, sans grande bataille, remporté à Ulm l'un des plus beaux succès, sentait la nécessité de

(1) Thiers.

Digitized by Google

cueillir de nouveaux lauriers, non-seulement pour effacer nos malheurs maritimes, mais encore pour imposer à ses ennemis qui se multipliaient. Irritée de ce que nos armées avaient violé son territoire pour se rendre sur le Danube et avaient ainsi porté atteinte à une neutralité très avantageuse à la France, la Prusse permit aux Russes de traverser la Silésie prussienne, et accueillit avec de grands honneurs l'empereur Alexandre, qui s'était rendu à Berlin pour agir sur l'esprit de Frédéric-Guillaume et l'amener enfin à prendre part à la coalition. L'empereur Alexandre causa la plus vive sensation à la cour de Prusse par la générosité de son cœur, l'expression de grandeur marquée sur tous ses traits et ses manières chevaleresques. Le roi de Prusse et son ministre principal, d'Haugwitz, essayaient vainement de résister au courant rapide qui entraînait tout; en vain ils représentaient que, voisins de Napoléon, ils couraient le risque d'être écrasés sous sa main redoutable : l'opinion fut si forte, la puissance de la Russie paraissait si grande, que le roi de Prusse céda enfin et signa le célèbre traité de Postdam, par lequel « il fut convenu qu'on proposerait, pour conditions de la paix, une nouvelle démarcation des possessions autrichiennes en Lombardie, qui reporterait celle-ci de l'Adige au Mincio; une indemnité pour le roi de Sardaigne; et, en outre, l'indépendance de Naples, de la Suisse, de la Hollande. »

On devait accorder un mois à Napoléon pour l'acceptation de ces conditions; s'il les repoussait, la Prusse devait entrer en campagne et s'unir aux alliés contre lui.

A la nouvelle que la Prusse accédait à la coalition,

Digitized by Google

l'Angleterre lui adressa les plus basses flatteries, et elle, qui se prétendait le plus ferme soutien du bon droit, lui offrit, au lieu du Hanovre, un Etat bien plus important, celui de Hollande, quoiqu'il ne lui appartînt pas. On est affligé quand on voit les grands Etats disposer des peuples qui ne leur sont pas soumis, et sur lesquels ils n'ont aucun droit, avec autant de facilité que le voleur dispose d'un bien dont il veut s'emparer.

Instruit, vers la fin de novembre, du revirement incroyable qui venait de s'opérer en Prusse, Napoléon modifia aussitôt son plan d'opérations, qui consistait à se porter sur les Russes pour les écraser, comme il avait fait des Autrichiens. Au lieu de rester en Bavière pour y attendre ses adversaires, il résolut de marcher sur Vienne, pour tenir les armées ennemies isolées et les écraser les unes après les autres. S'il y avait quelque chose de plus audacieux à s'avancer, à trois cents lieues de Paris, au milieu d'un peuple ennemi, il y avait aussi plus de chances de succès.

Napoléon, tout en témoignant du regret de voir la Prusse se séparer de la France, lui répondit avec beaucoup de fermeté, ne daigna faire aucune excuse pour la violation du territoire prussien, et déclara que si Frédéric tentait la moindre entreprise contre le Hanovre, il saurait la réprimer. Il fit même communiquer au cabinet prussien l'ordre du jour suivant, adressé au général Barbace :

« J'ignore ce qui se prépare, mais quelle que soit la » puissance dont les armées voudraient entrer en Ha- » novre, serait-ce même une puissance qui ne m'ait pas » déclaré la guerre, vous devrez vous y opposer. N'ayant

Digitized by Google

» point assez de forces pour résister à une armée, en-
» fermez-vous dans les forteresses et ne laissez appro-
» cher personne sous le canon de ces forteresses. Je saurai
» venir au secours des troupes renfermées dans Hameln.
» Mes aigles n'ont jamais souffert d'affront. J'espère que
» les soldats que vous commandez seront dignes de leurs
» camarades et sauront conserver l'honneur, la plus belle
» et la plus précieuse propriété des nations.

» Vous ne devez rendre la place que sur un ordre de
» moi, qui vous soit porté par un de mes aides-de-
» camp. »

Un langage si fier était inspiré par la confiance que Napoléon avait de tenir partout tête à l'ennemi; il avait en effet de tous les côtés des capitaines habiles. En Italie se trouvait Masséna, l'un des plus audacieux officiers de l'armée, qui ne craignait point, avec cinquante mille hommes, d'en attaquer quatre-vingt mille. L'empereur d'Autriche, tenant surtout à reconquérir la Lombardie, l'un des plus beaux joyaux de sa couronne, avait envoyé en Italie le plus habile de ses capitaines, le prince Charles, dont toute l'Allemagne vantait les talents militaires.

Quand Masséna connut les succès de l'empereur Napoléon en Bavière, il marcha en avant, s'empara, par une habile manœuvre, du pont de Vérone et se trouva ainsi maître du cours de l'Adige. Prévoyant qu'il allait être rappelé pour marcher au secours de Vienne, l'archiduc Charles ayant besoin de donner une bataille pour repousser les Français et pouvoir sans péril repasser les monts, choisit une position très avantageuse à Caldiero. Il plaça son centre dans le village même de Caldiero, situé sur la route qui conduit du Frioul en Lombardie,

Digitized by Google

posta sa gauche sur les hauteurs presque inaccessibles de Colognola, et adossa sa droite aux marécages de l'Adige. Toutes ces positions furent attaquées avec une extrême vigueur par nos troupes, prises et reprises plusieurs fois. L'archiduc Charles s'étant avancé bravement en colonne serrée sur la route de Caldiero, pour déborder notre front, fut repoussé par Masséna, qui, après avoir rallié ses troupes en désordre, obligea les Autrichiens à abandonner leurs retranchements. Les ennemis recommencèrent l'attaque avec un nouvel acharnement, reprirent le champ de bataille et demeurèrent maîtres du terrain à la nuit, après une grande journée de combat. Nos pertes s'élevèrent à quatre mille hommes, celles de l'archiduc Charles à sept mille, dont trois mille morts ou blessés, et quatre mille prisonniers. Cette dernière perte avait été occasionnée par une colonne, forte de cinq mille Autrichiens, qui, ayant été coupée par une manœuvre habile de la division Serras, consentit à mettre bas les armes sur les glacis de Vérone pour ne pas être totalement détruite, car Masséna menaçait de l'anéantir si elle ne se soumettait.

Ce sacrifice considérable que l'archiduc avait fait, était dans l'intérêt de sa retraite, qu'il devait opérer du côté de Vienne, afin d'agir sur les flancs de la grande armée, s'il était possible. Il sut si bien profiter de tous les accidents de terrain et du cours des fleuves, que Masséna ne put le vaincre.

Cependant Napoléon continuait sa marche vers Vienne, ayant devant lui un corps russe de cinquante mille hommes, commandés par le général Koutousof, officier de mérite mais avide, lourd et paresseux, dont les soldats,

Digitized by Google

encore à demi sauvages, n'avaient cependant rien de la prestesse des hommes dans l'état de nature; ses fantassins russes étaient seulement renommés à cause de leur tenacité et de la fermeté avec laquelle ils soutenaient le feu.

A la nouvelle inattendue des désastres autrichiens à Ulm, Koutousof, à qui on annonçait chaque jour des avantages remportés par le maréchal Mack, se sentant incapable de tenir avec cinquante mille hommes contre cent cinquante mille Français dont les forces étaient doublées par les succès, voulait opérer rapidement sa retraite : il se laissa cependant toucher par les prières de l'empereur d'Autriche, consentit à ralentir sa marche dans l'espérance de se voir bientôt rejoint par différents corps de Bohême, de Hongrie et surtout par l'archiduc Charles, avec l'appui duquel il pensait arrêter le redoutable empereur des Français. Pour empêcher une jonction qui pouvait être dangereuse, Napoléon dirigea du côté du Tyrol le maréchal Ney, lui donna pour auxiliaire Augereau qui, parti assez tard des environs de Brest, arrivait seulement en ligne avec son corps de quatorze mille hommes. Comme ces corps auraient été insuffisants pour soutenir le choc des cent mille Autrichiens placés dans le haut Adige et dans le Tyrol, Napoléon fit avancer sur sa droite les corps de Marmont et de Bernadotte pour appuyer Ney, s'il était attaqué, et secourir la grande armée, si elle se trouvait aux prises avec un ennemi trop puissant. La marche de l'empereur fut d'autant plus rapide, que les grands cours d'eau n'étaient pas même gardés et que les places fortes étaient sans défense : l'Inn fut franchi sans obstacle, Braunaw,

Digitized by Google

place qui pouvait se défendre, ouvrit sans sommation ses portes et livra des vivres, des munitions et de l'artillerie. Etonné de voir cette place dans un tel délaissement, Napoléon comprit alors le découragement profond de ses ennemis, qui n'osaient pas même tenir dans les villes les plus fortes.

En entrant dans l'Autriche, Napoléon contempla cette vaste et riche province située entre l'Inn et la Traun, qui présenterait une surface parfaitement unie, s'il ne s'élevait un monticule du sommet duquel on aperçoit une immense plaine boisée et coupée par des marécages très propres à arrêter une armée. L'empereur, qui s'était attendu à y être arrêté par quelques moyens de défense, ne rencontra pas le moindre obstacle.

En s'avançant vers Vienne, Napoléon devait franchir un passage assez difficile, les Alpes tyroliennes, qui jettent un rameau jusqu'au bord du Danube, et laissent entre le fleuve et ses escarpements un passage à peine suffisant pour la route. Afin de ne pas être surpris et de relier tous ses corps, l'empereur fit réunir un grand nombre de bateaux, les jeta sur le Danube pour pouvoir, selon le besoin, se porter d'une rive sur l'autre, massa sur la rive gauche les divisions Gazan et Dupont, et ordonna à Marmont d'occuper le sommet des Alpes. Ces seules dispositions suffirent, en effet, pour engager les Russes à abandonner ce défilé, où ils voulaient se battre sinon pour vaincre, du moins pour rendre plus facile leur retraite. Sentant la nécessité de gagner du temps pour permettre à leurs bagages de se retirer, ils s'étaient déjà déterminés à s'arrêter à Amstetten, dans une clairière, au milieu d'une forêt de sapins que l'armée française devait

Digitized by Google

traverser. Murat, Lannes et les grenadiers d'Oudinot les chargèrent avec vigueur et leur firent perdre un millier d'hommes tant en morts qu'en blessés et en prisonniers.

Les Russes s'arrêtèrent pour livrer bataille à Saint-Polten, bourg fortifié qui ferme la route qui conduit à Vienne, à l'entrée de l'espèce de défilé dont nous venons de parler, situé entre les Alpes et le Danube; mais voyant de l'autre côté du fleuve les divisions Gazan et Dupont, et craignant que les Français ne s'avançassent bien loin au-delà du Danube et ne leur coupassent la retraite, ils se hâtèrent de défiler par le pont de Krems. Après l'avoir détruit, ils attaquèrent avec violence la division Gazan, forte seulement de cinq mille hommes, qui résistèrent valeureusement et permirent à la division Dupont d'arriver à leur secours et de les sauver. Le maréchal Mortier, qui était à la tête de la division Gazan, déploya la plus grande valeur et fit cette belle réponse à ceux qui le conjuraient de se mettre en sûreté : « Non, on ne se sé» pare pas d'aussi braves gens. On se sauve ou l'on périt » avec eux. » Et il continua à se défendre l'épée à la main. Cette journée, qui fut témoin de tant de valeur, nous coûta trois mille hommes; les Russes firent des pertes beaucoup plus considérables.

Vivement ému du danger auquel la division Gazan avait été exposée, danger venu de ce que Dupont était resté trop en arrière et que Murat avait marché trop vite en avant, Napoléon adressa à son beau-frère une lettre qui nous montre avec quelle grossièreté il traitait quelquefois ses meilleurs officiers, lors même qu'il ne leur avait pas donné d'ordres positifs, car il n'en avait pas donné dans cette circonstance à Murat : « Mon cousin,

Digitized by Google

» lui écrivait-il, je ne puis approuver votre manière de » marcher. Vous allez comme un étourdi et vous ne pe- » sez pas les ordres que je vous fais donner. Les Russes, » au lieu de couvrir Vienne, ont repassé le Danube à » Krems. Cette circonstance extraordinaire aurait dû » vous faire comprendre que vous ne pouviez agir sans » de nouvelles instructions, sans savoir quels projets » peut avoir l'ennemi, ni connaître mes volontés. Dans » ce nouvel état de choses, vous allez enfourner mes » armées sur Vienne.... Vous n'avez consulté que la » gloriole d'entrer à Vienne.... Il n'y a de gloire que là » où il y a du danger. Il n'y en a pas à entrer dans une » capitale sans défense. »

Cette lettre était beaucoup trop sévère pour un officier plein de valeur et dont la promptitude devait procurer à l'armée le grand avantage de la conduire à Austerlitz. Napoléon voyant Murat aussi avancé, lui donna l'ordre de s'emparer du pont de Vienne, à l'aide duquel on peut communiquer sur les deux rives du Danube. Dans cet endroit le fleuve est très large, entrecoupé d'îles boisées, qu'on ne traverse que sur de petits ponts et par des chemins sinueux. Le grand pont fait en bois, jeté sur le Danube proprement dit, avait été chargé de matières combustibles pour être livré aux flammes à l'approche des Français. Une ruse nous en rendit maîtres. Les troupes de Murat et les grenadiers d'Oudinot, suivant les sinuosités du fleuve, étaient parvenus à la tête du grand pont, lorsqu'un coup de feu partit pour prévenir les Autrichiens placés à la garde de ce pont de le livrer aux flammes. Murat et quelques-uns de ses officiers s'y précipitent, saisissent un artilleur ennemi au moment où

Digitized by Google

il allait mettre le feu aux poudres, se présentent au poste situé au-delà du pont, annonçant qu'un armistice vient d'être signé entre la France et l'Autriche, et demandent à parler au général commandant ce poste. Une colonne de grenadiers français, arrêtée un moment par les artilleurs autrichiens, est délivrée par Lannes et Murat, qui persuadent à ces crédules ennemis qu'en attaquant ils vont rendre la paix plus difficile, et parviennent ainsi à les arrêter. Un instant après, le général Auersperg arrive, se montre très irrité contre ses artilleurs, pour s'être laissé tromper, déclare qu'il va culbuter le petit nombre de Français, les jeter dans le Danube et finit par se laisser encore duper par des paroles de paix. Son illusion se dissipa lorsqu'il vit de nombreux détachements de Français demeurer définitivement maîtres du passage.

Ce beau succès, qui ne nous avait pas coûté un seul homme et sans lequel les affaires auraient pu avoir une issue différente, causa la plus vive joie à Napoléon, au moment où il se préparait à entrer à Vienne, cette capitale de l'Autriche qu'aucun souverain n'avait pu enlever. Pour défendre Vienne, qui avait une double enceinte, l'une très forte, que les Turcs n'avaient pu percer; la seconde, faible muraille élevée pour protéger les faubourgs, il fallait nécessairement sacrifier ces riches faubourgs, sans espoir de sauver la ville elle-même contre la puissante artillerie des Français.

L'empereur François II se détermina à abandonner sa capitale pour aller chercher ailleurs un champ de bataille. Napoléon fut surpris de voir Vienne pleine de munitions, de fourrages, de vivres et d'armes ; il trouva plus de cent mille fusils dans les arsenaux.

Digitized by Google

Toujours habile à profiter des avantages que lui procuraient les lieux pour soulager son armée et la remettre en état de continuer ses exploits, Napoléon dispersa ses différents corps autour de Vienne, de manière cependant qu'ils pussent vivre plus facilement et se réunir avec promptitude. Il semblait alors n'avoir rien à craindre; toutes les armées ennemies fuyaient en notre présence, et le plus grand embarras paraissait celui de les atteindre et de les arrêter. Instruit qu'un corps de quarante mille Russes se dirigeait sur Olmutz, Napoléon, dans l'espérance de renouveler le grand fait d'Ulm, mit sous les ordres de Murat les divisions de Lannes et de Soult, et lui commanda de se porter à la hâte sur la route d'Olmutz pour couper la retraite aux Russes. Murat arriva à Hallabrunn avant les Russes et les plaça ainsi dans une fâcheuse position, dont ils se tirèrent par une ruse de guerre semblable à celle que notre capitaine avait employée pour s'emparer du pont de Vienne. Koutousof, alléguant de prétendues négociations pour la paix, proposa un armistice dont les Français n'avaient rien à craindre, non-seulement parce qu'il s'engageait à demeurer dans sa position, mais encore parce qu'il ne pourrait échapper quand il le voudrait. Ebloui par le grand honneur de contribuer à la pacification, Murat se laissa ainsi tromper et signa en effet une suspension d'armes qu'il se hâta d'envoyer à l'empereur. Napoléon lui répondit avec sévérité : « Il m'est impossible de trouver » des termes pour vous exprimer mon mécontentement; » vous ne commandez que mon avant-garde et vous n'a- » vez pas le droit de faire d'armistice sans mon ordre. » Vous me faites perdre le fruit d'une campagne. Rom-

Digitized by Google

» pez l'armistice sur-le-champ et marchez à l'ennemi. »

Murat se hâta de dénoncer l'armistice, se persuadant que l'ennemi ne lui échapperait point; mais il opérait habilement sa retraite, masqué par sa réserve composée d'un faible corps qui se défendit avec une vaillance au-dessus de tout éloge. Bagration, chargé du commandement de cette réserve, comprenant que, pour sauver le corps d'armée russe, il fallait arrêter les Français au moins le jour où l'armistice avait été dénoncé, résista avec une extrême valeur, aimant mieux se faire hacher que de céder. Il perdit dans cette journée trois mille hommes, presque la moitié de son monde; mais, par sa courageuse résistance, trente-cinq mille Russes étaient sauvés.

Rien n'arrêta plus l'armée russe, qui se retira paisiblement à Olmutz, tandis que les Français s'emparaient de Brunn et y établissaient leur quartier général. Afin d'être plus près de ses ennemis, de les surveiller et de se porter sur un point ou sur un autre selon le besoin, Napoléon s'y rendit et y reçut Giulay, qui s'était déjà présenté à notre camp pour solliciter la paix pendant la marche de notre armée sur Vienne. La réponse avait été dure : Napoléon exigeait la cession de toutes les possessions autrichiennes en Italie et la province de Souabe, conditions que l'empereur François II repoussa alors, ne se sentant pas assez affaibli pour les adopter. Après la chute de Vienne, François II, pressé par la nécessité d'acheter la paix, envoya Giulay à Brunn pour demander en son nom et au nom de l'empereur Alexandre, de traiter de la paix. Afin d'arracher plus facilement les conditions qu'il désirait obtenir, Napoléon voulut séparer

Digitized by Google

la cause d'Alexandre de celle de l'Autriche, renvoya à Vienne pour traiter de celle-ci, et appela dans cette capitale Talleyrand, bien plus capable que lui de conduire les négociations.

Olmutz, position très importante, était devenue le quartier général des deux empereurs de Russie et d'Autriche, et sous ses murs était assise une armée de quatre-vingt-dix mille hommes, dont soixante-quinze mille Russes et quinze mille Autrichiens; mais elle présentait peu de ressources pour les vivres; bientôt les troupes se trouvèrent dans un tel état de gêne, qu'on voulut en sortir, quoique la position fût excellente et qu'on dût la conserver même avec de grandes privations. Trois moyens se présentaient pour échapper à l'armée française : l'un consistait à se porter en Hongrie, où l'on trouvait, à la tête de cent mille Autrichiens, le prince Charles que nous avons laissé en Italie; il avait opéré très habilement sa retraite sans se laisser entamer, avait rallié l'archiduc Jean dans le Tyrol et était parvenu à atteindre la Hongrie sans avoir été obligé de livrer un combat sérieux. Il n'avait pu, il est vrai, être rejoint par Jellalick et Rohan, commandant les débris de l'armée du maréchal Mack; ils furent pris, le premier par Ney, dans le Tyrol allemand; le second par Saint-Cyr, dans le Tyrol italien.

Ce premier parti fut repoussé par les Russes, qui ne voulurent pas se rendre en Hongrie, où cependant ils avaient un espoir bien fondé de triompher.

Le second parti consistait à attendre encore quelques jours à Olmutz, temps suffisant pour permettre à l'archiduc Charles d'arriver avec ses soldats et d'apporter le

Digitized by Google

poids de son expérience et de ses talents. Mais les Russes, pleins d'orgueil de leur valeur, regardaient avec dédain la lâcheté des Autrichiens, et se persuadaient qu'ils en finiraient seuls avec ces Français, qui jusqu'alors avaient triomphé parce qu'ils n'avaient point rencontré d'ennemis réellement valeureux; ils voulaient attaquer et attaquer seuls, contre l'opinion des hommes éclairés, et particulièrement contre celle du général en chef Koutousof, qui, étant convaincu d'avance de la perte de la bataille, conseilla à Alexandre de se diriger sur la Bohême et de faire sa jonction avec les Prussiens. Mais, entraîné par le chef d'état-major Weirather, ébloui surtout par un plan fastueux destiné à tourner l'armée française, à porter les alliés entre Vienne et Napoléon, et à séparer celui-ci de ses magasins, Alexandre résolut de couper l'armée française en deux et de la contraindre à se retirer en Bohême. Napoléon ayant cru remarquer, dans certaines démarches des ennemis, que les Russes avaient le dessein de l'attaquer, envoya le général Savary à Alexandre sous le spécieux prétexte de faire des propositions de paix, mais en réalité pour découvrir ses projets. Alexandre, enflé par le succès d'une surprise faite par ses troupes dans le village de Vischau, où nous avions perdu une centaine d'hommes, se persuadait que rien ne résisterait plus à ses armes; il mit à la paix les conditions les plus extravagantes : « Il fallait, disait-il, que la France abandonnât l'Italie, si elle voulait avoir la paix *tout de* suite; si elle continuait la guerre et qu'elle n'y fût pas heureuse, il faudrait qu'elle rendît la Belgique, la Savoie, le Piémont, pour constituer autour d'elle et contre elle des barrières défensives. »

Digitized by Google

Convaincu par une telle réponse qu'une grande bataille seule pourrait abattre ses ennemis, Napoléon, qui avait étudié le terrain et avait pressenti le plan de ses adversaires, prépara tout pour le déjouer et les faire tomber dans le piége qu'ils voulaient lui tendre. La Moravie, aux environs de Brunn, capitale de la province, est presque un pays de plaine coupé seulement par des collines qui la rendent ondulée. Les affluents de la Morava, obligés de traverser fréquemment des forêts de sapin, forment de nombreux étangs dont un ennemi peut profiter pour la défense du pays. Ce site se remarque surtout dans le grand angle formé par la nouvelle route de Vienne à Olmutz, qui, après s'être portée directement de Vienne à Brunn, se replie presque à angle droit pour aller à Olmutz. Jugeant que si les ennemis se disposaient à l'attaquer, ils ne suivraient point la grande route, mais l'hypothénuse de l'angle dont nous venons de parler, Bonaparte étudia le terrain, se choisit un champ de bataille et rappela à lui la division de Friant, qui fit trente-six lieues en deux jours.

Le 1er décembre Napoléon plaça ainsi son armée : le corps de Bernadotte était au centre, derrière le village de Jirzakowitz; le corps de Soult formait la droite ; Murat, à la tête de la cavalerie, était à gauche avec Lannes, dont l'extrême gauche était appuyée à un monticule nommé le Santon, que Napoléon avait fait fortifier et garnir de dix-huit pièces de canon. La réserve, composée de dix bataillons de la garde et de dix bataillons des grenadiers d'Oudinot, était en arrière de Soult et de Bernadotte. Les Français avaient sur le champ de bataille soixante-dix mille hommes environ, et les ennemis quatre-vingt-dix.

Digitized by Google

Pendant la nuit, Napoléon fit répandre parmi ses troupes une proclamation; après leur avoir rappelé que les Russes, ces vils stipendiés de l'Angleterre, osaient se montrer pour venger les Autrichiens vaincus à Ulm, il leur disait : « Cette victoire finira notre campagne, et » nous pourrons prendre nos quartiers d'hiver, où nous » serons rejoints par les nouvelles armées qui se forment » en France. Alors la paix que je ferai sera digne de » mon peuple, de vous et de moi. »

Le soir, pour connaître l'effet de sa proclamation, il parcourut son camp déguisé en simple officier, et fut reconnu : à l'instant ses soldats font entendre les plus vives acclamations, mettant au bout de leurs fusils un torchon de paille qu'ils allument; et bientôt cinquante mille hommes lui font la plus brillante illumination pour célébrer l'anniversaire de son couronnement, et jurent de lui amener le lendemain (2 décembre) les drapeaux et l'artillerie russes pour mettre le comble à la gloire d'un si beau jour.

Les Austro-Russes, ne soupçonnant pas même les dispositions de Napoléon pour le combat, dispositions qu'un ennemi clairvoyant aurait dû connaître, s'avancèrent jusqu'à Kresnowitz, où ils tinrent, la nuit qui précéda la bataille d'Austerlitz, un conseil de guerre dont nous devons donner une idée. C'est le général Langeron, émigré français, qui nous le raconte : « Vers les onze heures du soir tous les chefs des colonnes, excepté le prince de Bagration, qui était trop éloigné, reçurent l'ordre de se rendre à Kresnowitz, chez le général Koutousof, afin d'entendre la lecture des dispositions pour la bataille du lendemain.

» A une heure du matin, lorsque nous fûmes tous

Digitized by Google

rassemblés, le général Weirather arriva, déploya sur une grande table une immense carte très exacte des environs de Brunn et d'Austerlitz, et nous lut ses dispositions d'un ton élevé et avec un air de jactance qui annonçaient en lui la persuasion intime de son mérite et celle de notre incapacité. Il ressemblait à un régent de collége qui lit une leçon à de jeunes écoliers. Nous étions peut-être effectivement des écoliers, mais il était loin d'être un bon professeur. Koutousof, assis et à moitié endormi lorsque nous arrivâmes chez lui, finit par s'endormir tout à fait avant notre départ. Buxhœwden, debout, écoutait et sûrement ne comprenait rien; Miloradowich se taisait; Pribyschewski se tenait en arrière, et Doctorow seul examinait la carte avec attention. Lorsque Weirather eut fini de pérorer, je fus le seul qui prît la parole. Je lui dis: « Mon général, tout cela est » fort bien; mais si les ennemis nous préviennent et » nous attaquent près de Pratzen, que ferons-nous? — » Le cas n'est pas prévu, me répondit-il; vous con- » naissez l'audace de Bonaparte. S'il eût pu nous atta- » quer, il l'eût fait aujourd'hui. — Vous ne le croyez » donc pas fort? lui dis-je. — C'est beaucoup s'il a qua- » rante mille hommes. — Dans ce cas, il court à sa perte » en attendant notre attaque; mais je le crois trop ha- » bile pour être imprudent; car si, comme vous le vou- » lez et le croyez, nous le coupons de Vienne, il n'y a » d'autre retraite que les montagnes de la Bohême; mais » je lui suppose un autre projet. Il a éteint ses feux, on » entend beaucoup de bruit dans son camp. — C'est » qu'il se retire ou qu'il change de position; et même en » supposant qu'il prenne celle de Turas, il nous épargne

Digitized by Google

» beaucoup de peine, et les dispositions restent les mê-
» mes. »

» Koutousof s'étant réveillé, nous congédia en nous ordonnant de laisser un adjudant pour copier les dispositions que le lieutenant-colonel Toll, de l'état-major, allait traduire de l'allemand en russe. Il était alors près de trois heures du matin, et nous ne reçûmes les copies de ces fameuses dispositions qu'à près de huit heures, lorsque nous étions en marche. »

Dès les quatre heures du matin Bonaparte, à cheval, parcourut les positions qu'il avait assignées à ses troupes et s'avança jusqu'à Puntowitz, village situé au bord du ruisseau qui séparait les deux armées. Les feux des ennemis étaient presque éteints. Il se hâta de venir se replacer sur le monticule d'où il dominait tout le champ de bataille, et prescrivit en même temps à ses troupes de se porter jusqu'au ruisseau, où, cachées par les grands arbres, elles ne pouvaient être aperçues. C'est alors que s'éleva ce soleil radieux d'Austerlitz tant de fois nommé par nos braves. Lorsque Napoléon vit les Russes déjà descendus jusqu'au Goldach, prêts à s'emparer des villages de Telnitz et de Sokolnitz, situés le long de ce ruisseau, il ordonna à ses maréchaux de partir au galop à la tête de leurs colonnes pour commencer l'attaque.

Si les Russes avaient tenu leurs corps plus rapprochés les uns des autres, ils seraient peut-être parvenus à enfoncer notre droite et à passer, selon leur désir, derrière nos colonnes. L'avant-garde ennemie, formée spécialement d'Autrichiens, fut chargée d'attaquer le village de Telnitz, qui fermait le passage et où nous avions assez peu de troupes, parce que ce point, protégé par le ruis-

Digitized by Google

seau fort encaissé en cet endroit et par un coteau couvert de vignes, qu'il fallait gravir, paraissait inabordable. Cette avant-garde, après avoir lutté pendant une heure sans pouvoir emporter Telnitz, secondée enfin par le second corps russe commandé par Doctorow, se rendit maîtresse du village et déborda notre droite. Informé du danger que courait notre droite, le général Friant y vole, arrête les ennemis et leur dispute le Goldach, dont il veut s'emparer à son tour.

Soult chargea si vigoureusement, que nos soldats traversèrent Pratzen au pas de course et vinrent occuper le plateau situé au-dessus du bourg. Ce coup était hardi; il coupait l'armée ennemie en deux. Si Koutousof avait eu réellement l'habileté qu'on lui supposait, il eût réuni ses colonnes de gauche engagées inutilement sur le Goldach, et eût ainsi formé un corps de cinquante mille hommes, à l'aide duquel il pouvait reprendre l'offensive; mais il se contenta de rallier son centre pour le porter contre un ennemi vainqueur et dont le nombre augmentait sans cesse; car Napoléon, comprenant l'importance de ce point, envoyait sans cesse de nouveaux renforts au maréchal Soult.

Le maréchal Lannes, placé sur la gauche, était opposé aux hulans, commandés par le grand duc Constantin, qui, voyant nos soldats s'avancer résolument, coururent avec la rapidité de la flèche pour culbuter notre cavalerie. Loin de s'opposer à ce mouvement, Lannes détourna adroitement nos cavaliers, les plaça entre les carrés, et quand il jugea les hulans épuisés par une vaine lutte contre nos carrés, il lança ses chevaux. Ce fut alors un combat extrêmement sanglant; les hommes se pre-

Digitized by Google

naient corps à corps pour s'immoler. Les Russes, harassés, cédèrent enfin et allèrent se reformer plus loin. Cependant notre infanterie gravissait la hauteur en colonne serrée, sans se laisser ébranler par une batterie qui fut démasquée tout à coup et fit de larges ouvertures dans nos rangs. Lannes parvint à diviser les Russes et à les contraindre à la retraite. Ils l'opéraient avec tant d'ordre, qu'il n'était pas possible de les entamer et de leur prendre des prisonniers. On regarda comme un brillant succès qu'une vigoureuse charge de grosse cavalerie contraignît un millier de Russes à déposer les armes.

Koutousof, dont le centre avait été fortifié par la garde d'Alexandre, venait de reprendre l'offensive et s'était porté sur l'extrême droite du corps commandé par le général Soult. La brigade Thiébaut, attaquée avec une extrême violence, puisa une rare énergie dans le péril qu'elle courait; elle tint ferme contre les ennemis, les arrêta en croisant la baïonnette, culbuta les uns dans les bas-fonds du Goldach, et rejeta les autres sur la route qui conduit à Austerlitz.

La brigade Vari et la division Vandamme, attaquées avec force, succombaient au milieu d'un carré de vignes, lorsque Napoléon dirigea sur ce point le brave Rapp, qui enfonça les Russes et les repoussa, malgré les efforts héroïques de la garde d'Alexandre. Nous étions définitivement maîtres du plateau de Pratzen et nous coupions la retraite à l'aile gauche des Russes, qui était toujours engagée sur le Goldach contre la division Friant. Les colonnes ennemies sous les ordres de Buxhœwden, étant prises entre deux feux, ne virent d'autre moyen de retraite que de se jeter dans les étangs placés à leur gauche.

Digitized by Google

La glace, affaiblie par la chaleur du jour, se brisa sous le poids de l'artillerie et des corps nombreux qui cherchaient leur salut dans la fuite. Plusieurs parties de la glace résistant et présentant une voie sûre aux infortunés fuyards, Napoléon eut alors la barbarie de faire tirer pour la briser à coups de boulets. Plus de deux mille hommes furent alors engloutis. On frémit d'horreur à la seule pensée d'un pareil acte.

Le général Doctorow, qui était parvenu à se retirer de ce côté, ayant trouvé un monticule avantageux pour s'arrêter et soutenir le choc de nos troupes, se défendit bravement. Il profita de la nuit pour s'échapper par une route qu'on venait de découvrir, abandonnant son artillerie et laissant de plus trois mille hommes entre nos mains.

Les résultats de cette bataille étaient très grands. Napoléon, qui n'avait guère engagé que quarante-cinq mille hommes contre quatre-vingt-dix mille, avait eu sept mille hommes mis hors de combat, tant morts que blessés. Les ennemis avaient eu quinze mille morts, noyés ou blessés, environ vingt mille prisonniers, parmi lesquels dix colonels et huit généraux, cent quatre-vingt bouches à feu, une immense quantité de chevaux, de voitures et de bagages.

Le lendemain de cette fameuse journée, Napoléon porta son quartier général à Austerlitz, château royal célèbre, qui donna son nom à la bataille. Il adressa à ses soldats cette proclamation si souvent citée, et qu'on se plaît à relire :

« Soldats, je suis content de vous : vous avez, à la » journée d'Austerlitz, justifié tout ce que j'attendais de

Digitized by Google

» votre intrépidité. Vous avez décoré vos aigles d'une » immortelle gloire. Une armée de cent mille hommes, » commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche, » a été en moins de quatre heures ou coupée ou disper- » sée; ce qui a échappé à votre fer s'est noyé dans les » lacs.

» Quarante drapeaux, les étendards de la garde im- » périale de Russie, cent vingt pièces de canon, vingt » généraux, plus de trente mille prisonniers, sont le ré- » sultat de cette journée à jamais célèbre. Cette infante- » rie, tant vantée et en nombre supérieur, n'a pu résis- » ter à votre choc, et désormais vous n'avez plus de ri- » vaux à redouter. Ainsi, en deux mois, cette troisième » coalition a été vaincue et dissoute; la paix ne peut » plus être éloignée; mais comme je l'ai promis à mon » peuple, avant de passer le Rhin, je ne ferai qu'une » paix qui nous donne des garanties et assure des ré- » compenses à nos alliés.

» Soldats, lorsque tout ce qui est nécessaire pour as- » surer le bonheur et la prospérité de notre patrie sera » accompli, je vous ramènerai en France; là vous serez » l'objet de mes plus tendres sollicitudes. Mon peuple » vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire : J'é- » tais à la bataille d'Austerlitz, pour que l'on vous ré- » ponde : Voilà un brave. »

Murat, envoyé à la poursuite des ennemis, avait vainement suivi la route d'Olmutz, tandis qu'ils se retiraient au nombre de cinquante mille vers la Hongrie, par la route qui traverse la Morava. A peine informé que cette armée se retirait vers la Morava, Napoléon envoya sur ce point le général Davoust, renforcé de la co-

Digitized by Google

lonne Friant, lui prescrivant de s'arrêter sur la rivière assez longtemps, afin qu'il pût arriver lui-même et détruire totalement ses ennemis. Mais les négociations pour la paix devaient suspendre les opérations militaires en Autriche.

Sur la demande de l'empereur d'Autriche, abattu par ses désastres, Napoléon et François II conférèrent ensemble près du moulin de Paleny et se traitèrent de frères. L'empereur des Français, après s'être plaint de ce que l'Autriche l'avait contraint à abandonner son projet de descente en Angleterre, lui proposa ses conditions générales, dont la première était l'abandon de l'alliance avec Alexandre, empereur de Russie. Comme l'empereur François II hésitait sur ce point, Napoléon lui dit : « Croyez-moi, ne confondez pas votre cause avec celle » de l'empereur Alexandre. La Russie seule peut au- » jourd'hui faire en Europe une guerre de fantaisie; » vaincue, elle se retire dans ses déserts, et vous, vous » payez avec vos provinces les frais de la guerre. »

Aussitôt que François II se fut soumis à cette nécessité et eut consenti à entrer seul en négociation pendant que l'armée russe opérait sa retraite, Napoléon appela Talleyrand, qui était chargé de suivre les discussions, pour arrêter avec lui les bases sur lesquelles on traiterait. Talleyrand, qui n'avait jamais été ami de la Prusse et devenait l'ennemi des Russes, voyant l'Autriche abattue, proposa à Napoléon de ménager cette dernière puissance et de lui procurer des avantages qui excitassent la jalousie de la Russie. Il pensait qu'en agissant ainsi, on parviendrait facilement à brouiller les deux puissances, et que la France se donnerait un appui contre la Russie,

Digitized by Google

devenue déjà bien redoutable. Il croyait qu'on pouvait enlever à l'Autriche toutes ses possessions d'Italie, la Souabe, et même une partie du Tyrol, en lui accordant pour indemnité la Valachie et la Moldavie, moyen sûr d'exciter la jalousie de l'empereur Alexandre, dont la politique se portait déjà vers Constantinople. Talleyrand travaillait en même temps à exciter la haine de Napoléon contre la Prusse et l'engageait à ne pas traiter avec cette puissance avant de l'avoir sévèrement punie.

Les vues de Napoléon n'étaient pas celles de son ministre. Sans s'occuper nullement de pousser l'Autriche plus loin en avant sur le Danube et de lui donner la Moldavie et la Valachie pour indemnité, il voulait lui enlever toute l'Italie et lui ôter le Tyrol, qui servait de passage de l'Allemagne en Italie, lui prendre la Souabe, afin de l'éloigner de la France et de la Suisse. Voulant récompenser la Bavière, le Wurtemberg et Baden de leur attachement à sa cause, il se proposait non-seulement d'agrandir les États de ces petits princes avec les belles possessions enlevées à l'Autriche, mais encore de les rendre indépendants en détruisant les restes de féodalité, en anéantissant surtout les seigneuries qui relevaient immédiatement de l'empire. Ce vaste plan de pacification qui décelait un maître absolu dont la volonté devait servir de règle de droit, était de nature à déplaire souverainement à tout homme réfléchi, et spécialement à l'Autriche, qui pourrait se soumettre un moment, mais qui ne manquerait pas de reprendre les armes lorsque l'occasion favorable se présenterait. Afin d'affermir l'alliance des petits princes allemands avec la France, Napoléon résolut de faire épouser à son fils adoptif Eugène de

Digitized by Google

Beauharnais la princesse Augusta de Bavière, et au fils du duc de Baden la princesse Catherine de Beauharnais. En arrêtant ces projets de mariage, il fit immédiatement trois traités : « Il donna à la maison de Baden l'Ortenau et une partie du Brisgau, plusieurs villes au bord du lac de Constance, c'est-à-dire cent treize mille habitants, ce qui représentait, pour cette maison, une augmentation de ses Etats d'environ un quart. Il donna à la maison de Wurtemberg le reste du Brisgau et de notables portions de la Souabe, c'est-à-dire deux cent quatre-vingt-trois mille habitants, ce qui représentait pour celle-ci une augmentation de plus du quart et portait sa principauté à près d'un million d'habitants. Il donna enfin la Bavière, le Vorarlberg, les évêchés d'Eichstadt et de Passau, attribués récemment à l'électeur de Salzbourg, toute la Souabe autrichienne, la ville et l'évêché d'Augsbourg, c'est-à-dire un million d'habitants, ce qui portait la Bavière de deux millions à trois et ajoutait un tiers à ses possessions. La marche des négociations avec l'Autriche ne permettait pas encore de parler du Tyrol. (1) »

Consternés des dures conditions imposées par Napoléon à l'Autriche, de l'exiguité des limites dans lesquelles on voulait renfermer les Etats de François II, et de l'anéantissement de l'autorité dont les empereurs d'Allemagne avaient joui sur les princes allemands, les négociateurs autrichiens déclarèrent que jamais ils ne consentiraient à des conditions si onéreuses et que la monarchie autrichienne s'ensevelirait plutôt sous ses ruines que de les

(1) Thiers.

Digitized by Google

accepter. Après de longues discussions ils se montrèrent enfin disposés à les adopter en partie, si l'on voulait accorder le Hanovre à l'Autriche, afin que cette puissance possédât quelque port sur la mer. Talleyrand, surpris de la facilité avec laquelle l'Autriche sacrifiait les intérêts de ses alliés, ne montra aucune opposition à la cession du Hanovre et demanda seulement à en conférer avec l'empereur Napoléon.

Il s'éleva ensuite une grande discussion sur la somme de cent millions réclamée par Napoléon comme indemnité de la guerre. Après avoir fait un tableau très saisissant de la misère de l'Autriche, avoir montré que dans son état d'épuisement complet, elle était incapable de payer cette somme, les plénipotentiaires autrichiens demandèrent à se rendre auprès de leur souverain pour recevoir de nouvelles instructions et discuter avec lui toutes les conditions proposées par la France.

Haugwitz, l'un des conseillers intimes du roi de Prusse, arriva précisément dans cette circonstance pour conférer avec Napoléon, qui se livra d'abord à un violent emportement, reprocha au roi Frédéric sa duplicité, ses hésitations et l'empire que les femmes avaient pris sur lui, puis demanda enfin avec véhémence ce que désirait le cabinet prussien et quelle politique il désirait suivre à l'avenir. Troublé un moment de cette violente apostrophe, Haugwitz reprit bientôt tout son calme et justifia son gouvernement de manière à persuader à Napoléon qu'il serait facile de renouer les liens d'amitié qui existaient autrefois entre la Prusse et la France. Afin de gagner la Prusse et de la déterminer à manquer à un engagement qui serait sacré entre les particuliers et qui

Digitized by Google

devrait être saint entre les rois (la Russie et la Prusse s'étaient juré une alliance inaltérable sur le tombeau même du grand Frédéric), Napoléon offrit le Hanovre pour prix d'une alliance.

Haugwitz fut loin de repousser une proposition qui était si avantageuse dans un moment où la Prusse avait donné tant de sujets de plaintes à l'empereur Napoléon. « Eh bien ! dit celui-ci, c'est chose décidée, vous aurez » le Hanovre. Vous m'abandonnerez en retour quelques » parcelles de territoire dont j'ai besoin, et vous signerez » avec la France un traité d'alliance offensive et défen- » sive. Mais, arrivé à Berlin, vous imposerez silence aux » coteries, vous les traiterez avec le mépris qu'elles mé- » ritent, vous ferez dominer la politique du ministère » sur celle de la cour. »

Voici les bases du traité qui fut proposé le 13, rédigé le 14 et signé le 15 à Schœnbrunn. Pour la cession du Hanovre qui lui était accordé, la Prusse abandonnait à la Bavière le marquisat d'Anspach, à la France la principauté de Neufchâtel et le duché de Clèves, contenant la place de Wesel. Il y avait de plus un traité d'alliance offensive et défensive contre les peuples qui oseraient attaquer les possessions françaises ou prussiennes.

Le traité qui venait d'être signé entre la France et la Prusse rendait plus difficile celui que l'Autriche négociait alors. Assuré de ne laisser à cette puissance aucun allié en état de combattre immédiatement, Napoléon voulut rendre beaucoup plus dures les conditions qu'il était résolu d'imposer. Une nouvelle difficulté était venue se joindre à toutes celles qui rendaient déjà si difficiles les négociations. La cour de Naples, informée du désastre

Digitized by Google

de Trafalgar et de l'accession de la Prusse à la coalition, s'était hâtée d'appeler les Russes de Corfou et les Anglais de Malte pour la délivrer de la présence des Français. Napoléon jura aussitôt que Naples cesserait d'appartenir à la maison de Bourbon, et repoussa la demande des plénipotentiaires autrichiens qui avaient désiré faire entrer Naples dans le traité : « Je serais trop lâche, dit Napoléon » à Talleyrand, si je supportais les outrages de cette mi» sérable cour de Naples. Vous savez avec quelle géné» rosité je me suis conduit envers elle, mais c'en est fait » maintenant, la reine Caroline cessera de régner en » Italie. Quoi qu'il arrive, vous n'en parlerez pas au » traité. C'est ma volonté absolue. »

L'Autriche se vit enfin obligée de subir toutes les conditions de l'empereur Napoléon. Elle nous abandonna l'Italie entière, Venise, l'Istrie et la Dalmatie, qui furent réunies au royaume d'Italie. La Bavière obtint le Tyrol allemand et italien ; elle céda la principauté ecclésiastique de Wurtzbourg à l'archiduc Ferdinand, qui abandonna à l'Autriche les principautés de Salzbourg et de Berchtesgaden, données en 1804 à cet archiduc. L'Autriche obtint encore les biens de l'ordre Teutonique, qui fut sécularisé. L'empire d'Autriche, dont les limites étaient mieux définies, déchut infiniment en cette circonstance. Il n'avait plus de port de mer ; son autorité avait cessé sur l'Allemagne, surtout depuis que les seigneuries immédiates avaient été supprimées. L'empereur faisait encore partie de la Confédération, mais il n'exerçait plus sur la Diète la puissance absolue qu'il avait possédée. On dit que la main des plénipotentiaires autrichiens trembla au moment de signer un pareil traité.

Digitized by Google

Talleyrand ayant consenti à abaisser à quarante millions l'indemnité de guerre, le traité fut définitivement adopté. La France s'était montrée trop exigeante, et l'Autriche avait été trop humiliée pour que ce traité pût avoir de la durée. La maison de Lorraine devait cependant recevoir encore de nouveaux coups avant de reprendre le rang de puissance de premier ordre qu'elle possède aujourd'hui.

Napoléon quitta l'empire d'Autriche au commencement de janvier 1806 et vint en Bavière jouir d'un véritable triomphe. Il assista une nuit au mariage du prince Eugène de Beauharnais avec la princesse Augusta, mettant ainsi le comble à son bonheur en unissant son fils adoptif à une maison qu'il croyait avoir rendue à jamais française. Elle devait cependant un jour abandonner son bienfaiteur, tourner ses armes contre lui et achever sa ruine.

CHAPITRE III.

Année 1806

§ I. *Mesures politiques et administratives de l'Empereur.* (*janvier — octobre*).

A la fin de l'année 1805, la fortune s'était déclarée en faveur des deux grandes puissances rivales. L'Angle-

Digitized by Google

terre était maîtresse absolue de la mer, et la France dominait sur terre. Cependant la confiance des deux grands peuples n'était pas la même. L'Angleterre sentait qu'en faisant de nouvelles conquêtes, Napoléon, s'il savait s'attacher les peuples, finirait par acquérir une telle prépondérance, qu'il ruinerait la nation anglaise et la contraindrait à reconnaître son empire. Pitt était lui-même accablé.

Je l'ai dit, pour triompher de l'Angleterre, il eût fallu plutôt rassurer l'Europe que la bouleverser. Napoléon devait comprendre qu'en changeant les habitudes des peuples, qu'en voulant refondre l'Europe pour la former à l'image de notre nouvelle France, il se créait une multitude d'ennemis toujours prêts à lever l'étendard. C'est cependant ainsi qu'il procédait. Il nous a d'ailleurs transmis ses vues, qui sont si curieuses que nous avons besoin de les transcrire ici. « Je voulais *agglomérer* et *concentrer* les mêmes peuples géographiques que les révolutions et la politique ont morcelés; former trois nations compactes des quinze millions d'Italiens, des trente millions d'Allemands, des quinze millions d'Espagnols; introduire parmi elles unité de lois, de principes, de sentiments, d'intérêts; faire ainsi du midi de l'Europe le contrepoids des nations du nord; enfin donner une extension gigantesque à l'influence politique exercée par la France, en créant un système d'*États fédératifs de l'Empire*, qui fît d'elle l'arbitre incontesté du continent et forçât l'Angleterre à donner au monde la liberté des mers. »

Ces grands projets, ces prétendues transformations contre nature, forçaient Napoléon *à combattre et à con-*

Digitized by Google

quérir pour conserver. Il s'était renfermé dans un cercle vicieux ; il devait en subir les conséquences.

Au lieu de trouver dans son entourage des conseillers pour lui exprimer franchement leur opinion, Napoléon ne voyait que des flatteurs, toujours disposés à développer son goût exagéré pour les conquêtes. Le Tribunat émit le vœu que, sur une des principales places de Paris, on élevât une colonne surmontée de la statue de l'empereur, avec cette inscription : *A Napoléon-le-Grand, la patrie reconnaissante*. Le Sénat se hâta de consacrer ce vœu, qui ne fut réalisé qu'après la campagne de Prusse, avec les canons pris sur l'ennemi. C'est de là qu'est sortie la colonne qui décore la place Vendôme à Paris.

La présence de Napoléon devenait nécessaire en France, afin de remédier au mal dangereux qui travaillait nos finances et tendait à les réduire au triste état où elles se trouvaient à l'avénement du nouveau pouvoir. La compagnie des *Négociants-Unis* avait donné une telle extension à ses affaires, qu'elle succombait sous le faix. En voulant soutenir les gouvernements de France et d'Espagne, cette Compagnie avait puisé dans le trésor de la France avec autant de facilité que dans sa caisse particulière. Napoléon voyant tout le désordre financier, conséquence inévitable d'un pareil système, admonesta très sévèrement Marbois. « Je vois ce dont il s'agit. C'est avec les » fonds du Trésor et avec ceux de la Banque, que la » compagnie des Négociants réunis a voulu suffire aux » affaires de la France et de l'Espagne. Et comme l'Es- » pagne n'avait rien à donner que des promesses de » piastres, c'est avec l'argent de la France qu'on a pourvu » aux besoins des deux pays. L'Espagne me devait un

Digitized by Google

» subside, et c'est moi qui lui en ai fourni un. Mainte-
» nant il faut que MM. Desprez, Vanderberghe et Ou-
» vrard m'abandonnent tout ce qu'ils possèdent, que
» l'Espagne me paie à moi ce qu'elle leur doit à eux, ou
» je mettrai ces messieurs à Vincennes et j'enverrai une
» armée à Madrid. »

La comptabilité avait été tellement embrouillée, que quand il fallut établir ce que la Compagnie devait au Trésor, on ne trouva d'abord d'autre chiffre que celui de soixante-treize millions, puis on l'éleva à quatre-vingt-quatre millions, enfin à l'énorme somme de cent quarante et un millions. La Compagnie aurait pu faire face à toutes ses obligations, si ses créanciers avaient été solvables. Le Trésor était redevable de quarante millions pour fournitures; il y avait encore à peu près pour la même somme d'autres valeurs dont l'Etat s'empara; le reste était dû par le gouvernement espagnol, avec qui on entra en négociation pour en obtenir la restitution.

La voie dans laquelle on marchait était évidemment funeste. La compagnie des Négociants-Unis avait payé jusqu'à dix-huit pour cent par an; Napoléon arriva en quelques mois à neuf, puis à six. Jugeant qu'en suivant le même système on touchait à une ruine indubitable, il résolut donc d'établir l'équilibre réel et non fictif entre les dépenses et les recettes. Pour solder l'arriéré qui se montait à soixante millions, et afin d'acquitter ce qui était dû à la caisse d'amortissement, il retira aux grands corps de l'Etat les biens-fonds dont il les avait dotés, et chargea le budget annuel d'un traitement convenable.

Le budget, élevé à huit cent vingt millions avec les frais de perception, ne pouvait être soldé avec les impôts

Digitized by Google

ordinaires; il fallait absolument en établir d'autres. Napoléon proposa, « outre le droit d'inventaire sur les boissons (droit perçu chez le propriétaire au moment de l'enlèvement), un autre droit sur le commerce en gros et sur la vente en détail, et pour cela l'exercice, c'est-à-dire la surveillance des boissons sur les routes et la descente des agents du fisc chez les commerçants en vins. Les contributions indirectes, qui produisaient déjà vingt-cinq millions, en devaient produire plus de cinquante par suite de cette extension. »

Il rétablit en même temps l'impôt du sel de manière à en retirer trente-cinq millions. C'est ainsi qu'il put atteindre le chiffre de huit cent vingt millions. Le budget de cette année fut porté à un quart en sus pour 1806. Un décret abolit le ridicule calendrier de 92, et rétablit le calendrier grégorien. L'exercice de 1806 eut ainsi quinze mois au lieu de douze.

Afin de remédier aux désordres qui s'étaient auparavant montrés, et pour ne pas livrer les finances de l'Etat à des compagnies qui pourraient en abuser, il voulut que la comptabilité du Trésor demeurât absolument étrangère à toutes les institutions financières des particuliers. Si l'Etat conserva un compte courant avec la Banque de France, il ne permit pas qu'il existât la même confusion qu'auparavant; surtout il prit toutes les mesures de prudence pour que les agents secondaires ne connussent pas les fonds qu'il retirait, parce que le besoin de fonds fait souvent soupçonner les projets que l'on forme. Il donna d'ailleurs une nouvelle organisation à la Banque, et la constitua de manière à n'être pas indépendante de l'Etat. Le président éligible qui était à

Digitized by Google

sa tête fut remplacé par un gouverneur nommé par l'empereur, qui la dirigerait dans le double intérêt du commerce et du Trésor. Trois receveurs généraux furent placés dans son conseil pour la lier davantage au gouvernement. Enfin la disposition d'après laquelle on proportionnait les escomptes au nombre d'actions possédées par les présentateurs d'effets, fut remplacée par une autre disposition bien plus sage, consistant à proportionner ces escomptes au crédit reconnu des commerçants qui les demandaient.

Ces occupations, si dignes d'un souverain, ne détournaient pas l'attention de l'empereur de la grande préoccupation des affaires extérieures. Haugwitz, ministre plénipotentiaire de la Prusse, ayant outrepassé ses pouvoirs en signant le traité de Schœnbrunn, le cabinet prussien témoigna un vif mécontentement lorsqu'il vit apporter un traité qui abandonnait une partie de la monarchie prussienne pour une autre plus importante, il est vrai, mais sur l'acceptation de laquelle on aurait dû au moins consulter le plus intéressé, le roi Frédéric. Pour se justifier, le plénipotentiaire rappelait la situation faite aux peuples coalisés après la terrible journée d'Austerlitz. « Du reste, disait-il, rien n'était compromis ; se fondant sur ce que la situation avait d'extraordinaire, d'imprévu, il n'avait pris avec Napoléon que des engagements conditionnels, soumis plus expressément que de coutume à la ratification de sa cour. Les choses étaient donc entières. On pouvait, si on était aussi hardi qu'on s'en vantait, aussi sensible à l'honneur, aussi peu sensible à l'intérêt qu'on prétendait l'être, on pouvait ne pas ratifier le traité de Schœnbrunn. Il avait prévenu

Digitized by Google

Napoléon, auquel il avait annoncé que, traitant sans avoir d'instructions, il traitait sans s'engager. On pouvait opter entre le Hanovre ou la guerre avec Napoléon. La position était encore ce qu'elle avait été à Schœnbrunn, sauf qu'il avait gagné le mois qu'on avait déclaré nécessaire à l'organisation de l'armée prussienne.»

Ce qui faisait surtout repousser le traité, c'était la situation dans laquelle la Prusse allait se trouver par rapport à l'Angleterre, qui ne manquerait pas de se venger cruellement sur tout le commerce prussien. Les principaux personnages de la monarchie, appelés à donner leur avis sur cette énorme difficulté, conclurent à l'acceptation du traité, mais avec des modifications que Haugwitz repoussa de toutes ses forces, assuré qu'on exciterait par là la colère de l'empereur Napoléon et qu'on attirerait les armes de la France contre la Prusse. Ces modifications portaient surtout sur le concours qu'on demandait au gouvernement prussien dans les luttes que la France pourrait avoir contre les gouvernements étrangers. La Prusse, se voyant dans l'avenir entraînée à la remorque de l'insatiable et turbulent empereur des Français, craignait donc d'être obligée de combattre contre l'Angleterre, contre la Russie, contre l'Autriche et même contre l'Italie.

Lorsque Napoléon connut le refus du roi de Prusse de ratifier le traité de Schœnbrunn, il commença à désespérer de l'alliance prussienne; dès-lors il forma le dessein de reprendre le Hanovre et de s'en servir pour se réconcilier avec l'Angleterre et faire une paix si désirable pour le repos du monde.

Haugwitz, envoyé à Paris pour obtenir les modifica-

Digitized by Google

tions exigées par le cabinet prussien, peignit avec d'assez vives couleurs la triste position dans laquelle il s'était trouvé, et la lutte qu'il avait soutenue seul contre les grands de la monarchie prussienne. « Je ne veux pas » vous contraindre, dit Napoléon à Haugwitz, je vous » offre toujours de remettre les choses sur l'ancien pied, » c'est-à-dire de reprendre le Hanovre en vous rendant » Anspach, Clèves et Neufchâtel. Mais si nous traitons, » si je vous cède de nouveau le Hanovre, je ne vous » le céderai plus aux mêmes conditions, et j'exigerai » en outre que vous me promettiez de devenir les fi- » dèles alliés de la France. Si la Prusse est franchement, » publiquement avec moi, je n'ai plus de coalition eu- » ropéenne sur les bras, je viendrai bien à bout de l'An- » gleterre. Mais il ne me faut pas moins que cette certi- » tude pour vous faire don du Hanovre et pour avoir la » conviction que j'agis sagement en vous le donnant. »

Napoléon consentit volontiers à reviser le traité; mais il voulut le faire entièrement à son avantage. Quelques additions devaient être faites à la Prusse à Bareuth, il les supprima. Il n'avait pas été stipulé dans le premier traité que l'Elbe et le Weser seraient fermés aux Anglais; cette clause y fut insérée. L'obligation de seconder la France dans la défense de son territoire s'étendit à toutes les atteintes qu'on pourrait porter à nos propriétés, soit en France, soit en Italie ou en Allemagne, et même à celles de nos alliés. Ce traité, signé à Paris le 15 février, ne renfermait donc que des obligations de plus et des profits de moins. Aussi Haugwitz, n'osant le porter lui-même à Berlin, en envoya une copie et demeura de sa personne à Paris, où il n'entendait pas les plaintes et

Digitized by Google

les murmures de ses ennemis et de ceux de la France. Ce traité fut accepté; mais lorsque Haugwitz rentra en Prusse, il fut insulté, ses fenêtres furent brisées; et quand le roi, pour le récompenser, l'eut appelé au ministère, tous ses agents, afin de ruiner ses plans, le trahissaient au lieu de le servir. Nous verrons bientôt quelles furent, pour la Prusse, les conséquences des mesures téméraires de ses agents.

Cependant se consommait la ruine de la maison des Bourbons de Naples. Le lecteur se rappelle qu'après la bataille de Trafalgar, la reine de Naples avait appelé douze mille Russes et six mille Anglais pour l'aider à repousser les Français. Napoléon, vainqueur de l'Autriche, ordonna à Masséna de marcher aussitôt sur Naples, d'en chasser les étrangers et de soumettre le pays. Les Anglais et les Russes n'osèrent point attendre le lieutenant de Napoléon; ils se hâtèrent de se rembarquer quand ils virent les Français traverser le Garigliano sans obstacle et s'avancer en trois colonnes, l'une sur Gaëte, l'autre sur Capoue, et la troisième contre la Pouille et les Abruzzes. La cour de Naples, après avoir inutilement fait toutes les propositions imaginables pour obtenir la paix, se retira dans la Sicile. Tout le royaume de Naples se soumit sans difficulté, excepté Gaëte, qui fit la plus vive résistance.

Joseph Bonaparte prit possession de Naples au nom de la France, et commença à y organiser une administration, tâche d'autant plus difficile qu'on voulait former le nouveau royaume sur le modèle de la constitution française. Les grands, reconnaissant leur impuissance, demeurèrent paisibles et manifestèrent même le désir de seconder le nouveau gouvernement.

Digitized by Google

Un autre prince français, Eugène, le fils adoptif de l'empereur, prenait en même temps possession de la Vénétie et de la Dalmatie, et réunissait ces belles provinces au royaume d'Italie, dont il avait le gouvernement. Napoléon avait vu surtout avec beaucoup de satisfaction unir la Dalmatie au royaume d'Italie, parce qu'il touchait ainsi à l'empire Ottoman et qu'il espérait, en se trouvant sur ses limites, l'obliger à adopter la politique qui, depuis tant de siècles, avait servi les intérêts de la France.

L'Autriche avait mis la plus grande promptitude à réaliser le traité de Presbourg, parce qu'elle voulait se débarrasser de la présence des Français, qui faisaient horriblement souffrir les populations allemandes. Ne recevant qu'une faible partie de sa solde, étant obligé de tirer des vivres du pays où il se trouvait, le soldat, devenu insolent, maraudeur, pillard, se livrait aux plus grands excès. Nous avons connu de ces vieux soldats de 1805; effrayés à la nouvelle de l'invasion de 1814, ils disaient que si les alliés nous faisaient autant souffrir qu'ils avaient eux-mêmes causé de mal en pays étranger, on devait trembler pour la France; triste témoignage de l'indiscipline de nos troupes et de la faiblesse de nos généraux, qui croyaient peut-être contribuer à la valeur de leurs soldats par la licence. Lorsque l'Autriche eut rempli toutes les conditions du traité de Presbourg, nos troupes quittèrent le territoire autrichien pour rentrer en Bavière. Ce peuple ami s'était fatigué à son tour; on plaça nos légions dans les parties cédées à la Bavière et au Wurtemberg, qui n'étaient pas encore réunies à ces deux royaumes. Ces deux puissances, le Wurtemberg surtout, semblaient avoir appris des Français à ne

Digitized by Google

rien respecter. La noblesse immédiate fut privée de tous les droits féodaux, et vit même ses domaines envahis et spoliés. On aurait dit que ces rois, de date si récente, avaient pris pour adage cette horrible maxime de notre république : *Guerre aux châteaux, paix aux chaumières.* Une fois que l'homme a abandonné les principes sacrés de la justice, il n'y a plus rien de saint pour lui, quelqu'élevé qu'il soit; les princes corrompus se laissent entraîner dans les abîmes les plus profonds.

Le monde politique était alors dans une grande attente. Pitt, le fameux ministre anglais, le grand antagoniste de Napoléon, l'auteur principal de la puissance maritime sans rivale de l'Angleterre, se mourait. Tous les partis qui l'avaient attaqué pendant sa vie, voulurent s'honorer en lui rendant les plus grands hommages. à sa mort. Quoique Pitt eût rempli pendant tant d'années la première charge du royaume britannique, il mourut pauvre et chargé de dettes. La reconnaissance publique voulut les acquitter. Une motion fut présentée au Parlement à cet effet. Quelques membres l'ayant combattue, Fox se leva pour la défendre. « J'honore, s'écria-t-il avec » un accent qui remua l'assemblée des communes, j'ho» nore mon illustre adversaire, et je regarde comme la » gloire de ma vie d'avoir été quelquefois appelé son ri» val. » Et, séparant le vote du subside de la cause politique que Pitt avait défendue, il condamna celle-ci et accepta avec acclamation le crédit demandé. Tout le monde comprit le vote de Fox et applaudit à la noblesse de son langage. Un million cinq cent mille francs furent consacrés au paiement des dettes de Pitt, qui fut enseveli à Westminster.

Digitized by Google

Si Napoléon avait aperçu en lui-même les défauts qu'il voyait en Pitt, il se serait hâté de profiter de l'avénement de Fox aux affaires pour rétablir de bonnes relations entre la France et l'Angleterre. Fox, à peine arrivé au pouvoir, donna à Napoléon une preuve touchante de bienveillance. Un assassin s'étant présenté pour offrir son bras contre l'empereur des Français, non-seulement Fox refusa de le soudoyer, mais il écrivit sur-le-champ à Talleyrand pour lui dénoncer une proposition si détestable. Notre ministre des affaires étrangères fit à cette communication une noble réponse.

« J'ai mis, écrivait M. de Talleyrand, sous les yeux de » Sa Majesté la lettre de Votre Excellence. — Je recon- » nais là, s'est-elle écriée, les principes d'honneur et de » vertu qui ont toujours animé M. Fox. Remerciez-le de » ma part, a-t-elle ajouté, et dites-lui que, soit que la » politique de son souverain nous fasse rester encore » longtemps en guerre, soit qu'une querelle inutile pour » l'humanité ait un terme aussi rapproché que les deux » nations doivent le désirer, je me réjouis de nouveau du » caractère que, par cette démarche, la guerre a déjà pris, » et qui est le présage de ce qu'on peut attendre d'un ca- » binet dont je me plais à apprécier les principes d'après » ceux de M. Fox, qui est l'un des hommes les mieux » faits pour sentir en toutes choses ce qui est beau et ce » qui est vraiment grand. »

Des propositions de paix ne pouvaient être plus honorablement présentées. Fox, le grand antagoniste de la guerre pendant le ministère de Pitt, saisit la circonstance et se montra disposé à conclure la paix sur des bases qui devaient convenir aux deux nations; car, à de faibles

Digitized by Google

exceptions près, il acceptait l'*Uti possidetis* pour principe préliminaire.

En acceptant cette base, Napoléon y mettait deux conditions qui devaient déplaire à l'Angleterre; il ne voulait point de traité de commerce et repoussait toute espèce de traité collectif entre la France d'une part, l'Angleterre et la Russie de l'autre. « L'empereur est persuadé, disait » M. de Talleyrand, que la vraie cause de la rupture de » la paix d'Amiens n'est autre que le refus de conclure » un traité de commerce. Soyez bien averti que l'empe- » reur, sans refuser certains rapprochements commer- » ciaux, s'ils sont possibles, n'admettra aucun traité nui- » sible à l'industrie française, qu'il entend protéger par » toutes les taxes ou prohibitions qui pourront en favo- » riser le développement. » Napoléon voulait avoir chez lui une liberté absolue de n'admettre les étrangers que quand il voudrait, comme il le voudrait et pour les affaires qu'il voudrait. Ce n'étaient pas là des preuves d'une amitié bien sincère, c'était l'égoïsme national établi en principe.

En refusant des négociations collectives, afin d'avoir plus d'indépendance et de condamner en même temps les coalitions formées contre lui, Napoléon mettait Fox dans une fausse position, car il y avait un article du traité passé entre la Russie et l'Angleterre, par lequel ces deux nations s'engageaient à ne pas faire la paix l'une sans l'autre. Fox tenait fortement à ce que son pays fût fidèle à sa parole. D'ailleurs il ne voyait dans la paix collective qu'un moyen de la rendre plus durable. Plusieurs circonstances se réunirent pour lever les difficultés qui pouvaient encore exister. Nous avions alors un

Digitized by Google

grand nombre d'Anglais des meilleures familles détenus à Verdun depuis la rupture de la paix d'Amiens. Fox ayant demandé la liberté de quelques-uns d'entre eux, Napoléon les délivra tous. Le ministre anglais, usant de générosité, relâcha un égal nombre de Français, parmi lesquels nous devons citer l'amiral de Villeneuve et Lucas, capitaine commandant du *Redoutable* à Trafalgar.

Parmi les prisonniers anglais à qui Napoléon rendit la liberté, il y en avait un qui était très lié avec Fox et en qui on pouvait avoir pleine et entière confiance, c'était lord Yarmouth, Anglais moins rempli de morgue que ses concitoyens et qui comprenait mieux les avantages de la paix. L'empereur des Français voulut l'entretenir avant son départ et lui communiquer ses vues et ses désirs.

Le motif principal pour lequel Fox n'avait pas voulu négocier venait de cesser; la France s'était rapprochée de la Russie, dans une circonstance qui semblait devoir l'en éloigner davantage, et on espérait arriver à un traité de paix. Les Français chargés d'occuper la Dalmatie devaient s'emparer des bouches du Cattaro, fleuve important par lequel on peut pénétrer dans l'intérieur du pays. Le commandant autrichien, ayant suivi les anciennes instructions de son gouvernement, livra ce poste aux Russes. L'empereur des Français s'abandonna à la plus vive colère et envoya aussitôt faire des menaces à l'Autriche, lui prescrivant de chasser elle-même les Russes de Cattaro, si elle ne voulait voir la guerre recommencer. Il ordonna à la garnison française qui allait quitter Braunau de demeurer dans cette place jusqu'à ce que satisfaction complète nous fût accordée.

Digitized by Google

Peu satisfait de la déclaration de l'Autriche qui, en désavouant son agent, le condamnait d'avoir agi contre ses instructions et se montrait disposée à le punir, Napoléon persista à exiger de l'empereur François II qu'il chassât les Russes de Cattaro. François envoya aussitôt à la cour de Russie pour lui exposer sa situation et la conjurer d'ordonner à ses soldats de quitter les bouches du Cattaro. Alexandre chargea d'Oubril de se rendre à Vienne pour y traiter la question non-seulement avec l'Autriche, mais encore avec le ministre français. A son arrivée à Vienne, Oubril, dans le dessein de se mettre plus directement en relations avec le gouvernement français, demanda des passeports pour Paris, et se rendit dans cette capitale pour essayer de réconcilier les deux cours de Russie et de France. L'Anglais Yarmouth arrivait presque dans les mêmes circonstances, muni de pouvoirs suffisants pour traiter avec la France. Jamais Napoléon ne s'était trouvé dans une pareille situation; il voyait l'Europe à ses pieds, prête à accepter les conditions qu'il voudrait lui faire. Au lieu de hâter les négociations, Napoléon voulut les traîner en longueur, afin d'exécuter un projet qui travaillait depuis quelque temps son imagination.

L'esprit de l'empereur, toujours en activité, formait les plans les plus extraordinaires et souvent les plus bizarres, lorsqu'il avait un moment de repos et qu'il n'était point lié par une de ces occupations fortes qui saisissent toute la puissance de l'homme. Le nom de Charlemagne avait souvent retenti à ses oreilles. Quand il rétablissait la religion, on lui parlait de Charlemagne qui avait donné un riche patrimoine à Saint-Pierre ; quand il

Digitized by Google

guerroyait en Allemagne, on lui montrait Charlemagne rétablissant l'ordre et la paix dans ces contrées et dominant toutes ces régions. Le gouvernement de Charlemagne se résumait en quelques grands points qu'il est nécessaire de rapporter, pour voir comment Napoléon voulait les réaliser. Charlemagne avait posé l'unité de l'empire d'Occident comme principe culminant. Au-dessous de l'empereur, des rois qui étaient ses simples lieutenants; ces rois avaient plus de pouvoir que de simples gouverneurs : ils avaient la puissance législative afin de faire des lois en rapport avec les besoins et les mœurs des peuples qu'ils régissaient; au-dessous des rois, des comtes, des ducs, pour administrer de petites contrées, avoir l'œil sur tous les individus : c'est tout ce système qu'il voulait ressusciter.

Napoléon avait des États à donner, il pouvait créer des rois qui seraient ses simples lieutenants. Il avait déjà le royaume d'Italie, le royaume de Naples, le royaume de Hollande; c'était là le premier degré des vassaux qu'il voulait avoir. Au-dessous d'eux, il constituait des princes, des ducs, des comtes et des barons. Il avait les duchés de Lucques, de Guastalla, de Berg, de Parme et de Plaisance, la principauté de Neufchâtel. Il s'emparait des principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, qui faisaient partie du domaine de l'Eglise déjà si restreint. Il voulait ainsi punir Pie VII, parce que ce saint et vénéré pontife, plein de fidélité à ses devoirs, blâmait l'usurpation des biens ecclésiastiques en Allemagne et refusait de donner l'institution canonique aux évêques nommés pour occuper les siéges dépouillés. Napoléon, qui croyait que le Saint-Siége pouvait briser tous les liens spirituels

Digitized by Google

comme lui-même tranchait tous les droits avec son épée, prétendait que le Pape annulât le mariage que son frère Jérôme avait contracté en Amérique avec une protestante. Le lien du mariage validement contracté est indissoluble, aucune puissance ne peut le détruire. Napoléon, irrité de voir un pape lui résister tandis que toutes les puissances se soumettaient à lui, prit tout d'abord Bénévent et Ponte-Corvo, en attendant mieux.

La création de ce petit nombre de principautés ne suffisait pas pour satisfaire tous les grands officiers de l'empereur. Comme ils s'indemnisaient en pillant les pays où ils se trouvaient, Napoléon, pour les déterminer à quitter ces déplorables procédés, les assura qu'il songeait à eux : « Dites-leur, avait-il écrit à Eugène et à Joseph, » auprès desquels étaient alors employés plusieurs des » officiers dont il venait de redresser la conduite, dites-» leur que je leur donnerai plus qu'ils ne pourraient ja-» mais prendre eux-mêmes, que ce qu'ils prendraient » les couvrirait de honte, que ce que je leur donnerai » leur fera honneur et sera le témoignage immortel de » leur gloire, qu'en se payant de leurs mains, ils vexe-» raient mes peuples, rendraient la France l'objet des » malédictions des vaincus; ce que je leur donnerai au » contraire, accumulé par ma prévoyance, ne sera une » spoliation pour personne. Qu'ils attendent, avait-il » ajouté, et ils seront riches, honorés, sans avoir à rou-» gir d'aucune concussion. » Peu après, il créa en leur faveur les duchés de Dalmatie, d'Istrie, de Frioul, de Cadore, de Bellune, de Conégliano, de Trévise, de Feltre, de Bassano, de Vicence, de Rovigo, de Padoue, de Gaëte, de Tarente, d'Otrante, de Reggio, de Massa, de Plai-

Digitized by Google

sance, etc. Les titulaires de ces différents duchés n'avaient pas sur ces terres les droits de souveraineté que les ducs de Charlemagne avaient sur leurs domaines, mais ils avaient le quinzième des revenus.

Cette grande organisation, si singulière pour l'époque, ne satisfaisait pas encore Napoléon. Charlemagne ayant dominé sur l'Allemagne, il voulait aussi dominer sur l'Allemagne et avoir le pouvoir impérial allemand qui remontait jusqu'à Charlemagne, dont les empereurs d'Allemagne se prétendaient les successeurs. Quoiqu'il ne manquât pas d'audace, il n'osa cependant priver François II du titre d'empereur; il résolut de lui laisser ce titre, mais de lui ôter sur toute l'Allemagne un pouvoir qu'il voulait s'attribuer à lui-même. C'est alors qu'il forma le dessein de constituer la Confédération du Rhin, dont il voulait être le protecteur, c'est-à-dire le maître. L'archevêque de Ratisbonne, archichancelier, voyant l'empire germanique tomber de toutes parts, demanda lui-même une nouvelle constitution de la Germanie, en prenant Napoléon pour chef.

« La nation germanique, disait-il, a besoin que sa » constitution soit régénérée; la majeure partie de ses » lois ne présente que des mots vides de sens depuis » que les tribunaux, les cercles, la Diète de l'empire, » n'ont plus les moyens nécessaires pour soutenir les » droits de propriété et de sûreté personnelle des indivi- » dus qui composent la nation, et que ces institutions ne » peuvent plus protéger les opprimés contre les attentats » du pouvoir arbitraire et de la cupidité. Un tel état est » anarchique ; les peuples supportent les charges de l'é- » tat civil sans jouir de ses principaux avantages, posi-

Digitized by Google

» tion désastreuse pour une nation foncièrement esti-
» mable par sa loyauté, son industrie, son énergie pri-
» mitive. La constitution germanique ne peut être ré-
» générée que par un chef de l'empire d'un grand ca-
» ractère, qui rende la vigueur aux lois en concentrant
» dans ses mains le pouvoir exécutif. Les États de l'em-
» pire n'en jouiront que d'autant mieux de leurs do-
» maines, lorsque les vœux des peuples seront exposés et
» discutés à la Diète, les tribunaux mieux organisés et la
» justice administrée d'une manière plus efficace. Sa Ma-
» jesté l'empereur d'Autriche, François II, serait en par-
» ticulier respectable par ses qualités personnelles, mais
» dans le fait le sceptre d'Allemagne lui échappe, parce
» qu'il a maintenant la majorité de la Diète contre lui,
» qu'il a manqué à sa capitulation en occupant la Ba-
» vière, en introduisant les Russes en Allemagne, en dé-
» membrant des parties de l'empire pour payer des fautes
» commises dans les querelles particulières de sa maison.
» Puisse-t-il être empereur d'Orient, pour résister aux
» Russes, et que l'empire d'Occident renaisse en l'empe-
» reur Napoléon tel qu'il était sous Charlemagne, com-
» posé de l'Italie, de la France et de l'Allemagne ! Il ne
» paraît pas impossible que les maux de l'anarchie fas-
» sent sentir la nécessité d'une telle régénération à la
» majorité des électeurs ; c'est ainsi qu'ils choisirent
» Rodolphe de Habsbourg après les troubles du grand
» interrègne. Les moyens de l'archichancelier sont très
» bornés, mais c'est au moins avec une intention pure
» qu'il compte sur les lumières de l'empereur Napoléon,
» nommément dans les objets qui pourront agiter le midi
» de l'Allemagne, plus particulièrement dévoué à ce

Digitized by Google

» monarque. La régénération de la constitution germa-
» nique a été de tout temps l'objet des vœux de l'élec-
» teur archichancelier. Il ne demande et n'accepterait
» rien pour lui-même; il pense que si Sa Majesté l'empe-
» reur Napoléon pouvait se réunir en personne chaque
» année pour quelques semaines, à Mayence ou ailleurs,
» avec les princes qui lui sont attachés, les germes de la
» régénération germanique se développeraient bientôt.
» M. d'Hédouville a inspiré une parfaite confiance à l'é-
» lecteur archichancelier, qui sera charmé s'il veut bien
» exposer ces idées dans toute leur pureté à Sa Majesté
» l'empereur des Français et à M. de Talleyrand. »

Napoléon, qui n'osa admettre toutes les vues de l'archichancelier, parce qu'il aurait soulevé l'Europe contre lui, fit préparer la constitution confédérative du Rhin, qui mettait les Etats secondaires de l'Allemagne sous son protectorat ou plutôt sous son absolue dépendance. Ces Etats étaient : ceux des rois de Bavière et de Wurtemberg, le prince archichancelier, archevêque de Ratisbonne, les grands-ducs de Baden, de Berg, de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau, Hohenzollern, de Salm-Salm, de Salm-Kirbourg, d'Isembourg, de Lichtenstein, le duc d'Aremberg et le comte de la Leyen.

L'empereur des Français, en sa qualité de protecteur, nomma lui-même le primat de la Confédération germanique, et dans le cas de guerre, il déterminait à l'avance la part du contingent que tous devaient fournir.

Ces princes, qui se plaçaient si hardiment sous le patronage de Napoléon, ne songeaient guère qu'il en dépouillerait un jour plusieurs pour former des Etats en faveur de ses frères.

Digitized by Google

On a tant reproché aux Papes leur népotisme; ont-ils jamais fait ce que Napoléon fit pour sa famille, dont il fut en effet l'esclave? C'est en 1806 que commence cette création de rois qui ne doit s'arrêter qu'à sa chute.

Joseph obtint le premier une couronne et fut établi roi de Naples, dont la dynastie bourbonienne avait été obligée de se retirer en Sicile, comme nous l'avons dit.

La Hollande, qui avait des habitudes républicaines peu en rapport avec les idées que l'empereur voulait faire prévaloir, fut aussi érigée en royaume pour garantir notre frontière du côté du nord. La Hollande, après avoir essayé de changer les pensées de Napoléon, finit par accepter le sort qu'on lui réservait, et demanda pour roi Louis Bonaparte, qu'on disait ami de la liberté. En l'envoyant en Hollande, l'empereur lui dit : « *Ne cessez jamais d'être Français.* La » dignité de connétable que je vous conserve, vous re- » tracera les devoirs que vous avez à remplir envers moi » et l'importance que j'attache à la garde des places fortes » que je vous confie. »

Napoléon, convaincu qu'une monarchie ne peut subsister sans une grande noblesse, créa alors de grands fiefs qui relevaient immédiatement de la couronne. Elisa Bonaparte fut créée princesse de Piombino et Lucques; Pauline, princesse de Guastalla; Murat, duc de Berg et de Clèves; Berthier, prince de Neufchâtel; Talleyrand, prince de Bénévent; Bernadotte, prince de Ponte-Corvo.

Toutes ces mesures politiques avaient produit une profonde sensation au dehors; elles influèrent incontestablement sur les négociations relatives à la paix que la France, l'Angleterre et la Russie suivaient alors. Lorsque

Digitized by Google

Oubril, plénipotentiaire russe, fut arrivé à Paris, il se mit en rapport avec Talleyrand, qui tâcha de lui persuader qu'aucun démêlé sérieux ne pouvait exister entre les deux empires, français et russe. Cela était vrai, si l'on mettait de côté les influences et les considérations pour l'avenir. En envisageant le présent comme fait matériel, la France n'avait porté aucune atteinte au sol russe; mais la Russie, comprenant qu'en présence d'un homme aussi ambitieux que Napoléon, un Etat qui s'isole est un Etat exposé à se voir attaqué un jour, considérant d'ailleurs que les empires, aussi bien que les individus, ont besoin d'influence, ne voulait pas séparer sa cause de celle de ses alliés malheureux. Elle voulait une indemnité pour le roi de Piémont et un Etat convenable pour la maison de Naples.

Talleyrand parvint à faire signer au plénipotentiaire russe un traité dans lequel on stipula, comme nous l'avons déjà indiqué, « l'évacuation de l'Allemagne, l'indépendance de la république de Raguse, l'intégrité de l'empire turc. Dans ces mêmes articles on promit les bons offices des deux puissances contractantes pour terminer les différends survenus entre la Prusse et la Suède, et la France accepta formellement les bons offices de la Russie pour le rétablissement de la paix avec l'Angleterre, toutes choses qui conservaient à la Russie ces dehors d'influence qu'elle désirait ne pas perdre. On promit de nouveau l'indépendance des sept îles et l'évacuation immédiate des bouches du Cattaro. Dans les articles secrets on accorda les Baléares au prince royal de Naples, mais avec une condition, de n'y pas recevoir les Anglais en temps de guerre. On assura une pension à sa mère et

Digitized by Google

à son père, et on stipula la conservation de la Poméranie suédoise à la Suède, dans les arrangements qui devaient être négociés entre la Suède et la Prusse (1). »

Lord Yarmouth, envoyé pour traiter avec la France au nom de l'Angleterre, fut extrêmement surpris de la conclusion du traité de paix passé par le plénipotentiaire russe sans sa participation. Il exhiba aussitôt ses pouvoirs et marcha si vite dans les négociations, qu'il n'y eut bientôt plus de difficulté que relativement à la Sicile, que la Russie voulait conserver à l'infortunée maison royale de Naples. Napoléon prétendait unir cette île au royaume de Naples, afin de ne pas la laisser au pouvoir des Anglais, qui, sous prétexte de protéger la reine de Naples, devaient y dominer.

L'Angleterre, craignant la faiblesse de lord Yarmouth, lui adjoignit lord Landerdale, tory beaucoup plus ferme. Sans vouloir contester les bases du traité arrêté précédemment, il demanda, avant d'arriver à un arrangement définitif, un délai suffisant pour connaître l'accueil qu'on aurait fait en Russie au traité signé par Oubril. L'empereur Alexandre ayant refusé de le ratifier, ce refus amenait de nouvelles complications et brisait tout espoir de paix.

La Prusse ne fut pas étrangère à cette grave détermination. Le duc de Brunswick, envoyé en mission en Russie, avait confirmé l'autocrate dans ses résolutions de demeurer en état d'hostilité avec la France. La certitude de se voir appuyée par la grande puissance du Nord, donna beaucoup plus de confiance à la Prusse, qui fut

(1) Thiers.

Digitized by Google

consternée des propositions de paix. « L'Allemagne de-
» viendra-t-elle ce que sont devenues la Suisse, l'Italie
» et la Hollande? C'est à l'Allemagne à opérer l'affran-
» chissement général, à restituer à la France une exis-
» tence tranquille et harmonieuse, qui la réconciliera
» avec tous les peuples et avec elle-même. »

Des négociations, cependant, avaient été ouvertes entre le gouvernement prussien et le gouvernement français; mais l'agitation qui régnait à Berlin ne permettait guère d'en attendre une solution pacifique. La nation entière, indignée de l'abaissement du nom allemand, demandait la guerre, qui aurait pu être sinon conjurée, du moins retardée, si la paix avec l'Angleterre avait été conclue; mais Fox mourut dans cette circonstance, laissant le pouvoir aux ennemis de l'empereur. Avant de suivre cette nouvelle phase politique, il est nécessaire de jeter un coup-d'œil sur la situation intérieure.

Les grandes occupations de la guerre et de la politique ne fournissant pas assez d'aliment à l'activité dévorante de l'esprit de Napoléon, il faisait exécuter de grands travaux d'art et d'utilité publique. Il prescrivit d'élever dans la magnifique basilique de Saint-Denis, devenue l'objet de son attention, quatre chapelles sépulcrales, dont trois étaient destinées aux rois des trois premières races, la quatrième était réservée pour lui et pour ses successeurs. Les tombeaux des rois ayant été violés en 93, il ordonna que des marbres porteraient les noms des rois ensevelis dans cette basilique si riche en souvenirs. L'empereur institua un chapitre de douze anciens évêques pour prier perpétuellement dans cet asile funèbre.

Sainte-Geneviève fut terminée, et dut toujours servir

Digitized by Google

de sépulture aux hommes les plus remarquables de l'époque. Afin de lui donner un caractère religieux, le chapitre de Notre-Dame eut un nombre d'ecclésiastiques assez considérable pour pouvoir desservir les deux églises.

La colonne Vendôme, modelée sur celle de Trajan, allait être fondue avec des canons pris sur les ennemis; l'arc-de-triomphe de la place du Carrousel s'élevait; Napoléon formait même le projet d'unir le Louvre aux Tuileries afin d'en faire un seul palais, le plus grand du monde. Se plaçant un jour devant la colonnade du Louvre, il faisait le plan de continuer la rue de la Paix jusqu'à la barrière du Trône, de manière que du bois de Vincennes on pût apercevoir les arbres des Champs-Elysées. Nous voyons de nos jours le commencement de cette grande œuvre. De nouvelles fontaines répandaient nuit et jour de l'eau dans les rues de Paris. Le magnifique pont d'Iéna allait faciliter le passage de la Seine vis-à-vis le Champ-de-Mars. Les canaux de l'Ourcq, de Saint-Quentin, de Bourgogne; les routes du mont Cenis, du Simplon, de Metz à Mayence, se poursuivaient avec la plus grande activité.

L'éducation de la jeunesse préoccupait vivement Napoléon. S'il avait trouvé dans le clergé cette obéissance servile qu'il voulait partout, il l'eût probablement établi le dépositaire de l'instruction; mais jugeant déjà que les ministres de Jésus-Christ ne plieraient point sous sa volonté despotique, il voulut établir un corps enseignant qui relevât uniquement du gouvernement.

La loi du 10 mai 1806 fonda l'Université et en fit un corps chargé de former la jeunesse. Le grand empereur avait pris pour base de l'instruction le catholicisme, qu'il

Digitized by Google

voulait être la règle vivante et pratique des maîtres; il eût même désiré que les professeurs fissent une sorte de vœu du célibat. L'Université, une fois fondée, sut s'affranchir non-seulement du célibat, mais du catholicisme, et on sait ce que sont devenues ses doctrines philosophiques.

Une des pensées de Napoléon, en constituant son Université, avait été de donner à l'éducation une direction militaire, afin de former les soldats dont il avait besoin, car il ne devait point rester en repos; la trompette guerrière déjà se faisait entendre; la Prusse téméraire l'appelait au combat. Encore toute fière de sa vieille réputation sous le grand Frédéric, la Prusse se croyait la première puissance militaire du monde, opinion que partageaient quelques peuples, qui ne considéraient point que l'art de la guerre avait marché depuis quelques années, que les Prussiens, n'ayant pris aucune part aux guerres faites par Bonaparte, n'étaient point formés à sa tactique, et qu'ils n'avaient point cet exercice et cette habitude de la guerre qui contribuent tant à donner de la vigueur et du courage au soldat. Quoique, à son avis, les soldats prussiens de son temps fussent loin de valoir ceux du grand Frédéric, Napoléon crut devoir prendre toutes les mesures commandées par la prudence pour attaquer des ennemis qu'on représentait comme si redoutables.

Si l'empereur n'avait eu à se préoccuper que de la Prusse, cette guerre l'eût fort peu inquiété, mais il devait porter son attention sur son immense empire et le protéger contre les attaques qui pouvaient l'assaillir. Joseph n'avait d'abord rencontré aucun ennemi dans le royaume de Naples; excepté Gaëte qui se défendait tou-

Digitized by Google

jours, tout le reste du pays s'était soumis sans opposition. Des flatteurs vantaient son gouvernement et lui persuadaient qu'il était bien plus aimé que celui de la reine Caroline. Napoléon le prémunit contre cette illusion et lui traça la conduite qu'il avait à suivre; il lui recommandait d'être juste et ferme, lui conseillait de ne pas tant tenir à l'amour de ses nouveaux sujets qu'à leur estime, lui prescrivant comme moyen dissolvant de la noblesse et de toute caste supérieure, l'application de notre Code civil égalitaire.

Joseph dut bientôt s'apercevoir que le peuple napolitain ne lui était point favorable; car les Anglais, encouragés par la défense prolongée de Gaëte, ayant tenté de descendre à Sainte-Euphémie, produisirent dans toute la Calabre une très vive agitation. Le général Stuart ayant fait éprouver un échec à l'imprudent Regnier, les Calabrais se mirent à courir sus aux Français, et égorgèrent sans pitié tous ceux qu'ils purent saisir. Par une conduite digne de tous les éloges, le général anglais racheta les soldats dix ducats et les officiers quinze, afin de les arracher à la mort.

Masséna, qui dirigeait le siége de Gaëte et en hâtait les travaux, ayant fait une large brèche à ces remparts regardés comme inexpugnables, força les assiégés à demander à capituler. La garnison fut autorisée à se retirer en Sicile, après avoir promis de ne point servir contre le roi Joseph. Masséna se porta alors en Calabre, chassa les Anglais et rétablit l'ordre dans la province.

Quelques petites difficultés élevées en Dalmatie furent réprimées en quelques jours et déterminèrent la réunion de la petite république de Raguse à cette province. Afin

Digitized by Google

de maintenir la tranquillité en Italie pendant la guerre qu'il allait faire en Allemagne, Napoléon dispersa de petits corps dans toute l'Italie et les plaça de manière qu'en peu de jours ils pussent se réunir et former une armée de quatre-vingt mille hommes, qui, ayant Masséna à leur tête, devaient facilement avoir raison des Autrichiens démoralisés. L'empereur pouvait donc être tranquille sur ce point.

La Hollande était aussi pour lui un sujet d'assez graves inquiétudes. La Hollande, appauvrie par la stagnation du commerce, était cependant obligée de payer des impôts considérables pour la formation d'une armée et pour la création d'un gouvernement entièrement neuf. Un camp de douze à quinze mille Hollandais et de cinq mille Français fut formé à Utrecht.

Quant à l'intérieur de la France, il était si tranquille que Napoléon, convaincu que la seule garde de police suffisait pour maintenir l'ordre à Paris, y laissa à peine huit mille hommes; encore prescrivit-il de les porter vers la Normandie et la Bretagne, si les Anglais cherchaient à exciter quelques mouvements sur ces points. Il mit des forces assez considérables à Boulogne pour en garder le port, et plaça dans les autres ports des garnisons proportionnées à leur importance. Les places fortes furent gardées par les gardes nationales.

§ II. *Iéna. — Blocus continental (octobre-décembre 1806).*

L'Allemagne attirait surtout l'attention de l'empereur; il savait que c'était là que gisait le péril. Après avoir formé un camp de quinze mille hommes à Utrecht, il

Digitized by Google

avait encore confié au roi Louis une armée de vingt mille hommes pour garder le Bas-Rhin et les côtes de l'Océan ; il lui avait même prescrit de simuler de grands préparatifs, afin de persuader qu'il avait quatre-vingt mille hommes sous les armes. Pour protéger la Bavière contre toute tentative de la part de l'Autriche, l'empereur ordonna de fortifier l'Inn. « Avec des hommes et » du bois, disait-il, on peut créer une place forte où il » n'y en a point. » On fit en effet descendre des bois sur le fleuve, et on fortifia les endroits où le passage était facile.

L'armée française, heureusement campée en Allemagne et n'ayant que quelques jours de marche à faire pour entrer en campagne, avait fait quelques pertes. Napoléon eut soin d'y faire parvenir de jeunes soldats, non-seulement pour augmenter le nombre de ses troupes, mais encore pour les former à la guerre.

Habitué à faire vivre ses troupes dans le pays où il se trouvait, Napoléon ne faisait pas ces immenses magasins que nous voyons établir par les nations qui se mettent en campagne. Il pensait que quatre ou cinq cents caissons devaient suffire à tous les besoins de l'armée. Il fit cependant rassembler des farines sur le Rhin, afin de les faire voiturer sur ce fleuve.

Napoléon choisit Wurtzbourg pour centre de réunion de son armée, qu'il voulait porter à cent quatre-vingt-dix ou deux cent mille hommes ; c'est pour cela qu'il fit transporter sa garde en poste sur le terrain. Cette armée était divisée en six corps qui avaient pour commandants Bernadotte, Davoust, Lannes, Soult, Ney et Augereau. La réserve de cavalerie, dispersée à cause des fourrages,

Digitized by Google

et forte de vingt-huit mille hommes, fut confiée à Murat toujours fier de la commander.

Napoléon partit de Paris la nuit du 24 au 25 septembre, ayant avec lui l'impératrice Joséphine et Talleyrand, son ministre de prédilection. Il les quitta à Mayence et se hâta de se rendre à Wurtzbourg, où se trouvait son état-major. Le souverain de cette ville, jadis grand-duc de Toscane, frère de l'empereur François II, prince rempli de modération, tenta de rapprocher la maison d'Autriche de la France, et essaya de persuader à Napoléon qu'en s'unissant franchement à l'empereur François II, il donnerait à son empire une plus grande consistance, et qu'il serait en état de former enfin une marine pour lutter aussi sur mer. Il lui disait avec raison qu'il avait déjà trop d'États sur la terre ferme, que ce qu'il lui fallait c'était de la puissance maritime, sans laquelle il succomberait ou du moins ne ferait rien de durable. Napoléon désirait une alliance avec l'Autriche; mais, pour l'avoir sincère, il aurait dû lui restituer la Lombardie ou du moins la Dalmatie et la Vénétie. Napoléon refusant de pareilles conditions, François II ne répondit que faiblement à l'offre indirecte qui lui fut faite. Il était évident que l'Autriche demeurerait soumise tant qu'elle n'aurait pas l'espoir de vaincre, mais qu'elle reprendrait les armes lorsqu'il lui resterait l'espérance de triompher.

Si l'empereur allait opérer sur un terrain qu'il n'avait pas encore visité, il connaissait cependant les moyens stratégiques à employer pour réduire la Prusse. Au-delà des montagnes de la Thuringe se trouve une plaine immense qui s'étend de l'Océan jusqu'aux monts Ourals.

Digitized by Google

Cette vaste plaine, sablonneuse, très fertile sur les cours d'eau, mais fort ingrate ailleurs, à moins qu'elle n'ait été couverte d'engrais, est coupée par de grands fleuves et en plusieurs endroits chargée de forêts de sapins. Deux fleuves principaux sont à occuper pour réduire la Prusse; l'Elbe d'abord, qui l'isole de la Saxe et annulle Magdebourg, et l'Oder, qui ferme le chemin aux Russes. Berlin, ainsi privé de défense, devait tomber facilement. Le premier fleuve à occuper en partant du Rhin est l'Elbe.

Napoléon, déjà arrivé dans l'intérieur de l'Allemagne, dédaignant de revenir sur ses pas pour tourner les montagnes de la Thuringe, résolut de les traverser. Deux voies se présentaient devant lui; à droite de la forêt de la Thuringe était une route qui débouchait dans la vallée de la Souabe; à gauche se voyait la grande route de l'Allemagne qui se dirige par Francfort, Hanau, Fulde, Gotha et Weimar-sur-Leipzig. Napoléon préféra la première, parce qu'elle lui donnait l'espérance de traverser l'Elbe avant les Prussiens.

Le vieux duc de Brunswick, que nous avons vu conduire les Prussiens en France en 1792, avait conservé une haute réputation militaire en sa qualité d'élève du grand Frédéric. Il ne manquait en effet ni de coup-d'œil, ni d'énergie, mais il était vieux et il n'avait pas l'activité nécessaire pour tenir tête à un capitaine tel que Napoléon. Il y avait dans l'armée de jeunes officiers pleins d'ardeur, qui croyaient déjà tenir la victoire. Parmi ces jeunes officiers, le prince de Hohenlohe se faisait remarquer par une haute capacité, mais il ne voulait pas faire la guerre comme le duc de Brunswick. Selon lui, il fallait se porter en avant. Ces dissentiments fâcheux eurent

Digitized by Google

de funestes conséquences sur la suite de la guerre.

L'armée prussienne, forte de cent quatre-vingt mille hommes, dont une partie était dispersée dans les places de guerre était divisée en deux corps : l'un, sous les ordres immédiats du duc de Brunswick, s'était placé derrière la forêt de la Thuringe, de manière à se porter sur la route par où Napoléon pénétrerait en Saxe ; le second, sous la direction du prince de Hohenlohe, s'était établi dans la haute Souabe afin d'y attirer l'empereur Napoléon. Le duc de Brunswick, malgré sa conviction profonde que, pour obtenir du succès contre le grand capitaine français, il fallait se placer derrière l'Elbe et y arrêter l'ennemi, n'osa d'abord le proposer, tant était grande l'ardeur de la jeunesse imprudente. Il accepta même le plan d'une guerre offensive; toutefois, il crut qu'il fallait la faire autrement que ne le proposait le prince de Hohenlohe. Celui-ci pensait qu'il fallait se porter sur la Souabe pour tomber sur l'une des ailes des Français. Celui-là voulait occuper la grande route de l'Allemagne, afin de percer le centre des Français et d'arriver jusqu'à Wurtzbourg. L'arrivée subite de Napoléon dans cette dernière ville nécessita la tenue d'un grand conseil de guerre pour déterminer enfin le plan de la campagne. Les Prussiens, un instant auparavant si audacieux, se déterminèrent enfin à se mettre sur la défensive ; seulement il fut décidé qu'on ferait une reconnaissance afin d'apprécier les Français. Dans une dernière note adressée à Napoléon pour servir de déclaration de guerre, si elle n'était point admise, on lui demandait de quitter l'Allemagne et de ne plus mettre d'obstacle à la formation d'une alliance entre les puissances du Nord ; on insistait pour

Digitized by Google

avoir une réponse le 8 octobre au plus tard : « Maréchal, » dit Napoléon à Berthier en recevant cette note, on nous » donne rendez-vous pour le 8, jamais Français n'y a » manqué ; il y a une belle reine qui veut être témoin du » combat ; soyons courtois et marchons sans nous cou- » cher pour la Saxe. »

L'empereur adressa sur-le-champ la proclamation suivante à son armée :

« Soldats,

» L'ordre pour votre rentrée en France était parti ; » vous vous étiez déjà rapprochés de plusieurs marches ; » des fêtes triomphales vous attendaient. Mais lorsque » nous nous abandonnions à cette trop confiante sécu- » rité, de nouvelles trames s'ourdissaient sous le masque » de l'amitié et de l'alliance ! Des cris de guerre se sont » fait entendre à Berlin. Le même esprit de vertige qui, » à la faveur de nos dissensions intestines, conduisait » il y a quatorze ans les Prussiens au milieu des plaines » de la Champagne, domine encore dans leurs conseils. » Si ce n'est plus Paris qu'ils veulent renverser jusque » dans ses fondements, ce sont aujourd'hui leurs dra- » peaux qu'ils se vantent de planter dans les capitales » de nos alliés, ce sont nos lauriers qu'ils veulent arra- » cher de notre front ! Ils veulent que nous évacuions » l'Allemagne à l'aspect de leur armée..... Soldats, il » n'est aucun de vous qui veuille retourner en France » par un autre chemin que celui de l'honneur. Nous ne » devons y rentrer que sous des arcs de triomphe. Au- » rions-nous donc bravé les saisons, les mers, les déserts, » vaincu l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous, » porté notre gloire de l'Orient à l'Occident, pour retour-

Digitized by Google

» ner aujourd'hui dans notre patrie comme des trans-
» fuges, après avoir abandonné nos alliés, et pour en-
» tendre dire que l'aigle française a fui épouvantée à
» l'aspect des aigles prussiennes? Malheur donc à ceux
» qui nous provoquent! Que les Prussiens éprouvent le
» même sort qu'ils éprouvèrent il y a quatorze ans!
» Qu'ils apprennent que s'il est facile d'acquérir un ac-
» croissement de domaines et de puissance avec l'amitié
» d'un grand peuple, son inimitié est plus terrible que
» les tempêtes de l'Océan. »

Après la publication de cette proclamation, Napoléon donna l'ordre de franchir les frontières de la Saxe; il divisa son armée en trois colonnes et mit en avant Murat, à la tête de la cavalerie. Informés que nous traversions les défilés qui débouchaient sur la Saale, les Prussiens, dans le dessein de nous arrêter un moment et d'obtenir plus de temps pour opérer leur retraite, placèrent un corps à Schleitz; mais ils furent attaqués avec tant de vivacité, qu'ils cédèrent aussitôt et laissèrent quatre cents prisonniers entre nos mains. Ce petit combat, très peu important en lui-même, excita cependant l'enthousiasme de nos soldats, et apprit aux Prussiens qu'il ne serait pas aussi facile de nous vaincre qu'ils se l'étaient persuadé.

Le prince Louis, qui se trouvait plus à notre gauche, voulant à son tour essayer la valeur des Français, s'arrêta à Saalfeld avec sept mille fantassins et deux mille cavaliers, et eut l'imprudence de s'avancer en aveugle contre Lannes qui débouchait sur cette ville, prenait de bonnes dispositions sur une hauteur voisine et attendait l'ennemi. Voyant son armée foudroyée et repoussée

Digitized by Google

sur tous les points malgré la valeur de son attaque, affligé de la fuite ou de la mort de ses aides-de-camp, le prince Louis, qui commandait tout en se battant avec la vaillance d'un soldat, voulut fuir à son tour; mais, arrêté par une haie, il répondit par un coup de sabre à un maréchal-des-logis qui lui criait : « Général, rendez-vous » ; le Français l'abattit à l'instant à ses pieds. Les Prussiens eurent quatre cents morts et laissèrent mille prisonniers entre nos mains.

Devenus plus audacieux par cette victoire, les Français traversaient le pays, accumulaient de l'or, amassaient des vivres et ramenaient en un jour jusqu'à cinq cents charrettes. Avertis par deux leçons sévères que les corps isolés avaient tout à perdre contre les Français, les Prussiens résolurent de les arrêter, et pour cela de réunir toutes leurs forces. Napoléon se rendit dans la petite ville d'Iéna, auprès de laquelle les ennemis se concentraient; il reconnut le terrain, donna l'ordre à des corps qui s'étaient avancés jusqu'à Leipzig de rétrograder et de se rendre à Iéna, où devait se livrer une des grandes batailles de l'Empire.

Le duc de Brunswick, qui pouvait encore réunir cent trente-quatre mille hommes en un corps d'armée pour barrer les passages de la Saale, se détermina tardivement à opérer sa retraite. Il laissa seulement le prince de Hohenlohe pour défendre le passage de la Saale à Iéna.

Le prince de Hohenlohe, dont les troupes étaient désorganisées par une marche précipitée et par un plan de campagne mal combiné, était à la tête de cinquante mille hommes, et avait pour arrière-garde un corps assez éloigné, fort de dix-huit mille hommes. Persuadée que les

Digitized by Google

Français, après avoir franchi la Saale, se dirigeaient sur Leipzig pour occuper cette place, l'armée prussienne ne songeait pas à une bataille et avait négligé d'occuper des points extrêmement importants en avant d'Iéna. Tous les mouvements désordonnés des Prussiens prouvaient une ignorance complète de la position des Français, ignorance d'autant plus surprenante, qu'ils auraient dû en être informés par des populations intéressées à les en instruire.

Napoléon, arrivé le 13 devant les hauteurs d'Iéna, dont la principale, nommée Landgrafendberg, était déjà occupée par quelques-uns de nos tirailleurs, découvrit à une faible distance une masse de troupes dont il ne put bien apprécier le nombre, mais qu'il jugea être toute l'armée prussienne. Il fit en conséquence ses dispositions pour s'asseoir fortement sur la hauteur où il se trouvait, dirigea sur Naumbourg le corps du général Davoust, pour défendre jusqu'à la mort le pont de cette ville, et prescrivit à Bernadotte de se mettre entre l'armée et Davoust, afin de garder le passage de Dornbourg, sans doute aussi pour secourir Davoust, si ce capitaine était attaqué par des forces supérieures.

Après avoir en un instant emporté le monticule le plus élevé et repoussé une faible division prussienne, Napoléon s'arrêta et disposa tout pour la bataille. Le maréchal Augereau, chargé de suivre sur la droite la grande route de l'Allemagne formée en colimaçon le long du plateau, vint prendre la place qui lui était assignée, pendant que le maréchal Soult s'avançait vers la droite de manière à déborder les ennemis et à leur couper la retraite. Lorsque ces divers mouvements furent

Digitized by Google

opérés, Napoléon ordonna d'attaquer et de commencer la bataille, car à ses yeux le premier combat n'était qu'un léger prélude.

Informé par la fuite du général Tauenzien de la présence de l'armée française, le prince de Hohenlohe, qui avait laissé emporter presque sans défense ses positions les plus importantes et se trouvait ainsi dans le lieu le plus défavorable, dispose tout pour reprendre l'offensive, se met à la tête de cette cavalerie prussienne si renommée, qu'il disait invincible, et, arrivé sur le plateau de Landgrafendberg, il s'avance très loin, voilé par un brouillard, sans être aperçu de Napoléon. Tout à coup engagé contre la cavalerie ennemie qu'il avait laissée approcher, Ney se forme en carré et jonche en un instant la terre de morts. Etonné d'entendre la fusillade avant d'avoir donné l'ordre de commencer l'attaque, Napoléon envoya le général Bertrand avec deux régiments de cavalerie, le fit suivre de Lannes avec de nouvelles forces, et parvint ainsi à contenir l'ennemi sur ce point, malgré les charges les plus vigoureuses, qui toutes vinrent se briser contre une muraille de fer. L'empereur ordonna alors l'attaque générale, et les Prussiens furent enfoncés de toutes parts. Le général Ruchel, qui formait, avec dix-huit mille hommes, la réserve de Hohenlohe, vint dans ce moment se présenter en ligne, et essaya de rallier les Prussiens en fuite, en faisant face à nos colonnes victorieuses. Mais, emporté dès la première charge par une balle qui lui perça la poitrine, il laissa sa troupe dans la plus affreuse confusion, attaquée en flanc par le maréchal Soult et poursuivie à outrance par Murat, qui arrivait seulement avec sa brave cavalerie. Il

Digitized by Google

ne restait plus que deux divisions ennemies sur un mamelon voisin; Napoléon ordonna de les attaquer, et elles furent obligées de se rendre; en sorte qu'il n'y eut plus un seul corps entier des soixante-dix mille hommes qui composaient l'armée du prince de Hohenlohe. Ce qui ajoutait encore à l'horreur du spectacle, c'était un incendie qui consumait les villes d'Iéna et de Weimar, abandonnées par leurs habitants.

La journée avait été extrêmement sanglante; les ennemis avaient perdu douze mille morts ou blessés, Prussiens et Saxons; quatre mille Français couvraient le champ de bataille. Nous avions fait quinze mille prisonniers et nous nous étions emparés de deux cents pièces de canon.

A quatre lieues d'Iéna se livrait un autre combat non moins fameux. Le duc de Brunswick, qui avait eu le dessein de mettre l'armée française entre deux feux et de l'exposer ainsi au plus grand péril, devait pour cela traverser le défilé de Kœsen et franchir la Saale. Convaincu que là était le véritable succès, Davoust, pour arrêter le duc de Brunswick qui avait cinquante mille hommes, tandis que l'armée française n'en comptait que vingt-six mille, fit occuper le défilé avant l'arrivée des Prussiens, qui, après des tentatives inouïes et des pertes énormes, furent contraints de se retirer. Regardant Auerstædt comme le nœud de la position, le roi de Prusse fit de nouveau attaquer le défilé sans plus de succès. Davoust, sans grande manœuvre stratégique, en avançant au moment convenable, remporta une victoire moins éclatante que celle d'Iéna, mais dont les résultats furent immenses. Les meilleurs connaisseurs

Digitized by Google

lui attribuent le succès de cette brillante campagne. Quand on raconta à Napoléon les prodiges de valeur de son lieutenant, les sept mille morts qu'il avait comptés dans ses rangs, la perte faite par l'ennemi de quinze mille hommes, de tous les drapeaux, et de l'artillerie, il ne voulut pas y croire. Soit incrédulité réelle, soit jalousie, comme plusieurs l'ont dit, il ne parla jamais convenablement de cette affaire, quoiqu'il ait nommé Davoust duc d'Auerstædt.

Après la défaite de l'armée ennemie à Auerstædt, le roi de Prusse avait proposé d'en réunir les débris et de s'ouvrir un passage à travers le corps commandé par Davoust, résolution qui aurait pu en effet avoir des conséquences différentes de celle qu'on adopta. Ignorant complètement la défaite du prince de Hohenlohe, les principaux généraux opinèrent pour se replier sur lui afin d'opérer la retraite au-delà de l'Elbe, et de se rapprocher de l'Oder pour faire leur jonction avec les Russes qui s'avançaient de leur côté. Le roi rencontra bientôt les débris de l'armée battue à Iéna et encore plus maltraitée que la sienne; il essaya de la reconstituer et en confia le commandement à Hohenlohe, à qui on croyait de la capacité parce qu'il avait condamné le plan du vieux duc de Brunswick, quoiqu'il fût loin d'égaler celui-ci en talent militaire.

Le prince de Hohenlohe forma trois détachements des débris de l'armée prussienne, dont deux conservaient encore quelque organisation, et le troisième était composé de la masse des fuyards; il prescrivit au général Blucher de se diriger avec l'un de ces corps vers le Hanovre par Osterode, Sesen et Brunswick, fit prendre

Digitized by Google

aux autres corps la route de l'Elbe par Nordhausen et Magdebourg, et donna l'ordre au duc de Weymar, qui s'était enfoncé en avant-garde dans la forêt de Thuringe, de côtoyer l'armée française pour rejoindre Blucher à Osterode ou Sesen.

Ce n'était pas assez d'avoir vaincu, Napoléon voulait encore anéantir les débris de l'armée prussienne. Il importe non-seulement d'étudier les grandes victoires remportées par un illustre capitaine, mais aussi la manière dont il en profite.

Napoléon commença par rendre la liberté aux Saxons, afin de détacher la Saxe de la coalition; il expédia en même temps à Louis, roi de Hollande, l'ordre de marcher par la Westphalie sur la Hesse et de déclarer que l'électeur avait cessé de régner. Afin d'atteindre ses ennemis, Napoléon, qui agglomérait ses troupes au moment de la bataille, savait, après la victoire, les disperser pour recueillir les débris de l'armée vaincue. L'infatigable Murat, lancé avec le maréchal Ney sur Erfurt, s'en fit ouvrir les portes malgré d'assez bonnes murailles dont elle était munie, et se rendit maître de six mille Prussiens blessés, de neuf mille prisonniers et d'un butin immense.

Le général Klein, qui aurait pu couper absolument la retraite aux Prussiens, se laissa surprendre par une prétendue lettre de Napoléon que lui montra Blucher, à qui il permit d'opérer librement sa retraite. Bientôt Soult, Ney et Murat se mirent à la poursuite des divisions prussiennes dirigées sur Magdebourg. Bernadotte prit la route de Halle pour gagner de vitesse et passer l'Elbe à Barby. Arrivé en vue de Halle, Dupont, placé en tête de

Digitized by Google

son avant-garde, aperçoit au-dessus de la ville un corps de dix-sept à dix-huit mille hommes commandés par le prince Eugène de Wurtemberg, qui n'avait pas pris part à la grande bataille. Pour arriver avant Blucher, il fallait franchir un pont défendu par un corps spécial, forcer la ville, la traverser, et enfin disperser l'armée du prince Eugène. Dupont, sans s'arrêter aux difficultés, lance sa division sur le pont, l'enlève, emporte la ville, s'élance contre l'ennemi avec trois régiments, et l'attaque avec tant de vigueur qu'il met en fuite douze mille hommes, en tue un millier et en prend quatre mille. Ce magnifique fait d'armes arrêta à peine un instant la colonne, qui se remit aussitôt en marche.

Le 20 octobre nos divisions traversaient l'Elbe à Dessau et à Wittemberg pendant que les Prussiens passaient ce fleuve à Magdebourg. Devenu ainsi maître de la grande route qui conduit de France en Allemagne, Napoléon forma deux dépôts de la grande armée, l'un à Erfurt pour les hommes grièvement blessés, et l'autre à Wittemberg pour ceux qui l'étaient moins et qu'on espérait pouvoir bientôt faire rentrer en ligne.

L'empereur dirigea Soult, Murat et Ney pour investir Magdebourg, qui renfermait une multitude de fuyards. « C'est une souricière, écrivait Napoléon à Murat, dans » laquelle, avec votre cavalerie, vous prendrez tous les » corps détachés qui cherchent un lieu sûr pour traverser » l'Elbe. »

Après avoir ramassé les fuyards qui s'échappaient dans la campagne, Ney investit Magdebourg, qui était dépourvu de vivres, et y causa une telle épouvante, que quelques bombes suffirent pour lui en faire ouvrir les

Digitized by Google

portes et le rendre maître de vingt-deux mille prisonniers.

Napoléon, après avoir visité le château de Sans-Souci, à Postdam, faisait une entrée solennelle à Berlin, attirant à sa suite toute la population, sortie pour contempler le grand conquérant dont le nom remplissait l'Europe; personne cependant ne témoigna la moindre joie de sa présence, car malgré la divergence d'opinions sur la conduite des affaires, tous les Prussiens étaient fortement attachés à leur patrie et à la famille royale qui la gouvernait.

Le vieux duc de Brunswick avait jugé prudent, avant de mourir, d'envoyer au vainqueur quelques amis fidèles pour le conjurer d'épargner sa ville et ses sujets. Napoléon reçut très durement ces envoyés : « Qu'aurait dit, » leur répondit Napoléon, qu'aurait à dire celui qui vous » envoie, si je faisais subir à la ville de Brunswick la » subversion dont il menaçait, il y a quinze ans, la capi- » tale du grand peuple auquel je commande? Le duc de » Brunswick avait lancé le manifeste insensé de 1792; » on aurait pu croire qu'avec l'âge la raison commençait » à l'emporter chez lui sur les passions, et cependant il » était venu prêter de nouveau l'autorité de son nom aux » folies d'une jeunesse étourdie qui a perdu la Prusse. » C'était à lui qu'il appartenait de remettre à leur place » femmes, courtisans, jeunes officiers, et d'imposer à » tout le monde l'autorité de son âge, de ses lumières et » de sa position; il n'en a pas eu la force, et la monar- » chie prussienne est abattue, les Etats de Brunswick » sont en mon pouvoir. Dites au duc de Brunswick que » j'aurai pour lui les égards dus à un général malheu-

Digitized by Google

» reux justement célèbre, frappé par le fer qui peut nous » atteindre tous, mais que je ne saurais voir un prince » souverain dans un général de l'armée prussienne. »

Ces dures paroles, insérées dans le bulletin de l'armée, décélaient moins l'amertume de l'âme de l'empereur que son dessein d'épouvanter les Allemands, car il se montra bienveillant à l'égard de grandes infortunes, alla visiter tous les membres de la famille royale et leur donna de hautes marques de respect. Le prince de Hatzfeld, chef du gouvernement municipal de Berlin, ayant promis par serment de ne rien entreprendre contre l'armée française et de ne s'occuper que de la sûreté de cette armée, écrivit une lettre au prince de Hohenlohe pour l'informer de la situation de nos troupes autour de Berlin. Cette lettre tomba entre les mains de l'empereur, qui résolut de faire passer Hatzfeld devant un conseil de guerre; mais ses généraux les plus dévoués le conjurèrent avec tant d'instance de se montrer bienveillant et de pardonner, qu'il se laissa enfin toucher par les larmes de la princesse de Hatzfeld, qui vint se jeter à ses genoux et eut la fermeté de lui dire, lorsqu'il lui montra la lettre de son mari : « Jetez cette lettre au feu, et la » commission militaire sera dépourvue de preuve. »

Par la position excellente qu'il avait prise à Berlin pour intercepter les corps ennemis qui pourraient se porter de l'Elbe sur l'Oder, Napoléon avait obligé les colonnes en retraite à prendre des chemins détournés et très mauvais, et à se retirer dans quelques places fortes où elles espéraient trouver le salut, mais où elles furent saisies comme dans un filet. Spandau, situé au milieu des eaux de la Sprée et du Havel, place forte par ses ou-

Digitized by Google

vrages et sa situation, aurait pu opposer une longue résistance; mais cette forteresse n'était pas même armée, bien qu'elle renfermât un matériel très considérable. Lannes, arrivé subitement sous les murs de cette place, y causa tant de terreur, qu'elle ouvrit presque aussitôt ses portes.

Napoléon courut aussitôt à Spandau, fortifia cette place, la mit dans un puissant état de défense, en fit une troisième ville de dépôt où il fit construire des fours et où il établit des magasins.

Cependant les corps lancés à la poursuite de la malheureuse armée prussienne la suivaient comme le chasseur suit le gibier, et lui ôtaient jusqu'à l'espérance de se reposer enfin à Stettin, derrière l'Oder. A peine réunie à Gransée, l'armée vaincue ayant appris que Schumuel Fenning, culbuté par les dragons de Murat à Zehdenick, avait perdu mille à onze cents hommes, et n'avait échappé à une destruction certaine qu'en se retirant dans les bois, se hâta d'atteindre Prenzlow; elle y avait été prévenue par les Français qui occupaient cette place, et s'étant engagée dans un faubourg extrêmement long, sans savoir que les Français en étaient maîtres, elle fut reçue tout à coup par des soldats prêts à l'écraser. Saisi d'épouvante, Hohenlohe essaie de tourner la ville pour se rendre à Stettin. Mais Murat accourt, enveloppe les Prussiens et contraint quatorze mille hommes à déposer les armes. Ce qui prouve encore mieux l'effroi causé par les Français, c'est que le général Lassalle courut, à la tête de quelques hussards, jusqu'à Stettin, et somma le gouverneur de la ville de se rendre; les portes s'ouvrirent aussitôt, et six mille hommes se soumirent à quelques Fran-

Digitized by Google

çais. Lannes entra le lendemain dans la place à la tête de son infanterie.

Etonné d'un pareil fait d'armes, Napoléon en témoigna la plus vive admiration : « Puisque vos chasseurs, » écrivait-il à Murat, prennent des places fortes, je n'ai » plus qu'à licencier mon corps du génie et à faire fon- » dre ma grosse artillerie. »

Sa satisfaction fut si grande, qu'il oublia de faire mention de l'infanterie dans son bulletin. Quand Lannes le reçut, il n'osa le dire à ses soldats dans la crainte de les affliger : « Mon dévouement à votre personne, écrivait-il » à Napoléon, me mettra toujours au-dessus de toutes » les injustices; mais ces braves soldats que j'ai fait mar- » cher jour et nuit, sans repos, sans nourriture, que leur » dirai-je? »

L'empereur se hâta d'écrire à son cher Lannes : « Vous » et vos soldats vous êtes des enfants. Est-ce que vous » croyez que je ne sais pas tout ce que vous avez fait » pour seconder la cavalerie? il y a de la gloire pour » tous. Un autre jour ce sera votre tour de remplir de » votre nom les bulletins de la grande armée. »

C'est par de semblables actes que Napoléon s'attachait ses officiers et ses soldats. On ne doit point être surpris de l'enthousiasme qui remplissait l'armée à la vue et au seul souvenir du grand capitaine qui avait formé tant de héros.

De tous les généraux prussiens il ne restait plus que Blucher, qui, se voyant poursuivi, était entré de force dans Lubeck, ville reconnue pour *libre* par la dernière constitution. Les maréchaux Bernadotte et Soult le suivirent, forcèrent la place et livrèrent bataille dans les

Digitized by Google

rues de la ville. Blucher s'échappa et alla s'établir sur une hauteur voisine des frontières du Danemarck. Il fut enfin obligé de capituler avec quatorze mille hommes.

« Des cent soixante mille hommes qui avaient composé l'armée active des Prussiens, il ne restait donc pas un débris. En écartant les exagérations que dans la surprise de tels succès on répandit en Europe, il est certain que vingt-cinq mille hommes environ avaient été tués ou blessés et cent mille faits prisonniers. Des trente-cinq mille autres, pas un seul n'avait repassé l'Oder. Ceux qui étaient Saxons avaient regagné la Saxe. Ceux qui étaient Prussiens avaient jeté leurs armes et fui à travers les campagnes. On pouvait dire avec une complète vérité qu'il n'existait plus d'armée prussienne. Napoléon était maître absolu de la monarchie du grand Frédéric; il ne fallait en excepter que quelques places de la Silésie incapables de résister, et la Prusse orientale protégée par la distance et par le voisinage de la Russie. Napoléon avait enlevé tout le matériel de la Prusse en canons, fusils, munitions de guerre; il avait acquis des vivres pour nourrir son armée pendant une campagne, vingt mille chevaux pour remonter sa cavalerie, et assez de drapeaux pour en charger les édifices de sa capitale. Tout cela s'était accompli en un mois; car, entré le 8 octobre, Napoléon avait reçu la capitulation de Magdebourg, qui fut la dernière, le 8 novembre. Et c'est ce rapide anéantissement de la puissance prussienne qui rend si merveilleuse la campagne que nous venons de raconter! Que cent soixante mille Français, parvenus à la perfection militaire par quinze ans de guerre, eussent vaincu cent soixante mille Prussiens énervés par une longue paix, le

Digitized by Google

miracle n'était pas grand. Mais c'est un événement étonnant que cette marche oblique de l'armée française, combinée de telle manière que l'armée prussienne, constamment débordée pendant une retraite de deux cents lieues, de Hof à Stettin, n'arrivât à l'Oder que le jour même où ce fleuve était occupé, fût détruite ou prise jusqu'au dernier homme, et qu'en un mois le roi d'une grande monarchie, le second successeur du grand Frédéric, se vît sans soldats et sans Etats. C'est, disons-nous, un événement étonnant, quand on songe surtout qu'il ne s'agissait pas ici de Macédoniens battant des Perses lâches et ignorants, mais d'une armée européenne battant une autre armée européenne, toutes deux instruites et braves (1). »

Si les succès de Napoléon avaient été grands et rapides, la terreur qu'il inspirait à tout le continent semblait encore ajouter à sa grandeur. Tous les peuples effrayés se demandaient où s'arrêterait sa marche triomphante. On se représentait ses soldats non pas comme des hommes ordinaires, mais comme des êtres surhumains. Un officier prussien écrivait à sa famille : « S'il ne fallait » se servir que de ses bras contre les Français, nous se- » rions bientôt vainqueurs. Ils sont petits, chétifs; en un » mot, un seul de nos Allemands en battrait quatre. Mais » ils deviennent au feu des êtres surnaturels. Ils sont em- » portés par une ardeur inexprimable, dont on ne voit » aucune trace chez nos soldats. Que voulez-vous faire » avec des paysans menés au feu par des nobles, dont ils

(1) Thiers.

Digitized by Google

» partagent les dangers sans partager jamais ni leurs » passions ni leurs récompenses? »

Lorsqu'une campagne était terminée et qu'elle avait été couronnée d'un plein succès, la riche imagination de Napoléon se livrait aussitôt à la pensée d'élever quelque grand monument pour en conserver la mémoire. Non content d'avoir donné le nom d'Iéna au magnifique pont qu'il faisait construire vis-à-vis le Champ-de-Mars, il voulut encore conserver le souvenir de ses exploits par un temple qu'il désirait consacrer à la gloire de son armée. « Il voulait que le frontispice de ce monument portât l'inscription suivante : *L'empereur Napoléon aux soldats de la grande armée.* Sur des tables de marbre devaient être inscrits tous les noms des officiers et soldats qui avaient assisté aux grands événements d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, et sur des tables d'or le nom de ceux qui étaient morts dans ces journées. D'immenses bas-reliefs devaient représenter, groupés les uns à côté des autres, les officiers supérieurs et les généraux. Des statues étaient accordées aux maréchaux qui avaient commandé les corps d'armée. Les drapeaux pris sur l'ennemi devaient être suspendus aux voûtes de l'édifice. Napoléon décida enfin que tous les ans une fête de caractère antique, comme le monument, serait célébrée le 2 décembre, en l'honneur des vertus guerrières. Il ordonna un concours, en se réservant de choisir, entre les projets présentés, celui qui lui semblerait le plus convenable. Mais il détermina d'avance le style d'architecture qu'il voulait donner au nouvel édifice. Il désirait, disait-il, un temple de forme grecque ou romaine. Nous avons des églises, écrivait-il au ministre de l'inté-

Digitized by Google

rieur, nous n'avons pas un temple semblable au Panthéon, par exemple, et il en faut un de ce genre à Paris (1). »

C'est de là qu'est sortie la Madeleine, l'une des magnifiques églises de Paris, mais qui, malgré la richesse de ses décors, ne peut cependant être comparée aux anciennes basiliques.

Les moments de calme donnaient de bien autres préoccupations à l'esprit de Napoléon. Nous avons vu qu'après la bataille d'Austerlitz il avait rêvé la reconstitution de l'empire de Charlemagne; après la soumission de la Prusse il rêva la conquête de l'univers. Il n'y avait réellement plus de limite à la pensée de ses conquêtes. Les préparatifs de guerre de la Russie lui semblaient souverainement méprisables : « Tout ceci est un jeu d'enfant » auquel il faut mettre un terme, et cette fois je vais m'y » prendre de telle façon avec mes ennemis, que j'en finirai avec tous. »

Il y avait une nation qu'il détestait souverainement et qu'il désirait abattre. Pour atteindre l'Angleterre et la vaincre sur terre, il conçut le fameux blocus continental, qui fut établi par un décret rendu à Berlin.

« Les Iles Britanniques étaient déclarées en état de blocus, et tout commerce, toute communication, même par écrit, avec l'Angleterre était interdite. Tout Anglais qui pouvait être saisi était prisonnier de guerre. Toute propriété, de quelque nature qu'elle fût, appartenant à des Anglais, ou provenant de l'Angleterre ou de ses colonies, était déclarée de bonne prise. Tout bâtiment qui

(1) Thiers.

Digitized by Google

avait touché l'Angleterre ou ses colonies devait être repoussé de tous les ports, comme on chasse les pestiférés. »

Ce décret d'une audace extrême, qui mettait l'Europe en demeure de se déclarer pour ou contre l'Angleterre, a été jugé bien différemment. Les uns n'y ont vu qu'un acte de folie; les autres l'ont regardé comme un chef-d'œuvre du grand empereur. Il y a exagération de part et d'autre. Assurément c'était une puissante machine de guerre contre l'Angleterre qui se trouvait isolée de l'Europe. Mais c'était reculer vers la barbarie, porter un coup funeste au commerce et rompre avec toutes les idées de civilisation. Depuis que les peuples ont mieux compris les principes chrétiens d'humanité, ils ont tendu à sauvegarder les intérêts des neutres pendant la guerre. Loin d'être sauvegardés, ils sont frappés de mort par ce décret. Il faut se déclarer l'ennemi de l'Angleterre ou l'être de Napoléon. Il est inutile de développer les conséquences d'un pareil système. Il n'est pas un lecteur qui ne les sente.

L'Angleterre répondit à ce décret en défendant à tout bâtiment, sous peine de confiscation, d'aborder soit dans les ports français, soit dans les ports des pays placés sous l'influence française. Napoléon confisqua toutes les marchandises anglaises placées en dépôt dans les villes anséatiques.

Pour atteindre le but incroyable que Napoléon se proposait, il y avait deux grands peuples qu'il fallait contraindre à adopter ses vues, c'étaient la Russie et la Turquie. Si la liberté du commerce existait toujours entre ces deux États et les Anglais, les productions des ma-

Digitized by Google

nufactures anglaises et de leurs riches colonies devaient, par ces deux points, se répandre dans les Etats voisins. Il était donc nécessaire d'amener ces deux grandes puissances à l'adoption du blocus continental.

La Turquie avait eu beaucoup à se plaindre de la Russie et de l'Angleterre, qui avaient soutenu dans leur rébellion les hospodars de Moldavie et de Valachie; assurée d'ailleurs d'être secourue par l'armée française de Dalmatie, elle écouta les conseils de Napoléon, destitua les hospodars et excita ainsi la haine de la Russie et de l'Angleterre. Cette politique obtint tout l'effet que Napoléon désirait. Se proposant de faire la guerre à la Russie, il était content de diviser les forces de cette puissance. L'empereur Alexandre envoya en effet soixante mille hommes sur le Pruth; ce qui apportait une grande diminution à son armée d'Occident, qui était loin d'être aussi nombreuse que semblaient l'indiquer ses vastes États, car la Russie avait à peine deux cent mille hommes sous les armes.

Napoléon sentant la nécessité de rendre sa puissance plus formidable encore, afin de conserver son prodigieux empire et de l'étendre, résolut d'élever le nombre de ses soldats à six cent mille et appela à l'avance la classe de 1807. Comme il avait conservé l'habitude de faire consacrer par le Sénat ces sortes de demandes, il s'adressa encore à lui et en obtint tout ce qu'il voulut.

La nouvelle levée était composée de jeunes gens n'ayant pas encore vingt ans, et conséquemment ne possédant pas les forces physiques nécessaires pour une grande expédition; elle fut distribuée dans les principaux dépôts de France, où l'on eut ordre de l'exercer sans cesse et de la

Digitized by Google

briser à l'habitude des manœuvres militaires. Les hommes déjà formés furent tirés des camps et des dépôts et dirigés sur l'armée par troupes qui venaient se fondre ensuite dans les régiments, de manière à les porter au grand complet. L'armée d'Italie fut augmentée de vingt mille hommes pour combler les vides faits par le transport des principaux corps de cavalerie en Allemagne, où il y avait le plus besoin de soldats exercés à monter à cheval, parce que les États du Nord faisaient principalement la guerre avec de la cavalerie. Il établit un dépôt de chevaux tirés de la Prusse et du Mecklembourg dans les immenses écuries du château de Sans-Souci, que le grand Frédéric avait construites afin de faire manœuvrer sous ses yeux des corps entiers. L'armée française d'Allemagne se trouva ainsi portée à un chiffre très élevé, et constituée sur des bases appropriées aux peuples qu'elle avait à combattre.

Dans les guerres, il ne suffit pas d'avoir des soldats, il faut encore de l'argent pour les entretenir et leur payer leur solde. Dans le cours de l'année 1806, Napoléon avait rétabli l'équilibre entre les recettes et les dépenses par la création de nouveaux impôts. L'augmentation de son armée ayant exigé une augmentation dans les recettes, il frappa la Prusse d'une contribution de guerre de deux cent millions, et se mit à la place de l'État pour en percevoir les impôts ordinaires qui, tous frais déduits, ne se montaient guère auparavant qu'à cent vingt millions par année. Il découvrit en quelques jours des malversations dont le gouvernement prussien ne s'était pas aperçu et les montra aux anciens agents des finances.

La Prusse épuisée, réduite à la seule province du

Digitized by Google

Brandebourg, incapable de toute résistance, se sentait appuyée sur la Russie qui s'avançait à marches forcées; animée par l'Angleterre qui lui fit des offres de nombreux subsides, elle refusa les offres de paix que lui fit Napoléon.

La guerre étant une nécessité, l'empereur résolut de la porter jusqu'en Russie. Avant de s'avancer vers la Pologne, il était nécessaire de disposer des troupes pour garder le littoral de l'Allemagne et empêcher toute tentative des Anglais et des Suédois sur ce point. Le roi de Hollande, se montrant vivement inquiet pour la sûreté de nos côtes, l'empereur répondit ; « Les Anglais ont bien » autre chose à faire que de débarquer en France, en » Hollande, en Poméranie. Ils aiment mieux piller les » colonies de toutes les nations, que d'essayer des des- » centes dont ils ne retirent d'autre avantage que celui » d'être honteusement jetés à la mer. »

Pour le rassurer, Napoléon forma vers les côtes une armée composée de quatre divisions, dont l'une fut employée à poursuivre le siége de Hameln encore au pouvoir des Prussiens, une autre occupa les villes anséatiques, les autres furent établies vers Stralsund et Aukland, pour repousser les Suédois et les Anglais, s'ils osaient faire une tentative sur le continent. La garde de Berlin fut confiée à seize cents bourgeois à qui on laissa seulement huit cents fusils. Toutes les autres armes furent enlevées de la ville et remises dans des dépôts. Il n'y eut qu'un très petit nombre de soldats français dans la ville, mais nous avions à Postdam un dépôt de cavalerie très nombreux qui pouvait en un instant se porter sur Berlin s'il s'y faisait le moindre mouvement.

Digitized by Google

Napoléon se hâta de diriger Davoust vers la Pologne, le fit suivre immédiatement par Augereau et Lannes, et confia à Murat le commandement général de l'armée de quatre-vingt mille hommes qu'il envoyait sur ce point. Afin de soutenir cette armée et de lui donner l'appui dont elle avait besoin, il chargea son frère Jérôme de se mettre à la tête des Allemands pour envahir la Silésie, en assiéger les places et observer l'Autriche, qui avait sur ses frontières du nord une armée de soixante mille hommes.

A mesure que notre armée s'avançait en Pologne, elle voyait l'amour de l'indépendance et de la nationalité s'épancher avec d'autant plus de vivacité qu'il avait été plus longtemps comprimé au fond de cœurs généreux. Lorsque le maréchal Davoust fut arrivé à Posen, il se vit environné d'une multitude de Polonais qui demandaient instamment le rétablissement immédiat du royaume de Pologne. Napoléon, fort incertain sur ses résolutions ultérieures, répondit qu'il n'accéderait à cette demande que quand il verrait la Pologne se soulever en masse et lui donner des garanties suffisantes d'un établissement stable. Jamais, cependant, on n'avait vu un pareil entraînement que dans la partie polonaise soumise à la Prusse. Nobles, prêtres, peuple, tout se montrait prêt à soutenir l'indépendance de la patrie. Si la partie de cet antique royaume soumise à la domination russe ne montrait pas le même enthousiasme, parce qu'elle était comprimée, on pouvait cependant espérer un semblable mouvement lorsque les Français auraient délivré ce pays du joug des étrangers.

Tous les généraux français ne partageaient point l'en-

Digitized by Google

thousiasme de Davoust pour la Pologne. Le brave maréchal Lannes, qui passait successivement de la confiance la plus excessive au découragement le plus grand, avait traversé avec mauvaise humeur la Posnanie, parce que son armée avait eu à y subir des privations et des souffrances assez grandes. Le pays que nos troupes avaient à parcourir était formé d'une couche argileuse, recouverte de sable dans sa plus grande étendue, coupé d'immenses forêts de sapin, sillonné par de grands cours d'eau qui formaient des marais et des étangs difficiles à franchir. En été et en hiver, lorsque la chaleur du soleil ou la gelée avait durci le sol, on pouvait facilement parcourir le pays; mais, dans l'arrière-saison et au printemps, lorsque la pluie tombait sur la terre glaise, ou que la glace fondait, les attelages, les chevaux, les hommes eux-mêmes restaient dans la boue. Lannes ayant beaucoup souffert dans ce pays, fit à Napoléon la peinture la plus sombre de la Pologne, qu'il représenta comme un pays où il n'était pas possible de constituer une nation.

Murat et Davoust s'étant avancés jusqu'à Varsovie, capitale du pays, les Russes, épouvantés à leur approche, abandonnèrent la ville et se retirèrent au-delà de la Vistule, à Praga, l'un des faubourgs de Varsovie, et coupèrent le pont qui joignait la ville à ce faubourg. Si la présence de nos soldats causa à Varsovie le plus vif enthousiasme, si les cris de *Vive l'empereur! vivent les Français!* sortaient de toutes les bouches, si chacun s'empressait de fournir aux soldats les choses nécessaires à la vie, le reste du pays ne montrait pas le même élan que la capitale. Les principes d'égalité, que nos armées

Digitized by Google

portaient encore dans tous les Etats où ils pénétraient, ne convenaient point à la grande noblesse polonaise, jalouse de son nom, de son rang et de ses prérogatives. La Pologne, reconstituée en Etat indépendant, même avec la suprématie de la Russie et l'empereur Alexandre pour chef, eût préféré cette condition au protectorat despotique de la France. Murat, dont l'air chevaleresque et la brillante allure à la tête d'un régiment de cavalerie allaient si bien aux Polonais, leur fit naître la pensée qu'ils pourraient reconstituer leur indépendance sous le patronage de la France en se le choisissant pour roi. Ce général, à qui des propositions furent faites, se hâta de communiquer à Napoléon le désir du pays d'avoir un roi, sans lui désigner la personne sur laquelle se portaient les vœux. Il pensait qu'une fois le principe du rétablissement du royaume de Pologne admis, il lui serait facile de se faire nommer. Napoléon, qui ne voulait point être gêné dans sa politique et qui ne tenait compte des désirs des peuples qu'autant qu'ils étaient conformes à ses vues, adressa une lettre sèche à Murat : « Dites aux Polonais que ce n'est pas avec ces » calculs, avec ces précautions personnelles, qu'on affran» chit sa patrie tombée sous le joug étranger; que c'est, » au contraire, en se soulevant tous ensemble, aveuglé» ment, sans réserve, et avec la résolution de sacrifier sa » vie, qu'on peut avoir, non pas la certitude, mais la » simple espérance de la délivrer. Je ne suis pas venu, » ajoutait-il, mendier un trône pour ma famille, car je » ne manque pas de trônes à donner; je suis venu, dans » l'intérêt de l'équilibre européen, tenter une entreprise » des plus difficiles, à laquelle les Polonais ont plus à

Digitized by Google

» gagner que personne, puisque c'est de leur existence
» nationale qu'il s'agit, en même temps que des intérêts
» de l'Europe. Si, à force de dévouement, ils me secon-
» dent assez pour que je réussisse, je leur accorderai
» l'indépendance. Sinon je ne ferai rien et je les laisse-
» rai sous leurs maîtres prussiens et russes. Je ne ren-
» contre pas ici, à Posen, dans la noblesse de province,
» toutes les vues méticuleuses de la noblesse de la capi-
» tale. J'y trouve franchise, élan, patriotisme, ce qu'il
» faut enfin pour sauver la Pologne, et tout ce que je
» cherche vainement chez les grands seigneurs de Var-
» sovie. »

Cet acte politique a été apprécié bien différemment par les historiens, selon les aspects sous lesquels ils l'ont considéré. Les uns, envisageant l'éloignement de la Pologne de la France et l'impossibilité que cet Etat puisse se soutenir sans notre appui, en ont conclu que Napoléon avait agi avec beaucoup de sagesse; les autres, considérant la valeur du peuple polonais, ont pensé qu'en le constituant en un Etat assez fort pour former contre la Russie une barrière redoutable, l'empereur Napoléon n'eût pas eu à déplorer les désastres de 1812. En 1806, les partisans du rétablissement du royaume de Pologne témoignaient eux-mêmes une sorte d'incertitude. Davoust écrivait à Napoléon le 1er décembre : « Les levées
» d'hommes se font très facilement; mais il manque
» des personnes qui puissent diriger leur organisation et
» leur instruction. Il manque aussi des fusils. L'esprit
» est excellent à Varsovie; mais les grands se servent de
» leur influence pour calmer l'ardeur qui est générale
» dans les classes moyennes. L'incertitude de l'avenir les

Digitized by Google

» effraie, et ils laissent assez entendre qu'ils ne se déclareront ouvertement que lorsqu'en déclarant leur indépendance, on aura pris l'engagement tacite de la » garantir. »

Avant de résoudre cette question si complexe, l'empereur Napoléon, ayant besoin de repousser les Russes et de les réduire à l'impuissance, franchit sans résistance sérieuse la Vistule sur trois points : à Thorn, à Varsovie et vers Modlin.

On était arrivé au mois de décembre sous un ciel froid. La Vistule, sans être glacée, charriait des glaçons, ce qui en rendait le passage toujours plus difficile. Le maréchal Davoust fit réunir toutes les barques qu'on put saisir et tenta le passage à Varsovie. Les Russes, épouvantés, abandonnèrent Praga et se retirèrent derrière la Narew. Nous fûmes ainsi mis en possession d'un point très important. Le maréchal Ney, chargé de traverser le même fleuve à Thorn, ville située sur la frontière des peuples slaves et allemands, et encore au pouvoir des Prussiens, embarqua quatre cents hommes, qui traversèrent la Vistule malgré les décharges des Prussiens bientôt repoussés avec vigueur, furent immédiatement suivis de nouveaux détachements, et occupèrent la ville. Napoléon commanda aussitôt de faire de Thorn un grand établissement militaire, y fit construire des magasins, des fours pour l'armée, et y réunit des fourrages et des vivres.

Une fois maître de la Vistule sur les deux points principaux, à Thorn et à Varsovie, Napoléon pouvait marcher contre les Prussiens et contre les Russes. Le roi de Prusse possédait au-delà de la Vistule deux grandes

Digitized by Google

villes, Dantzig et Kœnigsberg. La première de ces villes, postée près de l'embouchure de la Vistule, était extrêmement forte; on ne pouvait espérer de s'en rendre maître que par un long siége; la seconde, placée à l'embouchure du Prégel, était mal fortifiée il est vrai, mais, étant défendue par la distance, elle avait été remplie de munitions, d'argent et de soldats. Ces deux villes étaient séparées par une vaste lagune, due à l'accumulation des sables, lesquels, rangés en longs bancs le long du rivage, forment ainsi une mer intermédiaire. Le roi de Prusse avait à Kœnigsberg trente mille hommes, qui s'étendaient jusqu'à Thorn et se liaient à une armée de cent mille Russes.

En se réunissant et formant ainsi une armée de cent trente mille hommes, les Russes et les Prussiens pouvaient franchir la Vistule à Dantzig, couper notre armée et se porter sur nos derrières jusqu'à Varsovie. En prévision de cette attaque, Napoléon avait quatre-vingt mille hommes qu'il pouvait en un instant lancer vers l'embouchure de la Vistule, pour prendre les Prusso-Russes en flanc et les jeter dans cette rivière ou dans la mer. Les Russes, qui avaient fait un mouvement vers la mer, ayant compris le danger, se hâtèrent de remonter l'Ukra et la Narew, où Napoléon résolut de les attaquer.

Afin de garantir nos derrières, Napoléon ordonna de fortifier Praga par un fossé revêtu d'une haute palissade fortement appuyée contre de la terre, ce qui lui donnerait la force d'une muraille; il prescrivit à Davoust, qui s'était avancé jusqu'à la Narew, d'y construire un pont et d'en fortifier les deux têtes; il commanda à Augereau de passer la Vistule à Modlin et d'y établir également un

Digitized by Google

pont à demeure. Pour opérer ces grands travaux, il fallait des bras, et il y en avait fort peu dans le pays, parce que la population, épouvantée par les bruits de guerre et par la pression des armées, avait déserté ses foyers, pour se retirer dans la Pologne autrichienne qui jouissait du calme. A la difficulté de trouver des ouvriers, se joignait la dureté du climat et les privations; car les provisions, qu'on était obligé de tirer du dehors, arrivaient difficilement et se faisaient attendre.

Napoléon, déterminé enfin à agir lorsque tous ces travaux seraient terminés, se rendit à Varsovie, où il trouva une espèce de gouvernement provisoire composé du comte Potocki, du vieux Malakouski et de plusieurs autres grands seigneurs peu expérimentés, mais pleins de bonne volonté, qui ne demandaient que du temps pour gouverner avec sagesse. A peine arrivé à Varsovie, l'empereur des Français en sortit pour se rendre sur la Narew, afin d'examiner les préparatifs faits sur ce point par Davoust.

Voyant les différents corps russes disséminés entre la Narew et l'Ukra, sans être en état de se donner un mutuel appui, Napoléon ordonna de construire un pont au confluent de l'Ukra et de la Narew, rivières qui furent franchies, bien qu'elles fussent défendues par quinze mille hommes et une forte artillerie.

Le passage de l'Ukra une fois heureusement opéré, Napoléon ordonna à la réserve de la cavalerie de remonter cette rivière jusqu'à Kolozomb, où Soult et Augereau devaient tenter le passage. Napoléon remonta lui-même entre l'Ukra et la Narew, repoussa les divisions ennemies portées sur ce point, et rendit facile le passage de

Digitized by Google

l'Ukra pour Soult et Augereau, qui culbutèrent en un moment les Russes qui avaient osé tenter d'empêcher le passage. Il survint alors une température extrêmement désagréable et pour les assaillants et pour les Russes. Une pluie froide et abondante ayant amené un dégel presque complet, les soldats enfonçaient dans la boue jusqu'aux genoux, et les canons restaient dans les chemins. C'est ainsi que nous nous emparâmes de l'artillerie russe et de quelques détachements qui ne pouvaient opérer leur retraite. Ces faibles avantages étaient une très petite compensation à la perte de temps que nous éprouvions, perte dont l'ennemi profita pour se retirer sans que nous pussions le poursuivre avec cette rapidité qui avait déterminé nos plus brillants succès.

Ignorant de quel côté l'ennemi s'était retiré, l'empereur, persuadé qu'un faible corps seulement s'était porté sur Pultusk, y dirigea Lannes qui, avec dix-sept ou dix-huit mille hommes, devait rejoindre Gudin à la tête de cinq à six mille braves. Les Russes, au nombre de quarante-trois mille, s'étaient portés en avant de Pultusk, sur une colline qui, après s'être élevée par une pente douce, se terminait par une descente très escarpée vers la Narew. Quoique le sol fût détrempé par la pluie et qu'il fallût doubler les équipages pour gravir le coteau, Lannes, profitant de quelques bouquets de bois pour échapper aux ravages de l'artillerie ennemie, s'avança avec fermeté, repoussa la gauche des Russes et allait les jeter dans la pente escarpée de la Narew; tout à coup une pluie mêlée de neige vint donner au visage de nos bataillons et les obliger à s'arrêter. Profitant de ce mouvement d'arrêt, les Russes tentèrent de passer entre les

Digitized by Google

corps français, qui se replièrent un peu, de peur d'être débordés. Reprenant presque aussitôt l'attaque, les Français repoussèrent les Russes, leur firent vingt mille prisonniers et leur tuèrent trois mille hommes. De notre côté, nous avions eu quinze cents morts ou blessés. Les Français se proposaient de jeter le lendemain les Russes dans la Narew; mais nos ennemis opérèrent leur retraite à la faveur de la nuit, et eurent l'audace de dire qu'ils avaient remporté la victoire.

Le même jour Augereau lançait Rapp sur le village de Golyman et le faisait emporter, malgré les étangs et les retranchements en bois dont il était environné. Une partie de l'artillerie et quelques prisonniers demeurèrent entre nos mains.

Au moment même où Augereau combattait à Golyman et Lannes à Pultusk, Ney remportait à Soldau un éclatant triomphe sur les Prussiens, qui s'étaient postés au milieu d'un marais impraticable, excepté par une route droite que deux batteries de canon battaient, l'une en enfilade et l'autre en contre-escarpe. Nos braves s'élancèrent malgré la mitraille et s'emparèrent des batteries, puis attaquèrent le village, en enlevèrent les maisons les unes après les autres et contraignirent les Prussiens à céder après avoir fait des pertes très nombreuses en tués et blessés.

Le but principal que Napoléon s'était proposé était atteint, les Russes étaient séparés des Prussiens, il ne restait plus qu'à attaquer leurs corps les uns après les autres. Mais le mauvais temps n'ayant pas permis de continuer à poursuivre les Russes, l'empereur ordonna de prendre les quartiers d'hiver. Lannes se cantonna

Digitized by Google

entre la Vistule, la Narew et le Bug; Davoust au fond de l'angle formé par le Bug et la Narew, Soult à Golyman, Augereau à Plosk, Ney vers Mlawa, Bernadotte sur la basse Vistule. Tous ces corps étaient postés de manière à se secourir mutuellement dans le cas de nécessité et à repousser les ennemis s'ils osaient faire quelque tentative. On se mit aussitôt à parcourir le pays pour ramasser des vivres. Le soldat qui se répandit dans les forêts pour abattre du bois et faire du feu avec ces sapins qui répandaient une odeur de résine, souffrait moins du froid et de la faim que d'une température humide et sans cesse variable. Des cris de douleur se firent entendre jusqu'au sein de la mère-patrie, qui conçut les plus vives inquiétudes sur le sort de ses enfants. Napoléon essaya de les calmer par ces paroles :

« Il est vrai que les magasins de Varsovie n'étant pas » grandement approvisionnés, et l'impossibilité d'y réu- » nir en peu de temps une grande quantité de grains, ont » rendu les vivres rares; mais il est aussi absurde de pen- » ser qu'on puisse manquer de blé, de vin, de viande, de » pommes de terre en Pologne, qu'il l'était de dire qu'on » en manquait en Egypte.

» J'ai à Varsovie une manutention qui me donne cent » mille rations de biscuit par jour; j'en ai une à Thorn; » j'ai des magasins à Posen, à Lowicz, sur toute la » ligne; j'ai de quoi nourrir l'armée plus d'un an. Vous » devez vous souvenir que lors de l'expédition d'Egypte, » des lettres de l'armée disaient qu'on y mourait de » faim. Faites écrire des articles dans ce sens. Il est tout » simple qu'on ait pu manquer de quelque chose au mo- » ment où l'on repoussait les Russes de Varsovie, mais

Digitized by Google

» les productions du pays sont telles qu'il ne peut y » avoir de craintes. »

Nous étions triomphants non-seulement avec nos soldats, mais encore avec les troupes alliées que naguère nous avions prises à notre service. Le prince Jérôme avait été envoyé à la tête d'un régiment français et de deux corps wurtembergeois et bavarois, pour faire la conquête de la Silésie et enlever les forteresses que le grand Frédéric avait fait élever pour protéger sa nouvelle province contre les Autrichiens. Le général Vandamme, à la tête des Wurtembergeois, secondé par quelques officiers français, se présenta devant la place de Glogau, fit mettre en batterie quelques pièces de canon et des mortiers, puis somma la ville de se rendre, si elle ne voulait voir ses maisons en cendre et ses habitants passés au fil de l'épée. La place ouvrit ses portes.

Breslau, capitale de la province, ville de soixante mille âmes, défendue par une garnison de six mille hommes, commandés par un officier très énergique, ne devait pas se rendre aussi facilement. Jérôme réunit tous les corps mis à sa disposition et battit deux fois le prince de Anhalt-Plesse qui était accouru avec une douzaine de mille paysans pour dégager la place. Malgré ces échecs, elle continuait à se défendre, mais une très forte gelée permit aux assiégeants de s'approcher des remparts ; il fallait capituler ou subir les horreurs d'un assaut ; Breslau aima mieux ouvrir ses portes (7 janvier). La chute de cette place entraîna celle de toute la Silésie.

Tout était soumis en Allemagne, et il se répandait en Europe un bruit général que Napoléon était dans la plus fâcheuse position; que ses généraux, à demi vaincus par

Digitized by Google

les Russes, ne pourraient tenir longtemps contre un ennemi redoutable. La Hesse s'était soulevée et avait été presque aussitôt réprimée. Ce soulèvement n'avait pas moins produit un fâcheux effet. A Vienne on commençait à se réjouir, et on se félicitait de pouvoir bientôt se relever de ses défaites passées; mais l'espérance ne fut pas de longue durée, la vérité se fit jour, et quand on se serait encore fait illusion, la bataille d'Eylau aurait dû dissiper toutes les erreurs.

CHAPITRE IV.

Année 1807.

§ I. *Eylau.*

Napoléon, que nous avons vu se mettre avec confiance en quartiers d'hiver à Varsovie, n'espérait pas reprendre l'offensive avant le printemps; mais le général russe Benningsen le contraignit à sortir de ses cantonnements. Ce chef, à qui on donnait une habileté beaucoup trop grande, enivré des éloges qu'il s'était attirés en changeant une défaite en une victoire, résolut de profiter des glaces de l'hiver pour s'avancer jusqu'auprès de Kœnigsberg, afin de se joindre aux Prussiens, de tomber sur le corps de Bernadotte qui était cantonné sur la basse Vistule et de l'écraser. Après ce succès il se promettait de se porter sur un autre corps isolé, de le défaire, de démoraliser

Digitized by Google

ainsi notre armée et de l'amener à une destruction indubitable. Il s'était mis en marche sans que nous en eussions la moindre connaissance. Une désobéissance du maréchal Ney nous en instruisit.

Ney, toujours plein d'activité et de zèle martial, placé en cantonnement dans un lieu qui lui rendait facile l'accès des environs de Kœnigsberg, voyant la glace assez forte pour porter les hommes, s'élança avec son infanterie légère sur des traîneaux et fit des captures importantes. Napoléon lui ayant défendu ces courses dangereuses, il ne tint pas compte de cette défense et surprit dans l'une de ses courses deux longues colonnes russes qui s'avançaient vers la basse Vistule. Il se hâta d'en prévenir Bernadotte et Soult, et en informa Napoléon.

Le maréchal Bernadotte concentra aussitôt ses troupes et marcha à leur tête pour arrêter le premier corps des ennemis; il livra à Mohrungen un combat sanglant, où le succès se balançait, lorsque le général Dupont arriva et contraignit par sa présence les Russes à opérer leur retraite. Nous avions eu six ou sept cents morts; les ennemis en avaient perdu environ un mille.

Le général Benningsen, instruit par cet échec que les Français étaient préparés à le recevoir, réunit tous ses corps et s'arrêta à Lielstaldt, détermination qui lui fut en quelque point très heureuse, puisqu'elle lui épargna de plus affreux désastres. Napoléon, informé de la marche de ses ennemis, laissa le corps de Lannes entre la Vistule et la Narew, et s'avança à la tête de soixante-quatre mille hommes à la rencontre des Russes, qu'il voulait déborder sur la gauche afin de les jeter à la mer.

Le 4 février au soir, Napoléon ayant dépassé Allestein,

Digitized by Google

aperçut les Russes sur la route de Jaukowo et fit tous ses préparatifs pour les attaquer le lendemain. Mais le général Benningsen, informé des projets de l'empereur par la saisie d'un message adressé à Bernadotte, se hâta de décamper, laissant seulement quelques hommes pour masquer la retraite. Quoique Napoléon eût obtenu ce qu'il pouvait alors espérer, la retraite de ses ennemis, il se détermina cependant à les poursuivre, lança le maréchal Ney sur la gauche pour couper la retraite aux Russes, et surtout pour occuper le pont de Deppen où il devait faire quelque capture importante. Dans sa marche rapide, Ney tomba sur le corps du général prussien Lestocq, qui sacrifia quatre mille hommes pour en sauver huit.

Il y eut plusieurs petits combats d'arrière-garde, parmi lesquels on doit signaler celui de Hoff, où Murat, à la tête de sa vaillante cavalerie, enfonça les ennemis et leur fit perdre deux mille hommes. Les Russes, qui avaient pris position en devant d'Eylau, ville à jamais célèbre par le combat qui s'y livra, furent vivement attaqués par Soult et Murat, et après avoir rendu le succès un instant douteux, ils se retirèrent en désordre dans la ville, où ils furent poursuivis. Après un combat acharné, les Russes sortirent de la place et choisirent un champ de bataille. Ils avaient quelque chance de victoire, parce qu'ils comptaient au moins soixante-dix mille hommes et que nous n'en avions pas plus de soixante mille ; ils possédaient de plus une artillerie beaucoup plus nombreuse que la nôtre, mais elle était moins bien servie, car nous avions les premiers artilleurs du monde. On est surpris que Benningsen ait consenti à livrer bataille

Digitized by Google

après avoir déjà fait tant de sacrifices pour sa retraite. Il faut toutefois l'excuser par la difficulté de se retirer sans cesse poursuivi l'épée dans les reins. Le moindre retard, le passage d'une rivière, pouvait suffire pour l'obliger à accepter le combat dans un lieu désavantageux. Il préféra livrer bataille sur un terrain qui lui semblait favorable.

Au-delà d'Eylau se présentait une vaste plaine ondulée seulement par quelques coteaux; mais pas une haie, pas un abri, excepté Eylau et les villages voisins. Les Russes, au nombre de soixante-dix mille hommes, se placèrent sur une petite éminence, couvrirent leur front d'une artillerie redoutable et se rangèrent en deux longues colonnes comme deux arcs-boutants contre lesquels les Français devaient venir se briser. Napoléon, dont les troupes étaient moins nombreuses, se couvrit de la petite ville d'Eylau et se posta lui-même dans le cimetière au pied d'un arbre; voyant l'artillerie des ennemis prête à jouer un rôle terrible, il ne donna pas beaucoup de profondeur à ses lignes. Pendant plusieurs heures le canon gronda des deux côtés, emportant des files de soldats, faisant de nombreux vides qui étaient aussitôt remplis.

Au moment où les corps d'armée allaient s'ébranler, le général Davoust arriva par la gauche, attaqua vivement les Russes et sut heureusement s'appuyer contre de fortes barrières destinées à enfermer les troupeaux. Les Russes envoyèrent pour le repousser de la cavalerie, qui fut chargée à bout portant sans qu'elle pût opérer aucune manœuvre. Un corps d'infanterie descendit alors, et une lutte héroïque commença. Elle demeura entière-

Digitized by Google

ment à notre avantage, et permit à Napoléon de recevoir des secours qui lui étaient bien nécessaires.

Napoléon, après la rude canonnade dont nous avons parlé, jugeant à propos d'attaquer le centre, commanda aux généraux Saint-Hilaire et Augereau d'aborder la colonne ennemie. Nos soldats gravissaient avec courage le monticule, lorsqu'une batterie de soixante-douze pièces se découvrit tout à coup et renversa presque entièrement le corps d'Augereau. Le maréchal fut lui-même grièvement blessé, et on le rapporta aux pieds de Napoléon. Les Russes, jugeant le moment favorable pour attaquer, s'ébranlèrent, menacèrent de déborder notre centre, et jetèrent ainsi la plus vive anxiété dans l'âme de Napoléon, qui, pour rompre cette infanterie serrée comme une muraille, commanda de marcher en avant. Quatre-vingts escadrons s'avancent aussitôt d'une course rapide sur cette infanterie qui se croit victorieuse; ils ne peuvent faire jour au premier choc, mais au second ils pratiquent une ouverture, font un carnage affreux, contraignent les légions ennemies à reculer et à se mettre à couvert près d'un bois où l'artillerie de leur réserve vomissait la mort. Le général d'Hautpoul tombe dans ce moment. Le combat n'en est pas moins rétabli malgré les nombreux échecs de nos troupes et les morts et les mourants de distinction déposés aux pieds de Napoléon, qui semble contempler avec indifférence les sacrifices horribles que la victoire va lui coûter.

Les huit mille Prussiens poursuivis par Ney ayant gagné quelques heures sur lui, viennent prendre rang dans l'armée russe; ils attaquent avec beaucoup de vigueur et montrent qu'ils sont capables de soutenir le feu.

Digitized by Google

La nuit approchait; les Russes, malgré leurs énormes pertes, avaient résolu de marcher encore en avant et de tenter un dernier effort pour renverser les Français; mais voyant Ney arriver avec des troupes fraîches, ils suspendirent le combat et opérèrent leur retraite.

Le lendemain le champ de bataille présentait un spectacle horrible. « Sur une immense plaine glacée des milliers de morts et de mourants cruellement mutilés, des milliers de chevaux abattus, une innombrable quantité de canons démontés, de voitures brisées, de projectiles épars, des hameaux en flammes, tout cela, se détachant sur un fond de neige, présentait un spectacle saisissant et horrible. « Ce spectacle, s'écriait Napoléon, est » fait pour inspirer aux princes l'amour de la paix et » l'horreur de la guerre (1). »

Les Russes avaient laissé douze mille morts ou mourants sur le champ de bataille d'Eylau; ils emmenaient quinze mille blessés et abandonnaient trois mille prisonniers. C'était trente mille hommes mis hors de combat. Nous avions eu de notre côté quatorze mille hommes morts ou blessés, parmi lesquels un grand nombre d'officiers du premier mérite.

Cette bataille, qui nous avait fait des blessures si profondes, fut pour l'Europe comme le premier coup porté au géant de la victoire. On discutait son triomphe, on le contestait, on voyait l'aurore d'une défaite qui délivrerait le monde d'une ambition insatiable.

Napoléon ne jugea pas à propos de reprendre les mêmes cantonnements qu'auparavant. Il mit ses prin-

(2) Thiers.

Digitized by Google

cipales forces sur la basse Vistule. « Vingt-quatre mille sur la Narew, d'Ostrolenka à Varsovie, en y comprenant les Polonais et les Bavarois; vingt-deux mille sous Lefebvre, devant Dantzig et Colberg; vingt-huit mille sous Mortier, Italiens, Hollandais et Français, répandus depuis Brême et Hambourg jusqu'à Stralsund et Stettin; quinze mille en Silésie, tant Bavarois que Wurtembergeois; trente mille dans les places fortes, depuis Posen jusqu'à Erfurt et Mayence; sept ou huit mille employés aux parcs; quinze mille blessés de toutes les époques; soixante et quelques mille malades et maraudeurs; enfin trente à quarante mille recrues en marche, ce qui faisait à peu près trois cent trente mille hommes à la grande armée, dont deux cent soixante-dix mille Français, et environ soixante mille auxiliaires, Italiens, Hollandais, Allemands et Polonais (1). »

Le lecteur doit être étonné de voir porter sur la liste des différents corps une masse de soixante mille malades ou maraudeurs. C'est que, en effet, plus de trente mille hommes, après avoir obtenu des billets d'hôpitaux, ne s'y rendaient point, mais ou se retiraient dans des maisons particulières pour ne point aller au feu, ou se réunissaient en bandes de plusieurs hommes pour piller et rançonner le pays. Il fallut sévir très rigoureusement contre un désordre qui menaçait d'atteindre une grande partie de l'armée.

Ce qui contribuait le plus à jeter de l'indiscipline parmi nos troupes, c'est que nos soldats supportaient de grandes privations et des souffrances horribles. Voici

(1) Thiers.

Digitized by Google

un extrait d'une lettre de Napoléon, qui nous apprend lui-même ce que ses soldats ont enduré. « Les officiers » d'état-major ne se sont pas déshabillés depuis deux » mois, et quelques-uns depuis quatre; j'ai moi-même » été quinze jours sans ôter mes bottes. Nous sommes au » milieu de la neige et de la boue, sans vin, sans eau-» de-vie, sans pain, mangeant des pommes de terre et » de la viande, faisant de longues marches et contre-» marches sans aucune espèce de douceurs, et nous bat-» tant ordinairement à la baïonnette et sous la mitraille, » les blessés obligés de se retirer en traîneau, en plein » air, pendant cinquante lieues. » Il s'agissait ici de la marche qui avait suivi la bataille d'Eylau, car à Osterode on était déjà mieux. « C'est donc une mauvaise plaisan-» terie que de comparer les lieux où nous sommes avec » ce beau pays de Naples, où l'on a du vin, du pain, des » draps de lit, de la société et même des femmes. Après » avoir détruit la monarchie prussienne, nous nous bat-» tons contre le reste de la Prusse, contre les Russes, les » Kalmouks, les Cosaques et les peuplades du Nord qui » envahirent jadis l'empire romain. Nous faisons la » guerre dans toute son énergie et son horreur. Au mi-» lieu de ces grandes fatigues tout le monde a été plus » ou moins malade; pour moi, je ne me suis jamais » trouvé plus fort, et j'ai engraissé. »

L'empereur mettait tous ses soins pour faire avoir aux soldats les vivres dont ils manquaient souvent, dans un pays où il était difficile d'en réunir et surtout de les transporter en grande quantité. Son embarras se montre dans cette lettre à Talleyrand :

« J'ai trois cent mille rations de biscuit à Varsovie.

Digitized by Google

» Il faut huit jours pour venir de Varsovie à Osterode; » faites des miracles, mais qu'on m'en expédie par jour » cinquante mille rations. Tâchez aussi de me faire ex- » pédier, par jour, deux mille pintes d'eau-de-vie. Au- » jourd'hui le sort de l'Europe et les plus grands cal- » culs dépendent des subsistances. Battre les Russes, si » j'ai du pain, est un enfantillage. J'ai des millions, je » ne me refuse pas d'en donner. Tout ce que vous ferez » sera bien fait, mais il faut qu'au reçu de cette lettre on » m'expédie, par terre et par Mlawa et Zakroczin, cin- » quante mille rations de biscuit et deux mille pintes. » C'est l'affaire de quatre-vingts voitures par jour en les » payant au poids de l'or. Si le patriotisme des Polonais » ne peut pas faire cet effort, ils ne sont pas bons à grand » chose. L'importance de ce dont je vous charge là est » plus considérable que toutes les négociations du monde. » Faites appeler l'ordonnateur, le gouverneur, le général » Lemarrois, les hommes les plus influents du gouver- » nement. Donnez de l'argent; j'approuve tout ce que » vous ferez. Du biscuit et de l'eau-de-vie, c'est tout ce » qu'il nous faut. Ces trois cent mille rations de biscuit » et ces dix-huit ou vingt mille pintes d'eau-de-vie » qui peuvent nous arriver dans quelques jours, voilà » ce qui déjouera les combinaisons de toutes les puis- » sances. »

Les besoins et les souffrances de notre armée avaient peut-être fait plus d'impression sur les peuples de l'Europe que nos pertes à Eylau. Napoléon était vivement ému de ces bruits qui lui parvenaient par toutes les voies, par les lettres particulières et par les journaux. Il faisait tous ses efforts pour détruire ces impressions. Voici quel-

Digitized by Google

ques passages de ses lettres qu'on avait ordre de mettre dans les journaux :

« Mes officiers, disait-il, savent ce qui se passe dans » mon armée, comme les oisifs qui se promènent dans » le jardin des Tuileries savent ce qui se délibère dans » le cabinet. D'ailleurs l'exagération plaît à l'esprit hu- » main. Les peintures rembrunies qu'on vous a tracées » de notre situation ont pour auteurs des bavards de » Paris, qui sont des têtes à tableaux. Jamais la position » de la France n'a été ni plus grande ni plus belle. » Quant à Eylau, j'ai dit et redit que le bulletin avait » exagéré la perte; et qu'est-ce que deux ou trois mille » hommes tués dans une grande bataille? Quand je ra- » mènerai mon armée en France et sur le Rhin, on verra » qu'il n'en manque pas beaucoup à l'appel. Lors de » notre expédition d'Egypte, les correspondances de » l'armée, interceptées par le cabinet britannique, fu- » rent imprimées et amenèrent l'expédition des An- » glais, qui était folle, qui devait échouer, qui réussit » parce qu'il était dans l'ordre du destin qu'elle réussît. » Alors aussi on disait que nous manquions de tout en » Egypte, la plus riche contrée de l'univers; on disait » que l'armée était détruite, et j'en ai ramené à Toulon » les huit neuvièmes... Les Russes s'attribuent la vic- » toire; c'est ainsi qu'ils ont fait après Pultusk, après » Austerlitz. Ils ont, au contraire, été poursuivis l'épée » dans les reins jusque sous le canon de Kœnigsberg. Ils » ont eu quinze ou seize généraux tués. Leur perte a » été immense. Nous en avons fait une véritable bou- » cherie. »

Ce qui doit le plus surprendre, c'est qu'au milieu

Digitized by Google

d'une campagne qui semblait être le prélude de celle de Russie, Napoléon suivait toutes les affaires du gouvernement dans les plus petits détails ; il ne se bâtissait pas une église de village que son nom ne fût au bas de l'autorisation. Les objets qui attiraient spécialement son attention, c'étaient nos finances, les journaux, l'éducation des femmes et la police.

Le recouvrement des impôts ne pouvant se faire intégralement dans le cours d'une année, Napoléon emprunta au trésor de l'armée, à un taux très modéré, une somme de quatre-vingt millions pour mettre entièrement les recettes à la hauteur des dépenses. « Par ce » moyen, écrivait-il, mes obligations échoiraient toutes » en douze mois; le Trésor public économiserait cinq ou » six millions de frais de négociation; nos manufactures » et notre commerce feraient un gain immense, puis- » qu'il y aurait quatre-vingt millions vacants, qui, ne » pouvant trouver d'emploi au Trésor, seraient placés » dans le commerce. »

Afin d'activer le commerce, qu'il essayait de ranimer du fond des neiges de la Pologne, il faisait fabriquer en France tous les objets dont son armée pouvait avoir besoin, des souliers, des capotes, des pantalons; donnant ainsi une grande impulsion à certaines branches d'industrie, ce qui faisait aimer son règne, non-seulement par les victoires dont il enivrait la France, mais encore par le bien-être qui se répandait sur toutes les classes de la société.

Dans la lecture habituelle des journaux, il voyait non pas la vérité entière, on n'osait pas la dire, mais un coin de la vérité, qui lui déplaisait encore. Aussi voulait-il

Digitized by Google

même faire disparaître ce qui n'était pas entièrement conforme à ses vues.

Ayant fondé plusieurs maisons d'éducation pour les filles des officiers et des légionnaires pauvres, il voulait qu'on y formât des femmes capables de tenir une maison. « Je n'ai attaché, disait-il, qu'une importance se-
» condaire aux institutions religieuses, pour l'école de
» Fontainebleau. Il s'agit là de former de jeunes offi-
» ciers; mais pour Ecouen c'est tout autre chose. On se
» propose d'y élever des femmes, des épouses, des mères
» de famille; faites-nous des croyantes et non des rai-
» sonneuses. La faiblesse du cerveau des femmes, la mo-
» bilité de leurs idées, leur destination dans l'ordre so-
» cial, la nécessité de leur inspirer, avec une perpétuelle
» résignation, une charité douce et facile, tout cela rend
» pour elles le joug de la religion indispensable. Je dé-
» sire qu'il en sorte, non des femmes agréables, mais des
» femmes vertueuses, que leurs agréments soient du
» cœur et non de l'esprit. »

Il disait dans une autre lettre : « Il faut que leurs ap-
» partements soient meublés du travail de leurs mains,
» qu'elles fassent elles-mêmes leurs chemises, leurs bas,
» leurs robes, leurs coiffures, qu'elles puissent au besoin
» coudre elles-mêmes la layette de leurs enfants. Je veux
» faire de ces jeunes filles des femmes utiles, certain que
» j'en ferai par là des femmes agréables. Si je permettais
» qu'on en fît des femmes agréables, on m'en ferait bien-
» tôt de petites maîtresses. »

Il suivait avec le plus grand soin les détails de la police de Paris et tançait fortement Fouché de ce qu'il laissait Mme de Staël parcourir librement les environs de la

Digitized by Google

capitale. On voit là un échantillon de la haine qu'il portait à cette femme célèbre. Il se montrait, au contraire, tolérant pour l'ancien conventionnel Ricord, alors sans danger. « Pourquoi, écrivait Napoléon au ministre Fou» ché, pourquoi faire sortir de Paris le conventionnel » Ricord? S'il est dangereux, il ne fallait pas souffrir » qu'il y rentrât, contrairement aux lois de l'an VIII; » mais puisqu'on lui a permis d'y rentrer, il faut l'y » laisser. Ce qu'il a fait autrefois importe peu. Il s'est » conduit sous la Convention comme un homme qui te» nait à vivre; il a crié suivant le temps. Il est dans l'ai» sance, il ne se jettera pas dans de mauvaises affaires » pour subsister. Qu'on le tolère donc à Paris, à moins » de fortes raisons pour l'empêcher d'y demeurer. »

Napoléon donnait en même temps à son frère Joseph des leçons sur la manière de régner : « Vous vivez, lui » disait-il, avec des lettrés et des savants! Ce sont des » coquettes avec lesquelles il faut entretenir un com» merce de galanterie et dont il ne faut jamais songer à » faire ni sa femme ni son ministre. Demandez-vous, » lui disait-il, ce que vous deviendriez s'il n'y avait plus » trente mille Français à Naples. Quand vous aurez ré» gné vingt ans et que vous vous serez fait craindre et » estimer, alors vous pourrez croire votre trône con» solidé. »

C'est ainsi qu'était occupé l'esprit de Napoléon au milieu des neiges de la Pologne; la difficulté de la situation ne lui permettant pas de porter son esprit à ces grandes et folles conceptions qui l'enivraient après Austerlitz et Iéna, elles sommeillaient pour faire place à d'autres un peu plus utiles.

Digitized by Google

Sentant tout le poids de la guerre qu'il soutenait et le besoin de la paix, l'empereur fit faire des ouvertures au roi de Prusse et offrit de lui rendre tous ses Etats, à l'exception du territoire situé sur la gauche de l'Elbe. Frédéric-Guillaume, qui jugeait plus sainement les choses que son entourage, eût volontiers accepté ces conditions; mais, empêché de manifester sa volonté par le voisinage des Russes qui étaient encore enivrés de leur prétendu succès à Eylau, il déclina les conditions qui lui étaient offertes, refus dont Napoléon fut péniblement affecté. Ses souffrances et celles de son armée au milieu d'un hiver qui se prolongeait, l'isolement dans lequel il se trouvait, pesaient lourdement sur lui. Il comprit la nécessité d'une grande alliance. Son esprit se tournait de l'Autriche à la Russie.

Il écrivait à Talleyrand : « Il faut que tout cela fi-
» nisse, par un système avec la Russie ou par un sys-
» tème avec l'Autriche. Pensez-y bien, arrêtez vos idées,
» et obligez l'Autriche à s'expliquer définitivement avec
» nous. »

Il s'arrêta définitivement à l'alliance avec l'Autriche

Nous avions pour ambassadeur à Vienne le général Andréossy, qui faisait continuellement des rapports défavorables sur la cour d'Autriche, prétendant que cette puissance armait, qu'elle formait des magasins. Vincent, plénipotentiaire autrichien, alors à Varsovie, répondait avec la plus complète bonne foi que l'Autriche, épuisée par les dernières guerres, ne pourrait pas armer quand même elle le voudrait, que ce qu'on regardait comme un armement n'était qu'une réforme dans l'armée, tentée par le prince Charles, qui voulait introduire dans les

Digitized by Google

régiments autrichiens les usages, la tactique et les manœuvres des armées françaises; s'il y avait pour le moment des forces assez considérables dans la Gallicie, c'était afin de maintenir la tranquillité dans un pays agité par la présence des Français en Pologne. Talleyrand trouvait ces réponses très légitimes et regardait comme bien exagérées les idées du général Andréossy sur les mauvaises dispositions de l'Autriche à notre égard. « Oui, » écrivait Napoléon à Talleyrand, le général Andréossy » est un esprit entier, un observateur médiocre, exagé- » rant probablement ce qu'il aperçoit; mais vous êtes » un esprit crédule, aussi enclin à vous laisser séduire » qu'habile à séduire les autres. Il suffit de vous flatter » pour vous tromper; Vincent vous abuse en vous cares- » sant. L'Autriche nous craint, mais elle nous hait; elle » arme pour profiter d'un revers. Si nous remportons » une grande victoire au printemps, elle se conduira » comme d'Haugwitz le lendemain d'Austerlitz, et vous » aurez eu raison. Mais si la guerre est seulement dou- » teuse, nous la trouverons en armes sur nos derrières. » Cependant il faut l'obliger à se prononcer. C'est, en » effet, une grande faute à elle de ne point s'entendre » aujourd'hui avec nous et de ne point profiter d'un mo- » ment où nous sommes maîtres de la Prusse pour re- » couvrer, par nos mains, ce que Frédéric lui a jadis » enlevé. Elle peut, si elle le veut, se dédommager en » un jour de tout ce qu'elle a perdu en un demi-siècle, » et refaire la fortune de la maison d'Autriche, si fort » amoindrie, tantôt par la Prusse, tantôt par la France. » Mais il faut qu'elle s'explique. Désire-t-elle des in- » demnités pour ce qu'elle a perdu? Je lui offre la Silésie.

Digitized by Google

» L'état de l'Orient l'inquiète-t-il ? Je suis prêt à la ras-
» surer sur le sort du bas Danube, en disposant, comme
» elle le voudra, de la Moldavie et de la Valachie. Notre
» présence en Dalmatie lui est-elle un sujet d'ombrage ?
» Je suis tout disposé à faire à cet égard des sacrifices, au
» moyen d'un échange de territoire. Ou bien, enfin, est-
» ce la guerre qu'elle prépare, pour essayer une dernière
» fois de la puissance de ses armes, en profitant de la
» réunion du continent entier entre nous ? Soit ; j'accepte
» ce nouvel adversaire. Mais qu'elle n'espère pas me sur-
» prendre. Il n'y a que des femmes et des enfants qui
» puissent croire que j'irai m'enfoncer dans les déserts
» de la Russie sans avoir pris mes précautions. L'Au-
» triche ne me trouvera pas au dépourvu. Elle rencon-
» trera en Saxe, en Bavière, en Italie des armées prêtes
» à lui résister. Elle me verra, par une marche en ar-
» rière, retomber sur elle de tout mon poids, l'accabler,
» la traiter plus mal qu'aucune des puissance que j'aie
» jamais vaincues. Je ferai de son manque de foi un
» exemple terrible, éclatant, dont le sort actuel de la
» Prusse ne saurait donner une idée. Qu'elle s'explique
» donc, et que je sache à quoi m'en tenir sur ses dispo-
» sitions. »

Conformément aux désirs de l'empereur, Talleyrand pressait vivement Vincent pour connaître les dispositions réelles de l'Autriche à l'égard de la France. Vincent répondant toujours qu'elles nous étaient très favorables, notre ministre des affaires étrangères lui proposa une alliance, et l'assura qu'à cette condition l'empereur Napoléon pourrait accorder à l'Autriche, soit la Silésie, soit les provinces du bas Danube. Vincent se

Digitized by Google

hâta d'informer de ces ouvertures Stadion, qui dirigeait alors les affaires à Vienne. Cet habile ministre, persuadé que, dans l'état d'instabilité où se trouvaient toutes les nations européennes, un agrandissement de territoire pour quelques jours pourrait indisposer les autres puissances, ses anciennes alliées, répondit que l'Autriche préférait la paix à tout et se contentait de ses possessions. Stadion eut en même temps l'habileté d'offrir sa médiation pour amener la paix entre la France et les puissances belligérantes.

Napoléon comprit le sens de cette réponse. « Ceci, ré» pondit-il tout de suite, est un premier pas de l'Au» triche, un commencement d'intervention dans les évé» nements. »

Afin de paraître allier les actes aux paroles qui ne respiraient que la paix, Napoléon accepta la médiation de l'Autriche. Talleyrand répondit à Vincent :

« L'empereur accepte, pour lui et ses alliés, l'inter» vention amicale de l'empereur François II pour le ré» tablissement de la paix, si nécessaire à tous les peu» ples. Il n'a qu'une crainte, c'est que la puissance qui » jusqu'ici paraît s'être fait un système d'asseoir sa puis» sance et sa grandeur sur les divisions du continent, ne » cherche à faire sortir de ce moyen de nouveaux sujets » d'aigreur et de nouveaux prétextes de dissensions. Ce» pendant toute voie qui peut faire espérer la cessation » de l'effusion du sang et porter enfin des consolations » parmi tant de familles, ne doit pas être négligée par la » France, qui, au su de toute l'Europe, a été entraînée » malgré elle dans la dernière guerre. L'empereur Na» poléon trouve d'ailleurs dans cette circonstance une

Digitized by Google

» occasion naturelle et éclatante de témoigner au souve-
» rain de l'Autriche la confiance qu'il lui inspire, et le
» désir qu'il a de voir se resserrer entre les deux peuples
» les liens qui ont fait dans d'autres temps leur prospé-
» rité commune, et qui peuvent aujourd'hui, plus que
» toute autre chose, consolider leur tranquillité et leur
» bien-être. »

Après avoir lancé cette note, Napoléon fit de nouveaux préparatifs de guerre. Quoiqu'on ne fût qu'au mois de mars 1807, il appela la classe de 1808, appel qui fit une profonde sensation à Paris, y excita quelques murmures et engagea Cambacérès à adresser des observations à l'empereur. Le maître ordonna, et tout se fit conformément à ses désirs. Le Sénat décréta la levée du contingent, et les hommes allèrent presque aussitôt se ranger sous leurs drapeaux. Napoléon imposa en même temps un nouveau corps auxiliaire de vingt mille hommes à ses fidèles protégés de la Confédération germanique. Le prince de la Paix ayant entendu parler des désastres prétendus de Pultusk, s'était hâté d'armer sous le prétexte de protéger l'Espagne, mais en réalité pour entrer en France si nous éprouvions des revers considérables. Napoléon le fit interroger sur les causes de cet armement, et sur sa réponse qu'ils avaient eu pour but d'aller au secours de l'empereur des Français, s'il lui était arrivé quelque malheur, il exigea de l'Espagne un corps de quinze mille hommes des meilleures troupes espagnoles. L'empereur se forma ainsi une armée de quatre-vingt mille hommes de troupes alliées, qu'il transporta sur les bords de l'Elbe et de la Vistule. Il tira de l'Italie des corps considérables, qu'il remplaça par des conscrits; il

Digitized by Google

enleva les armées établies le long de l'Océan pour la garde des côtes, et se contenta de les faire défendre par les gardes nationales et les garde-côtes. C'est par ces mesures qu'il parvint à porter sa grande armée au chiffre de quatre cent quarante mille hommes, dont trois cent soixante mille Français. Il voulait former trois armées avec cette masse prodigieuse. Cent mille hommes sur l'Elbe, cent mille sur la Vistule pour servir d'intermédiaire entre la réserve et la grande armée, dont les extrémités pouvaient, au besoin, se replier à droite ou à gauche, en s'appuyant sur l'armée intermédiaire et sur l'armée de réserve.

§ II. *Friedland. — Traité de Tilsitt.*

En réorganisant ainsi son armée, la mettant en mouvement dans son imagination, Napoléon croyait que rien ne pouvait plus résister à sa puissance. Cependant il ordonnait des travaux de défense sur la Vistule et repoussait une tentative des Suédois. Quinze mille Suédois, cantonnés dans Stralsund, voyant la Poméranie dégarnie de Français, s'étaient avancés pour nous attaquer. Le général Grand-Jean, à la tête seulement de cinq ou six mille hommes presque tous alliés, se sentant incapable de résister à des forces trop supérieures, s'était habilement retiré. Le maréchal Mortier, envoyé pour le secourir, repoussa les Suédois avec une telle vigueur, qu'ils demandèrent un armistice. Il leur fut en effet accordé, à condition que Stralsund garderait une neutralité parfaite et qu'aucun des ennemis de la France n'y serait reçu. Ce traité nous était d'autant plus avan-

Digitized by Google

tageux, que nous pouvions porter toutes nos forces devant Dantzig, dont on poursuivait le siége avec une grande vigueur.

Dantzig, l'une des villes les plus commerçantes du Nord, était nécessaire à l'empereur, parce qu'elle devait servir de pivot à ses opérations et assurer l'approvisionnement de ses armées. Cette place, soutenue par plus de vingt mille hommes de troupes régulières, avait pour défense des inondations, des îles, un double rang de murailles, le fort de Weichselminde à l'embouchure de la Vistule, qui en rendaient l'approche excessivement difficile. Tous ces obstacles n'arrêtèrent pas Napoléon.

Une des premières opérations de l'armée, fut de se rendre maîtresse de la Vistule, au-dessus et au-dessous de la ville. Lorsque l'armée se fut emparée de Dirschau, qu'elle eut enlevé toutes les positions à deux ou trois lieues de Dantzig, on résolut de resserrer la place de plus près au-dessus et au-dessous, sur la Vistule.

Il est nécessaire, avant d'exposer les divers incidents du siége, de donner une notion préliminaire des travaux qu'il exigeait. « Sans être versé dans la belle science qui a immortalisé Vauban, chacun sait avec quelles précautions on se présente devant les places de guerre. C'est en s'enfonçant sous terre, en ouvrant des tranchées et en jetant du côté de l'ennemi les déblais provenant de ces tranchées, qu'on avance sous le feu de la grosse artillerie. On trace ainsi des lignes qu'on appelle parallèles, parce qu'en effet elles sont parallèles au fron qu'on attaque. On les arme ensuite de batteries pour répondre au feu de l'assiégé. Après avoir tracé une première parallèle, on s'approche en cheminant sous terre,

Digitized by Google

par des zigzags, jusqu'à la distance où l'on veut tracer une seconde parallèle, qu'on arme de batteries comme la première. On arrive successivement à la troisième, d'où l'on s'élance au bord du fossé, qui s'appelle chemin couvert. Puis on descend dans ce fossé avec de nouvelles précautions, on renverse avec des batteries de brèche les murailles appelées escarpes, on remplit le fossé de leurs décombres, et sur ces décombres on monte enfin à l'assaut. Des sorties de l'ennemi pour troubler ces travaux difficiles, des combats de grosse artillerie, des mines qui font sauter dans les airs assiégeants et assiégés, ajoutent des scènes animées, et souvent terribles, à cette affreuse lutte souterraine, dans laquelle la science le dispute à l'héroïsme, pour attaquer ou défendre les grandes cités, que leurs richesses, leur situation géographique ou leur force militaire rendent dignes de tels efforts (1). »

La tranchée ouverte la nuit du 1er au 2 avril, fut battue d'une redoute nommée Kalke-Schanze, qu'on essaya vainement d'enlever. Après avoir été prise et reprise plusieurs fois, cette redoute demeura définitivement aux ennemis, et il fallut ensuite continuer les travaux sous un feu très incommode, en jetant des monceaux de terre du côté de la redoute.

Afin de se rendre maîtres d'un mamelon qui dominait les travaux des Français, les défenseurs de la place ordonnèrent des travaux de contre-approche que le général Chasseloup fit attaquer, pour chasser les ennemis des boyaux de leur contre-escarpe. Nos soldats avaient déjà réussi dans cette tentative, lorsque des décharges d'artil-

(1) Thiers.

Digitized by Google

lerie les obligèrent à se retirer et à abandonner, sans être détruits, des travaux dont l'ennemi devait se remettre en possesion en quelques heures. Une nouvelle attaque n'eut pas plus de succès; il fallut livrer un troisième combat pour demeurer définitivement maître de la redoute, qu'on se hâta de relier à la deuxième parallèle.

Après ces travaux importants, il était nécessaire d'ôter aux assiégés toute communication avec la mer ; il fallait pour cela empêcher l'ennemi de communiquer avec le canal de Laake. Une sortie très vive nous repoussa un moment de nos postes, mais nous les reprîmes et nous fîmes perdre à nos assaillants six cents hommes ; nous eûmes, de notre côté, deux cents morts.

Tous ces travaux préparatoires, marqués par une multitude de petits combats dont il serait très long de donner ici la description, étaient terminés vers le 20 avril, époque où arriva la grosse artillerie de siége. On avait résolu de mettre ce jour-là même les pièces sur place, mais une horrible tempête vint bouleverser les parallèles et les combler de neige. Ce fut le 23 avril seulement que cinquante-huit bouches à feu, mortiers, obusiers, pièces de vingt-quatre et de douze, commencèrent à jouer contre la place. Bientôt les batteries des ennemis furent démontées, les terres des remparts furent labourées, l'incendie se déclara dans la ville et consuma plusieurs maisons sans ébranler le gouverneur.

Lorsque la troisième parallèle fut terminée, l'impatient Lefebvre voulait aussitôt livrer l'assaut, quoique le terrain ne fût pas suffisamment préparé. Il s'éleva alors une vive contestation entre les officiers. Il fallut

Digitized by Google

en référer à Napoléon, qui défendit de livrer l'assaut avant que le succès fût certain.

Obligés de suivre un siége méthodique, les généraux s'emparèrent de l'île de Holm la nuit du 6 au 7 mai, et emportèrent la redoute de Kalke-Schanze, qui nous avait tant inquiétés. Cent quatre-vingts soldats prussiens, quatre officiers et plusieurs pièces de canon demeurèrent entre nos mains.

L'activité avec laquelle marchaient les travaux, montrait l'évidente nécessité de secourir la ville, si l'on ne voulait qu'elle tombât au pouvoir des Français; mais les Anglais qui, après avoir fait des promesses magnifiques, aimaient mieux s'emparer de l'Egypte, conquérir quelque belle province en Amérique, n'envoyèrent que quelques corvettes. L'une d'elles s'étant engagée assez avant, fut foudroyée par nos batteries et obligée de se rendre, ce qui détermina les autres à se tenir au large. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse, qui désiraient aussi sauver une place si bien fortifiée, au lieu d'envoyer des forces respectables, se contentèrent de diriger vers cette ville une dizaine de mille hommes. Oudinot se présenta pour les arrêter. Le combat fut assez rude du côté de Weischelminde ; mais la victoire nous resta.

Quand il eut perdu tout espoir de secours, que le 19 mai il vit exécuter la descente et le passage du fossé par les Français, Kalkreuth, convaincu enfin de l'impossibilité de prolonger plus longtemps la résistance, demanda à capituler aux conditions qu'il avait accordées à la garnison de Mayence en 1793. Cette capitulation lui fut accordée. En conséquence, ses troupes firent le serment de ne point servir contre la France pendant un an, et sor-

Digitized by Google

tirent ensuite de la place avec les honneurs de la guerre. Le maréchal Lefebvre prit possession de Dantzig, en fit réparer les brèches et mit les murailles en état de soutenir un long siége.

L'empereur, pour récompenser le maréchal Lefebvre, lui donna le titre de duc de Dantzig.

Bien qu'il pût être encouragé à pousser la guerre avec vigueur par la prise de Dantzig, brillant succès qui devait avoir une puissante action sur le reste de la campagne, Napoléon ne voulut cependant point marcher en avant sans connaître d'abord le résultat de la médiation de l'Autriche, rendue extrêmement prudente par ses malheurs passés. Cette nation qui, comme le lecteur se le rappelle, avait refusé une alliance offensive avec la France, mais avait offert sa médiation pour amener la paix entre les partis belligérants, s'était adressée à l'Angleterre, à la Prusse et à la Russie. La première de ces puissances avait répondu qu'elle était disposée à traiter, si ses alliés voulaient eux-mêmes négocier. La Prusse, réduite à l'extrémité, désirait plus vivement encore la paix; mais la Russie, qui se croyait assurée de triompher, rejetait la paix et déterminait le roi de Prusse à la repousser aussi. L'empereur Alexandre montrait des plans magnifiques qui, à ses yeux, devaient avoir pour effet inévitable la destruction de Napoléon et la reconstitution des anciennes nationalités sur leurs vieilles bases. Cependant, pour ne pas repousser trop ouvertement les propositions de paix, ces trois nations répondirent à l'Autriche que pour se décider elles avaient besoin de connaître les bases sur lesquelles Napoléon prétendait traiter.

En même temps l'empereur de Russie et le roi de

Digitized by Google

Prusse, réunis à Bartenstein, signaient une convention par laquelle ils s'engageaient à ne traiter avec l'ennemi que du consentement commun. Le but assigné à leurs efforts était non point, disaient-ils, l'abaissement de la France, mais l'affranchissement des puissances grandes et petites, abaissées par la France. Ils allaient combattre, faire évacuer l'Allemagne, la Hollande, l'Italie même, si l'Autriche se joignait à eux, pour rétablir, à défaut de l'ancienne confédération germanique, une nouvelle constitution fédérative, qui assurât l'indépendance de tous les États allemands et une raisonnable influence de l'Autriche et de la Prusse sur l'Allemagne.

L'Autriche, trop bien instruite par l'expérience du passé, refusa d'accéder au traité de Bartenstein, bien persuadée que si les coalisés triomphaient, elle aurait sa part du succès et qu'elle recouvrerait les provinces qu'elle avait perdues.

Le général Benningsen, qui s'était posté dans un camp retranché à Heilsberg, reçut des renforts qui portèrent son armée à cent mille hommes, sans compter différents détachements qu'il pouvait réunir et qui l'auraient élevée à cent quarante mille. Cette armée était bien inférieure à la première armée de Napoléon, forte de plus de deux cent mille hommes.

Benningsen, sachant que nos corps n'avaient pas encore été concentrés, résolut d'attaquer celui du maréchal Ney, qui se trouvait avancé au-delà de Deppen. Le 5 juin, dès la pointe du jour, l'avant-garde russe marcha rapidement sur la principale position du maréchal Ney. Grâce à la fermeté et à la valeur de son infanterie, cet habile capitaine sut en imposer à ses ennemis, put regagner le

Digitized by Google

pont de Deppen et se couvrir derrière des redoutes assez fortes pour attendre le secours qui allait arriver. Pendant cette retraite nous avions perdu douze à quinze cents morts ou blessés. C'était beaucoup, mais bien moins que l'ennemi, dont la perte s'élevait à quatre mille hommes.

Le général Benningsen, après avoir essayé d'emporter les ponts de Lametten et de Spanden, étant repoussé partout, s'était hâté de se retirer dans son camp de Heilsberg. Napoléon avait réuni une masse de cent vingt-cinq mille hommes et s'était mis à la poursuite de l'armée russe. A peine notre avant-garde, dirigée par Murat et par Soult, fut-elle arrivée à Heilsberg, qu'elle s'élança sur les Russes sans se demander s'il y avait proportion dans le nombre. Obligée de céder, elle soutint cependant le combat jusqu'au milieu de la nuit. Napoléon arrivé vers le soir sur le champ de bataille, tout en félicitant ses capitaines de leur valeur, les blâma de leur imprudence. Il reconnut la position des Russes et résolut de les attaquer avec toute son armée, s'ils consentaient à l'attendre.

Benningsen, instruit par le combat du jour qu'il serait extrêmement périlleux pour lui de se mesurer contre une armée de cent vingt mille hommes, opéra aussitôt sa retraite par la droite de l'Elbe et se dirigea sur Bartenstein où il avait longtemps établi son quartier général. Napoléon, qui l'avait suivi, ne jugeant pas le champ de bataille convenable, résolut de s'avancer vers sa gauche pour séparer cette ville des Russes, s'en emparer et rejeter ensuite les ennemis au-delà du Niémen.

Napoléon se jeta sur la gauche de l'Alle, pour se porter vers Kœnigsberg, évitant ainsi les contours de la rivière, dont le général russe devait suivre les bords s'il ne

Digitized by Google

voulait présenter à ses adversaires une occasion favorable de le battre. C'est ainsi que l'empereur des Français se trouva bientôt en avant du général russe et se posta à Domnau, à deux marches de Kœnigsberg et à une journée de Friedland. Persuadé que l'ennemi, afin d'éviter les longues sinuosités de l'Alle, passerait cette rivière auprès de Friedland, parce qu'en cet endroit elle forme un angle très rapproché de Kœnigsberg, Napoléon disposa sa gauche de manière à s'y porter très facilement.

Au moment où Lannes poussait une reconnaissance vers Friedland, l'avant-garde ennemie traversait l'Alle sur les ponts de cette ville et venait se ranger sur les hauteurs qui sont en avant de la place. Lannes s'était placé à Porthenem, parce que les Russes ne pouvaient atteindre Kœnigsberg qu'en passant par ce lieu. Benningsen, déterminé à se frayer un passage, jeta trois ponts sur l'Alle au-dessus et au-dessous de Friedland, et ordonna ensuite de marcher en avant. Il apercevait peu de troupes devant lui et se persuadait que Lannes ne pourrait être secouru. Si le maréchal n'avait pu être soutenu par de nouveaux corps, il eût été indubitablement vaincu, car il n'avait pas plus de vingt-deux mille hommes avec les grenadiers d'Oudinot. La jonction presque immédiate des généraux Grouchy et Nansouty porta son armée à vingt-six mille hommes. Le général Oudinot, avec ses grenadiers, sut si bien profiter des accidents du terrain, des bois, des étangs et même des seigles très élevés, pour arrêter les Russes, qu'il donna à Napoléon le temps d'accourir avec ses bataillons et de mettre en ligne une armée de quatre-vingt mille hommes, pouvant être appuyée par cinquante mille autres.

Digitized by Google

Lorsque Napoléon parut sur le champ de bataille, le brave Oudinot accourut à lui, montra son habit percé de balles, et lui dit : « Hâtez-vous, Sire, mes grenadiers » n'en peuvent plus, mais donnez-moi un renfort, et » je jette les Russes à l'eau. » Napoléon prit sa lunette, promena son regard sur le terrain et reconnut qu'il était facile de faire subir une désastreuse défaite aux Russes. Aussi, lorsque certains de ses officiers lui eurent représenté que la nuit étant fort proche, il fallait remettre le combat au lendemain, il se contenta de répondre : « Non, » non, on ne surprend pas deux fois l'ennemi en pareille » faute. »

Pour obtenir les résultats qu'il attendait de cette journée, il fallait s'emparer de Friedland et de tous les ponts qui pouvaient fournir une retraite aux ennemis. Il chargea de ce soin le maréchal Ney. Lui montrant Friedland, les ponts, les Russes accumulés en avant : « Voilà le but, » lui dit-il, marchez-y sans regarder autour de vous; » pénétrez dans cette masse épaisse. Quoi qu'il puisse » vous en coûter, entrez dans Friedland, prenez les ponts » et ne vous inquiétez pas de ce qui pourra se passer à » droite, à gauche ou sur vos derrières. L'armée et moi » sommes là pour y veiller. »

Napoléon assigna à chaque corps la position qu'il devait occuper, et accorda une heure de repos, pour avoir plus de vigueur pour le combat. Au signal donné les différents corps s'ébranlèrent. Ney, conformément à l'ordre de l'empereur, s'élança comme un trait, atteignit bientôt la rive de l'Alle, et malgré la mitraille lancée sur son front et son flanc droit par les canons disposés sur la droite du fleuve, il tint ferme. La situation de Ney

Digitized by Google

devenait alors affreuse; le général Dupont, accouru pour contraindre l'infanterie russe à s'arrêter, ne rendait guère cette situation meilleure. Napoléon, reconnaissant alors l'insuffisance de l'artillerie du maréchal, lui envoya un grand nombre de pièces et l'intrépide Senarmont, qui monte à quelques centaines de pas en avant des troupes de Ney une artillerie formidable, et bientôt impose silence à celle de nos ennemis. Le général Dupont pousse alors l'infanterie russe dans les faubourgs; Ney pénètre dans Friedland, y soutient un combat extrêmement acharné, se rend enfin maître des ponts et coupe toute espèce de retraite aux Russes. Le premier but que s'était proposé Napoléon était atteint.

Après ce magnifique succès, Napoléon poussa son armée contre l'aile droite des Russes, qui se trouvait renfermée dans une enceinte sans issue. Cette aile tenta de se retirer par Friedland, entra dans la ville, repoussa un moment le général Dupont et le maréchal Ney, et engagea un combat affreux; le canon, le sang, les cadavres, les flammes, tout était fait pour inspirer de l'horreur. Les Russes furent enfin repoussés de la ville et se retrouvèrent dans cette plaine sans issue. Il faut rendre justice à leur bravoure, ils se battirent comme des lions et préférèrent se jeter dans l'Alle plutôt que de se rendre.

Cette journée, digne anniversaire de Marengo, eut d'immenses résultats. Nous avions peu de prisonniers, mais quatre-vingts bouches à feu, vingt-cinq mille cadavres gisant sur le champ de bataille ou roulés par les flots, étaient un magnifique trophée, disons plutôt horrible, car ces grands combats que le monde admire, sont profondément attristants. Nous avions, de notre côté, perdu sept à huit mille hommes tant morts que blessés.

Digitized by Google

Rien ne pouvait plus arrêter notre marche. Le maréchal Soult entra à Kœnigsberg sans obstacle et y trouva une grande quantité de blé, de vin, cent mille fusils envoyés par l'Angleterre, et qui n'étaient pas encore déballés.

Napoléon envoya Lannes, Victor, Ney et Mortier à la poursuite des Russes. Benningsen ne pouvant, avec les soixante-dix mille hommes qui lui restaient, attendre une armée victorieuse, sacrifia les hommes qui ne pouvaient le suivre, se retira derrière le Niémen et coupa tous les ponts de ce fleuve, devant lequel les Français s'arrêtèrent. Ils étaient partis de Boulogne vingt-trois mois auparavant et avaient, dans cet espace, conquis toute l'Allemagne, la Pologne, et se trouvaient près de franchir les frontières de la Russie. Nos ennemis vaincus et sans ressources, se hâtèrent de demander grâce et sollicitèrent la faveur d'un armistice pour arriver à la paix.

L'armistice, conclu immédiatement avec la Russie, le fut presque aussitôt avec la Prusse, à condition que le roi Frédéric réduirait à l'impuissance les trois villes, Colberg, Pillau et Graudentz, qu'il possédait encore. Napoléon prit cependant des dispositions pour pouvoir réunir en un moment ses différents corps, et adressa en même temps une belle proclamation à ses soldats pour les remercier de leur énergique et glorieux concours.

Soldats,

» Le 5 juin nous avons été attaqués dans nos canton-
» nements par l'armée russe. L'ennemi s'est mépris sur
» les causes de notre activité. Il s'est aperçu trop tard
» que notre repos était celui du lion : il se repent de l'a-
» voir troublé. Dans les journées de Guttstadt, de Heils-

Digitized by Google

» berg, dans celle à jamais mémorable de Friedland, » dans dix jours de campagne enfin, nous avons pris » cent vingt pièces de canon, sept drapeaux, tué ou » blessé ou fait prisonniers soixante mille Russes, en- » levé à l'armée ennemie tous ses magasins, ses hôpi- » taux, ses ambulances, la place de Kœnigsberg, les » trois cents bâtiments qui étaient dans ses ports char- » gés de toute espèce de munitions, cent soixante mille » fusils que l'Angleterre envoyait pour armer nos enne- » mis. Des bords de la Vistule nous sommes arrivés sur » ceux du Niémen avec la rapidité de l'aigle. Vous célé- » brâtes à Austerlitz l'anniversaire du couronnement; » vous avez cette année dignement célébré celui de la » bataille de Marengo, qui mit fin à la guerre de la se- » conde coalition.

» Français, vous avez été dignes de vous et de moi. » Vous rentrerez en France couverts de lauriers, et après » avoir obtenu une paix glorieuse, qui porte avec elle la » garantie de sa durée. Il est temps que notre patrie vive » en repos, à l'abri de la maligne influence de l'Angle- » terre. Mes bienfaits vous prouveront ma reconnaissance » et toute l'étendue de l'amour que je vous porte. »

Dans le dessein de conduire avec célérité la question de la paix, Napoléon accepta la demande de l'empereur de Russie, d'une entrevue au milieu du Niémen, sur un radeau. Afin de gagner Alexandre, dont le cœur était généreux et l'imagination ardente, Napoléon rejeta tous les malheurs de la guerre sur l'Angleterre, dont la Russie était alors mécontente, vanta la valeur des Russes, qu'il plaça bien au-dessus des armées prussiennes et autrichiennes; il glissa adroitement un mot qui fit la plus

Digitized by Google

vive impression sur l'âme ambitieuse d'Alexandre, lui montra l'Orient ouvert à la Russie, tandis que l'Occident pouvait demeurer à la France; puis, pour l'amener à traiter directement avec lui, il lui dit avant de le quitter : « Nous nous entendrons mieux, vous et moi, en traitant » directement qu'en employant nos ministres, qui sou- » vent nous trompent ou ne nous comprennent pas, et » nous avancerons plus les affaires en une heure que » nos négociateurs en plusieurs journées. Entre vous et » moi, ajouta-t-il, il ne doit y avoir personne. »

Vivement frappé de cet entretien, déjà la tête remplie de vastes projets sur l'Orient, l'empereur Alexandre vint habiter Tilsitt. Tout ce que l'imagination la plus riche et en même temps la plus folle peut inventer de grand et de chimérique passa par ces deux têtes. Napoléon se sentant le besoin d'un allié, et voulant gagner Alexandre à quelque prix que ce fût, se servit d'une circonstance imprévue pour jeter les bases d'un grand et magnifique traité.

Sélim, empereur de Turquie, attaqué par les Anglais, leur avait fermé les portes des Dardanelles d'après les conseils de la France. Le général Sébastiani, alors ambassadeur auprès de la Sublime Porte, ayant aidé le Grand-Turc à repousser les Anglais, en mettant à sa disposition quelques-uns de nos habiles officiers d'artillerie, il en était résulté des rapports d'intimité entre le général français et l'empereur ottoman. Ce monarque, admirateur sincère de la politique de l'Occident, voulut tenter dans ses Etats une réforme profonde, qui souleva ses janissaires et ses ulémas, et fit proclamer un autre empereur. Craignant d'avoir le nouveau souverain pour

Digitized by Google

ennemi, Napoléon proposa à l'empereur Alexandre le partage de l'empire de Constantinople : « Un coup du » ciel, dit-il à Alexandre, vient de me dégager à l'égard » de la Porte. Mon allié et mon ami, le sultan Sélim, a » été précipité du trône dans les fers. J'avais cru qu'on » pouvait faire quelque chose de ces Turcs, leur rendre » quelque énergie, leur apprendre à se servir de leur » courage naturel : c'est une illusion. Il faut en finir » d'un empire qui ne peut plus subsister, et empêcher » que ses dépouilles ne contribuent à augmenter la do- » mination de l'Angleterre. »

Il fit alors le partage de la Turquie. La Russie dut avoir la Bessarabie, la Moldavie, la Valachie et la Bulgarie jusqu'aux Balkans. La France se serait réservé l'Albanie, la Thessalie, la Morée et Candie. Constantinople, avec l'Asie-Mineure et l'Egypte, formait un nouvel Etat. Napoléon disposait de l'Europe absolument comme s'il en eût été le maître et qu'il n'existât plus de principes de justice. Comme il se réservait à lui-même l'Occident, il voulait qu'Alexandre lui fît faire une bonne paix avec l'Angleterre. « Soyez, dit-il à Alexandre, mon » médiateur auprès du cabinet de Londres. Ce rôle con- » vient à votre position d'ancien allié de l'Angleterre et » d'allié prochain de la France. Je ne songe plus à Malte. » Que la Grande-Bretagne garde cette île en compensa- » tion de ce que j'ai acquis depuis la rupture de la paix » d'Amiens; mais qu'elle rende à son tour les colonies » de l'Espagne et de la Hollande, et à ce prix qu'on lui » restitue le Hanovre. Ces conditions ne sont-elles pas » justes, parfaitement équitables? Puis-je en accepter » d'autres? Puis-je abandonner mes alliés? Et quand

Digitized by Google

» je sacrifie mes conquêtes sur le continent, une con-
» quête comme le Hanovre, pour recouvrer les posses-
» sions lointaines de mes alliés, est-il possible de con-
» tester ma loyauté et ma modération? »

Alexandre s'étant saisi de cette parole pour dire qu'il fallait enfin dompter l'Angleterre, si elle ne voulait pas de la paix: « Si l'Angleterre, répliqua vivement Na-
» poléon, refuse la paix à ces conditions, proclamez-
» vous l'allié de la France; annoncez que vous allez réu-
» nir vos forces aux siennes pour assurer la paix ma-
» ritime; faites savoir à l'Angleterre qu'outre la guerre
» avec la France, elle aura la guerre avec le continent
» tout entier, avec la Russie, avec la Prusse, avec le
» Danemarck, avec la Suède et le Portugal, qui devront
» obéir quand nous leur signifierons nos volontés; avec
» l'Autriche elle-même, qui sera bien obligée de se
» prononcer dans le même sens, si vous et moi lui dé-
» clarons qu'elle aura la guerre avec nous dans le cas
» où elle ne voudrait point l'avoir avec l'Angleterre,
» aux conditions par nous énoncées. L'Angleterre alors,
» exposée à une guerre universelle, si elle ne veut pas
» conclure une paix équitable, l'Angleterre déposera les
» armes. Tout ceci, ajoutait Napoléon, doit être commu-
» niqué à chaque cabinet, avec assignation de termes
» précis et prochains pour se décider. Si l'Angleterre ne
» cède pas, nous agirons en commun, et nous trouverons
» de suffisantes indemnités pour nous dédommager de
» cette continuation de la guerre. Deux pays fort im-
» portants, l'un des deux surtout pour la Russie, résis-
» teront peut-être. Ce sont le Portugal et la Suède, que
» leur position maritime subordonne à l'Angleterre.

Digitized by Google

» Je m'entendrai, dit Napoléon, avec l'Espagne relati-
» vement au Portugal. Vous, prenez la Finlande comme
» dédommagement de la guerre que vous avez été
» amené à faire contre la Suède. Le roi de Suède, il est
» vrai, est votre beau-frère et votre allié; mais, puis-
» qu'il est votre beau-frère et votre allié, qu'il suive
» les changements de votre politique, ou qu'il subisse les
» conséquences de sa mauvaise volonté. La Suède, ré-
» péta souvent Napoléon, peut être un parent, un allié
» du moment, mais c'est l'ennemi géographique. Péters-
» bourg se trouve trop près de la frontière de Finlande.
» Il ne faut plus que les belles Russes de Pétersbourg
» entendent de leurs palais le canon des Suédois. »

Qu'on se figure la joie d'Alexandre, qui ajoutait à son vaste empire la Finlande et la Turquie, et faisait plus pour la grandeur du nom moscovite que la grande Catherine. Lorsqu'il quittait ces entretiens extraordinaires, Alexandre s'écriait dans l'enthousiasme de son âme : « Quel grand homme! quel génie! quelle étendue de
» vues! quel capitaine! quel homme d'Etat! que ne l'ai-
» je connu plus tôt! que de fautes il m'eût épargnées!
» que de grandes choses nous eussions accomplies en-
» semble! »

Alexandre n'avait plus qu'une seule idée, l'empire de Turquie; c'était sa chimère. Seulement il trouvait que Napoléon ne lui accordait pas une assez grande part; il voulait Constantinople et Sainte-Sophie, et cédait à cette condition l'Egypte, la Syrie, Candie, la Morée, etc., à la France. Jamais Napoléon ne voulut céder Constantinople. On se plaint de l'injustice des sujets! qu'est-elle, grand Dieu! à côté de celle des souverains?

Digitized by Google

Le malheureux roi de Prusse, qui était venu à Tilsitt pour traiter de ses intérêts, se voyait presque toujours délaissé par les deux empereurs, qui s'occupaient de tout autre chose que de lui et de ses affaires. On s'arrêta enfin aux conditions de la paix. Par le traité de Tilsitt Napoléon, pour rendre Alexandre complice de la spoliation, lui donna un lambeau de la Prusse, le district de Byalistbeck. Il lui donna aussi le Cotbus, le duché de Varsovie, et généralement ce qui est connu sous le nom de Prusse polonaise; il renferma le royaume de Prusse entre l'Elbe et le Niémen. Dantzig fut déclaré ville indépendante. Les ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklembourg-Schwerin furent rétablis dans leurs domaines, en recevant toutefois garnison française dans leurs places maritimes jusqu'à la conclusion de la paix avec l'Angleterre. La Russie, non contente de reconnaître la royauté de Louis en Hollande, de Joseph à Naples, la Confédération germanique, s'engagea encore à déterminer la Suède et le Portugal à accéder au blocus continental. On croit rêver quand on assiste tout à coup à un pareil bouleversement de peuples, et c'est un seul homme qui produit de tels changements!

L'infortunée reine de Prusse, qu'on avait engagée à venir à Tilsitt pour toucher le cœur de Napoléon, voyant ses charmes, ses prières, ses larmes sans succès, quitta cette ville avant la signature de la paix. On laissait à peine à son royal époux la moitié de ses Etats; encore le traité portait-il que c'était en considération de la Russie. La maison de Brandebourg devait obtenir une grande réparation, mais l'infortunée reine ne devait point la voir; la mort l'enleva à la fleur de son âge.

Digitized by Google

Le traité de Tilsitt a été vivement blâmé. Il abaissait trop ou trop peu le roi de Prusse. Si Napoléon regardait ses droits de conquête comme légitimes, il n'y avait pour lui que deux moyens de traiter convenablement le roi de Prusse : lui rendre presque tous ses Etats, ou les lui enlever entièrement, et reconstituer la Pologne en royaume assez puissant pour servir de barrière à la Russie.

Napoléon a tâché de justifier ce traité dans son *Mémorial de Sainte-Hélène :* « Les politiques blâment fort mon » traité de Tilsitt ; ils ont découvert, depuis mes désastres, » que j'avais mis l'Europe à la merci de la Russie ; si » j'avais réussi à Moscou, ils auraient admiré mes vues. » J'avais de grandes vues sur les Allemands ; mais j'ai » échoué, et partant j'ai eu tort : cela est de toute jus- » tice. »

Napoléon élevait, en effet, beaucoup trop la Russie, et faisait d'elle la grande puissance qui semble destinée à devenir l'arbitre de l'Europe.

§ III. *Opérations maritimes.*

Napoléon, après son fameux traité de Tilsitt, se crut enfin en état de lutter contre l'Angleterre. Deux moyens qui, par leur union, paraissaient infaillibles, semblaient être à sa disposition : le blocus continental, et les flottes de la Russie, de la Hollande, de la France, de l'Espagne et de l'Italie. Il pensait qu'avec un emploi sage et persévérant de ce double moyen, on devait arriver à ruiner l'Angleterre et la contraindre à se soumettre enfin et à demander la paix.

Digitized by Google

L'empereur commença par ordonner la saisie de toutes les marchandises anglaises soit à Hambourg, soit à Leipzig : il recommanda en même temps au roi de Hollande, Louis, son frère, de ne pas montrer tant de faiblesse à l'égard de l'Angleterre. Il agit ensuite vigoureusement sur tous les peuples qui continuaient, malgré ses injonctions, à demeurer les alliés de l'Angleterre. Talleyrand engagea le Danemarck à embrasser enfin le parti du système continental, pour ne pas éprouver de plus grands malheurs. Le Stralsund fut dominé par des forces assez considérables pour marcher en avant et refouler les Suédois. Le Portugal fut sommé de mettre immédiatement l'embargo sur les marchandises et sur les négociants anglais, s'il ne voulait voir les aigles françaises flotter au-dessus de Lisbonne. Un corps français marcha rapidement sur Livourne pour s'emparer des marchandises anglaises et des Anglais que la reine d'Etrurie tolérait tout en feignant de les éloigner. Si toutes les nations alliées de la France avaient mis le même zèle que Napoléon dans l'exacte observation du *blocus*, il est certain que l'Angleterre, dépourvue de ses principaux débouchés, eût été bientôt obligée de crier merci. Ce n'était pas là cependant le seul moyen que Napoléon voulait employer contre l'Angleterre; les flottes du continent devaient aussi jouer un grand rôle.

La marine française ayant éprouvé un échec épouvantable en quelques heures à la funeste journée de Trafalgar, le ministre de la marine, Decrès, tenta un nouveau mode d'expéditions maritimes; il divisa les débris de nos flottes, en composa de petites divisions fortes de trois, quatre ou cinq vaisseaux, et les dispersa sur la vaste

Digitized by Google

étendue de l'Océan pour courir sus à tous les navires marchands de nos ennemis. Ces petites flottilles, évitant avec soin toute espèce de combat lorsqu'elles se trouvaient en face de forces supérieures, pouvaient sans danger attaquer les faibles embarcations. Si l'une de ces flottilles périssait, la perte n'était pas considérable. On pouvait opposer à ce système de guerre maritime, que l'Angleterre ayant couvert les mers de ses vaisseaux, les nôtres, lancés sur l'Océan, finiraient toujours par succomber et que nous éprouverions plus de mal que nous n'en aurions fait. Ce système ayant cependant encore quelque chose d'assez spécieux pour qu'on tentât de l'essayer, plusieurs croisières furent formées en conséquence.

Le capitaine Lhermite, avec un vaisseau, le *Régulus;* avec deux frégates, la *Cybèle* et le *Président,* et deux bricks, le *Surveillant* et le *Diligent*, sortit de Lorient, se dirigea vers les côtes de l'Afrique, les parcourut pendant les mois de décembre, janvier, février et mars, et y causa des pertes considérables au commerce anglais. Un orage épouvantable l'assaillit aux Antilles. La *Cybèle* démâtée se retira aux Etats-Unis; la frégate le *Président* fut capturée; le *Régulus* rentra enfin à Brest le 4 octobre 1806, après onze mois de navigation. Dans cet espace de temps le capitaine Lhermite avait détruit vingt-six bâtiments ennemis, fait trois cent soixante-dix prisonniers, détruit pour plus de cinq millions de valeur, et rapporté des sommes considérables, très supérieures aux dépenses de sa croisière.

C'était encore un beau résultat.

L'amiral Willaumez était parti le 13 décembre 1805 pour les mers de l'Amérique avec le *Foudroyant*, vais-

Digitized by Google

seau de quatre-vingts, le *Vétéran*, le *Cassard*, l'*Impétueux*, le *Patriote*, l'*Ecole*, vaisseaux de soixante-quatorze, et deux frégates, la *Valeureuse* et la *Comète*. Ces vaisseaux, après avoir parcouru les Antilles, fait quelques captures bien moins importantes que celles de la division Lhermite, éprouvèrent les plus grands malheurs. Battue par une horrible tempête, poursuivie ensuite par les coureurs anglais, la division Willaumez fit des pertes affreuses. Le *Foudroyant* se réfugia à la Havane, l'*Impétueux* fut détruit, le *Patriote* et l'*Ecole* remontèrent la Chesapeak dans un état déplorable et sans chances d'en sortir, le *Cassard* prit le large, le *Vétéran* se trouva engagé à Concarneau dans un mouillage d'où il était difficile de le tirer, la *Valeureuse* se sauva dans le Delaware, la *Comète* se retira dans un port d'Amérique.

C'était là un grand désastre que ne pouvaient compenser les faibles pertes que nous avions fait essuyer à nos ennemis.

Le capitaine Leduc, brave marin flamand, sorti du port de Lorient avec les trois frégates la *Syrène*, la *Revanche* et la *Guerrière*, pour aller naviguer dans les mers du Nord, aperçut le Spitzberg et toucha la pointe de l'Islande. Un temps affreux dispersa d'abord ses navires; bientôt des maladies contagieuses firent de tels ravages sur ces bâtiments, que le tiers de l'équipage en fut atteint; il fallut alors regagner nos côtes. Malgré une perte de quatre-vingt-seize hommes, cette expédition dut être regardée comme heureuse, parce qu'elle avait détruit quatorze bâtiments anglais, fait deux cent soixante-dix prisonniers et pris pour près de trois millions de valeur.

Digitized by Google

En septembre 1806, le capitaine Cosmao qui s'était conduit avec valeur à Trafalgar, parcourut et balaya le golfe de Gênes avec les vaisseaux le *Borée* et l'*Annibal*, la frégate l'*Uranie*, le cutter le *Succès*. Il ramena le vaisseau le *Génois*, qu'on venait de construire à Gênes.

Le capitaine Soleil, sorti de Rochefort avec quatre frégates et quelques bricks, fut aperçu et poursuivi par les Anglais, qui prirent toute la division, excepté la *Thémis*, qui parvint à se sauver avec deux frégates.

Dans les luttes que nos vaisseaux soutinrent contre ceux de nos ennemis, plusieurs se couvrirent de gloire. La *Canonnière*, frégate bonne voilière, après s'être élancée au milieu d'un convoi important et y avoir causé des dommages considérable, malgré l'intervention d'un vaisseau de haut bord, se sauva dans un port qu'elle croyait encore appartenir aux Hollandais. Comme elle jetait l'ancre, s'apercevant que le pavillon anglais flottait seul, elle sacrifie ses ancres, coupe ses câbles et vogue à pleines voiles vers l'Ile-de-France, où elle arrive heureusement. La flûte la *Salamandre* étant sortie de Saint-Malo, se vit poursuivie par une grosse corvette anglaise, deux bricks et un cutter ; se sentant impuissant à soutenir l'attaque, l'équipage se jeta dans des canots, gagna la terre, dirigea la batterie de Saint-Michel contre les navires anglais, et força la corvette à s'échouer et enfin à se rendre.

Malgré ces glorieux faits, en analysant les pertes et les avantages que nous avions retirés des croisières, il était évident que nous avions beaucoup plus perdu que gagné. Aussi l'amiral Decrès en était au désespoir. Il écrivit le 23 octobre 1806 à Napoléon : « Après une navigation de

Digitized by Google

» dix mois, les vergues et mâts de hune se cassent, les » gréements se relâchent et s'usent d'autant qu'on ne » peut suivre leurs réparations graduelles en pleine mer; » les bas mâts consentent, les vaisseaux se délient, et il » est sans exemple que des bâtiments aient tenu la mer » aussi longtemps, sans s'être donné le loisir de se répa- » rer à neuf et tranquillement dans un port. »

Nulle part nous n'avions en Amérique de port capable de fournir les choses indispensables à la réparation de nos vaisseaux.

Nos colonies, si florissantes avant la révolution, ne pouvant que très difficilement avoir des rapports avec la mère-patrie, étaient tombées dans un état déplorable; les Américains y conduisaient les choses nécessaires à la vie, emportaient une partie des productions coloniales; mais les importations s'élevant plus haut que les exportations, le numéraire disparaissait peu à peu et devenait excessivement rare. Il y avait d'ailleurs dans nos colonies bien moins de soldats qu'il n'en eût fallu pour les défendre si elles avaient été vigoureusement attaquées. Napoléon, pressé par la nécessité de les secourir, donnait un libre cours à son imagination infatigable, cherchant le moyen de les relever et en même temps de détruire la marine anglaise. Il crut le trouver dans la réunion des marines russe, hollandaise, française, espagnole, italienne. Ayant des flottes armées au Texel, à Flessingue, à Boulogne, à Brest, à Lorient, à Rochefort, à Cadix, à Toulon, à Gênes, à Tarente, à Venise; tenant auprès de ces flottes des camps nombreux remplis de troupes invincibles, il voulait obliger l'Angleterre à entretenir devant ces ports des forces navales qui ne pourraient suffire à

Digitized by Google

les bloquer tous, et, partant à l'improviste de celui q i aurait été mal surveillé, transporter une armée ou en Egypte, ou dans l'Inde, ou à Londres même, et en attendant que cette chance se réalisât, épuiser la nation anglaise d'hommes, de bois, d'argent, de constance et de courage (1). »

Afin d'augmenter les flottes déjà très considérables de ces différents ports, il apporta la plus grande activité à fabriquer de nouveaux vaisseaux et à mettre tous les navires en état de tenir la mer ; il commanda d'armer neuf vaisseaux dans le Texel, huit dans l'Escaut, au port d'Anvers. La flottille de Boulogne était toujours prête à mettre à la voile. Dunkerque, le Hâvre, Cherbourg, Saint-Malo voyaient leurs ateliers en grande activité pour la construction de plusieurs frégates. Brest renfermait sept bons vaisseaux et cinq mauvais : ceux-ci furent mis hors de service, ceux-là furent équipés au grand complet. La division de Lorient fut augmentée d'un vaisseau qu'on lança à la mer. La flotte de Rochefort, commandée par le contre-amiral Allemand, surnommé le *loup de mer*, à cause de son audace et de son activité, fut encore augmentée de deux vaisseaux. La flotte de Cadix, forte de cinq vaisseaux, triste débris de Trafalgar, aurait pu être accrue de quelques vaisseaux espagnols ; mais la marine de l'Espagne, jadis si grande, était tombée si bas, qu'à peine pouvait-elle tenir six vaisseaux armés à Carthagène. La flotte de Toulon, déjà si belle, se vit encore accrue de trois beaux vaisseaux lancés pour la première fois à la mer. Sur les côtes de l'Italie la même activité régnait pour la création d'une marine puissante.

(1) Thiers.

Digitized by Google

Napoléon avait résolu de réunir à Toulon les divisions de Brest, de Lorient, de Rochefort et de Cadix, espérant ainsi former une flotte de quarante voiles, avec laquelle il balayerait la Méditerranée, s'emparerait des îles Ioniennes et irait ensuite déposer douze cents hommes à la Martinique, six cents à la Guadeloupe, cinq cents à Saint-Domingue, trois cents à Cayenne, six cents au Sénégal et quatre cents à l'Ile-de-France.

L'amiral Decrès combattit vivement ce projet, montra l'impossibilité réelle de transporter les flottes de l'Océan dans la Méditerranée, dit qu'il était bien plus sûr de faire partir des navires de différents ports, que si l'un était pris, les autres arriveraient à leur destination et ravitailleraient nos colonies, tandis qu'en voulant réunir toutes nos flottes, on préparait un grand désastre. Cette opinion ayant été admise en partie, il fut résolu que des frégates partiraient de Dunkerque, du Hâvre, de Cherbourg, de Nantes, de Rochefort, de Bordeaux, pour les colonies, mais que les vaisseaux de Rochefort et de Cadix entreraient dans la Méditerranée.

§ IV. *Affaires intérieures.— Expédition en Portugal.— Italie.*

Le soin des affaires extérieures n'empêchait pas Napoléon de s'occuper de l'état intérieur. A peine avait-il pu recevoir cette magnifique ovation qui marqua sa rentrée en France après le traité de Tilsitt, qu'il vit les grands solliciter des faveurs. Talleyrand, voyant que ses idées politiques n'étaient plus écoutées, qu'il fallait suivre l'empereur dans ces conceptions gigantesques qui conduisaient à l'abîme, sollicita une des grandes charges et demanda qu'on donnât des suppléants sous le nom de vice-connétable, vice-chancelier et vice-grand-électeur:

Digitized by Google

au roi Joseph, grand-électeur; au roi de Hollande, connétable de l'empire; à Eugène de Beauharnais, archi-chancelier, qui tous trois étaient hors de France.

Napoléon nomma Talleyrand vice-grand-électeur, et Berthier vice-connétable. La nomination à ces grandes charges amenait nécessairement du changement dans toute la haute administration. Talleyrand fut remplacé aux affaires étrangères par Champagny, qui n'avait ni les vues de son prédécesseur ni l'adresse de ce célèbre diplomate pour amener Napoléon à des idées réellement pratiques. Débarrassé de ces entraves, l'empereur s'élançait sans frein dans la voie de son ardente imagination et formait des desseins qu'un homme raisonnable n'eût jamais conçus. Cretet remplaça Champagny au ministère de l'intérieur. Le général Clarke, appelé au ministère de la guerre en place de Berthier, était fort au-dessous de celui-ci en mérite, malgré une ardeur incontestable pour le travail.

La perte la plus regrettable fut celle de Portalis, ministre des cultes, qui avait fait éviter bien des fautes à son maître en matière religieuse. Jamais il ne lui eût été plus nécessaire qu'à une époque où il allait se mettre en état d'hostilité ouverte avec le Saint-Siége. Bigot de Préameneu, qui lui succéda, n'avait point les qualités indispensables pour diriger le ministère des cultes en des temps si difficiles.

Deux grands corps politiques attirèrent l'attention de l'empereur, le Tribunat et les Cours de justice. Le Tribunat ayant conservé dans son sein quelques restes de son ancienne indépendance, l'empereur résolut de le détruire et de lui substituer de simples commissions pour

Digitized by Google

présenter les lois au Corps législatif. L'inamovibilité du juge parut au monarque un grave inconvénient. A l'avenir les provisions de juge ne devaient plus être délivrées qu'après cinq ans d'exercice ; l'empereur se réserva aussi le droit de statuer sur le maintien ou la révocation des juges alors en fonctions. Ces mesures furent regardées comme une grave atteinte porté à l'indépendance du corps chargé de maintenir avec impartialité les droits de tous; on ne put méconnaître que ce fût un nouveau pas dans cette voie du despotisme, qui voulait résumer en une seule personne tous les pouvoirs.

Cependant l'empereur portait son attention sur la fortune publique. Nos finances étaient alors dans l'état le plus prospère ; les recettes avaient surpassé les dépenses de vingt millions environ, ce qui engagea Napoléon à soulager les contribuables du décime de guerre, et lui permit de remettre aux bonnes villes une partie de leurs contributions volontaires.

Pour solder les sommes assez fortes dues encore sur les exercices précédents et délivrer la nation d'une charge assez lourde, Napoléon recouvra sur la Compagnie des *Négociants Unis* une centaine de millions, et prit sur le trésor de l'armée des sommes suffisantes pour payer intégralement les dettes courantes. Toutes les dettes acquittées, quatre-vingt millions prêtés à la caisse de secours, il restait encore au trésor de l'armée trois cent millions, dont l'empereur disposait à son gré. En ajoutant à cet énorme excédant les économies de douze millions par an sur la liste civile et les revenus des domaines fonciers en Pologne, en Prusse, en Hanovre, en Westphalie, on pourra se faire une idée de l'immensité des

Digitized by Google

capitaux dont l'empereur disposait. Au lieu de payer des rentes, l'Etat en recevait, et faisait ainsi tomber l'intérêt de sept à cinq, quatre et même trois et demi pour cent. Napoléon sut encore diminuer les frais de recouvrement de moitié.

Par la destruction des fermiers généraux il s'était jeté une grande confusion dans la comptabilité. Mollien, afin de faire voir clairement et d'un coup-d'œil l'état financier, voulut que les registres de l'Etat fussent tenus en partie-double. On voyait ainsi l'actif et le passif par un simple regard. Il n'y avait plus à constater que la vérité dans l'exposition de la situation.

Deux créations importantes dues à Mollien, ministre des finances, furent la caisse de service et la Cour des comptes.

« La caisse, instituée pour centraliser les deniers publics, s'appelle caisse centrale du trésor. Les receveurs généraux sont en compte courant avec cette caisse. On les débite, c'est-à-dire on les constitue débiteurs de tout ce qu'ils ont reçu dans la dizaine. On les crédite, c'est-à-dire on les constitue créanciers de tout ce qu'ils ont versé dans la même dizaine. L'intérêt qui court contre eux, quand ils sont débiteurs, court pour eux quand ils sont créanciers. On règle ensuite le compte d'intérêt tous les trois mois, et de plus, à la fin de l'année, on leur alloue pour la masse des contributions directes, autrefois représentées par les obligations, une bonification d'intérêt qui les indemnise si les rentrées n'ont pas eu lieu dans les douze mois, qui les récompense s'ils ont su les opérer dans cet intervalle de temps, qui les intéresse enfin au

Digitized by Google

prompt et facile recouvrement des deniers publics (1). »

Mis par l'état prospère de nos finances dans l'heureuse situation de pouvoir entreprendre de grands travaux publics, qui sont une source si féconde de richesses pour les empires, l'empereur répara treize mille quatre cents lieues formant le réseau de toutes les routes du vaste empire français; il fit achever les magnifiques routes du Simplon, du mont Cenis, construisit des ponts sur nos fleuves et sur nos rivières. Paris eut celui d'Austerlitz et celui d'Iéna. Il poursuivit surtout l'achèvement des trois grands canaux, celui du Midi, celui d'Orléans et celui de Saint-Quentin. Afin d'accélérer l'achèvement de ces ouvrages, Napoléon voulut que l'Etat, les départements intéresssés et même les particuliers y prissent part au moyen des prêts ou des actions. Le trésor de l'armée y contribuait aussi par des sommes considérables : « Ces » sommes, dit-il au ministre de l'intérieur, vous les em- » ploierez à pousser l'exécution des trois canaux dont » l'achèvement importe si fort à la prospérité de l'em- » pire, et, ces trois derniers achevés, je les vendrai à un » acheteur qui les prendra encore; et en promenant » ainsi d'un ouvrage sur un autre un capital de trois ou » quatre cent millions, accru des prestations annuelles » de l'Etat et des départements, nous changerons en peu » d'années la face du sol. »

Il pressait le ministre de l'intérieur de hâter les plans et devis. « Si nous ne nous hâtons, lui disait-il, nous » mourrons avant d'avoir vu la navigation ouverte sur » ces trois grands canaux. Des guerres, des gens ineptes

(1) Thiers.

Digitized by Google

» arriveront, et ces canaux resteront sans être achevés. » Tout est possible en France dans ce moment où l'on a » plutôt besoin de chercher des placements d'argent que » de l'argent. J'ai des fonds destinés à récompenser les » généraux et les officiers de la grande armée. Ces fonds » peuvent leur être donnés aussi bien en actions sur les » canaux qu'en rentes sur l'Etat ou en argent. Je serais » obligé de leur donner de l'argent, si quelque chose » comme cela n'était promptement établi. J'ai fait con- » sister la gloire de mon règne à changer la face du ter- » ritoire de mon empire. L'exécution de ces grands tra- » vaux publics est aussi nécessaire à l'intérêt de mes » peuples qu'à ma propre satisfaction. »

Les grandes ressources que Napoléon possédait en or, en argent et en terres, lui inspirèrent le dessein de faire disparaître une des grandes plaies de la société, ce paupérisme, objet de l'attention de tous les politiques. La révolution, qui avait remué tant d'idées, se trouva dans la nécessité d'apporter un remède au paupérisme. Après la confiscation des biens de l'Eglise, les pauvres qui étaient nourris par le clergé durent mendier (1). La Constituante déclara qu'il serait fondé des établissement

(1) D'après un rapport de Larochefoucault-Liancourt, il y avait, tant dans les établissements de secours que dans les villes, villages et bourgades, 3,248,691 individus ayant besoin de l'assistance publique.

1° Infirmes et vieillards	804,775
2° Pauvres valides	515,362
3° Enfants de pauvres	1,886,035
4° Malades	42,519
	3,248,691

Digitized by Google

de secours publics ; la Convention, en mettant à la charge de l'État la misère publique, ne put rien pour les pauvres. Le Directoire forma les bureaux de bienfaisance, les chargea d'administrer les biens provenant des fondations, d'en faire la distribution aux indigents à domicile, et autant que possible en nature. Le Consulat ne fit que compléter et régulariser l'institution des bureaux de bienfaisance.

Napoléon fit construire de vastes maisons pour servir de dépôts de mendicité, véritables prisons qui ne produisirent aucuns des bons effets qu'on s'était promis, car on y entassait pêle-mêle tout ce qu'il y avait d'immonde sous le rapport physique et sous le rapport moral. C'était d'ailleurs une charge annuelle écrasante pour les départements ; aussi ces essais qu'on avait tant vantés tombèrent, et il n'en resta pour ainsi dire rien.

Ces maisons, dans l'intention de l'empereur, devaient servir à favoriser l'industrie, qu'il cherchait à développer. Sous son règne le commerce fut placé sous le patronage d'un ministre spécial, pour encourager la fabrication par des procédés nouveaux.

Nos soieries, nos cotons, nos draps se répandirent dans une grande partie de l'Europe et amenèrent dans notre sein les capitaux de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne et de la Russie. Afin de faciliter et de régler les relations commerciales, le commerce eut son code, dont la rédaction fut confiée à une commission composée des hommes les plus habiles en affaires commerciales.

L'armée, qui nous avait valu toutes nos richesses, qui avait apporté au milieu de nous pour plus de huit cent millions de valeurs en or et en argent, obtint de magni-

Digitized by Google

fiques récompenses. Outre des sommes considérables, une fois payées, dont les moindres s'élevaient à cent mille francs, Napoléon accorda à ses généraux des domaines dont les plus petits revenus étaient de cinquante mille francs; quelques-uns donnaient chaque année quatre cent mille francs. Des gratifications analogues et proportionnées aux grades, aux services, aux blessures furent accordées aux simples officiers et aux soldats.

Les grands officiers de l'empire avaient des titres. L'archichancelier, le grand-électeur, le connétable et l'architrésorier prirent le titre d'altesse; leurs fils aînés purent porter celui de duc, si leur père avait institué en leur faveur un majorat de deux cent mille francs de rentes. Les ministres, les sénateurs, les conseillers d'Etat et les archevêques furent autorisés à porter le titre de comte; ceux qui avaient des enfants possédaient le droit de le conférer à leurs fils aînés, moyennant un majorat de quarante mille livres de rentes. Les évêques, les procureurs-généraux, les premiers présidents, les maires des trente-sept bonnes villes reçurent le titre de baron, et ceux qui avaient des enfants purent le transmettre à leurs fils aînés par un majorat de quinze mille livres de rentes. Les membres de la Légion-d'Honneur prirent le titre de chevalier, et le transmirent à leurs fils aînés moyennant un majorat de trois mille livres de rentes.

Toutes ces mesures avaient pour but de donner beaucoup de splendeur à la nouvelle cour et de lier le passé au présent. Le majorat est une institution féodale qui a pour but de conserver le nom, les armes, la grandeur des maisons possédant des titres de noblesse. Sans privi-

Digitized by Google

lége de cette nature, toute noblesse disparaît ; elle s'éteint ou s'avilit, s'il n'y a des terres privilégiées pour en sauvegarder la dignité.

Les arts et les lettres recevaient aussi une haute impulsion ; l'empereur essayait de les ramener au type du siècle de Louis XIV.

C'est au milieu de cette exaltation des esprits, c'est lorsque la conquête s'étendait jusqu'aux bords du Niémen, que nos codes s'introduisaient en Allemagne et en Italie, c'est alors que s'ouvrit la session du Corps législatif, qui depuis plus d'un an ne s'était pas réuni. Dans le discours d'ouverture, Napoléon résuma toute sa politique et ses conquêtes.

« Messieurs les députés des départements au Corps lé» gislatif, messieurs les tribuns et les membres de mon » conseil d'État,

» Depuis votre dernière session, de nouvelles guerres, » de nouveaux triomphes, de nouveaux traités de paix » ont changé la face de l'Europe politique.

» Si la maison de Brandebourg, qui, la première, se » conjura contre notre indépendance, règne encore, elle » le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le puissant » empereur du Nord.

» Un prince français régnera sur l'Elbe ; il saura con» cilier les intérêts de ses nouveaux sujets avec ses pre» miers et ses plus sacrés devoirs.

» La maison de Saxe a recouvré, après cinquante ans, » l'indépendance qu'elle avait perdue.

» Les peuples du duché de Varsovie, de la ville de » Dantzig, ont recouvré leur patrie et leurs droits.

» Toutes les nations se réjouissent, d'un commun ac-

Digitized by Google

» cord, de voir l'influence malfaisante que l'Angleterre » exerçait sur le continent, détruite sans retour.

» La France est unie aux peuples d'Allemagne par les » lois de la confédération du Rhin; à ceux des Espagnes, » de la Hollande, de la Suisse et des Italies par les lois » de notre système fédératif. Nos nouveaux rapports » avec la Russie sont cimentés par l'estime réciproque » de ces deux grandes nations.

» Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement en vue » le bonheur de mes peuples, plus cher à mes yeux que » ma propre gloire.

» Je désire la paix maritime; aucun ressentiment » n'influera jamais sur mes déterminations. Je n'en sau- » rais avoir contre une nation, jouet et victime des par- » tis qui la déchirent, et trompée sur la situation de ses » affaires comme sur celle de ses voisins.

» Mais quelle que soit l'issue que les décrets de la Pro- » vidence aient assignée à la guerre maritime, mes peu- » ples me trouveront toujours le même, et je trouverai » toujours mes peuples dignes de moi.

» Français, votre conduite dans ces derniers temps » où votre empereur était éloigné de plus de cinq cents » lieues, a augmenté mon estime et l'opinion que j'avais » conçue de votre caractère. Je me suis senti fier d'être » le premier parmi vous. Si, pendant ces dix mois d'ab- » sence et de périls, j'ai été présent à votre pensée, les » marques d'amour que vous m'avez données ont excité » constamment mes plus vives émotions. Toutes mes » sollicitudes, tout ce qui pourrait avoir rapport même » à la conservation de ma personne, ne me touchaient » que par l'intérêt que vous y portiez, et par l'impor-

Digitized by Google

» tance dont elles pouvaient être pour vos futures desti-
» nées. Vous êtes un bon et grand peuple.

» J'ai médité différentes dispositions pour simplifier
» et perfectionner vos institutions.

» La nation a éprouvé les plus heureux effets de l'é-
» tablissement de la Légion-d'Honneur. J'ai créé diffé-
» rents titres impériaux pour donner un nouvel éclat
» aux principaux de mes sujets, pour honorer d'éclatants
» services par d'éclatantes récompenses, et aussi pour
» empêcher le retour de tout titre féodal incompatible
» avec nos constitutions.

» Les comptes de mes ministres des finances et du
» trésor public vous feront connaître l'état prospère de
» nos finances. Mes peuples éprouveront une considé-
» rable décharge sur la contribution foncière.

» Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître les
» travaux qui ont été commencés ou finis; mais ce qui
» reste à faire est bien plus important encore; car je
» veux que dans toutes les parties de mon empire, même
» le plus petit hameau, l'aisance des citoyens et la va-
» leur des terres se trouvent augmentées par l'effet du
» système général d'amélioration que j'ai conçu.

» Messieurs les députés des départements au Corps
» législatif, votre assistance me sera nécessaire pour ar-
» river à ce grand résultat, et j'ai le droit d'y compter
» constamment. »

L'empereur Napoléon livrait ensuite au Corps législatif les lois qu'il devait voter en silence. La réunion de ce Corps ne pouvait être de longue durée, aussi dura-t-elle à peine un mois. Il est vrai que les plus grosses affaires, les déclarations de guerre, les traités de paix

Digitized by Google

ne lui étaient point déférés. C'était cependant ce qui préoccupait le plus l'empereur dans ce moment, l'œil tourné sur l'Allemagne qu'il venait de conquérir et qu'il prétendait soumettre à la France, en la plaçant sous son protectorat et en établissant Jérôme roi de Westphalie. Il donnait à ce prince des instructions pour lui tracer la règle à suivre dans l'établissement du système français en Westphalie; il y voulait une constitution modelée sur la nôtre, le code Napoléon et surtout l'abaissement de la noblesse; il pensait qu'en nivelant les classes on était plus sûr de s'établir pour longtemps.

Ce n'était pas seulement en Allemagne que Napoléon devait porter son attention : toutes les contrées de l'Europe devenaient inquiétantes pour lui. Le Portugal, toujours soumis à l'influence anglaise, demandait conseil au gouvernement britannique sur la manière dont il devait se conduire à l'égard de l'empereur des Français. L'Espagne, sous sa dépendance absolue, supportait son joug avec peine. L'Autriche portait un regard inquiet vers la Russie, devenue l'amie intime de la France, et qui, pour prix de cette alliance, devait s'établir dans le bas Danube. Si l'empereur Alexandre était dévoué à Napoléon, sa grande noblesse ne partageait pas son opinion; elle se souvenait de l'assassinat du duc d'Enghien. Poussé par une sorte de vertige, craignant de laisser passer inaperçue l'énorme tache de sang qui couvrait son vêtement, Napoléon envoya, pour ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le général Savary, qui avait pris une part si déplorable à l'attentat de Vincennes. Si Savary n'eut qu'à se louer de ses rapports avec l'empereur Alexandre, il eut beaucoup à se plaindre du reste de la

Digitized by Google

cour. Toutes les grandes maisons lui furent fermées.

Pendant que l'empereur de Russie, qui s'était posé comme médiateur de la paix entre la France et l'Angleterre, attendait avec une grande impatience la réponse du cabinet britannique, il survenait, de la part du gouvernement anglais, un de ces attentats au droit des gens qui reculent tout moyen pacificateur. Après la mort de Fox, lord Granville avait dirigé les affaires avec assez de modération; une demi-justice qu'il voulut rendre à l'Irlande le perdit. Le ministre ayant demandé qu'on adoptât des mesures un peu moins tyranniques à l'égard des malheureux catholiques irlandais, le protestantisme de Georges III s'émut alors, renvoya le ministère et le remplaça par celui de Canning, qui était destiné à recueillir tout le fruit de la politique de Pitt.

La Suède, franchement ennemie de la France, se plaignait de l'exacte neutralité gardée par le Danemarck. Afin de punir ce petit royaume d'une politique sage, l'Angleterre arma une flotte nombreuse et la chargea de vingt mille hommes de débarquement, auxquels s'unirent huit mille hommes qui étaient alors à Stralsund. Transportée devant Copenhague, cette armée en commença le bombardement sans autre motif que l'orgueil britannique blessé. Tout ayant été bientôt couvert de ruines et de sang, la ville infortunée fut obligée de capituler. Un article de cette capitulation portait que l'Angleterre pourrait, pendant six mois, occuper la forteresse de Kronembourg, la ville et l'arsenal. L'amiral anglais profita de ce temps pour équiper la flotte danoise et l'enlever; il pilla en même temps l'arsenal de Copenhague, regardé comme l'un des plus riches de l'Europe.

Digitized by Google

La France poussa un long cri d'indignation, qui retentit dans toutes les cours. En vain Canning chercha à se justifier en Russie et en Autriche, nulle part on ne voulut entendre sa justification. Le parlement anglais, si intéressé à garder le silence sur un acte semblable, ne put se taire; il montra l'indignité d'une attaque barbare, faite sans motif et contre le droit des gens. Toutes les paroles généreuses prononcées par une opposition sensée, furent repoussées par des hommes qui ne voulaient point de contradiction, et aux yeux desquels tout ce qui semblait bon était légitime, même la persécution contre cette malheureuse Irlande qui souffre depuis tant de siècles. Le cabinet anglais, sentant l'impossibilité de demeurer sans alliés, se détermina à faire à la Russie les offres les plus magnifiques, si elle voulait couvrir de son approbation l'attentat de Copenhague, et si elle consentait à renouer l'alliance anglaise; il lui faisait l'offre des provinces danubiennes, regardées par le cabinet de Saint-Pétersbourg comme les plus précieuses possessions qui pussent advenir à l'empire moscovite. A la demande de l'empereur Alexandre, si l'Angleterre acceptait la médiation proposée pour la pacification générale de l'Europe, lord Canning répondit fièrement qu'il la repoussait.

L'offre par l'Angleterre de l'abandon des provinces danubiennes, avait fait une profonde impression sur l'esprit de Romanzoff, qui se hâta de les communiquer à l'empereur Alexandre. Le czar, se croyant assuré de tenir ce qu'il ambitionnait le plus, ne savait à qui s'adresser, de Napoléon ou de Georges, pour l'obtenir. Persuadé qu'il y avait bien plus de sûreté à s'unir aux

Digitized by Google

Français qu'aux Anglais, il changea aussitôt son ministère, pour y faire entrer des hommes qui sussent sympathiser avec la France, plaça Romanzoff aux affaires étrangères, et envoya Tolstoï en ambassade à Paris. Quoiqu'il n'y eût aucune proposition positive de la part de Napoléon, qu'il n'y eût entre celui-ci et Alexandre que des promesses vagues, afin de connaître les vues de l'empereur des Français, Alexandre résolut de s'ouvrir entièrement à Savary, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg. La conversation qu'il eut dans cette circonstance peint si bien les désirs d'Alexandre, que nous devons la rapporter. « Vous le savez, dit celui-ci au général dans plusieurs entretiens fort longs, nos efforts pour la paix aboutissent à la guerre. Je m'y attendais; mais, je l'avoue, je ne m'attendais ni à l'expédition de Copenhague, ni à l'arrogance du cabinet britannique. Mon parti est pris, et je suis prêt à tenir mes engagements. Dans mon entrevue avec l'empereur Napoléon, nous avions calculé que si la guerre devait continuer, je serais amené à me prononcer en décembre, et je désirais que ce ne fût pas avant, pour n'avoir la guerre avec les Anglais qu'après la clôture de la Baltique. Peu importe, je me prononcerai tout de suite. Dites à votre maître que, s'il le désire, je vais renvoyer lord Gower. Cronstadt est armé, et si les Anglais veulent s'y essayer, ils verront qu'avoir affaire aux Russes est autre chose que d'avoir affaire à des Turcs ou à des Espagnols. Cependant je ne déciderai rien sans un courrier de Paris, car il ne faut pas nous hasarder à contrarier les calculs de Napoléon. D'ailleurs je voudrais, avant de rompre, que mes flottes fussent rentrées dans les ports russes. Quoi

Digitized by Google

qu'il en soit, je suis entièrement disposé à tenir la conduite qui conviendra le mieux à votre maître. Qu'il m'envoie même, si cela lui convient, une note toute rédigée, et je la ferai remettre à lord Gower en même temps que des passe-ports. Quant à la Suède, je ne suis pas en mesure, et je demande le temps de réorganiser mes régiments, fort maltraités par la dernière guerre et fort éloignés de la Finlande, attendu qu'il faut les ramener du sud au nord de l'empire. En outre, sur ce théâtre mon armée ne me suffit pas. Dans les bas-fonds des golfes du Nord, on se sert beaucoup de flottilles à rames. Les Suédois en ont une très nombreuse; la mienne n'est pas encore équipée, et je ne veux pas m'exposer à un échec de la part d'un aussi petit Etat. Dites donc à votre maître qu'aussitôt mes moyens préparés, j'accablerai la Suède, qu'il me faut attendre décembre ou janvier, mais qu'à l'égard des Anglais, je suis prêt à me prononcer immédiatement. Je suis même d'avis que nous ne nous bornions pas là, et que nous exigions de l'Autriche son adhésion, volontaire ou forcée, à la coalition continentale. En ceci encore, je suis disposé à recevoir, pour l'envoyer à Vienne, une note rédigée à Paris, car il n'y a pas de demi-alliance; il faut agir en toutes choses avec un parfait accord. Je désire que mon intimité avec Napoléon soit entière, et c'est dans cette vue que j'ai choisi M. de Tolstoï. Je ne possède pas, comme votre maître, une abondance d'hommes éminents en tous genres. M. de Markoff avait de l'esprit, et cependant il a tout brouillé; mais je préfère de Tolstoï à tout autre, parce qu'il appartient à une famille qui m'est dévouée, parce qu'il est militaire, parce qu'il pourra monter à

Digitized by Google

cheval et suivre votre empereur à la chasse, à la guerre, partout où il faudra. S'il ne convient pas, qu'on m'avertisse et j'en enverrai un autre, tant j'ai à cœur de prévenir le moindre nuage. On n'essaiera certainement pas de nous faire battre de sitôt; mais on dira à Napoléon que je suis faible, changeant, entouré de mes ennemis, qu'il n'y a pas à compter sur moi. On me dira que Napoléon est insatiable, qu'il veut tout pour lui, rien pour les autres, qu'il est aussi rusé que violent, qu'il me promet beaucoup, qu'il n'accordera rien; qu'il me ménage aujourd'hui, mais que lorsqu'il aura tiré de moi ce qu'il en souhaite, il me frappera à mon tour, et que, séparé de mes alliés que j'aurai laissé détruire, il faudra me résigner au même sort; je ne le crois point. J'ai vu Napoléon; je me flatte de lui avoir inspiré une partie des sentiments qu'il m'a inspirés à moi-même, et je suis certain qu'il est sincère. Mais lorsqu'on est loin, et qu'on ne peut pas se voir, les défiances sont promptes à naître. Qu'au premier doute, à la première impression pénible, il m'écrive ou me fasse dire un mot par vous ou par l'homme de confiance qu'il aura choisi, et tout s'expliquera (1). »

Il lui dit enfin d'une voix frémissante et cherchant des yeux quelle impression il faisait sur lui : « Je ne pensais » pas aux provinces du Danube; c'est votre empereur » qui, en recevant la nouvelle de la chute de Sélim, s'est » écrié à Tilsitt : « On ne peut rien faire avec ces bar- » bares, la Providence me dégage envers eux; arran- » geons-nous à leurs dépens ! » Je suis entré dans cette

(1) Thiers.

Digitized by Google

» voie, poursuivit l'empereur Alexandre, et Romanzoff
» avec moi. La nation nous y a suivis, et ce n'est pas trop
» d'un notable avantage de ce côté pour la rendre favo-
» rable à la France. La Finlande, où vous me pressez
» de marcher, est un désert, dont la possession ne sourit
» à personne, qu'il faut de plus enlever à un ancien allié,
» à un parent, par une sorte de défection qui blesse la
» délicatesse nationale, et qui fournit des prétextes aux
» ennemis de l'alliance. Nous devons donc chercher ail-
» leurs des raisons spécieuses de notre brusque revire-
» ment. Dites tout cela à l'empereur Napoléon; per-
» suadez-lui bien que je suis beaucoup moins animé du
» désir de posséder une province de plus, que du désir
» de rendre solide, agréable à ma nation, une alliance
» de laquelle j'attends de grandes choses. Ah! répéta
» l'empereur, si je pouvais aller à Paris en ce moment,
» tout s'arrangerait en quelques instants d'entretien;
» mais je ne le puis pas avant le mois de mars. »

Le général Savary, que Napoléon n'avait point initié aux promesses qu'il avait faites à Tilsitt, sut répondre fort adroitement et donner des espérances sans prendre aucun engagement. Il se hâta de transmettre cette conversation à Napoléon, qui avait bien changé d'opinion depuis son retour en France. Sébastiani, notre ambassadeur à Constantinople, lui avait fait parvenir des renseignements positifs sur la situation de l'empire de Constantinople, lui avait montré le danger extrême qu'il y aurait d'approcher si près de l'objet de son ambition une puissance extrêmement redoutable, et lui persuada que, sans aucune alliance, la France pourrait obtenir les provinces de la Turquie, qui avaient jadis formé l'an-

Digitized by Google

cienne Grèce. Déterminé par ces considérations à ajourner indéfiniment tout projet de partage de l'empire ottoman, Napoléon choisit, pour porter en Russie cette résolution, Caulaincourt, diplomate adroit, militaire distingué, qui remit au czar une lettre, pour lui demander instamment de contribuer à ramener la paix, « en forçant l'Angleterre à la subir; pour le prier de renvoyer à l'instant même de Saint-Pétersbourg les ambassadeurs d'Angleterre et de Suède; pour le prévenir qu'une armée française allait occuper le Danemarck, en vertu d'un traité d'alliance conclu avec la cour de Copenhague, et le presser de faire marcher une armée russe en Suède, afin que le Sund fût ainsi fermé des deux côtés; pour lui donner de nouveau son adhésion expresse à la conquête de la Finlande; pour lui annoncer les démarches qu'il faisait auprès de l'Autriche, afin de la décider à adhérer à la politique de Tilsitt, et lui annoncer aussi l'entrée d'armées nombreuses dans la Péninsule espagnole, dans le but de la fermer définitivement aux Anglais; pour lui dire enfin qu'il était étranger à la rédaction de l'armistice avec la Porte, qu'il le désapprouvait (ce qui emportait l'approbation tacite de l'occupation prolongée des provinces du Danube), et que, quant au maintien ou au partage de l'empire ottoman, cette question était si grave, si intéressante dans le présent et l'avenir, qu'il avait besoin d'y penser mûrement; qu'il ne pouvait en traiter par écrit, et que c'était avec Tolstoï qu'il se proposait de l'approfondir; qu'il la réservait à cet ambassadeur, et que c'était même afin de l'attendre qu'il avait retardé son départ pour l'Italie, où il était cependant pressé de se rendre. Unissons-nous, disait Napoléon

Digitized by Google

à Alexandre, et nous accomplirons les plus grandes choses des temps modernes (1). »

Le refus que Napoléon faisait pour le moment, de consentir au partage de l'empire ottoman, était un moyen de se rapprocher de l'Autriche, qu'on lui représentait toujours comme la seule puissance avec laquelle il fût possible de s'accommoder convenablement et dans les véritables intérêts de la France. Le duc de Wurtzbourg, frère de l'empereur d'Autriche, venu à la cour de France pour essayer d'unir les cabinets de Vienne et de Paris, parvint à faire signer un traité par lequel la France s'engageait à rendre Braunau, obtenait une route par l'Istrie pour communiquer avec la Dalmatie, et faisait quelques échanges de territoire sur l'Isonzo. Par une convention secrète, l'Autriche abandonnait absolument toute espèce de relation avec l'Angleterre et accédait au blocus continental, que Napoléon voulait faire adopter par toutes les nations du globe. La Prusse, dans l'impuissance de résister aux volontés de l'empereur, y accéda aussi. Le Danemarck, cruellement flagellé par le barbare bombardement de Copenhague, non-seulement avait accepté le blocus dans toute son étendue, il avait encore consenti à l'envoi des troupes françaises dans la Fionie et le Séeland pour fermer le Sund.

Inquiété par les préparatifs qui se faisaient au nord, le cabinet anglais envoya une flotte considérable, ce qui fit reprendre la pensée de tenter un débarquement en Angleterre. La flottille de Boulogne fut examinée avec soin; mais les bateaux construits en bois vert avaient

(1) Thiers.

Digitized by Google

besoin de réparations très considérables, il fallait même en mettre au rebut un bon nombre; malgré cela on disait bien que dans l'espace de deux mois l'on ferait les réparations suffisantes aux avaries pour pouvoir embarquer quatre-vingt-dix mille hommes. N'y comptant pas trop, Napoléon adopta un autre plan : ce fut de former auprès de nos principales flottes, à Flessingue, au Texel, à Lorient, à Rochefort, à Brest, des camps retranchés pouvant à chaque instant fournir des hommes qui profiteraient d'un coup de vent pour se porter sur l'Angleterre. En même temps les divisions de Toulon et de Cadix, avec celles que nous possédions sur les côtes de l'Italie, devaient se porter sur la Suède et sur les îles Ioniennes. L'imagination de Napoléon, comme le lecteur peut le penser, n'était pas alors plus en repos que pendant ses grandes expéditions en Allemagne. Il formait un autre dessein, qui fut l'origine de sa ruine.

Napoléon avait sommé le Portugal de saisir les négociants anglais et toutes leurs marchandises qui pouvaient exister dans ses ports, et, avec l'impétuosité de son caractère, il n'avait donné, pour obtenir une réponse, que le temps nécessaire aux courriers pour parcourir l'espace qui séparait Lisbonne de Paris. Le régent de Portugal, n'ayant pas jugé à propos de rompre l'alliance anglaise avant d'avoir consulté l'Angleterre, feignit d'obéir aux ordres de Napoléon, et offrit même de déclarer la guerre aux Anglais, à condition de ne rien faire. Napoléon, qui comprit la valeur de cette réponse, ne l'avait pas attendue pour faire entrer nos troupes en Espagne. Junot, à la tête de vingt-six mille hommes, dut franchir immédiatement les Pyrénées, passer par Burgos, Valladolid,

Digitized by Google

Salamanque, Ciudad-Rodrigo, Alcantara, et descendre la rive droite du Tage jusqu'à Lisbonne. Une seconde armée, plus forte que la première, fut à l'instant organisée pour soutenir celle-ci.

Afin de n'avoir plus rien à craindre au-delà des Pyrénées et d'être libre d'agir sur le Rhin, Napoléon résolut d'agrandir encore la pensée de Louis XIV, en se rendant maître de l'Espagne et du Portugal. Il se trouva dans un véritable embarras par rapport à la dynastie espagnole des Bourbons, qu'il voulait faire disparaître; il lui fallait pour cela un prétexte quelconque, et il n'en avait aucun. L'infortuné Charles IV lui avait toujours été dévoué; il ne s'était rendu coupable d'aucune agression, il avait mis la fortune, les armées, les flottes de l'Espagne à la disposition de la France. Sans doute cette nation, jadis si puissante, n'avait pas contribué avec toute l'énergie désirable à la défense d'une cause qui n'était pas la sienne. Mais est-on coupable quand on fait ce qu'on peut? N'osant alors exécuter son projet, il conclut à Fontainebleau un traité par lequel le royaume d'Etrurie était réuni à la France. Le jeune roi de ce petit Etat recevait comme indemnité un royaume de huit cent mille âmes, situé sur le Douro, ayant Oporto pour capitale et pour titre *royaume de la Lusitanie septentrionale*. Napoléon accordait en même temps au prince de la Paix un Etat de quatre cent mille âmes, composé de l'Alentejo et des Algarves, sous le titre de *principauté des Algarves*. Tout le reste du Portugal demeurait à la France.

Talleyrand, qui depuis quelques mois s'était tenu éloigné des affaires, eût préféré que l'empereur cédât abso-

Digitized by Google

lument tout le Portugal à l'Espagne, qui lui eût abandonné une province importante au-delà des Pyrénées, ce qui nous eût donné une clef pour entrer chez cette puissance et y faire entendre nos volontés avec plus de facilité. Cambacérès repoussait toute espèce de prise de possession en Espagne, et, pour appuyer son opinion, il montrait les Calabres en Italie, que le roi Joseph avait tant de mal à réduire, et disait qu'il serait bien plus difficile de dompter l'énergique nation espagnole. Napoléon ne suivit aucun de ces deux conseils, voulut garder une partie du Portugal et donner à l'avance l'autre partie à la maison d'Espagne, afin de s'aider de son concours pour conquérir le Portugal, espérant bien, la conquête une fois terminée, trouver un prétexte pour ne pas exécuter ses engagements et même pour s'emparer de la couronne d'Espagne. C'était joindre la fourberie à la plus odieuse iniquité.

Ce traité était à peine signé, que Napoléon ordonna à Junot, qui était déjà arrivé à Alcantara, de descendre la rive droite du Tage et d'agir de concert avec le marquis del Socorro, chargé de suivre la rive gauche du même fleuve. Il arriva alors en Espagne un événement qui changea la situation des affaires et fit espérer à Napoléon d'avoir enfin trouvé le prétexte qu'il désirait pour éloigner la famille des Bourbons de ce royaume et lui substituer la sienne.

Le roi Charles IV, prince plein de bonté et des vertus qui auraient pu honorer un particulier, mais qui n'avait aucune des qualités d'un souverain, avait pour épouse une femme altière, élevée dans les principes philosophiques et dominée par un tempérament ardent. Elle

Digitized by Google

s'était livrée entièrement à Godoï, qu'elle avait fait passer par tous les titres, jusqu'à celui de prince et de premier ministre. Profondément affligé de la vie infâme de la reine, le prince royal, qu'on tenait éloigné de toutes les affaires, s'allia avec de jeunes seigneurs espagnols contre le prince de la Paix, qui forma avec la reine le dessein de le priver de ses droits à la couronne et de les transférer au cadet de la maison royale. Pour faire réussir cette intrigue, on persuada au faible Charles IV que son fils Ferdinand voulait assassiner sa mère et détrôner son père. Comme le jeune prince avait beaucoup de partisans en Espagne et qu'il eût été dangereux de l'attaquer, on engagea le malheureux roi à accuser son propre fils auprès de Napoléon. Dans les papiers de Ferdinand, on trouva une condamnation énergique des actes du prince de la Paix, quelques mots de blâme sur la conduite de la reine, et, ce qui fit le plus de sensation, un acte par lequel le prince des Asturies nommait le duc d'Infantado commandant de la nouvelle Castille. C'était une précaution prise par le prince, afin que si son père venait à mourir et qu'on attentât à sa personne, un grand, dévoué et jouissant d'une haute autorité sur la nation espagnole, fût revêtu d'un pouvoir suffisant pour le protéger et le défendre. On présenta cet écrit comme une preuve incontestable que le prince avait le dessein de détrôner son père et peut-être d'attenter à la vie de sa mère et du prince de la Paix. Ferdinand fut aussitôt arrêté et constitué prisonnier dans son propre appartement.

Nous avions dans ces circonstances, pour ambassadeur à Madrid, Beauharnais, beau-frère de l'impératrice Jo-

Digitized by Google

séphine. C'était un homme droit, sans aucune de ces dispositions à la duplicité qu'on nomme qualités diplomatiques. Le prince des Asturies le pria de réclamer en sa faveur l'appui du grand homme de guerre qui gouvernait alors presque toutes les affaires de l'Europe et demanda même la main d'une princesse française, afin d'être assuré que cet appui ne lui ferait pas défaut. Le vieux roi écrivit, de son côté, à l'empereur Napoléon pour le conjurer de le soutenir contre un fils rebelle. Le peuple espagnol lui-même, pour sortir de la position fâcheuse où l'avait jetée le mauvais gouvernement du prince de la Paix, implorait le secours de la puissante épée qui semblait destinée à changer la face de l'univers.

Afin de pouvoir s'emparer facilement de l'Espagne quand le moment serait venu, Napoléon, sous le prétexte de soutenir Junot qui se dirigeait sur le Portugal (17 octobre), fit avancer trente mille hommes jusqu'à Valladolid, détacha des compagnies des corps rassemblés alors au-delà du Rhin et de l'Elbe, et en forma des régiments qu'il dirigea sur le midi de la France. Il retira de la grande armée huit à dix régiments qu'il y avait envoyés de Paris et des côtes avant sa dernière grande expédition. Afin que ses forces en Allemagne fussent moins éparpillées, il fit retirer les divisions qui étaient avancées au-delà de la Vistule, et rapprocha ainsi ses vieilles troupes du Rhin tandis qu'il poussait les jeunes vers les Pyrénées, attendant avec une vive anxiété les événements qui allaient se précipiter en Espagne.

Les affaires ne marchaient cependant pas à l'Escurial au gré de son ardente imagination. Le prince des Asturies, épouvanté, avait sollicité et obtenu un pardon

Digitized by Google

humiliant en livrant ses conseillers, les hommes les plus dévoués à l'Espagne, animés de véritables sentiments patriotiques. Ils répondirent avec une noble fermeté à toutes les accusations portées contre eux, et déclarèrent qu'ils n'avaient eu d'autre but que d'éclairer le roi sur les hontes qui déshonoraient son règne. La cour d'Espagne, ne se sentant pas soutenue par l'opinion publique, laissa languir cette affaire. Napoléon, déçu par cette espèce de rapprochement, écrivit à la cour d'Espagne une lettre pour la conjurer de rétablir la concorde dans son sein, et pria le père d'accorder à son fils un généreux pardon.

Cependant Junot s'avançait vers Lisbonne avec une armée de vingt-six mille hommes, qui, jusqu'à Salamanque, n'eurent d'autre malaise que celui d'une marche très rapide et d'une telle malpropreté, que souvent nos soldats aimaient mieux bivaquer dans la campagne que de loger dans des maisons remplies d'insectes très incommodes. A partir de Salamanque se présentaient les hautes montagnes séparant la vallée du Douro de celle du Tage. C'étaient cinquante lieues à parcourir dans un pays pauvre, montagneux, sans aucun magasin. Pendant les deux jours qu'elle mit pour faire les dix-neuf lieues de Salamanque à Ciudad-Rodrigo, l'armée française ne trouva d'autre nourriture que des chèvres qui paissaient sur la route. A Ciudad-Rodrigo on prit quelques vivres; on put ainsi donner à chaque soldat une demi-ration de pain; mais les jours suivants le temps devint affreux; des orages épouvantables, mêlés de grêle et de neige, perçaient les hommes et défonçaient les chemins; l'artillerie ne pouvait plus avancer; les guides, qui n'avaient ja-

Digitized by Google

mais été dans les bourgades des montagnes, n'en connaissaient pas les sentiers et se trompaient de chemin, ce qui démoralisa tellement l'armée, qu'elle ne voulait plus reconnaître ses chefs. Une colonne arriva enfin à la Moraleja, et fit sonner le tocsin pour faire connaître à l'armée égarée de quel côté elle devait se porter. A son arrivée, vers minuit, l'armée ne trouva pas de vivres; c'est à peine si l'on put donner au soldat une once de pain et quelques morceaux de chèvre. Pendant deux ou trois jours encore, les soldats eurent de semblables souffrances à endurer, jusqu'à Alcantara où elle arriva exténuée, sans souliers, se soutenant à peine, ayant laissé une grande partie de ses hommes en route. Plus loin elle eut encore plus à souffrir des chemins et des besoins, car un jour elle fut sans pain, sans viande, sans riz, sans légumes. A son arrivée à Abrantès, où il y avait des vivres en abondance, Junot, de vingt-six mille hommes qui formaient son armée, en avait à peine quinze mille. Après avoir fait réparer les armes et avoir donné un peu de repos à ses troupes, il prit la route de Lisbonne par la rive droite du Tage et s'avança à marches forcées à travers un pays difficile à la tête d'une armée exténuée; bientôt il prit le pas de course avec un corps d'élite de quatre mille hommes, dans l'espoir de surprendre Lisbonne, la famille royale et la flotte.

Le roi de Portugal s'attendait si peu à être attaqué, qu'il ignorait encore l'agression alors que Junot était déjà aux portes d'Abrantès; il se hâta d'envoyer au capitaine français pour le prier de s'arrêter, se montrant disposé à accepter toutes les conditions de Napoléon. Quand on apprit que Junot ne voulait traiter que dans Lisbonne, la plus

Digitized by Google

grande confusion se manifesta au sein de cette capitale. N'ayant plus rien à attendre du côté de la France, incapable de défendre ses Etats, le roi de Portugal fit charger à la hâte sur des vaisseaux toutes les richesses que les palais royaux de Lisbonne renfermaient, et mit à la voile pour le Brésil la veille du jour où Junot fit son entrée dans la capitale du Portugal. Le 30 novembre au matin, notre général en chef entra à Lisbonne à la tête de quinze cents hommes seulement, et fut reçu avec une froide indifférence par une population amie de sa nationalité, mais indignée de se voir abandonnée par un gouvernement qui aurait dû plutôt périr que de la délaisser. Junot n'avait pas obtenu le résultat qu'il attendait : la cour lui échappait, et il avait à peine quelques carcasses de vieux vaisseaux qui ne pouvaient plus servir; tout le reste avait disparu et allait porter dans le Nouveau-Monde le principe d'une séparation politique qui devait s'étendre à toutes les provinces de l'Amérique méridionale.

Une fois maître de Lisbonne, Junot, pour mettre son armée en sûreté dans une ville de trois cent mille âmes, occupa les postes les plus importants, rallia les restes de ses troupes qui arrivaient par petits pelotons, et parvint à reconstituer une armée de vingt-deux mille hommes, que devait rejoindre une arrière-garde de quatre ou cinq mille soldats. Junot se présenta comme un ami du Portugal, rassura le commerce, employa les trois mille ouvriers de l'arsenal de Lisbonne. Ses officiers, envoyés dans la plupart des provinces, ne rencontrèrent point d'opposition; le pays parut soumis en un moment; notre armée crut avoir achevé, en quelques jours et sans combat, une brillante conquête.

Digitized by Google

Cependant les événements d'Espagne se dessinaient, et quoique l'empereur Napoléon parcourût alors l'Italie et que tout parût demeurer entièrement paisible en France, Ysquierda, agent espagnol accrédité auprès de la cour de France, prévoyait de graves événements; il annonçait à sa cour que si son oreille constamment ouverte ne pouvait saisir un mot hostile à sa patrie, son œil voyait dans la physionomie générale je ne sais quoi de sinistre qui annonçait quelque grande catastrophe réservée à son pays.

Si le prince de la Paix avait déshonoré la couche royale, si les affaires publiques avaient été compromises entre ses mains, si, par sa faute, la nation espagnole était descendue au dernier rang des peuples, on ne pouvait cependant l'accuser d'avoir trahi son pays, de l'avoir livré entre des mains étrangères : il était toujours demeuré espagnol. Lorsqu'il comprit les desseins sinistres de l'empereur des Français, il conseilla à son souverain d'abandonner l'Espagne et de se retirer en Amérique, où il pourrait conserver un royaume riche et magnifique, attaché encore à sa maison. Il prévoyait qu'en restant en Europe, le monarque espagnol perdrait avec son honneur ses Etats d'Europe et probablement aussi d'Amérique, qui, se voyant abandonnés de la mère-patrie, puiseraient les idées d'indépendance des Etats-Unis. A cette proposition, Charles IV, accablé de douleur, dit que les affaires n'étaient pas encore arrivées à un état assez désespéré pour que l'on dût adopter la résolution du désespoir; qu'en demandant la main d'une princesse française pour le prince des Asturies, on pourrait conjurer l'orage qui s'annonçait. Après avoir d'abord repoussé assez vivement la proposition d'allier le prince

Digitized by Google

royal d'Espagne à une fille de la famille de Bonaparte, la reine, persuadée que c'était l'unique moyen de sauver une couronne qui s'échappait de ses mains, fit écrire par Charles IV une lettre à son *magnanime ami Napoléon*, pour lui faire la demande de la main d'une princesse de son *illustre maison, pour très-haut et très-puissant seigneur Ferdinand d'Espagne, prince des Asturies.*

La réponse se fit attendre ; Napoléon n'était point alors en France : il visitait l'Italie. Arrivé le 20 novembre à Milan, où il avait été reçu le jour même dans la magnifique cathédrale de cette capitale de la Lombardie, pour assister à un *Te Deum* solennel, Napoléon voulait tout voir par lui-même et juger de la situation d'un royaume, l'une de ses premières conquêtes. Afin que, dans sa plus grande hauteur, la belle route du Mont-Cenis fût pourvue d'habitations, il y fit construire une caserne, une église, une mairie, et invita des familles à venir se fixer dans ce lieu, avec promesse de n'avoir aucun impôt à supporter, à la seule condition qu'ils porteraient du secours aux voyageurs arrêtés par les mauvais temps. Le voyage de l'empereur ne fut qu'une fête continuelle : Brescia, Vérone et Padoue s'empressèrent d'honorer un souverain qu'elles feignaient d'aimer. Aucune ville ne montra plus d'empressement que Venise. Cette grande cité, jadis la reine des mers, fit jouer ses gondoles dans les nombreux canaux qui la traversent, et rappela un souvenir de son antique splendeur, espérant que Napoléon, dont le génie et la puissance semblaient surpasser toutes les forces humaines, saurait rendre à son commerce et à sa marine une partie de son activité passée. Napoléon organisa une administration pour la réparation des ca-

Digitized by Google

naux, décréta un grand canal pour conduire les bâtiments de l'arsenal à la passe Malamosso, et prescrivit de creuser un bassin pour des bâtiments de soixante-quatorze canons.

Napoléon parcourut ainsi une partie des villes de l'Italie septentrionale, et partout améliora le sort des cités. Rentré à Milan, il y apprit que l'Angleterre avait pris des mesures nouvelles pour contraindre les neutres à subir l'investigation de leurs vaisseaux, continuant ainsi à repousser cette maxime admise par les peuples modernes, *que le pavillon couvre la marchandise*. Pour punir l'Angleterre de ce qu'il regardait comme un nouveau forfait, Napoléon voulut à son tour aggraver le décret de blocus continental. C'est dans ce but que, le 17 décembre 1807, il lança le fameux décret de Milan, qui fut un digne complément de celui de Berlin.

Après avoir accusé, devant l'opinion publique, l'Angleterre d'avoir dénationalisé les bâtiments de toutes les puissances de l'Europe, regardant comme une tache ineffaçable pour la civilisation qu'on laissât de pareilles règles s'établir sans y répondre, il décréta :

« Tout bâtiment, de quelque nation qu'il soit, qui aura souffert la visite d'un vaisseau anglais, ou se sera soumis à un voyage en Angleterre, ou aura payé une imposition quelconque au gouvernement anglais, est par cela seul déclaré dénationalisé, a perdu la garantie de son pavillon, et est devenu propriété anglaise. »

Napoléon déclara les Iles Britanniques en état de blocus sur terre aussi bien que sur mer, et tout ce qui pouvait contrevenir à ce décret, était déclaré de bonne prise.

Digitized by Google

Ce décret plaçait tous les neutres dans l'absolue nécessité de rompre avec l'Angleterre ou de se mettre en état d'hostilité avec la France; il portait une grave atteinte à la liberté des nations, et violait de la manière la plus étrange le droit des gens. Mais c'était le moindre souci de Napoléon, qui voulait, par tous les moyens, fermer les ports de l'Europe à l'Angleterre.

Napoléon resta encore en Italie quelques jours, qu'il consacra à des mesures de gouvernement assez importantes. Il adopta officiellement Eugène de Beauharnais, et régla que la couronne d'Italie appartiendrait à la descendance d'un jeune prince qui avait su se faire chérir dans son gouvernement par sa modestie, sa sagesse et son dévouement. L'Italie, libre de toute guerre, avait pour la gouverner un prince aussi éloigné du despotisme que de l'anarchie, qui la conduisait par cette voie de douceur si convenable à ses habitudes et à son caractère. Napoléon se réserva pour la vie la royauté de l'Italie, et donna à son fils adoptif le titre de vice-roi. L'Italie, reconnaissante, flatta son maître et vota un monument en l'honneur de celui qui, disait-elle, l'avait rendue indépendante.

FIN DU TREIZIÈME VOLUME.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

DU TREIZIÈME VOLUME.

Ve ÉPOQUE, IIIe PÉRIODE, LIVRE II.

Pages

CHAP. III. — Consulat (1799-1804).. 1

§ I. — Consulat provisoire (11 novembre 1799-1er janvier 1800). 1

§ II. — Réunion des grands corps de l'Etat. — Fin de la guerre de Vendée (janvier et février 1800)..... 20

§ III. — Campagne de 1800. — Moreau en Allemagne. — Siége de Gênes. — Marengo..... 32

§ IV. — Etat intérieur de la France et mesures politiques et administratives adoptées dans le cours de l'année 1801..... 124

§ V. — Evénements extérieurs depuis le traité de Lunéville (9 février 1801-1802)..... 138

§ VI. — Résumé de l'histoire de l'Eglise catholique et du schisme, depuis l'établissement de la constitution civile du clergé. — Histoire du Concordat... 172

§ VII. — Affaires intérieures jusqu'au Consulat à vie. — Etablissement de la république italienne (juillet 1801-août 1802). 190

§ VIII. — Consulat à vie. — Armements maritimes. — Camp de Boulogne (août 1802-janvier 1804)..... 221

Digitized by Google

Pages

§ VIII. Conspiration de Georges Cadoudal. — Assassinat du duc d'Enghien. — Établissement de l'Empire (janvier-juin 1804).. 279

LIVRE III. — *Empire Français* (1804-1814)..... 316

CHAP. Ier — La flotte. — Le sacre. — La coalition (1804-1805). 317

CHAP. II. — Campagne de 1805..... 349
§ I. — Préparatifs de la campagne..... 349
§ II. — Ulm..... 355
§ III. — Trafalgar..... 366
§ IV. — Austerlitz..... 375

CHAP. III. — Année 1806..... 403
§ I. — Mesures politiques et administratives de l'Empereur (janvier-octobre)..... 403
§ II. — Iéna. — Blocus continental (octobre-décembre 1806). 430

CHAP. IV. Année 1807..... 467
§ I. — Eylau..... 467
§ II. — Friedland. — Paix de Tilsitt..... 485
§ III. — Opérations maritimes..... 503
§ IV. — Affaires intérieures. — Expédition en Portugal.. — Italie..... 510

FIN DE LA TABLE DU TREIZIÈME VOLUME.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google